

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
DE
ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1900

DEUXIÈME ANNÉE

TOME LXXII

PARIS, HENRI, 1900

ABONNEMENTS

France et Étranger	25 francs
Union postale	25 francs
Autres pays	25 francs
En numéraire	25 francs

PARIS

ABONNEMENTS

PARIS, HENRI, 1900

JX
3
A6

REVIEWS

DISSERTATION

1991

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LXXIII

JANVIER, FÉVRIER, MARS

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire	}
simple.....	
double.....	9 —

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

REVUE DE DIPLOMATIE

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PAR

M. LOUIS REHAULT

Professeur à l'École des Sciences Politiques
à la Faculté des Lettres de la Sorbonne

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

DEUXIÈME SÉRIE

TOME LXXIII

ANNÉE 1934

ABONNEMENTS

France	100
Étranger	110
Indes	120
Colonies	130
Asie	140
Afrique	150
Océanie	160
Amérique	170
Autres	180

PARIS

ÉDITION REHAULT

ÉDITEUR THOMSON & CO. 10, rue de la Harpe

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

Acte final de la Conférence internationale de la Paix.

(29 juillet 1899.)

La Conférence Internationale de la Paix, convoquée dans un haut sentiment d'humanité par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à la Maison Royale du Bois, à la Haye, le 18 mai 1899.

Les Puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence, pour laquelle Elles avaient désigné les Délégués nommés ci-après :

L'Allemagne. — Son Exc. le Comte de Münster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris, Délégué Plénipotentiaire; M. le baron de Stengel, Professeur à l'Université de Munich, second Délégué; M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique; M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Commandant du 5^e régiment d'infanterie, n^o 94, Délégué technique; M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade Impériale à Paris, Délégué technique.

L'Autriche-Hongrie. — Son Exc. le Comte R. Welsersheimb, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Alexandre Okolicsanyi d'Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire; M. Gaëtan Mérey de Kapos-Mere, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint; M. Henri Lammasch, Professeur à l'Université de Vienne, Délégué adjoint; M. Victor de Khuepach zu Ried, Zimmerlehen et Halsburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-major général, Délégué adjoint; M. le Comte Stanislas Sodtyk, Capitaine de Corvette, Délégué adjoint.

La Belgique. — Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué Plénipotentiaire; M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire; M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué Plénipotentiaire.

La Chine. — M. Yang Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Lou-Tseng-Tsiang, Second Délégué; M. Hoo-Wei-Teh, Second Délégué; M. Ho-Yen-Cheng, Conseiller de Légation, Délégué adjoint.

Le Danemark. — M. le Chambellan Fr. E. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. J. G. F. von Schnack, Colonel d'Artillerie, Ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué, Plénipotentiaire.

L'Espagne. — Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire; M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire; M. le Comte del Serrallo, Colonel, Attaché Militaire à la Légation d'Espagne à Bruxelles, Délégué adjoint.

Les Etats-Unis d'Amérique. — Son Exc. M. Andrew D. White, Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Délégué Plénipotentiaire; L'Honorable Seth Low, Président de l'Université Columbia à New-York, Délégué Plénipotentiaire; M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire; M. Alfred T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué Plénipotentiaire; M. William Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué Plénipotentiaire; M. Frederick W. Holls, Avocat à New-York, Délégué et Secrétaire de la Délégation.

Les Etats-Unis Mexicains. — M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire; M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué Plénipotentiaire.

La France. — M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire; M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué, Plénipotentiaire; M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique; M. Péphau, Contre-Amiral, Délégué technique; M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Jurisconsulte-Conseil du Ministère des Affaires Etrangères, Délégué technique.

La Grande-Bretagne et Irlande. — Son Exc. le Très Honorable Sir Julian Pauncefoot, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire du Royaume-Uni à Washington, Premier Délégué, Plénipotentiaire; Sir Henry Howard, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye,

- Second Délégué, Plénipotentiaire; Sir John A. Fisher, Vice-Amiral, Délégué technique; Sir J. C. Ardagh, Général-Major, Délégué technique; M. le Lieutenant-Colonel C. à Court, Attaché Militaire à Bruxelles et à la Haye, Délégué technique adjoint.
- La Grèce.* — M. N. Delyannis, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris, Délégué Plénipotentiaire.
- L'Italie.* — Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye. Deuxième Délégué, Plénipotentiaire; M. le Chevalier Guido Pompili, Député au Parlement italien, Troisième Délégué, Plénipotentiaire; M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique; M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.
- Le Japon.* — M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Uyehara, Colonel, Délégué technique; M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique; M. Nagao Ariga, Professeur de Droit International à l'Ecole Supérieure de Guerre et à l'Ecole de Marine à Tokio, Délégué technique.
- Le Luxembourg.* — Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué Plénipotentiaire; M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué Plénipotentiaire.
- Le Monténégro.* — Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire.
- Les Pays-Bas.* — M. le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, Ancien ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire; M. le Général J. C. C. den beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire; M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué Plénipotentiaire; M. E. N. Rahunen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué Plénipotentiaire; M. A. P. Tadema, Capitaine de Vaisseau, Chef de l'Etat-Major de la Marine Néerlandaise, Délégué technique.
- La Perse.* — M. l'aide de Camp Général Mirza Riza Khan (arfa-ud-dovleh), Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Saint-Petersbourg et à Stockholm, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Mirza Samad Khan (montazis-saltaneh), Conseiller de Légation à Saint-Petersbourg, Délégué adjoint.
- Le Portugal.* — M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Madrid, Délégué Plénipotentiaire; M. d'Ornellas Vasconcellos, Pair du Royaume, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, Délégué Plénipotentiaire; M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué Plénipotentiaire; M. le Capitaine de Vaisseau Augusto de Castilho, Délégué techni-

que; M. le Capitaine de l'Etat-Major Général Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

La Roumanie. — M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué, Plénipotentiaire; M. Jean N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué, Plénipotentiaire; M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

La Russie. — Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Délégué Plénipotentiaire; M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué Plénipotentiaire; M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué Plénipotentiaire; M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances en France, Délégué technique; M. Gilinsky, Colonel de l'Etat-Major Général, Délégué technique; M. le Comte Barantzew, Colonel de l'Artillerie montée de la Garde, Délégué technique. M. Schéine, Capitaine de frégate, Agent naval de Russie en France, Délégué technique; M. Ovtchinnikow, Lieutenant de Vaisseau, Professeur de Jurisprudence, Délégué technique.

La Serbie. — M. Miyatovich, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres et à la Haye, Délégué Plénipotentiaire; M. le Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Cettigné, Délégué Plénipotentiaire; M. le Docteur Voïslave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit de Belgrade, Délégué Adjoint.

Le Siam. — Son Exc. Phya Suriya Nuvatr, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg et à Paris, Premier Délégué, Plénipotentiaire; Son Exc. Phya Visuddha Suriya Sakdi, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye et à Londres, Deuxième Délégué, Plénipotentiaire; M. Ch. Corragioni d'Orelli, Conseiller de Légation, Troisième Délégué; M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

La Suède et la Norvège. — M. le baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Suède. — M. P. H. E. Brandstrom, Colonel, chef du premier régiment des grenadiers de la Garde, Délégué technique; M. C. A. M. de Hjulhammar, Capitaine de vaisseau, Délégué technique.

Norvège. — M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique; M. J. J. Thaulow, Général-Major, médecin-général de l'armée et de la marine, Délégué technique.

La Suisse. — M. le Docteur Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Berlin, Délégué Plénipotentiaire; M. le Colonel Arnold Künzli, Conseiller National, Délégué; M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué Plénipotentiaire.

La Turquie. — Son Exc. Turkan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué Plénipotentiaire; Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires

Etrangères, Délégué Plénipotentiaire; Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué Plénipotentiaire; Mehemed Pacha, Contre-Amiral, Délégué Plénipotentiaire.

La Bulgarie. — M. le Docteur Dimitri I. Stancioff, Agent Diplomatique à Saint-Petersbourg, Premier Délégué Plénipotentiaire; M. le Major Christo Hessaptchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué Plénipotentiaire.

Dans une série de réunions, tenues du 18 mai au 29 juillet 1899, où les délégués précités ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues généreuses de l'Auguste Initiateur de la Conférence et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des Plénipotentiaires, le texte des Conventions et Déclarations énumérées ci-après et annexées au présent Acte :

I. — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ;

II. — Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ;

III. — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

IV. — Trois Déclarations concernant :

1^o L'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux ;

2^o L'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

3^o L'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au 31 décembre 1899 par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye.

Obéissant aux mêmes inspirations, la Conférence a adopté à l'unanimité la Résolution suivante :

La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.

Elle a, en outre, émis les vœux suivants :

1^o La Conférence, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la revision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref

délai à la réunion d'une conférence spéciale ayant pour objet la revision de cette Convention ;

Ce vœu a été voté à l'unanimité.

2° La Conférence émet le vœu que la question des droits et des devoirs des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine conférence ;

3° La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les Gouvernements, en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres ;

4° La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, tenant compte des propositions faites dans la Conférence, mettent à l'étude la possibilité d'une entente concernant la limitation des forces armées de terre et de mer et des budgets de guerre ;

5° La Conférence émet le vœu que la proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure ;

6° La Conférence émet le vœu que la proposition de régler la question du bombardement des ports, villes et villages par une force navale soit renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure.

Les cinq derniers vœux ont été votés à l'unanimité, sauf quelques abstentions.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des Affaires étrangères et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne : (s.) Münster.

Pour la Monarchie Austro-Hongroise : (s.) Welsersheimb. — (s.) Okolicsanyi.

Pour la Belgique : (s.) A. Bernaert. — (s.) Comte de Grelle Rogier. — (s.) Ch. Descamps.

Pour la Chine : (s.) Yang Yü.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque De Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : (s.) Andrew D. White. — (s.) Seth Low. — (s.) Stanford Newel. — (s.) A. T. Mahan. — (s.) William Crozier.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) M. de Mier. — (s.) J. Zenil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bihourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : (s.) Julian Pauncefote. — (s.) Henry Howard.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour l'Italie : (s.) Nigra. — (s.) A. Zannini. — (s.) Pompili.
Pour le Japon : (s.) Hayashi. — (s.) J. Motono.
Pour le Luxembourg : (s.) Eyschen. — (s.) Comte de Villers.
Pour le Monténégro : (s.) Staal.
Pour les Pays-Bas : (s.) W. Karnebeek. — (s.) Den Beer Portugael.
 — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.
Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.
Pour le Portugal : (s.) Conde De Macedo. — (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. — (s.) Conde De Sélir.
Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) J. N. Papiniu.
Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) A. Basily.
Pour la Serbie : (s.) Chedomille Miyatovitch. — (s.) A. Maschine.
Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Navatr. — (s.) Visuddhā.
Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.
Pour le Conseil fédéral suisse : (s.) Roth. — (s.) E. Odier.
Pour la Turquie : (s.) Turkhan. — (s.) Noury. — (s.) Abdullah. — (s.) Mehemed.
Pour la Bulgarie : (s.) Stancioff. — (s.) Major Hessapchieff.

Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom la Reine Régente du Royaume, le Président des États-Unis d'Amérique, le Président des États-Unis Mexicains, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Son Altesse le Prince de Monténégro, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie (1).

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale, accessible à tous, au sein des Puissances indépendantes, peut contribuer efficacement à ce résultat :

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant, avec l'Auguste Initiateur de la Conférence Internationale de la Paix, qu'il importe de consacrer dans un accord international

(1) Ces noms sont bien des pays dont les Représentants ont signé dès le 29 juillet 1899.

les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples ;

Désirant conclure une Convention à cet effet, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : M. Auguste Beernaert, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants ; le Comte De Grelle Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Chevalier Descamps, Sénateur ;

Sa Majesté le Roi de Danemark : Le Chambellan Fr. E. De Bille, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume : Le Duc de Tetuan, ancien Ministre des Affaires Etrangères, M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. Arturo de Bager, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique : M. Andrew D. White, Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, l'Honorable Seth Low, Président de l'Université de Columbia, à New-York ; M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; M. Alfred T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, et M. William Crozier, Capitaine d'Artillerie ;

Le Président des Etats-Unis Mexicains : M. de Miér, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, et M. J. Zenil, Ministre-Résident près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président de la République Française : M. Léon Bourgeois, ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, M. Georges Bihourd, Président du Conseil, ancien Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. N. Delyanni, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, ancien président du Conseil, ancien Ministre des Affaires Etrangères ;

Son Altesse le Prince de Monténégro : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Ambassadeur de Russie près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : Le Jonkheer A. P. C. Van Karnebeek, ancien Ministre des Affaires Etrangères, membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, le Général J. C. C. Den Beer Poortugaël, ancien Ministre de la Guerre, membre du Conseil d'Etat, M. T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat et M. E. N. Rahusen, membre de la Première Chambre des Etats-Généraux ;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse : L'aide de camp, Général Mirza Riza Khan (Arfa ud Dovleh), Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et Algarves : Le Comte de Macedo, ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique; M. d'Ornellas Vasconcellos. Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, et le Comte de Sélir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Roumanie : M. Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et M. Jean N. Papiniu, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique, M. le Conseiller privé de Martens; M. le Conseiller d'Etat actuel, Chambellan de Sa Majesté l'Empereur, de Basily;

Sa Majesté le Roi de Siam : M. Phya Suriya Nuvatr, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, et M. Phya Visud-Dha. Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté Britannique.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le Baron de Bildt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie : Le Docteur Dimitri I. Stancioff, Son Agent Diplomatique près le Gouvernement Impérial de Russie, et le Major Christo Hessaptchiew, de l'Etat-Major Bulgare, Attaché Militaire en Serbie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DU MAINTIEN DE LA PAIX GÉNÉRALE

Art. 1. — En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

TITRE II

DES BONS OFFICES ET DE LA MÉDIATION

Art. 2. — En cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Art. 3. — Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Art. 4. — Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Art. 5. — Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

Art. 6. — Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Art. 7. — L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Art. 8. — Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante.

En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

TITRE III

DES COMMISSIONS INTERNATIONALES D'ENQUÊTE

Art. 9. — Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Art. 10. — Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Art. 11. — Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention.

Art. 12. — Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'Elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Art. 13. — La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Art. 14. — Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

TITRE IV

DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER. — *De la Justice arbitrale.*

Art. 15. — L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Art. 16. — Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Art. 17. — La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Art. 18. — La Convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Art. 19. — Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre.

CHAPITRE II. — *De la Cour permanente d'arbitrage.*

Art. 20. — Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Art. 21. — La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Art. 22. — Un Bureau international établi à la Haye sert de greffe à la Cour.

Ce bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de la Haye, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Art. 23. — Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les Personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Art. 24. — Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur Pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

Art. 25. — Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à la Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Art. 26. — Le Bureau international de la Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Art. 27. — Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la Paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Art. 28. — Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Le Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Art. 29. — Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

CHAPITRE III. — *De la procédure arbitrale.*

Art. 30. — En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Art. 31. — Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Art. 32. — Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Art. 33. — Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Art. 34. — Le surarbitre est de droit Président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Art. 35. — En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Art. 36. — Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à la Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Art. 37. — Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Art. 38. — Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Art. 39. — La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes : l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Art. 40. — Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie.

Art. 41. — Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Art. 42. — L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Art. 43. — Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Art. 44. — Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus le Tribunal en prend acte.

Art. 45. — Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Art. 46. — Il ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Art. 47. — Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Art. 48. — Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Art. 49. — Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Art. 50. — Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Art. 51. — Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Art. 52. — La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment.

Art. 53. — La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

Art. 54. — La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Art. 55. — Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas, et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

Art. 56. — La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les Parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Art. 57. — Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

Dispositions générales.

Art. 58. — La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix de la Haye.

Art. 59. — Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Art. 60. — Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances contractantes.

Art. 61. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux,

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(*Suivent les signatures.*)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Comte de Grelle Rogier. — (s.) Chevalier Descamps.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque de Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : (s.) Andrew D. White. — (s.) Seth Low. — (s.) Stanford Newel. — (s.) A. T. Mahan. — (s.) William Crozier. (Sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 25 juillet 1899.)

Pour les Etats-Unis mexicains : (s.) A. de Mier. — (s.) J. Zenil.

Pour la République française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bihourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) V. Karnebeek. — (s.) Deen Beer Poortugael. — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : (s.) Conde De Macedo. — (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. — (s.) Conde De Selir.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) N. J. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) A. Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et Norvège : (s.) Bildt.

Pour la Bulgarie : (s.) D. Stancioff. — (s.) Major Hessapchieff.

Convention contenant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, le Président des Etats-Unis Mexicains, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Son Altesse le Prince de Monténégro, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie (1).

Considérant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner ;

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences progressives de la civilisation ;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre, autant que possible, les rigueurs ;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1854, par une sage et généreuse prévoyance ;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible, toutefois, de concerter, dès maintenant, des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions régle-

(1) V. l'observation faite en note à la page 11.

mentaires adoptées par elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 1 et 2 du règlement adopté ;

Les Hautes Parties contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : M. Auguste Beernaert, son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants ; le Comte de Grelle Rogier, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Chevalier Descamps, Sénateur ;

Sa Majesté le Roi de Danemark : Le Chambellan Fr. E. de Bille, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en Son Nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume : Le Duc de Tetuan, ancien Ministre des Affaires Etrangères, M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, M. Arturo de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Le Président des Etats-Unis Mexicains : M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, et M. J. Zenil, Ministre-Résident près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président de la République Française : M. Léon Bourgeois, ancien Président du Conseil, ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. N. Delyannis, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, ancien Président du Conseil, ancien Ministre des Affaires Etrangères ;

Son Altesse le Prince de Monténégro : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Ambassadeur de Russie près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : Le Jonkheer A. P. C. van Karnebeek, ancien Ministre des Affaires Etrangères, membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, le Général J. C. C. den Beer Poortugael, ancien Ministre de la Guerre, membre du Conseil d'Etat, M. T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat et M. E. N. Rahusen, membre de la Première Chambre des Etats-Généraux ;

Sa Majesté impériale le Schah de Perse : L'Aide de camp, Général Mirza Riza Kahn (arfa-ud-dovleh), Son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : Le Comte de Ma-

cedo, ancien Ministre de la Marine et des Colonies. Pair du Royaume. Son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique ; M. d'Ornellas de Vasconcellos, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, et le Comte de Selir, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie : M. Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et M. Jean N. Papiniu, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique ; M. le Conseiller privé de Martens ; M. le Conseiller d'Etat actuel, chambellan de Sa Majesté l'Empereur, de Basily ;

Sa Majesté le Roi de Siam : M. Phya Suriya, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, et M. Phya Visuddha, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le Baron de Bildt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près sa Majesté le Roi d'Italie ;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie : Le Docteur Dimitri I. Stancioff, Son Agent Diplomatique près le Gouvernement Impérial de Russie, et le Major Christo Hessaphtchieff, de l'Etat-Major bulgare, Attaché Militaire en Serbie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, annexé à la présente Convention.

Art. 2. — Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Art. 3. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Art. 4. — Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Pui-

sances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Art. 5. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(Suivent les signatures)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Cte de Grelle Rogier. — (s.) Chr Descamps.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque de Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) A. de Mier. — (s.) J. Zenil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bi-hourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) Van Karnebeek. — (s.) Den Beer Poortugael. — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa ud Dowleh.

Pour le Portugal : (s.) Conde de Macedo. — (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. — (s.) Conde de Sêlir.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) A. Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.

Pour la Bulgarie : (s.) D. Stanciolf. — (s.) Major Hessaptchieff.

ANNEXE A LA CONVENTION

Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

PREMIÈRE SECTION. — DES BELLIGÉRANTS.

CHAPITRE PREMIER. — *De la qualité de belligérant.*

Article premier. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement et

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination *d'armée*.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Art. 3. — Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — *Des prisonniers de guerre.*

Art. 4. — Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Art. 5. — Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Art. 6. — L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Art. 7. — Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prison-

niers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Art. 8. — Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent.

Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Art. 9. — Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Art. 10. — Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Art. 11. — Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Art. 12. — Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Art. 13. — Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Art. 14. — Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et

de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Art. 15. — Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Art. 16. — Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'État.

Art. 17. — Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Art. 18. — Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Art. 19. — Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur garde et de leur rang.

Art. 20. — Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — *Des malades et des blessés.*

Art. 21. — Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Deuxième Section. — Des Hostilités.

CHAPITRE PREMIER

Des moyens de nuire à l'ennemi ; des sièges et des bombardements.

Art. 22. — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Art. 23. — Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit* :

- a) D'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b) De tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c) De tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- d) De déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- e) D'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;
- f) D'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;
- g) De détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Art. 24. — Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme *licites*.

Art. 25. — Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Art. 26. — Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Art. 27. — Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Art. 28. — Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — *Des espions.*

Art. 29. — Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone

d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Art. 30. — L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Art. 31. — L'espion qui, avant rejoint l'armée à laquelle il appartenait, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — *Des parlementaires.*

Art. 32. — Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Art. 33. — Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Art. 34. — Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — *Des capitulations.*

Art. 35. — Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — *De l'armistice.*

Art. 36. — L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Art. 37. — L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le se-

cond, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Art. 38. — L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Art. 39. — Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Art. 40. — Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Art. 41. — La violation des clauses de l'armistice par des particuliers agissant de leur propre initiative donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

TROISIÈME SECTION

De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.

Art. 42. — Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve place de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Art. 43. — L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publiques en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Art. 44. — Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Art. 45. — Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Art. 46. — L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Art. 47. — Le pillage est formellement interdit.

Art. 48. — Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Art. 49. — Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Art. 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont

elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Art. 51. — Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Art. 52. — Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon elles seront constatées par des reçus.

Art. 53. — L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements, et en général toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Art. 54. — Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Art. 55. — L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Art. 56. — Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

QUATRIÈME SECTION

Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Art. 57. — L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes

appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Art. 58. — A défaut de convention spéciale, l'État neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Art. 59. — L'État neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel, ni matériel de guerre. En pareil cas, l'État neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'État neutre de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Art. 60. — La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Convention pour l'application à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 22 août 1864

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, le Président des Etats-Unis Mexicains, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Son Altesse le Prince de Monténégro, Sa Majesté la Reine des Pays Bas, Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie (1).

Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inseparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet.

Ils ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : M. Auguste Beernaert, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants ; le Comte de

(1) V. l'observation faite en note à la page 11.

Grelle Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Chevalier Descamps, Sénateur ;

Sa Majesté le Roi de Danemark : Le Chambellan Fr. E. de Bille, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume : Le Duc de Tetuan, ancien Ministre des Affaires Etrangères ; M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. Arturo de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Le Président des Etats-Unis Mexicains : M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, et M. J. Zenil, Ministre-résident près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président de la République Française : M. Léon Bourgeois, ancien Président du Conseil, ancien Ministre des Affaires Etrangères. Membre de la Chambre des Députés ; M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre Plénipotentiaire. Membre de la Chambre des Députés ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. N. Delyanni, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française, ancien Président du Conseil, ancien Ministre des Affaires Etrangères ;

Son Altesse le Prince de Monténégro : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Ambassadeur de Russie près Sa Majesté Britannique.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : Le Jonkheer A. P. C. Van Karnebeek, ancien Ministre des Affaires Etrangères, membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux ; le général J. C. C. Den Beer Poortugaal, ancien Ministre de la Guerre, membre du Conseil d'Etat ; M. T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, et M. E. N. Rahunen, membre de la Première Chambre des Etats-Généraux ;

Sa Majesté Impériale Le Schah de Perse : L'aide de camp Général Mirza Riza Khan (Arfa ud Dowlah). Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : Le Comte de Macedo, ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique ; M. d'Ornellas Vasconcellos, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, et le Comte de Sélir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie : M. Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et M. Jean N. Papiniu, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies : M. le Conseiller privé actuel de Staal, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique ; M. le Conseiller privé de Martens ; M. le Conseiller d'Etat actuel Chambellan de Sa Majesté l'Empereur, de Basily ;

Sa Majesté le Roi de Siam : M. Phya Suriya Nuvatr, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la République Française. et M. Phya Visuddha, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le Baron de Bildt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie : Le Docteur Dimitri I. Stancioff, Son Agent Diplomatique près le Gouvernement impérial de Russie, et le Major Christo Hlessapchieff, de l'Etat-Major bulgare, Attaché militaire en Serbie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Les bâtiments hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Art. 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Art. 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Art. 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Art. 5. — Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3 seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Art. 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Art. 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire, et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Art. 8. — Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Art. 9. — Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Art. 10. — Les naufragés blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés blessés ou malades.

Art. 11. — Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont

obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Lesdites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante, se joindrait à l'un des belligérants.

Art. 12. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à toutes les Puissances contractantes.

Art. 13. — Les Puissances non signataires qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864 sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas, et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Art. 14. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas, et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le vingt-neuf juillet, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(*Suivent les signatures.*)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Comte de Grelle Rogier. — (s.) Ch^r Descamps.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque De Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) A. de Mier. — (s.) J. Zenil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bihourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) V. Karnebeek. — (s.) Den Beer Poortugael. — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : (s.) Conde de Macedo. — (s.) Agostinho D'Ornellas de Vasconcellos. — (s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) J. N. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) A. Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.
Pour la Bulgarie : (s.) D. Stancioff. — (s.) Major Hessaptschieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

S'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de Saint-Petersbourg du 29 novembre et 11 décembre 1868,
Déclarent :

Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(Suivent les signatures.)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Comte de Grelle Rogier.
— (s.) Ch^r Descamps.

Pour le Danemark : (s.) Fr. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque De Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : (s.) Andrew D. White. — (s.) Seth Low. — (s.) Stanford Newel. — (s.) A. T. Mahan. — (s.) William Crozier.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) M. de Mier. — (s.) J. Zenil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bi-hourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) Van Karnebeek. — (s.) Den Beer Poortugael. — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : (s.) Conde De Macedo. — (s.) Agostinho d'Ornellas de Vasconcellos. — (s.) Conde de Selir.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) J. M. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) A. Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.

Pour la Turquie : (s.) Turkhan. — (s.) M. Noury. — (s.) Abdullah. (s.) R. Mehemed.

Pour la Bulgarie : (s.) C. Stancioff. — (s.) Major Hessaptchieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

S'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de Saint-Petersbourg du 29 novembre et 11 décembre 1868,

DÉCLARENT :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Dé-

claration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(*Suivent les signatures.*)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Cte de Grelle Rogier. — (s.) Chr Descamps.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque De Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) A. de Mier. — (s.) J. Zénil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bihourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanni.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) Van Karnebeek. — (s.) Den Beer Portugael. — (s.) F. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : (s.) Conde de Macedo. — (s.) Agostinho d'Ornelas de Vasconcellos. — (s.) Conde De Selir.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) N. J. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.

Pour la Turquie : (s.) Turkhan. — (s.) M. Noury. — (s.) Abdullah. — (s.) R. Mehemed.

Pour la Bulgarie : (s.) D. Stancioff. — (s.) Major Hessapthieff.

Déclaration.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à La Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

S'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de Saint-Petersbourg du 29 novembre/11 décembre 1868,

DÉCLARENT :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre les Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(*Suivent les signatures.*)

Pour la Belgique : (s.) A. Beernaert. — (s.) Comte de Grelle-Rogier. — (s.) Ch^r Descamps.

Pour le Danemark : (s.) F. Bille.

Pour l'Espagne : (s.) El Duque de Tetuan. — (s.) W. R. de Villa Urrutia. — (s.) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis Mexicains : (s.) A. de Mier. — J. Zenil.

Pour la République Française : (s.) Léon Bourgeois. — (s.) G. Bihourd. — (s.) D'Estournelles de Constant.

Pour la Grèce : (s.) N. Delyanny.

Pour le Monténégro : (s.) Staal.

Pour les Pays-Bas : (s.) Van Karnebeek. — (s.) Den Beer Poortugael. — (s.) T. M. C. Asser. — (s.) E. N. Rahusen.

Pour la Perse : (s.) Mirza Riza Khan. Arfa-ud-Dovleh.

Pour la Roumanie : (s.) A. Beldiman. — (s.) N. J. Papiniu.

Pour la Russie : (s.) Staal. — (s.) Basily.

Pour le Siam : (s.) Phya Suriya Nuvatr. — (s.) Visuddha.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège : (s.) Bildt.

Pour la Turquie : (s.) Turkhan. — (s.) M. Nourry. — (s.) Abdullah.

— (s.) R. Mehemed.

Pour la Bulgarie : (s.) D. Stancioff. — (s.) Major Hessaptchieff.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

1889

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES (1)

Le comte Mouravieff, ministre des affaires étrangères de Russie, aux représentants des Puissances accrédités à Saint-Petersbourg.

Saint-Petersbourg, le 12/24 août 1898.

Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se présentent, dans la situation actuelle du monde entier, comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les Gouvernements.

Les vues humanitaires et magnanimes de Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Maître, y sont entièrement acquiesces.

Dans sa conviction que ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux légitimes de toutes les Puissances, le Gouvernement Impérial croit que le moment actuel serait très favorable à la recherche, dans les voies d'une discussion internationale, des moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable, et de mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels.

Au cours des vingt dernières années, les aspirations à un apaisement général se sont particulièrement affirmées dans la conscience des nations civilisées. La conservation de la paix a été posée comme but de la politique internationale; c'est en son nom que les grands Etats ont conclu entre eux de puissantes alliances; c'est pour mieux garantir la paix qu'ils ont développé dans des proportions inconnues jusqu'ici leurs forces militaires et qu'ils continuent encore à les accroître, sans reculer devant aucun sacrifice.

Tous ces efforts, pourtant, n'ont pu aboutir encore aux résultats bienfaisants de la pacification souhaitée.

Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent

(1) Publiés par le Gouvernement français.

la prospérité publique dans sa source; les forces intellectuelles et physiques des peuples, le travail et le capital sont en majeure partie détournés de leur application naturelle et consumés improductivement. Des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyables qui, considérés aujourd'hui comme le dernier mot de la science, sont destinés demain à perdre toute valeur à la suite de quelque nouvelle découverte dans ce domaine. La culture nationale, le progrès économique, la production des richesses se trouvent paralysés ou faussés dans leur développement.

Aussi, à mesure que s'accroissent les armements de chaque Puissance, répondent-ils de moins en moins au but que les Gouvernements s'étaient posé. Les crises économiques, dues en grande partie au régime des armements à outrance, et le danger continu qui gît dans cet amoncellement du matériel de guerre, transforment la paix armée de nos jours en un fardeau écrasant que les peuples ont de plus en plus de peine à porter. Il paraît évident, dès lors, que, si cette situation se prolongeait, elle conduirait fatalement à ce cataclysme même, qu'on tient à écarter et dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine.

Mettre un terme à ces armements incessants et rechercher les moyens de prévenir les calamités qui menacent le monde entier, tel est le devoir suprême qui s'impose aujourd'hui à tous les Etats.

Pénétré de ce sentiment, Sa Majesté l'Empereur a daigné m'ordonner de proposer à tous les Gouvernements dont les Représentants sont accrédités près la Cour Impériale, la réunion d'une Conférence qui aurait à s'occuper de ce grave problème.

Cette Conférence serait, Dieu aidant, d'un heureux présage pour le siècle qui va s'ouvrir. Elle rassemblerait dans un puissant faisceau les efforts de tous les Etats qui cherchent sincèrement à faire triompher la grande conception de la paix universelle sur les éléments de trouble et de discorde. Elle cimenterait en même temps leur accord par une consécration solidaire des principes d'équité et de droit, sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples.

Comte MOURAVIEFF.

Extrait du discours prononcé par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, le 23 janvier 1899, à la Chambre des députés.

Le 24 août, la circulaire écrite par le comte Mouraviéff, sur les ordres de l'Empereur de Russie, s'imposait à l'attention du monde. L'impression fut profonde, et non moins vif l'étonnement. Cette aversion de la guerre, qui semble commune aux masses populaires de tous les pays, ces aspirations vers la paix universelle, un peu vagues, mais d'autant plus séduisantes, que nourrissent un peu partout des esprits généreux, tous ces rêves dont on souriait hier, allaient-ils donc devenir une réalité?

Et dans l'enthousiasme, j'allais dire dans l'irréflexion de la première heure, dépassant la pensée du Souverain, sensible avant tout aux charges militaires, le monde salua le désarmement général dans

la proposition plus modeste, mais d'une portée considérable cependant, qui tend à mettre un terme à l'accroissement progressif des armements.

Puis on se demanda quel accueil les Puissances feraient à l'invitation de la Russie. Et, par on ne sait quel privilège que nous n'avions pas recherché, ce sont les sentiments de la France surtout dont on se montra préoccupé, c'est la réponse du Gouvernement de la République qu'on s'efforça de pressentir, comme si d'elle seule dépendait le succès du projet impérial.

Est-il besoin de dire ici que les sympathies de la France étaient acquises d'avance à la proposition de l'Empereur Nicolas? Elles lui étaient acquises, d'abord, parce que l'idée se recommande par elle-même et qu'on ne peut que souhaiter de voir rendre inutiles ces inventions, ces perfectionnements des armements qui, adoptés par une Puissance, obligent aussitôt les autres, à coup de centaines de millions, à l'imitation, ou à la surenchère.

Elles lui étaient acquises encore parce que le Souverain qui la soumet à l'examen du monde est le chef d'une grande nation alliée et amie avec laquelle, je puis le dire, jamais l'accord n'a été plus complet, jamais non plus les relations plus confiantes. Elles lui étaient acquises, enfin, parce que la France elle-même, à diverses époques de son histoire et jusqu'à la veille de la guerre d'où elle est sortie mutilée, a conçu et voulu exécuter le même dessein magnanime. Comme, d'autre part, elle savait la haute loyauté des intentions du Gouvernement Impérial, comme elle avait la certitude que, dans la Conférence projetée, on ne lui demanderait rien qui fût de nature à la diminuer, soit dans le présent, soit dans l'avenir, elle a tenu à donner, la première de toutes les grandes Puissances, son adhésion à la circulaire du comte Mouravieff; et ses représentants au futur congrès international travailleront de tout leur pouvoir à la réalisation de la proposition humanitaire dont l'Empereur Nicolas a pris la glorieuse initiative.

Le comte Mouravieff, ministre des affaires étrangères de Russie, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Saint-Petersbourg, le 30 décembre 1898/11 janvier 1899.

Lorsqu'au mois d'août dernier mon Auguste Maître m'ordonnait de proposer aux Gouvernements dont les représentants se trouvent accrédités à Saint-Petersbourg la réunion d'une Conférence destinée à rechercher les moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les biens d'une paix réelle et durable et de mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels, rien ne semblait s'opposer à la réalisation plus ou moins prochaine de ce projet humanitaire.

L'accueil empressé fait à la démarche du Gouvernement Impérial par presque toutes les Puissances ne pouvait que justifier cette attente.

Appréciant hautement les termes sympathiques dans lesquels était

conque l'adhésion de la plupart des Gouvernements, le Cabinet impérial a pu recueillir en même temps avec une vive satisfaction les témoignages du plus chaleureux assentiment qui lui étaient adressés, et ne cessent de lui parvenir de la part de toutes les classes de la société de différents points du globe terrestre.

Malgré le grand courant d'opinion qui s'était produit en faveur des idées de pacification générale, l'horizon politique a sensiblement changé d'aspect en dernier lieu. Plusieurs Puissances ont procédé à des armements nouveaux, s'efforçant d'accroître encore leurs forces militaires, et, en présence de cette situation incertaine, on pouvait être amené à se demander si les Puissances jugeaient le moment actuel opportun à la discussion internationale des idées émises dans la circulaire du 12/24 août.

Espérant toutefois que les éléments de trouble qui agitent les sphères politiques feront bientôt place à des dispositions plus calmes et de nature à favoriser le succès de la Conférence projetée, le Gouvernement Impérial est, pour sa part, d'avis qu'il serait possible de procéder dès à présent à un échange préalable d'idées entre les Puissances dans le but :

a) De rechercher, sans retard, les moyens de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements de terre et de mer — question dont la solution devient évidemment de plus en plus urgente en vue de l'extension nouvelle donnée à ces armements, et

b) De préparer les voies à une discussion des questions se rapportant à la possibilité de prévenir les conflits armés par les moyens pacifiques dont peut disposer la diplomatie internationale.

Dans le cas où les Puissances jugeraient le moment actuel favorable à la réunion d'une Conférence sur ces bases il serait certainement utile d'établir entre les Cabinets une entente au sujet du programme de ses travaux.

Les thèmes à soumettre à une discussion internationale au sein de la Conférence pourraient, en traits généraux, se résumer comme suit :

1^o Entente stipulant la non augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que des budgets de guerre y afférents; étude préalable des voies dans lesquelles pourrait même se réaliser, dans l'avenir, une réduction des effectifs et des budgets ci-dessus mentionnés;

2^o Interdiction de la mise en usage, dans les armées et les flottes, de nouvelles armes à feu quelconques et de nouveaux explosifs, aussi bien que de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, tant pour les fusils que pour les canons;

3^o Limitation de l'emploi dans les guerres de campagne des explosifs d'une puissance formidable, déjà existants, et prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques, du haut des ballons ou par des moyens analogues;

4^o Défense de l'emploi dans les guerres navales de bateaux torpilleurs sous-marins ou plongeurs, ou d'autres engins de destruction de la même nature; engagement de ne pas construire à l'avenir de navires de guerre à éperon;

5^o Adaptation aux guerres maritimes des stipulations de la con-

vention de Genève de 1864, sur la base des articles additionnels de 1868 ;

6° Neutralisation, au même titre, des navires ou chaloupes chargés du sauvetage des naufragés pendant ou après les combats maritimes ;

7° Revision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour ;

8° Acceptation en principe de l'usage des bons offices, de la médiation et de l'arbitrage facultatif, pour des cas qui s'y prêtent, dans le but de prévenir des conflits armés entre nations ; entente au sujet de leur mode d'application et établissement d'une pratique uniforme dans leur emploi.

Il est bien entendu que toutes les questions concernant les rapports politiques des Etats et l'ordre de choses établi par les Traités, comme en général toutes les questions qui ne rentreront pas directement dans le programme adopté par les Cabinets, devront être absolument exclues des délibérations de la Conférence.

En vous adressant, Monsieur l'Ambassadeur, la demande de bien vouloir prendre au sujet de ma présente communication les ordres de votre Gouvernement, je vous prie, en même temps, de porter à sa connaissance que, dans l'intérêt de la grande cause qui tient si particulièrement à cœur à mon Auguste Maître, Sa Majesté Impériale juge qu'il serait utile que la conférence ne siège pas dans la capitale de l'une des grandes Puissances où se concentrent tant d'intérêts politiques qui pourraient, peut-être, réagir sur la marche d'une œuvre à laquelle sont intéressés à un égal degré tous les pays de l'univers.

Comte MOURAVIEFF.

M. Delcassé, ministre des affaires, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 10 février 1899.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur a fait connaître les « thèmes » principaux qu'il lui paraissait tout d'abord opportun de soumettre à une discussion internationale, en vue de répondre aux intentions formulées dans la circulaire russe du 12/24 août.

Le Gouvernement Impérial sait déjà les conditions dans lesquelles le Gouvernement de la République a été heureux d'affirmer son empressement à accueillir la généreuse initiative de S. M. l'Empereur Nicolas, et à se faire représenter dans la Conférence projetée.

C'est dans le même esprit que nous avons apprécié le programme préliminaire suggéré par le Comte Mouraviëff ; nous l'avons examiné avec le sincère désir de seconder les efforts de Sa Majesté Impériale dans la recherche des moyens propres à assurer les bienfaits d'une paix durable, et d'empêcher l'augmentation indéfinie du fardeau, toujours et partout croissant, des charges militaires.

Parmi les propositions du Gouvernement Impérial, il en est qui

tendent à conférer à la diplomatie des forces nouvelles pour prévenir les conflits armés, notamment en multipliant et facilitant les recours aux bons offices des tiers et les appels à l'arbitrage. Il est permis d'espérer que les Gouvernements pourraient trouver dans cet ordre d'idées des formules pratiques pour aider à aplanir les litiges, en somme les plus fréquents entre les nations modernes, qui portent sur des faits déterminés et des intérêts restreints; c'est-à-dire tous ceux que ni l'honneur national, ni le devoir absolu de leur conservation n'imposent aux Etats de soutenir jusqu'au bout, avec toutes leurs forces et ressources sans exception.

On est plus fondé encore à attendre un résultat favorable des propositions qui ont pour objet de développer des accords existants, destinés à restreindre les maux de la guerre. A cet égard, la voie est déjà heureusement tracée.

Et même quant aux articles du programme du Comte Mouravieff au sujet desquels on entrevoit moins immédiatement l'éventualité d'une solution conventionnelle, il apparaît bien que de l'étude qu'en feront les Gouvernements en commun, devront jaillir des lumières nouvelles. Ainsi, tout au moins pour un avenir encore inconnu, ces déclarations auront contribué au bien de l'humanité.

Les considérations qui précèdent paraîtront, je n'en doute pas, répondre largement aux généreuses aspirations de S. M. l'Empereur Nicolas. Je vous prie d'en faire part au Gouvernement russe, en réponse à sa communication du 30 décembre/11 janvier et je vous autorise à lui remettre, s'il en exprime le désir, une copie de la présente dépêche.

DELCASSÉ.

Rapport adressé au ministre des affaires étrangères par MM. Léon Bourgeois, G. Bibourd et d'Estournelles de Constant, délégués de la République française à la Conférence internationale de la Paix.

Le 12/24 août 1898, un Memorandum signé par le Comte Mouravieff fut, après avoir été communiqué officiellement à l'Ambassadeur de France, remis aux Représentants des Puissances accrédités à Saint-Petersbourg. Le Ministre Impérial des Affaires étrangères exposait que « le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se « présentaient comme l'idéal auquel devaient tendre tous les Gouvernements » ; il proposait en conséquence à tous les Cabinets la réunion d'une Conférence « qui aurait à s'occuper de ce grave problème ».

Le 30 décembre de la même année, le Comte Mouravieff fit parvenir aux Représentants des Puissances une nouvelle circulaire dans laquelle il constatait que, malgré l'accueil empressé fait à la démarche du Gouvernement Impérial, « l'horizon politique avait sensiblement changé d'aspect » depuis le mois d'août. Il relevait le fait que plusieurs Puissances venaient de procéder à des armements nouveaux, et déclarait que « en présence de cette situation incertaine, on pouvait être amené à se demander si les Puissances

« jugeaient le moment actuel opportun à la discussion internationale
« des idées émises dans la circulaire du 12/24 août. »

Il ajoutait toutefois que « dans l'espoir que le calme se rétablirait promptement dans les sphères politiques » le Gouvernement Impérial était, pour sa part, d'avis de provoquer la réunion de la Conférence projetée, et il résumait en traits généraux les thèmes qui devraient être soumis à la discussion.

Ce programme était divisé en huit paragraphes ainsi conçus :

« 1° Entente stipulant la non augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que des budgets de guerre y afférents; étude préalable des voies dans lesquelles pourrait même se réaliser dans l'avenir une réduction des effectifs et des budgets ci-dessus mentionnés;

« 2° Interdiction de la mise en usage, dans les armées et les flottes, de nouvelles armes à feu quelconques et de nouveaux explosifs, aussi bien que de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, tant pour les fusils que pour les canons;

« 3° Limitation de l'emploi, dans la guerre de campagne, des explosifs d'une puissance formidable déjà existants et prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut de ballons ou par des moyens analogues;

« 4° Défense d'employer dans les guerres navales des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, ou d'autres engins de destruction de la même nature; engagement de ne pas construire, à l'avenir, des navires de guerre à éperons;

« 5° Adaptation aux guerres maritimes des stipulations de la Convention de Genève de 1864, sur la base des articles additionnels de 1868;

« 6° Neutralisation, au même titre, des navires ou chaloupes chargés du sauvetage des naufragés pendant ou après les combats maritimes;

« 7° Revision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour;

« 8° Acceptation, en principe, de l'usage des bons offices, de la médiation et de l'arbitrage facultatif, pour des cas qui s'y prêtent, dans le but de prévenir des conflits armés entre les nations; entente au sujet de leur mode d'application et établissement d'une pratique uniforme dans leur emploi. »

En se précisant, les idées du Tsar s'étaient limitées. Il n'était plus question dans cette seconde circulaire d'une réduction actuelle des armements, mais seulement du *statu quo*, pour un terme à fixer, en matière d'effectifs et de budgets. C'était donc à tort que la Conférence future avait tout d'abord reçu de l'opinion publique le nom de Conférence du « désarmement »; plusieurs des problèmes qu'elle aurait à examiner supposaient même l'état de guerre.

Le Comte Mouravieff stipulait en outre expressément que le programme ainsi tracé devrait être limitatif et que « toutes les questions concernant les rapports politiques des Etats et l'ordre de « choses établi par les traités, comme en général toutes les questions

« qui ne rentreraient pas directement dans le programme adopté par « les cabinets, devraient être absolument exclues des délibérations « de la Conférence ».

En terminant, le Comte Mouravieff faisait connaître que S. M. l'Empereur de Russie jugeait utile que la Conférence projetée ne siègeât pas dans la capitale d'une Grande Puissance « où se concentrent tant « d'intérêts politiques qui pourraient, peut-être, réagir sur la marche « d'une œuvre à laquelle sont intéressés à un égal degré tous les « pays de l'univers ».

Le 6 avril 1899, le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. de Beaufort, fit connaître par une circulaire adressée aux Représentants de la Hollande à l'étranger que le Gouvernement Impérial russe s'était entendu avec le Gouvernement de la Reine Wilhelmine pour faire de La Haye le siège de la Conférence projetée, et d'accord avec le Gouvernement Impérial russe, il invita les différents Etats à s'y faire représenter.

A l'exception du Saint-Siège, du Transvaal, de la Bulgarie (qui ne fut invitée que plus tard) et des Etats de l'Amérique du Sud, tous les Gouvernements reçurent communication de cette circulaire.

La généreuse initiative de S. M. l'Empereur de Russie ne pouvait être appréciée par aucune nation mieux que par la France. Le Gouvernement Impérial était d'autant plus assuré de nous voir répondre à son appel qu'il s'était plu à donner au Gouvernement de la République des assurances de nature à l'éclairer et à le satisfaire complètement quant à l'exacte portée de la note du 24 août et à la pensée qui l'avait dictée.

Dès le mois de septembre, le Gouvernement français avait fait savoir au Gouvernement Impérial qu'il était prêt à aborder, de concert avec les autres grandes Puissances, l'étude des hautes questions humanitaires et économiques que S. M. l'Empereur avait décidé de soumettre à l'examen du monde civilisé; il accepta donc avec empressement l'invitation du Gouvernement néerlandais et, le 21 avril 1899, le Ministre des Affaires étrangères de S. M. la Reine Wilhelmine était officiellement informé des noms des plénipotentiaires que le Gouvernement de la République avait choisis pour le représenter à la Conférence.

La Délégation française était composée de M. Léon Bourgeois, ancien président du Conseil, député, premier plénipotentiaire; de M. Bihourd, Ministre de France à La Haye, second plénipotentiaire, et du baron d'Estournelles de Constant, Ministre en disponibilité, député, troisième plénipotentiaire; trois délégués techniques leur étaient adjoints: le général Mounier, le contre-amiral Péphau, et M. Louis Renault, représentants des Ministères de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères. Enfin, le Département envoyait à La Haye deux secrétaires d'ambassade; l'un, M. Legrand, devait être chargé avec M. Jarousse de Sillac, attaché à la Légation, du secrétariat de la Conférence, tandis que l'autre, M. Boppe, restait avec un attaché, M. Homberg, à la disposition de la Mission.

L'invitation de M. de Beaufort portait que la Conférence tiendrait sa séance d'ouverture le 18 mai.

La Délégation française arriva à La Haye, le 15 au soir; quelques

Délégations l'y avaient déjà précédée; les journées du 16 et du 17 furent consacrées aux visites et aux présentations d'usage. Dans l'entretien que le Ministre des Affaires étrangères eut à cette occasion avec les délégués français, M. de Beaufort annonça son intention de profiter de la présidence qui lui appartenait de droit avant la constitution du bureau pour proposer à la Conférence d'envoyer un télégramme de remerciements et de félicitations au Tsar et, aussitôt après, d'élire M. de Staal, premier délégué de la Russie, comme président de l'assemblée.

Ces intentions correspondaient trop bien avec les nôtres pour que nos Délégués ne s'appliquassent pas à en assurer le succès. A la suite de plusieurs réunions officieuses, et notamment au cours de celles où les premiers Délégués échangèrent leurs vues avant d'établir le règlement de la Conférence, l'accord se fit entre les divers Représentants des Puissances.

Aussi, lorsque le 18 mai, après avoir ouvert, à la Maison du Bois, la Conférence de la Paix, M. de Beaufort proposa d'adresser à S. M. l'Empereur de Russie un télégramme de félicitations et d'appeler M. de Staal à la présidence de l'assemblée, il vit sa motion rallier l'unanimité des suffrages. La vice-présidence fut confiée au premier délégué hollandais, M. de Karnebeek.

Pour faciliter les travaux de la Conférence, on convint de répartir les différents Délégués entre plusieurs Commissions chargées de l'étude des huit points mentionnés dans la circulaire russe.

Trois Commissions furent ainsi formées (1); elles eurent à s'occuper :

La première, des questions concernant la guerre et la marine (limitation des effectifs et des budgets militaires, limitation de l'emploi des engins de guerre);

La deuxième, de l'examen de la Déclaration de Bruxelles et de l'application aux guerres maritimes des règles posées par la Convention de Genève;

La troisième, de l'arbitrage.

Quoique le programme tracé par la circulaire russe fût strictement limité, on eut plusieurs fois à invoquer, au cours des discussions, l'article que, très prudemment, les premiers Délégués avaient tenu à faire insérer dans le règlement pour empêcher certaines Puissances d'introduire devant la Conférence des questions qui ne rentraient pas dans sa compétence.

C'est en vertu de cet article que furent écartés, après avoir été examinés par une Commission spéciale dite *Commission des adresses et pétitions*, les divers mémoires remis à la Conférence par les Comités arméniens, par les Jeunes Turcs et par quelques autres groupes politiques.

L'organisation des Commissions pouvant soulever quelques susceptibilités nationales ou personnelles, il sembla nécessaire de ne

(1) La Délégation française fut répartie de la manière suivante :

1^{re} Commission : M. Bihourl, Général Mounier, Amiral Péphau.

2^e Commission : Général Mounier, Amiral Péphau, M. Louis Renault.

3^e Commission : M. Léon Bourgeois, Baron d'Estournelles de Constant, M. Louis Renault.

les constituer qu'après une nouvelle réunion des premiers Délégués. Il était difficile, en effet, de concilier les intérêts et les prétentions des nations représentées. Le petit nombre des Commissions ne permettait pas de donner satisfaction au désir que les grandes Puissances pouvaient manifester d'avoir chacune une place importante dans les différents bureaux. On aurait pu laisser la présidence des trois Commissions à des hommes connus par une compétence spéciale et non point désignés par l'élévation de leur situation personnelle ou par l'importance de leur pays. En déclinant à l'avance et ouvertement toute candidature, les représentants des grandes Puissances auraient donné un heureux exemple de bon accord et de désintéressement. Sans méconnaître les avantages de cette solution, conseillée par la Délégation française, la majorité des Délégués proposa une autre combinaison. D'après ce projet, les Délégués des grandes Puissances recevaient le titre de Présidents d'honneur des diverses Commissions; exception était faite en ce qui concernait le premier Délégué de France et le premier Délégué de Belgique à qui l'on demandait, en raison de leur expérience des débats parlementaires, d'accepter la présidence effective de la 3^e et de la 1^{re} Commission, les rapporteurs des Commissions et le rapporteur général du Congrès, lesquels étaient désignés d'avance.

Au cours des pourparlers auxquels ce projet donna lieu, la Délégation française crut devoir faire quelques observations qui amenèrent la suppression des fonctions de rapporteur général et l'ajournement de toute désignation de rapporteur; sur sa demande également, on accepta dans les listes de vice-présidence un certain nombre de Délégués des petites Puissances. Ces points admis, notre Délégation accepta le principe des présidences d'honneur données aux premiers Délégués des grandes Puissances et des présidences effectives confiées aux premiers Délégués belge et français, mais à la condition que la 2^e Commission eût aussi un président effectif et dont la compétence fût reconnue par tous.

La constitution des bureaux des trois Commissions ainsi élaborées dans des réunions officieuses des premiers Délégués fut ratifiée par la Conférence en assemblée plénière. M. Beernaert et M. de Martens furent nommés présidents de la 1^{re} et de la 2^e Commission, et M. Léon Bourgeois accepta les fonctions de président de la 3^e Commission; au nombre des vice-présidents qui furent choisis, nous devons citer dans la 1^{re} Commission, M. l'Amiral Péphau, le Général Mounier, et, dans la 3^e, M. d'Estournelles.

Une semaine ayant été ainsi consacrée non à des préliminaires de pure forme, mais à de laborieuses et fréquentes réunions officieuses, en vue d'une organisation préparatoire qui devait singulièrement faciliter, par la suite, la bonne marche des discussions, les travaux de la Conférence de la Paix commencèrent le 23 mai.

PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission qui avait été chargée, sous la présidence de M. Beernaert, de l'examen des quatre premiers points de la Circu-

laire du Comte Mouravieff, se subdivisa en deux Sous-Commissions :

La première, dont M. Beernaert conserva la direction, eut à s'occuper des propositions qui concernaient la guerre sur terre (paragraphe 2 *en partie*; paragraphe 3);

La deuxième étudia, sous la présidence de M. de Karnebeck, le paragraphe 4 et celles des dispositions du deuxième paragraphe qui pouvaient s'appliquer à la guerre maritime.

L'examen du premier paragraphe de la Circulaire (limitation des effectifs et des budgets militaires) fut réservé à la première Commission, en séance plénière.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

(GUERRE)

Afin de faciliter la discussion, les propositions russes avaient été précisées de la manière suivante :

- 1^o Armement de l'infanterie;
- 2^o Des balles expansives et explosibles;
- 3^o Matériel de l'artillerie;
- 4^o Des poudres employées comme propulsifs;
- 5^o Emploi des explosifs dans la guerre de campagne;
- 6^o Des explosifs nouveaux;
- 7^o Lancement d'explosifs ou des projectiles du haut des ballons ou par des moyens analogues;
- 8^o Moyens de destruction non encore découverts.

Dès la première réunion, il fut facile de constater que les Délégués de chaque Puissance, tout en paraissant animés du désir de répondre aux intentions humanitaires de S. M. l'Empereur de Russie, puisaient, soit dans leurs convictions propres, soit dans les instructions de leur Gouvernement, l'intention bien arrêtée de n'accepter aucune mesure qui aurait eu pour effet de diminuer en réalité les forces offensives ou défensives de leur pays ou même de limiter la progression de ces forces.

Armement de l'infanterie. — Au début de la première séance, le Colonel Gilinsky, Délégué militaire de Russie, reconnaissant toutes les difficultés que la Sous-Commission allait rencontrer dans sa tâche, fit observer qu'il était logique d'essayer de se mettre d'accord sur les points faciles avant d'aborder la discussion des autres.

Il proposa donc d'étudier en premier lieu l'armement de l'infanterie, car, dit-il, la plupart des pays ont un fusil dont ils sont satisfaits pour le moment et dont la valeur est sensiblement équivalente.

Il lui semblait possible de convenir pour un terme à fixer, cinq ou dix ans, que l'on n'apporterait pas de changements aux modèles actuels. Il parut à plusieurs Délégués que cette opinion sur l'équivalence des fusils était loin d'être exacte : aussi demandèrent-ils que les nations dont l'armement se trouverait arriéré eussent le droit de choisir parmi les modèles les plus avantageux.

D'autres firent observer que l'on ne pouvait admettre l'interdiction

d'améliorer certains détails, reconnus défectueux à l'usage, et que, par suite, il était nécessaire de fixer d'avance avec précision ce qui serait autorisé.

Après quelque résistance, la Délégation russe consentit à rédiger une nouvelle proposition fixant, pour les dimensions du fusil, la vitesse et le poids de la balle, des limites entre lesquelles les inventeurs auraient liberté de se mouvoir.

Cette seconde proposition devait soulever de nouvelles difficultés ; les limites indiquées par le colonel Gilinsky ne parurent pas avoir une précision suffisante ; elles laissaient en dehors un certain nombre de modèles déjà existants ; aussi, malgré les discussions les plus approfondies et bien que de nombreuses formules de rédaction eussent été proposées, le résultat définitif ne fut malheureusement pas différent de celui que l'on redoutait tout d'abord ; aucune Puissance ne voulait se condamner à l'immobilité pour une durée quelconque.

D'ailleurs les discussions révélèrent certaines difficultés accessoires qu'il peut être intéressant de signaler.

On se demanda si, alors même que les Puissances se seraient mises d'accord, les engagements pris ainsi par elles auraient une sanction. On ne méconnut pas que l'honneur et la bonne foi des Gouvernements seraient, dans bien des cas, suffisants pour assurer cette sanction ; mais il est impossible de considérer une telle garantie comme absolument efficace en toute hypothèse ; elle aurait exigé d'ailleurs dans la rédaction des dispositions techniques une précision à laquelle l'ensemble des débats que nous avons rappelé, ne laissait point espérer de parvenir.

D'autres questions furent soulevées :

— Si l'on autorise les Puissances dont l'armement est arriéré à prendre un nouveau modèle parmi les plus perfectionnés, on ne saurait, a-t-on dit, leur interdire de fonder diverses améliorations en un seul type ; on aboutirait ainsi à cette conclusion contradictoire que ces Puissances seraient alors dotées de fusils supérieurs à tous les autres.

— Aurait-on le droit, pendant la période fixée, de fabriquer un nouvel armement, quitte à ne pas le mettre entre les mains des troupes, s'il se trouvait achevé avant le terme accepté ? Quoiqu'il pût y avoir un certain danger à donner aux troupes une arme dont elles ne sauraient pas se servir, la généralité des Puissances n'a pas mis en doute que le pays qui aurait entrepris cette fabrication bénéficierait d'une grande avance sur tous les autres ; que l'on ne pouvait, en conséquence, autoriser la fabrication en grand, mais que les études ne devaient pas tomber sous le coup de l'interdiction.

En résumé, malgré tous les efforts de la Commission, il fut impossible de se mettre d'accord sur un texte précis pour limiter, même temporairement, la fabrication de l'armement de l'infanterie. L'échec des diverses propositions, présentées à cet égard, parut rendre désormais inutile l'examen des problèmes, plus difficiles encore, touchant les autres parties de l'armement, énumérés dans la proposition de la Délégation russe.

Ce fut ainsi presque sans débat et l'on pourrait dire d'un commun

accord que les différents Délégués militaires reconnurent l'impossibilité d'imposer aux Gouvernements des mesures restrictives dans les questions qui concernent le matériel de l'artillerie de campagne et de siège, les poudres, l'emploi des explosifs dans la guerre de campagne, les explosifs à découvrir et l'invention de nouveaux moyens de s'entredétruire.

Toutefois deux points spéciaux furent mis à part et devinrent l'objet d'engagements respectifs des Puissances représentées : nous voulons parler de l'emploi des balles expansives et de l'emploi des ballons.

Balles expansives. — Les balles *dum-dum* ou expansives ont été l'objet d'un débat assez vif entre les Puissances continentales et l'Angleterre, à laquelle se joignirent les Etats-Unis.

Le Délégué anglais a soutenu que cette balle ne méritait pas les reproches que l'opinion publique lui adressait en raison des effets terribles attribués par erreur à son emploi : cette balle, disait-il, n'éclate pas dans le corps humain, elle se gonfle sans se briser et remplace en réalité une balle de calibre plus fort, tout en jouissant des propriétés balistiques appartenant aux balles du petit calibre.

Le général Ardagh ajoutait (et ses paroles amenèrent une très vive protestation de la part du Délégué militaire allemand) que le fâcheux renom de cette balle serait dû en grande partie aux expériences faites en Allemagne avec une sorte de contrefaçon de la balle anglaise.

Faute d'essais vérifiés avec soin, il n'est pas possible d'infirmar absolument l'opinion du délégué anglais, mais, *a priori*, on peut affirmer qu'une balle qui se gonfle au choc doit produire des désordres beaucoup plus graves qu'une balle indéformable, ayant d'avance le calibre auquel parvient la première après son expansion.

Quoi qu'il en soit, la plupart des délégués reconnurent la nécessité d'interdire l'emploi de ces balles et, malgré la résistance de l'Angleterre et des Etats-Unis, la Conférence vota la Déclaration suivante :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Emploi des ballons. — Le troisième paragraphe de la circulaire du Comte Mouraviëff visait la prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons. Après une discussion très approfondie, il a été décidé que « les Puissances contractantes consentent pour une durée de cinq ans à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux ».

Par les termes « modes analogues », on a entendu désigner tout procédé encore inconnu et en outre viscer l'emploi des cerfs-volants, dont la construction est très sérieusement étudiée par quelques Puissances.

C'est à ces déclarations que se bornait le résultat des travaux des Délégués techniques lorsque vint devant la première Commission, réunie en séance plénière, la question de la limitation des effectifs et

des budgets militaires posée dans le premier paragraphe de la circulaire du Comte Mouravieff

La Délégation russe demandait :

1° Que les Puissances s'engageassent à maintenir, durant une période de cinq ans, le chiffre des effectifs actuels de paix des troupes employées dans la métropole ;

2° Que le chiffre de ces effectifs actuels fût fixé ;

3° Que les budgets militaires actuellement en vigueur ne subissent pas, durant la même période de cinq années, d'augmentation.

Ces propositions firent, dans la séance du 26 juin, l'objet d'une discussion générale, dont le Délégué militaire allemand profita pour exposer les vues de son Gouvernement. « Le peuple allemand, dit le Colonel Gross de Schwarzhoff, n'est pas écrasé sous le poids des charges et des impôts... : quant au service militaire, l'Allemand ne le regarde pas comme un fardeau pesant, mais comme un devoir sacré... » Il semblait donc inutile au Délégué militaire allemand de discuter des propositions dont la mise en pratique lui semblait d'ailleurs impossible.

Malgré l'opposition de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, la Commission décida néanmoins de confier l'examen des propositions russes à deux Comités techniques choisis par les Sous-Commissions de la marine et de la guerre.

Ces Comités reconnurent :

1° Qu'il serait difficile de fixer, même pour une période de cinq années, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale ;

2° Qu'il serait non moins difficile de régler, par une Convention internationale, les éléments de cette défense.

Ils regrettaient, en conséquence de ne pouvoir accepter la proposition russe et estimaient « qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes serait à désirer ».

Il parut à un grand nombre de Délégués qu'il n'était pas possible de se borner à enregistrer les objections d'ordre technique devant lesquelles la Commission avait été obligée de s'incliner. C'eût été perdre de vue le but supérieur de la Conférence. Aussi le Premier Délégué de France crut-il répondre au vœu de tous ses collègues, en proposant l'adoption d'une formule générale, sauvegardant du moins le principe de la limitation des charges militaires, manifestant le sentiment formel de la Conférence sur le bienfait qui en résulterait pour les nations et donnant par là-même un puissant appui moral aux Gouvernements désireux de poursuivre l'étude de la question.

C'est dans cet esprit que M. Léon Bourgeois, après un exposé dont il profita pour répondre au discours du Colonel Gross de Schwarzhoff, a, sur l'invitation du Président, rédigé la formule suivante :

« La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité. »

La pensée qui avait inspiré cette proposition a paru comprise de tous ; aucune voix ne s'est en effet élevée pour la combattre et le Président a pu constater qu'elle était adoptée à l'unanimité.

La signification de ce vote n'échappera à personne. La Conférence

a entendu confier aux Gouvernements le soin de reprendre et d'étudier, dans des conditions de temps et d'examen approfondi, un problème dont la solution attendue répond au sentiment de toutes les nations civilisées.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION

(MARINE)

La deuxième Sous-Commission de la première Commission a eu à s'occuper des questions relatives à la marine, soulevées par les paragraphes 2, 3 et 4 de la circulaire du Comte Mourawieff. Présidée par le premier Délégué des Pays-Bas, M. de Karnebeek, la Sous-Commission de la marine a tenu sept séances.

Elle a d'abord examiné le deuxième paragraphe qui a trait à l'interdiction de la mise en usage, dans les armées et les flottes, de nouvelles armes à feu quelconques et de nouveaux explosifs, aussi bien que de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement tant pour les fusils que pour les canons.

Les Délégués n'ayant pu se mettre d'accord sur la portée exacte des termes employés dans cette proposition générale, le commandant Schéine, de la Délégation russe, fut invité par ses collègues à donner une forme plus précise aux intentions de son Gouvernement. Pour répondre à ce vœu, il proposa aux Délégués de s'engager pour un terme à fixer :

A ne pas dépasser le calibre de 430 millimètres pour les canons à tir non rapide et de 230 millimètres pour les canons à tir rapide ;

A ne pas augmenter les longueurs usitées des pièces et les vitesses initiales des poudres ;

A ne pas lancer des projectiles par des procédés autres que ceux en usage et à ne pas utiliser la force du recul pour recharger les canons.

Les Délégués décidèrent de soumettre ces propositions à leurs Gouvernements, mais la plupart laissèrent entendre que, sous cette forme rigoureuse, elles ne leur paraissaient guère acceptables. Aussi, le contre-amiral Péphau crut-il devoir proposer une formule conciliatrice, que la Délégation russe s'appropriait aussitôt en la développant :

« Les Gouvernements conviendraient pour un temps à fixer, qui n'excéderait pas une durée de cinq ans :

« 1^o De ne pas dépasser pour les canons le calibre de 17 pouces ;

« 2^o De ne pas construire des canons d'une longueur supérieure à celle de 45 calibres ;

« 3^o De fixer la vitesse initiale des poudres à 3,000 pieds (914 mètres) ;

« 4^o De fixer l'épaisseur des cuirasses à 355 millimètres. »

La plupart des Délégués ayant demandé à prendre à ce sujet les instructions de leurs Gouvernements, la Sous-Commission décida de retarder le vote de la proposition jusqu'au moment où tous ses membres seraient en mesure d'y prendre part, et de passer, en attendant, à l'étude des autres questions qui lui étaient soumises.

La discussion s'engagea donc sur le troisième paragraphe de la

circulaire du Comte Mouraviëff : Limitation de l'emploi, dans les guerres de campagne, des explosifs d'une puissance formidable déjà existants...

La Sous-Commission, s'attachant à préciser le sens de cette proposition, décida que seuls, les projectiles construits dans le but unique de dégager des gaz asphyxiants ou délétères pourraient être jugés barbares et prohibés à ce titre. Sous cette réserve, les Délégués se montrèrent disposés à interdire l'emploi de ces projectiles à la condition toutefois que l'unanimité fût acquise sur la question. Mais la Délégation des Etats-Unis ayant refusé de se rallier à l'opinion générale, le vote de la majorité dut rester platonique et se trouva même affaibli en séance plénière par suite de la nouvelle attitude des Délégués anglais qui finirent par se ranger à l'opinion de leurs collègues des Etats-Unis.

A propos du quatrième paragraphe de la circulaire du Comte Mouraviëff qui propose la défense d'employer dans les guerres navales des bateaux torpilleurs sous-marins ou plongeurs ou d'autres engins de destruction de la même nature et l'engagement de ne pas construire, à l'avenir, de navires de guerre à éperon, la Sous-Commission fut presque unanime à déclarer qu'au moins, dans l'état actuel du monde, les divers Etats ne sauraient consentir à s'interdire l'emploi de navires destinés surtout à être les auxiliaires de la défense des côtes. Sur le point spécial des navires à éperon, un grand nombre de Délégués auraient été prêts à voter l'interdiction en y apportant les tempéraments convenables. Mais l'opposition de l'Allemagne, de l'Autriche Hongrie, du Danemark, de la Suède et Norvège à toute prohibition de ce genre enlevant l'espoir d'arriver à l'unanimité, la majorité renonça à faire prévaloir son opinion.

N'ayant réussi à établir l'accord unanime sur aucun des points dont elle avait eu à s'occuper, la Sous-Commission se sépara en confiant au Comte Soltyk, capitaine de corvette autrichien, le soin de rédiger un rapport sur ses débats. Toutefois, comme elle restait saisie des dernières propositions que le Délégué russe lui avait présentées au sujet d'une limitation des calibres des pièces, de la vitesse des poudres et de l'épaisseur des cuirasses, elle décida de laisser à son président le soin de la convoquer à nouveau si les instructions que les Délégués recevraient, dans l'intervalle, de leurs gouvernements devaient permettre d'arriver à une entente. En dépit de cette résolution, aucun des Délégués ne crut devoir provoquer par son initiative une reprise des séances de la Sous-Commission.

DEUXIEME COMMISSION

La seconde Commission s'est subdivisée en deux Sous-Commissions : la première, présidée par M. Asser, a été chargée de l'examen des nos 5 et 6 de la circulaire du Comte Mouraviëff ; la seconde, présidée par M. de Martens, de l'examen de l'article 7.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

Adaptation aux guerres maritimes des principes de la Convention de Genève.

On a été assez facilement d'accord pour éliminer du programme la revision générale de la Convention de Genève. Aucun des délégués n'était hostile au principe même de cette revision ; mais il y avait plusieurs motifs pour ne pas s'en occuper. Cette revision n'était pas mentionnée dans la circulaire russe, et d'ailleurs les Gouvernements avaient bien semblé écarter de leurs prévisions cette étude de la Convention de Genève. examinée dans son ensemble, puisqu'ils n'avaient adjoint aucun médecin aux diverses délégations.

Un vœu a été émis pour que cette revision fasse bientôt l'objet d'une conférence spéciale, et, malgré certains mauvais vouloirs ou certains malentendus, on a semblé généralement d'accord pour que la Suisse prit l'initiative de la réunion de cette Conférence.

Une question qui se rattache à la revision de la Convention de Genève fut soulevée incidemment. Noury-Bey, Délégué de la Turquie, déclara que « dans toutes les circonstances où des bâtiments de secours turcs auront à remplir leur mission, l'emblème de la Croix rouge sera remplacé sur leur pavillon spécial par le Croissant rouge ». De son côté, M. Rolin, délégué du Siam, a exposé que le gouvernement siamois ajoute au drapeau de la Convention de Genève, à côté de la Croix rouge, un emblème sacré du culte bouddhiste figuré en rouge également et qu'on appelle « la Flamme ». Enfin, le délégué de Perse a été chargé de porter à la connaissance de la Commission que le Gouvernement persan demandera comme drapeau définitif le drapeau blanc à soleil rouge. La Commission était incompétente pour examiner le bien fondé de ces diverses déclarations. Si, dans l'article 5 de la Convention, il est dit que « tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le *pavillon blanc à croix rouge* prévu par la Convention de Genève », c'est par une application pure et simple de cette dernière Convention. Tant qu'elle n'est pas révisée sur ce point, il ne peut pas y avoir d'autre emblème admis. C'est à la Conférence qui sera chargée de la revision de la Convention de Genève que les demandes précédentes devront être portées. Si elles obtiennent satisfaction, la modification ainsi apportée à la règle aujourd'hui formulée par la Convention de Genève influera naturellement sur l'article 5 relatif à la guerre maritime. Chaque Puissance aura le même emblème pour ses services hospitaliers de terre et de mer.

Dans ses instructions, adressées à la Délégation, M. le Ministre des Affaires étrangères, après avoir parlé de la revision de la Convention de Genève en général, ajoutait : « J'attacherais un prix tout particulier à ce que vous fissiez définitivement aboutir les projets d'extension à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève ; vous prendriez pour base de discussion les articles additionnels du 20 octobre 1868, en les complétant au besoin, avec les dispositions depuis longtemps préconisées par notre Département de la Marine. »

Nous sommes restés fidèles à ce programme et nous pouvons dire que nos efforts n'ont pas été sans influer sur le résultat heureux des travaux de la Conférence sur ce point. Il est à remarquer qu'au début certaines hésitations s'étaient produites au sein de la Sous-Commission. A la première séance, plusieurs membres, comme M. Odier, le Baron de Stengel, avaient exprimé l'opinion qu'il n'y avait pas à examiner les divers articles en détail, à arrêter des dispositions précises, mais seulement à formuler quelques idées générales et à renvoyer les applications à une Conférence spéciale chargée d'arrêter des textes formels. Cette manière de voir n'a heureusement pas prévalu. Il n'y avait aucune raison pour que la question, agitée depuis près de trente ans, ne fût pas examinée sérieusement et, si possible, résolue d'une façon précise. La compétence technique de la Conférence ne pouvait être contestée, et le bon vouloir dont elle était animée d'une manière générale pouvait contribuer à faire disparaître les dissidences de détail qui avaient empêché d'aboutir l'œuvre de 1868. Cette œuvre avait été l'objet d'études approfondies dont il s'agissait de profiter. La Sous-Commission n'a pas tardé à se placer à ce point de vue. Après avoir examiné rapidement les articles additionnels de 1868, énoncé quelques propositions en vue de les modifier ou de les compléter, la Sous-Commission a constitué un Comité de rédaction composé de l'amiral Fisher, du capitaine de vaisseau Siegel, du capitaine de frégate Schéine et du professeur Renault.

Ce Comité a travaillé avec le sincère désir d'aboutir à un résultat acceptable pour tout le monde. Il s'est entendu sur une série de dispositions qui ont été soumises successivement à la Sous-Commission, puis à la Commission. Le Département a été tenu au courant des diverses résolutions prises par le Comité de rédaction et finalement l'amiral Péphau a soumis au Ministre de la Marine l'ensemble du projet. Pour l'explication de ce projet, nous pouvons renvoyer au rapport de M. Renault qui, accepté sans modification par le Comité de rédaction, a été déclaré être le commentaire authentique des résolutions adoptées. Quelques observations suffiront à en caractériser l'esprit.

On s'est borné à poser les principes internationaux et on n'est pas entré dans des détails intérieurs d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses intérêts ou ses habitudes. Tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, on n'a pas oublié les nécessités de la guerre. On a évité des prescriptions qui peuvent être inspirées par des sentiments généreux, mais qui sont exposées à être fréquemment méconnues par les belligérants dont elles entravent l'action. On a considéré comme indispensable de n'imposer que des obligations pouvant être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin.

Les dispositions arrêtées rentrent dans trois ordres d'idées. Elles règlent la condition :

- 1° Des bâtiments employés à un service hospitalier (art. 1 à 6) ;
- 2° Du personnel charitable (art. 7) ;
- 3° Des blessés, malades ou naufragés (art. 8 et 9).

Ces dispositions correspondent aux articles additionnels de 1868 qui sont singulièrement améliorés pour le fond et pour la forme, ainsi que le montre le rapport. Sur la proposition de M. Renault, on a

prévu un cas dont il n'était pas question dans les articles de 1868, celui de naufragés, blessés ou malades, débarqués dans un port neutre. Ce cas est de nature à se présenter fréquemment et, en l'absence de réglementation précise, peut donner lieu à des difficultés. On a été d'accord sur la nécessité de prévoir le cas, mais des difficultés ont surgi quant à la manière de le régler.

Dans la séance de la Sous-Commission (13 juin) où a été discuté le projet présenté par le Comité de rédaction, d'insignifiantes modifications furent demandées. Le capitaine Mahan, Délégué des Etats-Unis, crut trouver une lacune dans le projet et le Comte de Grelle-Rogier, Délégué de Belgique, signala une contradiction qui existait, suivant lui, entre l'article 10 du Projet et l'article 55 du Projet de déclaration des Lois et Conventions de la guerre terrestre :

Expliquons ce dernier point, qui a soulevé une difficulté tout à fait en disproportion avec l'importance du sujet. Le Comité proposait un article 10 ainsi conçu :

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades. »

Le Comte de Grelle-Rogier proposait, au premier alinéa, un amendement ainsi conçu :

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, ne pourront être renvoyés qu'à leur pays d'origine et seront, dans ce cas, déclarés incapables de servir pendant toute la durée des opérations de la guerre. »

Le but était de mettre en harmonie les règles de la guerre maritime et celles de la guerre continentale. Le Comité ne voulut pas accepter ce point de vue. Il crut que la question ne se présentait nullement dans des conditions identiques dans l'une et dans l'autre, qu'elle devait donc être considérée en elle-même dans le cas prévu sans aucune préoccupation de ce qui pourrait être décidé pour le cas plus ou moins analogue de blessés ou de malades pénétrant sur un territoire neutre. Certains Délégués craignaient qu'il ne résultât de la règle proposée une trop lourde charge pour les Etats neutres à raison de l'obligation de conserver pendant toute la durée de la guerre les naufragés, blessés ou malades. Mais il convient de remarquer, d'une part, que le débarquement est toujours subordonné au consentement de l'autorité locale ; d'autre part, que l'Etat neutre doit être remboursé de ses dépenses. Enfin il ne paraît pas probable que le nombre des naufragés, blessés ou malades, ainsi débarqués, puisse jamais être très considérable. La perspective de l'internement pourra détourner les navires portant les naufragés d'un belligérant de se rendre dans un port neutre.

Malgré ces raisons, l'opposition subsista et peu s'en fallut qu'elle ne triomphât. C'est à une très faible majorité que l'article du Comité fut maintenu. Il est vrai que dans la majorité étaient, sauf les Etats-Unis, toutes les Grandes Puissances et dans la minorité la Belgique,

le Siam, la Chine, la Suisse. Nos Délégués auraient facilement consenti quelques concessions, mais les Délégués de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la Russie s'étant montrés absolument intransigeants, nos Délégués ne crurent pas devoir rompre l'accord qui avait existé sur tous les points.

Il aurait été déplorable que le projet échouât sur une telle question. Grâce aux efforts de M. le Président Asser, l'unanimité fut obtenue pour le texte suivant :

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, *à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants*, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. »

On remarquera qu'en réalité la nouvelle rédaction n'apporte au fond aucun changement au texte proposé. Celui-ci n'empêchait nullement les Etats neutres de faire des arrangements avec les belligérants au sujet de la situation envisagée. Les intéressés ont toujours la faculté de modifier d'un commun accord les règles qui les concernent. Le changement apparent a eu l'avantage de permettre aux opposants de voter le texte sans avoir l'air de se rétracter.

Quoi qu'il en soit, en séance plénière, la Conférence vota sans aucune objection les articles présentés par le Comité de rédaction.

Ces dix articles avaient besoins d'être complétés pour revêtir la forme d'une Convention diplomatique. Les hésitations qui s'étaient produites tout d'abord disparurent en présence du résultat des travaux du Comité de rédaction. Tout le monde fut d'avis qu'il était d'un intérêt général que les dispositions arrêtées devinssent obligatoires le plus tôt possible et en vertu d'un Acte final signé dans la Conférence même. Ce fut la Commission spécialement chargée de la rédaction de l'*Acte final* qui eut à s'occuper de cet encadrement diplomatique des dispositions techniques. Un préambule très bref les rattache à la Convention de Genève du 22 août 1864. L'article 11 détermine la portée obligatoire de la Convention conformément au droit commun, déjà formulé dans la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868 ; l'article 12 règle la forme de la ratification. La question du droit d'adhésion des Puissances non représentées, qui a été posée d'une manière générale pour les trois Conventions signées à La Haye [et qui sera examinée plus loin, a été promptement résolue pour la présente Convention. L'article 13 admet la faculté d'adhésion pour les *Puissance non signataires qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864*. Puisqu'il s'agit d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève, il a paru logique de commencer par reconnaître ces principes avant de les étendre à une autre matière. La disposition présentait de l'intérêt, notamment pour la Chine, qui n'a pas encore adhéré à la Convention de Genève et qui, ayant été représentée à la Haye, a pu signer la Convention relative à la guerre maritime.

Enfin l'article 14 prévoit le cas de dénonciation, afin que la Convention ne soit pas brusquement anéantie du jour au lendemain.

Cette Convention peut être considérée comme une œuvre vrai-

ment utile. Elle répond aux désirs du Gouvernement français, et a été acceptée par tous les Etats représentés à La Haye (1).

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION

Revision de la déclaration de Bruxelles de 1894.

Nos instructions portaient que, dans les mêmes sentiments que ceux qui avaient été exprimés pour l'adaptation à la guerre maritime de la Convention de Genève, « la France serait heureuse de s'employer à un nouvel examen et, si possible, à la ratification de la Déclaration de la Conférence de Bruxelles de 1874 ». Nous avons pris part à la discussion dans cet esprit et nous pouvons dire que nous avons contribué au résultat qui a été plus favorable qu'on n'avait pu le penser d'abord. Des difficultés avaient d'abord surgi de divers côtés et, comme il était aisé de le prévoir d'après les précédents, surtout de la part de la Grande-Bretagne, bien qu'elle n'ait pas été aussi intransigeante qu'en 1874, et aussi des petits Etats, spécialement de la Belgique et de la Suisse. A certains moments, la résistance a été telle et, il faut bien le dire aussi, la discussion a été si confuse, que le Président, M. de Martens, craignant que tout ne fût compromis, était disposé à ne pas insister sur certains points très importants, parce qu'il désespérait de trouver des formules conciliant tous les intérêts. Le Premier Délégué de France a réussi à empêcher cet avortement partiel; il a mis en relief les points sur lesquels une entente pouvait s'établir et, finalement, un Comité de rédaction présidé par lui a pu arrêter des dispositions acceptables pour tout le monde.

Nous méconnaitre en rien les mérites de la Conférence de Bruxelles de 1874 et les services rendus par elle, il est permis d'affirmer que le texte adopté par la Conférence de La Haye est bien supérieur à celui du Projet de 1874 pour le fond et pour la forme. Nous ne nous livrerons pas à un commentaire technique que l'on trouvera dans le rapport consciencieux de M. Edouard Rolin; nous nous attacherons seulement à faire ressortir l'esprit général de la nouvelle rédaction.

On remarquera d'abord que le titre limite nettement la portée d'application de la Convention qui concerne les lois et coutumes de la *guerre sur terre*. Nous avons été constamment préoccupés de laisser en dehors tout ce qui concernait la guerre maritime, d'empêcher qu'on ne pût se prévaloir pour celle-ci des règles admises pour la guerre continentale; nous aurons à revenir sur ce point fort important. Même là où on a conservé pour le fond les dispositions de 1874, la rédaction en a été améliorée, ce qui était facile après les études critiques publiées pendant vingt-cinq ans. Enfin les matières ont été classées, suivant un ordre méthodique, en quatre *Sections*:

I. Des belligérants;

II. Des hostilités;

III. De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi;

(1) Quatre puissances ont, en signant la Convention, fait des réserves sur l'article X - ce sont l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et la Turquie.

IV. Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Un préambule assez long, après avoir rattaché la matière de la Convention au programme général de la Conférence qui était de rendre les guerres à la fois plus rares et plus humaines et rappelé le souvenir de la Conférence de 1874, indique en termes élevés l'esprit dans lequel les dispositions ont été édictées. Le désir est de diminuer les maux de la guerre autant que les nécessités le permettent, en posant des règles générales de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations. On n'a pas pu prévoir toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique; il est constaté que, pour les cas non prévus, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. Les Hautes Parties contractantes déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 1 et 2 du Règlement adopté. Il s'agit des articles qui déterminent les conditions auxquelles la qualité de belligérant sera reconnue à ceux qui prennent part à la lutte. Avec l'organisation militaire actuelle de la plupart des pays, spécialement de la France, il est difficile de supposer que les individus puissent participer d'une façon utile à la lutte en dehors des conditions prévues. Cependant on s'est refusé à dire que ceux qui lutteraient en dehors de ces conditions devraient être considérés comme des brigands et des criminels.

C'est ce qu'exprimait une proposition de Sir John Ardagh ainsi conçue : « *Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs, par tous les moyens licites, la résistance patriotique la plus énergique.* » M. Léon Bourgeois a constaté que la Sous-Commission était d'accord avec Sir John Ardagh pour le fond, que rien ne devait diminuer les garanties que le droit des gens donne aux populations quand elles résistent à l'envahisseur. Il s'agissait seulement de savoir sous quelle forme la pensée serait insérée dans le texte, si l'on ne se contenterait pas de la déclaration faite par le Président M. de Martens. Finalement Sir John Ardagh, dans un but de conciliation, retira l'article proposé par lui. *le principe qu'il développait ayant recueilli l'approbation unanime.* En somme, on n'acceptait aucune disposition de nature à entraver les efforts légitimes du patriotisme et dans ces conditions on n'avait plus à redouter des résistances analogues à celles qui se sont produites en 1874. Le Premier Délégué de Belgique, M. Beernaert, qui s'est montré le défenseur le plus énergique des droits des populations envahies, n'a pas en effet, maintenu l'opposition qu'il avait d'abord manifestée.

Une autre question de principe très grave s'est posée en ce qui concerne les rapports de l'envahisseur ou de l'occupant avec les fonctionnaires ou la population du pays envahi. Il fallait éviter de légitimer l'usage de la force et de transformer en souveraineté de droit le pouvoir de fait du vainqueur. Il fallait également éviter de reconnai-

tre un droit de l'occupant et donner néanmoins à la population du pays envahi les garanties compatibles avec les nécessités militaires. On peut bien dire que la force ne donne pas de droit, qu'il y a simplement des faits de violence que le vaincu est contraint de subir; on ne peut pas empêcher la situation d'exister et de produire ses conséquences naturelles. Faut-il essayer de déterminer ces conséquences ou laisser le vainqueur agir à sa guise, suivant les règlements qu'il lui plaira d'édicter pour ses troupes? Voilà la véritable question. Le vaincu trouvera-t-il une compensation à cet arbitraire dans la circonstance que le vainqueur ne pourra produire un document signé du Gouvernement légal du pays envahi et réglant la situation de l'envahisseur! C'est douteux. Les règles écrites ne sont pas toujours respectées, mais il y a plus de chance pour l'observation de règles conventionnelles que pour le respect de règlements qu'il est loisible de changer à volonté. Voilà dans quel esprit la Conférence s'est prononcée après de longues discussions en Commission et en Comité de rédaction. On a examiné de très près tous les articles de 1874 et on a supprimé ou modifié tous ceux qui ne rentraient pas dans cet ordre d'idées et qui reconnaissaient ou semblaient reconnaître un véritable droit à l'envahisseur.

Enfin, quant à la forme de l'acte dans son ensemble, une grande amélioration a été réalisée sur la proposition du Premier Délégué français. Les Parties contractantes s'engagent à donner à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* annexé à la présente Convention. Chaque État, dans la plénitude de sa souveraineté, restreint dans certaines limites, pour le cas où il serait en guerre, l'action de ses forces militaires dans ses rapports avec les forces ennemies ou la population du territoire envahi. Il donnera à ses armées des instructions conformes aux règles adoptées. Le Règlement ainsi arrêté ne constitue donc, pas plus en la forme qu'au fond, la reconnaissance d'un droit proprement dit au profit du vainqueur ou de l'envahisseur.

En ce qui touche l'étendue d'application de la Convention, sa ratification, sa dénonciation, la Conférence a admis les mêmes clauses que pour la Convention relative à la guerre maritime. La faculté d'accession a été reconnue de la manière la plus large, sans distinction entre les Puissances représentées et les Puissances non représentées à la Conférence de la Haye (art. 4).

Notre conclusion est que la *Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* réalise un progrès sérieux dans le droit des gens, et que le Gouvernement de la République peut se féliciter d'avoir contribué à son adoption. Les règles admises sont bien, dans leur ensemble, conformes à l'esprit de nos instructions comme aux observations détaillées que le Projet russe de 1874 avait provoquées de la part du Ministre des Affaires étrangères d'alors. Elles ne sacrifient ni les nécessités militaires ni les exigences de l'humanité; elles ne forment ni le Code du vainqueur ni le Code du vaincu.

A-t-on toujours tenu la balance égale entre les divers intérêts engagés? Cela est difficile à dire. Mais on peut affirmer que, dans la si-

tuation actuelle de l'Europe, il n'était pas possible de mieux faire, et que bien des excès seraient évités si les prescriptions arrêtées à la Haye étaient fidèlement observées.

Ce règlement a l'assentiment de presque toutes les Puissances de l'Europe (1). Les dispositions qu'il contient s'imposent donc avec une autorité indiscutable et pourront servir de base solide à l'instruction de l'armée.

Il nous reste à parler de divers incidents qui se sont produits à la Conférence et qui, quoique n'ayant pas laissé de traces dans les dispositions adoptées, ont leur importance.

Propriété privée sur mer. — La Délégation des Etats-Unis demanda que la Conférence s'occupât de la question de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer. On finit par admettre que cette question sortait du programme de la Conférence tel qu'il avait été tracé par la Circulaire Mouravieff, et on se contenta d'émettre un vœu pour qu'elle fût renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure. Les Délégués britanniques insistèrent pour que la Conférence se déclarât incompétente et ils s'abstinrent en ce qui concerne le vœu. Nous avons eu une attitude analogue.

Bombardement des ports ouverts. — Dans la Sous-Commission, à propos de l'article 15 du Projet de Bruxelles, d'après lequel « *des villes, agglomérations d'habitations ou villages ouverts qui ne sont pas défendus ne peuvent ni être attaqués ni bombardés* », M. Beer-naert avait proposé de dire la même chose des ports. M. Bihourd fit remarquer qu'il avait été entendu que la Déclaration de Bruxelles portait uniquement sur la guerre de terre, que, par suite, il n'y avait pas à s'occuper des bombardements à effectuer par des forces maritimes. Après une discussion sur le point de savoir si la Sous-Commission était compétente, on convint de renvoyer la question à la Commission plénière. Elle y fut posée par le Comte Nigra qui, d'après les instructions de son Gouvernement, demanda que l'article 25 du Projet fût applicable aux bombardements dirigés vers la terre par des forces navales. M. de Martens, président, fit remarquer que le problème était assez complexe et assez difficile, comme le prouvent les délibérations et les résolutions de l'Institut de droit international à ce sujet. Il proposa seulement le vœu que la matière fût examinée par une Conférence ultérieure. Cette proposition fut adoptée, mais sir Julian Pauncefoot tint à déclarer qu'il ne pouvait s'associer à l'expression de ce vœu, parce que le Gouvernement britannique ne pourrait adhérer aux articles de Bruxelles que si les questions navales restaient en dehors des délibérations.

Nous n'avons pas eu à intervenir de nouveau dans la discussion, mais, en réalité, notre manière de voir était identique à celle des Délégués britanniques et nous ne pouvons qu'être satisfaits de ce que la question ait été écartée des délibérations.

(1) Seules, parmi les vingt-six Puissances représentées à la Haye, la Chine et la Suisse n'ont pas cru devoir signer cette convention.

Câbles d'atterrissage. — M. de Bille, délégué danois, proposa un amendement pour assimiler aux télégraphes terrestres les câbles d'atterrissage établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat. Nous avons soutenu que cet amendement sortait du domaine de la Déclaration de Bruxelles, puisque la fixation des limites du territoire maritime de l'Etat rentrerait bien dans le droit international maritime. Le général sir John Ardagh était disposé à appuyer la proposition de M. de Bille si celui-ci voulait en éliminer la définition de la mer territoriale. La question a été renvoyée au Comité de rédaction. Après une assez longue discussion à laquelle notre Délégué spécial a pris part, on convint de retrancher de l'amendement de M. de Bille tout ce qui était relatif à la mer territoriale et on rédigea la disposition comme suit : « Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, *et compris les câbles d'atterrissage*, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix. »

Nous avons pu nous rallier à cette rédaction qui écartait absolument toutes les questions maritimes. Aucune difficulté ne fut soulevée à ce sujet ni dans la Sous-Commission ni dans la Commission, ni même dans la Conférence plénière qui accepta le Projet que lui soumettait la seconde Commission. Toutefois, dans la séance de la Conférence du 25 juillet, après le vote du Projet relatif à l'arbitrage international, Sir Julian Pauncefote demanda à revenir sur l'article 53 du Règlement adopté pour les lois et coutumes de la guerre. Il rappela que, sur la demande de M. de Bille, on avait ajouté aux télégraphes de terre prévus par cet article les câbles d'atterrissage. Le Gouvernement britannique était d'avis que l'extension de la disposition à des câbles qui s'étendent sous la mer à une distance souvent considérable sortirait de la compétence de l'Assemblée d'où on avait été d'accord d'exclure les matières navales. Sir Julian Pauncefote espérait donc que, dans un esprit de conciliation, M. de Bille voudrait bien retirer, avec l'approbation de la Conférence, l'amendement présenté par lui sur l'article 53. M. de Bille, pour éviter que l'opposition de la Grande-Bretagne ne vint, à la dernière heure, « faire obstacle à l'acceptation unanime d'un projet de Convention qui fait honneur à la Conférence de la Paix et marque un progrès dans le droit des gens », retira son amendement. Le Premier Délégué de Roumanie dit qu'il renoncerait volontiers à l'amendement, *si ce renoncement devait comporter l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'ensemble de la Convention sur les lois et coutumes de la guerre*. Sir Julian Pauncefote répondit qu'il n'était pas autorisé à faire une promesse de ce genre. Il dit que l'amendement de M. de Bille était la seule objection qui lui eût été jusqu'ici présentée sur le Règlement adopté. *Il ne croit pas que d'autres difficultés soient soulevées ; mais il ne peut pas prendre un engagement de la nature de celui que demande M. Beldiman*. A quoi M. de Martens ajouta que le compromis intervenu entre Sir Julian Pauncefote et M. de Bille donne un sérieux espoir d'aboutir à la signature unanime de la Convention. Là-dessus, la Conférence adopta sans vote la modification réclamée par le Délégué britannique.

Droits et devoirs des Neutres. A propos du chapitre de la Déclaration de Bruxelles intitulé : « *Des Belligérants et des blessés soignés chez les Neutres* », le Premier Délégué du Luxembourg s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de mieux définir la position internationale qui découle de la neutralité. Il fit ressortir les incertitudes qui existent sur les droits et les devoirs des Neutres, les inconvénients qui en résultent. Après un échange d'observations où on insista surtout sur la complexité du problème qui ne paraissait pas rentrer dans le cadre des travaux de la Commission, M. Eyschen avait été prié de présenter un projet concret, rentrant dans l'ordre d'idées de la Déclaration de Bruxelles. Il ne crut pas devoir le faire, pensant que la matière de la neutralité devait être examinée et réglée dans son ensemble, La Conférence s'est bornée à émettre le vœu que la question des droits et des devoirs des Etats neutres fût mise à l'étude d'une prochaine Conférence. Il est à remarquer que, si la Belgique paraissait d'accord avec les tendances du Luxembourg, la Suisse n'a pas voulu s'associer à ce vœu.

TROISIÈME COMMISSION

(ARBITRAGE)

L'impossibilité où se trouvait la première Commission d'aboutir à un résultat pratique immédiat, en ce qui touche la limitation des armements, augmentait grandement les responsabilités de la 3^e Commission chargée d'étudier les moyens pacifiques de régler les conflits internationaux. Pour beaucoup d'esprits, c'est le degré où elle aura réussi à résoudre le problème de l'établissement d'une juridiction internationale qui semblera être la mesure même du succès ou de l'échec de la Conférence de la Haye. Aussi l'attention de l'opinion se porta-t-elle particulièrement, dès le premier jour, sur la Commission dite « de l'arbitrage ».

La composition de cette Commission où s'inscrivirent les Premiers Délégués de presque toutes les Puissances (1) atteste l'importance que chaque Délégation attribuait à son rôle et à ses travaux.

- (1) Pour l'Allemagne : Docteur Zorn, Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de vaisseau Siegel.
 — les *Etats-Unis d'Amérique* : S. Exc. M. White, Hon. Seth Low, M. Holls.
 — l'*Autriche-Hongrie* : S. Exc. le Comte de Welsersheimb, M. Okolicsanyi de Okolicsna, M. de Mérey de Kapos-Merey.
 — la *Belgique* : Comte de Grelle-Rogier, Chevalier Descamps.
 — la *Chine* : M. Yang Yü. M. Hoo Wei-Teh, M. Lou Tseng-Tsiang.
 — le *Danemark* : Chambellan de Bille.
 — l'*Espagne* : S. Exc. le Duc de Tetuan. M. de Villa Urrutia.
 — la *France* : MM. Léon Bourgeois, d'Estournelles de Constant, Renault
 — la *Grande-Bretagne* : S. Exc. Sir J. Pauncefote, Sir Henry Howard.
 — la *Grèce* : M. Délyannis.
 — l'*Italie* : S. Exc. le Comte Nigra, Comte Zannini, M. Pompili.
 — le *Japon* : M. Motosono, Baron Hayashi, M. Ariga.
 — le *Luxembourg* : S. Exc. M. Eyschen, Comte de Villers.
 — le *Mexique* : M. de Mier, M. Zenil.
 — les *Pays-Bas* : Jonkhier van Karnebeek, M. Asser, M. Rahusen.

M. Léon Bourgeois en fut nommé le Président. Les Vice-Présidents furent : MM. de Bille, d'Estournelles de Constant, de Macedo, Mérey de Capos-Mérey, Pompilj et Zorn.

La première séance de la troisième Commission eut lieu le 23 mai.

M. Léon Bourgeois déterminait ainsi, dans son discours d'ouverture, la direction générale de ses travaux :

« La troisième Commission a cette bonne fortune qu'aucune division ne peut exister entre ses membres sur les idées générales d'où leur œuvre doit procéder : ils sont assurés de partir ensemble dans une même direction sur une route commune. Le devoir du Président est de s'efforcer de mettre le plus loin possible sur cette route le point jusqu'auquel tous pourront poursuivre ensemble leur chemin. »

Dans la seconde séance de la Commission (26 mai), furent déposés divers projets qui devaient servir de matière à ses délibérations.

Tout d'abord la Délégation russe déposa un projet comprenant :

A. *Éléments pour l'élaboration d'un projet de Convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de la Haye;*

B. *Projet de Code d'arbitrage.*

Aussitôt après ce dépôt, le Président proposa de régler en ces termes l'ordre et le cadre des travaux de la Commission :

« Il convient premièrement, dit-il, d'examiner le principe général qui nous rassemble : sommes-nous d'accord pour tenter, suivant l'expression de M. Descamps, d'établir de préférence sur le droit et de régler, en cas de différend, par la justice, les rapports entre les nations ? En d'autres termes, doit-on recourir de préférence aux moyens pacifiques plutôt qu'à la force pour régler les différends entre les nations ?

« Si nous sommes d'accord sur ce premier point, nous aurons à rechercher quels sont les moyens de parvenir à ce résultat. A défaut de l'œuvre journalière de la diplomatie, qui peut assurer l'amiable accord *direct*, nous rechercherons les modalités de l'amiable accord *indirect* par la MÉDIATION. Ceci pourrait constituer le premier chapitre de nos discussions.

« En dehors de la médiation, et par des voies toujours pacifiques, mais cette fois *décisives*, nous aurons à examiner le recours à l'ARBITRAGE.

« Dans cette dernière hypothèse, nous devons établir les cas dans lesquels ce recours est *possible* et en fixer l'énumération. Nous nous demanderons ensuite s'il est des cas où les nations pourront admettre à l'avance que ce recours sera *obligatoire*.

- la Perse : Général Mirza Riza Khan.
- le Portugal : M. d'Ornellas-Vasconcellos.
- la Roumanie : M. Beldiman. M. Papiniu.
- la Russie : S. Exc. M. de Staal, M. de Martens, M. de Basily, M. Raffalovich.
- la Serbie : M. Miyatovitch, D^r Veljkovitch.
- le Siam : M. Phya Suriya, M. Corragioni d'Orelli, M. Rolin.
- la Suède et Norvège : Baron Bilot, M. Konow.
- la Suisse : D^r Roth, Colonel Künzli, M. Odier.
- la Turquie : S. Exc. Turkhan-Pacha, Noury-Bey.
- la Bulgarie : D^r Stancioff.

« Il sera nécessaire d'établir ensuite une *procédure* de l'arbitrage acceptée par tous.

« Sur tous ces points nous pourrons prendre pour guide le projet russe qui vient d'être distribué.

« L'énumération des cas où l'arbitrage est conventionnellement obligatoire ou facultatif étant établie et la procédure étant fixée, nous devons rechercher les moyens à employer pour en généraliser la pratique ? Y aura-t-il lieu de procéder de préférence par l'extension du système des traités *d'arbitrage permanent*, par l'introduction de la clause compromissoire dans les actes internationaux ? Ou, au contraire, y aura-t-il lieu d'établir d'une manière permanente une *institution internationale* à laquelle un mandat serait donné :

« 1° Soit à titre d'organe simplement intermédiaire, agissant pour rappeler aux parties l'existence des conventions, l'application possible de l'arbitrage et s'offrant à mettre en mouvement la procédure ;

« 2° Soit à titre d'institution de conciliation préalable à toute discussion juridique ;

« 3° Soit enfin à titre de *juridiction* sous la forme d'un tribunal international. »

L'ordre des travaux ainsi proposé fut adopté à l'unanimité, et M. Léon Bourgeois put constater « que la Commission avait paru unanime à reconnaître qu'il était désirable de recourir de préférence aux moyens pacifiques plutôt qu'à la force pour régler les différends entre les nations ».

Après le Projet russe, le Premier Délégué d'Angleterre, à son tour, déposa une proposition, laquelle, tout en étant moins générale, n'en était pas moins très importante, car elle soumettait dès le début à la Conférence la grave question d'une juridiction arbitrale permanente.

Sir Julian Pauncefote demandait à la Commission de se prononcer ou tout au moins de faire pressentir ses dispositions en ouvrant une discussion générale sur la question.

Cette proposition n'avait été annoncée à personne ; elle ne fut pas sans prendre à l'improviste la Commission, laquelle, sur la demande du Comte Nigra, puis de M. Beernaert, décida de réserver sa décision et de n'aborder qu'en dernier lieu une motion qui *paraissait appelée à rencontrer certaines difficultés*. Ajournement fort opportun, car une discussion générale prématurée risquait de déterminer dès le début, entre les membres de la Conférence, un désaccord dont les conséquences pouvaient compromettre l'œuvre tout entière.

L'intervention du Comte Nigra marquait d'ailleurs clairement le niveau des esprits, incontestablement beaucoup moins favorables à l'arbitrage au début de la Conférence qu'à la fin : elle permet de mesurer par conséquent le progrès si rapide accompli entre la date du 15 mai et celle du 29 juillet.

La proposition de Sir Julian Pauncefote eut toutefois un double effet : 1° elle posa la question du tribunal permanent d'arbitrage de telle sorte qu'on ne pouvait en éluder la discussion ; 2° elle décida le

Gouvernement russe à la poser également ; et c'est dans ce sens, en effet, que M. de Staal fit remettre au bureau, quelques instants après le Premier Délégué anglais, une proposition additionnelle qu'il tenait en réserve, comme complément des projets déjà soumis par lui à la Commission.

Le Comité d'examen. — En présence de propositions aussi nombreuses et aussi diverses, la Commission, afin d'en permettre une étude méthodique et rapide, décida de choisir dans son sein un Comité d'examen composé seulement de huit membres chargés de faire une première étude et de lui soumettre ensuite des propositions. Elle se réservait d'examiner ces propositions, puis de les faire siennes, après les avoir au besoin modifiées ou complétées, pour les soumettre à la Conférence plénière.

Ce Comité d'examen fut désigné séance tenante et composé de MM. Asser (Pays-Bas), Descamps (Belgique), d'Estournelles de Constant (France), Holls (États-Unis), Lammach (Autriche-Hongrie), de Martens (Russie), Odier (Suisse) et Zorn (Allemagne), et se réunit le jour même sous la présidence de M. Léon Bourgeois, pour se constituer et se mettre au travail ; ce sont ses procès-verbaux qui ont presque constamment servi de base au présent rapport.

Le Comité commença par élire son bureau : M. le Chevalier Descamps fut nommé Président-rapporteur, mais n'exerça qu'une ou deux fois les fonctions de Président, car le Comité, devenant en fait l'organe essentiel de la Commission, ses séances ne pouvaient manquer d'être plus fréquentes et plus importantes que celles de la troisième Commission elle-même. Aussi les deux Présidents d'honneur de la Commission, Sir Julian Pauncefoot et le comte Nigra, ne manquèrent point d'assister à toutes ses séances. Les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche n'y vinrent pas, mais M. de Staal y prit part souvent et ce fut M. Léon Bourgeois, Président effectif de la troisième Commission, qui en dirigea presque constamment les débats.

M. d'Estournelles fut chargé de la rédaction souvent délicate des procès-verbaux. Les délibérations du Comité d'examen furent donc à la fois dirigées et résumées par la délégation française.

Aux projets russe et anglais vinrent s'adjoindre deux propositions : 1^o l'une italienne ; 2^o l'autre américaine, dont il sera parlé plus loin et qui figurent aux annexes des procès-verbaux.

La France, comme on le voit, n'avait déposé, de son côté, aucune proposition spéciale. Ses représentants comptaient s'inspirer des développements des débats pour y intervenir à l'heure utile dans le sens déterminé par les instructions ministérielles qui leur prescrivaient de « favoriser les solutions les plus libérales ».

La lecture des procès-verbaux et du rapport de M. Descamps nous fait connaître dans tous ses détails la discussion des divers projets. Nous la résumerons rapidement en indiquant la part prise par chaque Puissance dans ces débats.

Les projets en discussion. Bons offices et médiation. Commissions d'enquête. — Le projet russe fut pris pour base des discussions du Comité en ce qui concerne les chapitres suivants : *Bons offices et médiation, Commissions d'enquête, Procédure de l'arbitrage.*

Le projet anglais, réservé d'abord, fut ensuite pris pour texte de l'importante discussion sur la création d'une *cour permanente d'arbitrage*.

Avant d'aborder le premier chapitre *des bons offices et de la médiation*, le Comité crut devoir affirmer, dans un article initial qui fut ratifié par la 3^e Commission et par la Conférence et placé comme article unique, en tête de la Convention, sous ce titre : « Du maintien de la Paix générale », la déclaration de principe suivante :

« ART. — 1^{er} *A l'effet de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les États, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts en vue du règlement pacifique des différends internationaux.*

a) *Des bons offices et de la médiation.* — Par l'article 2, les Puissances prennent un engagement moral, ou du moins elles décident qu'en cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, *en tant que les circonstances le permettront*, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

C'est sur cet article qu'eut lieu le premier engagement entre les Délégués et qu'on put voir se prononcer les dispositions de chaque pays : on commença, dans un premier mouvement libéral, par supprimer cette phrase : « autant que les circonstances le permettent », parce qu'elle affaiblissait grandement la portée de l'engagement moral à prendre ; puis, à plusieurs reprises, le Comité revint sur son vote, trahissant ainsi l'incertitude qui régnait au début chez les Représentants des diverses Puissances.

Les articles 3 à 7 déterminent le caractère et les conditions de la médiation. Ils tiennent compte d'un amendement suggéré mais non précisé par le comte Nigra (1).

L'article 8 est dû à l'initiative de la Délégation américaine : il préconise une médiation spéciale, inspirée des conditions dans lesquelles sont constitués les témoins dans un duel. Cette ingénieuse combinaison, soutenue par le Représentant des États-Unis au Comité, et adoptée avec faveur, servit d'introduction à M. Holls qui, depuis lors, ne manqua pas de revendiquer pour son pays, nouveau dans le concert des nations civilisées, une très large part dans les délibérations.

La troisième Commission, réunie le 5 juin pour prendre connaissance des premiers résultats des travaux de son Comité, les approuva en première lecture, avec cette restriction que quelques Délégués, notamment ceux de Turquie, de Grèce et de Roumanie, réservèrent l'opinion de leurs Gouvernements.

b) *Des Commissions d'enquête.* — Avec beaucoup de raison, le projet russe avait prévu le cas où un conflit naîtrait de quelque incident local mal connu, grossi par les informations sensationnelles de la presse, par exemple un incident de frontière ; pour couper court à l'excitation des esprits et aussi pour gagner du temps, M. de Martens, qui fut le très écouté défenseur du projet dans le Comité, à côté

(1) V. Procès-verbaux du comité, annexe 4.

de M. de Staal, proposait aux Puissances de s'engager à instituer une Commission internationale d'enquête, « afin de constater les circonstances ayant donné matière au dissentiment et d'éclaircir sur les lieux par un examen impartial toutes les questions de fait ». Ces Commissions, bien entendu, ne devraient pas être convoquées dans le cas où l'une des Puissances intéressées estimerait que *son honneur ou ses intérêts vitaux* seraient engagés. Malgré cette réserve qui domine d'ailleurs tous les chapitres de la Convention, et qui n'a pas manqué d'être formulée expressément et renouvelée, le cas échéant, par les représentants de chaque pays, de graves objections s'élevèrent contre l'institution proposée. La majorité de la Conférence dut s'incliner devant les résistances d'une minorité décidée à ne pas céder. Quelques délégués, en effet, profitant de ce que cette question était restée parmi les dernières à soumettre à la Conférence, refusèrent de voter la Convention si leurs Gouvernements n'obtenaient pas toute latitude pour pouvoir refuser la constitution de ces commissions d'enquête. Ces délégués représentant la Turquie, la majorité des Etats balkaniques et la Grèce, eurent pour principal et infatigable porte-parole M. Beldiman; ils soutinrent que les Commissions d'enquête seraient toujours fatalement à l'avantage des pays les plus forts et les mieux administrés; qu'elles constitueraient pour les autres une ingérence insupportable et dangereuse. Ils plaidèrent en fait la cause des administrations défectueuses; mais force fut, pour éviter qu'ils votassent contre la Convention, d'insérer dans l'article 9 les mots « *autant que les circonstances le permettront* », enlevant ainsi le caractère obligatoire à la disposition de l'article.

L'article 10. — Les cas d'arbitrage obligatoire. — Avant de donner une organisation juridique à l'arbitrage, le projet russe posait en principe qu'un certain nombre de différends devaient obligatoirement relever de cette juridiction nouvelle, et il allait jusqu'à énumérer d'avance les cas où pourraient se produire ces différends (art 10); par exemple, en cas de dissentiments se rapportant à l'interprétation ou à l'application des conventions postales, télégraphiques, de chemins de fer, de propriété littéraire, de marques de fabrique, de succession, d'assistance judiciaire, etc.

Il faut distinguer entre le *principe* de la proposition russe et le *détail* de son énumération. Le principe, à savoir qu'il convenait de prévoir un certain nombre de cas d'arbitrage *obligatoire*, fut admis à l'*unanimité*, sauf par l'Allemagne, qui commença par se réserver. Quant aux détails, les divers paragraphes de l'énumération soulevèrent, à mesure qu'ils furent examinés de plus près, de nombreuses divergences de vues. Aux yeux de la Délégation française, l'énumération portait sur des points qui pouvaient ou devaient être supprimés, et, en revanche, elle en omettait beaucoup d'autres qui n'étaient pas sans intérêt.

Il apparut dès lors qu'il serait fort difficile d'établir l'accord sur une énumération précise. La Belgique, par exemple, trouvait la liste incomplète, et demandait qu'on y ajoutât entre autres l'interprétation et l'application des traités de commerce. L'Italie, allant plus loin, jugeait cette énumération dérisoire et demandait, avec les États-Unis

et l'Angleterre, qu'on la supprimât. Les choses devaient d'ailleurs changer de face entre la première et la seconde lecture de l'article 10.

Sir Julian Pauncefote, on se le rappelle, avait pris l'initiative d'un projet de tribunal permanent et cette question nouvelle, que ne soulevait pas la première proposition russe, avait attiré l'intérêt de tous les délégués. On verra plus loin à la suite de quelles importantes discussions de principe de cette institution permanente d'arbitrage fut admise définitivement par le Comité.

Cette conquête considérable faite par les partisans de l'arbitrage ne pouvait manquer d'amener sur d'autres points, des tentatives de recul. L'Allemagne, notamment, était représentée au Comité par le docteur Zorn, qui se montrait personnellement favorable aux initiatives les plus libérales, mais qui reçut de son gouvernement des instructions si formelles, qu'il dut modifier son attitude et revenir sur les premières déclarations que lui avait inspirées l'article 10.

Le Comité ne tarda pas à se rendre compte que l'opposition de l'Allemagne serait irréductible et qu'à vouloir maintenir en dehors d'elle les cas d'arbitrage obligatoire énumérés dans l'article 10, on s'exposerait à voir cette Puissance et sans doute plusieurs autres Etats faisant cause commune avec elle, rejeter l'ensemble du projet et faire échouer définitivement ainsi l'œuvre entière du Comité.

En présence de cette situation, il parut sage de ne point prolonger un débat sans issue, la cause de l'arbitrage, après l'adoption unanime par le Comité d'un tribunal permanent, avait remporté un succès trop considérable pour qu'on s'exposât à en perdre les fruits. On se décida donc à l'unanimité à ne reconnaître aux cas d'arbitrage qu'un caractère purement facultatif, et ceux-là même des délégués qui avaient le plus énergiquement défendu l'idée de l'obligation se rallièrent à cette transaction. Telle fut l'attitude de la Délégation française. M. Léon Bourgeois tint à marquer dans quel esprit il adhérait à la solution proposée et à déclarer qu'il ne renonçait à faire prévaloir son point de vue que dans le but supérieur d'atteindre à l'unanimité. En agissant ainsi, la Délégation française crut rester fidèle à ses instructions et servir efficacement les intérêts dont elle avait la garde.

La Cour permanente d'arbitrage. — De la première à la sixième séance, le Comité d'examen avait évité les discussions périlleuses ; chacun de ses membres s'était plus ou moins réservé et il était impossible encore de savoir ce qui sortirait de ses travaux encore hésitants et confus.

En ouvrant la mémorable séance du 9 juin, M. Léon Bourgeois donna lecture d'une déclaration générale résumant l'opinion de la Délégation française sur la création d'une institution permanente d'arbitrage. La France, déclara-t-il, est favorable à cette innovation, à la condition qu'on réserve la liberté du recours à ce mode d'arbitrage et la liberté dans le choix des arbitres ; bien plus elle suggère des moyens pratiques pour que l'institution nouvelle soit vraiment efficace (1).

(1) Voir, au procès-verbal de la 6^e séance, le texte de cette déclaration

Sir J. Pauncefote se félicita naturellement de voir son projet servir de base à la discussion et exprima l'espoir de le voir aboutir.

Le Chevalier Descamps (Belgique) se déclara également favorable.

Le docteur Zorn n'attendit pas que tous ses collègues eussent exprimé leur opinion pour faire savoir au Comité que son Gouvernement ne pouvait s'abandonner à des illusions et considérait l'innovation comme prématurée. Il demandait donc que le projet du tribunal permanent d'arbitrage fût rayé de l'ordre du jour et qu'on en revînt au projet primitif de la Russie.

Le Docteur Zorn resta isolé : personne ne soutint sa proposition d'ajournement ; bien loin de là, le délégué d'Italie, lui même, le pria de réfléchir ; de ne pas se prononcer encore par un refus catégorique et d'en référer à son gouvernement : le Comte Nigra termina son ardent appel en insistant sur l'impatience de l'opinion publique, sur le danger de lui causer une vive déception ; il fit ressortir enfin la responsabilité que prendrait la Conférence en refusant de discuter la création d'un tribunal d'arbitrage.

A l'appui du comte Nigra, Sir J. Pauncefote, M. de Martens, M. Asser, M. Descamps prirent tour à tour la parole. M. Odier, au nom de la Suisse, n'insista pas moins éloquemment que ses collègues pour amener l'Allemagne à changer d'attitude. Le délégué autrichien émit, à son tour, l'avis qu'on pouvait, tout au moins, prendre le projet de sir Pauncefote comme base de discussion pour ne pas entraver les travaux si importants de la Conférence.

Seul le délégué des Etats-Unis n'avait pas encore parlé : il réservait par modestie, dit-il, son intervention : « En ma qualité de représentant d'un monde nouveau, la déférence m'ordonnait de laisser parler avant moi les délégués des nations anciennes » Cela dit, il n'en porta qu'avec plus de force un dernier coup aux résistances du docteur Zorn. Lui aussi fit allusion aux déceptions de l'opinion, non seulement impatiente, mais inquiète, et inquiète non sans motifs, car une Conférence analogue à celle-ci et qui intéressait, elle aussi, l'humanité tout entière, la Conférence du travail, s'était réunie, il y avait quelques années, sur l'invitation de l'empereur d'Allemagne, et elle n'avait abouti à rien.

Ce discours mit fin à la discussion. On passa à l'examen des articles du projet de Sir J. Pauncefote, le docteur Zorn consentant non seulement à y assister, mais, comme il ressort de la lecture du procès-verbal n° 7, à y prendre part. (Il notifia officiellement l'autorisation et l'adhésion de son gouvernement au cours de la douzième séance).

C'est après cette discussion décisive que le Docteur Zorn partit pour Berlin avec le procès-verbal de la sixième séance, afin d'exposer lui-même au Ministre des Affaires étrangères, la responsabilité qu'allait prendre le Gouvernement allemand s'il persistait à imposer à son représentant dans le Comité une résistance que tous ses collègues avaient déplorée et qui ferait tout échouer.

Le sentiment presque unanime dans la Conférence, qu'il fallait à tout prix éviter un désastreux avortement, eut sans doute raison des répugnances du Gouvernement allemand : le Docteur Zorn revint avec des instructions nouvelles et déclara que l'Allemagne acceptait définitivement l'institution d'une Cour internationale.

Il est inutile d'exposer dans ce rapport le détail de l'organisation de la Cour d'arbitrage. La lecture des articles qui la constituent est suffisante (1) et celle des procès-verbaux du Comité en fait ressortir fidèlement l'exacte portée. Mais il nous paraît nécessaire de résumer en quelques mots les caractères généraux de l'institution.

Dans la Déclaration qu'il avait lue au nom de la Délégation française en ouvrant la séance du 9 juin, M. Léon Bourgeois avait fait remarquer « la difficulté d'instituer, dans la situation politique du « monde, un Tribunal composé à l'avance d'un certain nombre de « juges représentant les divers pays et siégeant d'une manière permanente dans des affaires successives.

« Ce Tribunal donnerait, en effet, aux parties, non des *arbitres* « choisis respectivement par elles en connaissance de cause et investis d'une sorte de mandat personnel de la confiance nationale, mais « des *juges* au sens du droit privé, préalablement nommés en dehors « du libre choix des parties. Une Cour permanente, quelle que soit « la haute impartialité de ses membres, risquerait de prendre aux « yeux de l'opinion universelle le caractère d'une représentation des « États; les Gouvernements, pouvant la croire soumise à des influences politiques ou à des courants d'opinion, ne s'accoutumeraient pas « à venir à elle comme à une juridiction entièrement désintéressée. »

Le projet adopté par le Comité d'examen et qui fut plus tard ratifié par la Conférence fait disparaître entièrement cette inquiétude. Les arbitres qui constituent dans chaque affaire le Tribunal chargé de la juger seront spécialement et librement choisis pour cette affaire par les Puissances en litige.

Une liste des personnes pouvant être ainsi choisies pour arbitres est dressée par chaque puissance et c'est sur l'ensemble des personnes ainsi désignées que le choix des Parties s'exerce librement. — Ce qui est permanent, c'est donc l'institution. ce n'est pas la personne du juge. — A chaque cause, un juge nouveau, à chaque cause un juge librement choisi.

« Le caractère international et permanent est d'ailleurs assuré par « l'existence d'un « Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la « Haye et du Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président. — Conseil chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle. » (Art. 28).

Ainsi se trouvent réunies par la conciliation la plus heureuse les deux conditions essentielles pour qu'une juridiction internationale soit non seulement acceptée à son origine, mais consacrée pour ainsi dire par la confiance constante des États.

Un tribunal existe désormais, voulu et soutenu par l'opinion du monde civilisé. Ce n'est pas un organe politique. c'est bien une institution judiciaire; l'idée du droit seule peut inspirer ses décisions et chacune de ces décisions par là même accroîtra la force de l'Idée du Droit dans le monde.

(1) Voir *in fine*, articles 20 à 30, pages 67, 68 et 69.

L'article 27. — Le devoir international. — La Cour permanente était instituée, organisée, tout avait été prévu ; rien n'y manquait que l'existence. Le premier délégué de France ne craignit pas d'en faire la remarque. Reprenant sa déclaration de la sixième séance, il fit observer que, dans la plupart des cas, neuf fois sur dix, les Puissances n'oseraient pas recourir à l'arbitrage de la Cour permanente, qu'elles seraient arrêtées par le point d'honneur, la crainte de mécontenter l'opinion ; pourquoi ne pas prévoir une clause tendant à lever ces scrupules ?

M. d'Estournelles ne manqua pas d'appuyer cette opinion du Président. Il faut aider les Gouvernements à recourir à l'arbitrage, provoquer et non pas attendre leur initiative : « Trouvons quelque chose, « un mécanisme *automatique* qui mette les gouvernements en « demeure de se prononcer pour ou contre l'arbitrage devant l'opinion et les Parlements. Si nous trouvons ce mécanisme, la situation sera changée du tout au tout, il deviendra aussi difficile à un « Gouvernement de décliner le recours à l'arbitrage qu'il lui était difficile jusqu'à ce jour de l'accepter dans les cas graves. »

Le Comité se sépara sans rien conclure, mais en reconnaissant pourtant que les observations de la Délégation française étaient fondées et qu'il y avait quelque chose à trouver pour que le tribunal permanent existât autrement que sur le papier. Cette séance avait eu lieu le samedi 1^{er} juillet. Le lundi 3, la Délégation française apportait une solution.

D'accord avec M. Léon Bourgeois, M. d'Estournelles reprit les arguments déjà formulés dans la précédente séance et les développa en insistant sur le désappointement général de l'opinion si la Conférence n'aboutissait qu'à une apparence de résultat. Il existe une solidarité entre les Etats civilisés ; c'est au nom de cette solidarité que nous devons non pas obliger les Etats en conflit à recourir à l'arbitrage, mais, ce qui revient au même, tout en sauvegardant leur indépendance et leur dignité, *les mettre en demeure de choisir entre l'arbitrage et la guerre*. Pour obtenir ce résultat, il suffit de décider que le rappel à l'arbitrage sera non pas un droit, mais un *devoir*.

M. d'Estournelles proposait, à titre personnel, le texte suivant :

Art. 27. — Les puissances signataires considérant comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte, donnent mandat au Secrétaire général du bureau de se mettre, le cas échéant, à la disposition de chacune des parties intéressées en s'adressant par écrit à leur représentant dans les Pays-Bas.

A l'appui de cet article était formulé un projet de lettre que le Secrétaire général adresserait aux représentants en question, en cas de conflit.

Le Secrétaire général était considéré ainsi comme l'agent des Puissances ; il obéissait à leurs instructions ; le mécanisme de son intervention était réglé d'avance d'une façon complète, automatique, au point que les termes mêmes de sa lettre lui étaient dictés. S'il s'abstenait d'envoyer cette lettre, il prenait une responsabilité personnelle des plus graves et cette abstention ne pouvait manquer de provoquer des protestations ; si, au contraire, il l'envoyait, il se conformait pure-

ment et simplement à sa mission, à son rôle ; il remplissait sa fonction. Toutes les Puissances intervenaient en sa personne ; aucune puissance n'avait à prendre l'initiative d'intervenir la première.

Les délégués de France, d'Angleterre, de Suisse, des Pays-Bas et tous les autres mêmes, à des degrés divers, étaient favorables au principe de cette proposition ; — personne, en tous cas, n'en contesta la portée morale, — mais de très vives objections pratiques furent élevées contre la procédure qu'elle suggérerait et notamment contre le rôle réservé au Secrétaire général. Ces objections menaçaient même d'entraîner le rejet de la proposition tout entière ; c'est ce qui résulte du vote que réclama M. d'Estournelles :

Trois voix se prononcèrent pour l'ensemble de sa proposition, celles de MM. Bourgeois, Odier, Pauncefote ;

Deux délégués s'abstinrent : MM. Asser et Holls.

Cinq votèrent contre : MM. Descamps, Zorn, Lammasch, Nigra, de Martens.

C'est alors que le Président crut devoir intervenir.

« Vous vous êtes prononcés à l'unanimité, Messieurs, dit-il en substance, pour le principe de la proposition qui vous est faite et vous ne différez que sur le mode d'application. Ne pensez-vous pas qu'il convienne tout au moins de prendre acte de votre accord sur ce principe si important qu'il existe un devoir commun, un devoir international obligeant les puissances à suggérer le recours à l'arbitrage ? Sur cet accord, aucun doute n'est possible. Reprenons donc, en la divisant, la rédaction dont vous venez de repousser l'ensemble et manifester votre unanimité sur la première partie, savoir : les Puissances considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte. Ainsi nous aurons sauvé la meilleure de la pensée de M. d'Estournelles, tout en donnant satisfactions à vos scrupules. »

A l'unanimité, le Comité accepta cette suggestion et vota le texte ainsi rédigé.

Le Président prit acte de la portée de ce vote :

« Désormais, dit-il, grâce à l'inscription de ce mot *devoir* dans l'acte de la Haye, les États ne se considéreront pas comme indifférents les uns aux autres. Dès qu'un conflit menacera de mettre aux prises deux d'entre eux, ils ne seront pas des neutres impassibles, mais des voisins *solidaires*, ayant le *devoir* de sauvegarder la paix générale. »

Quant à la seconde partie de la proposition d'Estournelles, elle fut remplacée par la disposition suivante, votée également à l'unanimité :

En conséquence elles déclarent que le fait par une ou plusieurs d'entre elles de rappeler aux Parties litigantes les dispositions de la présente convention et le conseil donné dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme un acte de bons offices.

La procédure arbitrale. — La sentence motivée. — La revision. — Les incompatibilités. — L'accession. — Après la treizième et la qua-

torzième séances, la tâche du Comité d'examen était virtuellement terminée; les séances suivantes furent en réalité des réunions transactionnelles où tous les membres de la Conférence qui en exprimèrent le désir furent admis à présenter et à soutenir leurs objections, afin de le simplifier et d'accélérer ainsi les délibérations de la Conférence plénière et de la troisième Commission. Celle-ci se réunit le 7 juillet pour entendre un premier rapport verbal de M. Descamps, au nom du Comité; elle fut impressionnée favorablement par l'ensemble des dispositions qui étaient soumises, en première lecture, à son approbation, mais elle n'en commença la discussion, à proprement parler, que le 17, afin de laisser au Comité le temps nécessaire à ses transactions.

Dans cette laborieuse séance du 17, le Président, M. Léon Bourgeois, mit aux voix en première lecture le chapitre des Commissions d'enquête. Les délégués de Roumanie, de Serbie, de Turquie, seuls, déclarèrent ne pouvoir prendre part à la discussion. Ils attendaient les instructions de leurs Gouvernements. Le Président, afin de laisser à ces délégués le temps de les recevoir proposa alors à la Commission d'ajourner la discussion sur les Commissions d'enquête, et de passer au chapitre de l'arbitrage.

Les mêmes délégués renouvelèrent, mais plus timidement, les mêmes réserves; la majorité décida de passer outre.

Le Président, le rapporteur, ou les auteurs des projets expliquèrent à la Commission, au fur et à mesure de la lecture, le sens et la portée de chaque article et les modifications, en général peu essentielles, apportées par le Comité en réponse aux objections formulées.

L'article 27 même, sur le devoir international, fut adopté sans discussion: toutefois, le délégué de Roumanie renouvela expressément sur cet article ses réserves antérieures et le Comte Welsersheimb, premier délégué d'Autriche, rompit le silence qu'il avait jusqu'alors observé, pour réserver également son opinion.

De même furent adoptés, sauf quelques réserves, les articles suivants, mais c'est ici qu'il convient de signaler diverses questions spéciales discutées par le Comité et dont nous n'avons pas encore fait mention :

L'article 23 accorde aux Arbitres, dans le Pays où ils siègent effectivement, des immunités analogues à celles dont jouissent les Représentants diplomatiques. Dans le même article, le nombre des noms à inscrire par pays sur la liste des arbitres a été vivement discuté: le docteur Zorn a tenu à élever ce nombre de 2 à 4, afin de ne pas limiter les choix et de laisser à chaque pays la faculté de nommer non seulement des juristes de profession, mais au besoin des diplomates, des militaires, etc. Le chiffre 4 a été accepté par le Comité et la Commission.

Le choix de la Haye comme siège du tribunal permanent a rencontré une faveur unanime (art. 25).

On décida que le Conseil permanent chargé d'organiser à la Haye le Bureau international et d'y exercer son contrôle serait composé, non pas comme l'avait décidé sagement le Comité, des représentants diplomatiques *résidant* à la Haye, mais des représentants diplomatiques *accrédités* à la Haye, ce qui a pour conséquence d'admettre

dans ce Conseil des diplomates de tous pays, y compris ceux d'Extrême-Orient, lesquels, ne résidant pas à la Haye, se trouvaient en fait exclus du Conseil par la rédaction primitive (art. 28).

Au cours de l'examen de la procédure de l'arbitrage, le Délégué de Suède souleva relativement au Surarbitre une intéressante discussion sur l'article 31; mais les deux discussions importantes sur le chapitre de la procédure portèrent :

1° Sur les *motifs* de la sentence arbitrale (art. 51) ;

2° Sur la *revision* (art. 54).

1° En ce qui concerne la question de savoir si la sentence doit être ou non *motivée*, des arguments dignes de remarque furent mis en avant dans les deux sens : mais la discussion de la Commission ne fit que reproduire ce qui avait été dit au sein du Comité. (*Voir les Procès-Verbaux des dixième et onzième séances du Comité* (1).

M. de Martens a combattu jusqu'au dernier moment l'obligation de motiver la sentence : « Vous embarrasserez les arbitres, dit-il, « vous les compromettrez, et finalement, au lieu de servir la cause de « l'arbitrage, vous lui ferez tort. » — « On ne saurait sacrifier la justice à des considérations d'ordre politique, répondirent le docteur « Zorn, M. Descamps, etc. On ne peut concevoir une sentence de droit « qui ne soit pas motivée. »

C'est cette dernière opinion, après de vives discussions réitérées, qui a fini par l'emporter.

2° Quant à la *revision*, la question n'a pas moins intéressé la Commission que le Comité (*V. les Procès-Verbaux mentionnés plus haut.*)

M. de Martens, crut devoir sacrifier les considérations favorables à la *revision* à la nécessité pratique de fortifier l'arbitrage qu'il ne fallait pas, dit-il, confondre avec une juridiction ordinaire : « L'arbitrage a pour objet non seulement de rendre la justice, mais de faire « cesser un conflit. Si vous admettez la *revision*, vous éternisez le « conflit, vous affaiblissez votre œuvre. »

Malgré le discours éloquent qu'il prononça devant la troisième Commission, la thèse de M. de Martens ne prévalut point et, finalement, après une longue réplique de M. Holls, le principe de *revision* fut inscrit dans l'Acte de la Haye.

Une question fut encore soulevée par M. Holls concernant les incompatibilités (voir le 18^e procès-verbal du Comité d'examen).

Restait la question de l'accession : savoir si toutes les puissances non représentées à la Conférence auraient ou n'auraient pas le droit d'adhérer à la Convention de la Haye, et, si elles avaient ce droit, dans quelles conditions elles l'exerceraient.

Cette question si grave, ayant été réservée au Comité de l'Acte Final, n'a été qu'effleurée dans le Comité d'examen ; elle ne doit être mentionnée ici que pour mémoire.

Discussion de l'article 27 devant la troisième Commission. — En résumé, le travail du Comité fut, à peu de chose près, en première et

(1) Nous ne saurions trop insister sur l'intérêt que présente, pour quiconque veut apprécier exactement l'importance des travaux de la Conférence, la lecture des Procès-Verbaux de la Commission et du Comité qui résument ces discussions.

en seconde lecture, complètement adopté par la troisième Commission; il ne donna lieu qu'à un seul débat vraiment capital, le débat sur l'article 27. C'est sur ce point, comme on l'a vu, que s'était concentrée toute la résistance.

Ce fut le délégué de Roumanie, M. Beldiman, qui souleva la question. Il demanda que les premiers mots de l'article 27 : « *Les Puissances considèrent comme un devoir* » fussent supprimés et remplacés par ceux-ci : « *Les Puissances jugent utile* ». D'après lui, cette modification devait enlever à l'article 27 son caractère *obligatoire* et sa nature *impérative*.

M. d'Estournelles s'attacha à dissiper ce malentendu : « Nous n'imposerons aucune obligation aux *parties*, dit-il, elles restent libres; nous avons imposé un devoir aux *Puissances signataires*, ce qui est tout différent. »

Après lui, le délégué de Serbie s'efforça de démontrer que l'article 27 ne tendait à rien moins qu'à établir indirectement l'arbitrage obligatoire.

C'est le Docteur Zorn, lui-même, qui lui répondit : « Non, ce n'est « pas l'arbitrage obligatoire, et c'est précisément pour cette raison, « c'est parce que le Comité a consenti à ne pas voter le principe de « l'obligation, dont l'Allemagne ne voulait pas, qu'en échange de « cette concession nous avons voté l'article 27, lequel implique une « simple recommandation d'ordre purement moral. »

Cette déclaration fut bien accueillie.

L'idée d'un devoir international avait d'ailleurs fait des progrès. D'autres que les délégués français la soutinrent alors, notamment le représentant de la Suisse, M. Odier, et par des arguments nouveaux autant que frappants.

« En préparant la Convention qui vous est soumise, dit-il, nous « avons cherché à ouvrir une ère nouvelle dans les rapports inter- « nationaux : à cette ère nouvelle doivent correspondre des devoirs « nouveaux, particulièrement pour les neutres, lesquels jusqu'ici ne « pouvaient empêcher la guerre. Dorénavant ils ne pourront plus se « borner à garder un silence plus ou moins désapprouvateur; ils « seront, suivant une expression heureuse, des « *paciférants* ». et « c'est ce devoir que consacre en ce qui les concerne l'article 27. »

M. Holls, au nom des États-Unis, ne fut pas moins catégorique :

« L'absence de l'article 27, dit-il, eût été fatale à la Convention. « Sans cette expression d'un *devoir moral* la Convention restait illu- « soire; cette notion, ce simple mot inaugurent une ère nouvelle, « c'est le couronnement de notre œuvre ! »

Le Délégué de Serbie n'en persista pas moins à faire des réserves, sous le bénéfice desquelles il devait aller jusqu'à accepter l'article 27.

M. Léon Bourgeois, tant au nom de la Délégation française que comme Président, lui adressa alors un dernier appel :

« Depuis l'ouverture de la Conférence, dit-il, nous avons plus d'une « fois réussi à nous unir, à dégager un sentiment unanime sur des « questions qui d'abord nous divisaient. Ce serait un résultat consi- « dérable, et dont l'importance morale dépasse, à mes yeux, toute « expression, si, sur cet article 27 qui marque l'un des points essen-

« tiels de l'institution de l'arbitrage, nous parvenions, là aussi, à « donner au monde le spectacle de notre unanimité. »

Après avoir souligné, pour répondre aux inquiétudes des petits États des Balkans, le caractère à la fois équitable et pratique de l'article 27. M. Léon Bourgeois, croyant répondre au sentiment général de l'assemblée, élargit le débat :

« Il ne s'agit pas seulement, déclara-t-il, de l'utilité pratique de cette disposition. Soyez sûrs, Messieurs, que ce qui nous détermine à la défendre si énergiquement, c'est qu'elle nous paraît avoir une utilité morale dont chaque jour qui s'écoulera après la fin de nos travaux fera mieux comprendre la grandeur.

« Messieurs, certains, ignorant la puissance de l'idée, voudraient prétendre que ce que nous avons fait ici est peu de chose. Je suis au contraire convaincu que lorsque nous serons sortis de cette Conférence, lorsque nous n'aurons plus le souci légitime de la défense des intérêts spéciaux à chaque Nation dont nous devons tenir compte, nous-mêmes nous jugerons mieux l'importance de notre œuvre, et plus l'on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra cette importance.

« L'utilité morale des dispositions de l'article 27 est tout entière dans ce fait qu'un devoir commun, pour le maintien de la paix entre les hommes, est reconnu et affirmé entre les Nations.

« Croyez-vous que ce soit peu de chose que, dans cette Conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théoriciens et de philosophes, discutant librement et sous leur seule responsabilité personnelle, mais dans une assemblée où sont officiellement représentés les Gouvernements de presque toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamée et que la notion de ce devoir, pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose dans l'avenir aux actes des Gouvernements et des Nations ?

« Que nos Collègues qui ont fait opposition à cet article me permettent de le leur dire. Je crains qu'ils n'aient point les yeux tournés vers le but qui vraiment doit être le leur. Ils ont semblé préoccupés des intérêts opposés des grandes et des petites Puissances dans cette question de l'arbitrage. Je répéterai, après le comte Nigra : Il n'y a ici ni grandes, ni petites Puissances ; toutes sont égales devant l'œuvre à accomplir. Mais si l'œuvre devait être plus utile à quelques-unes, n'est-ce pas aux plus faibles qu'elle profiterait certainement ? Hier, au Comité d'examen, je le disais à nos Collègues opposants : toutes les fois qu'un tribunal a été institué dans le monde et qu'une décision réfléchie et impartiale a pu ainsi s'élever au-dessus de la lutte des intérêts et des passions, n'est-ce pas une garantie de plus qui a été donnée aux faibles contre les abus de la force ?

« Messieurs, entre les Nations, il en sera de même qu'entre les hommes. Les institutions internationales comme celle-ci seront la garantie des faibles contre les forts. Dans les conflits de la force, quand il s'agit de mettre en ligne des soldats de chair et d'acier, il y a des grands et des petits, des faibles et des forts. Quand dans les deux plateaux de la balance il s'agit d'y jeter des épées. L'une peut être plus lourde et l'autre plus légère. Mais lorsqu'il s'agit d'y jeter les idées et les droits, l'inégalité cesse et les droits du plus petit ou

du plus faible pèsent dans la balance d'un poids égal aux droits des plus grands.

« C'est ce sentiment qui nous a dicté notre œuvre et c'est aux faibles surtout que nous avons songé en la poursuivant. Puissent-ils comprendre notre pensée et répondre à notre espérance en s'associant aux efforts tentés pour régler de plus en plus par le droit l'avenir de l'humanité! »

Il n'y avait plus alors qu'à passer au vote. L'article 27 fut adopté à l'unanimité.

Il ne restait, semblait-il, qu'à attendre la réunion de la Conférence plénière, séance de pure forme où devait être ratifié solennellement le vote des trois Commissions.

Un dernier obstacle pourtant restait à franchir et une intervention inattendue se produisit qui parut tout remettre en question. Les Délégués des États-Unis d'Amérique déclarèrent à leurs Collègues de France qu'ils venaient de recevoir des instructions télégraphiques de Washington et ne pourraient finalement signer la Convention si l'article 27 n'était pas modifié. « Aux yeux d'une partie de l'opinion américaine, disaient-ils, cet article pouvait recevoir une interprétation des plus dangereuses, être considéré comme la première infraction, la plus grave possible, aux principes généraux qui réglaient la politique étrangère des États-Unis. En effet, ces principes, doctrine de Washington et doctrine de Monroe, recevaient du même coup une double et profonde atteinte, puisque l'article 27 imposait aux États-Unis le devoir, soit d'accepter une ingérence étrangère s'ils étaient eux-mêmes en conflit avec une autre Puissance, soit d'intervenir dans les différends des États européens. Avec la meilleure volonté du monde, le Gouvernement des États-Unis pouvait-il consentir à une pareille dérogation? N'était-il pas sûr, s'il y consentait, de courir à un échec devant le Sénat, etc.? »

Après des négociations, qui se poursuivirent pendant plusieurs jours, les Délégués des États-Unis annoncèrent qu'ils se contenteraient d'insérer dans le procès-verbal de la Conférence une déclaration leur permettant de voter l'article 27 en l'interprétant dans un sens que la politique intérieure pût concilier dans leur pays avec les principes de Washington et de Monroe.

Ce fut la dernière résistance; dans sa séance du 25 juillet, la Conférence plénière approuva définitivement la Convention telle qu'elle lui était soumise par sa troisième Commission. Au jour de la clôture des travaux, cette Convention, si longuement, si passionnément discutée, était revêtue, sans délai, de la signature de 16 Puissances (Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Mexique, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Bulgarie), auxquelles se sont jointes depuis lors, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Serbie, la Suisse et la Turquie — c'est-à-dire qu'au jour de la clôture des protocoles, le 31 décembre 1899, toutes les Puissances représentées à la Conférence de la Paix ont, sans une seule exception, signé la « Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ».

COMITÉ DE RÉDACTION DE L'ACTE FINAL

Vers la fin de ses délibérations, la Conférence avait constitué une Commission spéciale chargée d'arrêter le texte de l'Acte final. Cette Commission, présidée par M. Asser, reçut aussi la mission de rédiger les clauses destinées à compléter les Conventions* et Déclarations élaborées par les diverses Commissions. Sur la proposition du Comte Nigra, M. Renault en fut nommé rapporteur.

En ce qui touche l'Acte final lui-même, des questions de forme furent soulevées pendant quelque temps. Des divergences se produisirent au sujet de la dénomination à donner au document destiné à constater les résultats des travaux de la Conférence.

Le qualifierait-on d'*Acte*, de *Protocole*, de *Procès-verbal*? Certains auraient voulu la désignation la plus modeste. Nous nous sommes efforcés de faire prévaloir le titre d'*Acte final*, que désiraient les Délégués russes et qui nous a paru plus en harmonie avec l'importance de la Conférence, et nous y avons réussi non sans peine.

Il fallait ensuite rédiger l'Acte de manière à ménager toutes les susceptibilités et à obtenir que personne ne pût refuser sa signature. Une question secondaire fut soulevée à raison de ce que tous les Délégués n'étaient pas dans la même situation, n'avaient pas le titre de plénipotentiaires. Elle a été résolue par une rédaction qui énumère tous les Délégués ayant pris part aux travaux de la Conférence et qui indique en même temps que seuls les *plénipotentiaires* signent l'Acte final.

L'Acte porte que la Conférence a adopté le texte de trois *Conventions* et de trois *Déclarations* qui forment autant d'actes séparés et qui ne seront transformées en actes obligatoires qu'autant qu'elles auront été signées par des représentants des Gouvernements munis de pleins pouvoirs. La signature de l'Acte final n'implique donc aucun engagement par rapport à ces Conventions et Déclarations. Un Etat pourra n'en signer aucune, les signer toutes ou en signer quelques-unes. Il était à supposer que plusieurs Puissances ne seraient pas en situation de signer les Conventions ou Déclarations en même temps que l'Acte final, mais pourraient le faire peu après. Pour établir un lien entre les diverses signatures, on a donné aux Conventions et Déclarations, la même date qu'à l'Acte final et les Conventions et Déclarations, portant cette date uniforme, resteront ouvertes à la signature jusqu'au 31 décembre 1899. Ainsi donc toutes les Puissances qui auront signé à cette date seront considérées comme également Parties contractantes du 29 juillet 1899. Quant à celles qui laisseraient passer le 31 décembre de cette année, elles auraient à adhérer suivant la procédure réglée par les diverses Conventions.

L'Acte final reproduit la *Résolution* votée par la Conférence sur la Proposition de M. Léon Bourgeois, en ce qui touche la limitation des forces militaires ainsi que les différents *vœux*.

La Commission de l'Acte final a eu aussi à arrêter le texte des préambules des diverses Conventions et Déclarations comme des clauses complémentaires (effet obligatoire, dénonciation, ratification, adhésion). Des explications ont déjà été données sur ce point, à

propos des Conventions elles-mêmes. Toutefois des observations additionnelles sont indispensables en ce qui touche la faculté d'adhésion ; elle a donné lieu à des discussions prolongées au sein de la Commission qui, à raison du caractère essentiellement politique de la question soulevée, a fini par se transformer et par comprendre les premiers Délégués des principaux Etats. Voici comment se posait la question : les Puissances représentées à la Conférence devaient pouvoir, sans difficulté, signer jusqu'au 31 décembre 1899 ou adhérer ensuite. Mais que fallait-il décider pour les Puissances non représentées ? Les Conventions seraient-elles *ouvertes* ou *fermées* en ce qui les concerne ? Les Puissances auraient-elles la faculté de devenir Parties Contractantes à la seule condition de notifier leur adhésion dans une certaine forme ou ne deviendraient-elles Parties qu'avec l'assentiment des Puissances déjà contractantes ?

Théoriquement on aurait pu hésiter. Il était possible de soutenir que les Conventions arrêtees supposaient un certain fonds commun d'idées, de sentiments, de civilisation, et que, par suite, des Etats n'ayant pas ce fonds commun ne pourraient devenir Parties Contractantes par leur seule volonté. Mais la composition même de la Conférence ébranlait singulièrement cette considération. Du moment que la Chine, la Perse et le Siam avaient le droit d'être Parties contractantes ou adhérentes, quels Etats aurait-on le droit de repousser sous prétexte d'une différence de civilisation ? Pourquoi la République Argentine, le Chili, le Brésil ne seraient-ils pas Parties contractantes au même titre que le Mexique ? Du reste, les considérations théoriques et juridiques, bien qu'ayant été abondamment invoquées dans la discussion, n'ont joué aucun rôle dans les déterminations des principales Puissances.

Le Délégué britannique a tout d'abord voulu faire attribuer le caractère fermé aux trois Conventions ; il semblait avoir en vue le Transvaal. Puis, il déclara accepter la faculté d'adhésion pour la Convention des lois et coutumes de la Guerre sur terre comme pour la Convention étendant à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève, mais l'écarter pour la Convention d'arbitrage. C'est sur ce terrain circonscrit que la lutte s'engagea ; elle fut très vive. Il s'agissait, au fond, de savoir si le Pape, non invité à la Conférence, pourrait user de la faculté d'adhésion, désigner des arbitres, avoir un Représentant dans le Conseil administratif permanent. L'Italie, dont l'opposition avait empêché le Pape d'être invité, désirait certainement que l'exclusion se continuât au-delà de la Conférence et que le Pape ne pût profiter de ce que le mot *Puissances* avait été substitué au mot *Etats* dans le texte de la Convention. De leur côté les Etats-Unis ne voulaient pas voir les autres Etats américains en situation d'invoquer la Convention d'arbitrage. Pour ne pas paraître aussi intransigeant, le comte Nigra proposa cependant de dire que la notification d'adhésion produirait son effet si, dans un délai de.... il n'y avait pas d'opposition de la part d'une puissance contractante. Sir Julian Pauncefote avait d'abord semblé disposé à accepter cet amendement et à le recommander à son Gouvernement ; mais celui-ci, consulté, persista dans sa résolution d'exiger l'assentiment exprès de toutes les Parties contractantes.

D'autres opinions s'étaient fait jour qu'il suffit de mentionner. Certains admettaient le droit d'opposition, mais trouvaient excessif que la volonté d'un seul des Etats suffit à empêcher l'accession d'un autre Etat. Ils pensaient que l'opposition ne pouvait produire effet qu'en ce qui concerne l'opposant, de sorte que l'Etat adhérent aurait été à la fois dans la Convention et en dehors de la Convention, ce qui aurait été assez bizarre. Quelques-uns avaient eu l'idée que la valeur de l'opposition pourrait être appréciée par le Conseil administratif permanent, mais c'était évidemment dénaturer le caractère de celui-ci et lui faire jouer un rôle politique, ce que précisément on avait voulu éviter.

D'après les instructions reçues du Département, nous nous étions prononcés dans la Commission pour la Convention ouverte, mais on fut obligé de reconnaître qu'il était impossible d'arriver à une entente. On n'avait que le choix entre deux systèmes : supprimer toute clause sur la question ou prévoir l'adhésion en renvoyant les conditions à une entente ultérieure. C'est le dernier système qui a été formulé dans l'article 60 de la Convention. Il nous a semblé du reste que la Commission s'était de plus en plus convaincue que l'esprit même de la Convention invite à une solution libérale de la question d'adhésion. L'avenir dira si cette prévision est fondée.

CONCLUSION

Nous ne pouvons terminer ce Rapport sans apprécier ce que sont, à nos yeux, les résultats généraux de la Conférence de la Paix.

L'opinion, insuffisamment renseignée par la presse et distraite par d'autres préoccupations, n'a pas saisi toute l'importance de l'œuvre entreprise à la Haye. Sans doute cette œuvre n'a été marquée par aucun coup de théâtre et la Conférence a été loin de donner une solution définitive à toutes les questions posées devant la conscience des Nations par l'initiative du Tsar.

Il est cependant plusieurs de ces questions, et non des moins difficiles, qui ont trouvé leur solution. Il en est d'autres dans l'examen desquelles les Etats représentés ont consenti à faire un pas considérable et se sont, par de formelles déclarations, interdit de revenir désormais en arrière.

La première Commission n'a point réussi à faire prévaloir le principe de la limitation des armements : on devait s'y attendre, dans l'état actuel de l'Europe ; mais la Conférence a tenu à affirmer que les difficultés politiques ou techniques qui rendaient aujourd'hui impossible la solution du problème posé par le Tsar ne devaient pas détourner les Gouvernements d'en reprendre l'étude et elle a émis un vote formel en ce sens ; elle a même, pour marquer, dès maintenant, le sentiment commun à toutes les Nations représentées, déclaré à l'unanimité, sur la proposition d'un des délégués de la France, que « la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité ».

Ainsi la Conférence s'est élevée hautement contre la théorie bar-

bare qui voudrait faire considérer la guerre comme un état nécessaire et ses maux comme des maux inévitables et presque salutaires, et elle en a, au nom de tous les peuples civilisés, prononcé la condamnation définitive.

Elle a, d'autre part, revendiqué dans la guerre même les droits de l'humanité en formulant les trois déclarations que nous avons citées, relatives au lancement ou à l'emploi de certains projectiles ou explosifs.

Les questions soumises à la seconde Commission n'étaient ni aussi nouvelles, ni aussi complexes. Aussi les a-t-elle entièrement résolues.

On lui doit deux grandes Conventions qui prendront dans le droit international une place considérable et que tous les amis de l'humanité attendaient depuis trente années.

Les articles additionnels, rédigés en 1868, pour étendre à la guerre navale les bienfaits de la Convention de Genève, n'avaient jamais obtenu la ratification des Puissances et la Croix-Rouge n'avait pas encore étendu son action bienfaisante sur ces combats de mer, où le sort des blessés est plus terrible encore, leurs risques de mort plus nombreux et plus redoutables que dans les batailles terrestres. On alléguait, depuis trente ans, l'impossibilité d'organiser les secours, et surtout le danger, pour les belligérants, de voir, sous prétexte d'humanité, des navires ennemis ou neutres intervenir déloyalement dans les opérations militaires. La Conférence de la Paix a réglé ces difficultés; toutes les puissances représentées à la Haye ont, à l'heure actuelle, signé la Convention qui organise la Croix-Rouge sur mer et nous devons rappeler que c'est sur le rapport d'un Délégué français, M. Louis Renault, rapport adopté à l'unanimité par la Conférence, que cette grande œuvre s'est accomplie. On n'oubliera pas, du reste, que les études poursuivies depuis de longues années, en ce sens, par notre Ministère de la Marine, ont grandement contribué à ce résultat.

Egale est l'importance de la Convention sur les conditions de la guerre sur terre; elle définit la situation des belligérants et des prisonniers de guerre, fixe les règles des hostilités, le sort des espions, les droits des parlementaires et les conséquences des armistices, enfin elle impose, dans un but supérieur de droit et d'humanité, des limites rigoureuses à l'action des armées dans les territoires envahis. Il suffit d'énumérer les objets de cette Convention pour faire mesurer les difficultés d'une œuvre semblable. On l'avait déjà tentée en 1874, à Bruxelles, sur l'invitation de la Russie et, malgré l'accord réalisé d'abord entre les Délégués des Puissances, on n'avait pas pu obtenir de celles-ci la ratification des dispositions délibérées. L'Angleterre, notamment, s'était montrée irréductible. Cette fois encore, à certains jours, il a paru impossible d'aboutir, et nous avons le droit de rappeler que c'est l'intervention d'un des Délégués français qui permit de reprendre et de mener à bien la question capitale des pouvoirs de l'ennemi en territoire envahi, sur laquelle le Président de la Commission lui-même semblait considérer un accord comme impossible.

Aujourd'hui vingt-quatre Puissances (1) ont signé ce Code des Lois de la guerre.

Nous ne reviendrons pas longuement sur les résultats obtenus par la troisième Commission, dite « de l'arbitrage » ; nous avons dit la part que les Délégués de la France ont eu l'honneur de prendre à ses travaux.

Cette Commission n'a pas établi le caractère obligatoire de la procédure pacifique pour le règlement des conflits internationaux ; mais elle a fondé le tribunal devant lequel pourront être portés ces différends. Elle a fait adopter par la Conférence un ensemble de dispositions qui forment un véritable Code de la médiation et de l'arbitrage. Ces dispositions rendront, en fait, le règlement pacifique des conflits singulièrement plus facile et plus fréquent.

On peut dire que les Puissances qui, toutes, sans une seule exception, ont signé cette Convention, si elles ne sont pas contractuellement obligées de recourir aux voies pacifiques, se sont du moins placées dans une nécessité morale qui leur rendra de jour en jour plus difficile de se dérober à ce recours.

Il suffira, pour résumer les résultats des travaux de la troisième Commission, de rappeler les articles suivants :

1° Les Puissances signataires sont convenues « en cas de conflit, « d'avoir recours, autant que les circonstances le permettront, aux « bons offices ou à la médiation d'autres Puissances » (art. 2) ;

2° Elles ont déclaré que « le droit d'offrir les bons offices ou la « médiation appartenait aux Puissances étrangères au conflit... et « que l'exercice de ce droit ne pourrait jamais être considéré comme « un acte peu amical » (art. 3) ;

3° Elles ont proclamé, pour toute une catégorie de conflits — questions d'ordre juridique, questions d'interprétation et d'application des traités, etc. — « l'arbitrage comme le moyen le plus efficace et le « plus équitable de régler les litiges internationaux » (art. 16) ;

4° Elles ont défini et organisé les conditions et la procédure des divers moyens de règlements pacifiques (voir notamment la « médiation spéciale » (art. 8), les « Commissions internationales d'enquête » (art. 9 à 14), et surtout le chapitre « de la procédure arbitrale » (art. 30 à 57) ;

5° Elles ont enfin établi à la Haye une Cour permanente d'arbitrage accessible, en tout temps, à tous (art. 20 à 30).

Les Membres de cette Cour seront choisis par les parties sur une liste générale d'arbitres où chaque Puissance aura ses représentants.

Un Conseil international permanent, composé des Représentants des Puissances accréditées à la Haye, en assurera l'organisation et l'existence (art. 28).

En élevant cette juridiction internationale au milieu du monde, comme le symbole même de l'idée de civilisation et de paix, les Puissances ont certainement voulu qu'elle devint l'instrument suprême de l'action du droit entre les peuples. C'est ce qu'elles ont exprimé solennellement quand elles ont déclaré (art. 27) « qu'elles considéreraient

(1) C'est-à-dire toutes les Puissances représentées à La Haye, à l'exception de la Chine et de la Suisse.

« *comme un devoir*, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur était ouverte ».

Certes, ce texte n'impose pas aux Puissances une de ces obligations contractuelles fatalement dépourvues de sanction et que l'histoire nous montre trop souvent éludées ou brisées, mais il contient un engagement bien autrement fort et durable et mieux d'accord avec les progrès de notre temps : un engagement purement moral à la vérité, mais publiquement, librement souscrit devant l'opinion universelle, et par conséquent d'autant plus difficile à violer.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, avoir établi, dans ce rapport, que, sans avoir satisfait sur tous les points aux intentions du Souverain qui en avait pris l'initiative dangereuse, les Conventions signées à la Haye auront servi grandement la cause de l'humanité et fait avancer l'heure où, dans les rapports internationaux, la force sera subordonnée à la justice et au droit.

Paris, le 31 décembre 1899.

LÉON BOURGEOIS.

G. BIHOUD.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

PROTOCOLES DE LA CONFÉRENCE

CHARGÉE DE REVISER

LE RÉGIME DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE

Protocole n° 1. — Séance du 20 avril 1899.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Etat Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et Norvège et de la Turquie ayant résolu de procéder à la revision du régime des spiritueux prévu par l'article 92 de l'Acte Général du 2 juillet 1890, leurs Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Bruxelles, le jeudi 20 avril 1899, à 2 heures.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : M. le Dr Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique : M. le baron Lambermont, Ministre d'Etat ; M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne : Son Excellence, M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'Etat ; M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France : Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne : Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles ; M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie : Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas : Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal : Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie : Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège : Son Excellence M. le comte Fersen Gyldenstolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Les Gouvernements avaient désigné en outre comme délégués :

M. Boeder, Commissaire d'arrondissement à Victoria (Cameroun).

M. De Smet, Inspecteur général des accises au Ministère des Finances de Belgique.

M. Bruylants, Chimiste de l'Administration des contributions directes, douanes et accises de Belgique.

M. H.-J. Read, du Colonial Office à Londres.

M. J.-H. Drielsma, Inspecteur en chef des contributions directes, des droits de Douane et des accises au Ministère des Finances des Pays-Bas.

M. de Castilho, Capitaine de vaisseau de la Marine portugaise.

Avant la séance les Plénipotentiaires et les Délégués ont été reçus par M. de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères, qui leur a souhaité la bienvenue en ces termes :

« Messieurs,

« Il y a dix ans, dans ce même salon, un de mes honorables prédécesseurs, M. le Prince de Chimay, recevait la Conférence chargée d'aviser aux mesures à prendre pour combattre le terrible fléau de la traite des esclaves en Afrique.

« La Conférence actuelle est en quelque sorte la suite de la précédente et son objet a, au point de vue humanitaire et civilisateur, une importance qui ne saurait être méconnue.

« Je fais, messieurs, les vœux les plus sincères pour le succès de vos travaux; je ne doute pas qu'ils n'aboutissent à des résultats féconds. »

Sir Francis Plunkett répond :

« En l'absence momentanée des Ministres de Turquie et d'Allemagne, je me trouve être le doyen des Plénipotentiaires ici présents. C'est en cette qualité que j'ai l'honneur de remercier très sincèrement Votre Excellence, au nom de mes collègues et au mien, de l'accueil bienveillant qu'Elle a eu la gracieuseté de nous faire. Bruxelles semble désigné pour être le siège d'une Conférence sur les affaires africaines. Le concours éclairé que le Gouvernement belge a prêté aux Représentants des Puissances de la Conférence qui s'est tenue en 1889 nous est un gage de la réussite de nos efforts.

« Votre Excellence peut être assurée que nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour mener à bonne fin et dans le plus bref délai possible, les travaux importants de la Haute Assemblée. »

M. le Ministre des Affaires Etrangères s'étant retiré, la Conférence entre dans la salle réservée à ses délibérations.

Reprenant la parole, Sir Francis Plunkett s'exprime en ces termes :

« Je remplis un devoir bien agréable en proposant à la Conférence d'offrir la présidence de ses réunions à M. le baron Lambert.

« Il n'y a personne en Europe, et si je ne craignais de blesser sa modestie, j'ajouterais, personne dans le monde entier, qui ait joué un rôle plus utile à la cause de la civilisation en Afrique. Son nom s'impose donc tout naturellement au choix de la Conférence dont le but est de compléter l'œuvre importante accomplie il y a dix ans sous ses

auspices et sous la direction de son auguste Souverain. Aussi suis-je convaincu d'être l'interprète des sentiments unanimes de l'Assemblée, en priant M. le baron Lambermont d'accepter la présidence de nos réunions. »

M. le baron Lambermont répond :

« Messieurs,

« Je suis très touché, très reconnaissant des paroles que M. le Ministre d'Angleterre vient de prononcer. Je ne le suis pas moins des suffrages que veulent bien m'accorder MM. les Plénipotentiaires.

« J'aurais beaucoup de raisons de décliner l'honorable mission qui m'est offerte. La première, c'est que pour guider les autres il faut voir très clair soi-même. Or, ma vue est très sujette à caution, mais je ne puis oublier que j'ai consacré une partie de ma longue carrière à la cause qui nous réunit aujourd'hui et à laquelle je veux rester fidèle. Je suis à votre disposition. Vous pouvez compter sur tout mon dévouement, sur tout mon concours.

« Messieurs, je suis heureux de revoir parmi vous plusieurs des vétérans qui ont été mes compagnons dans les campagnes précédentes. Vous trouverez naturel que ma pensée et nos regrets se reportent vers ceux que nous avons perdus. Je me sens toutefois rassuré et consolé en saluant les nouveaux collègues qui nous apportent leurs lumières et une collaboration qui, j'en suis certain, sera bienveillante.

« Selon l'usage, il y a lieu de compléter le Bureau. Je vous propose de maintenir en fonctions les anciens Secrétaires de la Conférence, MM. Ch. Seeger et le comte A. de Robiano, et de remplacer M. Gosselin, ancien Premier Secrétaire de la Légation Britannique, par M. Raikes, son successeur.

« Quant à notre programme, il est des plus simples. Nous n'avons plus à chercher notre chemin.

« La Conférence de Berlin a fait un devoir aux Puissances de travailler à améliorer la condition des races indigènes en Afrique. Elle a distinctement visé et condamné l'abus des boissons alcooliques. La Conférence de Bruxelles a édicté sur les spiritueux, à titre d'essai et de transaction, un tarif sujet à revision d'après les résultats qu'il aurait produits.

« C'est cette revision que vous avez mandat d'opérer.

« Afin d'éclairer votre jugement, nous avons demandé aux Puissances ayant des possessions en Afrique, la statistique des importations de boissons spiritueuses dans leurs colonies; les renseignements obtenus à cet égard, nous vous les avons communiqués.

« Nous avons également mis sous vos yeux un avant-projet de la Convention qui remplacerait celle de 1890.

« Il serait possible d'en aborder dès maintenant l'examen. Considérant toutefois que plusieurs Gouvernements ont envoyé à Bruxelles des Délégués techniques, dont les avis pourraient être fort utiles, nous vous proposons de constituer une Commission au sein de laquelle siègeraient tous les Délégués, ainsi que les Plénipotentiaires qui jugeraient à propos d'assister à ses séances.

« La première séance aura lieu demain à 10 heures du matin.

« La Commission se livrerait à un examen général de l'avant-projet de Convention et à un échange de vues destiné à préparer l'accord entre toutes les parties.

« J'espère que Messieurs les Plénipotentiaires voudront bien se charger de prévenir leurs Délégués qu'ils seront attendus demain à 10 heures du matin au Ministère des Affaires Etrangères. »

Avant la fin de la séance, Son Excellence M. Gérard, Ministre de France, déclare qu'il a une observation à présenter, par ordre de son Gouvernement, sur la mention, dans les premiers questionnaires statistiques adressés en 1897 aux divers Gouvernements et parmi les colonies espagnoles, de certains territoires, lesquels font l'objet entre les Gouvernements français et espagnol de négociations non encore terminées.

M. le Ministre de France présente cette observation en parfait accord avec son collègue d'Espagne, les deux Gouvernements s'étant prévenus et concertés à ce sujet.

Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne, déclare qu'il se rallie aux observations présentées par M. le Ministre de France.

M. le Président ajoute que ces déclarations seront actées au Protocole de la séance.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

GOHRING, BARON LAMBERMONT, A. VAN
MALDEGHEM, W.-R. de VILLA-URRUTIA,
P. de SMET de NAEYER, H. DROOGMANS,
A. GÉRARD, F.-R. PLUNKETT, H. FARNALL,
R. CANTAGALLI, R. de PESTEL, Comte de TOVAR,
N. de GIERS, Aug.-F. GYLDENSTOLPE.

Certifié conforme à l'original :

ARTHURS RAIKES.

Ch. SEEGER.

Comte André de ROBIANO.

Protocole n° II. — Séance du 30 mai 1899.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles ; M. le Dr Gohring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique : M. le baron Landermont, Ministre d'Etat ; M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne : Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. P. de Smet de Naeyer, Mi-

nistre d'Etat; M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France: Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne: Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles; M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie: Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas: Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal: Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie: Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège: Son Excellence le comte Fersen Gyldestolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie: Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président annonce à la Conférence que la Commission chargée par elle d'élaborer un projet de convention a terminé ses travaux. Le rapport a été communiqué à tous les Membres de la Conférence. Il n'est donc pas nécessaire d'en donner lecture, et, si aucune objection n'est élevée, l'Assemblée pourra procéder immédiatement à l'examen du projet de convention. Le rapport, après avoir reçu sa forme définitive, restera annexé au Protocole de la séance.

M. le comte d'Alvensleben dit que les représentants de l'Allemagne n'ont aucune observation à présenter au sujet du rapport qu'ils acceptent. Ils tiennent cependant à profiter de l'occasion pour rendre hommage à l'auteur de ce travail, M. le second Plénipotentiaire de Belgique, qui s'est acquitté avec compétence et talent de la tâche difficile qui lui était dévolue et qui, secondé par le Bureau, a rendu fidèlement les discussions.

M. Van Maldeghem, tout en remerciant M. le comte d'Alvensteben des paroles flatteuses que Son Excellence a bien voulu lui adresser, demande à associer MM. les Secrétaires à ces éloges.

Sir F.-R. Plunkett fait la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires britanniques ont pris connaissance du rapport qui vient d'être soumis à la Conférence, et qui présente un résumé sommaire des longues discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission. Les Plénipotentiaires britanniques croient toutefois devoir faire usage de la faculté qu'ils se sont réservée à la séance du 21 avril, de présenter *in extenso*, pour qu'il figure au protocole de la Conférence, un memorandum expliquant les raisons qui ont amené le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à désirer et à recommander avec instance un droit minimum de 100 francs par hectolitre sur les spiritueux à 50 degrés, avec augmentation proportionnelle triple au-dessus de ce degré.

« Les Plénipotentiaires britanniques ne peuvent que constater à regret que la Conférence ne partage pas leur manière de voir. Dans ces conditions, et pour empêcher la continuation d'un désaccord qui pourrait compromettre gravement le succès de ses travaux, ils sont prêts à faire un sacrifice pour arriver à un résultat pratique, et quoi- qu'ils eussent beaucoup préféré le droit minimum général de 75 francs proposé par M. le Président, ils acceptent le taux réduit de 70 francs proposé par l'Allemagne, avec exception de 60 francs pour le Togoland. »

MEMORANDUM.

Le Gouvernement Britannique propose à la Conférence le droit de 100 francs par hectolitre à 50°. Il propose ce droit pour plusieurs raisons. Ce chiffre est relativement bas si on le compare aux droits existant dans plusieurs colonies, où les spiritueux sont actuellement frappés de taxes atteignant ce chiffre ou bien le dépassant (1).

À Sierra Leone, le droit est de 80 francs. À la Côte d'Ivoire, il est déjà de 100 francs. À la Côte d'Or, il atteint aujourd'hui près de 124 francs. Lagos, la côte du Niger et le territoire du Niger ont un droit de 54 francs, Cameroun 75 francs environ, et le Congo français, en dehors du bassin conventionnel, 60 francs. Abstraction faite des colonies britanniques, il n'y a donc que le Sénégal, la Guinée française, le Togo et le Dahomey où l'augmentation nécessaire pour arriver à 100 francs serait considérable.

L'Acte général de Bruxelles prévoyait une augmentation des droits ; une grande partie des colonies se sont déjà engagées dans cette voie et ont fourni plusieurs étapes. Il n'y a, en dehors du bassin conventionnel du Congo, que le Dahomey qui en soit resté au droit minimum de la première Conférence.

Il convient d'examiner l'influence que peut avoir une augmentation du droit, d'abord sur le revenu, ensuite sur le commerce des spiritueux, enfin sur l'ensemble du commerce d'importation (2).

À la Côte d'Or, le droit de 80 francs a été perçu pendant longtemps. Les importations y varient légèrement d'année en année, mais l'impôt a été jusqu'à ce jour suffisant pour empêcher toute augmentation considérable. Le droit de 80 francs a produit en 1897 un revenu de 3,265,000 francs. Ce droit élevé ne détruit donc ni le commerce ni le revenu.

Le Lagos présente ce grand avantage qu'il permet de constater l'effet que produit un changement du droit dans une des régions les plus typiques de l'Afrique occidentale. Jusqu'au mois de novembre 1895, le droit n'a été que de 27 francs ; à partir de cette date, il a été de 54 francs. Jusqu'au moment de l'augmentation du droit, qui a en effet été doublé, l'importation s'est accrue très sensiblement, surtout pendant les années 1893, 1894 et 1895. L'année 1893 marque le commencement de la pénétration du commerce vers l'intérieur ; ce fait se produisit aussitôt après l'expédition militaire qui détruisit la puis-

(1) Voir tableau annexé au protocole de la séance, annexe n° 6.

(2) Voir tableau annexé au protocole de la séance, annexe n° 7.

sance des Yibus, tribu qui entravait le commerce direct avec les Yorubas, la race agricole de l'intérieur. Les importations qui étaient de 52,000 hectolitres en 1892 atteignaient déjà 85,000 hectolitres en 1895. Mais l'augmentation du droit s'est fait sentir, et les importations baissèrent, en 1896, à 56,000 hectolitres; elles montèrent à 67,000, en 1897, pour retomber, en 1898, à 62,000 hectolitres.

La même expérience a été faite dans la région voisine, c'est-à-dire à la côte du Niger. Les importations, qui étaient de 62,000 hectolitres en 1892, s'élevèrent en 1893 à 118,000; en 1894 et en 1895 elles atteignaient respectivement 80,000 et 95,000 hectolitres. L'Administration ayant annoncé à l'avance l'augmentation du droit qui devait avoir lieu au mois de novembre 1895, le chiffre de 1896, à savoir 38,000 hectolitres, est évidemment un chiffre anormal. Une grande partie des importations qui devraient figurer dans les statistiques de cette année ont eu lieu en réalité l'année précédente. En 1897, le chiffre des importations a été de 53,000 hectolitres.

Dans le Lagos ainsi qu'à la côte du Niger, l'augmentation du droit a donc arrêté un accroissement d'importation qui prenait des proportions réellement effrayantes.

Il y a lieu d'examiner ensuite l'effet que produit l'augmentation du droit sur le revenu fourni par les spiritueux. Dans le Lagos, ce revenu était, en 1892, de 2,400,000 francs; en 1896 et en 1897, il dépassait 3 millions de francs. De même à la côte du Niger, il était de 2,200,000 francs en 1892, mais en 1897, il n'était pas loin de 3 millions. Les diverses administrations ne doivent donc pas craindre qu'une élévation des droits aura pour conséquence d'amener une diminution du revenu.

On prétend que toute diminution dans l'importation des spiritueux doit amener une diminution dans les autres importations; que l'indigène exigeait une certaine quantité de spiritueux. Mais l'expérience des colonies britanniques prouve qu'il n'en est nullement ainsi.

A la Côte d'Or, la proportion de la valeur des spiritueux importés, comparée à celle de la totalité des importations en commerce spécial, a été, en 1894, de 13 o/o; en 1895, de 11 o/o, en 1896, de 9 o/o. Cette grande diminution dans les importations de spiritueux a été accompagnée d'une augmentation absolue très notable dans les importations totales; celles-ci sont montées de 17 millions et demi de francs en 1894, à près de 23 millions en 1895, et à 25 millions en 1896.

Les chiffres du Lagos et de la côte du Niger présentent le même résultat. Au Lagos, le pour cent des spiritueux a été de 17 o/o en 1894, de 7 o/o en 1896, de 8 o/o en 1897. Les importations en commerce spécial ont été pour les mêmes années de 18 millions, 22 millions et près de 19 millions de francs respectivement. A la côte du Niger le pour cent a été également pour les années 1894, 1896 et 1897, 20 o/o, 15 o/o et 12 o/o; et pour les importations totales environ 18 millions, 12 millions et demi et 16 millions respectivement.

En proposant une augmentation des droits, la Grande-Bretagne a la certitude qu'elle ne se trompe pas dans ses prévisions.

En effet, les revenus de ses colonies dans l'Afrique occidentale suffisent à peine à couvrir leurs dépenses administratives; une diminu-

tion du revenu, fût-elle même minime, rendrait nécessaire un appel à la mère patrie. La Grande-Bretagne risque donc de compromettre l'équilibre financier de ses colonies ; mais elle est convaincue que le droit de 100 francs n'entraînera aucune diminution dans le rendement de l'impôt.

L'enjeu que met la Grande-Bretagne est considérable. Les importations des spiritueux dans toutes les colonies anglaises s'élèvent à 180.000 hectolitres ; le revenu que produit cette importation peut être évalué à 12 millions de francs.

Les déductions statistiques que nous venons d'avoir l'honneur de soumettre à la Conférence, sont, croyons-nous, très instructives et méritent toute l'attention de nos honorables Collègues : la Grande-Bretagne a seule pu constater quels sont les résultats commerciaux et financiers produits par une augmentation du droit. Les autres colonies ou bien n'ont pas élevé leurs droits, ou bien, et c'est le cas du Cameroun, l'augmentation est de date si récente qu'elle n'a pu jusqu'à présent produire tous ses effets.

Le commerce des alcools est destructif des autres commerces, qui lui sont de beaucoup préférables. Nous sommes convaincus qu'à la longue une diminution du trafic des spiritueux aura même forcément pour conséquence une augmentation d'un trafic plus avantageux et, en un mot, plus lucratif pour l'industrie européenne.

Nous demandons que les Puissances suivent en Afrique la voie dans laquelle se sont engagées toutes les nations européenne : l'imposition de l'alcool non pas uniquement en vue de produire des revenus, mais en vue d'empêcher l'abus des boissons spiritueuses. »

M. le Président dit que la déclaration de M. le Ministre d'Angleterre ainsi que le memorandum qui l'accompagne seront insérés dans le Protocole de la séance.

Carathéodory Efendi rappelle que n'ayant pas assisté à la première réunion de la Conférence, il avait tenu néanmoins, dès que l'occasion s'était offerte à lui de le faire, à s'associer à ce qu'avait dit en si excellents termes, Sir F.-R. Plunkett en parlant du baron Lambermont et en lui offrant au nom de l'Assemblée la présidence de la Conférence.

Carathéodory Efendi avait pris soin en même temps de préciser l'attitude que le Gouvernement Ottoman comptait prendre dans la question de la revision du régime des spiritueux en Afrique, ajoutant que son adhésion serait acquise à toute proposition qui serait de nature à concilier les intérêts de l'humanité avec ceux du commerce légitime.

Son Excellence n'a pas trouvé trace dans le rapport des paroles qu'elle a prononcées à cette occasion et elle désirerait que l'omission fût réparée.

M. le Président après avoir remercié Son Excellence de ce qu'il y a de personnellement gracieux dans ses paroles, dit qu'il sera fait droit au désir exprimé par M. le Ministre de Turquie. Il constate ensuite que, moyennant cette addition, le rapport peut être considéré comme adopté.

M. le Président aborde l'examen du projet de convention.

Après le préambule qui ne provoque aucune observation, il donne lecture de l'article premier, ainsi que d'une formule de rédaction pour le paragraphe à intercaler dans le cas où le droit exceptionnel de 60 francs pour la colonie du Togo serait accepté. La proposition qui fait l'objet du paragraphe dont il s'agit, n'avait pas semblé soulever d'objection. M. le Ministre de France s'était toutefois réservé d'en référer à son Gouvernement.

M. Gérard dit que ses instructions lui permettent d'accepter la réduction proposée pour le Togo pourvu que l'exception soit étendue à la colonie limitrophe du Dahomey. Les deux territoires se trouvant dans une situation identique, il convient de leur appliquer la même tarification. Le Dahomey devrait donc être compris dans la formule de rédaction dont M. le Président vient de donner lecture.

Sir F.-R. Plunkett ne manquera pas de faire part à son Gouvernement de la demande formulée par M. le Ministre de France, mais Son Excellence ne se croit pas autorisée à y souscrire avant d'en avoir référé à Londres.

M. le comte d'Alvensleben reconnaît que l'extension au Dahomey du régime exceptionnel consenti pour le Togo est une conséquence naturelle de l'adoption de la proposition allemande. Il est donc tout disposé à y donner son assentiment.

M. le Président espère que le Gouvernement Britannique envisagera la question de la même manière.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions ne mentionnent pas la question du tarif réduit pour le Togo. Son Excellence présume qu'il y a eu simple omission. Il est donc probable que ce point ne soulève pas d'objection de la part de son Gouvernement et qu'il en sera de même en ce qui concerne le Dahomey. Mais Son Excellence ne peut se prononcer sur cette double question sans en avoir référé.

M. le Président rappelle que l'accord ne s'est pas établi jusqu'ici sur le paragraphe de l'article premier qui réserve aux Puissances la faculté de provoquer la revision du tarif avant l'expiration du terme de six ans.

M. Gérard dit que le Gouvernement français ne peut accepter sous cette forme la clause de la revision facultative. Les motifs de cette détermination ont été développés au cours des délibérations de la Commission et se trouvent résumés dans le rapport. Son Excellence croit pouvoir se dispenser de revenir sur ses précédentes observations et se borner à faire connaître qu'Elle a reçu de nouveau des instructions en vue de faire écarter une disposition dont la nécessité n'est, aux yeux du Gouvernement de la République, nullement démontrée.

M. Gohring rappelle qu'en Commission, les Plénipotentiaires allemands se sont ralliés à la clause de la revision facultative. « Nous considérons, ajoute M. Gohring, que cette clause a essentiellement pour but de ne pas fermer hermétiquement la porte à un échange de vues pour le cas où il se présenterait des faits graves, d'une nature tout à fait extraordinaire et dont l'exactitude serait reconnue, sans toutefois impliquer l'obligation de toucher au régime que nous allons introduire. Nous consentirions donc à la clause dont il s'agit. Nous sommes même autorisés à déclarer que si, à la Conférence, on n'arri-

vait pas à un accord sur la revision facultative, l'Allemagne resterait néanmoins disposée à se prêter à un pareil échange de vues dans les conditions que je viens d'indiquer. De son côté, l'Allemagne se plait à croire que les autres Puissances ne s'y refuseraient pas, si elle venait à le suggérer.

« Ceci, poursuit M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, reste subordonné au maintien de l'accord sur les propositions faites par nous, c'est-à-dire sur le chiffre général de 50 francs et sur celui de 60 francs pour le Togo. Dans le cas contraire, la déclaration que je viens d'avoir l'honneur de faire devrait être considérée comme non avenue. »

Sir F.-R. Plunkett remercie M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne pour sa déclaration.

M. le Président dit qu'elle sera insérée dans le Protocole.

M. le comte de Tovar demande à M. Gohring de vouloir bien préciser la portée de sa déclaration. Si la revision facultative est écartée dans la convention, il semble difficile d'admettre l'hypothèse d'un échange de vues qui aurait pour but de provoquer la revision du tarif avant l'échéance fixée par la convention même.

M. Gohring dit que dans le cas où la clause de la revision facultative disparaîtrait de la convention, la revision du tarif conventionnel ne pourra évidemment plus être réclamée avant l'expiration de la période prévue dans le traité. Mais l'Allemagne qui a consenti à admettre le principe de la revision facultative à laquelle l'Angleterre attache un grand intérêt, reste libre de déclarer que, dans le cas où la clause de revision facultative serait écartée, elle est disposée, si certaines éventualités se produisent, à se prêter à un échange de vues avec l'une ou l'autre des Puissances intéressées, dans le but d'apporter, moyennant réciprocité, tels changements que les circonstances comporteraient. Cette attitude est d'ailleurs en harmonie avec la pensée dont s'inspire l'article XCVII de l'Acte général de Bruxelles.

La déclaration faite par les Plénipotentiaires allemands n'engage personne sauf l'Allemagne, et, dans ces conditions, elle ne compromet en rien la fixité du tarif conventionnel.

M. le comte de Tovar n'insiste pas sur son observation, mais ses instructions lui prescrivent de demander, comme l'a fait son Collègue de France, la suppression à l'article 1^{er} du paragraphe relatif à la revision facultative.

M. Gérard se demande si, en laissant ouverte la faculté de revision avant l'échéance de la période de six ans, par la perspective de négociations qui peuvent se produire pour ainsi dire chaque jour, on ne créera pas cet état d'incertitude dont les inconvénients ont déjà été allégués par les Plénipotentiaires allemands pour s'opposer à l'établissement d'un délai de revision trop rapproché. En insistant pour la suppression de la clause de revision facultative, le Gouvernement Français a eu en vue d'assurer au droit une certaine fixité. Il semble donc naturel de le maintenir pendant une période de six ans, et cela pour les raisons mêmes qui ont été invoquées par M. Gohring. M. le Ministre de France ne voit d'ailleurs pas d'objection à ce que es Plé-

nipotentiaires allemands fassent éventuellement la déclaration dont il s'agit. Cette déclaration est de droit.

M. le Président fait observer qu'il n'est jamais interdit à une Puissance signataire d'un traité d'en demander la modification. Si une semblable démarche a lieu, les Puissances co-signataires sont libres de l'admettre ou non. Il est évident qu'on ne pourrait stipuler qu'il sera interdit de modifier un traité, si tous les intéressés sont d'accord pour le faire. Dans ces conditions, il ne semble pas que la déclaration des Plénipotentiaires allemands soit de nature à alarmer le commerce.

En ce qui concerne le point principal, à savoir si l'on maintiendra ou non dans le texte de la convention la clause de revision facultative, M. le Président, après avoir constaté que MM. les Ministres de France et de Portugal s'opposent à ce que cette clause soit maintenue, demande à ce sujet l'avis des autres Plénipotentiaires.

M. le comte de Tovar tient à déclarer, au préalable, que son Gouvernement ne fait pas de la suppression de la disposition dont il s'agit la condition de son adhésion au droit proposé de 70 francs.

M. Cantagalli dit que ses instructions lui laissent une latitude suffisante pour lui permettre de se rallier à la clause de revision facultative. Les raisons invoquées par M. Gohring lui paraissent militer en faveur du maintien de cette disposition. Quant à la déclaration faite par les Plénipotentiaires allemands, il ne doute pas que son Gouvernement n'y donne, le cas échéant, sa pleine adhésion.

Sir F.-R. Plunkett donne lecture de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires britanniques tiennent à soumettre à la Conférence un résumé des motifs pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté persiste à vouloir maintenir dans la Convention une clause réservant à chacune des Puissances le droit de demander la revision avant l'expiration des six ans. Il est notoire que, déjà en 1889, le Gouvernement Britannique demandait un droit minimum de 200 francs. S'il s'est borné, dans la présente Conférence, à proposer un minimum de 100 francs, c'était uniquement par esprit de conciliation et avec le désir très sincère de fixer le droit à un taux qu'il croyait pouvoir être accepté par les Puissances.

« Malheureusement, même ce minimum n'a pas obtenu l'assentiment général. Afin d'éviter que les travaux de la Conférence ne restent stériles, le Gouvernement Britannique s'est déclaré prêt à accepter un droit de 75 francs pour six ans, et il aurait accepté ce droit sans stipuler une revision avant l'échéance de ce terme.

« Mais puisque ce taux réduit a été écarté, les Plénipotentiaires britanniques attachent une très grande importance à ce qu'on inscrive dans la Convention un article qui permettrait de soumettre de nouveau la question aux Puissances, si l'utilité d'une revision venait à se faire sentir avant l'expiration des six ans.

« Les grands changements qui se préparent actuellement en Afrique par suite de l'introduction des chemins de fer et des bateaux à vapeur, permettent de croire qu'avant l'expiration de la période relativement longue de six ans, la Grande-Bretagne, ou toute autre Puissance, pourrait se trouver en présence d'une situation tellement modifiée dans ses possessions africaines, qu'elle désirerait y apporter de s

améliorations qu'il lui serait difficile de réaliser sans la coopération des autres Puissances signataires et sans un nouvel examen des questions que cette Conférence a pour mission de régler. »

Son Excellence ajoute que, dans la plupart des pays, les Parlements votent les droits chaque année, de sorte que le commerce se trouve toujours dans la nécessité de prévoir la possibilité d'un changement de ces droits à une échéance relativement rapprochée. Il est donc naturel que la Grande-Bretagne ne pense pas qu'il faille se lier les mains pour une durée de six ans, précisément dans un pays où les changements se succèdent avec le plus de rapidité.

Le Gouvernement Britannique désire, en conséquence, se réserver la possibilité d'une revision, et il espère que les autres Gouvernements y consentiront à leur tour.

M. Gérard croit devoir répéter ce qu'il a déjà eu l'occasion de dire en Commission, à savoir que le Gouvernement français ayant accepté le droit de 75 francs, ne peut se rallier à la clause facultative de revision, alors que le droit se trouve abaissé à 70 francs, les raisons qui lui ont fait écarter cette clause conservant toute leur valeur.

M. de Smet de Naeyer déclare que l'Etat du Congo aurait préféré voir maintenir la clause de revision facultative, mais il croit qu'en présence de l'opposition qu'elle rencontre de la part de M. le Ministre de France, il conviendra d'y renoncer.

Au surplus, les Plénipotentiaires de l'Etat du Congo se rallient entièrement aux considérations qui ont suggéré aux Plénipotentiaires allemands la déclaration qu'ils viennent de faire.

M. le Président, après avoir constaté le désaccord qu'a fait naître le maintien de l'alinéa 2 de l'article premier, demande aux Plénipotentiaires britanniques s'ils ne seraient pas en mesure de prendre, dès à présent, une résolution permettant de réunir l'unanimité soit dans un sens, soit dans l'autre.

Sir F.-R. Plunkett dit que les Plénipotentiaires britanniques ont constaté à regret le refus absolu du Gouvernement français d'admettre dans la convention le 2^e alinéa de l'article premier. Dans ces conditions, et comme l'unanimité est indispensable pour arriver à un résultat, ils sont prêts à accepter la suppression de ce paragraphe, à condition que toutes les autres dispositions de la convention, sauf toutefois celle qui concerne la question du Dahomey qui sera soumise à leur Gouvernement, soient maintenues telles qu'elles ont été provisoirement arrêtées. Ils se réservent toutefois de faire une déclaration officielle, analogue à celle qui fut faite par lord Vivian en 1890, et dans laquelle ils expliqueraient les raisons qui leur avaient fait désirer une clause de revision facultative, en y ajoutant les mêmes réserves qu'ont faites les Plénipotentiaires allemands quant à un échange de vues entre les Puissances au sujet d'une pareille revision.

M. le Ministre d'Angleterre exprime l'espoir que la Conférence verra dans cette résolution une preuve manifeste du désir du Gouvernement Britannique de contribuer au succès de la Conférence, et il compte à cette fin sur le concours de tous ses Collègues.

M. Gérard tient à déclarer à son tour que si le Gouvernement de la République n'a pas pu s'associer à la revision facultative, ce n'est pas

qu'il ait éprouvé quelque hésitation devant le chiffre du droit, puisqu'il s'était au contraire montré disposé à accepter le chiffre le plus élevé, mais uniquement parce qu'il s'est préoccupé de maintenir la fixité du régime et qu'il a voulu éviter d'introduire dans la convention une clause qui aurait pour effet d'en infirmer la valeur.

M. le comte de Tovar remercie M. le Ministre d'Angleterre d'avoir, en renonçant au maintien de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}, donné satisfaction au désir qu'il avait exprimé au nom de son Gouvernement.

Sir F.-R. Plunkett dit qu'il a été heureux d'avoir pu satisfaire au désir exprimé par M. le Ministre de Portugal.

M. le Président croit être l'interprète de la Conférence en rendant hommage à l'esprit de conciliation dont MM. les Plénipotentiaires britanniques viennent de donner une nouvelle preuve, et grâce auquel l'accord entre les Puissances pourra se réaliser.

Il continue ensuite la lecture des autres paragraphes de l'article 1^{er}.

Par suite de la suppression de l'alinéa 2, il y aura lieu de modifier l'alinéa 3 en le remplaçant par l'alinéa correspondant du projet primitif. Il serait donc conçu dans les termes suivants :

« A l'expiration de la période de six ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente. »

L'alinéa 4 ne donne lieu à aucune observation.

A l'alinéa 5, M. le comte de Tovar rappelle que dans la dernière séance de la Commission, il a demandé que le mot *sera* fût remplacé par le mot *pourra*, afin de donner à cette clause un caractère facultatif et non obligatoire.

Cet amendement ayant rencontré une certaine opposition, en ce qui concernait la faculté de ne pas augmenter le droit au delà de 50 degrés, son Gouvernement lui a fait savoir que, tenant compte de cette opposition, il acceptait de modifier l'amendement dans l'ordre d'idées indiqué au cours des travaux de la Commission, de façon qu'il laisserait intacte l'obligation d'élever proportionnellement le droit de 50 degrés et qu'il ne viserait plus que la seule faculté de le diminuer proportionnellement au-dessous de 50 degrés. L'alinéa pourrait donc être rédigé ainsi :

« Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté ou pourra être diminué proportionnellement au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux », c'est-à-dire que l'augmentation proportionnelle au-dessus de 50 degrés resterait obligatoire, mais que la diminution au-dessous serait facultative.

M. le Ministre de Portugal estime que sa proposition réduite à ces termes ne pourra manquer d'être adoptée. Elle répond, en effet, au but humanitaire de la Conférence, en ce sens qu'elle permet de frapper les alcools de faible degré du droit de 70 francs qui atteint les alcools à 50°.

M. de Smet de Naeyer déclare que le Gouvernement du Congo ne fait pas d'objection à l'amendement présenté par M. le Ministre de Portugal, mais il y aurait lieu d'en modifier la rédaction. On dirait :

« Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux ; il

pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 0 degrés centésimaux. »

De plus, cet alinéa devrait prendre place après l'alinéa 1^{er}.

Ces propositions sont adoptées.

M. le Président suggère de placer après l'alinéa 2 le paragraphe relatif à l'exception concernant le Togo et le Dahomey.

M. de Smet de Naeyer estime que ce paragraphe devrait précéder la disposition relative à l'augmentation et à la diminution proportionnelles du droit d'entrée.

M. Gérard propose de mettre à la fin de l'article l'alinéa qui stipule que les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au-delà du minimum là où elles le possèdent déjà.

M. le Président fait observer que l'article 2 stipule que le droit d'accise ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée. Or, en supposant admise l'exception relative au Togo et au Dahomey, il y aura désormais deux minimum : l'un, le minimum général de 70 francs, qui s'appliquera à toutes les possessions de la zone ; l'autre, le minimum exceptionnel de 60 francs applicable seulement aux deux colonies précitées. Il est bien entendu que la stipulation de l'article 2 se rapporte au minimum de 70 francs, et exceptionnellement pour le Togo et le Dahomey, au minimum de 60 francs. Aucun doute ne doit subsister à ce sujet.

M. Gérard croit qu'on pourrait dire, pour éviter toute équivoque : « Il est entendu qu'exceptionnellement le droit d'entrée pourra n'être que de 60 francs par hectolitre à 50 degrés pour les colonies du Togo et du Dahomey ».

Cette rédaction est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 2.

M. de Smet de Naeyer fait remarquer que cet article renferme, à l'alinéa 2, une incidente qui figurait déjà dans l'article 1093 de l'Acte de Bruxelles, et qui y a été insérée sur l'observation qu'il serait, dans certains cas, difficile de contrôler avec exactitude la production domestique indigène. Il désirerait qu'il fut bien entendu que les mots dans la « mesure du possible », ne s'appliquent pas au cas où il s'agit de production industrielle : dans ce cas le contrôle est toujours possible et la perception du droit ne peut rencontrer de difficultés.

M. le Président répond que l'article 93 de l'Acte général visait la production de spiritueux par les indigènes ; du reste, le texte de l'article est conforme à la pensée exprimée par M. de Smet de Naeyer. L'article disant que les Puissances s'engagent à assurer la perception du droit « dans la mesure du possible », il est évident que du moment qu'il est possible d'exercer une surveillance, il y a obligation pour les Puissances d'assurer la perception du droit. M. le Président ajoute qu'en 1890, on avait déjà fait remarquer que dans les régions où existait la production indigène des spiritueux, le revenu provenant de la perception du droit d'accise était destiné aux municipalités. Il en résulte que le fisc a un intérêt à ce que la taxe soit régulièrement perçue, et par conséquent à ce que la disposition dont il s'agit ne soit pas éludée.

Les articles 3, 4 et 5 ne donnent lieu à aucune observation.

La lecture du projet de convention étant terminée, M. le Comte

d'Alvensleben rappelle l'importance attachée par le Gouvernement allemand à la question de la suppression du traitement différentiel pour les spiritueux. Les Plénipotentiaires allemands en ont donné les raisons au cours des travaux de la Commission ; Son Excellence n'y reviendra donc pas, mais Elle tient à annoncer, dès à présent, qu'ils demanderont à pouvoir insérer une déclaration sur ce point dans le Protocole de clôture.

M. le Président ne voit pas d'objection à ce qu'il en soit ainsi.

Il donne ensuite lecture des trois formules de rédaction destinées au Protocole.

En réponse à une demande de M. Gérard relativement à la place qu'occuperont les vœux qui en font l'objet, M. le Président est d'avis qu'on pourrait les insérer dans le protocole de clôture, à la suite des déclarations faites par les Plénipotentiaires anglais et allemands. On pourrait également en faire l'objet d'un protocole additionnel.

M. Gérard pense que leur place est au protocole et non en annexe à la Convention, ce qui ne répondrait pas d'ailleurs à la pensée du Gouvernement français.

M. le Président dit qu'il est donc entendu que ces formules figurent dans le Protocole de clôture. Il ajoute que dans son opinion on saura gré à la Conférence d'avoir été attentive aux transformations qui s'accomplissent pour ainsi dire de jour en jour en Afrique et d'avoir posé quelques jalons, qui, sans créer d'obligations formelles, attireront l'attention des Puissances.

M. le Président demande la permission d'entretenir la Conférence, en terminant, de deux points d'ordre d'ailleurs secondaire.

Le premier est relatif à la République de Libéria. Cet état a établi sur les spiritueux un droit d'importation très élevé ; on ne peut donc lui adresser de reproche à ce point de vue, mais on a exprimé le désir que des recommandations lui soient faites en ce qui concerne les mesures à prendre dans son territoire pour empêcher l'infiltration des spiritueux dans l'intérieur. M. le Président déclare que le Gouvernement belge, conformément au désir qui lui a été exprimé, se chargera volontiers de faire le nécessaire pour obtenir l'adhésion de la République à la nouvelle convention. adhésion qui, d'ailleurs, ne paraît pas douteuse, et pour la presser de prendre les mesures les plus propres à répondre au but que la Conférence s'est proposé.

Le second point concerne le Bureau spécial établi au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, en exécution de l'article 82 de l'Acte général,

Dans l'idée première de la Conférence de 1889-1890, ce Bureau devait être un instrument de contrôle et de direction en même temps qu'un dépôt appelé à centraliser tous les documents et renseignements relatifs à la répression de la traite. Ce dernier caractère lui a seul été conservé ; c'est comme Bureau de renseignements qu'il fonctionne actuellement et qu'il publie chaque année un Recueil des documents qui lui ont été communiqués par les différentes Puissances.

Il convient de remarquer toutefois, que l'on a constaté quelques lacunes dans les communications qu'Elles lui ont adressées jusqu'à présent, notamment en ce qui concerne les renseignements statistiques. Aussi croit-il devoir profiter de cette occasion pour recommander

aux Puissances, dans l'intérêt de l'œuvre commune, de transmettre régulièrement au Bureau de Bruxelles les documents et renseignements dont Elles pourraient disposer.

M. Gérard dit que M. le Président est allé au-devant du désir de son Gouvernement en s'exprimant, comme il vient de le faire, au sujet des mesures qu'aurait à prendre éventuellement la République de Libéria.

En ce qui concerne le Bureau de Bruxelles, Son Excellence dit que le Gouvernement français a donné récemment une preuve de l'intérêt qu'il attache à ses travaux en lui adressant une invitation de participer à la prochaine Exposition universelle de Paris, invitation que le Bureau s'est empressé d'accepter.

M. le Président répond que c'est avec une réelle satisfaction que le Bureau de Bruxelles a reçu cette invitation et qu'il compte bien y donner suite.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

ALVENSLEBEN ; GOHRING ; B^{on} LAMBERMONT ; A. VAN MALDEGHEM ; W.-R. DE VILLA-URRUTIA ; P. DE SMET DE NAEYER ; H. DROOGMANS ; A. GÉRARD ; F.-R. PLUNKETT ; H. FARNALL ; R. CANTAGALLI ; R. DE PESTEL ; C^{te} DE TOVAR ; N. DE GIER ; AUG.-F. GYLDENSTOLPE ; Et. CARATHÉODORY.

Certifié conforme à l'original :

ARTHURS RAIKES.

CH. SEEGER.

C^{te} ANDRÉ DE ROBIANO.

ANNEXE N° I.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de révision du régime des spiritueux établi par l'Acte général de Bruxelles.

Messieurs,

Les Puissances, également animées de la volonté de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la civilisation, ne se sont pas bornées, lorsqu'elles ont arrêté les stipulations de l'Acte général de Bruxelles, du 2 juillet 1890, à organiser la répression de la traite ; elles ont formulé aussi un ensemble de mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Le régime institué par ces dispositions, s'appliquant à des régions si récemment ouvertes à la pénétration européenne et sujettes à des changements aussi brusques qu'imprévus, ne pouvait constituer, à beaucoup d'égards, qu'une expérience.

La Conférence de 1889-1890 l'avait compris. Aussi, non contentes de s'être réservée, dans l'article 97 de l'Acte général, la faculté d'y

introduire ultérieurement et de commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée, les Puissances signataires s'engagèrent-elles, par une stipulation spéciale, à soumettre à une nouvelle étude, dans un délai déterminé, la question du tarif des droits à établir sur les spiritueux à leur entrée en Afrique.

C'est pour remplir cet engagement que la Conférence actuelle s'est réunie.

La Commission qu'elle a chargée de l'examen préalable des questions qui lui sont soumises, nous a confié la mission de faire rapport sur ses travaux.

Cet examen ayant porté sur trois objets : le droit d'entrée, le droit d'accise et enfin quelques mesures d'exécution, nous rendrons successivement compte des opinions émises dans le sein de la Commission et des résolutions prises sur chacun de ces objets.

§ 1. *Droit d'entrée*

D'après l'article 92 de l'Acte général, les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux étaient, à l'époque de sa mise en vigueur, importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 francs par hectolitre à 50°, se sont engagées à établir un droit de 15 francs pendant les trois premières années. A l'expiration de cette période, le droit pouvait être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois ans.

Il avait été entendu que les Puissances conservaient le droit de maintenir ou d'élever les taxes au-delà du minimum dans les régions où elles le possédaient antérieurement.

D'après le même article 92, le droit d'entrée devait, à la fin de la sixième année, être soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par les tarifications existantes.

Cette étude comparative, destinée à éclairer la route à suivre et à fournir les éléments du problème à résoudre, la Commission l'entreprit aussitôt qu'elle fut constituée.

La prévoyance des auteurs de l'Acte général lui avait ménagé dès l'abord quelques facilités à cet effet.

Par l'article 95, les signataires avaient promis de se communiquer, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs. Malheureusement, ces communications n'ont pas été aussi complètes qu'on aurait pu l'espérer. Toutefois, antérieurement à la réunion de la Conférence, il a été dressé, par les soins des divers Gouvernements, des données statistiques qui ont été mises à profit. (Annexe n° 5).

Pour servir de base à la discussion, M. le Président avait fait remettre aux membres de la Conférence un projet de convention formulé d'après les indications fournies par les Plénipotentiaires britanniques.

Nous reproduisons cet avant-projet à titre d'annexe au présent rapport. (Annexe n° 2).

C'est dans ces conditions que le débat fut engagé à la séance du 21 avril 1899 de la Commission à laquelle la Conférence avait renvoyé l'examen du projet.

Il appartenait à M. le ministre d'Angleterre d'ouvrir les débats, la Conférence se trouvant réunie à la suite de l'initiative prise par son Gouvernement d'accord avec celui de S. M. le Roi des Belges.

Sir F.-R. Plunkett, sous réserve de donner communication à la Conférence en séance plénière du memorandum préparé par MM. les Plénipotentiaires britanniques, crut devoir se borner pour le moment à rappeler que les propositions anglaises se trouvent déposées dans l'avant-projet distribué et qu'elles ont en vue un droit minimum de 100 francs par hectolitre à 50°, et un maximum de 200 francs. Quant à ce maximum, les Plénipotentiaires anglais l'ont suggéré, croyant répondre à un désir, mais, en ce qui les concerne, ils préféreraient qu'il n'y eût point de maximum du tout.

Puis M. Farnall, second Plénipotentiaire britannique, apporta à l'appui des propositions de son Gouvernement une série de considérations qu'il importe de résumer.

Elles se rattachent à deux ordres d'idées :

1° Quel doit être le chiffre du droit ?

Celui de 100 francs ne paraît pas exagéré. Des droits élevés, qui excèdent dans certains cas le maximum de 200 francs, existent dans plusieurs colonies. Il en est ainsi dans quelques colonies portugaises.

Dans d'autres ils approchent de 100 francs. Ainsi, dans la Gambie, le droit est de 40 francs ; dans la Guinée française, de 45 francs ; à Sierra-Leone, de 80 francs ; à la Côte d'Ivoire, de 100 francs. A la Côte d'Or, il atteint près de 124 francs. A Lagos, il est de 54 francs ; au Cameroun, d'environ 70 francs ; au Gabon, de 60 francs. En réalité, le droit de 100 francs n'impliquerait une augmentation considérable qu'au Sénégal, à la Guinée française, au Togo et au Dahomey ; partout ailleurs, il ne présenterait rien d'anormal.

Pour compléter cette revue des possessions situées en dehors du bassin conventionnel du Congo à la côte occidentale, M. Farnall faisait remarquer qu'à Libéria, le droit est de 6 shillings par gallon (162 francs par hectolitre), et par conséquent le droit de 100 francs.

2° Quelle serait l'influence d'une augmentation des droits frappant les importations de spiritueux, sur le revenu qu'ils produisent, ainsi que sur le commerce général des colonies ?

L'augmentation du droit, dit M. Farnall, est de date récente dans un certain nombre de colonies anglaises ; il en est quelques-unes cependant où elle remonte à une date assez ancienne pour qu'on puisse juger des résultats qu'elle a produits.

Ainsi, à la Côte d'Or, où le droit de 80 francs a été perçu pendant longtemps, le revenu a été, en 1897, de 3.265 000 francs.

Les importations y varient légèrement d'année en année. D'autre part, le droit a été suffisant pour empêcher l'augmentation des importations de spiritueux, bien que depuis la défaite des Achantis, les travaux de pénétration dans cette colonie aient été poussés très activement.

Le Lagos fournit également un exemple très instructif, en ce sens

qu'il permet de se rendre compte de l'effet qu'a produit le changement du droit dans une des régions les plus typiques de l'Afrique occidentale. Jusqu'au mois de novembre 1895, le droit n'a été que de 27 francs; il a été porté depuis lors à 54 francs.

Antérieurement à l'augmentation du droit, les importations s'étaient accrues très rapidement. Elles étaient :

En 1892 de. . . .	52,000 hectolitres.
En 1893 de. . . .	76,000 —
En 1894 de. . . .	84,000 —
En 1895 de. . . .	85,000 —

Il y a lieu de remarquer ici que c'est de 1893 que date la pénétration du commerce vers l'intérieur et l'accroissement des importations des spiritueux; c'est vers cette époque, en effet, qu'eut lieu l'expédition militaire qui détruisit la puissance de la tribu des Jebus.

Les conséquences de l'augmentation du droit se sont fait immédiatement sentir

En 1896, les importations tombaient à 56,000 hectolitres.

En 1897, elles s'élevèrent à 67,000 hectolitres.

En 1898, elles ont été de 62,000 hectolitres, chiffre qui se rapproche de celui de 1892.

On voit qu'ici également l'augmentation du droit a eu pour conséquence d'enrayer l'accroissement des importations. La même expérience a été faite à la Côte du Niger.

Les importations, qui étaient de 62,000 hectolitres en 1892, se sont élevées en 1893 à 118,000 hectolitres, en 1894 et en 1895 à 80,000 et 95,000 hectolitres. En 1896, à la suite de l'augmentation du droit, elles sont tombées à 38,000 hectolitres.

Ce chiffre toutefois est anormal; en effet, l'administration coloniale ayant annoncé à l'avance la prochaine élévation du droit, une importation considérable s'est produite en 1895; une grande partie de cette importation devrait donc figurer en réalité dans les statistiques de 1896.

En 1897, le chiffre des importations a été de 53,000 hectolitres.

En ce qui concerne l'effet de l'augmentation du droit sur le revenu produit par les spiritueux, il est à remarquer que le Lagos, dont les ressources suffisent à peine à couvrir les dépenses, n'a pas fait jusqu'à ce jour appel à l'intervention financiers de la mère patrie.

En 1894, sous le régime du droit de 27 francs, les revenus fournis par les importations d'alcool ont été de 2,400,000 francs. En 1896, sous le régime du droit nouveau, ils se sont élevés à 3 millions de francs. En 1898, ils atteignaient 3,500,000 francs. De même à la Côte du Niger, le revenu, qui était en 1892, de 2,200,000 francs, passait, en 1897, malgré l'augmentation du droit, à 3 millions de francs.

Il est donc prouvé par l'expérience que l'augmentation du droit, tout en produisant une diminution dans les importations de spiritueux, loin de diminuer les revenus, les accroît au contraire.

Ce qui vient d'être dit pour le Lagos et la Côte du Niger, est vrai pour toutes les colonies anglaises de la Côte occidentale.

On dira peut-être qu'en proposant d'élever le droit à 100 francs, la Grande-Bretagne compromet la situation financière de ses colonies;

il n'en est rien, et le Gouvernement britannique est convaincu qu'il ne court aucun risque et que les ressources de ses administrations coloniales ne seront nullement atteintes par l'élévation du droit qu'il a en vue.

Quant à l'influence que pourrait avoir cette augmentation sur le commerce général, quelques négociants ont soutenu que le nègre exigeait une certaine quantité de spiritueux en échange des produits qu'il livrait, et qu'un refus de satisfaire à cette exigence aurait pour conséquence d'entraver les transactions commerciales.

L'expérience prouve au contraire que les importations générales augmentent lorsque les importations de spiritueux diminuent.

Ainsi à Lagos, en 1894, c'est-à-dire avant l'élévation du droit, le pourcentage des importations de spiritueux était de 17 o/o des importations totales en commerce spécial; il était, en 1896, après l'augmentation du droit, de 7 o/o; en 1897, de 8 o/o; tandis que l'ensemble des importations en commerce spécial passait de 18 millions à 22 millions et à 19 millions de francs environ.

Dans le protectorat de la Côte du Niger, le pourcentage, en ce qui concerne les spiritueux, a été, pour 1894, de 20 o/o; pour 1896, de 9 o/o; pour 1897, de 12 o/o; tandis que les importations totales se sont élevées pour ces mêmes années à 18, 16 1/2 et 16 millions de francs.

A la Côte d'Or, l'exemple est encore plus frappant. Les importations de spiritueux, qui étaient en 1894 de 13 o/o du commerce total, tombaient en 1895 à 11 o/o; et en 1896 à 9 o/o; tandis que les importations totales en commerce spécial montaient de 17 1/2 millions en 1894 à 25 millions en 1896.

En résumé, le second Plénipotentiaire britannique estimait que le droit de 100 francs n'avait rien d'exagéré, que son application aurait pour effet de restreindre les importations de spiritueux sans nuire en aucune façon aux intérêts du commerce en général et sans tarir la source des revenus que la plupart des Etats trouvent dans le droit sur les alcools.

M. le Président attira l'attention sur un autre point de vue. En étudiant les statistiques fournies par l'Etat du Congo, il avait été frappé par ce fait que sur 1.151.000 litres de spiritueux importés en 1896, le chiffre des alcools de 85° à 95° s'élève à 516,103 litres, et celui des spiritueux de 25° à 45° à 456,360 litres. Il résulte de là que dans le chiffre total des importations, les alcools concentrés représentent une large part, à peu près la moitié. Ce point de vue lui semblait devoir entrer en ligne de compte dans les déterminations à prendre.

M. de Smet de Naeyer fit remarquer que le fait d'importer des alcools concentrés ne prouve pas qu'ils soient généralement consommés à l'état pur par les indigènes. Si les alcools concentrés sont importés de préférence, c'est en vue d'une réduction du fret. Ils sont mélangés d'eau avant d'être livrés à la consommation.

Le premier Plénipotentiaire de l'Etat du Congo pense que lorsqu'en 1890 on a proposé le droit de 15 francs à 50°, il était entendu que ce taux augmenterait ou diminuerait suivant le degré. C'est ainsi d'ailleurs que l'Etat du Congo a interprété la disposition et qu'il l'applique.

M. Gérard et Sir F.-R. Plunkett font observer de leur côté qu'à la côte des Somalis comme dans certaines colonies anglaises, le système de l'augmentation proportionnelle est appliqué également.

Répondant à une question de M. Gérard, M. le Président dit qu'en 1890, cette question de l'augmentation proportionnelle des droits n'avait pas fait l'objet de l'examen de la Conférence. On s'est borné à cette époque à mettre un droit de 15 francs par hectolitre à 50°, mais on a cru que ce droit était fixe.

M. Gohring, second Plénipotentiaire d'Allemagne, donna à son tour quelques renseignements sur le droit établi au Cameroun depuis le mois de novembre 1898. Ce droit est de 50 Marks par hectolitre à 49° Tralles avec augmentation de 5 Pfennigs pour chaque degré et par litre en plus, ce qui porte à bien au delà de 300 francs le droit par hectolitre à 100°. Pour les boissons spiritueuses dont le degré d'alcool ne peut être établi à raison du mélange qu'elles renferment, le droit est de 60 Marks par hectolitre.

M. le Président fit observer, comme suite aux renseignements fournis par MM. Farnall et Gohring, que les chiffres des importations ne sont pas seuls à considérer. Une autre enquête s'impose. Il s'agit de savoir quels ont été les résultats moraux de ces importations; quelle influence elles ont exercée sur la condition morale et physique des indigènes.

Si l'on consulte les rapports des missionnaires et des voyageurs, on est obligé de constater que ces résultats ont été mauvais.

Le fait dominant, c'est qu'abstraction faite de toute question de tarif, si l'on additionne le chiffre des quantités d'alcool versées annuellement par l'Europe en Afrique, on arrive à constater que pour 1896, par exemple, ce chiffre s'élève au total effrayant de plus de 38 millions de litres. Devant un pareil résultat, on ne peut rester indifférent.

Il n'avait pas encore été question dans l'échange de vues auquel se livrait la Commission du chiffre du droit à établir.

M. le Président émit l'avis que l'on trouverait peut-être un terrain sur lequel l'entente pourrait se faire si l'on adoptait un tarif ayant pour point de départ un certain degré d'alcool et qui monterait dans une certaine proportion pour les spiritueux d'une force alcoolique supérieure.

En supposant, par exemple, un droit de 50 francs par hectolitre à 50°, on arriverait à frapper d'un droit de 100 ou de 200 francs l'hectolitre à 100°, suivant qu'on adopterait l'augmentation proportionnelle simple ou triple. Il ne faudrait cependant pas aller jusqu'à dégrever à peu près complètement les alcools au-dessous de 50°, en adoptant pour eux la diminution proportionnelle.

Sir F.-R. Plunkett dit que l'Angleterre a l'intention de proposer à la Conférence un droit de 100 francs comme point de départ par hectolitre à 50°, avec augmentation proportionnelle triple au-dessus de 50° et diminution proportionnelle simple au-dessous de 50°.

M. de Smet de Naeyer déclara que les Plénipotentiaires du Congo seraient heureux de voir la Conférence se rallier à la proposition anglaise.

M. de Pestel, tout en applaudissant à l'idée d'augmenter graduel-

lement les droits, estimait que l'élévation du taux actuel de 15 ou 25 francs à 100 francs constituerait un saut beaucoup trop brusque. En procédant de la sorte, on favoriserait la contrebande et le commerce illicite.

Le Gouvernement néerlandais est d'avis qu'un droit de 50 francs, qui pourrait être révisé au bout de trois ans, serait parfaitement adapté aux circonstances actuelles. Ce serait là un premier progrès très sensible, d'autant plus qu'en dehors du bassin conventionnel du Congo, chaque Etat resterait libre d'élever le droit à son gré. Le droit de 50 fr. serait établi par hectolitre à 50° avec augmentation et diminution proportionnelles simples au-dessus et au-dessous de 50°. Son Excellence ajouta qu'un droit très élevé aurait en outre l'inconvénient de favoriser les distilleries indigènes. Le droit d'accise sur ces dernières pouvant rester fixé au minimum, le droit d'entrée agirait comme un véritable droit protecteur.

Accessoirement à son objet principal, le taux du droit d'entrée, l'échange de vues porta encore, dans cette première séance, sur l'opportunité d'établir un droit maximum et sur la durée de la nouvelle période de révision.

D'un accord unanime, il a paru préférable de ne pas fixer de droit maximum, et quant à la durée à assigner au régime nouveau, une période de trois ans réunit à ce moment la plupart des suffrages.

M. Gohring cependant la trouvait trop courte.

Il faisait remarquer combien étaient incomplets les renseignements fournis à la Conférence actuelle, bien que neuf ans se fussent écoulés depuis le traité de 1890. A quoi M. Farnall répondait que les événements vont vite en Afrique et que dans l'état actuel de développement des colonies dans ce pays, il devient plus facile de se rendre compte des effets produits par les tarifications. Ainsi, à Lagos et à la Côte du Niger, trois ans ont suffi pour permettre la constatation de résultats caractéristiques.

La question du taux du droit fut reprise à la séance de l'après-midi.

En ouvrant la discussion, M. le Président fit remarquer que jusqu'ici la revue à laquelle la Commission s'était livrée avait ressemblé parfois à une discussion douanière.

Mais il se présente ici, à son avis, des points de vue plus élevés. La question de l'alcoolisme qui, en Europe, alarme tous les esprits préoccupés de l'avenir de la civilisation, ne peut être négligée quand il s'agit de l'Afrique. L'empoisonnement des populations noires par l'alcool constitue pour elles un danger aussi redoutable que le fléau de la traite. Cette question avait déjà été soulevée à la Conférence de Berlin; elle y a fait l'objet d'un vœu inséré au Protocole. Depuis cette époque, les événements ont marché; l'Afrique a subi de sérieuses transformations, les moyens de communication se sont développés, le commerce s'est organisé. La Conférence n'a évidemment pas pour mission de résoudre tous les problèmes à la fois, mais elle doit s'attacher à suivre les faits. Or, parmi ces faits, il en est un qui domine tous les autres: c'est, comme il l'a dit déjà, qu'on importe en une année 38 millions de litres d'alcool en Afrique.

Il ne pourrait s'agir de mettre brusquement un terme à un pareil état de choses, quelque regrettable qu'il soit. Il existe, en effet, des

intérêts légitimes dont il y a lieu de tenir compte. Mais rien n'empêche de renforcer les mesures qui ont été prises il y a dix ans et qui ne sont plus en rapport avec la situation actuelle. Il est à espérer que la Conférence n'hésitera pas à s'engager dans cette voie.

M. Farnall demanda à exposer les motifs qui ont engagé le Gouvernement britannique à proposer le droit minimum de 100 francs avec augmentation proportionnelle triple pour les alcools au-dessus de 50°. C'est en comparant la situation qui existait en 1890 avec celle qui se présente aujourd'hui, qu'il a été amené à prendre l'initiative de convoquer la Conférence et à faire la proposition soumise en ce moment à ses délibérations. Il espère que cette proposition sera acceptée.

En 1889-1890, le droit de 15 francs avait été défendu à la Conférence par une minorité, et la majorité, faute de pouvoir obtenir mieux, y a souscrit. C'est là un point important qu'il convient de rappeler et que la Grande-Bretagne, de son côté, n'a jamais perdu de vue. D'autre part, en suivant la marche du commerce des spiritueux en Afrique et notamment à la côte occidentale où elle présente le plus d'importance, le Gouvernement britannique s'est toujours souvenu de l'attitude observée dans cette question par la France et des paroles éloquentes que prononçait son représentant, M. Bourée, lorsqu'il déclarait que le concours des Plénipotentiaires français était acquis d'avance aux propositions les plus sévères et par conséquent les plus efficaces, et qu'il exprimait en même temps, au nom de son Gouvernement, le regret que la prohibition ne fût pas absolue et ne s'étendit pas pas à tout le continent africain.

La France a suivi sans interruption la voie dans laquelle elle s'était déjà engagée à cette époque.

À la Côte d'Ivoire, elle a établi un droit de 100 francs ; au Gabon, un droit de 60 francs.

L'Etat Indépendant du Congo, de son côté, est entré dans la même voie en soumettant à la prohibition totale la plus grande partie de son territoire. Il est vrai que dans la région côtière, le droit d'entrée est fort peu élevé, mais il convient de remarquer que les importations de spiritueux y sont peu considérables.

En ce qui concerne l'Allemagne, il résulte des déclarations de ses Plénipotentiaires à la Conférence de 1889-1890, qu'elle regardait le droit de 15 francs comme un essai, et estimait qu'il y aurait lieu de procéder à un nouvel examen à l'expiration du terme de six ans.

« Cette expérience, disait M. Gohring dans la séance du 30 avril 1890, le Gouvernement allemand la suivra avec intérêt et sans parti pris. Au bout de six ans, il sera à même de juger en connaissance de cause, et il se déclare prêt à se concentrer alors avec les autres Puissances sur les mesures à adopter suivant les circonstances, sans prendre actuellement aucun engagement. »

Le Gouvernement anglais a suivi avec intérêt ce qui a été fait à cet égard dans les possessions allemandes, et il a constaté avec satisfaction le chiffre auquel a été porté le droit au Cameroun.

M. Farnall rappelle ensuite que c'est à l'initiative de M. Sanford, second Plénipotentiaire des Etats-Unis à la Conférence de 1889-1890, que fut suggéré le droit de 15 francs comme intermédiaire entre celui

de fr. 7.50 proposé par la Hollande et celui de 50 francs proposé par l'Angleterre.

Ce droit de 15 francs était, au dire des négociants que M. Sanford avait consultés, parfaitement acceptable par le commerce.

Mais depuis lors, les Etats-Unis ont accentué leur attitude. En effet, dans la précédente séance, M. le Président a donné connaissance à la Commission d'un extrait des instructions de leur représentant à Bruxelles. Il en résulte que le Gouvernement américain est favorable aujourd'hui aux droits même les plus élevés. C'est donc qu'il est d'avis que le commerce est parfaitement en état de les supporter. Il est à remarquer, à ce propos, qu'à la Côte d'Or, où les importations de spiritueux faites par les Etats-Unis dépassent celles des Pays-Bas et de l'Allemagne réunies, le droit élevé qui est établi n'a gêné en rien leurs transactions commerciales.

Il résulte de ce qui précède, que la France et l'Allemagne ont été amenées, par l'expérience qu'elles ont faite depuis 1890, à élever leurs droits sur les spiritueux de leur propre initiative.

C'est M. le baron Lambermont qui, au cours des travaux de la première Conférence, a rappelé à diverses reprises que la période de six ans, prévue par l'article 92 de l'Acte général, serait une période d'essai; qu'après ce délai, il y aurait lieu de remanier le tarif existant et de prendre les mesures qui seraient rendues nécessaires.

Nous nous trouvons actuellement en présence de ce résultat, que dans nombre de colonies le droit sur les spiritueux dépasse déjà 100 francs, et que dans d'autres, il en approche de très près : dans la Guinée portugaise, il est de 150 francs ; à Libéria, de 162 francs ; à la Côte d'Ivoire, de 100 francs ; au Gabon, de 60 francs ; au Cameroun, d'environ 60 francs. Ainsi donc, la France, l'Allemagne et le Portugal sont allés pour ainsi dire au-devant des propositions de l'Angleterre par les tarifications qu'ils ont établies dans leurs possessions respectives.

M. le second Plénipotentiaire d'Angleterre a démontré précédemment que l'expérience faite dans ses colonies par la Grande-Bretagne lui avait prouvé que l'augmentation du droit sur les spiritueux n'avait ni tué le commerce des spiritueux, ni diminué les revenus qui en résultent, mais qu'elle avait par contre empêché l'augmentation des importations.

Le Gouvernement britannique considère donc que la question est à peu près résolue par l'expérience et que, dans ces conditions, un droit de 100 francs, comme celui que propose l'Angleterre, est de nature à obtenir l'assentiment de toutes les Puissances représentées.

Puis M. Gohring exposa les vues du Gouvernement allemand. Il déclara que ses instructions ne lui permettaient pas d'accepter le droit minimum de 100 francs.

Le Gouvernement allemand est d'avis que ce chiffre n'est pas motivé par les circonstances. La fixation d'un minimum de droit équivalant pour chaque Puissance à enchaîner son autonomie douanière. Il est vrai que les traités de commerce ont parfois ce résultat, mais il s'agit alors d'un échange de concessions réciproques. Ici on demande à l'Allemagne de fixer un minimum pour des exigences qui se pré-

sentent ailleurs, car, comme il le démontrera plus loin, le régime existant dans ses colonies suffit entièrement à sauvegarder les intérêts allemands. Certes, si la cause de la civilisation en Afrique était menacée, le Gouvernement Impérial ne reculerait pas devant les mesures nécessaires pour parer au danger, mais, malgré les tableaux effrayants que l'on a faits des ravages produits par l'alcool parmi les populations indigènes, la situation est en réalité tout autre qu'on la dépeint. On sait que c'est en Angleterre que se trouve le foyer de cette agitation dirigée contre les prétendus abus de l'alcool ; mais, même dans ce pays, des opinions contraires, émanant d'hommes compétents, se sont fait jour. Des Gouverneurs de colonies anglaises se sont prononcés dans un sens absolument différent de celui des comités philanthropiques, et, dernièrement encore, une personnalité occupant un haut rang et jouissant d'une autorité incontestée, a jugé opportun de mettre une sourdine à l'agitation que les sociétés de tempérance avaient organisée. Il y a plus. Une pétition émanant d'une de ces sociétés et communiquée à la Conférence, a permis à M. Gohring de constater que les opinions qui s'y trouvent exprimées diffèrent sensiblement de celles qu'on soutenait en 1889. En effet, les auteurs de cette pétition, au lieu d'insister comme jadis sur les effets nuisibles produits par la consommation des spiritueux, se préoccupent avant tout du point de savoir si le commerce anglais a réellement retiré des colonies tous les avantages qu'il pouvait en espérer, et s'il ne convient pas, pour lui frayer la route, d'enrayer le commerce des spiritueux.

On a parlé également de l'inondation de l'Afrique par les boissons spiritueuses. Le tableau statistique dressé par les soins du Bureau montre, pour l'année 1896, une importation totale de 386.000 hectolitres. Cependant, il y a lieu d'observer que les spiritueux dont il s'agit sont à 50°.

Il en résulte que ce chiffre ne représente en réalité que 190.000 hectolitres d'alcool pur. Cette importation est certes très considérable ; toutefois, il ne faut pas perdre de vue qu'elle se répartit sur une population occupant un territoire de 42 degrés de latitude. Il est très difficile d'évaluer, même approximativement, le chiffre de cette population, mais en supposant qu'elle soit d'environ cent millions d'âmes, cela ne donnerait qu'un cinquième de litre par tête d'habitant. Si l'on double ce chiffre, on obtient deux cinquièmes, ce qui en comparant la situation à celle qui existe en Europe, ne donne pas en somme un si mauvais résultat.

On a parlé encore d'hinterland infesté. Or, l'Allemagne a prohibé complètement le trafic des spiritueux dans ses possessions de la mer du Sud, dans la Nouvelle-Guinée, dans son protectorat de l'Afrique orientale, dans l'Afrique occidentale du Sud.

Il ne reste donc que le Togo et le Cameroun où le régime de la prohibition ne soit pas établi. Mais il est à remarquer que si, dans ces colonies, la prohibition n'a pas été établie par la loi, elle existe cependant en fait jusqu'à proximité de la côte, parce que le commerce vers l'intérieur ne peut se faire qu'au moyen de porteurs, les voies fluviales faisant défaut. Or, il est prouvé par l'expérience qu'après trois ou quatre jours de marche, la prohibition s'exerce virtuelle-

ment par suite des frais de transport qui absorbent la valeur de la marchandise. Si néanmoins il se produit dans l' hinterland du Togo et du Cameroun une certaine infiltration de spiritueux, elle doit se faire du côté des colonies voisines, dont les voies navigables donnent plus de facilités à la pénétration des marchandises vers l'intérieur.

En ce qui concerne l'empoisonnement des indigènes par l'alcool, allégation passée à l'état d'axiome, M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne a été très étonné de la retrouver dans les documents publiés par le Bureau de Bruxelles. On lit, en effet, dans le rapport d'un administrateur de colonie, que les eaux-de-vie de traite importées d'Allemagne sont de très mauvaise qualité, qu'elles sont toxiques.

M. Gohring croit que s'il est déjà très difficile pour un spécialiste de reconnaître le caractère toxique d'une boisson spiritueuse, la chose l'est plus encore pour un simple administrateur.

En Allemagne, les hommes techniques compétents ont émis l'opinion qu'en général les alcools de pommes de terre fabriqués dans le pays sont supérieurs aux eaux-de-vie de mélasse et de betterave. Ces alcools ont été utilisés dans la fabrication des vins de France et d'Espagne. Il n'en serait pas ainsi s'ils étaient aussi détestables qu'on l'a prétendu.

En Allemagne, les distilleries sont soumises à un contrôle très sévère ; leurs installations on atteint un haut degré de perfection. Le commerce des spiritueux, d'autre part, se trouve tout entier dans les mains de négociants à l'abri de tout reproche. De plus, la loi prescrit que tout alcool destiné à la consommation soit absolument rectifié.

Une allégation, aussi peu fondée que la précédente, consiste à dire que l'ivrognerie est générale en Afrique. On a fait, à ce sujet, dans les colonies allemandes, de nombreuses et fréquentes enquêtes depuis des années, sans parler de l'enquête permanente à laquelle se livrent les spécialistes africains, attachés à l'Administration coloniale à Berlin. M. Böder, qui a fait partie pendant dix ans de l'Administration du Togo et du Cameroun, qui a été un observateur attentif et consciencieux des hommes et des choses, nie formellement que l'ivrognerie soit générale dans ces colonies. Des cas d'ivrognerie se présentent à l'occasion des fêtes ou des enterrements, mais ces cas sont exceptionnels : ils ne constituent pas une habitude chez les populations indigènes.

Quant à la dégradation et à l'extermination de la race noire par l'abus de l'alcool dont on parle, M. Gohring fait observer qu'il est d'un intérêt primordial, pour chaque Puissance possessionnée en Afrique, de veiller à la conservation des populations indigènes, car celles-ci sont indispensables pour la mise en valeur du sol et l'on ne pourrait les remplacer par des blancs. D'ailleurs, au dire d'hommes compétents en cette matière, cette dégradation n'existe pas : on constate au contraire que la population augmente dans des proportions normales.

Les plaintes sur les effets désastreux de la consommation de l'alcool émanent surtout des missionnaires qui lui ont attribué l'insuccès de leurs travaux : mais la véritable cause de cet insuccès est ailleurs ;

elle se trouve soit dans des considérations personnelles, soit dans les traditions séculaires de la vie sauvage.

M. le second Plénipotentiaire britannique a attiré l'attention de la Commission sur l'opposition qui existe, selon lui, entre le commerce des spiritueux et le développement du commerce en général, et sur l'influence préjudiciable que le premier exerce sur le second.

Les tableaux statistiques du commerce de Hambourg que M. Goehring est parvenu à se procurer, et qui donnent en mètres cubes les chiffres de la majeure partie des exportations vers l'Afrique, montrent que, pour la période de 1891 à 1898, les exportations de spiritueux ont diminué de 28,000 à 24,000 mètres cubes, tandis que le commerce général s'est accru de 75,000 à 110,000 mètres cubes, de sorte que la proportion du commerce des spiritueux au commerce général est descendue de 39 0/0 à 22 0/0.

Un autre tableau qui donne le chiffre de l'exportation totale pour l'année 1898 en ce qui concerne les colonies de la Côte occidentale, non compris le Cameroun, le Togo et le Sud-Ouest africain allemand, montre que la proportion a été de 28 0/0 pour le commerce des spiritueux, et de 72 0/0 pour le restant du commerce.

Si l'on considère maintenant le Cameroun, on trouve 12 0/0 pour les spiritueux et 88 0/0 pour le reste. Le Togo donne 10 0/0 pour les spiritueux et 90 0/0 pour le reste. Le Sud-Ouest africain, 1/2 0/0 pour les spiritueux et 99 1/2 0/0 pour le reste.

On voit donc que le régime existant n'a pas pour le commerce, autre que celui des spiritueux, ces conséquences préjudiciables dont on a parlé.

Le Gouvernement Impérial pense que le régime sous lequel se trouvent placées les colonies allemandes ne réclame pas une transformation radicale. Les sociétés philanthropiques allemandes se déclarent satisfaites de la situation existante, sauf en ce qui concerne le Togo. Mais il faut tenir compte de la position de cette dernière colonie, située entre les possessions anglaises et françaises, et de l'impossibilité où elle se trouve d'élever ses droits tant que les possessions voisines ne l'auront pas fait de leur côté.

Toutefois, le Gouvernement allemand reconnaît qu'il y a lieu d'accorder aux Etats compris dans le bassin conventionnel du Congo, dès moyens plus efficaces pour combattre l'introduction des spiritueux, et qu'il importe de leur fournir en même temps des ressources nouvelles.

Il n'est donc pas opposé à une augmentation modérée du droit existant.

En ce qui concerne les colonies situées en dehors du bassin conventionnel, bien qu'elles aient la faculté d'élever les droits aussi haut qu'elles le jugent convenable, il est tout disposé également, afin de donner satisfaction au vœu exprimé par certaines Puissances, de consentir dans les mêmes conditions à une semblable augmentation du droit minimum.

Les Plénipotentiaires allemands sont autorisés, par conséquent, à déclarer que leur Gouvernement accepte le chiffre de 50 francs par hectolitre à 50° proposé par le Plénipotentiaire des Pays-Bas; toutefois, ils sont chargés d'ajouter qu'il n'y consent qu'à la condition que

tout droit différentiel sur les spiritueux en Afrique sera supprimé.

En ce qui concerne la période de revision de trois ans, prévue par l'article 1^{er} de l'avant-projet, le Gouvernement Impérial la trouve de trop courte durée pour qu'il soit possible de se prononcer sur les résultats du nouveau régime à établir.

Il pense qu'une période de dix ans serait préférable.

Sir F.-R. Plunkett constate qu'il n'existe pas de droits différentiels sur les spiritueux dans les colonies britanniques de la zone.

Après l'exposé de la manière de voir du Gouvernement allemand, il y avait à connaître celle des autres Puissances.

Carathéodory Efendi dit que, n'ayant pu assister à la première séance de la Conférence, il tient à s'associer à ce qu'a dit, en si excellents termes, sir F.-R. Plunkett au sujet de la personnalité de M. le Baron Lambermont. En sa qualité d'ancien Plénipotentiaire de Turquie à la Conférence de 1889-1890, il a, pendant de longs mois, été le témoin des efforts intelligents que M. le Baron Lambermont n'a cessé d'apporter à la grande cause humanitaire qu'il défend encore aujourd'hui. Nul n'était mieux indiqué que lui pour présider cette haute Assemblée, nul n'était mieux à même de concilier les intérêts divers dans les matières délicates soumises à ses délibérations. Il est persuadé que, grâce à sa haute compétence, grâce aussi à la bonne volonté dont sont animés les différents Gouvernements représentés à la Conférence, il sera possible d'atteindre le résultat que l'on a en vue. Quant à l'attitude que le Gouvernement Ottoman compte prendre dans la question de la revision du régime des spiritueux en Afrique, Son Excellence indique les raisons de principe et de fait qui, dans l'opinion du Gouvernement turc, rendaient désirable, sinon d'empêcher entièrement, du moins d'entraver autant que possible cette importation qui, de l'avis général, provoque parmi les populations indigènes des maux et des calamités sur lesquels il croit inutile d'insister davantage. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté de la théorie il y a la pratique, à côté de l'absolu, le relatif. Des intérêts recommandables sont en jeu, et il faudra rechercher une transaction permettant de réunir les suffrages de l'unanimité des Puissances représentées.

M. le Ministre de Turquie ajoute que son vote est acquis à toute proposition qui serait de nature à concilier les intérêts en présence. Le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan accueillera avec une vive satisfaction les résolutions qui auront pour but de faire un pas sérieux à l'œuvre de civilisation et d'humanité dans le continent africain.

M. de Villa-Urrutia, après avoir rappelé qu'à la Conférence de 1889-1890 l'Espagne s'était associée à toutes les mesures préconisées en vue de réaliser l'œuvre de civilisation et d'humanité qu'on avait en vue, déclara que son Gouvernement se ralliera à toute proposition appelée à atteindre ce but.

M. Gérard dit que le Gouvernement français, lui aussi, reste fidèle à la pensée qui l'avait guidé en 1889, et désire poursuivree concurremment avec les autres Puissances le même idéal. Il est autorisé à accepter le chiffre sur lequel l'accord se sera établi entre les Gouvernements représentés, et qui permettra de réaliser un progrès sur le système actuel.

Le principal moyen de restreindre l'importation des spiritueux en Afrique, consiste dans l'augmentation du droit.

Le Gouvernement britannique a proposé de fixer ce droit à 100 fr. par hectolitre à 50° avec augmentation proportionnelle triple.

L'Etat du Congo s'est rallié à ce chiffre sans se prononcer d'ailleurs en faveur de l'augmentation proportionnelle triple. Quant à la Hollande et à l'Allemagne, elles ont proposé le chiffre de 50 francs. Les instructions de M. le Ministre de France lui permettent d'accepter ce dernier chiffre; toutefois, il est autorisé à ne pas mettre obstacle à un droit plus élevé, si les différentes Puissances se mettent d'accord pour l'adopter.

M. le Ministre de France ajoute, en ce qui concerne la question de l'échelle ascendante et descendante du droit, qu'il ne pourrait admettre que la proportion simple. Parmi d'autres raisons, la proportion triple paraît au Gouvernement de la République de nature à rencontrer de sérieuses difficultés d'application pour le personnel douanier en service à la côte d'Afrique.

M. Cantagalli signala le fait, que le Gouvernement italien a établi dans sa colonie de l'Erythrée le droit minimum fixé par l'Acte général et l'y a maintenu jusqu'à ce jour, tant pour des raisons locales et en vue de protéger les distilleries indigènes que pour ménager un revenu que la contrebande menacerait si le droit était beaucoup plus élevé. Cependant, le Gouvernement italien a donné pour instruction à Son Excellence, d'accepter le droit de 50 francs.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions lui prescrivent de proposer le chiffre de 30 francs. Son Excellence profite de cette occasion pour signaler à la Conférence que le Gouvernement portugais vient de saisir les Chambres d'un projet de loi augmentant considérablement l'impôt sur la fabrication des spiritueux à Angola dans le but de favoriser l'établissement de l'industrie sucrière, de façon à diminuer la production de l'alcool et à augmenter la production du sucre.

Le dépôt de ce projet de loi atteste que le Gouvernement portugais s'il ne peut faire le sacrifice de certains intérêts, n'en cherche pas moins à atteindre par d'autres voies le but humanitaire poursuivi par la Conférence.

M. le comte Fersen Gyldenstolpe déclare avoir reçu de son Gouvernement des instructions analogues à celles de M. le Ministre d'Espagne.

Cette série d'observations absorba la séance du 26 avril.

La discussion fut reprise le 29.

M. Farnall s'attache à signaler certains points sur lesquels il est en désaccord avec M. Gohring.

Le second Plénipotentiaire britannique pense que les effets pernicieux de l'alcool sur les populations d'Afrique, reconnus par la Conférence de 1890, ne peuvent être contestés. Aussi, après la mise en vigueur de l'Acte général, les Puissances possessionnées à la côte occidentale, se sont-elles empressées d'élever les droits au-dessus du minimum fixé par cet Acte.

Sur dix-neuf Administrations coloniales de cette côte il en est quinze qui ont déjà imposé des droits supérieurs aux taux de 25 fr. ;

il n'y en a pas moins de onze qui dépassent le taux de 50 francs, et il ne reste que huit colonies où l'on perçoit un droit inférieur à 50 fr. Deux de ces colonies, la Gambie et le Congo, demandent qu'il soit porté à 100 francs.

Pour quatre autres d'entre elles, la France, d'accord avec l'attitude qu'elle a observée en 1889 et avec sa ligne de conduite au Gabon et à la Côte d'Ivoire, se déclare prête à imposer une taxe supérieure à 50 francs.

Il reste donc le Togo et l'Angola.

Il convient d'ajouter qu'il n'y a actuellement que 150.000 hectolitres qui soient imposés à un droit inférieur à 50 francs, tandis que près de 240.000 hectolitres sont frappés d'un droit supérieur.

Pourquoi un droit supérieur à 50 francs serait-il nuisible au Togo alors qu'il ne l'est pas au Cameroun ?

M. Gohring a fait également état de ce fait que les spiritueux importés en Afrique se répartissent sur une population très nombreuse et il en conclut que la consommation par tête d'habitant se réduit à un chiffre très minime. N'est-ce pas oublier que coût élevé des transports empêche les spiritueux de pénétrer dans l'intérieur, d'où il résulte que la consommation par tête sera d'autant plus forte pour les populations relativement peu nombreuses de la zone côtière ?

Lors de la discussion au Reichstag du Budget colonial de 1897-1898, un Député a évalué la consommation de l'alcool au Togo, en 1894, à 16 litres par tête d'habitant. Les Délégués britanniques ignorent si cette appréciation a été contestée ; seulement M. de Richthoven a reconnu que la question des spiritueux n'avait pas encore reçu de solution satisfaisante au Togo et au Cameroun, et c'est depuis cette époque que les droits ont été augmentés au Cameroun.

Les Délégués britanniques trouvent dans les données statistiques fournies par M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, la confirmation de ce fait, signalé antérieurement, qu'une diminution dans le commerce des spiritueux a pour conséquence une augmentation du commerce des autres produits, plus avantageux à la fois pour l'Europe et pour l'Afrique.

M. Gohring déclara ne pas vouloir suivre M. Farnall dans toutes les considérations qu'il venait de présenter. Il entendait se borner à une courte réponse. M. Farnall a parlé du Togo et de l'Angola. En ce qui concerne le Togo, le Gouvernement allemand était tout disposé à augmenter les droits à la condition que l'Angleterre et la France fissent de même à la Côte d'Or (Est du Volta) et au Dahomey. C'est à l'initiative du Gouvernement anglais qu'a été conclue la Convention qui empêche l'Allemagne d'élever le droit d'importation au Togo en suivant une échelle ascendante par degré. On ne peut donc lui adresser aucun reproche à cet égard.

M. Farnall dit que le Gouvernement britannique serait charmé de modifier ces arrangements.

Reprenant la suite de sa réponse, M. Gohring fit allusion au chiffre de 16 litres par tête d'habitant cité comme représentant la consommation au Togo, chiffre que M. Richthoven a considéré comme inadmissible. Il fit remarquer que, dans cette colonie, l'Allemagne a ses frontières assez ouvertes du côté de ses voisins. Le fleuve, qui longe

sa frontière occidentale, a son embouchure dans la colonie anglaise de la Côte d'Or et n'est naviguable que pour le commerce anglais. Si le chiffre de 16 litres était exact, la contrebande devrait y intervenir pour une large part. En outre, M. Gohring fit remarquer que la statistique présentée par lui prouve que le commerce général a su prendre un essor très satisfaisant même sous le régime actuel de la tarification des spiritueux.

Puis M. Droogmans exposa les considérations qui avaient engagé le Gouvernement de l'Etat du Congo à se rallier à la proposition anglaise. L'expérience a prouvé que le droit de 15 francs est absolument insuffisant pour enrayer l'importation des alcools.

La grande préoccupation du Gouvernement congolais a toujours été de protéger les populations indigènes contre les abus de l'alcool. Dès 1885, il a cherché à empêcher le trafic des spiritueux de s'avancer au delà des cataractes inférieures. Les stipulations de l'Acte de Berlin ne permettant pas une interdiction complète, il a pris des mesures fiscales sévères. Quand, en 1890, la Conférence de Bruxelles reconnut la nécessité d'établir des zones de prohibition, l'Etat du Congo plaça sous ce régime toute la région située au delà de l'Inkissi, d'une superficie d'environ 2,250,000 kilomètres carrés.

A la suite de l'achèvement du chemin de fer, cette zone fut étendue jusqu'à la M'Pozo, c'est-à-dire jusqu'au point initial de la voie ferrée.

Quant au Bas-Congo (13,000 kilomètres carrés), la situation est tout autre. Depuis longtemps, les factoreries y vendent de l'alcool et l'Etat éprouve de sérieuses difficultés à combattre ce trafic sans compromettre les relations commerciales. Néanmoins des mesures furent prises pour le réglementer, mais celles-ci demeurèrent inefficaces faute d'une entente avec les colonies voisines. L'Etat dut les abroger et se contenter du droit de 15 francs par hectolitre.

Ce régime n'a pas été suffisant pour protéger les indigènes contre les effets désastreux de l'alcool. A plusieurs reprises, le Gouvernement de l'Etat du Congo a déclaré qu'il croyait des droits plus élevés nécessaires.

C'est en somme le Bas-Congo qui absorbe les 12,000 hectolitres renseignés par les statistiques. Dans cette région, l'alcool constitue un article d'échange, une véritable monnaie. L'expérience a démontré que cette grande importation d'alcool est une véritable calamité. Tout ce que gagne le noir est converti en alcool. Dès qu'un indigène se livre à la boisson, tous les membres de sa famille imitent son exemple. On a vu des femmes donner des spiritueux à boire à des enfants au sein.

Dans les parties du Bas-Congo où l'usage de l'alcool date de loin, la mortalité est grande. Dans la zone du Kakongo, qui confine à la côte et au fleuve et où il y avait jadis une population dense, les villages sont actuellement rares; les nombreux cimetières avec leurs tombes garnies de bouteilles vides, situés dans des espaces déserts, témoignent que ce pays était très peuplé autrefois.

Là où l'infiltration des alcools est de date plus récente, les habitants diffèrent sensiblement des autres tant au physique qu'au moral. La différence est encore plus grande quand on compare les natifs du Haut-Congo, qui sont soustraits à l'influence des spiritueux d'impor-

tation, à ceux de la zone maritime. Les noirs de l'intérieur sont intelligents, fiers, soigneux de leur personne, robustes et bien bâtis; le contraire est vrai pour les habitants du bas-fleuve. Le noir qui ne boit pas a conscience de la dégradation que produit l'abus de l'alcool. Malheureusement, l'occasion lui fait trop souvent contracter des habitudes d'intempérance.

Ces considérations, M. le second Plénipotentiaire de l'Etat du Congo les a présentées pour faire comprendre l'importance que son Gouvernement attache à l'augmentation du droit en vue de protéger plus efficacement la population indigène.

Cet échange de vues, succédant aux communications faites à la précédente séance, révélait l'existence de certaines divergences, portant moins sur le but à atteindre que sur les moyens à employer pour le réaliser.

M. le Président formula en conséquence un projet transactionnel que nous reproduisons comme troisième annexe à ce rapport.

En présentant ce projet à l'Assemblée, M. le Baron Lambermont dit qu'il s'est attaché à faire dans la mesure du possible la part égale aux divers intérêts en cause.

En ce qui concerne le chiffre du droit, on se trouve en présence de points de départ très différents : à l'une des extrémités apparaît le chiffre de 100 francs, à l'autre celui de 50 francs, voire même de 30 francs. C'est entre ces deux extrémités qu'il faut chercher un chiffre transactionnel.

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne ayant émis qu'il serait utile d'assigner une durée assez longue au nouveau tarif afin de permettre au commerce de combiner ses opérations, le Président avait fait remarquer qu'en présence des transformations rapides qui s'opèrent en Afrique, il ne serait pas, quant à présent, conforme à la marche des faits d'immobiliser en quelque sorte le régime douanier et de régler pour dix ans les conditions du commerce. Il a, en conséquence, été amené à croire qu'une durée de six ans serait de nature à concilier ces deux points de vue.

De leur côté, les Représentants des Pays-Bas avaient recommandé d'éviter de passer trop brusquement à un chiffre élevé. Un système d'échelonnement des droits semblait donc de nature à leur donner satisfaction. Il paraît possible de combiner ces deux ordres d'idées en divisant, d'une part, la période de revision comme on l'a fait en 1890, et d'autre part en échelonnant les droits. C'est le système que consacre le projet, élaboré en vue de préparer les voies à un accord.

Le projet indique le chiffre de 60 francs pour la première période et celui de 75 francs pour la seconde. Le chiffre initial n'est qu'un peu au-dessus du chiffre de 50 francs, auquel plusieurs membres de la Commission se sont ralliés; il reste notablement au-dessous du taux de 100 francs proposé par les Plénipotentiaires anglais. Le chiffre de 75 francs, qui est le chiffre intermédiaire exact, ne serait atteint qu'à l'expiration de la première période. Les Gouvernements auront à apprécier si cette proposition transactionnelle peut être acceptée.

M. le Président donna ensuite lecture des paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er}. Ils ne font que reproduire les dispositions de l'Acte de Bruxelles.

L'article 2 (variante) de l'avant-projet n'étant, comme on l'a fait remarquer, que le commentaire du tarif, a été fusionné avec l'article 1^{er} dont il est devenu le paragraphe final.

Quant à l'article 2 du projet nouveau relatif au droit d'accise, on a repris exactement, pour sa rédaction, celle de l'article 93 de l'Acte général.

L'article 3 réserve aux Puissances qui n'ont jugé devoir se faire représenter à la présente Conférence, le droit d'adhérer à la future Convention.

L'article 4 concerne les ratifications et consacre, à cet égard, la procédure adoptée en 1890.

L'article 5 fixe la date du 1^{er} janvier 1900 comme celle de l'entrée en vigueur de la convention. On a cru pouvoir sans inconvénient réintégrer dans le projet la mention de l'époque à partir de laquelle le tarif pourra être appliqué. En effet, la Convention n'est pas destinée à être publiée dès maintenant, et il y a intérêt à ne pas s'exposer à voir différer sa mise en vigueur. Chaque Gouvernement restera libre d'ailleurs d'indiquer une date différente, s'il le juge bon. En tout cas, il a paru difficile d'en suggérer une plus rapprochée, en vue de laisser aux Gouvernements qui auraient à soumettre la Convention à l'approbation de Parlements, le temps nécessaire pour se mettre en règle à ce point de vue.

Le Président ajoute que les articles qui se trouvaient dans l'avant-projet et qui étaient relatifs aux zones de prohibition et à la falsification des alcools, ne figurent plus dans le projet actuel ; il en est de même de la stipulation qu'il s'agissait d'y introduire en ce qui concerne les chemins de fer. Il propose d'en faire l'objet, soit d'un Protocole qui serait annexé à la Convention, soit d'une insertion au Protocole.

On ne pouvait guère espérer la mise en discussion immédiate et sans examen préalable de ce projet. Sa présentation provoqua cependant une importante déclaration des Délégués portugais.

M. le Comte de Tovar rappela qu'il avait eu l'occasion, à la séance précédente, de montrer qu'en proposant d'élever le droit actuel au chiffre de 30 francs, le Portugal avait donné un témoignage de son désir de conciliation. Son Gouvernement a à tenir compte, dans la province d'Angola, de certains intérêts, dont la protection ne contrarie pas le but humanitaire qu'on poursuit. M. de Castilho a en effet montré à la Conférence de 1889-1890, que l'alcool fabriqué à Angola est infiniment moins nuisible que les spiritueux venant d'Europe. Il importe, du reste, de ne pas comparer des situations absolument différentes. Les mesures de rigueur se comprennent pour les pays neufs, habités par des indigènes restés sauvages ou à peu près, comme c'est le cas pour le Bas Congo, les régions du Togo, etc. Mais ces mesures ne se justifient plus dans des colonies de trois siècles, aussi civilisées que certaines contrées d'Europe, où les habitants noirs des ports et des grands centres industriels sont arrivés à un degré de culture bien supérieur à celui des habitants des régions que l'alcool n'atteint pas. Au surplus, la surveillance d'une police vigilante empêche les abus et réprime les excès.

Le Gouvernement portugais, voulant néanmoins donner un nou-

veau témoignage de ses sentiments humanitaires et de son esprit de conciliation, a autorisé Son Excellence à adhérer au chiffre de 50 fr.

« En faisant, ajoute le comte de Tovar, cette déclaration dont la haute portée sera, je n'en doute pas, dûment appréciée par la Conférence, je dois cependant ajouter que l'adhésion du Gouvernement portugais à l'élévation du droit actuel de 15 et de 25 francs au chiffre de 50 francs, dépend du maintien du *statu quo* reconnu ou établi par l'Acte général de Bruxelles, en tout ce qui ne concerne pas le point de la fixation du nouveau droit, objet exclusif de la revision et le seul auquel il puisse apporter sa collaboration dans cette Conférence. »

Le projet transactionnel, après avoir été soumis à l'examen des différents Gouvernements, fut discuté dans la séance du 10 mai.

M. Gohring exposa la manière de voir de son Gouvernement.

La question à laquelle le Gouvernement impérial attache la plus grande importance, est relative au traitement différentiel. Il est sans doute superflu de faire en ce moment un exposé complet des différents modes d'application du traitement différentiel. Il suffira d'attirer l'attention de la Commission sur les droits différentiels proprement dits et sur ceux qui concernent les produits de la fabrication intérieure.

Il existe des droits différentiels dans les colonies portugaises. Dans ces dernières, le droit sur les produits étrangers est triple de celui établi sur les produits nationaux, ce qui équivalait à une véritable prohibition.

En ce qui concerne les produits de la fabrication intérieure, M. le baron Lambertmont avait suggéré l'idée que le montant de l'accise fût équivalent au droit d'entrée, non pas seulement au droit conventionnel minimum, mais audroit d'entrée quelconque qui serait établi. Le Gouvernement impérial croyait même qu'en établissant cette équivalence entre les deux droits, on n'allait pas assez loin dans voie de la taxation des produits indigènes et que ceux-ci devraient être grévés plus fortement, d'abord à cause du bas prix de la matière première et de la main-d'œuvre, ensuite à cause de la proximité des lieux de production et de ceux de consommation, ce qui supprime à peu près les frais de transport. Enfin, parce que le contrôle s'exerce plus difficilement pour eux que pour les produits importés.

Il semblait, pour ces diverses raisons, que l'accise devait être supérieure au droit d'entrée qu'il s'agit d'établir. Aulieu de cela, on s'est arrêté dans le projet transactionnel au système de l'Acte général de Bruxelles qui limite au minimum du droit d'entrée la taxation obligatoire de la production intérieure.

Les Plénipotentiaires allemands sont d'avis qu'une pareille disposition n'est pas conforme au but que poursuit la Conférence.

L'Allemagne a dans cette question un intérêt particulier à raison du voisinage de ses colonies des possessions portugaises où la production intérieure a pris un développement considérable. Elle a fermé ses territoires du côté de la mer, mais aujourd'hui ses frontières intérieures sont menacées par l'invasion des produits qui sont d'autant plus recherchés qu'ils sont moins chers.

Elle considère le traitement différentiel en cette matière comme une source d'incertitudes pour le commerce et une prime à la contre-

bande. En s'imposant dans ses colonies des restrictions obligatoires, elle entre en campagne contre son propre commerce, mais en agissant de la sorte elle se croit en droit de demander que les autres Puissances, de leur côté, épuisent leurs moyens d'action et ne se bornent pas à agir contre les produits allemands en favorisant leurs propres produits. On a prétendu qu'on ne pouvait pas imposer de restriction à la liberté des Puissances d'établir chez elles un traitement différentiel, que ce serait porter atteinte à leur autonomie. Mais il est à remarquer que dans le bassin conventionnel du Congo, cette considération n'a pas empêché l'exclusion de tout droit différentiel. Et la Conférence actuelle, en fixant les droits sur les spiritueux, ne fait elle-même que restreindre la souveraineté des différents Gouvernements. Qu'on examine comme on le voudra la question dont il s'agit ici, elle présentera toujours une très grande importance. Aussi le Gouvernement impérial, en consentant dans la séance précédente à une augmentation du droit en vigueur, avait-il mis comme condition préalable la suppression de tout droit différentiel sur les spiritueux en Afrique.

Les instructions que viennent de recevoir les Plénipotentiaires allemands les autorisent à ne pas insister davantage sur cette condition. Le Gouvernement impérial a été d'avis que le terrain était actuellement trop préparé pour aborder la solution de cette question ; il a craint, en insistant, de provoquer un ajournement indéfini de la Conférence. Or, il ne veut pas amener un pareil résultat, d'abord parce qu'il désire être agréable aux Puissances représentées, ensuite parce qu'il prend en considération la situation particulière dans laquelle se trouve l'Etat Indépendant du Congo.

Un ajournement aurait pour conséquence de conserver à toutes les Puissances possessionnées en dehors du bassin conventionnel, la faculté d'élever leurs droits sur les spiritueux importés, tandis que l'Etat du Congo serait obligé de s'en tenir aux minima obligatoires de 15 et de 25 francs. Or, c'est surtout pour permettre au Gouvernement de l'Etat du Congo de se procurer des moyens d'action meilleurs que ceux dont il dispose que le Gouvernement allemand a voulu éviter un ajournement. Toutefois, il n'entend pas, en prenant cette résolution, que la question du droit différentiel soit écartée définitivement du débat. Il pense que cette question renaîtra un jour, et c'est dans cette pensée qu'il a chargé ses Plénipotentiaires de demander que le protocole de la Conférence renferme une déclaration ayant pour but de maintenir cette manière de voir du Gouvernement allemand et de réserver sa liberté d'action pour l'avenir. En ce qui concerne l'article 2, les Plénipotentiaires allemands désireraient que cet article fût formulé d'une façon différente, parce que la rédaction actuelle semble créer à nouveau le régime de faveur établi au profit des produits de la fabrication intérieure et aux dépens des produits importés. Peut-être pourrait-on se contenter d'une référence à l'article 93 de l'Acte général. Ils expriment également le vœu que le rapport répète ce qui a été dit dans le rapport de la première Conférence à savoir que la France et le Portugal reconnaissent que dans les possessions où existent des droits différentiels, le droit frappant les produits nationaux ne pourra être inférieur au minimum du droit d'entrée. Il

s'agit ici des droits différentiels proprement dits, tandis que l'article 2 ne vise que les taxes frappant les produits de la fabrication intérieure.

Les Plénipotentiaires allemands sont également autorisés à déclarer que leur Gouvernement, tout en jugeant que 50 francs constituent un chiffre raisonnable, ne s'oppose pas à l'établissement d'un droit de 60 francs par hectolitre à 50° centésimaux.

Ils n'ont rien à objecter non plus à la durée de la période de révision. Ils avaient originairement proposé dix ans, ils acceptent aujourd'hui la période de six ans.

Mais ils ont des objections à faire en ce qui concerne les deux étapes prévues dans cette période. Ils trouvent que la fixation d'une étape intermédiaire ne répond pas au but que la Conférence se propose. En effet, du moment que le commerce est prévenu qu'après un certain nombre d'années le droit sera augmenté, il cherchera naturellement à écouler le plus de marchandises possibles. Des stocks considérables se formeront, et comme les produits ne peuvent, en Afrique, se conserver longtemps en magasin sous peine de se détériorer, on les jettera en grande quantité sur le marché et on encouragera la consommation des spiritueux au lieu la de restreindre.

D'autre part, le commerce en général a intérêt à être assuré d'une certaine stabilité. Un régime nouveau a été établi récemment au Cameroun, et si la disposition dont il s'agit était adoptée, il faudrait le modifier de nouveau au bout de trois ans. C'est la perturbation dans les opérations commerciales que de stipuler de pareille étapes sans nécessité.

Dans cet ordre d'idées, un droit de 75 francs après trois ans ne paraît pas acceptable au Gouvernement allemand, tandis que le droit de 60 francs s'encadre parfaitement dans le régime actuellement en vigueur au Cameroun.

Cependant, il serait disposé à l'accorder dans une certaine mesure. L'Etat du Congo ayant déclaré qu'il se ralliait au chiffre de 100 francs proposé par l'Angleterre, les Plénipotentiaires allemands sont autorisés à consentir à ce que, dans le bassin conventionnel du Congo, le droit soit porté à 75 francs.

M. de Castilho demanda à présenter quelques observations en réponse aux affirmations de M. Gohring relativement à la fabrication des spiritueux dans les colonies portugaises, afin de le tranquilliser sur les dangers que cette fabrication présenterait, suivant lui, pour les possessions allemandes limitrophes.

À la côte orientale, dit-il, les possessions allemandes sont séparées des possessions portugaises par le fleuve Rowuma, et de plus, dans la partie nord de la province de Mozambique, il n'existe aucune fabrication de boissons distillées. Les indigènes seuls y fabriquent de l'alcool en très petite quantité et pour leur propre consommation.

L'invasion des possessions allemandes par les spiritueux fabriqués dans le Mozambique n'est donc pas à craindre, les distilleries de cette province se trouvant à une grande distance de la Rowuma.

Ce n'est que dans le voisinage du Zambèze, autour de Quilimane, que les premières distilleries se rencontrent.

La même observation peut être faite en ce qui concerne l'Angola,

séparé des possessions allemandes au sud-ouest par le Cunène. Le sud de l'Angola est stérile et inhabité. Ce n'est qu'à la côte, dans la baie d'Alexandre et la baie des Tigres (Great Fish bay), qu'on trouve une population d'une certaine importance, composée exclusivement de pêcheurs ne vivant que du produit de leur pêche.

Les distilleries les plus rapprochées de la frontière allemande sont établies à Mossamedes, à plus de 100 milles du Cunène, et les spiritueux qu'elles fabriquent ne pourraient pénétrer dans l'intérieur à cause des déserts qui leur font obstacle. Par conséquent, les possessions allemandes à la côte occidentale ne courent non plus aucun danger.

M. de Castilho a tenu à présenter les observations qui précèdent, uniquement afin que son silence ne pût être interprété comme un acquiescement aux allégations de M. le second Plénipotentiaire allemand.

Ensuite Sir F.-R. Plunkett donna lecture de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Britannique a examiné la proposition des Plénipotentiaires belges avec grand soin et avec le plus vif désir de concilier les intérêts en présence, mais il se trouve à regret empêché d'y donner une adhésion complète.

Il considère que le droit de 60 francs proposé comme minimum ne constituerait qu'une augmentation trop minime comparativement aux droits qui sont déjà établis en réalité, pour pouvoir être acceptée comme suffisante pendant une période d'une durée relativement longue.

De plus, ce minimum ne subirait, au bout de trois ans, qu'une augmentation peu importante, et il serait loisible à chaque Puissance de se refuser à prendre en considération toute augmentation ultérieure du droit pendant une nouvelle période de trois ans.

Comme transaction et dans le désir très sincère de concilier les divers intérêts en jeu, le Gouvernement Britannique proposerait un droit de 75 francs pour trois ans, et ensuite un droit de 100 francs. Ou bien il accepterait un droit minimum de 60 francs augmentant d'année en année de 10 francs sans limitation, mais sans stipulation quant à la période de durée.

Chacune des Puissances signataires se réserverait le droit de demander, quand elle le jugera convenable, que la question du chiffre des droits soit prise en reconsidération.

Nous devons rappeler à la Conférence que déjà, en 1889, le Gouvernement Britannique considérait le taux de 200 francs comme étant le seul offrant des chances suffisantes ; et que si, nous avons proposé un taux de 100 francs au début de la Conférence actuelle, c'était uniquement dans un esprit de conciliation, en vue de nous rapprocher de ce que nous supposons rentrer dans l'idée des autres Gouvernements et nullement comme un taux suffisant.

Nous avons déjà expliqué, dans la déclaration faite par M. Farnall à la première séance de la Commission, que l'expérience acquise dans nos colonies donne lieu de croire qu'un droit d'entrée élevé serait avantageux au commerce général, et il nous semble que les renseignements donnés par certains de nos Collègues et le résultat de

l'examen que nous avons pu faire des statistiques des colonies étrangères en Afrique, prouvent qu'il en est bien ainsi.

Je crois opportun de faire encore quelques observations à l'appui de la proposition que je viens de faire.

Nous nous trouvons actuellement, en Afrique, à la naissance pour ainsi d'une ère nouvelle. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur vont ouvrir au trafic des régions nouvelles ; d'importantes opérations commerciales vont probablement se faire. Or, aujourd'hui que l'on peut encore exercer une influence sur la marche des événements futurs, le Gouvernement Britannique désire vivement ouvrir la voie au commerce général et empêcher que les progrès de la civilisation ne tournent à l'avantage d'un commerce désastreux en facilitant la propagation des alcools. »

À la suite de cette déclaration, il fut momentanément sursis à l'examen de la question du taux du droit sur laquelle un accord complet n'avait pu jusqu'alors s'établir. Cependant, M. de Smet de Naeyer tint à remercier M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne des paroles qu'il venait de prononcer et qui marquent à la fois le désir de l'Allemagne de voir aboutir la Conférence et sa sympathie pour l'Etat du Congo.

Revenant à l'objet du débat, il constata que la Commission se trouvait en présence de trois propositions : celle des Plénipotentiaires allemands qui prévoit un taux unique de 60 francs ; le projet transactionnel dû à l'initiative des Représentant de la Belgique, et enfin la proposition anglaise qui vient d'être énoncée.

Les Plénipotentiaires de l'Etat du Congo, ajouta-t-il, forment des vœux pour que la Conférence aboutisse à une entente moyennant des sacrifices réciproques. Dans leur pensée, l'entente devrait se faire sur un chiffre unique s'appliquant à une période assez longue, afin d'éviter des variations de nature à favoriser la spéculation et à provoquer une recrudescence du trafic.

De son côté, M. le Président suggéra l'idée que l'entente pourrait peut-être se réaliser sur les bases suivantes :

Le droit serait fixé à 75 francs pour six ans. Chaque Puissance aurait la faculté de demander la révision avant cette échéance, mais la revision serait obligatoire à l'expiration de la période de six ans.

La revision obligatoire reportée à six ans offrirait au commerce une base plus stable pour ses opérations.

D'autre part, le chiffre du droit serait suffisamment élevé pour assurer pendant la période fixée la réalisation du but humanitaire qu'on poursuit. M. le Président recommanda cette combinaison à l'attention des Gouvernements.

Une nouvelle rédaction de l'article 1^{er} fut préparée en conséquence et distribuée. Elle constitue l'annexe n° 4, litt. A du rapport.

La Commission se réunit une dernière fois le 23 mai. À cette séance, les Plénipotentiaires firent successivement connaître les vues de leurs Gouvernements respectifs au sujet des propositions qui leur avaient été soumises à la fin de la séance précédente.

M. Gohring, sans revenir sur la question des spiritueux dans son ensemble, fit remarquer que le Gouvernement impérial se croyait tenu à une grande réserve à raison de la contradiction qu'il avait

signalée dans le fait de proscrire en quelque sorte les alcools à l'entrée, et d'en favoriser d'autre part le trafic au moyen de droits différentiels.

Pouvait-il imposer au commerce national des restrictions sans réclamer en échange une réforme du régime des droits différentiels?

Il se rend compte toutefois des difficultés très grandes qu'il rencontrerait sur ce terrain et comprend qu'il risquerait, en insistant, de provoquer l'échec de la Conférence. Il n'a pas voulu jusque-là, et il a résolu d'abandonner pour le moment la question des droits différentiels, quelque importante qu'elle soit, et de se borner à formuler une déclaration dans laquelle il maintiendra sa manière de voir à cet égard, et se réservera sa complète liberté d'action pour l'avenir.

Cependant, le maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les droits différentiels, entraîne pour le Gouvernement allemand l'impossibilité de consentir à une augmentation trop considérable du droit d'entrée sur les spiritueux. Il ne faut pas que l'on se demande en Allemagne pourquoi le Gouvernement impérial croit devoir faire la guerre aux produits de l'industrie nationale, alors que d'autres Puissances agissent dans un sens tout opposé.

Les Plénipotentiaires allemands ont proposé au début le droit de 60 francs comme droit minimum. Toutefois, le Gouvernement Britannique insistant sur l'adoption d'un chiffre plus élevé en se fondant sur le résultat d'expériences faites dans les colonies anglaises, le Gouvernement impérial, bien que les données recueillies par lui dans les colonies allemandes ne concordent pas absolument avec les appréciations des Plénipotentiaires britanniques, ne veut pas se séparer de l'Angleterre sur cette question. Après avoir examiné à nouveau jusqu'où il pouvait aller sans compromettre la situation du commerce dans ses colonies, il en est arrivé à proposer le chiffre de 50 francs, sous le bénéfice toutefois d'une exception d'une portée secondaire pour l'œuvre envisagée dans son ensemble, mais d'une grande importance pour l'Allemagne.

Cette exception qui touche un peu aux intérêts de l'Angleterre et de la France, à l'exclusion de ceux des autres Puissances, ne paraît pas de nature à rendre une entente difficile. Elle concerne le Togoland, colonie neuve, dont les débuts ont été assez pénibles, où les voies de communication sont encore insuffisantes, et dont le commerce n'est pas dans des mains puissantes. Supprimer subitement le commerce des spiritueux dans ces contrées, ce serait faire disparaître un des instruments habituels d'échange, désorganiser le trafic et compromettre jusqu'à l'avenir des cultures.

Ces effets se feront sentir d'une façon d'autant plus sensible que l'écart entre le droit nouveau et le droit ancien sera plus considérable.

(A suivre).

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

GRAND-DUCHÉ DE BADE — SUISSE

Déclaration concernant les transports militaires sur les chemins de fer.

(29 août/4 septembre 1899.)

Les dispositions arrêtées pour les transports militaires sur le chemin de fer badois Bâle-Schaffhouse-Constance, par les articles 32 et 36 du traité du 27 juillet 1852, relatif à la continuation du chemin de fer badois sur le territoire suisse, ont été remplacées par celles de l'article 3 du protocole signé à Carlsruhe le 9 juillet 1867 par les plénipotentiaires de la Suisse et du grand-duché de Bade. Cet article 3 est de la teneur suivante :

« Afin de faciliter les rapports de frontière et de voisinage en temps de paix, le passage par chemin de fer sur le territoire des deux États, sans avis préalable, de militaires voyageant isolément ou en détachements de moins de 30 hommes avec armes non chargées, sans munitions et la baïonnette au fourreau, ainsi que de fonctionnaires et employés armés de l'administration publique, continue à être permis.

« Toutefois, chacun des deux États se réserve expressément le droit d'interdire ce passage pour le cas et dans le temps où l'intérêt de sa sécurité ou de sa neutralité l'exigerait. »

Le Conseil fédéral suisse et le gouvernement du Grand-Duché de Bade, étant convenus, par l'échange de leurs déclarations des 18 et 24 janvier 1898, d'appliquer aussi cette disposition au chemin de fer d'Eglisau à Schaffhouse, ont décidé, en outre :

« Que le transport, en transit, de recrues et de réservistes doit toujours être autorisé de part et d'autre, quand les conditions ci-dessus sont remplies et que la troupe armée ne compte pas plus de 30 hommes. »

Pour constater cette entente d'une manière authentique, le Conseil fédéral suisse l'a consignée dans la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration identique dressée par le ministère des affaires étrangères du Grand-Duché de Bade.

Berne, le 29 août 1899.

Au nom du Conseil fédéral suisse,
Le président de la Confédération :
 (L. S.) : MULLER.

Le premier vice-chancelier :
 SCHATZMANN.

ITALIE — SUISSE

Déclaration concernant la célébration des mariages.

(Fait à Berne, le 23 septembre 1899.)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant régler d'un commun accord les formalités à accomplir par les ressortissants des deux Etats pour la célébration des mariages, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les Suisses qui veulent contracter mariage en Italie avec des Italiennes et les Italiens qui veulent contracter mariage en Suisse avec des Suissesses ne seront plus obligés à l'avenir, une fois qu'ils auront justifié de leur nationalité, de prouver, par la présentation d'attestations des autorités de leur pays, qu'ils transmettront par le mariage leur nationalité à leur future femme et aux enfants à naître de ce mariage et qu'en conséquence ils seront, sur demande, reçus de nouveau, après la célébration du mariage, dans leur pays d'origine avec leur famille.

Art. 2. — Les ressortissants des deux Etats sont tenus de présenter une attestation de l'autorité compétente de leur pays, constatant qu'aucun obstacle connu ne s'oppose, d'après le droit civil de leur patrie, à la célébration du mariage.

Cette attestation est délivrée par les officiers de l'état-civil qui ont procédé à la publication des promesses de mariage. Elle consiste en une déclaration en ces termes, inscrite sur le certificat de publication.

« L'officier de l'état civil de..... déclare qu'il a, sans qu'aucune opposition ait été notifiée, procédé aux publications du mariage..... et que rien ne s'oppose, en conformité des lois....., à la célébration dudit mariage. »

La légalisation, par les autorités suisses et italiennes compétentes, de la signature des officiers de l'état civil suisses et italiens implique la déclaration de la compétence de ces derniers pour délivrer l'attestation susdite.

Art. 3. — La déclaration échangée entre les deux gouvernements sous la date du 15/29 novembre 1890, ainsi que l'acte complémentaire du 11 mars 1892, sont abrogés.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par le chef du

Département fédéral de Justice et Police, dûment autorisé, pour être échangée contre une déclaration analogue du gouvernement italien.

Fait à Berne, le 23 septembre 1899.

(L. S.) : BRENNER.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler d'un commun accord les formalités à accomplir par les ressortissants des deux Etats pour la célébration des mariages, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les italiens qui veulent contracter mariage en Suisse avec des Suissesses et les Suisses qui veulent contracter mariage en Italie avec des italiennes ne seront plus obligés à l'avenir, une fois qu'ils auront justifié de leur nationalité, de prouver, par la présentation d'attestations des autorités de leur pays, qu'ils transmettront par le mariage leur nationalité à leur future femme et aux enfants à naître de ce mariage et qu'en conséquence ils seront, sur demande, reçus de nouveau, après la célébration du mariage, dans leur pays d'origine avec leur famille.

Art. 2. — Les ressortissants des deux Etats sont tenus de présenter une attestation de l'autorité compétente de leur pays, constatant qu'aucun obstacle connu ne s'oppose, d'après le droit civil de leur patrie, à la célébration du mariage.

Cette attestation est délivrée par les officiers de l'état civil qui ont procédé à la publication des promesses de mariage. Elle consiste en une déclaration en ces termes, inscrite sur le certificat de publication.

« L'officier de l'état civil de..... déclare qu'il a, sans qu'aucune opposition ait été notifiée, procédé aux publications du mariage..... et que rien ne s'oppose, en conformité des lois....., à la célébration dudit mariage. »

La légalisation, par les autorités italiennes et suisses compétentes, de la signature des officiers de l'état civil italiens et suisses implique la déclaration de la compétence de ces derniers pour délivrer l'attestation susdite.

Art. 3. — La déclaration échangée entre les deux gouvernements sous la date du 15/29 novembre 1890, ainsi que l'acte complémentaire du 11 mars 1892, sont abrogés.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie près la Confédération suisse, dûment autorisé, pour être échangée contre une déclaration analogue du gouvernement fédéral suisse.

Fait à Berne, le 23 septembre 1899.

(L. S.) : RIVA.

SUISSE

Abrogation de Conventions littéraires avec divers Etats.

Le Conseil fédéral suisse, considérant qu'en exécution des ordres du Conseil fédéral, la légation de Suisse à Rome a dénoncé la convention avec l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, du 22 juillet 1868,

Arrête :

1. La convention entre la Suisse et l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique du 22 juillet 1868 cesse d'être en vigueur le 17 novembre 1899.

2. Le présent arrêté sera publié dans la *Feuille fédérale* et dans le *Recueil officiel* des lois et ordonnances.

Berne, le 17 novembre 1899.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le vice-président :

HAUSER.

Le 1^{er} vice-chancelier :

SCHATZMANN.

Le Conseil fédéral suisse, considérant qu'en exécution des ordres du Conseil fédéral, la légation de Suisse à Berlin a dénoncé la convention avec la Confédération de l'Allemagne du nord pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, du 13 mai 1869 (*Recueil officiel*, IX. 798);

Considérant que, d'après les négociations qui ont eu lieu en vue de l'abrogation de cette convention, il faut exclure de la dénonciation susmentionnée l'arrangement concernant la reconnaissance réciproque des sociétés par actions et des sociétés anonymes (*Recueil officiel*, IX. 811), arrangement pris quand fut signée la convention dont il s'agit ;

Sur la proposition de son Département de Justice et de Police,

Arrête :

1. La convention entre la Confédération suisse et la Confédération de l'Allemagne du nord (Empire allemand) du 13 mai 1869 cesse d'être en vigueur le 18 novembre 1899.

2. Est excepté de cette disposition l'arrangement contenu au protocole final de la convention en question du 13 mai 1869, arrangement concernant la reconnaissance réciproque des sociétés par actions et des sociétés anonymes.

3. Le présent arrêté sera publié dans la *Feuille fédérale* et dans le *Recueil officiel* des lois et ordonnances.

Berne, le 17 novembre 1899.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le vice-président :

HAUSER.

Le 1^{er} vice-chancelier :

SCHATZMANN.

Il est rappelé au public que les conventions avec la France, du 23 février 1882, concernant la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (*Recueil officiel*, nouv. série, VI. 382), et la garantie réciproque des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux, des dessins et des modèles industriels, ont été, sur l'ordre du Conseil fédéral, dénoncées par la légation de Suisse à Paris, le 21 janvier 1891, et que par suite elles ont cessé d'être en vigueur le 31 janvier 1892.

Il est rappelé, en outre, que la convention avec la Belgique concernant la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique du 25 avril 1867 a été dénoncée par le Conseil fédéral et a cessé d'être en vigueur le 7 mai 1890.

Berne, le 17 novembre 1899.

Au nom du Conseil fédéral :
CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES

PROTOCOLES DE LA CONFÉRENCE

CHARGÉE DE REVISER

LE RÉGIME DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE

(Suite et fin) (1)

Le droit de 70 francs représenterait, à peu de chose près, le quintuple du droit actuellement perçu. En effet, le tarif de 22 Marks ne s'applique qu'à l'hectolitre à 100°, ce qui donne le chiffre de 15 francs pour l'hectolitre à 50°.

Au surplus, il ne faut pas perdre de vue que ce tarif, relativement bas, a été en quelque sorte imposé à l'Allemagne. Elle aurait préféré faire au Togo ce qu'elle a fait au Cameroun : habituer le commerce à une augmentation graduelle du droit d'entrée. Mais ici elle se trouvait liée, d'un côté par sa convention avec l'Angleterre ; de l'autre, par la nécessité de tenir compte de l'état de choses existant au Dahomey, et de son intérêt à maintenir son tarif au niveau de celui de cette colonie. Dès lors, si le commerce n'est pas préparé à une forte augmentation du droit, on ne saurait en faire un grief à l'Allemagne. En tout cas, si l'on demande au Gouvernement impérial de fermer les yeux sur le régime de faveur dont jouissent certaines colonies, on ne peut en même temps lui demander d'abandonner les intérêts de ses propres colonies. C'est pourquoi il ne pourrait souscrire pour Togo à un droit supérieur à 60 francs.

En résumé, les Plénipotentiaires allemands sont chargés de proposer le chiffre de 70 francs comme minimum général, et celui de 60 francs pour la colonie allemande de Togo.

Ils sont autorisés à adopter toutes les autres clauses du projet, et ils espèrent que l'entente pourra s'établir sur ces bases.

M. Gérard fait connaître que le Gouvernement français accepte la nouvelle rédaction de l'article premier, sauf en ce qui concerne la revision facultative. Son Excellence rappelle que son Gouvernement a adhéré successivement à toutes les propositions transactionnelles qui ont été présentées. C'est à ce titre qu'il s'est rallié en dernier lieu au droit de 75 francs pour une période de six ans. Mais que le chiffre

(1) V. plus haut, p. 90-128.

adopté soit 70 ou 75 francs, le Gouvernement français estime que la fixité du tarif s'impose pendant une période de six ans. En posant le principe d'une revision facultative qui pourrait être demandée au début même de cette période, au lendemain pour ainsi dire de la nouvelle tarification, ne risque-t-on pas d'émettre un doute, de porter un jugement moins favorable sur l'efficacité de la solution adoptée par la Conférence ?

Il serait peut-être assez délicat, au moment même où un accord est consacré, de paraître en infirmer la valeur. Sans doute, il s'agit d'une revision purement facultative. Mais pourquoi dès lors poser un principe que l'opposition d'une seule puissance est de nature à rendre illusoire ? Il n'est pas excessif de laisser au nouveau régime à établir une fixité de six ans, que le Gouvernement français considère comme pleinement justifiée.

En ce qui concerne l'exception demandée par les Plénipotentiaires d'Allemagne pour la colonie de Togo, M. le Ministre de France ne pourra qu'en référer à son Gouvernement. Il exprime l'espoir que l'entente ne sera pas de ce chef impossible à réaliser.

Sir F.-R. Plunkett déclare que le Gouvernement Britannique aurait préféré le droit transactionnel de 75 francs. Toutefois, l'Allemagne ayant exprimé le désir de le voir modifier, il a, dans un esprit de conciliation et pour arriver à un arrangement, autorisé ses Plénipotentiaires à accepter la proposition de fixer le droit minimum à 70 fr. pour toute l'étendue de la zone, sauf en ce qui concerne le Togo, où il serait réduit à 60 francs.

Dans ces conditions, on pouvait espérer que toutes les difficultés auraient été résolues. Mais le Gouvernement français vient, par l'organe de son Représentant, de faire une réserve sur un point auquel le Gouvernement Britannique attache une grande importance. Elle concerne la clause de la revision facultative pendant la période de six ans.

M. le Ministre d'Angleterre ne pense pas, comme on l'a prétendu, que cette clause soit sans utilité pratique. Chacun sait que si l'Angleterre s'est résignée à accepter le taux du droit proposé, c'est uniquement en vue d'arriver à une solution. Mais elle considère que ce droit est insuffisant pour remédier aux abus que l'on veut combattre et dont l'expérience ne tardera pas à démontrer l'existence. Elle a, par conséquent, voulu laisser une porte ouverte à la revision dans le cas où la nécessité viendrait à s'en faire sentir.

Si encore le droit avait été fixé à 75 francs, elle aurait peut-être pu transiger sur ce point, mais avec la réduction à laquelle elle vient de consentir, cette clause lui paraît d'autant plus importante, et, pour le moment, elle ne peut que la maintenir. Pour le reste, le Gouvernement Britannique accepte le projet transactionnel tel qu'il a été formulé.

Répondant à l'observation par laquelle M. le Ministre d'Angleterre a terminé sa déclaration, M. le Ministre de France fait remarquer que le chiffre de 75 francs a été accepté par le Gouvernement de la République, qui se trouve sur ce point d'accord avec le Gouvernement Britannique. Mais les considérations sur lesquelles le Gouvernement français s'appuie pour écarter la revision facultative conservent

à ses yeux toute leur valeur, lors même que le droit se trouve abaissé au chiffre de 70 francs.

M. Cantagalli dit qu'il est autorisé par son Gouvernement à accepter les différents articles du projet transactionnel ainsi que les trois formules de rédaction du protocole. Toutefois, ses instructions et ses pouvoirs lui laissent une latitude suffisante pour lui permettre, à la suite des observations présentées par le second Plénipotentiaire d'Allemagne, et qui méritent d'être prises en considération, de se rallier aux chiffres moindres qu'il a proposés, à savoir 70 et 60 fr.

M. le Ministre d'Italie ajoute qu'il a été heureux d'avoir pu contribuer pour sa part à faciliter une entente, et il espère que celle-ci pourra se réaliser à brève échéance.

M. de Pestel déclare que son Gouvernement l'autorise à se rallier à la dernière formule proposée, et à adhérer à toute proposition qui serait de nature à conduire à un accord définitif. Tout en acceptant le chiffre de 75 francs, il est prêt à accepter les chiffres moindres proposés par les Plénipotentiaires allemands.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions lui permettent d'accepter le chiffre de 75 francs. Il croit inutile de rappeler que le Portugal, après avoir proposé un chiffre initial de 30 francs, a successivement adhéré aux droits de 50, 60 et 75 francs. Il a voulu témoigner ainsi de ses sentiments de conciliation et de son désir d'arriver à une entente, malgré les sacrifices qui devaient résulter pour lui de l'établissement de ces droits élevés. Cependant, il subordonne son adhésion au retrait de la clause qui prévoit la revision facultative pendant la période de six ans.

Le Gouvernement portugais est d'avis qu'après avoir élevé le droit dans des proportions aussi considérables, il serait incompatible avec la sûreté des opérations commerciales de créer un état d'incertitude comme celui qui résulterait de la clause dont il s'agit.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de l'article 1^{er} qui prévoit l'augmentation ou la diminution proportionnelle du droit au-dessus ou au-dessous de 50°, il voudrait que l'on remplaçât le mot « sera » par celui de « pourra », afin de rendre cette disposition facultative et non impérative.

M. le comte de Tovar manifesta ensuite le désir de présenter quelques observations personnelles au sujet de ce qu'avait dit M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne relativement aux droits différentiels, non en vue de discuter l'opinion qu'il avait émise, mais pour que son silence ne pût être considéré comme un manque d'égards vis-à-vis de son collègue.

M. Gohring, en réponse à l'objection qui lui avait été faite que la proposition allemande tendant à la suppression des droits différentiels impliquait une atteinte aux droits de souveraineté des Puissances, a dit que toutes les résolutions qu'avait en vue la présente Conférence limitaient en réalité ces droits de souveraineté. Cela est tout à fait exact; mais quand les Puissances consentent ici à apporter des restrictions à la liberté d'action qui leur appartient, les concessions qu'elles se montrent disposées à faire sur ce terrain, elles les font dans un but humanitaire et civilisateur : chacune, à ce point de vue, fait ce qu'elle croit pouvoir faire; si on vient exiger d'elles des concessions semblables au nom d'intérêts matériels, alors ces conces-

sions en appellent d'autres en échange, et l'on ne négocie plus un traité ayant un but de civilisation, mais un traité de commerce. A l'époque de la première Conférence, lord Vivian, parlant de la revision du régime des spiritueux, a dit qu'elle se ferait au nom de l'humanité. Or, on ne voit pas en quoi l'existence des droits différentiels peut léser les droits de l'humanité. Le but de la Conférence actuelle est limité : elle n'a à s'occuper d'autre chose que de la revision du taux du droit en vigueur ; mais en supposant qu'elle eût les pouvoirs nécessaires pour traiter la question des droits différentiels, il semble qu'elle aurait tout intérêt à les maintenir là où ils existent. Il est évident, en effet, que, si on les supprime, on favorise la concurrence des alcools étrangers ; ceux-ci entreront en plus grande quantité et le but que l'on poursuit ne sera pas atteint.

Le Gouvernement portugais, ainsi que Son Excellence l'a déjà annoncé, a saisi récemment sa législature d'un projet de loi élevant le droit d'accise en vue d'encourager la fabrication du sucre de canne. Si on venait à lui demander de supprimer les droits différentiels, à quoi lui aurait servi d'inaugurer cette nouvelle politique financière, si en même temps on l'empêche d'enrayer l'introduction des alcools étrangers, qui sont beaucoup plus pernicieux pour l'indigène que les alcools fabriqués dans le pays même ?

Carathéodory Efendi rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de déclarer que le Gouvernement ottoman était disposé à souscrire aux mesures les plus radicales. Ses instructions lui donnent la plus grande latitude pour se rallier aux résolutions qui seront prises par la majorité. Il accepte donc le chiffre de 75 francs, de même que tout autre chiffre sur lequel l'Assemblée se sera mise d'accord. A ce propos M. le Ministre de Turquie désirerait, dans un esprit de conciliation, pouvoir présenter une observation personnelle.

Il lui semble que les quelques difficultés qui restent à régler pourraient être aisément surmontées si les Parties en remettaient la solution au Président qui remplirait dans l'occurrence les fonctions d'arbitre. Ainsi, l'Angleterre est d'avis que la revision du régime doit être facultative pendant tout le cours de la période de six ans ; la France et le Portugal font opposition à cette manière de voir. Si chacune de ces Puissances maintient son opinion, l'entente deviendra impossible. Qu'est-ce qui empêcherait de confier au Président, dans la sagesse et l'habileté duquel chacun a pleine confiance, le soin de décider comment cette revision facultative pourra s'exercer ?

En supposant que l'Angleterre, après quelque temps, jugeant que la revision est devenue nécessaire, fasse une proposition en ce sens, et qu'une des Puissances intéressées s'y oppose, qu'arrivera-t-il dans ce cas ? La Conférence se réunira-t-elle ou non ? Et si elle se réunit sans tenir compte de cette opposition, quelle valeur pratique pourront avoir ses résolutions à défaut d'unanimité ? Il serait donc de beaucoup préférable que le Président décidât, par exemple, que la revision facultative ne pourra se faire que dans certaines conditions ; qu'on fera un premier essai ; qu'après un certain délai la proposition de revision pourra être introduite. Sur ces bases, l'Angleterre qui a déjà fait preuve de conciliation en abaissant le chiffre du droit qu'elle avait proposé primitivement, pourrait arriver à une entente avec la France et le Portugal, et toute difficulté serait écartée.

Sir F.-R. Plunkett dit qu'il n'est pas autorisé à accepter la procédure suggérée par M. le Ministre de Turquie.

Il restait à connaître la manière de voir du Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo.

M. de Smet de Naeyer dit que les Plénipotentiaires du Congo auraient été tout disposés à accepter le chiffre de 75 francs du projet transactionnel, mais puisque celui de 70 francs est actuellement proposé, ils déclarent pouvoir s'y rallier.

M. de Smet de Naeyer exprime ensuite la surprise que lui a fait éprouver l'amendement suggéré par M. le comte de Tovar et tendant à rendre facultative l'augmentation proportionnelle du droit stipulé. Cet amendement, s'il était adopté, équivaldrait à une réduction de 50 o/o du taux du droit. Il espère que M. le Ministre de Portugal n'insistera pas sur sa proposition.

M. le comte de Tovar ayant déclaré que telles sont les instructions reçues de son Gouvernement, M. de Smet de Naeyer fait ressortir la gravité des conséquences qui résultent de la proposition de M. le Ministre de Portugal et le prie d'insister auprès de son Gouvernement pour qu'il ne maintienne pas cette réserve qu'il considère comme destructive de toute l'œuvre de la Conférence.

Sir F.-R. Plunkett partage entièrement cette manière de voir.

M. le Président dit qu'il est entendu que M. le comte de Tovar fera connaître à son Gouvernement que l'opinion de la Commission est contraire à l'amendement qu'il a proposé.

Après que M. le Ministre d'Espagne eut déclaré que son Gouvernement se rallie au projet transactionnel et aux chiffres proposés par les Plénipotentiaires allemands, le débat sur la question du droit d'entrée fut clôturé,

M. le Président le résuma.

La Convention elle-même, dit-il, n'est plus en question ; le chiffre du droit à établir ne soulève plus de difficulté, l'accord s'étant fait sur celui de 70 francs. La clause de revision facultative, toutefois, peut encore donner lieu à quelque hésitation.

Cette clause ayant été proposée par lui dans un esprit de conciliation, il lui paraît assez difficile de la combattre. Toutefois, il n'a pas la certitude qu'elle ait été généralement bien comprise.

Elle n'implique pas, en effet, pour chaque Puissance, la faculté de dénoncer la Convention pendant la durée de la période de six ans, mais seulement la faculté d'en demander la revision.

Elle peut, jusqu'à un certain point, rassurer les esprits de ceux qui trouveront que la Conférence n'a pas été assez loin dans les mesures qu'elle a arrêtées.

Mais d'autre part, ainsi que l'a dit M. le Ministre de France, elle implique un jugement peu flatteur sur l'œuvre accomplie en commun par les Gouvernements représentés. De plus, en tant que démonstration de l'insuffisance du taux du droit établi, il ne faut pas perdre de vue que le chiffre proposé représente plus du quadruple du droit minimum actuellement en vigueur. Il est évident, dans ces conditions, que la simple comparaison des chiffres constituera pour l'opinion publique une démonstration plus probante qu'une clause de revision facultative que l'opposition d'une seule partie peut rendre inefficace.

opportun, un régime de taxes différentielles destiné à favoriser la fabrication indigène. La Conférence de 1889-1890 s'est prononcée en ce sens. C'est, du moins, ce qui résulte du rapport de sa Commission technique. Il ajouta toutefois que ses observations avaient un caractère purement général et absolument désintéressé, puisque d'une part l'Etat du Congo interdit, par la création d'une zone de prohibition, toute fabrication de spiritueux dans la plus grande partie de son territoire et que, d'autre part, l'Acte général de Bruxelles ne lui permet pas l'établissement d'un régime différentiel.

M. le Président ne put se rallier d'une façon absolue à cette manière de voir, ni quant à la question de droit ni surtout quant au but à atteindre.

Si l'on veut protéger les indigènes contre l'importation des alcools étrangers, il ne faut pas que la prime offerte à la fabrication intérieure stérilise ces efforts. S'il y a des boissons indigènes inoffensives, il y en a qui ne le sont pas, et l'on sait que la préférence des noirs va aux spiritueux de mauvaise qualité.

La Conférence de 1889-1890 n'a pas voulu encourager la production indigène. Elle a nettement marqué son intention en stipulant que le droit d'accise ne serait pas inférieur au droit d'entrée.

Toutefois la question, en ce qui concerne le territoire situé en dehors du bassin conventionnel du Congo, n'a pas été définitivement résolue à cette époque, certaines puissances ayant formulé des réserves.

Les réserves de M. le Ministre de Portugal avaient encore un autre objet. Son Excellence contestait à la Conférence la compétence nécessaire pour s'occuper d'autres questions que celles de la revision de l'article 92 de l'Acte général. Elle persistait à croire que la Conférence actuelle avait été convoquée en vue de procéder à la revision dudit article et non à celle de l'article 93.

M. le Président lui répondit que l'article 92 ne pouvait pas être séparé de l'article 93.

La question du droit d'accise ne reçut pas de solution dans la séance du 21 avril.

Elle fut reprise dans celle du 26 avril.

M. le Président posa la question de savoir si l'entente ne pourrait s'établir, dans le cas où il serait admis que l'article 3 ne s'appliquerait qu'aux régions où la fabrication indigène n'existe pas. Il ajouta toutefois qu'il préférerait le système qu'il avait déjà énoncé et qui lui paraissait plus conforme au but poursuivi.

La discussion sur ce point fut remise après que M. le Président eut exprimé sa confiance que le Portugal, qui a contribué à l'œuvre de 1890, ne se séparera pas du concert des Puissances sur une question qui a une réelle importance au point de vue de la préservation des populations indigènes de l'Afrique.

La question du droit d'accise ne fut pas encore définitivement résolue dans la séance du 26 avril.

Elle fut reprise à celle du 10 mai.

M. Göhring rappela qu'en ce qui concerne les produits de la fabrication intérieure, M. le Baron Lambermont avait suggéré l'idée que le montant de l'accise fût équivalent au droit d'entrée, non pas seu-

lement au minimum conventionnel, mais au droit d'entrée quel qu'il soit. Le Gouvernement impérial croyait même, pour diverses raisons, que l'accise aurait dû être supérieure au droit d'entrée qu'il s'agit d'établir. En tous cas, les Plénipotentiaires allemands désiraient que l'article fût formulé d'une façon différente, la rédaction proposée semblant créer à nouveau le régime de faveur adopté au profit des produits de la fabrication intérieure. Peut-être pourrait-on se contenter d'une référence à l'article 93 de l'Acte général ?

M. le Président fit remarquer de son côté que l'article, tel qu'il est rédigé, pourrait laisser croire qu'on se trouve en présence d'une disposition nouvelle, alors qu'on ne fait que constater un engagement souscrit précédemment par les Puissances, et dont la Conférence actuelle n'a pas pris l'initiative. Il serait utile toutefois de faire ressortir ce caractère dans la rédaction même; on donnerait ainsi satisfaction au désir exprimé par M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne.

L'article serait rédigé de la façon suivante : « Ainsi qu'il résulte de l'article 93 de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 92 dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise. Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article 1^{er} de la présente convention (1). » On marquerait de la sorte qu'il n'y a que rappel d'une prescription liant déjà les Gouvernements.

M. le Comte de Tovar, tout en renouvelant ses réserves générales au sujet de la compétence de la Conférence, déclare que la rédaction nouvelle qu'il soumettra à son Gouvernement ne lui paraît pas, à première vue, devoir soulever d'objection de sa part.

La question se reproduisit à la séance du 23 mai.

M. le Ministre de Portugal dit que son Gouvernement maintient l'opinion qu'il a exprimée dès l'origine quant à la compétence de la Conférence.

Toutefois, il n'a pas de motif pour s'opposer à ce que l'article 2 soit maintenu dans la présente Convention avec la rédaction qui lui a été donnée et qui est conforme à celle de l'article 93 de l'Acte de 1890.

§ 3. *Propositions relatives aux mesures complémentaires en vue de limiter le trafic des spiritueux.*

L'article 4 de l'avant-projet porte :

« Les Puissances s'engagent à soumettre à un nouvel examen les zones de prohibition précisées à l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles, en vue de les étendre autant que possible et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de spiritueux par leurs frontières intérieures dans les dites zones de prohibition. »

Au cours de la discussion, ce texte fut complété par un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Les Puissances prendront les mesures nécessaires pour empê-

(1) Voir annexe 4, littéra B.

« cher que les chemins de fer établis ou à établir de la côte vers l'intérieur, ne servent à l'introduction des spiritueux dans les zones de prohibition. »

En soumettant ces textes à la Commission, M. le Président dit que certaines Puissances ont jugé opportun de profiter de l'occasion pour recommander des mesures d'exécution complémentaires destinées à rendre plus efficace la protection des indigènes. Les zones de prohibition ont été considérées par la Conférence de 1889-1890 comme le correctif de l'insuffisance du tarif. On ne veut pas que le commerce des spiritueux s'étendant en Afrique y fasse, pour ainsi dire, tache d'huile.

Le danger est plus grand aujourd'hui que les voies de pénétration sont plus nombreuses et plus perfectionnées.

En 1889-1890, on s'est borné à stipuler que les Puissances notifiaient leurs zones de prohibition sans préciser davantage. On ne pouvait aller au delà à une époque où les limites des possessions de plusieurs des contractants étaient encore plus ou moins indéterminées. Actuellement, les frontières sont presque partout fixées, les territoires cadastrés. La nouvelle convention se borne à rappeler aux Puissances l'engagement qu'elles ont pris d'établir des zones de prohibition.

Elle ajoute une disposition visant l'infiltration des spiritueux par les frontières intérieures, en prenant soin de n'imprimer à cette disposition que le caractère d'une simple mesure d'exécution.

Cet exposé des motifs rencontra l'adhésion complète des Plénipotentiaires britanniques. Sir F.-R. Plunkett affirma le prix que le Gouvernement de la Reine attache aux zones de prohibition et à leur protection. La manière dont certaines colonies sont en quelque sorte enchevêtrées, rend les efforts isolés à peu près inefficaces. On ferait un grand pas si, tout en respectant le principe de la souveraineté, on arrivait à un arrangement établissant des zones de prohibition là où l'utilité en serait démontrée. C'est pour la colonie du Niger et celles qu'il l'environne que le danger est le plus immédiat. Jusqu'ici les alcools ne pénétraient guère à l'intérieur. Bientôt ils seront envoyés par chemins de fer et par bateaux à vapeur. Si l'on ne prend pas des mesures sérieuses, le mal s'étendra considérablement. Ce que nous voulons, ajoute Sir F.-R. Plunkett, ce n'est pas fermer les marchés existants, mais empêcher de nouveaux centres de débit. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'étendre les zones de prohibition.

Mais l'article 4 donna lieu à des réserves de la part de M. le comte de Tovar. A son avis, la question ne rentre pas dans l'objet précis de la Conférence, c'est-à-dire la revision du tarif.

M. Gérard partage la manière de voir de M. le Ministre du Portugal. Il lui paraît que l'article 4 s'écarte des limites dans lesquelles la revision prévue par l'Acte général de Bruxelles doit être poursuivie. L'article 92 de cet Acte vise uniquement la revision de la tarification adoptée à cette époque. Il convient de s'en tenir au seul mandat dont la nouvelle Conférence soit régulièrement investie.

On peut se demander, au surplus, si les dispositions proposées dans l'article 4 ne font pas double emploi avec certaines clauses impératives de l'Acte général de Bruxelles. Pourquoi les reprendre si

elles se suffisent à elles-mêmes ? Et n'est-il pas préférable de rester dans les limites que tracent les prescriptions formelles de l'article 92 en vertu desquelles la Conférence est réunie ?

Sir F.-R. Plunkett insiste au contraire pour le maintien au projet de l'article 4. Son Gouvernement ne demande pas à la Conférence de fixer elle-même les limites des zones de prohibition, mais il voudrait profiter de l'occasion pour en faire admettre non seulement l'utilité, mais encore la nécessité.

M. Gérard ne croit pas que la Conférence ait qualité pour revenir sur la question des zones de prohibition telle qu'elle est réglée par l'Acte général de Bruxelles.

D'ailleurs, dans les termes où il est conçu, l'article 4 proposé tend à l'expression d'un vœu plutôt qu'à la stipulation de nouvelles mesures. Appartient-il à la Conférence, dont l'objet est nettement défini dans les lettres de convocation, d'entrer dans la voie où on veut l'engager ? Les vœux que l'on propose ne sauraient en eux-mêmes que rencontrer l'adhésion unanime des Gouvernements. Mais il appartient aux Puissances intéressées d'en assurer la réalisation dans leur pleine liberté d'action.

Telles sont à cet égard les vues du Gouvernement de la République, qui est toujours disposé à se montrer favorable à toute mesure propre à faciliter l'œuvre que poursuit la Conférence.

M. le Président répond à ces observations. Il ne croit pas que l'on puisse se prévaloir du fait que l'invitation à la Conférence ne mentionne que la revision de l'article 92 pour exclure du programme des questions se rattachant à l'objet de la réunion.

Il rappelle ce qui se passe à propos des traités de commerce. Dans les négociations commerciales, on n'a pas tout fait quand on a arrêté le chiffre d'un droit de douane ; on règle aussi les mesures d'exécution, et c'est là l'objet d'un protocole qui accompagne très souvent les traités de commerce.

Cela peut être surtout nécessaire lorsque, comme dans le cas présent, un intervalle de six ans peut avoir changé les circonstances en vue desquelles on avait fait un arrangement précédent. La compétence quant à la détermination des droits d'entrée implique la compétence quant aux mesures d'exécution. La forme qui leur serait donnée peut varier.

Certaines propositions prennent la forme de vœux insérés soit dans le traité, soit dans les protocoles. Ces vœux servent à éclairer les Puissances et se recommandent à leur attention.

En présence des réserves formulées par MM. les Ministres de France et de Portugal, la question fut laissée en suspens.

Elle se repréenta à la séance du 26 avril.

M. Gérard rappelle les objections qui, à ses yeux, rendent inutile la rédaction proposée. Les prescriptions relatives aux zones de prohibition ont déjà trouvé leur expression dans l'Acte général de Bruxelles. Le Gouvernement français n'ignore pas les obligations qu'elles lui imposent : il y satisfait dans la mesure compatible avec l'étendue considérable des territoires de l'intérieur placés dans sa sphère d'action. Les explorateurs et officiers français, notamment M. Binger, ont pu constater que les alcools de traite n'ont pas péné-

tré, à proprement parler, dans les hinterlands des possessions françaises de l'Ouest Africain. La contamination de ces régions n'est pas à craindre et la France se considère comme suffisamment armée avec les prescriptions de l'Acte général de Bruxelles.

M. Farnall fait remarquer que l'article 4 serait une garantie de plus. Ce que la Grande-Bretagne voudrait, c'est d'être assurée du concours de ses voisins pour les zones intérieures au même degré que pour la zone totale.

M. Gérard n'a pas à préjuger la réponse du Gouvernement français sur ce point, mais il croit que la Conférence ne saurait l'aborder utilement.

M. de Smet de Naeyer insiste sur l'utilité du texte proposé. En le défendant, il a principalement en vue le cas des colonies voisines d'autres colonies dans lesquelles n'auraient pas été tracées de zones de prohibition. La Conférence semble pouvoir émettre le vœu que les précautions nécessaires soient prises pour éviter la contamination des premières par les secondes. C'est un des cas visés à l'article 4.

L'article 94 de l'Acte général serait suffisant si on pouvait l'appliquer aux deux espèces de zones : aussi bien à la zone générale de l'article 90, qu'aux zones dont parle l'article 91. Mais il ne stipule rien pour ces dernières. Cette lacune, l'article 4 vient la combler. Alors que l'article 91 ne vise que ce que chaque Puissance est tenue de faire sur son propre territoire, l'article 4 du projet renferme une clause destinée à préserver des infiltrations les colonies limitrophes. En Europe, les Etats voisins font des arrangements en vue de parer à ce danger ; la Belgique a un accord à ce sujet avec la France ; elle en a un autre avec les Pays-Bas.

M. le premier Plénipotentiaire du Congo fait des vœux pour qu'en Afrique une entente s'établisse dans ce sens.

Sir F.-R. Plunkett appuya cette manière de voir et insista sur le prix que la Grande-Bretagne attacherait à être assurée du concours de ses voisins pour les zones intérieures au même degré que pour la zone totale.

De son côté, M. le Président revint sur une observation qu'il avait déjà présentée. Il fit remarquer que la forme à donner aux mesures proposées était une question secondaire ; que rien n'empêcherait, le cas échéant, de les faire figurer au Protocole comme constituant des mesures d'exécution destinées à faire produire au régime nouveau établi par la Conférence, quant au tarif, les meilleurs résultats.

Il resterait à trouver la formule. Peut-être pourrait-on en adopter une qui serait plus élastique encore et qui s'inspirerait des observations présentées par M. le Ministre de France.

M. le Baron Lambermont insista surtout sur l'importance, au point de vue de l'extension du commerce des spiritueux, de la question des chemins de fer.

Si l'on veut éviter les abus, il faut aviser. On peut se demander si le moment est venu de le faire. Mais il serait certainement utile d'indiquer dès à présent le principe. Il est hors de doute que les chemins de fer devront faire l'objet d'une réglementation. Les voies de communication se multiplient, le commerce s'étend. On ne pourra plus prétendre bientôt que les spiritueux ne pénètrent pas dans les hinterlands et que les zones de prohibition se protègent d'elles-mêmes.

M. le Président estime en conséquence qu'il faudrait mentionner ce point, sinon dans la Convention, du moins au Protocole.

Des observations analogues furent présentées au sujet de l'article 5 de l'avant-projet, lequel était ainsi conçu : « Les Puissances avisent au moyen d'empêcher dans la mesure du possible l'importation des spiritueux falsifiés. »

En donnant lecture de cet article, M. le Président a rappelé que la question des falsifications a fait l'objet, en 1889, d'une proposition due à l'initiative de M. Sanford. Le second Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique avait suggéré d'établir un système de contrôle. La Conférence, qui touchait à sa fin, n'a pas jugé qu'il lui restât le temps nécessaire pour en faire l'objet d'un examen approfondi. Elle s'est bornée à l'expression d'un vœu, lequel fut inséré dans les Protocoles. Le projet reprend la même idée, mais en laissant les mesures d'exécution à l'appréciation des Puissances. Chacune d'elles a des lois sur la falsification des denrées alimentaires, et il lui appartient de veiller à leur exécution, spécialement en ce qui concerne les spiritueux. Les Puissances ne prendraient donc d'autre engagement que celui de veiller à l'application de leur législation et d'examiner quelles seraient éventuellement les mesures à prendre pour atteindre le but que l'on a en vue. Il semble que dans ces conditions l'article peut être accepté sans difficulté.

En ce qui concerne l'article 5 proposé, M. Gérard se réfère à ses précédentes observations. Les objections que cet article soulève à ses yeux sont les mêmes que celles qu'il a déjà formulées sur l'article 4. Il se réserve d'ailleurs d'en référer pour l'un et pour l'autre à son Gouvernement, qui n'a pas eu connaissance de ces deux clauses.

Le projet transactionnel présenté à la séance du 29 avril réservait pour le protocole, sous forme de vœux, les dispositions des articles 4 et 5 du projet primitif et leur donnait, pour tenir compte des observations de M. le Ministre de France, une rédaction nouvelle, dont les termes sont reproduits à l'annexe n° 3.

Elles furent soumises à l'examen de la Commission dans sa séance du 10 mai.

Tout en rappelant ses réserves antérieures, M. Gérard s'est déclaré prêt, si la Conférence insistait pour le maintien des dispositions projetées, à se rallier à une rédaction qui trouverait place dans l'un des protocoles et qui n'impliquerait aucun caractère impératif. Il demande en conséquence de substituer dans les formules aux mots « devoir » et « nécessaires » les mots « opportunité et convenance » et les mots « propres à ».

Sans s'opposer aux remaniements proposés, M. le Président ne crut pas pouvoir se rallier entièrement à la manière de voir de M. le Ministre de France en ce qui concerne l'opportunité qu'il y aurait de restreindre l'emploi dans les protocoles de certaines formules qui, sans avoir la portée d'engagements formels, peuvent néanmoins avoir leur raison d'être et offrir une utilité réelle.

On trouve parfois ainsi le moyen de parer à des inconvénients graves et d'échapper à des dissidences qui pourraient devenir dangereuses. Peut-être, ajoute le Président, risquerions-nous de ne pas rencontrer une approbation générale, notamment aux prochaines

assises de La Haye, si nous repoussions le moyen de recourir au Protocole pour résoudre certaines difficultés.

D'ailleurs, cette pratique n'est pas nouvelle ; c'est ainsi qu'au Congrès de Paris on a joint aux clauses obligatoires du traité des vœux insérés dans le Protocole. M. le Président fait cette observation uniquement en vue de ne pas laisser infliger en quelque sorte un désaveu à une procédure dont on s'est servi autrefois non sans avantage. Cette réserve faite, il n'a aucune difficulté à admettre les modifications de rédaction proposées par Son Excellence.

En ce qui concerne la formule relative aux chemins de fer, M. Gérard se demandait si cette formule ne faisait pas double emploi avec celle qui vise l'infiltration des spiritueux par les diverses voies de communication des frontières intérieures dans les zones de prohibition. Les termes généraux de cette dernière formule embrassent les chemins de fer et les voies navigables. Il estimait donc que l'on pourrait fusionner les deux formules en une seule.

M. de Smet de Naeyer fit observer que la disposition concernant les chemins de fer a une portée plus générale et qu'elle a pour but d'empêcher la pénétration des spiritueux même en dehors des zones de prohibition.

A la suite de ces observations, le texte des déclarations à insérer au protocole fut provisoirement arrêté dans les termes suivants :

« Les Puissances signataires ou adhérentes se réservent d'examiner et de prendre s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles.

« La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

« La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article 90 de l'Acte général de Bruxelles. »

Les autres dispositions du projet primitif, c'est-à-dire les articles 3, 4 et 5, n'ont pas donné lieu à difficultés.

M. le Président fit remarquer à propos de l'article 4 qu'on doit chercher à hâter l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention, afin de laisser le moins de marge possible à la spéculation. Toutefois, il y aurait peut-être lieu, pour tenir compte des convenances parlementaires de certaines Puissances, de reculer quelque peu la date de l'entrée en vigueur et de la reporter au 1^{er} février.

M. le comte de Tovar dit que son Gouvernement désire que la rédaction des articles 4 et 5 soit empruntée textuellement à celle des articles 99 et 100 de l'Acte général de Bruxelles. Les Chambres, en Portugal, ne se réunissent qu'en janvier. Les travaux parlementaires

ne commencent guère avant le mois suivant. Le Gouvernement portugais se trouverait donc dans l'impossibilité matérielle d'être prêt en temps utile, si la date de l'entrée en vigueur était fixée au 1^{er} janvier ou même au 1^{er} février.

M. le Président dit qu'on a suivi dans le projet la procédure tracée en 1890, mais en l'abrégeant. On avait cru pouvoir lui donner un caractère moins sacramentel et mieux adapté, semblait-il, au degré d'importance de la Convention. Il ne voit toutefois aucune objection à ce qu'il soit donné satisfaction sous ce rapport à M. le Ministre de Portugal. Il serait cependant désirable que l'entrée en vigueur ne fût pas reculée au delà d'une certaine limite. Le texte de l'Acte général ne fixe pas de date précise; il se borne à indiquer le soixantième jour après celui où aura été dressé le Protocole de dépôt des ratifications. Il suffirait donc qu'une Puissance ne fût pas en mesure d'adresser sa ratification avant le mois de mai prochain pour que l'entrée en vigueur fût reportée au mois de juillet suivant. Ce serait regrettable à tous les points de vue.

M. le Président ne s'oppose pas à ce que l'on s'en rapporte pour les articles 4 et 5 au texte de l'Acte général, mais il exprime en même temps le vœu de voir les Puissances faire les diligences nécessaires en vue de hâter, autant que possible, l'envoi de leurs ratifications.

M. le comte de Tovar dit que son Gouvernement ne désire nullement retarder l'exécution des engagements qu'il aura souscrits. Mais il se trouve lié par certains usages, certaines nécessités parlementaires. Il fera néanmoins ce qui dépend de lui pour adresser sa ratification dans le plus bref délai possible.

M. le Président compte sur le bon vouloir du Gouvernement portugais.

M. de Smet de Naeyer se demande si l'on ne pourrait pas réduire à trente jours le délai prévu par l'Acte général.

Sir F.-R. Plunkett adhère à cette manière de voir.

M. le Président fait remarquer que c'est à dessein que la Conférence de 1889-1890 a fixé le terme relativement long de soixante jours. A cette époque, dans plusieurs des colonies où l'Acte général devait recevoir son application, tout ou presque tout était à créer. Le traité lui-même était une œuvre vaste, comportant un ensemble de mesures d'application qu'il fallait laisser le temps de combiner et de préparer. Aujourd'hui, la situation est bien différente: les institutions fonctionnent partout et les instructions peuvent se transmettre dans des conditions de célérité beaucoup plus grandes. Le Président estime en conséquence qu'un terme de trente jours serait suffisant, et il en propose l'adoption.

M. le comte de Tovar promet d'en référer à son Gouvernement.

Une nouvelle formule de rédaction des articles 3, 4 et 5 (voir annexe n° 4 littéra B) fut préparée et distribuée.

A la séance suivante, M. le comte de Tovar présenta une observation à propos de l'article 5, d'après lequel la Convention doit entrer en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes le trentième jour à partir de celui où sera dressé le protocole de dépôt des ratifications.

Il fit remarquer que les mots « dans toutes les possessions » étaient trop vagues.

Il a été fait droit à cette observation par l'addition des mots : « situées dans la zone déterminée par l'article 90 de l'Acte général de Bruxelles ».

Messieurs, les rapporteurs auxquels vous avez confié la tâche de vous rendre compte des travaux de la Commission, croient vous en avoir présenté, dans les lignes qui précèdent, un complet et fidèle résumé.

Si, comme il arrive dans toutes les délibérations auxquelles prennent part un grand nombre de Puissances, des divergences de vues ou d'intérêts ont pu se manifester, les débats, grâce aux dispositions conciliantes montrées par les divers Gouvernements, autorisent l'espoir que l'entente définitive ne saurait tarder à être consacrée.

Le Président,

BON LAMBERMONT.

Les Rapporteurs :

GOHRING, A. VAN MALDEGHEM,
H. DROOGMANS, J. DELONCLE,
H. FARNALL, AUGUSTO DE
CASTILHO.

ANNEXE N° 2

Avant-projet de Convention

Article premier. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention et pendant une période de trois ans, le droit d'entrée sur les spiritueux tel qu'il est réglé par l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, sera porté à francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte Général.

A l'expiration de cette période, le droit sera soumis à révision, en prenant pour base les résultats produits par les tarifications précédentes.

Les Puissances examineront à ce moment si le minimum de francs peut être élevé et porté à un maximum de francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux.

Art. 2. — Le droit sur les spiritueux prévu à l'article précédent sera réduit proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Il sera augmenté dans une proportion triple pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux.

Art. 2 (variante). — Le droit sur les spiritueux prévu à l'article précédent sera augmenté ou diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Art. 3. — Le droit d'accise prévu par l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles ne sera pas inférieur au droit d'entrée fixé à l'article premier.

Art. 4. — Les Puissances s'engagent à soumettre à un nouvel examen les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles, en vue de les étendre autant que possible et de

prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux par leurs frontières intérieures dans lesdites zones de prohibition.

Art. 5. — Les Puissances aviseront au moyen d'empêcher dans la mesure du possible l'importation des spiritueux falsifiés.

Art. 6. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Art. 7. — La présente Convention sera ratifiée dans le délai le plus court possible et en tout cas avant la fin de l'année courante.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Il en sera de même des adhésions.

Art. 8. — La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

ANNEXE N° 3

Projet transactionnel

Article premier. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention et pendant une période de trois ans, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, sera porté à 60 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit acte général.

A l'expiration de cette période, le droit sera porté à 75 francs pendant une nouvelle période de trois années.

Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà des minima fixés par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Les droits d'entrée stipulés aux §§ 1 et 2 du présent article seront augmentés ou diminués proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Art. 2. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur aux minima des droits d'entrée fixés par l'article 1^{er} de la présente Convention.

Art. 3. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée dans le délai le plus court possible et en tout cas avant la fin de l'année courante.

Chaque puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Il en sera de même des adhésions.

Art. 5. — La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Pour le Protocole

Les Puissances ayant des possessions limitrophes en Afrique se réservent de s'entendre entre elles en vue de prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant au devoir pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions nécessaires pour prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles.

ANNEXE N° 4 (A).

Nouvelles formules de rédaction

Article premier. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général, au taux de 75 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, pendant une période de six ans.

Pendant cette période, les parties contractantes se réservent le droit de procéder, sur la demande d'une d'entre elles, à une nouvelle revision du droit, en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

S'il n'a pas été fait usage de cette faculté, la revision aura lieu de plein droit à l'expiration de la sixième année.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté ou diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

(B)

Articles 2, 3, 4 et 5.

Art. 2. — Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII du dit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article premier de la présente Convention.

Art. 3. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires de la présente Convention. Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Art. 5. — La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes le trentième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

C.

Pour le Protocole

Les Puissances signataires et adhérentes se réservent d'examiner et de prendre, s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance

pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles.

Protocole n° III. — Séance du 7 juin 1899.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles ; M. le Dr Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique : M. le baron Lambermont, Ministre d'Etat ; M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne : Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'Etat ; M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France : Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne : Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles ; M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie : Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas : Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal : Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie : Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège : Son Excellence le comte Fersen Gyldestolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie : Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président propose à la Conférence de procéder à une seconde et dernière lecture du projet de Convention, en vue d'en arrêter le texte définitif. Il rappelle que, indépendamment de certaines modifications de détail suggérées au cours de la séance précédente, il restait à connaître la réponse des Gouvernements anglais et portugais au sujet de la proposition faite par M. le Ministre de France d'étendre au Dahomey l'exception consentie en faveur du Togo.

Sir F.-R. Plunkett dit que les Plénipotentiaires britanniques sont autorisés à accepter le chiffre de 60 francs pour le Dahomey comme pour le Togo.

M. le comte de Tovar annonce que son Gouvernement se rallie également à la proposition de M. le Ministre de France.

M. de Giers dit qu'il a les pouvoirs nécessaires pour accepter, au nom du Gouvernement Impérial, le projet de Convention dans la forme qui lui a été donnée en dernier lieu.

M. le Président procède ensuite à la lecture du Préambule et des articles de la Convention, ainsi que des formules destinées à figurer au Protocole. Il rappelle que, sur la proposition de M. le premier Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant du Congo, le paragraphe de l'article 1^{er} relatif à l'augmentation et à la diminution proportionnelles a été placé à la suite de celui qui concerne le Togo et le Dahomey, pour bien marquer que l'augmentation ou la réduction proportionnelle s'applique au droit exceptionnel de 60 francs au même titre qu'au tarif général de 50 francs.

M. de Smet de Naeyer fait observer, à propos du paragraphe qui concerne la revision du tarif, qu'il doit être bien entendu que dans le cas où la revision ne se ferait pas à l'expiration de la période de six ans, le minimum fixé par la Convention restera en vigueur.

Sir F.-R. Plunkett se rallie entièrement à cette manière de voir et demande qu'il en soit fait mention au Protocole.

M. le Président dit que l'on s'est déjà trouvé d'accord pour interpréter dans ce sens l'article 92 de l'Acte général de Bruxelles ; aucun dissentiment ne s'est élevé sur ce point. En tout cas, il reste convenu, et le Protocole en gardera la trace, que, si la revision n'a pas lieu à l'échéance fixée, le *statu quo* sera maintenu.

M. le Président donne lecture de l'article 2.

M. de Smet de Naeyer dit qu'il doit être entendu que le droit d'accise devra, comme le droit d'entrée, être augmenté proportionnellement pour les alcools au-dessus de 50 degrés.

Sir F.-R. Plunkett estime qu'il conviendrait de constater au Protocole l'accord sur ce point.

M. le comte de Tovar dit que n'ayant pas eu à discuter la question qui fait l'objet de l'article 2 du projet de Convention, son Gouvernement considérant que ce point est en dehors de la compétence de la Conférence, il se trouve pour cette raison même dans l'impossibilité de se prononcer sur l'interprétation qui lui est donnée aujourd'hui par M. le Premier Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant du Congo.

M. le Président dit que l'exactitude de cette interprétation ne saurait être contestée en elle-même.

Il est certain, en effet, que le droit d'accise, ne pouvant être inférieur au minimum fixé par la Convention, doit suivre le sort de ce minimum et augmenter proportionnellement avec lui. M. le baron Lambermont a l'entière confiance que le Gouvernement portugais interprète dans le même sens la disposition dont il s'agit.

Sir F.-R. Plunkett partage complètement cette manière de voir. Il pense qu'aucune dissidence n'existe quant au fond sur ce point. Il serait utile toutefois que le Protocole le constatât.

M. le Président dit qu'il sera acté au Protocole que sauf l'observation présentée par M. le Ministre de Portugal, la Conférence a été unanime pour interpréter l'article 2 dans le sens qu'il vient d'indiquer.

Les autres articles du projet ne donnent lieu à aucune observation. Il en est de même des recommandations rédigées sous forme de vœux qui doivent figurer au Protocole de la séance de clôture.

M. le Président propose à la Conférence de se réunir le lendemain pour procéder à la clôture de ses travaux et à la signature de la Convention. Le Protocole de cette séance renfermera le texte des déclara-

tions que MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne et d'Angleterre se sont réservé de faire à la séance de clôture.

M. Gérard estime, en ce qui regarde les vœux dont l'expression, ainsi qu'il a été convenu, doit figurer au Protocole de la séance finale, qu'il serait bon de déterminer la façon dont ces vœux seront introduits. Il demande si ce n'est pas M. le Président de la Conférence qui pourrait prendre l'initiative de les introduire. Cette procédure semble la plus naturelle et la plus indiquée.

M. le Président dit qu'il sera procédé de la manière suggérée par M. le Ministre de France.

La séance est levée à midi.

ALVENSLEBEN, GÖHRING, Baron LAM-
BERMONT, A. VAN MALDEGHEM, W.-
R. de VILLA-URRUTIA, P. de SMET de
NAEYER, H. DROOGMANS, A. GÉRARD,
F.-R. PLUNKETT, H. FARNALL, R.
CANTAGALLI, R. de PESTEL, Comte de
TOVAR, N. de GIERS, Aug.-F. GYL-
DENSTOLPE, Et. CARATHÉODORY.

Certifié conforme à l'original :

Arthurs RAIKES.

Ch. SEEGER.

Comte André de ROBIANO.

Protocole n° IV. — Séance du 8 juin 1899.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles ; M. le Dr Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique : M. le baron Lambermont, Ministre d'Etat ; M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne : Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'Etat ; M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France : Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne : Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles ; M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie : Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas : Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal : Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre du Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie : Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège : Son Excellence le comte Fersen Gyldestolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie : Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président annonce aux Plénipotentiaires qu'ils ont été convoqués pour procéder à la clôture de leurs travaux et pour signer la Convention issue de leurs délibérations.

M. le comte d'Alvensleben donne lecture de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Impérial a dû insister sur la contradiction qui, selon sa manière de voir, existe entre la lutte engagée contre le trafic des spiritueux en général et la protection accordée dans quelques colonies africaines à certains spiritueux grâce à un traitement différentiel s'accroissant de plus en plus.

Dans ces conditions, le Gouvernement Impérial devait se demander sérieusement s'il n'y avait pas lieu pour lui de subordonner son concours dans la présente Conférence à une réforme en ce qui concerne la question du traitement différentiel. Si le Gouvernement Impérial se montre prêt néanmoins à signer le nouvel acte, il y a consenti afin de donner une preuve du prix qu'il attache à amener un accord entre toutes les Puissances intéressées. Toutefois, le Gouvernement Allemand se voit obligé de déclarer d'une manière formelle que, lors d'une révision future, il subordonnera son concours à l'aspect général que présentera à ce moment la question du traitement différentiel des spiritueux en Afrique. »

Sir F.-R. Plunkett donne à son tour lecture d'une déclaration rédigée en ces termes :

« Conformément à la réserve que les Plénipotentiaires britanniques ont faite à la séance du 30 mai, ils viennent constater par la présente déclaration qu'en acceptant le taux du droit minimum admis par la Conférence pour une période de six ans, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne reconnaît nullement que ce taux soit suffisant.

S'il s'est rallié à ce chiffre, c'est uniquement en vue de ne pas compromettre le succès des travaux de la Conférence ; mais il ne regrette pas moins très sincèrement qu'il n'ait pas été possible d'obtenir l'assentiment de la Conférence à un chiffre plus élevé.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a également chargé ses Plénipotentiaires d'exprimer son vif désir de voir augmenter le minimum à l'expiration de la période de six ans fixée par la présente Convention ; il se plaît à espérer que si la nécessité d'une révision se faisait sentir avant cette échéance, les Puissances représentées ne se refuseraient pas à examiner à nouveau la question du taux du droit, dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté Britannique les inviterait à le faire. »

M. le Président dit que, conformément aux décisions déjà prises par la Conférence, il y a lieu de placer dans le Protocole de la séance

de clôture les recommandations suivantes sous forme de vœux, qui ont été adoptées par l'Assemblée :

« Les Puissances signataires et adhérentes se réservent d'examiner et de prendre, s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

« La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

« La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles. »

Carathéodory Efendi déclare que les instructions qui lui ont été transmises par son Gouvernement sont conçues de manière à laisser à son appréciation le point de savoir s'il peut signer la Convention. Toutefois, comme il n'a pas reçu jusqu'à présent d'autorisation formelle à cet égard, Son Excellence désire, bien qu'il n'y ait aucun doute que cette autorisation ne lui soit accordée, qu'il soit acté au Protocole que sa signature n'a été donnée qu'*ad referendum*.

M. le comte de Tovar déclare également ne pouvoir donner sa signature qu'*ad referendum*. Les pouvoirs qui lui ont été remis ne lui permettent pas pour le moment d'aller au delà. Son Excellence ajoute qu'Elle ne doute aucunement que le Gouvernement portugais ne ratifie sa signature.

Carathéodory Efendi prononce ensuite les paroles suivantes :

Messieurs, j'ai eu l'occasion, à différentes reprises déjà, d'exprimer les sentiments d'admiration que nous avons éprouvés tous pour la manière dont les débats de cette Conférence ont été conduits par notre Président. Je croirais offenser sa modestie en y insistant davantage aujourd'hui. Qu'il me permette de lui dire cependant que nous le remercions pour les efforts qu'il a apportés à l'œuvre commune et que nous le félicitons pour l'heureuse issue de nos travaux.

Je m'adresse en même temps à lui pour le prier de transmettre à M. de Favereau l'expression de notre gratitude pour l'intérêt avec lequel il a suivi nos délibérations et pour l'extrême courtoisie avec laquelle il a bien voulu mettre ses salons à notre disposition. Le corps diplomatique connaît depuis longtemps les sentiments dont le Gouvernement belge est animé à son égard ; le Ministre des Affaires Etrangères vient de leur donner une nouvelle consécration.

J'adresse également mes remerciements à Messieurs les membres du Bureau ; ils ont été non seulement les secrétaires de la Conférence, mais encore pour chacun des Plénipotentiaires des collaborateurs dévoués.

M. le Président répond en ces termes :

Messieurs,

Les compliments si gracieux et si affectueux que M. le Ministre de Turquie veut bien m'adresser, et auxquels vous vous associez, me vont au cœur. Je l'en remercie, je vous en remercie tous. Souffrez cependant que je n'en garde qu'une modeste part. Si nous pouvons nous féliciter de l'accord qui va être signé, c'est grâce à votre concours éclairé, grâce aussi à votre patience, souvent mise à l'épreuve, que ce résultat a pu être obtenu. Quant à moi, je regarderai comme l'un des moments les plus heureux de ma carrière, déjà si longue, celui où j'ai eu l'honneur de réunir les suffrages de mériter l'indulgence d'une telle Assemblée.

Messieurs, je n'aurais pas rendu toute ma pensée si je la renfermais dans cette enceinte. Dans toute négociation où des intérêts divers sont en cause, l'entente ne peut s'établir qu'au prix de concessions mutuelles. Je crois remplir un devoir de la Présidence en rendant hommage encore une fois au bon vouloir manifesté par les Puissances pour l'œuvre de la Conférence.

L'intérêt attaché à notre mission était d'ailleurs légitime et justifié. Il ne saurait se mesurer sur la simple comparaison entre tel ou tel droit de douane. Envisagé à un point de vue plus élevé, il est l'un des éléments ou des facteurs de cette grande croisade qui honorera l'époque contemporaine et qui poursuit la rédemption et la civilisation des races si malheureuses de l'Afrique.

Messieurs, n'eussions-nous qu'aïdés au succès de cette généreuse entreprise, nous pouvons, nous aussi, dire avant de nous séparer : nous n'avons pas perdu notre journée.

M. Cantagalli croit répondre aux sentiments de l'Assemblée en adressant ses remerciements à MM. les Délégués dont la compétence et les lumières ont grandement facilité la tâche des Plénipotentiaires.

M. Farnall remercie, au nom du Délégué britannique, M. le Ministre d'Italie pour les paroles qu'il vient de prononcer.

Les autres Plénipotentiaires s'associent à M. le second Plénipotentiaire britannique au nom de leurs délégués respectifs.

Il est procédé ensuite, par tous les Plénipotentiaires, à la signature de la Convention.

Cette formalité étant accomplie, M. le Président déclare que la mission de la Conférence est terminée et prononce la cloture de ses travaux.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

ALVENSLEBEN. — GÖHRING. — Baron
LAMBERMONT. — A. VAN MALDE-
GHEM. — W.-R. DE VILLA-URRUTIA.
— P. de SMET de NAEYER. — H.
DROOGMANS. — A. GÉRARD. — F.-
R. PLUNKETT. — H. FARNALL. — R.
CANTAGALLI. — R. de PESTEL. —
Comte de TOVAR. — N. de GIERS. —

de clôture les recommandations suivantes sous forme de vœux, qui ont été adoptées par l'Assemblée :

« Les Puissances signataires et adhérentes se réservent d'examiner et de prendre, s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

« La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

« La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles. »

Carathéodory Efendi déclare que les instructions qui lui ont été transmises par son Gouvernement sont conçues de manière à laisser à son appréciation le point de savoir s'il peut signer la Convention. Toutefois, comme il n'a pas reçu jusqu'à présent d'autorisation formelle à cet égard, Son Excellence désire, bien qu'il n'y ait aucun doute que cette autorisation ne lui soit accordée, qu'il soit acté au Protocole que sa signature n'a été donnée qu'*ad referendum*.

M. le comte de Tovar déclare également ne pouvoir donner sa signature qu'*ad referendum*. Les pouvoirs qui lui ont été remis ne lui permettent pas pour le moment d'aller au delà. Son Excellence ajoute qu'Elle ne doute aucunement que le Gouvernement portugais ne ratifie sa signature.

Carathéodory Efendi prononce ensuite les paroles suivantes :

Messieurs, j'ai eu l'occasion, à différentes reprises déjà, d'exprimer les sentiments d'admiration que nous avons éprouvés tous pour la manière dont les débats de cette Conférence ont été conduits par notre Président. Je croirais offenser sa modestie en y insistant davantage aujourd'hui. Qu'il me permette de lui dire cependant que nous le remercions pour les efforts qu'il a apportés à l'œuvre commune et que nous le félicitons pour l'heureuse issue de nos travaux.

Je m'adresse en même temps à lui pour le prier de transmettre à M. de Favereau l'expression de notre gratitude pour l'intérêt avec lequel il a suivi nos délibérations et pour l'extrême courtoisie avec laquelle il a bien voulu mettre ses salons à notre disposition. Le corps diplomatique connaît depuis longtemps les sentiments dont le Gouvernement belge est animé à son égard; le Ministre des Affaires Etrangères vient de leur donner une nouvelle consécration.

J'adresse également mes remerciements à Messieurs les membres du Bureau; ils ont été non seulement les secrétaires de la Conférence, mais encore pour chacun des Plénipotentiaires des collaborateurs dévoués.

M. le Président répond en ces termes :

Messieurs,

Les compliments si gracieux et si affectueux que M. le Ministre de Turquie veut bien m'adresser, et auxquels vous vous associez, me vont au cœur. Je l'en remercie, je vous en remercie tous. Souffrez cependant que je n'en garde qu'une modeste part. Si nous pouvons nous féliciter de l'accord qui va être signé, c'est grâce à votre concours éclairé, grâce aussi à votre patience, souvent mise à l'épreuve, que ce résultat a pu être obtenu. Quant à moi, je regarderai comme l'un des moments les plus heureux de ma carrière, déjà si longue, celui où j'ai eu l'honneur de réunir les suffrages de mériter l'indulgence d'une telle Assemblée.

Messieurs, je n'aurais pas rendu toute ma pensée si je la renfermais dans cette enceinte. Dans toute négociation où des intérêts divers sont en cause, l'entente ne peut s'établir qu'au prix de concessions mutuelles. Je crois remplir un devoir de la Présidence en rendant hommage encore une fois au bon vouloir manifesté par les Puissances pour l'œuvre de la Conférence.

L'intérêt attaché à notre mission était d'ailleurs légitime et justifié. Il ne saurait se mesurer sur la simple comparaison entre tel ou tel droit de douane. Envisagé à un point de vue plus élevé, il est l'un des éléments ou des facteurs de cette grande croisade qui honorera l'époque contemporaine et qui poursuit la rédemption et la civilisation des races si malheureuses de l'Afrique.

Messieurs, n'eussions-nous qu'aidés au succès de cette généreuse entreprise, nous pouvons, nous aussi, dire avant de nous séparer : nous n'avons pas perdu notre journée.

M. Cantagalli croit répondre aux sentiments de l'Assemblée en adressant ses remerciements à MM. les Délégués dont la compétence et les lumières ont grandement facilité la tâche des Plénipotentiaires.

M. Farnall remercie, au nom du Délégué britannique, M. le Ministre d'Italie pour les paroles qu'il vient de prononcer.

Les autres Plénipotentiaires s'associent à M. le second Plénipotentiaire britannique au nom de leurs délégués respectifs.

Il est procédé ensuite, par tous les Plénipotentiaires, à la signature de la Convention.

Cette formalité étant accomplie, M. le Président déclare que la mission de la Conférence est terminée et prononce la cloture de ses travaux.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

ALVENSLEBEN. — GÖHRING. — Baron
LAMBERTONT. — A. VAN MALDE-
GHEM. — W.-R. DE VILLA-URRUTIA.
— P. de SMET de NAEYER. — H.
DROOGMANS. — A. GÉRARD. — F.-
R. PLUNKETT. — H. FARNALL. — R.
CANTAGALLI. — R. de PESTEL. —
Comte de TOVAR. — N. de GIER. —

Aug.-F. GYLDENSTOLPE. — Et. CATHÉODORY.

Certifié conforme à l'original :

Arthurs RAIKES. — Ch. SEEGER. —
Comte André de ROBIANO.

ANNEXE AU PROTOCOLE

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine régente du Royaume ; Sa Majesté le Roi-souverain de l'Etat Indépendant du Congo ; le Président de la République Française ; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, etc. ; et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

Voulant pourvoir à l'exécution de la clause de l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles qui prescrit la revision du régime d'entrée des spiritueux dans certaines régions de l'Afrique ;

Ont résolu de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand : Le Sieur Frédéric-Jean, Comte d'Alvensleben, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur Guillaume Gohring, Son Conseiller intime de Légation.

Sa Majesté le Roi des Belges : Le Sieur Auguste Baron Lambertmont, Son Ministre d'Etat, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, et le Sieur Auguste Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation de Belgique.

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom Sa Majesté la Reine régente du Royaume : Le Sieur W. Ramirez de Villa-Urrutia, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, le Sieur Paul de Smet de Naeyer, Son Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants de Belgique, et le Sieur Hubert Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Le Président de la République Française : Le Sieur A. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes : Sir Francis Plunkett, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur H. Farnall, du Foreign Office.

Sa Majesté le Roi d'Italie : Le Sieur R. Cantagalli, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Jonkheer Rudulphe de Pestel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : Le Sieur Antoine Marie, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Le Sieur N. de Giers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le Sieur Auguste-L.-Fersen, Comte Gyldenstolpe, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans : Etienne Carathéodory Efendi, Haut Dignitaire de Son Empire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Lesquels, munis de pouvoirs en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

Art. I. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général, au taux de 70 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, pendant une période de six ans.

Il pourra exceptionnellement n'être que de 60 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans la colonie du Togo et dans celle du Dahomey.

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux : il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

A l'expiration de la période de six ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Art. II. — Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article 1^{er} de la présente Convention.

Art. III. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Art. IV. — La présente Convention sera ratifiée dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires de la présente Convention. Ces ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Art. V. — La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles, le trentième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le huitième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

DEUXIÈME COMMISSION — COMMISSION PLÉNIÈRE

Première Séance. — 23 mai 1899.

Présidence de M. de MARTENS

Le Président remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait ; il espère qu'à la fin de ses travaux la Commission pourra dire avec le poète ; « J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage. »

M. de Martens rappelle que la deuxième Commission a pour tâche d'examiner les articles 5, 6 et 7 de la Circulaire du Comte Mouravieff, relatifs à la Convention de Genève de 1864 ; à son extension à la guerre maritime et à la revision du projet de Déclaration élaborée par la Conférence de Bruxelles de 1874.

La Commission pourra donc se subdiviser en deux Sous-Commissions ; la première examinera les questions relatives à la Croix Rouge, la seconde celles qui concernent le Projet de Bruxelles sur les lois de la guerre.

Pour la Présidence de la première de ces Sous-Commissions, M. de Martens propose M. Asser, délégué des Pays-Bas.

Sur la proposition de M. le Chevalier Descamps, M. de Martens est désigné pour la Présidence de la deuxième Sous-Commission.

Le Président propose à la Commission de fixer la procédure des comptes-rendus des séances. Il suggère de n'établir aucun procès-verbal authentique et imprimé ; le membre de la Commission désigné comme Rapporteur prendrait des notes que la Commission pourrait consulter.

M. Asser insiste sur la nécessité pour les membres de la Commission qui auront pris la parole en séance, de pouvoir vérifier l'exactitude du compte-rendu en ce qui les concerne. (Approbation)

M. Renault explique que si le Rapporteur d'une Commission est tenu de prendre des notes pendant toute la séance, il pourra se trouver empêché de suivre utilement les discussions et d'y prendre part.

En second lieu, il émet l'avis que la désignation du Rapporteur ne devrait s'effectuer qu'après que la discussion aura été close et que des solutions auront été adoptées.

M. le Chevalier Descamps propose qu'en ce qui concerne les procès-verbaux, le Secrétariat soit chargé d'établir :

1° Un compte-rendu aussi complet que possible de la séance qui ne sera pas imprimé et qui sera tenu à la disposition de la Commission.

2° Un compte-rendu analytique résumant les propositions formelles faites en séance et qui sera imprimé et distribué à tous les membres.

Cette manière de procéder permettra de ne pas donner aux procès-verbaux de la Commission un caractère authentique et formel et assurera une discussion plus libre, plus intime et moins officielle.

En ce qui concerne la désignation du rapporteur, M. Descamps n'est pas d'avis qu'elle doive attendre la formation d'une majorité. D'après lui,

le rapporteur d'une Conférence diplomatique doit avoir pour mission de signaler à l'assemblée plénière la physiognomie générale des discussions et l'état des solutions proposées, abstraction faite de son opinion personnelle. Il est donc d'avis que le rapporteur peut être nommé immédiatement.

La Commission se range à cette manière de voir.

Le Président, avec l'assentiment de la Commission, dit que le secret des délibérations sera observé et que les procès-verbaux auront un caractère absolument confidentiel. Il propose de procéder à un premier échange de vues sur l'objet des travaux de la Commission.

M. Renault fait observer que la revision de la Convention de Genève de 1864 ne figure pas dans le programme tracé par la Circulaire russe du 30 décembre 1898.

La séance est levée.

Deuxième Séance. — 25 mai 1899.

Présidence de M. de MARTENS

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

Le Président informe la Commission que M. le Professeur Nagao Ariga a été nommé délégué technique du Gouvernement japonais à la Conférence Internationale de la Paix.

M. de Martens invite la Commission à échanger ses vues sur les différents points, qui sont soumis à ses délibérations ; il pense que les articles 5 et 6 de la Circulaire russe pourraient être proposés à l'étude de la première Sous-Commission ; l'article 7 de la même circulaire constituerait la tâche désignée à la première Sous-Commission.

Il explique que la discussion des articles additionnels de 1868 amènera forcément la Commission à envisager les articles de la Convention de Genève de 1864, mais que, pour rester dans le cadre indiqué par le programme du Comte Mouravieff, la Commission devra se borner à émettre des vœux.

Il serait donc utile que la Commission procédât à un échange de vues générales sur les deux questions suivantes :

1^o Est-il désirable que la Croix-Rouge soit respectée dans la guerre maritime ?

2^o Faut-il reconnaître le principe de la neutralisation des embarcations de secours aux naufragés ?

La discussion générale de ces points donnerait une utile direction aux travaux de la première Sous-Commission.

Ensuite, on pourra examiner de la même manière les questions relatives au Projet de Déclaration de Bruxelles, de manière à préciser la tâche de la deuxième Sous-Commission.

M. le Colonel Gilinsky donne lecture de deux propositions qui ont été préparées par le Ministère russe de la Guerre et qui lui paraissent pouvoir être acceptées comme base de la revision ultérieure de la Convention de Genève.

Après un échange d'observations entre MM. de Martens, Asser, Beldiman et le Général Mounier, il est décidé que les propositions du Colonel Gilinsky seront insérées au procès-verbal pour servir de matériaux pour les études ultérieures de la question.

Ces propositions sont ainsi conçues :

« 1^{re} Revision de la Convention de Genève de 1864 en prenant en considération les propositions faites par les Conférences internationales de la Société de la Croix-Rouge en 1867, 1869 et 1884.

« Le but de cette revision serait de mettre les dispositions actuellement en vigueur en concordance avec les conditions des batailles d'aujourd'hui, les grandes masses de combattants exigeant un secours prompt et largement organisé.

« Dans ce but on pourrait admettre à la participation au secours sanitaire porté sur les champs de bataille les sociétés sanitaires privées avec leurs propres moyens de transport et les médecins étrangers jouissant de la protection du signe de la Croix Rouge.

« 2^e Création d'un « Bureau International de la Croix Rouge », reconnu par toutes les Puissances et établi sur les principes du droit international, pour régler toutes les questions concernant les assistances et secours sanitaires volontaires pendant la guerre, conformément à la déclaration de la Russie à la Conférence de la Croix Rouge à Genève en 1884. »

M. le Chevalier Descamps exprime le désir que la compétence de la Commission soit exactement déterminée, de façon à limiter la discussion à l'étendue même de cette compétence et il prie les délégués de la Suisse de vouloir bien faire connaître les vues spéciales qu'ils pourraient avoir sur la question.

M. Odier ne pense pas que la Commission soit compétente pour procéder à la revision de la Convention de Genève. Pour procéder à un pareil travail, il faudrait d'abord le concours de techniciens d'un ordre médical et sanitaire et de plus la représentation de tous les Etats signataires de la Convention. Dans ces conditions M. Odier pense qu'il y aurait intérêt à ce que la Commission se prononce dès à présent par voie de déclaration sur l'opportunité du renvoi à une Conférence spéciale de l'examen de la revision des actes de 1864 et 1868.

M. Asser estime qu'il faut distinguer entre la compétence de fait et celle de droit. Il est exact que, pour les raisons exprimées par M. Odier, la Commission est incompétente de fait sur les questions de nature médicale et sanitaire.

Cependant, il ne croit pas que la Commission doive se considérer comme limitée si étroitement au texte de la Circulaire du Comte Mouravieff et il rappelle qu'aux termes de la Circulaire de M. de Beaufort du 6 avril 1899, rédigée d'accord avec le Gouvernement russe, la Conférence aurait à examiner non seulement les points énoncés par le programme Mouravieff, mais encore « toutes autres questions qui se rattachent aux idées qui sont émises dans la Circulaire du 12/24 août 1898 ».

Un échange de vues sur ces points lui paraît rentrer dans la compétence de la Commission et, sous une forme à déterminer par la Sous-Commission, pourrait servir à attirer l'attention des Gouvernements sur les points, qui auront été pris en considération.

Le Président croit pouvoir interpréter le passage cité de la Circulaire de M. de Beaufort dans le sens indiqué par l'art. 35 du Projet de Déclaration de 1874 concernant les lois et coutumes de la guerre.

Il pense, en résumé, que la Commission n'est pas compétente pour soulever des questions qui sortent des huit points de la Circulaire du Comte

Mouravieff, mais que la première Sous-Commission peut émettre des idées et des vœux qui n'engagent pas la Conférence.

Quant à la tâche de la deuxième Sous-Commission, elle se trouve définie par le texte du Projet de Déclaration de 1874. Le Gouvernement russe pense que le moment est venu de procéder à une revision et à une confirmation de cet acte, qui, bien que non ratifié, a été consacré par la pratique militaire.

Sur une demande de M. le Chevalier Descamps, le Président déclare que les délégués auront pleine liberté de proposer des amendements sur les différents articles.

Le Président invite les deux Sous-Commissions à se constituer ; il est décidé qu'elles pourront siéger simultanément, sauf à fixer d'avance l'ordre du jour des séances, ce qui permettra aux membres d'assister à leur choix à l'une ou à l'autre.

La Commission adopte cette manière de procéder.

La séance est levée.

Troisième Séance. — 20 juin 1899.

Présidence de M. de MARTENS

Le procès-verbal de la séance du 25 mai est lu et adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour appelle l'examen du rapport de la première Sous-Commission et des articles proposés en vue d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Ces documents se trouvant sous les yeux de la Commission, le Président pense qu'il est inutile de donner lecture du rapport et qu'il suffira de lire les articles.

Aucune observation n'ayant été présentée sur l'ensemble des propositions de la Sous-Commission, il est procédé à la lecture des articles.

Article 1. — « Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

« Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre. »

Cet article est adopté.

Article 2. — « Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

« Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final. »

Cet article est adopté.

Article 3. — « Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de

- pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage. »

Cet article est adopté.

- Article 4. — « Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

- Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

- Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

• Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

- Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

- Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront. »

Cet article est adopté.

- Article 5. — « Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

- Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture analogue.

- Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève. »

Mirza Riza Khan fait au sujet de l'art. 5 la déclaration suivante :

- A propos du dernier alinéa de l'art. 5, et suivant les instructions que je viens de recevoir de Téhéran, je suis chargé de porter à la connaissance de la Commission que le Gouvernement Persan demandera comme drapeau distinctif le drapeau blanc à soleil rouge.

- L'adoption de la croix rouge, comme drapeau distinctif des hôpitaux, était un acte de courtoisie de la part des Gouvernements signataires de la Convention de Genève envers le Gouvernement Fédéral Suisse, dont on a adopté le drapeau et, pour le distinguer du drapeau national suisse, on a changé la place des couleurs.

- Nous serions heureux de donner la même marque de courtoisie à l'honorable Gouvernement suisse, si cela n'était pas impossible, à cause des agitations qui en résulteraient dans l'armée musulmane.

- Je prie la Commission de bien vouloir me donner acte de cette déclaration en la faisant insérer dans le protocole de la séance. »

Le Président donne acte au délégué de Perse de cette déclaration.

L'art. 5 est adopté.

- Article 6. — « Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises. »

Cet article est adopté.

Article 7. — « Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

« Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

« Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement. »

Cet article est adopté.

Article 8. — « Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs. »

Cet article est adopté.

Article 9. — « Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. »

Cet article est adopté.

Article 10. — « Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celui-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. Asser dit que, comme Président de la première Sous-Commission, il désire donner quelques éclaircissements sur les discussions dont l'art. 10 a fait l'objet.

Plusieurs objections ont été présentées contre le texte proposé. On a dit que l'article 10 semblait imposer aux neutres une charge trop lourde; on a allégué d'autre part que ces dispositions n'étaient pas en harmonie avec les principes adoptés pour la guerre terrestre.

Ces observations se sont traduites par deux amendements, présentés l'un par le délégué de Belgique, l'autre par le délégué de la Suisse. Avant de mettre aux voix ces amendements, le Président a cru devoir consulter tout d'abord la Sous-Commission sur le point de savoir si elle acceptait le texte de l'article 10 non amendé.

Cette procédure, bien que n'étant pas tout à fait conforme aux usages parlementaires, lui a paru mettre la question sur le terrain le plus impartial. A la suite de ce vote, l'article 10 non amendé a été adopté à la majorité d'une voix. Or, parmi les opposants, quelques-uns seraient disposés à revenir sur leur vote si on prévoyait dans le texte le cas d'une entente contraire intervenant entre les Etats neutres et les Etats belligérants.

Il semble que cette modification satisferait tout le monde.

L'article 10 laisse à l'Etat neutre l'entière liberté de recueillir les malades et blessés débarqués dans ses ports.

En fait, on peut croire que l'Etat neutre ne se soustraira jamais à ce devoir d'humanité, mais il est bon cependant de lui donner la faculté de s'expliquer à ce sujet avec les belligérants au début de la guerre. Si cette

manière de voir est approuvée, il suffirait donc pour mettre tout le monde d'accord d'amender le texte de la façon suivante :

Article 10. — « Les naufragés blessés ou malades, qui sont débarqués « dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à « moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belli- « gérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas « de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat « dont relèvent les naufragés, blessés ou malades. »

M. le Chevalier Descamps demande s'il ne serait pas suffisant de dire : « à moins de déclaration contraire ».

M. Asser répond que l'emploi de cette expression mettrait en péril les principes mêmes acceptés par la majorité. On a dit que les Etats neutres pourraient sans crainte accepter le principe posé par l'article 10, à cause de la liberté qui leur est laissée de recueillir ou de ne pas recueillir les blessés. Si on se contente d'une simple déclaration, nécessairement unilatérale, on verra se reproduire les inquiétudes des neutres au grand préjudice de la cause des blessés et malades qu'il s'agit de secourir. Un arrangement au contraire ayant un caractère bilatéral, sauvegarde tous les intérêts et c'est dans cet esprit que l'amendement a été rédigé.

M. le Comte de Grelle Rogier dit qu'il avait formulé sur l'art. 10 des observations qui lui paraissaient basées sur la logique et sur l'équité. M. Asser vient de proposer une transaction et, dans un esprit de conciliation, le délégué de Belgique se déclare prêt à l'accepter.

M. Odier dit qu'il avait présenté un amendement qui n'avait d'autre objet que de faciliter l'adoption de la proposition de M. de Grelle Rogier. Cette dernière étant retirée, M. Odier n'insiste pas sur sa propre suggestion. Il tient à expliquer cependant les raisons pour lesquelles la proposition de M. Asser ne le satisfait pas entièrement. Il semble que si les obligations acceptées par l'Etat neutre doivent entraîner des obligations trop longues et des charges trop lourdes, que si les blessés devenus des non-valeurs au point de vue de la guerre sont retenus indéfiniment loin de chez eux, il y a là quelque chose d'un peu contraire à la notion de l'humanité.

M. Odier ajoute que pour ne pas faire obstacle à l'unanimité qui pourra se rencontrer sur le texte de l'art. 10, il retire cependant son amendement.

M. Corragioni d'Orelli déclare qu'il se rallie à la proposition de M. Asser.

Aucune observation n'étant plus présentée, le Président dit que l'art. 10 dans sa nouvelle rédaction est adopté. (Applaudissements.)

M. Odier dit qu'il désire ajouter un commentaire à la déclaration faite au début de la séance par le délégué de Perse.

En ce qui concerne les modifications demandées sur l'insigne même de cette convention et qui ont été présentées déjà dans la Sous-Commission par la Turquie, le Siam et les Etats-Unis d'Amérique et dans la Commission plénière par la Perse, il ne semble pas que l'Assemblée soit compétente pour traiter de cette question et c'est au moment où la Convention de Genève sera soumise à la révision qu'on examinera utilement le maintien ou le changement de son emblème.

Mirza Riza Khan répond que, n'ayant pas assisté aux séances de la première Sous-Commission, il n'a pu faire sa déclaration à propos de l'article 5 en même temps que les représentants de la Turquie, du Siam et des Etats-Unis.

Il a donc cru devoir en donner connaissance au moment où l'article 5 est venu en discussion devant la Commission plénière. Il est d'accord que le principe du changement de l'insigne ne peut être examiné que par une Conférence ultérieure qui sera chargée de reviser la Convention de Genève, mais il désire cependant que sa déclaration soit insérée dans le procès-verbal comme témoignage des intentions du Gouvernement persan, en ce qui touche la forme de l'insigne.

Le Président constate que tout le monde est d'accord sur l'incompétence de la Commission à discuter ces questions et qu'on ne peut que les mentionner dans le procès-verbal.

M. Rolin rappelle une déclaration qu'il a faite dans la Sous-Commission et qui tend à assurer au Gouvernement siamois la faculté d'ajouter au drapeau de la Convention de Genève un signe sacré du culte Bouddhiste destiné à augmenter l'autorité tutélaire de ce pavillon.

Le Président dit que cette déclaration sera également mentionnée dans le procès-verbal.

Le Président constate que les articles 1 à 10 proposés par la première Sous-Commission sont donc adoptés.

M. le Comte de Macédo, premier délégué de Portugal, déclare en priant la deuxième Commission de prendre acte de cette déclaration et d'en tenir compte à titre de réserve générale sur le vote des 10 articles que l'on vient de lire et de mettre en discussion, que les instructions de son Gouvernement ne portant et ne pouvant naturellement porter que sur l'adhésion aux principes généraux contenus dans la Circulaire Mourawieff, et sur l'acceptation sous une forme aussi générale des applications de ces principes, le vote favorable, bien que silencieux, qu'il vient d'émettre sur la doctrine des susdits articles, n'a nullement un caractère définitif même dans les limites où ses pouvoirs lui permettent de voter (c'est-à-dire, *ad referendum*); et que son vote ne saurait acquérir ce caractère avant qu'il ait reçu des instructions du Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, données en pleine connaissance du texte que l'on vient de voter.

Le Président donne acte au Comte de Macédo de cette déclaration.

M. Mahan, donne lecture des propositions suivantes :

• Les membres de la première Sous-Commission qui ont accepté le texte des articles soumis à la Conférence se rappelleront que j'ai signalé une importante lacune, que je désirais combler par un ou plusieurs articles additionnels. On avait omis de prévoir les cas où un navire neutre, de la nature de ceux visés par l'art. 6, recueillerait à son bord, soit accidentellement, soit intentionnellement, des naufragés qui se trouveraient sur le théâtre d'un combat naval. Comment, ai-je demandé, sera réglé le sort de ces combattants naufragés?

Je n'avais porté mon attention que sur le cas des navires visés par l'art. 6. J'ai remarqué depuis que la même lacune existait relativement au sort des combattants naufragés recueillis par un bâtiment-hôpital. Je me permets de développer ce point afin de le faire bien comprendre par ceux des membres de la Conférence qui ne sont pas officiers de marine.

Sur le théâtre d'un combat naval les navires sont constamment en mouvement, non pas comme dans une bataille terrestre, mais d'une façon progressive et en se transportant plus ou moins rapidement d'un lieu dans un autre.

Le combat qui s'est engagé sur un point peut se trouver, une demi-heure après, transporté sur un autre point à cinq milles de distance.

Dans un combat de ce genre il arrive qu'un vaisseau coule ; son équipage est naufragé ; le lieu de l'action change et se transporte loin de l'endroit où ces hommes luttent pour la vie ; les croiseurs légers de leur pays viennent à leur secours ; mais ils ne sont pas assez nombreux ; les navires hôpitaux sous pavillon neutre et des navires neutres autres que les bâtiments hôpitaux viennent également pour les secourir et ils recueillent à leur bord un certain nombre de combattants naufragés. A quel belligérant appartiendront ces hommes ?

Il peut arriver que le navire neutre, hôpital ou autre, s'est trouvé avec la flotte adverse du bâtiment naufragé.

Après avoir rempli son œuvre de charité, il rejoint tout naturellement cette flotte.

Les combattants naufragés tombent au pouvoir de l'ennemi, bien que peut-être la flotte à laquelle ils appartiennent soit victorieuse.

Je maintiens que si des dispositions ne sont pas prises pour résoudre cette difficulté, de nombreuses réclamations se produiront.

Quelques simples matelots, quelques sous-officiers, cela importe peu ; mais il peut se faire qu'un officier général distingué, que des officiers de valeur d'un grade inférieur soient atteints.

Une pareille éventualité suffirait à discréditer tout le système proposé. En outre, on peut croire que les bâtiments hôpitaux régulièrement commissionnés par leur Gouvernement agiront avec une parfaite impartialité ; mais une pareille supposition n'est pas admissible dans le cas de navires mentionnés à l'article 6.

Si l'on ne détermine pas exactement la condition de ces combattants naufragés, on doit s'attendre aux plus grandes irrégularités dont la publicité récompensera pleinement la catégorie d'hommes qui les commettront.

Comme il peut surgir de nombreux cas qu'il est impossible de mentionner en détail, je propose d'adopter les articles additionnels suivants, qui sont basés sur un principe général, à savoir : que les combattants naufragés recueillis dans les conditions sus-indiquées devenant « ipso facto » des *combattants hors de combat*, sont incapables de servir pendant la durée de la guerre, sauf s'ils sont recapturés ou dûment échangés.

Ces articles additionnels pourraient avoir la teneur suivante :

« I. Les navires neutres, hospitaliers ou autres, se trouvant sur le théâtre d'un engagement naval et qui, par humanité, recueillent des hommes en danger de se noyer à la suite du combat, ne seront pas considérés comme ayant, par ce seul fait, violé leur neutralité.

Ils agiront dans cette circonstance à leurs risques et périls.

II. Dans le cas où un bâtiment de guerre demanderait la reddition des hommes ainsi recueillis, ces derniers ne seront pas considérés comme couverts par le pavillon neutre, mais ils seront susceptibles d'être capturés ou recapturés.

Si cette demande se produit, les hommes dont il s'agit pourront être livrés et ils se trouveront dans les mêmes conditions que s'ils n'avaient pas été sous pavillon neutre.

III. Dans le cas où ces hommes, ayant ainsi échappé aux conséquences du combat par l'intervention d'un neutre, ne seraient pas réclamés par un navire belligérant, ils seront considérés comme étant *hors de combat*, et ne pourront servir pendant le reste de la guerre, sauf s'ils ont été dûment échangés. Les Gouvernements contractants qui auront la qualité de belli-

gérants s'engagent à interdire à ces hommes de servir pendant la durée de la guerre, sauf le cas d'échange. »

Sur la demande de MM. Asser et Renault, le Président dit que l'examen des propositions nouvelles présentées par M. Mahan sera renvoyé au Comité de Rédaction de la première Sous-Commission et fera l'objet d'un rapport de ce Comité à la Commission plénière.

Le Président rappelle que la première Sous-Commission a exprimé un vœu relatif à la revision de la Convention de Genève, et il donne la parole à M. Asser pour développer ce vœu devant la Commission.

M. Asser dit que la Commission, au début de ses travaux, a agité la question de savoir si elle était compétente pour discuter la revision de la Convention de Genève. Pour des raisons tirées à la fois du fait et du droit, elle n'a pas cru pouvoir entrer en matière sur cette question. Cependant la première Sous-Commission a voulu, avant de se séparer, émettre le vœu que la revision puisse avoir lieu dans un délai prochain et elle a pensé que ce vœu pourrait être présenté à la Conférence dans les termes suivants :

« La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement Fédéral Suisse pour la revision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la revision de cette Convention. »

M. Beldiman dit qu'il s'associe entièrement au vœu présenté; mais il voudrait intercaler dans le texte, après les mots « bref délai » ceux : et par les soins du Conseil fédéral suisse.

Il rappelle que la Suisse s'est acquis un titre imprescriptible à la reconnaissance du monde civilisé pour tout ce qui concerne l'institution et le développement de la Croix Rouge, et c'est lui rendre un juste hommage que d'introduire dans le vœu proposé la mention qui vient d'être indiquée

Le Président fait remarquer que ce serait ainsi imposer une charge au Gouvernement fédéral que de décider qu'il est seul compétent pour convoquer la Conférence de revision. Il rappelle qu'en 1892 une Conférence internationale des Sociétés de la Croix Rouge, à laquelle prenaient part des représentants des Gouvernements signataires de la Convention, s'est réunie à Rome. Cette Conférence a prié le Gouvernement italien de prendre l'initiative de l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Le Gouvernement suisse n'a nullement protesté contre cette décision. Plus tard, en 1896, le Gouvernement italien, tout en se déclarant disposé à accéder au vœu de la Conférence, a demandé au Gouvernement fédéral s'il désirerait se charger en son lieu et place de prendre l'initiative de cette adaptation. M. de Martens conclut de ce précédent historique que la Commission doit se borner à émettre le vœu tel qu'il lui est soumis par M. Asser, en laissant aux Gouvernements intéressés le soin de se mettre d'accord sur le temps et sur le lieu de la Conférence.

M. Asser appuie cette manière de voir. Il dit que la Conférence n'a pas à s'expliquer formellement au sujet des modalités de la revision.

D'ailleurs, il lui semble que la manière dont le vœu est formulé et la mention qui y est faite des démarches préliminaires du Gouvernement fédéral suisse suffisent à indiquer le droit qui est reconnu implicitement à ce Gouvernement de convoquer la Conférence de revision.

M. Odier dit qu'il est absolument d'accord avec MM. de Martens et

Asser sur un point, à savoir que le Gouvernement suisse n'a aucun monopole en matière de convocation de la Conférence et que ce droit appartient également à chacun des Etats signataires de la Convention de Genève. Il est exact qu'à la suite de la Conférence de Rome de 1892, le Gouvernement italien a pressenti les dispositions du Gouvernement fédéral au sujet d'une revision de la Convention de Genève et de son adaptation à la guerre maritime. Le Gouvernement suisse a accepté de provoquer cette revision dès que les circonstances lui paraîtraient favorables. Cette fois encore ce Gouvernement sera reconnaissant à la Conférence si elle lui fait l'honneur de le charger de réaliser la revision désirée par tous.

M. Olier ajoute que l'idée de la Convention de Genève est née dans son pays et que la Suisse se considère jusqu'à un certain point comme ayant un intérêt et un droit particuliers à prendre l'initiative de tout ce qui touche à cette Convention. Elle sera donc très heureuse si ou la charge de convoquer sur son territoire la Conférence de revision.

M. Zorn s'associe à l'amendement de M. Beldiman. Il rappelle que la Convention porte non seulement le nom d'une ville de la Suisse, mais qu'elle est due à l'initiative généreuse et magnanime d'un Suisse et que pour cette raison il faut reconnaître que la Suisse a un droit incontestable à l'initiative pour la reprise des travaux concernant cette Convention. C'est un devoir d'honneur de lui reconnaître ce droit. Il appuie vivement les paroles et l'amendement du délégué de Roumanie.

M. Motono et S. E. le Comte Nigra se rallient également à la proposition de M. Beldiman.

Sur une demande du Comte de Macedo, M. Beldiman explique que son amendement n'a nullement pour objet d'exclure les autres Puissances signataires du droit de convoquer la Conférence, mais qu'il exprime seulement le souhait que cette convocation ait lieu par les soins du Conseil fédéral suisse.

S. E. Sir Julian Pauncefoot demande si la Commission croit avoir compétence pour formuler des vœux de cette façon. Quant à lui, il ne pense pas qu'elle ait le droit d'imposer à une autre Puissance l'obligation formelle de prendre une initiative en matière de revision d'un acte international.

Le Président dit que tel était bien son avis, tout au moins en ce qui concerne le mandat qu'on veut donner au Gouvernement fédéral.

M. Asser fait observer de nouveau que la rédaction du vœu qu'il a présenté suffit à faire comprendre que tous les membres de la Conférence seraient heureux de voir le Conseil fédéral prendre l'initiative de la Convocation d'une Conférence pour la revision de la Convention de Genève.

M. Beldiman prend acte de la déclaration de M. Asser qui a dit que tous les membres de la Conférence seraient heureux de voir le Conseil Fédéral prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence pour la revision de la Convention de Genève et il considère cette déclaration comme une adhésion à l'amendement qu'il venait de formuler.

Le Président met aux voix par appel nominal l'amendement présenté par M. Beldiman.

Ont voté pour cet amendement : Allemagne, Autriche-Hongrie, Chine, Danemark, Espagne, Italie, Japon, Luxembourg, Perse, Roumanie, Serbie, Siam, Suisse.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Belgique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Turquie, Bulgarie.

Le Président constate que 13 voix se sont prononcées pour l'amendement de M. Beldiman, 1 voix contre, et 12 se sont abstenues.

Il croit que, dans ces conditions, il doit mettre aux voix le texte du vœu tel qu'il a été proposé par la Sous Commission.

Le vote a lieu par appel nominal :

Ont voté pour : Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Turquie, Bulgarie.

Se sont abstenus : Grande-Bretagne, Japon, Luxembourg, Roumanie.

Le Président dit que le vœu présenté par la Sous-Commission est adopté, sans amendement, par 22 voix et 4 abstentions.

Il propose à la Commission de voter des remerciements à la première Sous-Commission, à son éminent Président et à son très distingué Rapporteur (Applaudissements).

La séance est levée,

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 30 JUIN

Rapport présenté par M. L. Renault.

La seconde Commission a adopté, sur le rapport d'un Comité de rédaction (1), une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Elle soumet ces dispositions au vote de la Conférence en les accompagnant du présent Rapport, qui a pour but d'exposer les motifs des articles proposés.

La Seconde Commission (Première Sous-Commission) avait été chargée d'examiner les points V et VI de la Circulaire du Comte Mouraviëff. Elle a admis sans discussion qu'il était désirable d'adapter aux guerres maritimes les principes de la Convention de Genève de 1864 et qu'il convenait de prendre comme base les articles additionnels de 1868. Ces articles ont donné lieu à des critiques au lendemain même de leur signature, ils ont été depuis 30 ans l'objet d'études approfondies. Il s'agit maintenant de tenir compte de ces critiques, de profiter de ces études et d'arrêter un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donne enfin satisfaction aux vœux émis, depuis si longtemps, par les personnes et les sociétés les plus autorisées, pour que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans la guerre continentale. Nous croyons que les travaux préparatoires de ce projet si vivement désiré par l'opinion publique sont actuellement suffisants et qu'il est temps de conclure. Nous espérons que notre travail permettra à la Conférence de le faire et de se prononcer en connaissance de cause, en adoptant un texte qui pourra être facilement transformé en convention internationale.

Les idées générales qui nous ont guidés sont les suivantes. Il faut se borner à poser les principes essentiels et ne pas entrer dans des détails d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses intérêts ou ses habitudes. Nous déterminons quelle doit être, au

(1) Ce Comité comprenait le Vice-Amiral Fisher, le Capitaine de frégate Schéine, le Capitaine de vaisseau Siegel et le professeur Renault, ce dernier rapporteur. Ont également pris part aux travaux du Comité comme membres adjoints : le lieutenant-colonel Charles à Court et le lieutenant de vaisseau Ovtchinnikow.

point de vue international, la condition juridique des bâtiments hospitaliers ; mais, comment seront organisés ces bâtiments ? Quel sera le rôle des bâtiments de l'Etat ou des bâtiments des sociétés de secours ? Admettra-t-on même des bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier pendant la guerre ? Ce sont des questions qui doivent être traitées par chaque Gouvernement, qui ne sont pas susceptibles d'une solution uniforme, parce que les situations sont diverses. Suivant les pays, le concours de la charité privée sera plus ou moins actif. En outre, tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre ; il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentiments généreux, mais exposées à être fréquemment méconnues par les belligérants dont elles entraveraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte et la notion du respect des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin ; il est à espérer qu'ils n'en useront pas pour entraver inutilement l'action hospitalière.

Les dispositions à arrêter rentrent dans trois ordres d'idées ; il s'agit en effet de régler la condition :

- 1° Des bâtiments employés à un service hospitalier (art. 1 à 6) ;
- 2° Du personnel charitable (art. 7) ;
- 3° Des blessés, malades ou naufragés (art. 8 et 9).

Bâtiments.

Il peut y avoir, en fait, des bâtiments de nature très différente, employés à un service hospitalier d'une manière permanente ou accidentelle. Ils doivent être passés en revue.

Bâtiments-Hôpitaux militaires.

A la Conférence de Genève en 1868, les idées avaient varié au sujet de la situation à faire à ces bâtiments ; après leur avoir accordé le bénéfice de la neutralité sous certaines conditions, on avait fini par adopter le 9^e article additionnel d'après lequel « les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis « aux lois de la guerre en ce qui concerne leur matériel ; ils deviennent la « propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre ». Dès 1869, le Gouvernement français demandait que l'art. 9 fût complété par la disposition suivante : « Toutefois, les navires impropres au combat que, pendant la paix, « les Gouvernements auront officiellement déclaré être destinés à servir « d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront, pendant la guerre, de la neutralité complète du matériel comme du personnel, pourvu que leur armement « soit uniquement approprié à leur destination spéciale. » Le Gouvernement britannique se ralliait à cette manière de voir comme il résulte d'une dépêche adressée le 21 janvier 1869 par le Comte Clarendon au Prince de la Tour d'Auvergne.

La Commission s'est prononcée pour le système proposé en 1869, en exprimant l'opinion qu'il ne fallait pas maintenir l'art. 9 avec la disposition complémentaire, mais formuler une règle générale unique. Il a paru indispensable de soustraire aux vicissitudes de la guerre les bâtiments dont il s'agit, en prenant les précautions nécessaires pour que des abus ne fussent pas commis.

La Commission propose donc de soustraire à la prise les bâtiments *construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés*. Chaque Etat construira ou aménagera comme il l'entendra les bâtiments affectés à son service hospitalier ; on ne saurait lui imposer aucun type déterminé. L'idée essentielle est que les bâtiments auront un caractère exclusivement hospitalier, par suite

ne pourront rien porter qui ne soit pas destiné aux blessés ou malades et à ceux qui les soignent, qui puisse être utilisé pour des actes hostiles.

Chaque belligérant doit connaître les bâtiments de son adversaire auxquels des immunités particulières sont accordées ; il sera donc nécessaire que les noms de ces bâtiments aient été officiellement communiqués. A quel moment cette communication devra-t-elle avoir été faite ? Au moment même de l'ouverture des hostilités, les belligérants doivent naturellement se notifier les noms de leurs bâtiments-hôpitaux. Mais il serait excessif de n'accepter que les notifications faites à ce moment. Un belligérant peut avoir été surpris par la guerre, il n'avait pas d'avance construit ou aménagé des bâtiments-hôpitaux ; ou bien la guerre prend de grandes proportions et les bâtiments-hôpitaux existants sont jugés insuffisants. Ne serait-il pas cruel d'interdire aux belligérants la faculté de développer leur service hospitalier suivant les nécessités de la guerre, par conséquent d'aménager de nouveaux bâtiments ? C'est ce qui a été admis. Une notification pourra donc être faite au cours même des hostilités ; elle devra seulement précéder l'emploi du navire pour son nouveau service.

La notification des noms des bâtiments-hôpitaux militaires intéresse tout d'abord les belligérants ; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres. Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des états neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel.

Il va sans dire que l'affectation hospitalière donnée à un navire et communiquée à l'adversaire ne pourra être modifiée pendant la durée de la guerre. Autrement des abus seraient possibles ; on donnerait le caractère hospitalier à un navire pour le faire parvenir en sécurité à un endroit déterminé et là on le transformerait en bâtiment destiné à des opérations hostiles.

Pour exprimer l'immunité accordée aux bâtiments-hôpitaux militaires, nous avons évité les mots de *neutres*, de *neutralité*, qui ne sont pas exacts en eux-mêmes, qui ont donné lieu depuis longtemps à de justes critiques reproduites dans la sous-commission. Nous proposons de dire simplement que ces navires *seront respectés et ne pourront être capturés*. De cette façon, nous formulons d'une manière concrète et précise les deux principales conséquences que l'on entend faire dériver de l'idée abstraite de neutralité. Ces navires ne doivent pas être attaqués. Leur caractère hospitalier apparent interdit d'employer contre eux les moyens dont on peut user contre les bâtiments de guerre de son adversaire. C'est dans le même sens que l'art. 1, de la Convention de 1864 dit que les ambulances et hôpitaux militaires sont respectés par les belligérants. Le respect ainsi assuré aux bâtiments-hôpitaux n'exclut pas les mesures de précaution qu'il peut être nécessaire de prendre à leur égard et dont il sera parlé plus loin. (art. 4.)

En outre, les bâtiments-hôpitaux militaires sont exempts du droit de prise qui s'applique naturellement à tous les bâtiments de l'Etat ennemi. Il y a ici, dans un intérêt supérieur d'humanité qui est commun aux deux belligérants, la renonciation à un droit incontestable.

Ce qui précède ne concerne que les rapports des belligérants entre eux ; c'est dans ces rapports qu'une condition particulière est faite aux bâtiments-hôpitaux militaires et qu'ils sont traités autrement que des bâtiments de guerre ennemis. Il a paru nécessaire d'étendre la même idée aux rapports de ces bâtiments avec les ports neutres. Autrement les autorités de ces ports pourraient prétendre assimiler ces bâtiments-hôpitaux aux bâtiments de la marine militaire des belligérants dont ils font partie et réglementer la durée de leur séjour comme les conditions de leur départ et de leur ravitaillement aussi strictement que pour les bâtiments de guerre proprement dits, ce qui serait peu raisonnable. Il faut une règle précise pour écarter toute difficulté entre les bâtiments-hôpitaux et les autorités des ports neutres comme toute réclamation de la part des belligérants. En dehors de l'ordre d'idées qui

vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'exterritorialité.

La condition des bâtiments-hôpitaux militaires pourrait donc être réglée de la manière suivante :

« Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits « ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter « secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été « communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant « toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne « peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

« Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au « point de vue de leur séjour dans un port neutre (art. 1.) »

Bâtiments hospitaliers des belligérants, autres que les bâtiments de l'Etat.

Le 13^e article additionnel s'occupe des navires hospitaliers équipés aux frais des sociétés de secours. Nous maintenons la disposition en ce qui les concerne avec quelques rectifications. Il s'agit des sociétés officiellement reconnues par chaque belligérant ; la formule de l'art. 13 est trop vague et, par cela même, équivoque. Le mot *neutres*, pour définir la condition de ces navires, est évité pour les raisons données à propos de l'article précédent.

Enfin, la notification de belligérant à belligérant est prescrite comme pour les bâtiments-hôpitaux militaires ; il y a même raison.

La disposition de l'art. 13 a été utilement complétée. Il nous a paru que les bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier devraient jouir de la même immunité du moment qu'ils présenteraient des garanties identiques. Il pourra y avoir là une ressource précieuse ; en divers pays, les propriétaires de yachts de plaisance ont exprimé l'intention de les affecter au service hospitalier en cas de guerre.

« Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des « particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont éga- « lement respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont « ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les « noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en « tout cas avant toute mise en usage.

« Ces navires devront être porteurs d'un document de l'autorité compé- « tente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur arme- « ment et à leur départ final (art. 2) »

Bâtiments hospitaliers neutres.

L'avenir dira si l'intervention hospitalière des neutres se produira dans les guerres maritimes et dans quelle mesure. Nous nous bornons à dire qu'elle est régulière sous des conditions qui paraissent donner des garanties suffisantes. Ces navires hospitaliers devront avoir une commission officielle de leur gouvernement qui ne l'accordera qu'en connaissance de cause, c'est-à-dire après s'être assuré du caractère exclusivement hospitalier des navires ; et leurs noms devront être notifiés aux Puissances belligérantes.

Il avait été question d'exiger que les bâtiments hospitaliers neutres se rangeassent sous l'autorité directe de l'un des belligérants. Une étude attentive nous a démontré que cette solution entraînerait d'assez graves difficultés. Quel pavillon porteraient les navires dont il s'agit ? N'y aurait-il pas quelque chose de contraire à l'idée de la neutralité dans le fait, pour des navires ayant une commission officielle, d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants ? Il nous a semblé qu'il suffisait que l'action de ces bâtiments, qui dépendent d'abord du Gouvernement dont ils tiennent leur commission, fût soumise à l'autorité des belligérants dans les termes prévus par l'art. 4 ci-après.

« Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des

« particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont
 « respectés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent
 « leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Pui-
 « sances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant
 « toute mise en usage. (art. 3.) »

Règles communes aux bâtiments hospitaliers.

L'immunité accordée aux bâtiments dont il vient d'être parlé n'est pas motivée par leur intérêt propre, mais par l'intérêt des victimes de la guerre auxquelles ils se proposent de porter secours. Cet intérêt, si respectable qu'il soit, ne doit pas faire perdre de vue le but même de la guerre. Cette double idée explique deux séries de dispositions.

Tout d'abord, le but hospitalier ne doit pas être exclusivement égoïste. Les navires dont il s'agit doivent fournir leur assistance aux victimes de la guerre, sans distinction de nationalité. Cela ne s'applique pas seulement aux bâtiments neutres, qui, par exemple, donnent leur concours charitable aux deux partis ; cela s'applique également aux bâtiments belligérants. Ainsi se justifie l'immunité qui leur est accordée. Chaque belligérant renonce au droit de capture des bâtiments de cette espèce qui appartiennent à son adversaire. Cette renonciation est dictée par une pensée charitable et aussi par l'intérêt bien entendu, puisque, le cas échéant, ces navires rendront service à ses marins comme à ceux de son ennemi.

Il faut qu'il soit bien entendu que ces navires ne serviront à aucun autre but, qu'ils ne pourront, sous aucun prétexte, être directement ou indirectement utilisés pour une opération militaire quelconque : informations à recueillir, dépêches à transmettre, combattants, armes ou munitions à transporter. Les Gouvernements, par le fait même de la signature de la convention projetée, contracteront en ce sens un véritable engagement d'honneur. Il y aurait perfidie à le méconnaître.

Tout en s'en tenant scrupuleusement à leur rôle charitable, les bâtiments hospitaliers ne devront en rien gêner les mouvements des belligérants. Ceux-ci peuvent demander, accepter ou refuser leur concours. Ils peuvent leur enjoindre de s'éloigner, soit purement et simplement, soit en leur imposant une direction déterminée. Dans ce dernier cas, il pourra quelquefois paraître nécessaire de mettre un commissaire à bord afin d'assurer la parfaite exécution des ordres donnés. Enfin, dans des circonstances particulièrement graves, le droit des belligérants pourra aller jusqu'à retenir les bâtiments hospitaliers ; cela peut être nécessaire, par exemple, pour assurer le secret absolu d'une opération.

Pour éviter les contestations sur l'existence ou le sens d'un ordre donné, il est désirable que le belligérant mentionne cet ordre sur le journal de bord du bâtiment hospitalier. On comprend que cela ne soit pas toujours possible ; l'état de la mer, l'extrême urgence peuvent mettre obstacle à l'accomplissement de cette formalité, on ne saurait donc exiger cet accomplissement d'une manière absolue. Le bâtiment hospitalier ne serait pas admis à invoquer la non inscription sur son journal de bord pour se justifier de l'inobservation des ordres reçus, alors que la preuve de ces ordres serait fournie d'une autre manière.

On a quelquefois proposé de déterminer des signaux particuliers, soit pour les bâtiments qui demanderaient des secours, soit pour les bâtiments hospitaliers qui en offriraient. La Commission a pensé qu'aucune disposition spéciale n'était nécessaire à ce sujet, que le *Code international des signaux*, tel qu'il a été adopté par toutes les marines, suffisait pour le but que l'on avait en vue.

Enfin, il va sans dire que les belligérants doivent avoir le droit de contrôle et de visite sur tous les bâtiments hospitaliers sans exception. Il faut qu'ils puissent s'assurer qu'aucun abus n'est commis, que les bâtiments ne sont en rien détournés de leur destination charitable. Le droit de visite est ici la contrepartie nécessaire de l'immunité et il n'y a pas lieu de s'étonner de

le voir appliqué même à des bâtiments de l'Etat. Ces bâtiments visités seraient capturés si on les avait laissés sous l'empire du droit commun; la visite n'empire donc pas leur situation; elle est une condition du sort plus favorable qui leur est fait.

Il convient de remarquer que la visite des bâtiments hospitaliers est importante, non seulement pour constater que ces bâtiments ne sortent pas de leur rôle, mais aussi pour déterminer la situation des blessés, malades ou naufragés, qui se trouvent à bord, ainsi qu'il sera expliqué plus loin à propos de l'article 9.

Les dispositions qui vont être reproduites, sont presque textuellement empruntées aux al. 4, 5, 6 et 7 du 13^e article additionnel; nous avons dû seulement les étendre à tous les bâtiments hospitaliers sans distinction, du moment que nous accordions des immunités à tous les bâtiments.

« Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

« Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

« Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

« Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

« Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

« Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront (art. 4.) »

Signes distinctifs des bâtiments hospitaliers.

Les bâtiments hospitaliers doivent manifester leur caractère d'une manière non équivoque; ils y ont le plus grand intérêt. Nous avons emprunté les dispositions de l'alinéa 3 du 12^e article additionnel et de l'alinéa de l'art. 13, en modifiant légèrement la terminologie qui ne convient plus aux bâtiments actuels.

Tous les bâtiments consacrés exclusivement au service hospitalier devront avoir une bande verte ou rouge de la largeur indiquée. Cela pourrait être impossible pour leurs embarcations, comme pour les yachts ou les petits bâtiments qui viendraient à être affectés à un service hospitalier; ils auront une peinture analogue avec les proportions que permettront les dimensions des bâtiments.

Ces bâtiments se feront reconnaître en hissant leur pavillon national en même temps que le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève. La règle qui nous est dictée par cette Convention, s'applique à tous les bâtiments hospitaliers, ennemis ou neutres. La difficulté soulevée pour ces derniers se trouve écartée comme il a été expliqué plus haut à propos de l'art. 3.

« Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

« Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

« Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

« Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève (art. 5.) »

Bâtiments de commerce neutres.

Il s'agit de bâtiments neutres affectés occasionnellement au transport de blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été spécialement affrétés dans ce but ou qu'ils aient été fortuitement en situation de recueillir des victimes de la guerre. Dans la rigueur du droit, ces bâtiments portant des blessés, malades ou naufragés de l'un des belligérants et rencontrant un bâtiment de guerre de l'autre, pourraient être considérés comme s'étant rendus les auxiliaires du belligérant dont ils transportent les nationaux et comme étant, par suite, passibles de la prise. Tout le monde est d'accord pour écarter cette conséquence extrême et pour décider que ces bâtiments ne doivent pas être punis pour leur assistance charitable, mais être laissés libres. On voit spécialement ici l'avantage qu'il y a à éviter le mot *neutralité* pour désigner l'immunité accordée à certains bâtiments. On serait autrement obligé de dire que les bâtiments *neutres* dont nous nous occupons sont *neutralisés*, ce qui serait assez étrange en la forme. Par contre, ces bâtiments ne peuvent, par le fait de leur coopération charitable, être soustraits aux conséquences de leur conduite qui serait contraire aux devoirs de la neutralité. Cela se pré-entendrait, par exemple, dans le cas où ils transporteraient de la contrebande de guerre, dans celui où ils violeraient un blocus. Les suites ordinaires de ces actes se produiraient à leur égard. En un mot, le transport de blessés, malades ou naufragés, par un bâtiment neutre n'entraîne ni aggravation ni amélioration de sa condition de neutre. C'est probablement ce qu'avait voulu dire l'art. 10 additionnel, dans son 2^e alinéa, mais la formule employée était obscure et on comprend que le Gouvernement britannique ait demandé des éclaircissements. La disposition que nous présentons ci-après, est conforme aux principes juridiques comme à l'interprétation sur laquelle le Gouvernement britannique et le Gouvernement français étaient tombés d'accord en 1869. (Lettre du Comte de Clarendon du 21 janvier 1869 et réponse du Prince de la Tour d'Auvergne du 26 février suivant.)

« Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou « recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne « peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés « à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir com- « mises (art. 6). »

On remarquera que nous ne proposons aucun article visant le cas d'un bâtiment de commerce d'un belligérant portant des blessés ou des malades. La conséquence de ce silence est que le bâtiment reste sous l'empire du droit commun et, par suite, est exposé à la prise. Cette conséquence rigoureuse, nous a paru seule logique et conforme aux principes. Le 10^e article additionnel, dans son alinéa 4, admet que « le bâtiment chargé *exclusivement* de blessés ou de malades, est couvert par la neutralité » ; il n'en serait donc pas de même au cas où il y aurait, indépendamment des blessés et des malades, d'autres passagers, des marchandises. La distinction peut-elle se justifier ? nous ne l'avons pas pensé.

— La Commission ne propose pas non plus de texte correspondant au 6^e article additionnel. Il lui a semblé que le cas prévu par cet article n'avait pas à être réglé spécialement, mais qu'il rentrait dans les cas visés précédemment. Il s'agit d'embarcations, qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire neutre ou hospitalier. Si ces embarcations dépendent du navire neutre ou hospitalier, elles participent du caractère du navire auquel elles se rattachent ; elles ne pourront être capturées d'après les règles précédemment admises. S'il s'agit d'embarcations ennemies, qu'elles dépendent d'un bâtiment de guerre ou d'un bâtiment de commerce d'un belligérant, elles pourront être capturées par l'autre. Il n'y a donc là rien de spécial et les principes posés par nous paraissent comprendre toutes les hypothèses. Nous avons par cela même examiné le 6^e point de la Circulaire du Comte Mouravieff.

Du personnel sanitaire.

Il n'y a pas lieu de se préoccuper en principe du personnel sanitaire se trouvant à bord d'un bâtiment hospitalier ; le bâtiment étant respecté, le personnel qu'il porte ne sera pas troublé dans l'exercice de ses fonctions. La situation sera autre à l'égard d'un bâtiment de guerre qui tomberait au pouvoir de l'ennemi et qui aurait à son bord un personnel sanitaire ; on peut supposer aussi un bâtiment de commerce ennemi transportant des blessés et des malades avec des médecins et infirmiers pour les soigner. Il convient de décider, par analogie de ce qui est admis pour la guerre continentale, que, toutes les fois qu'un navire sera capturé, le personnel sanitaire qui s'y trouvera sera *inviolable*, c'est-à-dire ne pourra être fait prisonnier de guerre. Il faut éviter les expressions de *neutre* et de *neutralité* pour les personnes comme pour les navires.

Ce personnel devra continuer à remplir ses fonctions dans la mesure où cela serait nécessaire. Il est possible que le vainqueur n'ait pas à sa disposition des médecins et infirmiers en nombre suffisant pour soigner les malades tombés en son pouvoir.

On peut bien poser le principe que le personnel sanitaire entre les mains de l'ennemi n'est pas prisonnier de guerre, mais non préciser le moment où il aura le droit de s'en aller. On est obligé de s'en remettre sur ce point au commandant en chef, les circonstances étant essentiellement variables et ne se prêtant pas à une réglementation stricte. Il faut que le commandant soit bien pénétré de cette idée qu'il n'a pas en son pouvoir des prisonniers de guerre et qu'il n'a pas la faculté de les retenir capricieusement.

Enfin, on doit assurer un traitement à ce personnel ainsi retenu chez l'ennemi.

On peut hésiter quant au chiffre de ce traitement. Sera-ce le traitement que les médecins retenus ont dans leur propre armée ou celui que les médecins du même grade touchent dans l'armée ennemie ? La solution la plus stricte consisterait à dire que c'est seulement le traitement le plus faible qui doit être touché. Il a paru plus simple et plus équitable de maintenir aux médecins la jouissance intégrale de leur traitement sans entrer dans les questions de détail au sujet des traitements tels qu'ils existent chez le belligérant aux mains duquel sont les médecins.

La rédaction proposée ci-après s'est inspirée des articles additionnels 7 et 8 qui ont été seulement modifiés sur quelques points.

« Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

« Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

« Les belligérants doivent assurer au personnel ennemi tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement (art. 7). »

Blessés, malades ou naufragés.

Il est un principe général qui est à la base de la Convention de Genève et qui doit s'appliquer à la guerre maritime comme à la guerre continentale, c'est que l'obligation d'assistance existe envers les victimes des opérations militaires sans distinction de nationalité. Une application de cette idée a été faite précédemment à propos du rôle des bâtiments hospitaliers. V. art. 4, al. 1. On peut aussi se reporter à l'al. 1 de l'art. 11 additionnel.

« Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs (art. 8).

Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre ma-

ritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si les marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.

La situation à faire aux blessés, malades ou naufragés, a donné lieu à beaucoup de controverses et même à des règles un peu confuses des articles additionnels. V. art. 6, al. 3, art. 10, al. 1, art. 11, al. 2, art. 13, al. 8. Il a paru à la Commission, que la difficulté est venue surtout de ce qu'on avait perdu de vue le principe général très simple qu'il n'y avait qu'à appliquer aux différents cas. Ce principe est le suivant : un belligérant a en son pouvoir des combattants ennemis ; ces combattants sont ses prisonniers. Peu importe qu'ils soient blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été recueillis par tel ou tel bâtiment. Ces circonstances de fait ne changent pas la situation de droit. Il faut donc d'abord poser ce principe, dont les applications ne seront pas toujours conformes aux règles posées en 1868. Un navire hospitalier d'un belligérant recueille des malades, des blessés ou des naufragés de sa nationalité et les transporte dans un port de son pays ; pourquoi les malades, blessés ou naufragés, ne seraient-ils pas libres au même titre que les malades et les blessés recueillis par une ambulance ? Le dernier alinéa de l'art. 13 additionnel dit cependant que les blessés et les naufragés recueillis par les navires hospitaliers ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Si nous supposons que le même navire hospitalier, chargé de blessés, de malades ou de naufragés de sa nationalité, rencontre un croiseur ennemi, pourquoi celui-ci ne serait-il pas autorisé à considérer comme prisonniers de guerre ces combattants qui tombent en son pouvoir ? Parmi les combattants, il y en a, les blessés et les malades, qui ont droit à un traitement spécial, envers qui le capteur a des devoirs ; ils n'en rentrent pas moins tous dans la notion que l'on se fait des prisonniers de guerre. Les articles additionnels admettent cela en ce sens que les combattants dont il s'agit sont rendus incapables de servir, art. 10, al. 1, art. 13, al. fin. Mais cette disposition n'offre pas une garantie suffisante.

Le croiseur reste donc libre d'agir suivant les circonstances : il peut garder les prisonniers, les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou, au besoin même, sur un port ennemi, dans le cas où il n'y aurait pas d'autre port à proximité. Il prendra aussi ce dernier parti quand il n'y aura que des blessés ou des malades assez gravement atteints. Il n'aura pas d'intérêt à se charger ou à charger inutilement son pays de blessés et de malades ennemis. Le plus souvent donc les navires hospitaliers ou autres ainsi chargés de blessés et de malades ne seront pas détournés de leur destination. L'humanité et l'intérêt du belligérant commanderont également cette solution. Mais le droit du belligérant ne peut être méconnu. Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. Il va sans dire que, s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action.

« Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de déci-

« der, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger « sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'ad- « versaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne « pourront servir pendant la durée de la guerre » (art. 9).

La dernière disposition dont il reste à parler n'a pas de correspondant dans les articles additionnels. Elle vise le cas de naufragés, blessés ou malades qui seraient débarqués dans un port neutre. Ce cas est à prévoir, parce que, d'une part, il est de nature à se présenter assez fréquemment, et que, de l'autre, il peut, en l'absence d'une règle précise, donner lieu à des difficultés. Il va sans dire que le Gouvernement neutre n'est pas tenu de recevoir sur son territoire les blessés, malades ou naufragés. Peut-il même le faire, sans manquer aux devoirs de la neutralité? Le doute vient de ce que, dans certains cas, un belligérant trouvera grand avantage à se débarrasser ainsi des blessés et des malades qui l'encombrent et le gênent pour ses opérations; le territoire neutre lui servira à mieux exécuter son entreprise hostile. Néanmoins il a paru que les considérations d'humanité devaient l'emporter ici, que le plus souvent le débarquement des blessés et des malades recueillis, par exemple, à bord de bâtiments hospitaliers ou de bâtiments de commerce aurait un caractère exclusivement charitable, qu'autrement on aggraverait inutilement les souffrances des blessés et des malades en prolongeant la traversée de manière à attendre un port de leur nation. Il pourra d'ailleurs arriver que les blessés et les malades ainsi débarqués appartiennent aux deux belligérants.

Le neutre qui a consenti au débarquement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour que son territoire serve seulement d'asile aux victimes de la guerre et pour que les individus ainsi recueillis ne puissent de nouveau prendre part aux hostilités. Cela est important à dire surtout en ce qui concerne les naufragés.

Enfin, il est évident que les dépenses matérielles occasionnées par la présence de ces malades, blessés ou naufragés, ne doivent pas rester à la charge de l'Etat neutre. Elles devront lui être remboursées par l'Etat dont relèvent les individus ainsi recueillis.

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port « neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par « celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux « opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat « dont relèvent les naufragés, blessés ou malades (art. 10.) »

La Commission ne présente aucune disposition correspondant à l'art. 14 additionnel. Il a été admis sans débat que cet article devait disparaître. Sans doute, il pourra malheureusement arriver que les prescriptions posées, si elles sont rendues obligatoires, ne soient pas observées en toute circonstance, que des abus plus ou moins graves soient commis. Ces faits regrettables entraîneront les sanctions ordinaires du droit des gens; il n'y a pas à les prévoir par une disposition spéciale qui serait de nature à affaiblir la valeur juridique et morale des règles précédentes.

Texte soumis à la Conférence.

Art. 1. — Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement recon-

nues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début et au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Art. 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. — Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. — Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. — Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-

ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. — Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Quatrième séance. — 5 Juillet 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est lu.

M. le Capitaine Mahan exprime le désir de changer le vote négatif qu'il a émis dans la séance susmentionnée, les instructions qu'il a reçues ultérieurement de son Gouvernement lui enjoignant de voter en faveur de l'amendement de M. Beldiman, relatif à la révision de la Convention de Genève sur l'initiative du Gouvernement fédéral suisse.

M. Beldiman fait observer que cette modification change le résultat du vote relatif à sa proposition.

En tenant compte du changement dont il s'agit, il y aurait 14 votes affirmatifs et quelques abstentions.

Mais même sans cette modification, il y aurait lieu de revenir sur le vote.

En effet, compter les abstentions comme des votes négatifs, ne pourrait être considéré comme conforme aux usages parlementaires, ni au mode de procéder observé jusqu'à présent dans cette Conférence.

Cependant, comme il est désirable avant tout d'obtenir l'unanimité, il n'insiste ni sur la rectification du vote ni sur le maintien de son amendement.

Il fait une proposition nouvelle : annuler les deux votes antérieurs et adopter unanimement le vœu exprimé par M. le Président Asser à l'issue de la dernière séance de la première Sous-Commission, et conçu en ces termes :

« La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches « préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la révision « de la Convention de Genève, émet le vœu, qu'il soit procédé à bref délai « à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette « Convention. »

Dans l'espoir de réunir l'assentiment de tous les membres, il fait en outre la motion suivante :

« En exprimant le vœu relatif à la révision de la Convention de Genève, « la deuxième Commission adhère entièrement à la déclaration faite par « M. Asser, Président de la première Sous-Commission, dans la séance du « 20 juin et par laquelle M. le délégué des Pays-Bas a constaté que tous « les Etats représentés à La Haye seraient heureux de voir le Conseil fédé- « ral suisse prendre à bref délai l'initiative de la convocation d'une Confé- « rence en vue de la revision de la Convention de Genève. »

Si l'unanimité n'était pas obtenue sur cette motion, il reprendrait sa liberté d'action.

La proposition n'a pour but que d'éviter des pointages et des décisions prises à la majorité des voix.

Les deux propositions concernant l'annulation des votes antérieurs et l'adoption du vœu exprimé par M. Asser sont approuvées.

La nouvelle motion de M. Beldiman est appuyée par M. Motono.

S. E. M. White déclare que le vote primitif des Etats-Unis dans la Sous-Commission a été le résultat d'un malentendu.

Le Gouvernement américain a le plus vif désir de rendre justice à la Suisse, qui a pris l'initiative de cette grande œuvre humanitaire et qui en a développé l'idée.

Il votera donc pour la proposition du Délégué de Roumanie.

Le Président précise la portée de la motion de M. Beldiman : elle ne portera aucune atteinte à la liberté d'action des Gouvernements ; ceux-ci auront la faculté de donner au Gouvernement helvétique une réponse dictée par leurs vues personnelles et par leurs intérêts.

S. Exc. Sir Julian Pauncefote tient à constater qu'il ne s'agit donc pas d'un mandat donné à la Suisse.

Le Président s'associe à cette manière de voir.

La motion de M. Beldiman est adoptée à l'unanimité sous cette réserve.

M. Beldiman dit qu'il est entendu qu'elle sera soumise à la Conférence en séance plénière.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est adopté.

Le Président fait donner lecture du procès-verbal de la séance du premier juillet de la deuxième Sous-Commission.

Il est adopté sans modifications.

Le Président déclare que la présente séance de la Commission étant la dernière, le procès-verbal en sera communiqué en épreuve à tous les membres, qui indiqueront les rectifications qu'ils désirent y voir insérer.

Ce mode de procéder est approuvé.

Le rapport sur le « Projet de Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », présenté par M. Rolin au nom de la deuxième Sous-Commission, est adopté, après indication par le Rapporteur des quelques modifications de forme ou additions au moyen desquelles il a pu faire droit sur le champ aux observations qui lui sont parvenues depuis la dernière séance de la Sous-Commission.

On passe à l'examen des articles du Projet voté par la deuxième Sous-Commission en seconde lecture.

En vue d'accélérer la marche des travaux, il est décidé, sur la proposition du Président, de voter chapitre par chapitre.

Les chapitres I, II et III de la première section sont adoptés sans modifications.

Les cinq chapitres de la deuxième section sont également adoptés sans modifications.

Au sujet de l'article 23, S. E. le Comte Nigra, selon les instructions qu'il a reçues, propose d'ajouter le mot *ports* à ceux de « villes, etc. ».

Il reconnaît qu'il ne s'agit que de la réglementation de la guerre terrestre ; or, le bombardement d'un port par une armée rentre dans ce domaine. De plus, il pense que le moment est opportun pour décider, si les dispositions de l'article 23 ne doivent pas régir également les bombardements effectués par des forces navales.

M. Rolin ne voit pas d'inconvénient à ce que le mot « ports » soit ajouté,

du moment où il ne s'agit que d'un bombardement par des forces terrestres ; mais l'addition lui paraît superflue : un port rentre toujours dans la catégorie des « villes, villages, habitations ou bâtiments » et l'adjonction dont il s'agit pourrait créer une équivoque.

S. E. le Comte Nigra prend acte de cette déclaration et demande qu'elle soit insérée au procès-verbal.

En ce qui concerne la 2^{me} question soulevée par Son Exc. le Comte Nigra, M. Rolin fait observer que, de l'avis de la Sous-Commission, elle est de la compétence de la Commission entière ; celle-ci devrait donc adopter une disposition spéciale.

Jusqu'à présent aucune proposition de ce genre n'a été faite.

S. E. le Comte Nigra déclare qu'il saisit l'occasion pour en formuler une.

Il propose que l'article 25 soit également applicable aux bombardements dirigés vers la terre par des forces navales.

M. Rolin voit un inconvénient à la motion du Comte Nigra. Une force navale peut être amenée à bombarder des villes ou des ports même non défendus, notamment dans le but de les contraindre à lui fournir des vivres, des charbons ou autres provisions qu'elle leur a demandés. Une force de terre n'aurait ni motif, ni excuse pour le faire. Mais la force navale n'a pas d'autre moyen pour exercer son autorité, tandis qu'une force terrestre a la ressource de l'occupation et ne bombarde que pour forcer à la reddition. Les raisons ne sont donc pas les mêmes pour les deux genres de bombardements. On pourrait se borner à constater que le bombardement par une flotte n'est pas admis dans le seul but de terroriser les habitants ou de détruire inutilement la propriété.

S. E. le Comte Nigra demande seulement que la Commission se prononce sur la question suivante :

« Les dispositions de l'article 25 peuvent-elles être appliquées également aux bombardements exécutés par des forces navales ? »

M. le Général den Beer Poortugael n'admet pas que des règles identiques ne puissent régir la guerre terrestre et la guerre navale. Il se réfère à l'Annuaire de l'Institut de Droit International relatif à la session de Venise où il a été décidé que les règles de la guerre terrestre seraient applicables aux guerres maritimes.

Pour lui, la question est d'une importance capitale. Néanmoins, il ne trouve pas que le moment soit opportun pour la discuter ; il désire seulement la signaler à l'attention de la Commission dans l'espoir qu'elle sera examinée de plus près dans une Conférence ultérieure.

M. Rolin pense qu'il n'est en désaccord avec le préopinant que sur une question de mots, car la résolution de l'Institut de Droit International mentionnée par lui, tout en disant que les mêmes règles sont applicables, indique aussitôt les exceptions à ladite règle.

M. Beldiman s'associe aux conclusions de Son Exc. le Comte Nigra en espérant que la Commission entrera dans des explications sur la question.

Le Président rappelle que le Comité de Rédaction, bien que n'ayant pas de mandat pour traiter cette matière, a échangé des vues à ce sujet.

De l'avis unanime de ses membres, la question des bombardements de ports est des plus complexes.

Il a personnellement rappelé au Comité les délibérations de la session de Venise.

En examinant les règles qui y ont été formulées, on verra qu'elles sont très compliquées.

Après des travaux qui ont duré plusieurs années, l'Institut n'a pu aboutir qu'à un compromis, parce que la condition des villes de l'intérieur des pays est différente de celles situées sur les côtes. Les premières ne peuvent être bombardées que dans le but de les contraindre à se rendre et les secondes peuvent l'être également pour les forcer à fournir des vivres, etc. aux forces navales qui les menacent. Et même ces règles donnent lieu à des malentendus et à des équivoques.

Dans cet ordre d'idées, le Président propose de laisser intact le texte de l'article 25 et d'émettre le vœu que cette matière soit examinée par une Conférence qui se réunira ultérieurement. Ce sera le seul moyen de sortir de cette question complexe.

S. E. le Comte Nigra et M. Beldiman se rallient à cette manière de voir.

S. E. Sir Julian Pauncefote ne peut s'associer à l'expression de ce vœu, car, ainsi que l'a déclaré précédemment Sir John Ardagh, le Gouvernement britannique ne pourra consentir à adhérer aux articles de Bruxelles que si les questions navales restent en dehors des délibérations. Il ne désire pas aborder le fond de la question, mais il déclare que, pour la raison indiquée, il lui est impossible de se rallier à la proposition du Président.

Le Président fait observer que le vœu dont il s'agit n'est que l'expression d'un désir qui n'engage à rien.

S. E. Sir Julian Pauncefote s'abstient et demande qu'il soit donné acte de son abstention au procès-verbal.

La proposition du Président est adoptée à l'unanimité sauf l'abstention du délégué de la Grande-Bretagne.

A l'article 33, M. Rolin fait remarquer que le Comité de Rédaction a modifié dans le deuxième alinéa le texte adopté en seconde lecture en changeant « *afin d'empêcher* » en « *pour empêcher* ». Cette modification est approuvée.

La section III est adoptée.

L'article 46 donne lieu à la discussion suivante :

Le Président attire l'attention sur la lettre que la Délégation des Etats-Unis d'Amérique a adressée au Président de la Conférence, relative à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre.

Il est heureux de constater qu'en 1823 déjà la Russie a exprimé sa sympathie pour cette idée.

Elle a droit au bienveillant intérêt de tout le monde ; mais sera-t-il possible de discuter ici cette importante question ? Si cette inviolabilité est admise, les Etats maritimes devront changer radicalement leurs plans et leurs projets. La question est si complexe qu'il sera bien difficile de trouver dans les circonstances présentes une solution acceptable pour tous. Or, une décision n'aurait de valeur que si elle était prise à l'unanimité.

Il propose donc de renvoyer également l'examen de cette question à une Conférence ultérieure mieux préparée pour la résoudre et pour élaborer un projet qui pourrait réunir tous les suffrages.

Si la Commission adopte cette proposition, elle aura fait preuve de pru-

dence et elle aura en même temps rendu hommage à la généreuse initiative des Etats-Unis.

S. E. Sir Julian Pauncefoot propose de mettre au vote la question de savoir si cette matière rentre dans le cadre des travaux de la Conférence.

Son Gouvernement est d'avis qu'elle n'y rentre point.

D'après S. E. M. White, il a semblé à la Délégation des Etats-Unis que la Conférence est tout aussi compétente pour examiner cette question que beaucoup d'autres qui ont été résolues ici.

Il regretterait vivement de la voir tranchée aussi radicalement. Il est d'accord avec le Président sur ce point que le moment n'est pas favorable pour discuter cette matière, bien qu'elle intéresse toutes les Puissances réunies ici. La meilleure solution, d'après lui, serait de soumettre la question à la Conférence réunie en séance plénière, qui décidera s'il convient de la discuter à présent ou d'en confier l'examen à une Conférence ultérieure. Et, si l'on ne veut pas aller plus loin, même cette dernière solution sera appuyée par la Délégation des Etats-Unis. Elle ne désire pas jeter un brandon de discorde qui nuirait aux résultats obtenus sur d'autres questions très importantes; elle ne demande qu'à voir cette proposition, qui a été faite de bonne foi, soumise à la Conférence in plano; là, elle ne s'opposera pas au renvoi de la question à une Conférence ultérieure.

M. Rahusen, sans vouloir aborder le fond de la matière, tient à faire deux observations :

1^o Il s'associe aux idées de Son Exc. M. White en ce qui concerne la question de la compétence.

La Conférence s'occupe de la propriété privée sur terre. Pourquoi ne pourrait-elle pas examiner également la question de la propriété privée sur mer ?

Et d'ailleurs, pour quel motif traiterait-on différemment l'une et l'autre ?

2^o Il suggère l'idée de voir les gouvernements favorables au principe de l'inviolabilité se lier entre eux par des traités particuliers.

Un précédent a déjà été créé par quelques traités de commerce italiens.

Le Président fait observer que la deuxième Commission a reçu un mandat de la Sous-Commission pour s'occuper de cette question ; ce mandat a été appuyé par M. Crozier. Il faut donc qu'elle se prononce sur la question de savoir si elle désire voir renvoyer l'examen de la matière à une Conférence ultérieure. La Conférence pourra approuver ou non la décision qui aura été prise par la Commission. Mais en tout cas cette dernière constitue une instance intermédiaire entre la Sous-Commission et la Conférence, et, comme telle, elle doit faire connaître son opinion.

S. E. Sir Julian Pauncefoot a cependant soulevé l'importante question préalable de la compétence. Il s'agira de se prononcer à cet égard.

M. Schéine fait observer que la Conférence ne s'est occupée jusqu'à présent que des lois de la guerre terrestre. Les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement ne se rapportent en rien aux lois et coutumes de la guerre maritime.

Il en conclut que le Gouvernement russe n'a pas envisagé cette matière comme rentrant dans le programme prévu par la Circulaire du Comte Mouravieff et il s'abstiendra de prendre part à la discussion de cette question.

S. E. M. White insiste pour que cette question, qui est douteuse et qui

a une si grande importance, soit soumise à la Conférence en séance plénière, afin que celle-ci en décide.

Le Président propose que la Commission émette le vœu de voir la question renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure. Si ce vœu est adopté, il sera soumis à l'approbation de la Conférence.

Un échange de vues s'établit entre le Président, Son Exc. M. White, M. Bourgeois, Son Exc. Sir Julian Pauncefoot, MM. Rolin et Miyatovitch.

Le vœu proposé par le Président est adopté sauf les abstentions de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

M. Bourgeois s'est abstenu parce que le fait d'émettre un vœu implique, selon lui, la compétence; or, la question de savoir si la Commission est compétente ou non, n'a pas été tranchée.

La section IV est adoptée.

Le Président rappelle qu'un vœu relatif à cette section a été proposé par Son Exc. M. Eyschen et adopté par la deuxième Sous-Commission : confier à l'examen d'une Conférence ultérieure la détermination des droits et des devoirs des neutres. La Commission adopte également ce vœu qui sera soumis à l'approbation de la Conférence.

Les 60 articles proposés par la Sous-Commission ayant donc été adoptés, le Président attire l'attention de l'Assemblée sur le caractère juridique qu'il conviendrait de donner à leur ensemble. Le Comité de Rédaction chargé de s'occuper de cette question s'est mis d'accord, après une discussion consciencieuse, sur la forme de l'acte qui les contiendra. Il a été d'avis qu'il fallait donner à ce travail le nom de Convention au lieu de Déclaration.

Le titre de l'acte sera : « Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. »

Le but de cette convention sera d'adopter une base uniforme pour les instructions que les Gouvernements respectifs donneront à leurs forces de terre en cas de guerre.

Ce principe est exprimé dans le préambule qui a été approuvé à l'unanimité par le Comité de Rédaction.

Ce Comité a été d'un avis unanime sur un autre point : il est désirable que les différents actes de la Conférence soient rédigés autant que possible dans la même forme.

La rédaction qu'il a élaborée ne constitue donc qu'un travail préparatoire qui sera soumis au Comité de Rédaction de l'Acte final; ce dernier pourra le modifier dans le but d'arriver à l'uniformité désirée.

M. Rolin donne lecture du préambule proposé pour le projet de Convention et remarque que la plus grande partie en est empruntée à la Déclaration faite par M. de Martens et adoptée par la deuxième Sous-Commission dans sa séance du 20 juin.

Sur la proposition de M. le baron de Bildt et de Son Exc. le Comte Nigra, il est décidé de substituer le mot *plus à tout à fait* à la première ligne de la page 2.

M. le Chevalier Descamps déclare qu'il n'a pas encore eu le temps de demander l'avis du premier délégué de Belgique au sujet du texte du préambule.

Le préambule du projet de la Convention est adopté sous réserve d'amendements ultérieurs et renvoyé au Comité de Rédaction de l'Acte final.

A la demande de M. le Capitaine Crozier, le Président constate que l'adoption de ce préambule par la Commission n'engage pas encore les Gouvernements respectifs.

M. le Comte de Macédo renouvelle les réserves qu'il a faites à propos des 10 articles arrêtés à la première Sous-Commission.

Il s'empresse cependant d'ajouter qu'il reconnaît l'importance du travail dont la Commission s'occupe en ce moment.

A propos des dispositions finales, le Président remarque qu'il croit inutile de s'en occuper ici. Le Comité de Rédaction de l'Acte final qui traitera aussi des autres actes de la Conférence élaborera la rédaction définitive qu'il conviendrait de donner à ces dispositions.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne partage pas cette opinion. Le mandat qui a été donné au comité de Rédaction de l'Acte final n'envisage que la forme et non le contenu. Or, ici il s'agit aussi du fond de la convention. En effet, les dispositions finales mentionnent les signatures et les adhésions des Puissances représentées à la Conférence sans prévoir le cas d'adhésion d'une Puissance qui n'y aurait pas assisté. Il est cependant évident que ceci est une question de fond. La convention ne serait pas complète comme contenu sans une mention à ce sujet. Il s'agit donc de savoir si les Puissances qui ne sont pas représentées à la Conférence de la Haye seront admises à adhérer aux Conventions.

De l'avis du Président, la faculté d'adhérer des Etats non représentés à la Conférence est hors de doute, mais cette adhésion ne constituant qu'une question de forme, il est évident qu'il incombe au Comité de l'Acte final de trouver une formule générale qui sera soumise à l'approbation de la Conférence en séance plénière.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande pourquoi ces dispositions finales ont été soumises à la Commission si ce n'est pas elle qui doit en juger. Il constate d'ailleurs qu'elles sont incomplètes sur un point très important et il désire voir combler cette lacune.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff estime qu'en effet les nos 1 et 2 des dispositions finales concernent plutôt des questions de fond que de forme; il demande donc de les discuter en Commission.

Ces deux numéros sont lus et adoptés sauf la rédaction finale.

M. le Jonkheer van Karnebeek précise la portée de sa proposition qui vise plus loin qu'une simple formule juridique; c'est une simple question de fond et il désire savoir si cette convention sera ouverte ou non à ceux qui voudront y adhérer plus tard.

M. Bourgeois dit qu'il a fait la même réflexion. Il est de l'avis de MM. van Karnebeek et de Gross de Schwarzhoff. Mais c'est précisément à cause de la haute importance de la disposition en question qu'il préfère en confier la rédaction au Comité de l'Acte final qui pourra tenir compte des dispositions générales adoptées au sujet des autres objets des travaux de la Conférence et pourra prendre une décision dans le sens de ces derniers.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'il n'y a aucune raison pour que la question d'adhésion soit tranchée de la même manière pour chaque convention spéciale arrêtée par la Conférence.

M. le Baron de Bildt ne voit aucun inconvénient à ce que la deuxième Commission exprime son opinion sur le fond des dispositions finales, afin de donner une indication au Comité de l'Acte final.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne s'oppose pas à cette manière de voir.

Une discussion s'engage entre le Président, M. Rolin et M. le Jonkheer van Karnebeek.

Ce dernier propose d'ajouter un sixième article formulé comme suit :

« Les Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix de la Haye, sont admises à adhérer à la présente convention.

« Elles auront à cet effet à notifier par écrit leur adhésion au Gouvernement des Pays-Bas, lequel en donnera avis à tous les autres Gouvernements contractants. »

Après un échange de vues entre MM. le Président, van Karnebeek, Rolin, Descamps, Motono, la proposition de M. van Karnebeek, appuyée par M. Descamps, est adoptée à l'unanimité, sauf l'abstention de l'Espagne et de la France, dans le sens d'une indication à donner au Comité de l'Acte final.

Les articles 3, 4, 5 des dispositions finales sont adoptés également dans le même sens et avec les mêmes abstentions.

La séance est levée.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 JUILLET

Rapport présenté par M. Rolin.

La deuxième Sous-Commission s'est vu assigner pour objet de ses études la « revision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour ». C'est la question indiquée sous le n° 7 dans la *Circulaire* de Son Exc. le Comte Mouravieff en date du 30 décembre 1898.

Il y a lieu de déterminer plus exactement cet objet en rappelant, en tête du présent Rapport, qu'il résulte très positivement de l'ensemble des Actes de la Conférence de Bruxelles, que celle-ci avait exclusivement en vue les lois et les coutumes de la guerre *sur terre*. La Sous-Commission s'est en conséquence inspirée constamment de l'idée que sa compétence était renfermée dans les mêmes limites. C'est en vertu de cette considération qu'elle s'est bornée, dans sa séance du premier juin, à prendre notification d'une communication de M. Crozier, délégué des Etats-Unis d'Amérique, tendant à faire admettre que la règle du *respect de la propriété privée* fût applicable *même sur mer*. Dans le même ordre d'idées, elle a également préféré laisser à la Commission le soin de résoudre une question spéciale, celle de savoir si les règles relatives aux *bombardements* sont applicables au cas où des navires se trouvant en mer dirigeraient leur feu vers des points de la côte.

Le premier soin de la Sous-Commission a été de déterminer la méthode de ses délibérations. Elle a décidé de prendre comme base de ses discussions le texte de la Déclaration de la Conférence de Bruxelles de 1874, mais en abordant les diverses questions dans un ordre différent, qu'elle a sur le champ réglé comme suit (séance du 25 mai) :

1° « Des prisonniers de guerre. » (art. 23—34).

2° « Des capitulations » et « De l'armistice. » (art. 46—52).

3° « Des parlementaires. » (art. 43 et 44).

4° « Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées » et « Des contributions et des réquisitions. » (art. 36—42).

5° Les articles 35 et 56 relatifs à la Convention de Genève.

6° « Des espions. » (art. 19—22).

7° « Des moyens de nuire à l'ennemi » et « Des sièges et bombardements. » (art. 12—18).

8° « Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres. » (art. 53—55).

9° « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. » (art. 1—8).

10° « Qui doit être reconnu comme partie belligérante ; des combattants et des non-combattants. » (art. 9—11).

Cet ordre des discussions, destiné à réserver pour la fin les questions les plus délicates, a été suivi par la Sous-Commission en première lecture, sauf qu'après avoir délibéré sur le texte des articles 36 à 39 du Projet de Bruxelles, concernant le *pouvoir militaire à l'égard des personnes*, la Sous-Commission a passé d'emblée au numéro suivant (50), réservant les articles 40 à 42 relatifs aux *contributions* et aux *réquisitions* pour en faire l'objet d'un examen simultané avec celui du chapitre de *l'autorité militaire sur le territoire ennemi* (9° ci-dessus. — Articles 1 à 8).

Toutefois, sur l'avis du Comité de rédaction, nommé en séance du 12 juin (1), la Sous-Commission a adopté un *Projet* où les articles, distribués en quatre sections dont les deux premières sont elles-mêmes subdivisées en Chapitres, sont rangés dans un ordre nouveau qui a paru plus méthodique. Ce projet est celui qui est actuellement soumis à la deuxième Commission et qui est ci-annexé sous le titre de « *Projet de Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* ». Afin d'établir un lien constant entre ce texte et le présent Rapport, celui-ci sera divisé en Sections et Chapitres correspondant à ceux du *Projet de Déclaration*.

Avant de passer à l'examen détaillé du *Projet* soumis à la Commission, il y a lieu d'appeler l'attention de celle-ci sur diverses communications de portée plus ou moins générale qui ont été faites à la Sous-Commission au cours des discussions.

Au début de la séance du 10 juin, le Général Sir John Ardagh, délégué technique du Gouvernement britannique, a donné lecture d'une déclaration d'où il résulte que, suivant son opinion personnelle, qui ne saurait engager son Gouvernement, ce serait une erreur de vouloir « que la revision de la « *Déclaration de Bruxelles* aboutisse à une convention internationale ».

« Sans chercher à savoir les motifs auxquels peut être attribuée la non-« adoption de la *Déclaration de Bruxelles* » — a dit Sir John Ardagh — « il « est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye ».

« Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière « Conférence... nous ferions mieux de n'accepter la *Déclaration* que comme « une base générale pour les instructions sur les lois et coutumes de la « guerre pour nos troupes, sans aucun engagement d'accepter tous les articles tels qu'ils résulteront des votes de la majorité. »

Suivant l'opinion de Sir John Ardagh, tous les Gouvernements, même adhérents à la *Déclaration*, devraient donc se réserver la « pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles » de cette *Déclaration*.

Cette communication du Délégué technique de la Grande-Bretagne a amené M. de Martens à donner quelques indications supplémentaires sur la manière dont le Gouvernement Impérial de Russie envisage la question.

« Le but du Gouvernement Impérial — a dit notamment M. de Martens — « est toujours le même, à savoir que la *Déclaration de Bruxelles*, révisée « en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base « solide pour les instructions que les Gouvernements donneront pour le cas « de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit « réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à « celui de la *Déclaration de St-Petersbourg de 1868*. Il faudrait que, dans un

(1) Ce Comité de Rédaction a été formé de Messieurs Belliman, le Colonel à Court, le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzhof, Lammasch, Renault, le Général Zaccari et Rolui, ce dernier en qualité de rapporteur. Sauf dans une circonstance spéciale, le Comité a été présidé par M. de Martens, président de la Commission et de la Sous-Commission. M. Renault, n'ayant pu assister aux dernières séances, a été remplacé par M. le Général Mounier.

« article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être tombées d'accord sur des règles uniformes qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu que la Déclaration de Bruxelles n'aura « force obligatoire que pour les États contractants ou accédants. »

Il résulte de cette dernière phrase que suivant les vues du Gouvernement russe, il ne doit être question que de conclure une *convention*, c'est-à-dire que les règles admises ne seraient obligatoires *comme telles* qu'entre les États adhérents. Elles cesseraient même d'être applicables au cas où, dans une guerre entre États adhérents, l'un d'eux accepterait un allié qui n'aurait pas adhéré à la Convention.

Le délégué de Russie a insisté sur cette façon de voir, en comparant l'œuvre qu'il faut réaliser à une « Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre », société dans laquelle les États sont libres d'entrer ou de ne pas entrer, mais qui doit avoir des *statuts* que ses adhérents observeront *entre eux*.

Répondant en même temps à une autre objection qui s'était produite et sur laquelle nous aurons à revenir, M. de Martens a ajouté qu'en fondant de commun accord « la société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre », dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les plus grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater ; de même que, dans les sociétés d'assurances contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants.

La dernière partie de la communication de M. de Martens visait une objection fondamentale dont S. Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique, s'était fait l'interprète dans un discours prononcé en séance du 6 juin.

Il est vrai de dire que le discours de M. Beernaert concerne spécialement les dispositions des chapitres I, II et IX de la Déclaration de Bruxelles, relatifs à l'occupation du territoire ennemi, à la définition des belligérants et aux réquisitions en nature ou en argent. M. Beernaert a posé, à propos de certaines des dispositions inscrites dans ces chapitres, la question de savoir s'il convient que « d'avance et pour le cas d'une guerre, celui qui sera battu « attribue des droits chez lui à son vainqueur et organise le régime de la dé« faite ». Et il a émis l'idée qu'il ne faudrait adopter « que des dispositions qui, admettant le fait, sans reconnaître le droit du vainqueur, emporteraient l'engagement pour celui-ci d'en modérer l'exercice ».

En réalité, ces observations du premier délégué de Belgique avaient une portée générale, car elles sont plus ou moins applicables à toutes les parties d'une Déclaration relative aux lois et coutumes de la guerre.

M. de Martens a répondu à ce discours, en insistant très vivement sur la nécessité de ne pas abandonner « au hasard de la raison de la guerre et du droit des gens » les intérêts vitaux des populations paisibles et désarmées.

La question ainsi posée était celle de savoir si la crainte de paraître consacrer comme un droit, dans un règlement international, le pouvoir de fait qui s'exerce par la force des armes, doit faire abandonner le précieux avantage d'une limitation de ce pouvoir. Aucun membre de la Sous-Commission n'a, au surplus, eu la pensée que l'autorité légale du pays envahi dût donner d'avance une sorte de sanction au pouvoir de fait exercé par l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire. Mais l'adoption de règles précises, tendant à limiter l'exercice de ce pouvoir, n'en est apparue que comme une nécessité d'autant plus évidente, conforme du reste à l'intérêt de tous les peuples que le sort des armes peut trahir tour à tour.

La Sous-Commission a fait droit aux observations de M. Beernaert en adoptant et en faisant sienne une « Déclaration » dont M. de Martens a donné lecture en séance du 20 juin. On trouvera plus loin le texte complet de cette Déclaration, à propos des articles un et deux (9 et 10 anciens), auxquels elle se rapporte spécialement. Il convient de retenir que, suivant le vœu de la

Sous-Commission, ce document est destiné à faire partie des Actes de la Conférence. Il en résulte que le Projet ne doit pas être considéré comme destiné à régler tous les cas qui se présentent dans la pratique ; le domaine du droit des gens subsiste. De plus, il a été dit formellement qu'aucun des articles du Projet ne pourra être considéré comme entraînant, de la part des Etats adhérents, la reconnaissance d'un droit quelconque qui serait en opposition avec les droits souverains de chacun d'eux — et que l'adhésion au Règlement impliquera uniquement, pour chaque Etat en ce qui le concerne, l'acceptation d'un ensemble de règles juridiques limitant les manifestations du pouvoir de fait que le sort des armes pourrait remettre entre ses propres mains à l'égard d'un territoire ou de sujets étrangers.

Il reste encore une communication d'ordre général à signaler à la Commission. Elle émane de Son Exc. M. Eyschen.

En séance du 3 juin, le délégué du Grand-Duché de Luxembourg a appelé l'attention de la Sous-Commission sur l'utilité d'une détermination « des Droits et des Devoirs des Etats neutres ». La Sous-Commission a été d'avis de s'en tenir à l'examen des questions rentrant dans les termes de la Déclaration de Bruxelles. Mais elle a émis le vœu « que la question d'une réglementation des droits et des devoirs des Etats neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence » (séance du 6 juin).

Nous passons à l'examen du texte du Projet de Déclaration divisé en quatre Sections.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS

CHAPITRE I. — DE LA QUALITÉ DU BELLIGÉRANT.

(Articles 1 à 3.)

Les deux premiers articles de ce chapitre (articles 1 et 2) ont été votés à l'unanimité et sont la reproduction textuelle des articles 9 et 10 du Projet de Déclaration de Bruxelles, sauf une addition de pure forme faite, en seconde lecture, à l'alinéa final de l'article premier, pour dire que les *corps de volontaires* peuvent aussi bien que les *milices* être compris sous la dénomination d'*armée*.

C'est au moment de mettre la première fois ces articles en discussion, que M. de Martens a donné lecture du projet de « Déclaration » déjà mentionné, que la Sous-Commission a adopté sur le champ et dont le texte, à soumettre à la Conférence, serait le suivant :

« La Conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable que
« les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a dans cet esprit
« adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de déterminer
« les droits et les devoirs des belligérants et des populations, et pour but
« d'adoucir les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible, toutefois, de concerter dès maintenant
« des stipulations s'étendant à tous les cas qui se présentent dans la pratique.

« D'autre part, il n'a pas pu entrer dans les intentions de la Conférence
« que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

« En attendant qu'un Code tout à fait complet des lois de la guerre puisse
« être édicté, la Conférence juge opportun de constater que, dans les cas non
« compris dans l'arrangement de ce jour, les populations et les belligérants
« restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des
« gens, tels qu'il résulte des usages établis entre nations civilisées, des lois
« de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

« C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 9 et 10
« adoptés par la Conférence. »

Le premier délégué de Belgique, M. Beernaert, qui avait précédemment formulé des objections au sujet de l'adoption des articles 9 et 10 en question

(un et deux du Projet nouveau), a annoncé sur le champ qu'il pourrait les voter à raison de cette Déclaration.

L'accord s'est ainsi établi sur ces dispositions si importantes et si délicates relatives à la reconnaissance de la qualité de belligérant.

L'article 3 et dernier de ce Chapitre, identique, sauf des détails de rédaction, à l'article 11 du Projet de Bruxelles, dit expressément que les non-combattants faisant partie d'une armée doivent également être considérés comme belligérants et que les uns et les autres, combattants et non-combattants, c'est-à-dire *tous les belligérants* ont droit, en cas de capture par l'ennemi, au traitement des prisonniers de guerre.

Il avait été question un moment de reporter cet article, ou au moins la fin de cet article, au chapitre des prisonniers de guerre. Mais il a paru qu'en définitive il n'était pas inutile, après avoir défini les conditions dont dépend la qualité de belligérant, d'indiquer aussitôt ce droit essentiel que possède le belligérant, en cas de capture par l'ennemi, d'être traité comme prisonnier de guerre. Et c'est, au surplus, une transition toute naturelle avec le chapitre II, qui suit immédiatement et qui fixe la condition des prisonniers de guerre.

Avant que le texte de la Déclaration ci-dessus, adoptée sur la proposition de M. de Martens, eût été communiqué à la Sous-Commission, le général Sir John Ardagh, délégué technique de la Grande-Bretagne, avait proposé d'ajouter, à la fin de ce premier chapitre, la disposition suivante :

« Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs par tous moyens licites la résistance patriotique la plus énergique. »

Il semble résulter du protocole de la séance du 20 juin, que la plupart des membres de la Sous-Commission étaient d'avis que la règle ainsi formulée n'ajoutait rien à la « Déclaration » dont M. de Martens avait donné lecture au début de la même séance. La Délégation de Suisse a paru toutefois disposée à attacher à cet article additionnel une assez grande importance, au point de mettre en question son adhésion aux articles 1 et 2 (9 et 10 anciens), si la proposition de Sir John Ardagh n'était pas adoptée. M. Künzli a parlé dans ce sens. D'autre part, le délégué technique d'Allemagne, Colonel de Gross de Schwarzhoff, a fait ressortir que l'article 9 de Bruxelles (devenu l'article premier) ne subordonne la reconnaissance de la qualité de belligérant qu'à des conditions fort simples à remplir ; — qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à ses yeux de voter l'article 10 (devenu l'article deux) qui reconnaît également comme belligérante la population d'un territoire non occupé, sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre ; — qu'il a voté néanmoins cet article par esprit de conciliation. « Mais ici, — a dit très catégoriquement le délégué allemand, — mes concessions s'arrêtent, il m'est absolument impossible de faire un pas de plus et de suivre ceux qui proclament une liberté absolue pour la défense. »

A la suite de cet échange d'observations et en considération de la Déclaration adoptée sur la proposition de M. de Martens, la proposition de Sir John Ardagh a été retirée par son auteur, dans un but de conciliation.

CHAPITRE II. — DES PRISONNIERS DE GUERRE

(Articles 4 à 20.)

Le chapitre des prisonniers de guerre, dans le projet de Déclaration adopté à Bruxelles en 1874 (articles 23 à 34), débutait par une définition formant l'alinéa premier de l'article 23 et conçue dans les termes suivants : « Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés ». Cette définition était, en quelque sorte, le résidu d'une autre définition beaucoup plus longue que donnait l'article 23 du projet primitif soumis à la Conférence de Bruxelles par le Gouvernement impérial russe. Considérant le caractère peu précis de ces définitions, et la difficulté d'en trouver cependant une autre

plus complète et plus exacte, la Sous-Commission a été d'accord pour supprimer toute définition et pour se borner à dire, dans ce chapitre, quel sera le traitement des prisonniers de guerre.

C'est en vertu des considérations ci-dessus que l'article 4, qui se trouve en tête de ce chapitre et qui correspond à l'article 23 du projet de Bruxelles, commence immédiatement par ces mots : « Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, etc., etc. »

L'alinéa relatif aux *actes d'insubordination* a également été supprimé dans cet article, mais il se retrouve plus loin, à l'article 8, où il a paru mieux à sa place.

La plupart des autres dispositions adoptées à Bruxelles concernant cette question du traitement des prisonniers de guerre ont été maintenues par la Sous-Commission avec des modifications assez légères ou de pure forme, dont l'explication se trouve dans les protocoles (séances des 27 et 30 mai).

L'article 5, concernant l'internement des prisonniers, est la copie textuelle de l'article 24.

L'article 6 combine, dans une rédaction légèrement différente, proposée par M. Beernaert, les prescriptions des articles 25 et 26 de Bruxelles.

L'article 7 est à peu près le même que l'ancien article 27, sauf qu'il règle le traitement des prisonniers, non seulement quant à la nourriture et à l'habillement, mais aussi quant au *couchage*.

L'article 8, concernant la discipline des prisonniers de guerre, correspond à l'article 28 du Projet de Bruxelles, mais avec quelques changements qui ne sont pas de pure forme, notamment en ce qui concerne les *évasions des prisonniers*. Les modifications sont analysées ci-après.

L'article 9 répète littéralement l'article 29 (déclaration du nom et du grade).

L'article 30 du projet de Bruxelles, relatif à *l'échange des prisonniers*, a été supprimé comme inutile, car cette question de l'échange ne peut faire l'objet d'une règle générale et il va de soi qu'un échange peut toujours résulter d'une entente mutuelle entre belligérants.

Les articles 40, 41 et 42 concernant la *libération sur parole*, sont, sauf quelques détails de rédaction, la reproduction des articles 31, 32 et 33 de la Déclaration de Bruxelles.

Mais l'article 13 (nouveau), concernant les individus assimilés aux prisonniers de guerre, diffère notablement de l'article 34 de Bruxelles à la fois comme forme et comme fond.

Viennent enfin les articles 14 à 20, entièrement nouveaux, qui ont été adoptés sur la proposition de M. Beernaert.

En somme, il n'y a donc lieu de fournir quelques indications particulières qu'au sujet de l'article 8 (28 ancien), de l'article 13 (34 ancien) et des articles nouveaux 44 à 47.

Ainsi que cela vient d'être dit, l'article 28 ancien, devenu l'article 8, a été longuement discuté ; surtout par rapport aux *évasions* de prisonniers de guerre. Finalement il a été admis, comme à Bruxelles en 1874, que la *tentative d'évasion* ne saurait rester absolument impunie, mais qu'il est utile de limiter le degré des peines auxquelles elle peut donner lieu, pour éviter notamment qu'elle soit assimilée à la désertion devant l'ennemi et, comme telle, punie de mort. En conséquence, il a été décidé que « les prisonniers évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant d'avoir quitté le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés sont passibles de peines disciplinaires ». Toutefois, il a été constaté, au cours des délibérations, que cette restriction ne s'applique pas au cas où l'évasion de prisonniers de guerre serait accompagnée de circonstances spéciales constituant par exemple le *complot*, la *rébellion* ou l'*émeute*. Dans ces cas, comme le Général de Voigts-Rhetz l'avait déjà fait observer à Bruxelles en 1874 (*Protocole* n° 6. Séance du 6 août 1874), les prisonniers sont punissables en vertu de la première partie du même article, où il est dit qu'ils sont « soumis aux

lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent » ; et il faut encore compléter cette disposition par celle qui a été reprise dans l'ancien article 23 et ajoutée à l'article 8, disant, au sujet des prisonniers, que « tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires ».

L'article 28 du Projet de Bruxelles signalait notamment qu'il est permis, après sommation, de faire usage des armes contre un prisonnier de guerre en fuite. La Sous-Commission a supprimé cette indication. En le faisant, elle n'a nullement entendu contester le droit de tirer sur le prisonnier de guerre en fuite, si les règlements militaires le prescrivent : mais il lui a paru au moins inutile qu'un article de la Déclaration eût en quelque sorte l'apparence d'approuver spécialement cette mesure extrême.

Enfin, la Sous-Commission a maintenu, non sans quelques hésitations, le dernier alinéa de l'article, aux termes duquel « les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont pas passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure ». La Sous-Commission a été influencée par la considération que, lorsqu'un prisonnier de guerre a repris sa liberté, sa situation de fait et de droit est pareille en tous points à celle qu'il aurait s'il n'avait jamais été prisonnier de guerre. On ne saurait donc lui appliquer une véritable pénalité, en vertu d'un état de fait antérieur.

L'article 34, devenu l'article 13 du Projet de la Sous-Commission, a aussi été fort remanié. L'ancienne rédaction manquait surtout de clarté, en ce qu'elle semblait dire que les individus visés par l'article et qui accompagnent l'armée sans en faire partie (tels que correspondants de journaux, vivandiers, fournisseurs, etc.) seront faits prisonniers s'ils sont munis d'une autorisation régulière. De sorte qu'il suffirait, à la lettre, de ne pas avoir d'autorisation régulière pour être laissé libre. Tel n'est à coup sûr pas le sens de cette disposition. La Sous-Commission a adopté en conséquence une rédaction plus précise, qui a été proposée par le rapporteur, et qui se rapproche beaucoup du texte de l'article 22 du *Manuel des Lois de la Guerre* de l'Institut de droit international. Ce texte tient compte de ce que les individus dont il s'agit ne sauraient en réalité être considérés comme des prisonniers de guerre. Mais il peut être nécessaire de les *détenir*, soit temporairement, soit jusqu'à la fin de la guerre et, dans ce cas, ce sera certainement pour eux un avantage d'être traités comme les prisonniers de guerre. Toutefois, ils ne peuvent compter sur cet avantage que s'ils sont « munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient ».

Il reste à dire quelques mots des sept derniers articles (11 à 17) de ce Chapitre, qui y ont été ajoutés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique.

M. Beernaert a rappelé que l'initiative de ces propositions déjà anciennes est surtout due à M. Romberg-Nisard, qui, après s'être dévoué aux victimes de la guerre en 1870, n'a cessé de se préoccuper d'améliorer pour l'avenir le sort des combattants blessés ou prisonniers.

Il s'agit en premier lieu, dans ces dispositions additionnelles, de rendre générale l'organisation de bureaux de renseignements sur les prisonniers, analogues à celui qui fut institué en Prusse dès l'année 1866 et qui rendit de si grands services durant la guerre de 1870—71. C'est l'objet du premier de ces articles (art. 14). Le deuxième article (art. 15) prévoit que l'on donnera certaines facilités aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre régulièrement constituées. Le troisième article (art. 16) accorde la franchise postale et d'autres avantages aux bureaux de renseignements et en général pour les envois faits aux prisonniers. Le quatrième article (art. 17) a pour objet de favoriser le paiement de la solde aux officiers prisonniers. Le cinquième et le sixième article (art. 18 et 19) assurent aux prisonniers le libre exercice de leur religion, leur accordent des facilités en matière testamentaire, et ont trait à la constatation des décès et à la forme des inhumations. Enfin, le dernier de ces articles nouveaux (art. 20) stipule expressément

qu'après la conclusion de la paix « le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible ». La libération absolument immédiate n'est en effet pas possible, car elle amènerait fatalement des désordres.

Cet article 20 devait avoir un second alinéa disant qu'aucun prisonnier de guerre ne pourra être retenu, ni sa libération différée, pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits de droit commun. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, cette disposition a été supprimée de commun accord, vu les nécessités de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

La seule de ces dispositions additionnelles, dues à l'initiative du premier délégué de Belgique, qui ait donné lieu à discussion est la troisième (art. 16) relative aux *franchises postales, douanières et autres*. Mais sur les vives instances de M. Lammasch, délégué technique d'Autriche-Hongrie et de M. le Général den Beer Poortugael, deuxième délégué des Pays-Bas, cet article a également été adopté à l'unanimité.

Il est à remarquer que les conventions postales et autres devront être modifiées conformément à cette disposition. Quant à la franchise douanière, elle ne s'applique évidemment qu'aux objets destinés à l'usage personnel des prisonniers.

Il peut être intéressant de constater ici que ces articles 14 à 20 réalisent parfaitement, et même plus amplement, le but que le Gouvernement belge avait en vue, lorsqu'il proposait en 1874 à la Conférence de Bruxelles, par l'organe de M. le Baron Lambermont, six articles relatifs aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre (Voir *Annexe* n° XI aux Protocoles de la Conférence de Bruxelles). Ces articles furent alors l'objet d'un ordre du jour favorable, mais ils ne furent pas incorporés dans le projet de Déclaration de Bruxelles (Protocole n° 8. Séance du 10 Août 1874).

CHAPITRE III. — DES MALADES ET DES BLESSÉS.

(Article 21.)

L'article unique qui se trouve dans ce chapitre est la copie textuelle de l'article 35 du projet de Bruxelles. Il a été adopté à l'unanimité et sans discussion. Ainsi que le Président de la Sous-Commission l'a fait remarquer, on se borne à constater que les règles de la Convention de Genève doivent être observées *entre belligérants*. De plus, la fin de l'article prévoit une modification éventuelle de cette Convention.

On sait qu'il est dit d'autre part, à l'article 60 (ancien article 56), que la Convention de Genève s'applique également aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.

CHAPITRE I. — DES MOYENS DE NUIRE A L'ENNEMI, DES SIÈGES ET DES BOMBARDEMENTS.

(Articles 22 à 28.)

Ce chapitre réunit, sous une rubrique commune, deux chapitres distincts de la Déclaration de Bruxelles, dont le premier était intitulé « des moyens de nuire à l'ennemi » (articles 12 à 14) et le second « des sièges et bombardements » (articles 15 à 18).

La réunion de ces chapitres en un seul, proposée par le Comité de Rédaction et approuvée en seconde lecture par la Sous-Commission, a eu pour objet de faire nettement ressortir que les articles relatifs aux moyens de nuire sont également applicables aux sièges et aux bombardements.

Les articles 22, 23 et 24 nouveaux correspondent exactement, sauf des modifications de rédaction, aux articles 12, 13 et 14 de la Déclaration de Bruxelles.

L'article 23 commence par ces mots : « Outre les prohibitions établies par des Conventions spéciales, il est notamment interdit : . . . ». Ces Conventions spéciales sont d'abord la Déclaration de St Pétersbourg de 1868, qui est toujours en vigueur, et puis toutes celles de même nature qui pourraient être conclues, notamment à la suite de la Conférence de la Haye. Il a paru à la Sous-Commission qu'une formule générale était préférable à l'ancienne rédaction qui mentionnait seulement la Déclaration de St Pétersbourg.

L'article 23 interdit finalement, sous le littéra *g*, toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas commandée par les nécessités de la guerre. Le Comité de Rédaction avait proposé de supprimer cette clause qui lui semblait inutile, vu les dispositions qui se trouvent plus loin et qui prescrivent le respect de la propriété privée ; mais la Sous-Commission l'a maintenue, en seconde lecture, sur les instances de M. Beernaert, attendu qu'il s'agit, dans ce chapitre, de limiter les effets des *hostilités* proprement dites, tandis que les dispositions visées ont trait plus spécialement à l'occupation du territoire ennemi.

La rédaction de l'article 24 (14 ancien) a été critiquée. Pris à la lettre, cet article pourrait en effet être interprété en ce sens que toute ruse de guerre et tout moyen nécessaire pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain devraient *ipso facto* être considérés comme « licites ». Il s'entend que telle n'est nullement la portée de cette disposition, qui a uniquement pour objet de dire que les ruses de guerre et les moyens de se renseigner ne sont pas défendus comme tels. Mais ils cesseraient d'être « licites » en cas de contravention à une règle impérative d'autre part.

L'ancien article 14 citait spécialement une de ces règles impératives : celle qui défend de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays (art. 36 de Bruxelles). Mais il y en a beaucoup d'autres, telles notamment que la défense d'user indûment du pavillon parlementaire (art. 23, *f*). Il y en a même qui ne sont pas expressément mentionnées dans un article du Projet de Déclaration. Et, dans ces conditions, ne pouvant rappeler toutes ces règles à propos de l'article 24, la Sous-Commission a pensé qu'il valait mieux n'en rappeler aucune, et que la présente explication suffirait à indiquer le sens véritable de cet article.

Les articles 25, 26, 27 et 28 correspondent presque mot pour mot aux articles 15 à 18 du Projet de Bruxelles, et les légères modifications admises sont de pure forme.

Concernant l'interdiction de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus (article 25), il convient de mentionner une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff indiquant que cette interdiction ne doit certainement pas être interprétée comme s'opposant à la destruction, par tous moyens, de bâtiments quelconques, quand les opérations militaires en font une nécessité. Cette observation n'a pas soulevé d'objections dans le sein de la Sous-Commission.

Comme cela a été indiqué au début de ce Rapport, on s'est demandé à propos des derniers articles de ce chapitre, s'ils doivent être considérés comme applicables au bombardement d'un point de la côte *par des forces navales*. M. le Général den Beer Portugael, délégué des Pays-Bas, s'est prononcé pour l'affirmative, ainsi que M. Beernaert. Mais, sur la proposition de M. le Colonel Gilinsky, délégué technique du Gouvernement russe, l'examen de cette question a été renvoyé de commun accord à la Commission en séance plénière.

CHAPITRE II. — DES ESPIONS.

(Articles 29 à 31.)

Les trois articles qui forment ce chapitre reproduisent à peu près littéralement les termes des articles 19 à 22 du projet de Bruxelles. Seulement les

articles 19 et 22 anciens ont été, sur la proposition de M. le Général Mounier, délégué technique du Gouvernement français, réunis en un seul, pour former l'article 29. Ces deux dispositions ont trait en effet à une idée unique, consistant à déterminer qui peut être considéré et traité comme espion et à mentionner aussitôt, *à titre d'exemples seulement*, quelques cas spéciaux où un individu ne peut pas être considéré comme espion.

A propos de l'article 30 (20 ancien), on a fait remarquer que l'exigence d'un jugement préalable à l'application de la peine est, en cas d'espionnage comme en tous autres cas, une garantie toujours indispensable, et la rédaction nouvelle a été admise en vue de le dire plus explicitement.

Il résulte de l'article 31 (21 ancien) que l'espion qui n'aurait pas été pris sur le fait et qui tomberait par la suite aux mains de l'ennemi, n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'*espionnage* antérieurs. Cette immunité spéciale est conforme aux coutumes de la guerre; mais les mots en italiques ont été ajoutés, en seconde lecture, pour bien marquer que cette immunité ne s'applique qu'aux actes d'espionnage et ne s'étend pas à d'autres infractions.

CHAPITRE III. — DES PARLEMENTAIRES.

(Articles 32 à 34.)

Les trois articles, dont se compose ce chapitre, correspondent aux articles 43, 44 et 45 du Projet de Bruxelles.

Le texte de l'article 32 diffère légèrement de celui de l'article 43. Il en résulte que le parlementaire peut se faire accompagner non seulement d'un trompette, clairon ou tambour et d'un porte-drapeau, mais aussi d'un interprète. Il résulte également de la nouvelle rédaction que le parlementaire peut se passer d'un ou de plusieurs de ces concours et se présenter même seul, muni d'un drapeau blanc qu'il porterait lui-même.

L'article 33 reproduit, sauf des changements de rédaction successivement adoptés en première et en seconde lecture, les deux premiers alinéas de l'article 44 de Bruxelles. Il s'agit du droit qu'a tout belligérant, soit de refuser de recevoir un parlementaire, soit de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner, soit enfin de retenir le parlementaire en cas d'abus. Ce sont là toutes règles conformes aux nécessités et aux coutumes de la guerre.

L'ancien article 44 renfermait un alinéa final permettant à un belligérant de déclarer « qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé » et ajoutant que « les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité. La perte de l'inviolabilité est une sanction à coup sûr excessive en la matière; mais ce point spécial n'a plus guère d'intérêt, car la disposition entière a disparu de la rédaction nouvelle. Il résulte de la discussion qui a eu lieu en séance du 30 mai, et notamment des observations présentées à propos de cet article par Son Exc. le Comte Nigra, premier délégué d'Italie, que, suivant les vues de la Sous-Commission, les principes du droit des gens s'opposent à ce qu'il soit jamais permis à un belligérant de déclarer, même pour un temps déterminé, qu'il ne recevra pas de parlementaires. A la Conférence de Bruxelles, en 1874, cette disposition avait du reste été fort discutée et n'avait fini par être admise que pour donner satisfaction au délégué allemand, Général de Voigts-Rhetz (voir *Protocole* n° 4; séance du 3 août 1874). Les délégués techniques à la Conférence de La Haye, notamment le délégué allemand, Colonel de Gross de Schwarzhoff, ont au contraire semblé considérer que les nécessités de la guerre sont suffisamment respectées par suite de la faculté reconnue à tout chef militaire de ne pas recevoir un parlementaire en toutes circonstances (alinéa premier de l'article 33); ils ont en conséquence voté, avec toute la Sous-Commission, l'abrogation de l'alinéa final de l'ancien article 44.

L'article 34 est identique à l'article 45 de Bruxelles. Il en résulte que « le

parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison ». Cette disposition n'a donné lieu à aucune observation quant au fond. On s'est demandé seulement comment un parlementaire pourrait commettre un acte de trahison à l'égard de l'ennemi. Le texte a néanmoins été maintenu en considération de certaines législations pénales qui considèrent le provocateur d'une infraction comme co-auteur.

CHAPITRE IV. — DES CAPITULATIONS.

(Article 35.)

L'article unique de ce chapitre est conforme, sauf quelques changements de rédaction, à l'article 45 du Projet de Bruxelles.

La clause suivant laquelle « les capitulations ne pourront jamais renfermer des conditions contraires à l'honneur ou au devoir militaire », proposée à Bruxelles par le Général Arnaudeau, délégué français (*Protocole* n° 4 ; séance du 3 août 1874) et introduite à peu près littéralement dans l'article 46, a été maintenue comme principe. La rédaction de l'article 35 nouveau, tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission, donne même à ce principe une forme plus impérative en disant que les capitulations « doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire ».

CHAPITRE V. — DE L'ARMISTICE.

(Articles 36 à 41.)

Ce chapitre comprend six articles qui correspondent aux articles 47 à 52 du Projet de Bruxelles dont ils reproduisent à peu près les termes.

L'article 36 détermine les *effets de l'armistice et sa durée* ; l'article 37 distingue entre l'*armistice général* et l'*armistice local*. Ces deux articles sont la reproduction pure et simple des articles 47 et 48 adoptés à Bruxelles.

L'article 38, relatif à la *notification* de l'armistice et à la *suspension des hostilités* diffère de l'article 49 de Bruxelles en ce qu'il admet que les hostilités puissent ne pas être suspendues du moment même de la notification, mais seulement à un terme fixé.

La rédaction de l'article 39 reproduit celle de l'article 50 de Bruxelles, mais en l'élargissant et la précisant à la fois. Elle permet en effet que l'armistice règle non-seulement les rapports *entre* les populations, mais aussi les rapports *avec* les populations ; en même temps, il est dit que ce sera seulement « sur le théâtre de la guerre ». A défaut de clauses spéciales dans l'armistice, ces matières sont nécessairement régies par les règles ordinaires du droit de la guerre, notamment par les règles concernant l'occupation du territoire de l'Etat ennemi.

La question de la violation de l'armistice par l'une des parties a donné lieu à un échange de vues en séance du 30 mai. L'article 51 du Projet de Bruxelles se bornait à dire à ce sujet que la violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, la Sous-Commission a admis que le droit de dénoncer l'armistice ne serait pas toujours suffisant, et qu'il fallait nécessairement reconnaître au belligérant le droit, *en cas d'urgence*, « de reprendre immédiatement les hostilités ». D'autre part, la Sous-Commission a été d'avis que, pour justifier la dénonciation de l'armistice et, à plus forte raison, autoriser la reprise des hostilités, il fallait une violation *grave* de l'armistice et c'est en quoi l'article 40 nouveau diffère également du texte accepté à Bruxelles.

L'article 52 concernant la violation des clauses de l'armistice *par les particuliers* n'a pas été modifié et est devenu l'article 41 nouveau. Il ne prévoit que « la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées ».

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI

(Articles 42 à 56.)

Le titre rappelé ci-dessus est celui du chapitre premier du projet de Déclaration de Bruxelles (Art. 1 à 8). Mais, dès sa séance du premier juin, la Sous-Commission a décidé de faire rentrer également dans ce chapitre et d'examiner simultanément les articles relatifs aux *contributions* et aux *réquisitions* (40 à 42 de Bruxelles). Enfin, elle a chargé le Comité de rédaction d'y intercaler également le texte nouveau déjà adopté des articles 36, 37, 38 et 39, qui formaient dans le Projet de Bruxelles le chapitre intitulé « Du pouvoir militaire sur les personnes privées ». C'est ainsi que le présent chapitre s'est allongé considérablement. Aussi la discussion en a-t-elle été fort laborieuse; mais la bonne grâce persévérante de M. de Martens, président de la Sous-Commission, aidée de la bonne volonté de tous les membres de celle-ci, a fini par établir l'entente unanime que chacun appelait de tous ses vœux.

Le premier article de ce chapitre (art. 42), définissant l'occupation, reproduit textuellement l'article premier du Projet de Bruxelles. Il importe de constater qu'il a été adopté à l'unanimité par la Sous-Commission, de même du reste que tous ou presque tous les principaux articles de ce chapitre.

L'article 43 condense, en un texte unique, les articles 2 et 3 du Projet de Bruxelles. La rédaction nouvelle a été proposée par M. Bihourd, Ministre de France à La Haye et l'un des délégués de son Gouvernement. Les derniers mots de l'article 43, où il est dit que l'occupant rétablira ou assurera l'ordre « en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans les pays », donnent en effet toutes les garanties que pouvait offrir l'ancien article 3 et ne heurtent cependant pas les scrupules dont M. Beernaert s'était fait l'interprète dans le discours mentionné au début de ce Rapport et qui l'avaient amené à proposer d'abord la suppression pure et simple dudit article 3.

La suppression de l'article 4 du Projet de Bruxelles a été votée à l'unanimité suivant les vues de M. Beernaert, vivement appuyées par M. van Karnebeek. Le premier délégué des Pays-Bas a déclaré repousser toute disposition qui paraîtrait donner directement ou indirectement aux fonctionnaires du pays envahi l'autorisation de se mettre au service du vainqueur. Il n'a pas été contesté toutefois que certains fonctionnaires, notamment des fonctionnaires communaux, accompliront parfois le mieux leur devoir, tout au moins moral, envers les populations, s'ils restent à leur poste en présence de l'envahisseur.

Les quatre articles suivants (44, 45, 46 et 47) sont, avec de très légères variantes, la reproduction des articles 36, 37, 38 et 39 de la Déclaration de Bruxelles. Ils énoncent des principes essentiels et reconnus qui doivent servir de règle générale de conduite à l'envahisseur et à l'occupant dans les rapports avec la population. Ces principes sauvegardent l'honneur et la vie des individus ainsi que la propriété privée, soit individuelle, soit collective, et le respect des convictions religieuses.

Il a paru à la Sous-Commission que ces articles étaient bien à leur place dans ce chapitre, en tête des dispositions dont l'objet est d'opposer des restrictions juridiques au pouvoir de fait dont le vainqueur dispose en pays ennemi.

Au surplus, comme le Colonel de Gross de Schwarzhoff l'a fait observer sans soulever de contradiction, ces restrictions ne sauraient entraver la liberté d'action des belligérants dans certaines éventualités extrêmes qu'on peut assimiler à une sorte de légitime défense.

L'article 48 nouveau, comme l'article 5 du Projet de Bruxelles, prévoit que l'occupant percevra les *impôts existants* et lui prescrit, en ce cas, « de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé, dans la mesure où le gouvernement légal y était tenu ». Il y a lieu seulement de remarquer que

l'article nouveau adopte une forme conditionnelle. Cette rédaction a été proposée par le rapporteur en vue d'obtenir l'adhésion de M. Beernaert et des autres membres de la Sous-Commission qui avaient manifesté les craintes que leur inspirait toute rédaction paraissant reconnaître des droits à l'occupant comme tel. L'article ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Les quatre articles suivants (49, 50, 51 et 52) sont relatifs aux *contributions extraordinaires*, aux *amendes* et aux *réquisitions*. Ils remplacent les articles 40, 41 et 42 du Projet de Bruxelles au sujet desquels s'étaient manifestées des divergences de vues. Sur la proposition de M. Bourgeois, appuyé par M. Beldiman, la question a été renvoyée au Comité de Rédaction, avec mission de constater uniquement, dans un texte nouveau, les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité a fait de ces questions une étude approfondie, sous la présidence de M. Bourgeois et avec le concours actif de MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier, et il a d'abord constaté que l'accord existait certainement sur trois points importants concernant la perception de contributions quelconques en territoire ennemi. Ces trois points sont les suivants :

1° Tout ordre de percevoir des contributions doit émaner d'un chef militaire responsable et être donné, autant que possible, par écrit ;

2° Pour toutes perceptions, spécialement s'il s'agit de sommes d'argent, il faut, autant que possible, tenir compte de la répartition et de l'assiette des impôts existants ;

3° Toute perception doit être constatée par un reçu.

Le Comité s'est demandé ensuite s'il fallait se borner à exprimer ces trois conditions purement formelles et à préciser dans quelle mesure elles sont applicables aux réquisitions en nature ou en argent et aux amendes qu'exigerait l'occupant. S'inspirant des considérations générales qui ont été indiquées, au début de ce Rapport, comme étant de nature à écarter les objections formulées par M. Beernaert, le Comité a estimé que, d'une part, il serait possible et que, d'autre part, il était hautement désirable de formuler certains principes dans l'ordre d'idées des articles 40 à 42 de la Déclaration de Bruxelles, c'est-à-dire en ce qui concerne les restrictions d'un pouvoir de fait qui se manifeste en opposition avec l'autorité légale et qui tend à déroger au principe du respect de la propriété privée. Les règles à établir se rapportent à trois catégories de faits :

a. La réquisition de prestations en nature (l'argent excepté) et de services personnels, ou en d'autres termes « les réquisitions en nature et les services » (article 51) ;

b. L'imposition et la perception de contributions en argent, en dehors des impôts existants (article 49) ;

c. L'imposition et la perception de ce que l'on appelle improprement des « amendes » (article 50).

a. Quant aux *réquisitions en nature* et aux *services*, il a été admis que l'occupant ne peut en réclamer des communes ou des habitants que « pour les besoins de l'armée d'occupation ». C'est la règle de la nécessité ; mais cette nécessité est celle de l'entretien de l'armée d'occupation. Ce n'est plus le criterium un peu vague des « nécessités de la guerre » qu'indique l'article 40 de Bruxelles et suivant lequel on pourrait à la rigueur épuiser systématiquement le pays.

Il est resté bien convenu, comme dans l'article 40 de Bruxelles, que les réquisitions et les services seront « en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie ».

Relativement aux trois conditions formelles mentionnées plus haut, il a fallu reconnaître que l'une d'elles, celle de la perception « suivant les règles locales » de la répartition et de l'assiette des impôts, applicable jusqu'à un certain point aux prestations de services personnels, n'est évidemment pas applicable aux réquisitions en nature proprement dites, c'est-à-dire à la ré-

quisition d'objets déterminés, entre les mains de ceux qui les possèdent, soit pour en faire un usage temporaire, soit pour les consommer. Le Comité a donc pensé, et la Sous-Commission a admis, qu'il fallait nécessairement se borner, dans cet ordre d'idées, à dire que les réquisitions et les services réclamés seront « en rapport avec les ressources du pays ».

Restent les deux autres conditions formelles admises, concernant l'ordre de percevoir et le reçu. Ces deux conditions sont déjà formulées dans l'article 42 du Projet de Bruxelles et il n'y a guère eu qu'à les reproduire. Conformément au texte de Bruxelles, il a été admis que les ordres de réquisition doivent émaner seulement du commandant qui se trouve sur les lieux, et que l'exigence d'un ordre écrit serait excessive en cette matière. Les nécessités militaires s'opposent en effet à ce que l'on soit tenu, pour des réquisitions journalières, de recourir à une autorité plus élevée que celle qui se trouve sur place et, quant à l'ordre écrit, il serait une superfétation, étant donnée l'obligation de délivrer un reçu.

Enfin, la rédaction admette recommande, en matière de réquisitions, sans en faire toutefois une obligation, la règle du paiement en argent. Celui-ci aura lieu plus souvent encore sous la forme de véritables achats, au lieu de réquisitions. Et il est à noter que ce sera souvent une mesure de stricte humanité et généralement aussi d'une habile politique, ne fût-ce que pour détourner la population de cacher ses vivres et ses denrées. L'armée d'occupation se procurera du reste, dans le pays même, l'argent nécessaire au paiement des réquisitions ou des achats, par la voie de contributions dont la charge se répartira entre tous, tandis que les réquisitions sans indemnité accablent au hasard des individus isolés.

b. Quant aux *contributions en argent* que l'occupant voudrait percevoir en dehors des impôts établis, la Sous-Commission a admis, sur la proposition du Comité de Rédaction, cette règle très intéressante et précieuse pour l'occupé que, sauf le cas spécial des amendes destiné à faire l'objet d'un article séparé, ces contributions ne peuvent être levées que « pour les besoins de l'armée », comme les réquisitions. Le seul autre motif légitime de percevoir ces contributions consisterait dans les besoins de l'administration du pays occupé, ce dont la population n'est évidemment pas trop fondée à se plaindre.

En somme, ce qui est interdit c'est de lever des contributions afin de s'enrichir.

Il importe de constater que cette formule est plus restrictive que celle de l'article 41 du Projet de Bruxelles; et c'est là un point sur lequel s'est portée tout particulièrement l'attention de ceux des membres de la Sous-Commission qui, à bon droit et suivant une ligne de conduite toute tracée par la situation de leur pays, se sont montrés soucieux avant tout de restreindre autant que possible, par des règles juridiques, la liberté d'action absolue que le succès de ses armes donne en fait à l'invasisseur.

Les trois conditions formelles signalées plus haut (ordre de percevoir, répartition et reçu) s'appliquent sans réserve à la perception de ces contributions, mais il a paru préférable de les inscrire dans un article spécial applicable à toute perception de somme d'argent.

c. Quant aux *amendes*, un article séparé a paru nécessaire, dans le but de déterminer, aussi exactement que possible, les cas où il peut y avoir lieu à imposer une amende.

Au sentiment du Comité, le mot même d'*amende* ne convenait pas exactement, attendu qu'il prête à une confusion d'idées avec la loi pénale. Certains membres du Comité ont même insisté pour que l'on évitât de prononcer le mot de « répression ».

Au point de vue où s'était d'abord placée la Sous-Commission, il ne devait être traité dans cet article que de ce que l'on appelle spécialement « amende » dans le droit de la guerre, c'est-à-dire d'une forme déterminée des contributions extraordinaires, consistant dans la perception de sommes

d'argent par l'occupant à titre de répression pour des actes hostiles. Et, à ce propos, la Sous-Commission a été d'avis unanime que cette mesure de répression, qui vient frapper la masse de la population, ne doit être appliquée qu'à la suite d'actes répréhensibles ou hostiles commis par la collectivité ou du moins que celle-ci a laissée commettre. En conséquence, les actes strictement individuels ne pourraient jamais donner lieu à répression collective par la perception d'une contribution extraordinaire et il faut que la répression s'exerce sur la collectivité ait pour fondement *la responsabilité tout au moins passive* de cette collectivité. Mais, une fois entré dans cette voie, le Comité de Rédaction d'abord et la Sous-Commission ensuite, ont cru pouvoir aller plus loin et, sans rien préjuger quant aux représailles, faire déclarer que la règle susdite est vraie, non seulement pour les amendes, mais pour toute peine, pécuniaire ou non, que l'on prétend infliger à l'ensemble de la population.

Finalement, la Sous-Commission a approuvé l'article spécial (52) proposé par le Comité concernant les trois règles formelles qui sont applicables à toute perception quelconque de sommes d'argent par l'occupant.

Telles sont les considérations en vertu desquelles la Sous-Commission a adopté, avec quelques légères modifications de forme seulement, les articles 49 à 52 dont le texte lui était proposé par le Comité de Rédaction.

Et il y a lieu de signaler que ces dispositions ont été votées à l'unanimité sauf, en ce qui concerne les articles 51 et 52, la voix du délégué de la Suisse. Celui-ci avait en effet proposé, au nom de son Gouvernement, que le droit de réclamer le paiement ou le remboursement *en vertu des reçus*, fût expressément stipulé dans ces articles. La Sous-Commission n'a pas jugé qu'il y eût lieu d'insérer, dans le Projet de Déclaration, une telle stipulation, car elle relève plutôt du droit public interne et fera normalement l'objet d'une des clauses du traité de paix.

L'article suivant, qui porte le numéro 53, correspond à l'article 6 de la Déclaration de Bruxelles. Il concerne la main-mise de l'occupant sur les biens mobiliers de l'Etat ennemi et, par extension, sur tous moyens de guerre et notamment sur *le matériel des chemins de fer*.

L'adoption par la Sous-Commission du premier alinéa de cet article a eu lieu d'emblée, sans modification et à l'unanimité. Il n'en a pas été de même du second alinéa qui déroge au principe du respect de la propriété privée en ce qui concerne notamment le matériel des chemins de fer. M. Beernaert proposait de marquer que la saisie de ce matériel ne pourrait avoir que le caractère d'un *sequestre*, la faculté de le *requérir* d'autre part pour les besoins de la guerre restant entière. Cette proposition a fait l'objet d'une longue discussion, dont la conclusion a été le renvoi de cet alinéa et des amendements au Comité de Rédaction. Le Comité a émis l'avis que, si l'on donnait plus de précision à cette disposition, il serait probablement impossible d'arriver à une entente et qu'il ne semblait pas dès lors qu'il y eût mieux à faire que de conserver, autant que possible, le texte du Projet de Bruxelles. Toutefois, la rédaction a été condensée en une seule phrase, dans un but de précision et, sur la proposition du Comité de Rédaction, la Sous-Commission a également décidé la suppression du membre de phrase ambigu disant que les moyens de guerre en question « peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi ». Il y avait là encore, semblait-il, une allusion à l'idée du séquestre, que la Sous-Commission a voulu écarter.

D'autre part, le Comité de Rédaction et ensuite la Sous-Commission ont admis le principe d'un amendement proposé par M. de Bille, premier délégué de Danemark, concernant les « câbles d'atterrissage ». On a donc décidé de dire : « les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage ».

L'auteur de l'amendement avait spécifié d'avantage, car il avait parlé des câbles d'atterrissage « établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat ».

Mais il fallait se garder de traiter, à ce propos, même incidemment, les questions si délicates de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci. C'est pourquoi les derniers mots de l'amendement de M. de Bille n'ont pas été admis.

Il a été décidé d'autre part, sur la proposition de M. Lammasch, que l'article mentionnerait les *téléphones*.

Il n'a pas paru opportun de stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie, de donner un reçu comme en matière de réquisitions; mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier, tendant à faire dire que « le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix », n'a pas été acceptée, le Comité ayant considéré que cette question est du nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

L'article 54, entièrement nouveau et dû à l'initiative de MM. Beernaert et Eyschen, prescrit que « le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible ». M. Beernaert avait proposé d'ordonner la *restitution immédiate de ce matériel avec interdiction de l'employer pour les besoins de la guerre*; mais la Sous-Commission, d'accord avec le Comité de Rédaction, a pensé qu'il suffisait de poser le principe de la restitution à bref délai, à seule fin de faire ressortir que le matériel des neutres ne saurait être l'objet d'une saisie comme celui des belligérants.

L'article 55, relatif à l'administration des biens de l'Etat dans le territoire occupé, est la reproduction textuelle de l'article 7 du Projet de Bruxelles. De même l'article 56, relatif au respect des biens appartenant aux communes et aux institutions charitables ou autres, est identique à l'article 8 de Bruxelles, sauf une très légère modification de rédaction dans le second alinéa.

Il ne peut y avoir de doute que l'expression « établissements consacrés aux cultes », qui se trouve dans l'article 56 susdit, s'applique à tous les établissements de cette nature, églises, temples, mosquées, synagogues, etc., sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction, à ce sujet, entre les divers cultes. C'est ce qui avait déjà été constaté à Bruxelles en 1874 (*Protocole* n° 18) et c'est également la réponse qui a été donnée, au nom du Comité, à une demande d'éclaircissements faite à ce propos par M. le général Mirza Riza Khan, premier délégué de Perse.

Une observation générale doit être faite au sujet de tous les articles qui sont compris dans la Section III. C'est que les restrictions, imposées à la liberté d'action de l'occupant, s'appliquent à *fortiori* à l'envahisseur, alors qu'il n'y aurait pas encore *occupation* dans le sens de l'article 42.

Ainsi les articles 44 et 45 s'appliquent à l'envahisseur aussi bien qu'à l'occupant, et il sera nécessairement interdit à l'un comme à l'autre de forcer la population d'un territoire à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays ou à prêter serment à la puissance ennemie.

Quant à la perception de contributions ou de réquisitions, ou aux saisies de matériel, il s'entend que l'envahisseur sera, à ce sujet, dans la même situation que l'occupant.

SECTION IV. — DES BELLIGÉRANTS INTERNÉS ET DES BLESSÉS SOIGNES CHEZ LES NEUTRES

(Articles 57 à 60.)

Les quatre articles que comprend ce chapitre final du Projet voté par la Sous-Commission, sont la reproduction textuelle des articles 53, 54, 55 et 56 du Projet de Bruxelles, sauf l'addition d'un alinéa supplémentaire à l'avant-dernier de ces articles (55 ancien, devenu 59).

A l'ouverture de la discussion de ces articles et spécialement à propos du premier d'entre eux qui prescrit *l'internement* des belligérants sur le territoire neutre, Son Exc. M. Eyschen, premier délégué du Luxembourg, a signalé (séance du 6 juin) la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait au Grand-Duché par rapport à cette obligation d'interner les belligérants. Ce traité a désarmé le Gouvernement luxembourgeois et ne lui permet notamment d'entretenir que le nombre de troupes nécessaire pour veiller au maintien du bon ordre. Il en résulte que le Luxembourg ne saurait assumer les mêmes obligations que les autres Etats. Il a en conséquence été donné acte à M. Eyschen, sur sa demande, de sa déclaration, qu'il entend réserver à son pays tous les droits qui découlent du traité de Londres du 11 mai 1867 et spécialement des articles 2, 3 et 5 de ce traité.

Les articles 53 et 54 du Projet de Bruxelles, concernant l'internement des belligérants en territoire neutre, ont ensuite été adoptés sans aucune modification et sont devenus les articles 57 et 58 du Projet de la Sous-Commission.

L'article 59 relatif au passage sur territoire neutre, — c'est-à-dire à travers le territoire neutre, — des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, est conforme à l'article 53 de Bruxelles, sauf l'addition du troisième alinéa. Cet alinéa supplémentaire avait été adopté, en première lecture, sur la proposition de M. Beernaert et de M. le Général Mounier, dans les termes suivants : « Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou « blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine. »

Mais des doutes se sont élevés ensuite sur la portée exacte de cette stipulation où quelques membres du Comité ont cru voir l'autorisation donnée à l'Etat neutre de restituer sur le champ les blessés et les malades à leur pays d'origine, tandis qu'il ne devait évidemment être question que d'interdire l'emploi du territoire neutre pour transporter des malades ou des blessés en pays ennemi où ils deviendraient des prisonniers de guerre. La rédaction nouvelle exclut toute équivoque, en disant que « les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. » M. le général Zuccari, délégué technique du gouvernement italien, a déclaré qu'ayant en vue de respecter l'absolue impartialité des neutres, il regrettait de ne pas pouvoir donner son approbation à cette dernière rédaction plus qu'à la précédente.

Restait le cas de blessés ou de malades appartenant à l'armée même du belligérant qui fait le transport, mais qui, pour une raison ou pour une autre, au lieu de *passer* simplement par le territoire neutre, y resteraient. Il est certain qu'il serait anormal qu'ils pussent, en cas de guérison, prendre part de nouveau aux opérations de la guerre, et c'est pourquoi, sur la proposition de M. Beernaert, la Sous-Commission a adopté, en seconde lecture, une disposition additionnelle stipulant que ces blessés ou malades devront également être gardés par l'Etat neutre.

M. Crozier avait attiré l'attention de la Sous-Commission sur une contradiction qui existait à son avis entre le dernier alinéa en question et l'article 10 du Projet d'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime. Il semble que cette contradiction fût seulement apparente ; mais elle disparaît en tout cas par suite de la nouvelle rédaction.

Concernant tout le principe même de l'article 59, M. le Général Mounier s'était montré plutôt disposé à demander l'interdiction de tout passage de malades ou de blessés, vu le service indirect que l'Etat neutre pourrait rendre à l'un des belligérants en lui facilitant l'évacuation des blessés et des malades. Toute la Sous-Commission a été d'accord qu'en se prêtant par humanité à donner son concours dans ces circonstances, l'Etat neutre devait s'inspirer des règles d'une impartialité absolue. De plus, en séance du 8 juin, une sorte de commentaire authentique du sens de l'article a été pro-

posé par M. Beernaert, accepté par M. le Général Mounier et adopté unanimement dans les termes suivants : « Cet article — est-il dit littéralement dans cette explication officielle — n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déterminer un Etat neutre à laisser passer les soldats blessés ou malades à travers son territoire sans manquer aux devoirs de la neutralité. »

Enfin, l'article 60 et dernier reproduit littéralement l'article 36 final de la Déclaration de Bruxelles en prescrivant l'application de la Convention de Genève aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Après que la Commission aura arrêté le texte du Projet de « Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », son premier soin pourrait être d'examiner sous quelle forme il serait préférable de consacrer le caractère obligatoire des articles de cette Déclaration.

Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS

CHAPITRE I. — DE LA QUALITÉ DE BELLIGÉRANT.

Article premier. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

- 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;
- 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;
- 3° de porter les armes ouvertement et
- 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'*armée*.

Article 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3. — Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — DES PRISONNIERS DE GUERRE.

Article 4. — Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, restent leur propriété.

Article 5. — Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au-delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6. — L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7. — Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8. — Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure.

Article 9. — Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10. — Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11. — Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12. — Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13. — Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14. — Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des enrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15. — Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régu-

lièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16. — Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17. — Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18. — Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19. — Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20. — Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — DES MALADES ET DES BLESSÉS.

Article 21. — Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS

CHAPITRE I. — DES MOYENS DE NUIRE A L'ENNEMI, DES SIÈGES ET DES BOMBARDEMENTS.

Article 22. — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23. — Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit* :

- a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- e. d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;
- f. d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou

des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;

g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24. — Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme *licites*.

Article 25. — Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26. — Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27. — Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28. — Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — DES ESPIONS.

Article 29. — Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées, soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30. — L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31. — L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — DES PARLEMENTAIRES.

Article 32. — Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33. — Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34. — Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — DES CAPITULATIONS.

Article 35. — Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — DE L'ARMISTICE.

Article 36. — L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37. — L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants ; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38. — L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39. — Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40. — Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41. — La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI

Article 42. — Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43. — L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publiques en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44. — Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45. — Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46. — L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47. — Le pillage est formellement interdit.

Article 48. — Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et peages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49. — Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce

ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51. — Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52. — Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53. — L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54. — Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55. — L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufructier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56. — Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

SECTION IV. — DES BELLIGÉRANTS INTERNÉS ET DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

Article 57. — L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58. — A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59. — L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60. — La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

Première séance. — 25 mai 1899.

Présidence de M. ASSER.

M. Asser remercie la Sous-Commission de l'avoir choisi pour président et compte sur sa bienveillance pour l'aider dans sa tâche.

Il rappelle que la Sous-Commission a une compétence limitée à l'examen des nos 5 et 6 de la Circulaire Mouravieff, mais qu'elle doit avoir la plus grande liberté pour étendre sa discussion à toutes les questions qui se rattachent à ces deux parties du programme tracé.

Le Président donne lecture des articles 5 et 6 de la Circulaire du 30 décembre 1898. Il ouvre la discussion sur le premier de ces articles en priant la Sous-Commission de répondre préalablement aux questions suivantes :

1° Est-il désirable d'adapter aux guerres maritimes les stipulations de la Convention de Genève de 1864 sur la base des articles additionnels de 1868 ?

Ce principe est adopté sans observations.

2° Peut-on considérer les articles additionnels de 1868 comme pouvant former la meilleure base de cette adaptation ?

Cette manière de voir est également adoptée par la Sous-Commission.

Le Président dit qu'il va donner lecture successivement des articles 6 à 15 des dispositions du 20 octobre 1868 afin de provoquer la discussion sur chacun d'eux.

Il est donné lecture de l'article 6.

« Les embarcations qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire soit neutre, soit hospitalier, jouiront jusqu'à l'accomplissement de leur mission de la part de neutralité que les circonstances du combat et la situation des navires en conflit permettront de leur appliquer.

« L'appréciation de ces circonstances est confiée à l'humanité de tous les combattants.

« Les naufragés et les blessés ainsi recueillis et sauvés ne pourront servir pendant la durée de la guerre. »

M. le Capitaine de frégate Schéine pense qu'il sera nécessaire de bien préciser que les navires qui seront admis, en vertu de cet article, sur un

champ de bataille ne sont pas indépendants du commandement supérieur mais subordonnés aux amiraux, commandants en chef de l'une ou de l'autre partie belligérante. Il estime qu'une prescription dans ce sens évitera l'invasion du champ de bataille par des embarcations d'un caractère privé.

M. Renault dit qu'à son avis, les bateaux organisés par des sociétés particulières de secours ne doivent pas avoir une action indépendante, mais se rattacher officiellement à l'un ou à l'autre des belligérants. Il ajoute qu'au point de vue international, il importe que des bateaux neutres ne puissent arriver sur le champ de bataille sous le prétexte qu'ils sont couverts par la Croix Rouge. Il faudra donc que les embarcations prévues par l'art. 6, pour avoir droit à des immunités spéciales, soient placées sous l'autorité directe de l'un ou de l'autre des belligérants. Des communications réciproques pourraient être faites pour notifier leur caractère.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan fait observer que la première condition pour être admis sur un champ de bataille devrait être de porter le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants.

M. l'Amiral Péphau ajoute qu'il serait utile que les bâtiments hôpitaux qui se présentent dans ces conditions fussent aisément reconnaissables à des signes distinctifs tels qu'une peinture spéciale.

M. Renault pense que la question du pavillon soulevée par M. Mahan doit rentrer dans l'examen de l'article 12.

Il est donné lecture de l'article 7.

« Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est déclaré neutre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière. »

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk pense qu'il y aurait de grands inconvénients à rendre la liberté au personnel religieux, médical et hospitalier d'un bâtiment capturé. Il croit que le commandant de ce bâtiment devrait être autorisé à garder ce personnel sous sa surveillance.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'on pourrait insérer une disposition, laissant au commandant en chef le soin d'apprécier les mesures que la situation lui commande de prendre à l'égard du personnel dont il s'agit.

M. Papiniu estime qu'il faut distinguer entre la neutralité et l'inviolabilité de ce personnel.

Le Président fait observer que dans son opinion la neutralité implique l'inviolabilité.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan suggère de fixer une période après laquelle le personnel médical et religieux d'un bâtiment capturé devrait être nécessairement libéré.

La Sous-Commission prend note de ces diverses observations.

Il est donné lecture de l'article 8 qui ne soulève pas d'observations.

« Le personnel, désigné dans l'article précédent, doit continuer à remplir ses fonctions sur le bâtiment capturé, concourir aux évacuations de blessés faites par le vainqueur, puis il doit être libre de rejoindre son pays, conformément au second paragraphe du premier article additionnel ci-dessus.

« Les stipulations du deuxième article additionnel ci-dessus sont applicables au traitement de ce personnel. »

Le Président lit l'article 9.

« Les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la

« guerre, en ce qui concerne leur matériel ; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affection spéciale pendant la durée de la guerre. »

M. Renault rappelle que les questions soulevées par cet article ont été un obstacle à la ratification. Il propose de le réserver pour une seconde lecture.

Il est donné lecture de l'article 10.

« Tout bâtiment de commerce, à quelque nation qu'il appartienne, chargé exclusivement de blessés et de malades dont il opère l'évacuation, est couvert par la neutralité ; mais le fait seul de la visite, notifié sur le journal du bord, par un croiseur ennemi, rend les blessés et les malades incapables de servir pendant la durée de la guerre. Le croiseur aura même le droit de mettre à bord un commissaire pour accompagner le convoi et vérifier ainsi la bonne foi de l'opération.

« Si le bâtiment de commerce contenait en outre un chargement, la neutralité le couvrirait encore, pourvu que ce chargement ne fût pas de nature à être confisqué par le belligérant.

« Les belligérants conservent le droit d'interdire aux bâtiments neutralisés toute communication et toute direction qu'ils jugeraient nuisibles au secret de leurs opérations.

« Dans les cas urgents, des conventions particulières pourront être faites entre les commandants en chef pour neutraliser momentanément d'une manière spéciale les navires destinés à l'évacuation des blessés et malades. »

Le Président estime que le terme « bâtiments de commerce » est trop restreint. On veut indiquer tous les bâtiments qui ne sont pas des vaisseaux de guerre.

M. l'Amiral Péphau dit que le bâtiment de commerce est tout bâtiment n'appartenant pas à l'Etat.

M. Schéine dit qu'il serait nécessaire de stipuler que le fait de la visite d'un bâtiment de cette nature par un croiseur ennemi équivaut à la capture des malades et blessés comme prisonniers de guerre.

Il est donné lecture de l'article 11.

« Les marins et les militaires embarqués, blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs. Leur rapatriement est soumis aux prescriptions de l'article six de la convention et de l'article cinq additionnel. »

M. Renault dit que cet article est critiquable dans le fond et dans la forme. Il devra être l'objet d'un sérieux examen de la part de la Sous-Commission.

Il est donné lecture de l'article 12.

« Le drapeau distinctif à joindre au pavillon national pour indiquer un navire ou une embarcation quelconque qui réclame le bénéfice de la neutralité, en vertu des principes de cette convention, est le pavillon blanc à croix rouge.

« Les belligérants exercent à cet égard toute vérification qu'ils jugent nécessaire.

« Les bâtiments hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec batterie verte. »

M. Schéine demande que le pavillon blanc à Croix Rouge figure toujours sous le pavillon national. En second lieu il émet le vœu que les bâtiments

hospitatiers soient d'un type qui ne leur permette pas d'être transformés pour servir à l'usage de la guerre.

M. l'Amiral Péphau pense que le défaut d'armes et de matériel de guerre à bord de ces bâtiments constituera une garantie suffisante, mais il serait excessif d'exiger qu'ils fussent construits d'après un type déterminé.

Une pareille obligation interdirait l'utilisation des paquebots à cause de la facilité de leur transformation en bateaux de guerre.

M. Renault pense que la communication préalable faite aux belligérants empêchera toute fraude.

M. Schéine n'insiste pas sur sa proposition mais demande qu'il en soit pris note.

Il est donné lecture de l'article 13.

« Les navires hospitaliers, équipés aux frais des sociétés de secours reconnues par les Gouvernements signataires de cette convention, pourvus de commission émanée du Souverain, qui aura donné l'autorisation expresse de leur armement, et d'un document de l'autorité maritime compétente, stipulant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final, et qu'ils étaient alors uniquement appropriés au but de leur mission, seront considérés comme neutres ainsi que tout leur personnel. Ils seront respectés et protégés par les belligérants.

« Ils se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge. La marque distinctive de leur personnel dans l'exercice de ses fonctions sera un brassard aux mêmes couleurs ; leur peinture extérieure sera blanche avec batterie rouge.

« Ces navires porteront secours et assistance aux blessés et aux naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

« Il ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

« Pendant et après le combat ils agiront à leurs risques et périls.

« Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner et les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

« Les blessés et les naufragés recueillis par ces navires ne pourront être réclamés par aucun des combattants, et il leur sera imposé de ne pas servir pendant la durée de la guerre. »

Le président pense qu'on peut appliquer à cet article l'observation relative à la nécessité du double pavillon.

M. Renault dit à ce propos qu'il y a des dispositions qui devront être généralisées.

Il est donné lecture de l'article 14.

« Dans les guerres maritimes toute forte présomption, quel'un des belligérants profite du bénéfice de la neutralité dans un autre intérêt que celui des blessés et des malades, permet à l'autre belligérant, jusqu'à preuve du contraire, de suspendre la convention à son égard.

« Si cette présomption devient une certitude, la convention peut même lui ou être dénoncée pour toute la durée de la guerre. »

M. Renault dit que cet article est destiné à disparaître. La Sous-Commission y reviendra ultérieurement.

Le Président donne lecture de l'article 15 (le présent acte sera dressé en

un seul exemplaire... etc.) et déclare close la discussion générale et provisoire des dispositions soumises à l'examen de la Sous-Commission.

M. Odier demande si tous les membres de la Sous-Commission sont bien d'accord pour procéder à l'examen, article par article, du texte destiné à être adopté aux guerres maritimes.

Il pense que cette manière de faire n'a pas l'approbation de tous les représentants des Gouvernements.

M. Asser dit que la compétence de la Sous-Commission a été nettement fixée et qu'il croyait l'accord fait sur ce point.

M. le Baron de Steugel dit qu'il ne croit pas utile d'examiner l'un après l'autre les articles additionnels, mais qu'il serait préférable de les renvoyer à l'étude d'une conférence spéciale qui aura plein pouvoir pour arrêter des textes formels.

M. Asser rappelle que la Conférence en séance plénière a décidé que si la Commission n'était pas compétente pour reviser la Convention de Genève, elle avait cependant toute latitude de formuler des résolutions sur les numéros 5 et 6 de la Circulaire Mouravieff. Il ne croit pas que la Sous-Commission puisse aller à l'encontre d'une décision que la Conférence pourra d'ailleurs rapporter si elle le juge à propos.

Avant de lever la séance, le Président dit qu'il croit préférable que la Sous-Commission ajourne la désignation de son rapporteur.

Cette proposition est adoptée.

Deuxième séance. — 30 mai 1899.

Présidence de M. ASSER.

Le procès-verbal de la séance du 25 mai est lu et adopté.

Le Président rappelle que la Commission va poursuivre sur les différents articles qui lui sont soumis une discussion où il ne sera exprimé que des opinions personnelles n'engageant aucunement les Gouvernements respectifs.

Il dit qu'après l'échange de vues provisoire qui a eu lieu pendant la première lecture des articles additionnels, la Commission va pouvoir aborder en seconde lecture l'examen de ces dispositions d'une manière plus précise et plus systématique.

Il propose de grouper les différentes dispositions en catégories, sur chacune desquelles une discussion spéciale pourra s'engager et les dispositions désirables pourront être formulées.

M. Asser ajoute qu'il serait avantageux, une fois ces points résolus, de confier à une Commission spéciale le soin de rédiger des propositions définitives qui seront imprimées et distribuées à tous les membres (Adopté).

Subdivision des matières en quatre groupes.

Le Président suggère la subdivision suivante pour les matières à examiner :

- 1^{er} groupe : Dispositions concernant les bâtiments (art. 6, 9, 10, 12, 13).
- 2^e groupe : Dispositions concernant le personnel de tout ordre (art. 7, 8 et 11).
- 3^e groupe : Dispositions générales (art. 14).

M. Renault dit qu'il approuve entièrement l'ordre proposé par le président.

Il désire seulement observer que les questions relatives à la situation des blessés et des naufragés se trouvent réparties entre les art. 6, 8, 10 et 13.

Il y aurait donc intérêt à créer pour l'examen de ces questions un nouveau groupe qui pourrait prendre place avant la rubrique : dispositions générales.

Le Président pense que cette manière de voir sera adoptée sans difficultés.

Il est donc convenu que le troisième groupe concernera les blessés et les naufragés et le quatrième les dispositions générales.

La discussion est ouverte sur le premier groupe.

Premier groupe : BATIMENTS.

Le Président dit que sous la dénomination *bâtiments* on doit distinguer quatre catégories :

- 1° Bâtiments-hôpitaux militaires ;
- 2° Bâtiments de commerce ;
- 3° Bâtiments hospitaliers, équipés aux frais de société de secours ;
- 4° Embarcations (prévues par l'art. 6).

M. Asser demande si cette distinction doit être maintenue.

M. Siegel fait observer que, dans son opinion, une embarcation est une dépendance directe d'un navire dont elle relève ; il pense que l'art. 6 vise également les embarcations détachées des navires belligérants.

M. Asser rappelle que la Sous-Commission dans sa séance précédente a décidé que, pour jouir des immunités prévues par l'art. 6, les embarcations devraient obligatoirement se ranger sous le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants.

M. Siegel dit qu'en soumettant les embarcations à cette décision, on a eu en vue de faciliter au commandement supérieur le contrôle des navires admis sur le champ de bataille.

Cependant cette question soulève des difficultés.

Les navires dont il s'agit peuvent être de deux sortes :

1° Les bâtiments hospitaliers équipés aux frais de sociétés de secours, reconnus et commissionnés par leurs Gouvernements.

2° Les bâtiments de commerce, de plaisance, de pêche etc. qui se trouvent fortuitement sur le champ de bataille.

M. Siegel est d'avis que les premiers peuvent être assimilés aux navires de l'Etat et que les forcer à arborer un pavillon étranger serait un acte incompatible avec la souveraineté de l'Etat de qui ils relèvent, un acte qui pourrait être considéré comme peu amical pour la Puissance non favorisée et qui constituerait peut-être même une violation de la stricte neutralité au bénéfice de l'un des belligérants.

Si l'on accorde aux bâtiments de commerce la liberté de porter, s'ils le jugent à propos, un pavillon étranger avec le pavillon de leur pays, il reste toujours le fait d'un acte peu amical qui augmenterait probablement les risques de l'entreprise.

M. Siegel ajoute qu'il lui paraîtrait utile, dans ces conditions, de laisser aux bâtiments hospitaliers le droit de porter, avec le pavillon blanc à croix rouge, exclusivement leur pavillon national en y ajoutant, si cela était jugé nécessaire, une marque distinctive qui serait à déterminer.

M. Renault pense que la question pourrait être réservée. Il dit que, d'après lui, la méthode qui devrait être logiquement suivie pour la discussion serait la suivante : il faudra examiner d'abord la question du traitement, réservé à chacune des diverses catégories des bâtiments hospitaliers, et c'est seulement lorsqu'on arrivera à régler les modalités de l'intervention des bâtiments neutres, que la proposition de M. Siegel pourrait être utilement étudiée.

M. Siegel ne s'oppose pas à cet ajournement qui est décidé.

Première catégorie : article 9.

Il est donné lecture de l'art. 9 et du paragraphe additionnel à cet article.

Sur la demande de M. Schéine, M. Renault déclare que la Délégation française maintient les termes de la proposition faite par la France en 1869 d'accord avec le Gouvernement britannique et portant que les bâtiments hôpitaux de l'Etat doivent être exempts de capture à la condition qu'ils n'aient à leur bord ni armes, ni munitions, ni matériel de guerre. On pourrait ajouter utilement à cette disposition une clause portant, que l'existence de ces bâtiments devra être communiquée officiellement par l'un des belligérants à l'autre.

M. le Comte Soltik demande si l'on doit distinguer entre les bâtiments hôpitaux visé par l'art. 9 et les hôpitaux maritimes flottants, prévus par le paragraphe additionnel. Ces derniers sont-ils impropres à la navigation ?

M. Renault dit qu'il est désirable de trouver une formule qui fusionne l'art. 9 et sa disposition additionnelle, de façon à ne tenir compte que de cette dernière.

Le Président dit qu'il va mettre aux voix la proposition de la délégation française avec l'amendement allemand relatif à la communication préalable et réciproque de belligérant à belligérant.

M. Schéine demande qu'il soit statué sur la proposition suivante :

« Les combattants ont le droit de défendre à ces navires toutes communications et toute direction et même de les arrêter, s'ils le jugent nécessaire, pour garder le secret de leurs opérations de guerre. »

M. Renault et l'Amiral Péphau sont d'avis que cette proposition qui peut s'appliquer à tous les bâtiments en général, pourra trouver place, sauf rédaction, dans les dispositions suggérées par la délégation française.

M. Ovtchinnikow demande qu'il soit bien précisé que les bâtiments prévus par le paragraphe additionnel de l'art. 9 doivent être dépourvus de tout matériel de guerre et ne pourront servir ni à des reconnaissances, ni à des observations militaires.

M. l'Amiral Péphau dit que cette interprétation ressort du texte même de l'article qui indique, que l'armement « doit être approprié à la destination spéciale des bâtiments visés ».

On pourrait d'ailleurs, dans une rédaction définitive, insister encore davantage sur le caractère exclusivement hospitalier de ces navires.

Le Président met au voix la proposition de la Délégation française.

Cette proposition est adoptée par quatorze voix contre deux.

Ont voté pour : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie, le Siam, la Suède et Norvège, la Suisse et la Turquie.

Ont voté contre : les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.

Le Président met aux voix la proposition de M. Schéine relative aux droits des combattants vis-à-vis des mouvements des navires hospitaliers.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité des Délégations susmentionnées, sauf celle de la Suisse qui a déclaré s'abstenir.

Deuxième catégorie : article 10.

Le Président ouvre la discussion sur la deuxième catégorie de bâtiments et donne lecture de l'article 10.

Il rappelle que le Gouvernement britannique a émis sur l'interprétation de cet article, en ce qui concerne le chargement, certains doutes dont il y aura à tenir compte dans une rédaction finale.

M. Renault dit que l'obscurité de l'art. 10 vient de ce qu'on a voulu régler par une disposition commune deux cas absolument différents, c'est-à-dire, celui où le service de l'évacuation est fait par un bâtiment de commerce belligérant et celui où il est fait par un bâtiment de commerce neutre.

Il pense que la discussion gagnerait en clarté si l'on distinguait entre les deux hypothèses.

M. le Baron de Stengel fait remarquer que le mot *neutre* est souvent employé dans le sens de *inviolable* et qu'il y aurait cependant intérêt à faire une distinction entre la *neutralité* et l'*inviolabilité*; la première de ces qualités n'impliquant pas nécessairement la seconde.

M. Motono appuie la proposition de M. Renault en disant qu'il y a notamment intérêt à faire la distinction proposée dans le cas où un navire de commerce appartenant à une des parties belligérantes n'a à son bord que deux ou trois blessés. Dans ce cas le navire ennemi ne devrait pas échapper à la prise.

Le Président propose d'adopter la division suggérée par M. Renault, et d'examiner en premier lieu le cas d'un navire de commerce belligérant.

M. Renault indique que, dans ce cas encore, il serait utile de distinguer entre les bâtiments chargés *exclusivement* de malades et de blessés, qui doivent échapper à la prise, et ceux qui, ne se trouvant pas dans ces conditions, sont soumis au droit commun.

Le Président dit qu'en second lieu, on aura à examiner le cas d'un navire de commerce appartenant à des neutres.

M. Thaulow fait observer qu'il serait nécessaire de marquer d'une façon précise, que les bâtiments qui ne seront pas exclusivement affectés au transport des blessés et malades, ne jouiront pas de l'immunité de capture.

M. Renault dit que c'est précisément à cette observation que répond la sous-distinction qu'il vient de proposer.

Sur la demande de MM. Siegel et Soltyk, il est décidé que les termes « les blessés et malades dont il opère l'évacuation » seront remplacés par les termes... « dont il opère le transport ». (Adopté).

M. Renault dit que le traitement des bâtiments de commerce belligérants étant fixé, il faudrait s'occuper du traitement des bâtiments de commerce neutres.

M. Asser émet l'avis que ces derniers sont régis par le droit commun, en ce sens que les blessés et les malades à bord de ces bâtiments neutres doivent être assimilés aux marchandises et, par conséquent, être couverts par la neutralité du bâtiment.

M. Renault fait remarquer que dans le cas où un navire neutre a recueilli des blessés ou des malades d'un belligérant, il faut poser une règle formelle.

Strictement l'autre belligérant pourrait faire un grief au navire neutre d'avoir assisté son adversaire et par suite le saisir pour violation de neutralité. Nous sommes d'accord qu'il n'en doit pas être ainsi; mais nous devons le dire et écarter le droit commun.

M. Asser constate que l'accord est établi sur cette interprétation.

M. Schéine demande qu'il soit entendu que par navires neutres on doit comprendre ceux qui n'ont compromis leur neutralité ni en faisant la contrebande de guerre, ni en violant un blocus.

Il est pris note de cette observation.

Le Président consulte la Sous-Commission sur l'ensemble des propositions relatives à la deuxième catégorie (bâtiments de commerce) et constate que l'accord est unanime sur les diverses questions.

Le Président, passant à la troisième catégorie, lit l'article 13.

M. Motono dit que les dispositions de la Convention de Genève de 1864 et les articles additionnels de 1868 n'ont pas prévu le cas du transport par mer des blessés et malades de l'armée de terre.

Ce cas s'est présenté cependant dans la pratique, au moment de la guerre sino-japonaise et il mérite d'être pris en sérieuse considération.

M. Motono se réserve de présenter au moment voulu une proposition visant cette hypothèse spéciale.

Noury Bey déclare s'associer à cette suggestion dont la récente guerre greco-turque a démontré également le bien fondé.

M. Asser fait observer que la modification décidée à l'article 10 et le remplacement du mot évacuation par le mot transport donnent dans une certaine mesure satisfaction au désir exprimé par M. Motono.

M. Motono insiste sur la nécessité de l'insertion d'une formule spéciale.

Le Président dit qu'il en sera tenu compte dans la rédaction définitive.

M. Renault demande à préciser que le régime de la communication préalable et réciproque adopté pour les bâtiments visés par l'article 9 sera également appliqué aux deux catégories dont s'occupe la Sous-Commission.

Après un échange d'observations entre MM. l'Amiral Fisher, Renault et Ovtchinnikow, la Sous-Commission est d'accord pour imposer aux bâtiments hospitaliers neutres intervenant sur un champ de bataille une action directement subordonnée à l'autorité et au contrôle des commandants en chef des parties belligérantes.

Quatrième catégorie : Art. 6.

Le Président lit l'art. 6 où se trouve visée la quatrième catégorie des bâtiments de secours (embarcations).

M. Ovtchinnikow demande des explications sur la signification exacte du terme « embarcations ». Il fait observer que les embarcations sont de plusieurs sortes et que certaines d'entre elles peuvent être munies d'un armement qui les fait tomber sous le droit de la guerre. Il pense qu'il y aurait intérêt à éviter toute confusion en adoptant un autre terme.

L'Amiral Péphau dit que les embarcations doivent cesser d'être neutres au moment où prend fin leur mission de secours; il ne voit pas de difficultés possibles dans l'interprétation de l'art. 6.

M. Asser dit que la Commission de rédaction tiendra note de l'observa-

tion de M. Ovtchinnikow, et que, sous cette réserve, il considère la discussion comme close sur les quatre catégories de bâtiments qui devaient être examinées.

Question du Pavillon.

Le Président propose de passer à la discussion de la question du pavillon.

Il rappelle que la Sous-Commission, dans sa précédente séance, avait décidé que tous les navires prétendant aux immunités prévues par les articles additionnels, devraient se ranger sous le pavillon de l'un ou de l'autre des belligérants. M. Siegel a pensé que cette disposition porterait atteinte à la Souveraineté des Etats de qui relèvent ces navires et pourrait même constituer une violation de la stricte neutralité au bénéfice de l'un des belligérants. Il a demandé en conséquence que le pavillon national fût toujours arboré, avec ou sans signe distinctif; de sorte qu'avec le pavillon de la Croix Rouge et celui de l'Etat belligérant auquel le bâtiment de secours se rattache, trois pavillons différents devront être montrés simultanément.

Le délégué de l'Allemagne insiste-t-il sur sa proposition ?

M. Siegel déclare qu'il la maintient.

Après un échange d'observations auquel prennent part MM. Schéine, Motono, Mahan, Péphau, Fisher et Soltyk, il est entendu qu'un texte précis sera soumis sur cette question à la Sous-Commission dans sa prochaine séance.

Noury Bey tient à déclarer que dans toutes les circonstances où des bâtiments de secours turcs auront à remplir leur mission, l'emblème de la Croix Rouge sera remplacé sur leur pavillon spécial par le Croissant rouge.

La Sous-Commission lui donne acte de cette déclaration.

Le Président propose de désigner un comité de quatre membres auquel serait confié le soin de formuler la rédaction définitive des propositions qui ont été soumises à la discussion.

Ce Comité serait composé de MM. l'Amiral Fisher, le Commandant Siegel, le Commandant Schéine et le professeur Renault.

Cette proposition est adoptée et la séance renvoyée à jeudi 1^{er} juin à 10 heures.

Troisième séance. — 1^{er} Juin 1899.

Présidence de M. ASSER.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

M. Asser rappelle, qu'à la fin de la séance précédente, la Sous-Commission avait renvoyé l'examen des questions relatives au pavillon au Comité de rédaction, qui devait se charger d'arrêter une formule précise sur laquelle un accord pourrait intervenir.

Ce Comité devant vraisemblablement apporter sur cette question une proposition qui ralliera tous les suffrages, M. Asser pense qu'il vaut mieux remettre le vote à une séance ultérieure (Adopté).

Le Président dit que la Sous-Commission ayant terminé l'examen en seconde lecture du premier groupe de matières, il passe au deuxième groupe (personnel médical, religieux, sanitaire, etc., art. 7-8).

Le Président lit l'art. 7.

Il donne lecture d'un extrait d'un travail de M. Paul Fauchille, direc-

teur de la Revue générale de droit International public (Secours aux blessés et naufragés dans les guerres maritimes).

Aucun membre ne demandant la parole sur l'art. 7, le Président déclare que le principe posé par cet article est adopté, sauf rédaction.

Le Président lit l'art. 8.

M. Schéine déclare qu'il se rallie au principe de cet article, étant bien entendu toutefois que le personnel capturé restera à la disposition du capteur et ne sera mis en liberté que quand ce dernier le jugera possible.

M. Renault constate que la Sous-Commission est d'accord et qu'il sera désirable qu'on trouve sur l'art. 8, une rédaction qui se suffise à elle-même et contienne toute la solution, sans obliger de recourir à un paragraphe additionnel.

Le Président, après avoir déclaré adopté le principe de l'art. 8, passe au troisième groupe de matières (blessés, malades et naufragés, art. 6-10, 11-13).

Au sujet de l'art. 11, le Président fait remarquer que le texte de cet article renvoie à l'art. 6, lequel pose un principe primordial, à savoir que les blessés et les naufragés recueillis par les bâtiments de secours ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

M. Schéine demande qu'il soit bien entendu que les blessés, malades et naufragés, deviendront prisonniers de guerre, par le seul fait de la visite par un navire belligérant du bâtiment à bord duquel ils ont été recueillis. Il pense qu'il est utile de poser à cet égard un principe général qui s'applique à tous les bâtiments, qu'ils soient militaires ou de commerce.

M. Siegel fait observer que la rédaction de l'art. 10 ne vise que les bâtiments de commerce pour lesquels elle donne satisfaction au désir exprimé par M. Schéine.

Le Président dit que la question ne peut se poser pour les bâtiments hôpitaux de l'Etat. Pour les bâtiments de commerce, leur situation se trouve réglée par l'art. 10 et quant aux bâtiments hospitaliers visés par l'art. 13, le sixième alinéa de cet article contient à leur sujet des dispositions plus générales encore que celles stipulées par l'art. 10.

Après un échange de vues entre MM. Schéine, Mahan et Renault, le Président déclare adoptée la motion de M. Schéine relative à la capture des blessés et naufragés par le fait de la visite d'un des navires belligérants. Il déclare le principe des articles 6, 10, 11, 13 adopté, sous réserve des modifications demandées.

M. Renault dit qu'avant d'aborder l'examen du 4^{me} groupe de matières, la Sous-Commission doit examiner un cas qui n'a pas été prévu par les articles additionnels : c'est celui où un bâtiment hospitalier chargé de blessés ou de malades toucherait dans un port neutre. On peut se demander s'il a le droit de déposer ces malades ou naufragés, si le neutre peut les recevoir sans manquer à la neutralité, et quelles sont dans ce cas les obligations du neutre. La Sous-Commission pourrait utilement prévoir et régler cette question, sauf au comité de rédaction à formuler ensuite une proposition ferme.

Sur l'invitation du Président, M. Renault rappelle qu'il y a quelques années, le Capitaine de frégate Houette a le premier appelé l'attention sur le cas susmentionné et qu'il a proposé de le régler par la formule suivante :

« Les belligérants pourront toujours débarquer dans un port neutre, pourvu d'établissements hospitaliers suffisants, leurs blessés et malades de toute nationalité. Par le fait de leur débarquement, ces malades et blessés seront incapables de servir pendant toute la durée de la guerre et tous les frais d'hospitalisation incomberont à la nation du navire qui les a débarqués. »

M. Renault pense qu'il faudrait ajouter à cette disposition l'obligation pour le gouvernement neutre qui reçoit ces blessés et naufragés de les interner.

Le président lit un passage du travail précité de M. Fauchille, qui s'applique à la même hypothèse. Il prie la Sous-Commission d'échanger des vues sur l'espèce posée par M. Renault.

M. le Baron de Stengel dit qu'il se rallie à la proposition de M. Renault et il insiste sur la nécessité imposée au Gouvernement neutre d'interner les blessés débarqués sur son territoire.

M. Renault ne pense pas qu'on doive se préoccuper de régler la condition du bâtiment qui a débarqué les blessés.

Cette condition est réglée par le droit commun, mais il est d'avis que pour le reste, il faut poser des principes généraux clairs et simples que la pratique se chargera de développer.

M. Motono demande si l'on doit considérer que ce sera une obligation pour un pays neutre de recevoir les blessés débarqués sur son territoire.

M. Renault répond que l'idée juridique qui domine sa proposition est celle-ci : que le pays neutre ne manque pas à la neutralité en recevant les blessés. Mais on ne peut imposer à ce pays l'obligation de les recevoir, ce qui est laissé à son humanité. Quant aux frais d'hospitalisation et autres, ils doivent incomber tout naturellement à l'Etat dont relèvent les malades et blessés. Le Comité de rédaction proposera d'ailleurs des formules répondant à ces divers termes de la question.

Le Président constate que la Sous-Commission est d'accord pour accepter le principe de la proposition de M. Renault, sauf rédaction.

M. Asser passe au quatrième groupe de matières (Dispositions Générales) et donne lecture de l'art. 14.

Il dit qu'à son avis il serait inutile et même imprudent de maintenir dans la convention les dispositions stipulées par cet article qui seraient peut-être considérées comme une invitation à violer la Convention. Le Président propose donc de supprimer l'article 14.

M. le Capitaine Bianco verrait des inconvénients à supprimer l'art. 14 ; toutefois, en raison des garanties assurées par la rédaction de l'art. 13, il n'insiste pas pour le maintien de l'art. 14.

Le Président constate que l'accord est établi sur ce point et que sa proposition de supprimer l'art. 14 est adoptée.

M. Scheine voudrait que la question des parlementaires maritimes fût envisagée par la Sous-Commission.

Le Président dit que la deuxième Sous-Commission chargée d'examiner l'Acte de Bruxelles sur les usages de la guerre est peut-être plus compétente pour s'occuper de cette question ; il croit toutefois qu'il serait possible de la rattacher à l'article 6 de la Circulaire du comte Mouraview.

M. Renault est d'avis que la situation des parlementaires doit être réglée par le droit général de la guerre maritime.

M. Schéine insistant pour que ce cas spécial soit réglé par la Sous-

Commission, le Président déclare que la question est renvoyée au Comité de rédaction.

Le Président consulte la Sous-Commission sur le point de savoir si elle croit utile de faire une rédaction spéciale en ce qui concerne l'application aux naufragés des dispositions additionnelles à la Convention de Genève. Il rappelle que cette question forme le numéro 6 de la Circulaire Mouraviev.

M. Renault est d'avis qu'en émettant des principes généraux assez larges pour s'appliquer à tous les bâtiments de secours portant des blessés, malades et naufragés, la Sous-Commission aura répondu exactement aux deux points 5 et 6 du programme russe.

M. Schéine, au nom de la Délégation russe, déclare accepter cette manière de voir.

Le Président propose de passer à la discussion des deux propositions que M. le Colonel Gilinsky a déposées au nom du Ministère Impérial russe de la guerre dans la dernière séance plénière de la deuxième Commission.

M. Gilinsky n'assistant pas à la séance, M. Schéine demande l'ajournement de cette discussion (*Adopté*).

Le Président dit que la Sous-Commission doit laisser maintenant à son comité de rédaction le temps nécessaire pour arrêter le texte des diverses propositions qu'il doit lui soumettre.

Dès que le comité aura terminé son travail, le Président fera imprimer et distribuer les formules adoptées, accompagnées des explications nécessaires et convoquera la Sous-Commission quelques jours après cette distribution.

La séance est levée.

Quatrième séance. — 13 juin 1899.

Présidence de M. ASSER

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il a reçu de M. Paul Fauchille, directeur de la *Revue générale de Droit international public*, un certain nombre d'exemplaires de la brochure dont il a été lu un passage dans la séance précédente. Ce travail est à la disposition de MM. les membres de la Sous-Commission qui voudront certainement exprimer des remerciements à M. Fauchille, pour cette attention gracieuse.

Le Président ajoute, qu'avant de passer à la discussion des différents articles dont le texte est proposé par le Comité de Rédaction dans un rapport qui a été distribué, il croit qu'il convient de remercier ce Comité pour l'exposé si complet et si lucide qu'il a soumis aux délibérations de l'Assemblée. M. Asser dit qu'il est heureux d'adresser spécialement à M. Renault, qui a rédigé l'exposé des motifs accompagnant ces propositions, de chaleureuses félicitations auxquelles M. l'Amiral Fisher a demandé à s'associer particulièrement (*Applaudissements*).

Le Président pense qu'il n'est pas nécessaire de donner lecture du texte même du rapport du Comité de Rédaction que la Sous-Commission a sous les yeux. Il conviendra seulement de suivre la même méthode de discussion qui a été adoptée jusqu'à présent et de provoquer d'abord un échange

d'observations générales sur chacun des trois groupes de matières envisagées par le rapport pour examiner ensuite chaque article séparément.

M. Motono exprime le désir d'obtenir quelques éclaircissements sur une question intéressant le premier groupe. L'art. 2 porte que : « Les bâtiments hospitaliers équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours, etc. »

Il lui semble que ces bâtiments ne peuvent porter secours en temps de guerre qu'autant qu'ils font partie des sociétés de la Croix-Rouge. Au Japon particulièrement, on ne reconnaît pas à des bâtiments particuliers le droit d'exercer une mission de secours, tant qu'ils ne sont pas régulièrement rattachés à une de ces sociétés.

Le Comité de Rédaction pourrait utilement s'expliquer sur ce point.

M. Renault répond que le Comité de Rédaction a fait intentionnellement une distinction entre les bâtiments indépendants et ceux qui sont équipés par la Croix Rouge. Si le propriétaire d'un yacht de plaisance veut affecter ce bâtiment à un service hospitalier, il n'y a pas de raisons pour que le navire dont il s'agit, du moment qu'il est commissionné, ne jouisse pas des avantages reconnus aux bâtiments hospitaliers.

Le Gouvernement de qui relève ce yacht pourra refuser ou accepter son concours. C'est une affaire d'ordre intérieur et d'adaptation du service hospitalier aux goûts et aux règles de chaque pays.

M. Montono remercie et se déclare satisfait par cette explication.

Le Président croit devoir faire remarquer que, dans l'exposé des motifs qui accompagne la nouvelle rédaction de l'article 3, le Comité de Rédaction a exprimé l'idée que, pour des navires ayant une commission officielle, le fait d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants, pourrait entraîner une violation de la neutralité.

M. Asser est d'avis que du moment que cette incorporation résulte d'une entente conventionnelle formellement acceptée par les parties, on ne saurait y voir une violation de la neutralité.

Toutefois, les autres arguments que donne le Comité à l'appui de sa rédaction de l'art. 3 suffiront sans doute à la faire adopter.

Le Président propose d'ouvrir la discussion sur chacun des dits articles proposés par le Comité de Rédaction et donne lecture de l'article premier ainsi conçu :

« Article premier. Les bâtiments hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

« Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre. »

M. Tadema demande s'il ne serait pas nécessaire de donner connaissance aux Etats neutres, des bâtiments hôpitaux militaires des belligérants, soit par voie de communication directe, soit par une publication officielle.

M. Renault dit qu'il accepterait l'idée de la notification par voie de publication dans le journal officiel des belligérants.

Il est évident que les neutres ont intérêt à connaître l'existence des bâtiments hôpitaux militaires, mais la question ne se présente pour eux que quand le bâtiment entre dans un port neutre. En entrant dans ce port, il peut notifier sa présence et l'Etat neutre en sera ainsi averti. Le rapport définitif établi sur les travaux de la Sous-Commission pourra, d'ailleurs, donner satisfaction à l'observation de M. Tadema en indiquant qu'il est à désirer que la communication officielle des bâtiments hôpitaux militaires des belligérants soit faite aux Etats neutres.

M. Siegel fait observer que les bâtiments hôpitaux militaires et autres, se présentant dans un port neutre avec leur pavillon national, le pavillon de la Croix Rouge et la commission spéciale de l'Etat dont ils relèvent, n'auront pas de peine à faire la preuve de leur caractère hospitalier ; il ne voit donc pas d'intérêt pratique à créer une disposition spéciale pour ce cas, mais il n'a aucune objection à la proposition de M. Renault.

Le Président donne acte à M. Tadema de son observation et dit qu'il en sera tenu compte dans le rapport de la Sous-Commission.

M. Asser désire savoir s'il peut être considéré comme suffisant de communiquer seulement les noms des bâtiments hôpitaux militaires, ou si une autre indication devrait être ajoutée.

M. l'Amiral Péphau répond qu'il suffira de communiquer le nom avec la nationalité des navires.

M. Asser dit que les articles 1, 2 et 3 portent que la notification doit se faire « avant toute mise en usage ».

Cette formule pourrait être interprétée dans ce sens qu'elle déclarerait suffisante une notification faite longtemps avant l'ouverture des hostilités, par exemple à l'occasion d'une guerre précédente. Ceci n'est pas l'intention des rédacteurs. Il propose donc de remplacer dans les trois premiers articles les mots : « avant toute mise en usage », par ceux : « à l'ouverture ou au cours des hostilités et, en tous cas, avant la mise en usage ».

M. Renault dit qu'il n'a aucune objection personnelle à cette proposition qui lui paraît pouvoir être adoptée.

M. l'Amiral Péphau demande qu'on précise la question du traitement réservé aux bâtiments hôpitaux militaires au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

M. Renault dit que, bien que les bâtiments hôpitaux militaires soient des bâtiments de l'Etat et jouissent de l'exterritorialité, ils doivent cependant être traités au point de vue de leur séjour, de leur ravitaillement, etc., autrement que les navires de guerre. Le rapport pourra donner, si on le désire, une explication complémentaire sur ce point, bien qu'il contienne déjà des éclaircissements qui doivent donner satisfaction aux doutes qu'on a élevés.

Le Président donne lecture de l'art. 2 ainsi conçu :

« Art. 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie
« aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement
« reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puis-
« sance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission
« officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse avant toute mise
« en usage.

« Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité maritime
« compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur
« armement et à leur départ final. »

M. Motono dit que le document exigé par cet article peut émaner aussi

bien de l'autorité militaire que de l'autorité maritime. Il croit donc qu'il y aurait avantage à employer la formule : « autorité compétente . »

Cette proposition est adoptée.

Le Président donne lecture de l'art. 3, ainsi conçu :

« Art. 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie
« aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de
« pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la Puissance neu-
« tre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a
« notifié les noms aux Puissances belligérantes avant toute mise en
« usage. »

Le texte de cet article est adopté sans observations.

Le Président donne lecture de l'art. 4, ainsi conçu :

« Art. 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et
« 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des
« belligérants sans distinction de nationalité.

« Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun
« but militaire.

« Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements
« des combattants.

« Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

« Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ;
« ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur
« imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire,
« même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

« Autant que possible, les belligérants inscriront sur le livre de bord des
« bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront. »

M. l'Amiral Pephaud demande qu'à l'alinéa 6 de cet article les mots
« livre de bord » soient remplacés par ceux « journal de bord », qui lui
paraissent plus précis.

Cet amendement est adopté.

Le Président donne lecture de l'art. 5 ainsi conçu :

« Art. 5. — Les bâtiments hôpitaux militaires seront distingués par
« une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un
« mètre et demi de largeur environ.

« Les autres bâtiments seront distingués par une peinture extérieure
« blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur
« environ,

« Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés,
« comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospi-
« talier, se distingueront par une peinture analogue.

« Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec
« leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Con-
« vention de Genève. »

Le Président rappelle que dans une séance précédente, la Sous-Com-
mission a admis qu'en ce qui concerne les bâtiments de secours ottomans,
le croissant rouge serait assimilé comme emblème à la croix rouge.

M. Renault dit qu'à son avis il n'appartient pas à la Sous-Commission
de prendre une décision sur ce point.

Nourey Bey déclare que les bâtiments de guerre ottomans ont toujours
respecté l'emblème de la Croix Rouge comme insigne de la Convention de
Genève. Il exprime le désir que, par mesure de réciprocité, le Croissant

Rouge soit assuré du même respect et il demande qu'on prenne acte de l'expression de ce désir.

M. Rolin dit qu'il a une déclaration à faire, qui vise également le dernier alinéa de l'art. 5, proposé.

Il expose que le Gouvernement siamois ajoute au drapeau de la Convention de Genève, à côté de la Croix Rouge, un emblème sacré du culte Bouddhiste figuré en rouge également et qu'on appelle « la flamme ». L'addition de cet emblème a pour conséquence de relever encore le caractère sacré du drapeau prescrit par la Convention de Genève.

Le Gouvernement siamois estime au surplus que l'art. 7 de la Convention de Genève qui prescrit la Croix Rouge sur fond blanc ne s'oppose pas à cette addition et l'intention de ce Gouvernement sera sans aucun doute d'appliquer de cette façon l'alinéa final de l'art. 5 proposé.

M. Rolin se borne à demander qu'il lui soit donné acte de sa déclaration.

Le Président dit que les déclarations des délégués de Turquie et de Siam seront insérées au procès-verbal.

M. Mahan fait observer que l'emblème de la Croix Rouge a un caractère religieux qui s'adresse particulièrement aux Etats chrétiens et il pense qu'il y aurait avantage à en adopter un autre qui serait reconnu par tous.

Le Président répond qu'il peut donner acte à M. Mahan de l'expression de ce désir, mais que la Sous-Commission n'est pas compétente pour entrer en matière sur une proposition qui tendrait à réviser une clause de la Convention de Genève.

M. Motono demande qu'on remplace à l'alinéa 2 de l'art. 5 les mots : « les autres bâtiments » par ceux plus précis : « les bâtiments mentionnés dans les art. 2 et 3 ».

M. Renault dit qu'il n'a pas, en ce qui le concerne, d'objections à cette modification.

M. Motono demande si, en imposant aux bâtiments visés par l'alinéa 3 de l'art. 5 l'obligation d'une peinture spéciale, avant toute mise en usage, on entend spécifier qu'ils ne pourront en aucun cas et à aucun moment avoir une autre affectation.

M. Renault répond que telle est en effet l'idée qu'on a tenu à exprimer.

L'article 5 est adopté sous réserve des diverses observations susindiquées.

Le Président donne lecture de l'art. 6 ainsi conçu :

« Art. 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neuves, portant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils auraient commises. »

M. Renault propose de remplacer à la fin de cet article les mots « qu'ils auraient commises » par ceux « qu'ils pourraient avoir commises », ces derniers n'impliquant pas la pensée que les bâtiments visés se sont nécessairement livrés à des actes de violation de neutralité.

Cette modification est adoptée.

M. Mahan dit qu'aucun des articles ne prévoit le cas de combattants naufragés à la suite d'une bataille navale et qui, dans ces conditions, sont recueillis par un bâtiment neutre autre qu'un bâtiment hôpital. M. Mahan propose qu'une règle spéciale soit insérée à ce sujet et il se réserve de la formuler pour le Comité de Rédaction.

M. Schéine fait observer que la proposition de M. Mahan n'ayant fait l'objet d'aucun échange de vues général dans la Sous-Commission, le Comité de rédaction pourrait éprouver quelque embarras à trouver une formule qui réponde au sentiment général.

Le Président propose de continuer avant tout l'examen des articles proposés et il donne lecture de l'article 7 ainsi conçu :

« Art. 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

« Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

« Les belligérants doivent assurer à ce personnel, tombé entre leurs mains, la jouissance intégrale de son traitement. »

M. Motono demande si le traitement visé par cet article et attribué au personnel religieux, médical et hospitalier, est le traitement donné par l'Etat duquel relève ce personnel. Il pense qu'on pourrait indiquer qu'il s'agit ici du traitement appliqué dans l'armée et dans la marine du gouvernement capteur.

M. Renault verrait des inconvénients à l'adoption de cette formule qui exposerait, dans certains cas, le personnel intéressé à ne recevoir aucun traitement. La rédaction proposée par le Comité n'a fait d'ailleurs que reproduire le texte de 1868.

Aucun membre n'appuyant la proposition de M. Motono, le Président donne lecture de l'article 8 ainsi conçu :

« Art. 8. — Les marins et militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs. »

M. Motono rappelle qu'il avait, dans une précédente séance, exposé les vues de son Gouvernement au sujet du cas spécial du transport par mer des blessés et malades de l'armée de terre. Il remercie le Comité de rédaction de la précision avec laquelle il a transcrit ces idées et il demande l'insertion au procès-verbal de cette séance du passage du rapport, relatif à cette question, et qui est conçu dans les termes suivants :

« Dans les dispositions que le Comité soumet à la Sous-Commission, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre, que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

« Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet. »

Le Président dit qu'il sera fait droit à la demande de M. Motono, et déclare l'art. 8 adopté.

Il donne lecture de l'art. 9 ainsi conçu :

Art. 9. — « Les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant, qui tombent au pouvoir de l'autre, sont prisonniers de guerre. Il appartient au vainqueur de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers, ainsi rendus à leur pays, ne pourront servir pendant la durée de la guerre. »

M. Asser demande qu'on supprime le mot « vainqueur ». On pourrait peut-être le remplacer par le mot « capteur ».

M. Renault explique que si le Comité a adopté cette expression, c'est faute d'en avoir trouvé une plus satisfaisante.

Dans son opinion, le vainqueur est le belligérant qui se trouve, par les circonstances de la guerre, avoir vis-à-vis du bâtiment hospitalier qu'il rencontré le droit et l'autorité du plus fort.

On ne pourrait le qualifier de capteur puisqu'il n'a pas le pouvoir de capturer.

Le Président suggère la rédaction suivante : « Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à ce dernier de décider, etc. »

Cet amendement est adopté.

M. Motono demande si, en indiquant que « les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre », on entend viser seulement le service de guerre et non celui que pourraient remplir ces prisonniers dans les bureaux, les ambulances, etc.

M. Renault dit qu'on s'est servi de l'expression traditionnelle qui vise, d'après lui, uniquement le service de combattant.

M. Motono observe qu'on doit envisager cependant d'autres genres de services et il demande qu'on prenne acte de sa question.

M. Rolin appuie la manière de voir de M. Motono et il rappelle que l'art. 6 alinéa 3, de la Convention de Genève de 1864 porte la formule : reprendre les armes, qui lui paraît plus précise que celle de servir, adoptée par le Comité de rédaction. Il ajoute que, d'ailleurs, la troisième phrase de l'art. 9 proposé ne semble répondre à aucune utilité pratique et il en demande la suppression pure et simple.

M. Motono se joint à cette proposition et, pour le cas où elle ne serait pas adoptée, il demande subsidiairement que la Sous-Commission remplace le mot servir par la formule reprendre les armes, adoptée en 1864.

Après un échange de vues entre MM. Rolin, Renault et Mahan, sur les avantages et les inconvénients que pourrait présenter, au point de vue humanitaire et pratique du traitement des blessés et malades, prisonniers de guerre, la suppression de la dernière phrase de l'article 9, le Président soumet au vote nominal la proposition de M. Rolin.

Ont voté pour la suppression : la Belgique, la Chine, le Japon, le Siam.

Ont voté contre : l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie.

S'est abstenue : la Suisse.

Le Président dit que par 15 voix contre 4 et une abstention, la Sous-Commission a décidé de maintenir la dernière phrase de l'art. 9.

Il met aux voix la proposition subsidiaire de M. Motono relative au remplacement du mot servir par la formule reprendre les armes.

Avant le vote, M. Siegel déclare qu'il est d'avis de conserver la rédaction actuelle.

Oat voté pour le maintien de cette rédaction : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Chine, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et Norvège.

Ont voté contre : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France, le Japon, la Roumanie, la Serbie, le Siam, la Turquie.

S'est abstenue : la Suisse.

Le Président dit que la Sous-Commission a donc décidé par 11 voix contre 8 et une abstention de ne pas adopter la proposition formulée par M. Motono et il espère cependant qu'on en tiendra compte lors de la revision de la Convention de Genève.

M. Mahan appelle l'attention de la Sous-Commission sur le cas où les prisonniers, visés par l'article 9, auraient fait l'objet d'un échange.

M. Asser dit que le rapport pourra tenir compte utilement de cette préoccupation.

Le Président déclare l'art. 9 adopté sous réserve de l'amendement voté et donne lecture de l'art. 10, ainsi conçu :

Art. 10. « Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront y être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. »

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat, dont relèvent les naufragés, blessés ou malades. »

M. le Comte de Grelle Rogier fait observer que le texte de cet article se trouve en contradiction avec une disposition qui a été adoptée par la deuxième Sous-Commission sur l'initiative de Son Exc. M. Beernaert et M. le Général Mounier.

Il s'agit de l'art. 55 de la Déclaration de Bruxelles, lequel est ainsi conçu :

Art. 55. — « L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

« Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine. »

M. le Comte de Grelle Rogier pense que cette disposition, rapprochée de l'article 10 proposé, stipulerait pour les blessés et malades une différence de traitement qui ne saurait se justifier. En effet, en vertu du premier texte, ces blessés et malades pourraient être remis en liberté ; en vertu de l'autre, ils pourraient être retenus comme prisonniers de guerre.

Il trouve excessif en outre de forcer un Etat neutre à recevoir, hospitaliser et interner les blessés et malades qu'il conviendrait à un belligérant de déposer sur son territoire. Il propose en conséquence de modifier l'article 10 dans le sens suivant :

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, ne pourront être rendus

« qu'à leur pays d'origine. Les frais d'hospitalisation seront supportés par l'Etat dont relèvent ces naufragés, blessés ou malades. »

M. Renault dit que le Comité de rédaction a formulé l'art. 10 d'une manière distincte et sans chercher à établir une comparaison avec les dispositions adoptées par la deuxième Sous-Commission. La différence de traitement signalée par M. de Grelle Rogier est évidente, mais elle peut répondre à une différence de situation. Il y a des cas où l'on doit pouvoir permettre le débarquement des blessés et malades et ces cas sont généralement plus urgents dans la guerre maritime que dans la guerre terrestre. De plus, il ne faut pas oublier que la Sous-Commission doit envisager un cas dont l'Acte de Bruxelles n'a pas eu à s'occuper, c'est celui des naufragés. S'ils sont valides et débarqués dans un port neutre, celui-ci doit être obligé de les garder. En résumé, l'article 55 ne pourrait s'appliquer à toutes les hypothèses de la guerre maritime.

M. Rolin pense qu'indépendamment des cas déjà prévus par l'art. 10, il faut envisager celui du simple passage de blessés et de malades sur territoire neutre, et il précise, dans cette hypothèse, les droits et les obligations des neutres. On peut admettre qu'un Etat neutre permette d'emprunter son territoire pour ramener des blessés et des malades militaires dans leur propre pays, mais il violerait les devoirs de sa neutralité en permettant qu'ils soient conduits à travers le territoire neutre dans un pays où ils deviendraient prisonniers de guerre. M. Rolin propose en conséquence, pour maintenir l'harmonie entre l'art. 55 du Règlement de la Guerre sur terre et le présent art. 10, d'ajouter au dit article un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Une fois admis sur territoire neutre, les naufragés, malades et blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine. »

M. Rolin croit que, par l'adoption de cette disposition additionnelle, il serait fait droit en même temps à l'observation de M. de Grelle Rogier.

Le Président suggère de renvoyer l'étude de ces diverses propositions au Comité de rédaction, qui s'efforcera de mettre en harmonie, dans la mesure du possible, l'article 10 avec les articles 53 et 55 de l'Acte de Bruxelles. Il dit qu'à la prochaine séance, fixée à jeudi matin, le Comité apportera des rédactions définitives qui permettront, si elles sont adoptées, de consigner l'œuvre de la Sous-Commission dans un projet de convention absolument complet et prêt à entrer en pratique si les circonstances l'exigeaient.

La séance est levée.

Cinquième Séance. — 15 juin 1899.

Présidence de M. ASSER.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il a reçu de son auteur une publication récente que M. Ferguson, ancien ministre-résident des Pays-Bas en Chine, vient de faire paraître sur les matières qui ont occupé la Conférence et en particulier sur l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

M. Asser recommande cet ouvrage à l'attention de la Sous-Commission et il met à sa disposition l'exemplaire qu'il possède.

Le Président rappelle que dans la séance précédente, la Sous-Commis-

sion a arrêté le texte définitif des articles 1 à 9 et qu'il reste à statuer sur la matière de l'art. 10.

Il croit utile, avant d'ouvrir la discussion sur cet article, de prier le rapporteur de faire connaître les modifications de rédaction, qu'à la suite de la dernière séance, il a introduites à la fois dans son rapport et dans le texte même des articles proposés.

M. Renault dit qu'en ce qui concerne le texte des articles, il a été amendé conformément aux décisions prises par la Sous-Commission. Il ne rappellera pas ces amendements, qui sont connus, mais il indiquera seulement deux modifications, dont l'initiative revient au Comité de rédaction :

1° A l'art. 10 on remplacera les mots :

« devront y être gardés » par ceux : « devront être gardés ».

2° A l'art. 6 on ajoutera à la formule : « les bâtiments de commerce, etc., etc., portant. . . » les mots : « ou recueillant » (des blessés, des malades, etc.).

En ce qui concerne le rapport lui-même, M. Renault dit que pour tenir compte du vœu exprimé par M. Tadema, le Comité a décidé d'insérer dans le milieu de la page 3 la mention suivante :

« La notification des noms des bâtiments hôpitaux militaires intéresse tout d'abord les belligérants ; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres.

« Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des Etats neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel. »

Pour donner satisfaction à certains doutes qui avaient été émis relativement à la situation des bâtiments-hôpitaux militaires dans les ports neutres, la mention suivante a été insérée dans le rapport (page 4) :

« En dehors de l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'exterritorialité. »

En vue de répondre à une préoccupation exprimée par M. Mahan au sujet de l'art. 9 et pour le cas où les prisonniers visés auraient fait l'objet d'un échange, le rapport contiendra (à la fin de la page 9) la mention suivante :

« Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays, ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

« Il va sans dire que, s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action. »

Le Président dit qu'on peut dès lors considérer le travail du Comité de rédaction comme complet.

M. Mahan rappelle qu'à la séance précédente il avait appelé l'attention de la Sous-Commission sur le cas d'un navire neutre, autre qu'un bâtiment hôpital, qui aurait recueilli accidentellement des combattants naufragés. Il aurait désiré qu'une règle spéciale fût insérée dans la convention en vue de cette hypothèse.

Il n'a pas réussi à rallier le Comité de rédaction à cette manière de voir.

Dans un esprit de conciliation, il ne croit pas devoir insister sur sa proposition et il est prêt à conseiller à son gouvernement d'accepter le texte des articles qui ont été proposés. Il persiste cependant à croire qu'il y aurait eu intérêt à combler la lacune qu'il avait signalée.

Le Président et M. Renault font remarquer à M. Mahan que l'art. 6 a été complété par une mention qui avait précisément pour objet de répondre à son observation.

M. Mahan répond que le changement introduit lui semble porter sur la situation des navires neutres, mais non sur celle des naufragés recueillis. Il déclare d'ailleurs de nouveau qu'il n'insiste pas sur sa proposition.

M. Motono fait à propos de l'art. 9, la déclaration suivante :

« Les dispositions du dernier alinéa de l'art. 6 de la Convention de Genève de 1864 et celles de l'art. 9 du projet en discussion sont contradictoires.

Dans le premier, les blessés et les malades sont couverts par la neutralité, tandis que dans le dernier ils sont traités comme prisonniers de guerre.

Trouvant les dispositions de l'art. 9 du présent projet plus conformes aux principes des lois de la guerre, nous désirions modifier les dispositions de l'art. 6 de la Convention de 1864 dans le sens de l'art. 9, à l'effet de mettre en harmonie les dispositions des deux articles précités.

Nous devons ajouter en outre que dans le cas où les deux dispositions susmentionnées resteraient sans modification, les Puissances insulaires comme le Japon se trouveraient dans une situation manifestement désavantageuse à l'égard des Puissances continentales.

En conséquence, si notre Sous-Commission est compétente pour modifier l'art. 6 de la Convention de Genève de 1864, nous nous proposons de soumettre à son examen un amendement dans le sens indiqué.

Dans le cas où notre Sous-Commission se déclarerait incompétente, nous nous réservons de proposer cette modification à la première occasion propice.

Nous avons l'honneur de prier M. le Président de mentionner la présente déclaration au procès-verbal. »

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait.

Il propose de passer à l'art. 10 et en donne lecture :

Article 10. — « Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades. »

Le Président rappelle que la rédaction de cet article a fait l'objet de propositions et d'amendements présentés par MM. le Comte de Grelle Rogier et Rolin.

Il prie le rapporteur d'exposer à ce sujet les vues du Comité de rédaction.

M. Renault dit que le Comité a examiné longuement et consciencieusement l'art. 10 qui lui a été renvoyé avec les amendements précités et que le résultat de cet examen l'a conduit à maintenir unanimement le texte qu'il avait précédemment proposé.

Il lui a semblé que la Sous-Commission n'avait pas à s'occuper de combiner l'art. 10 avec les art. 53 et 55 de la Déclaration de Bruxelles.

En effet, ces textes prévoient deux situations différentes et qui, par conséquent, doivent être examinées et résolues séparément. On ne peut appliquer par assimilation à la guerre maritime les règles de la guerre continentale et il y a notamment pour les conditions de l'accès dans un port neutre, d'autres considérations à envisager que pour l'accès sur un territoire neutre.

Le Comité a cru qu'il était nécessaire, en vue de rendre le rôle du neutre

aussi clair que possible et de prévenir des difficultés internationales, de l'obliger à garder les blessés, malades et naufragés qui auraient été débarqués dans un de ses ports. Il lui sera loisible de ne pas les admettre, mais du moment qu'il les aura admis, il est indispensable qu'il en conserve la garde.

Quant aux charges qui résulteront de ce chef pour l'Etat neutre, elles seront moins grandes qu'on ne paraît le supposer et l'évacuation des blessés à la suite d'un combat naval ne pourra jamais entrer en comparaison avec l'affluence de blessés qu'une bataille terrestre pourrait amener sur un territoire neutre voisin des opérations de guerre.

Dans tous les cas, le neutre, s'il consent à recevoir dans son port un bâtiment chargé de blessés, sera indemnisé par l'Etat de qui relèvent ces blessés, de tous les frais occasionnés par leur internement et leur hospitalisation.

M. le Comte de Grelle Rogier ne comprend pas très bien la nécessité pour le Comité de rédaction d'insister sur le maintien intégral de l'art. 10.

Il a déjà fait ressortir la contradiction qui existe entre l'art. 55 de l'Acte de Bruxelles et cet art. 10. L'art. 9 prévoit un régime beaucoup plus avantageux. Ce que le Comité de rédaction désire, c'est que les blessés, les malades et les naufragés soient déclarés incapables de servir. Ce n'est pas une raison pour les garder indéfiniment sur le territoire neutre.

Le Comte de Grelle Rogier propose en conséquence de donner à l'art. 10 la forme suivante :

« Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, ne pourront être renvoyés qu'à leur pays d'origine et seront, dans ce cas, déclarés incapables de servir pendant toute la durée des opérations de guerre.

« Les frais d'hospitalisation seront supportés par l'Etat dont ils relèvent. »

M. Renault fait remarquer qu'il n'y a pas à rapprocher les articles 9 et 10. Dans l'art. 9, c'est le belligérant qui renvoie les malades et les blessés dans leur pays d'origine avec la condition de ne plus servir pendant la guerre. Quant au cas visé par l'article 10, on n'a pas admis comme en 1868 qu'en donnant la faculté de laisser les malades et les blessés libres sur parole, la disposition confère une garantie suffisante.

Le Comité de rédaction insiste sur le maintien du texte qu'il a proposé.

M. le Baron de Bildt appuie la proposition de M. le Comte de Grelle Rogier par d'autres considérations. C'est imposer un devoir trop lourd aux neutres que de les obliger à garder pendant toute la durée de la guerre les naufragés, blessés ou malades. Il faudrait trouver des garanties suffisantes sans exiger ce sacrifice des Puissances neutres.

M. Renault ayant fait observer que c'est cependant ce qui arrive dans une guerre continentale lorsqu'un corps d'armée battu pénètre sur le territoire neutre et qu'on l'y interne, M. le Comte de Grelle Rogier répond qu'il s'agit alors de combattants.

Le Président fait encore observer, en réponse à M. le Baron de Bildt, que le débarquement dans le port neutre dépend toujours du consentement de l'autorité locale.

M. Odier suggère, pour donner satisfaction au Comte de Grelle Rogier, de dire que « les malades, blessés et naufragés reconnus incapables de servir pourront être, après guérison, renvoyés dans leur patrie ».

M. Moiono appuie la rédaction de M. Odier.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel voudrait être éclairé sur la façon dont

on pourra reconnaître que la guérison des blessés et malades est accomplie et distinguer entre ceux qui pourront être rendus et ceux qui devront être gardés; il se déclare pour le maintien du texte proposé.

M. Corragioni d'Orelli est d'avis que l'exigence de l'article 10 est excessive. Il faut prévoir le cas d'une épidémie dans le port ou la ville d'internement, et laisser à l'Etat neutre, dans un intérêt sanitaire, la faculté de renvoyer les naufragés, blessés et malades dans leur pays d'origine.

M. Schéine insiste sur la difficulté de discerner entre les malades aptes à servir et les autres. Ce n'est pas le service comme combattant seulement qu'on peut viser. L'intégrité des membres par exemple n'est pas nécessaire pour le service des sémaphores, l'ajustement des torpilles, etc.

Le Président dit qu'on pourrait faire intervenir les autorités médicales du pays neutre où les malades et blessés sont internés, en ajoutant les mots : « reconnus incapables de servir par les autorités médicales neutres. »

M. Odier dit que ce système est déjà mis en pratique par la Convention de Genève, et il donne lecture de l'article 6 de cette Convention.

M. Schéine fait observer que cet article vise la guerre de terre dont les conditions sont bien différentes de la guerre maritime.

M. l'Amiral Fisher est d'avis de maintenir intégralement le texte de l'art. 10 arrêté par le Comité de rédaction.

M. le Baron de Bildt trouve la proposition de M. de Grelle Rogier d'autant plus acceptable que cette rédaction propose pour l'art. 10 une condition qui a été acceptée pour l'art. 9.

M. Schéine n'est pas de cet avis. D'après l'un des articles, les prisonniers sont rendus par la volonté des belligérants; d'après l'autre, ils sont remis entre les mains du neutre qui est moins compétent pour décider de leur sort que le belligérant.

Après un échange de vues sur la position de la question, le Président met aux voix le maintien intégral de l'article 10.

10 Etats votent pour ce maintien; savoir : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et la Turquie.

Ont voté contre : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, le Danemark, l'Espagne, le Japon, le Siam, la Suède et Norvège et la Suisse.

Le Président constate que l'Assemblée adopte la rédaction intégrale proposée par le Comité pour l'art. 10.

Le Président félicite la Sous-Commission du résultat de ses travaux que l'on peut considérer comme très satisfaisant.

Il dit qu'il faut maintenant se préoccuper d'examiner la procédure suivant laquelle cette œuvre sera soumise à la Conférence.

Doit-on suivre la filière ordinaire, c'est-à-dire présenter un rapport à la deuxième Commission plénière, qui devra ratifier par un vote les décisions de la Sous-Commission; ou y a-t-il lieu, pour gagner du temps, d'éviter cette formalité et de porter directement devant la réunion plénière de la Conférence, le résultat des travaux de la Sous-Commission?

Le Président pense que cette dernière suggestion ralliera tous les suffrages et il demande que la Sous-Commission lui donne le mandat formel de demander au Président de la Conférence et au Président de la deuxième Commission l'autorisation de présenter à la Conférence le rapport de la Sous-Commission et le texte des articles adoptés.

M. Asser ajoute que, dans son opinion, le vote de ratification, qui sera donné par la Conférence devrait avoir un caractère moins platonique que

celui d'un simple vœu; il serait désirable qu'on pût, sans attendre, faire entrer l'œuvre de la Sous-Commission dans le droit positif international en la consignant dans une convention. Cette convention pourrait être signée à la Haye même, par les plénipotentiaires des Puissances représentées et dans les mêmes conditions de forme, par rapport à la ratification et l'entrée en vigueur, que celles observées lors de la conclusion dans cette ville, le 14 novembre 1896, de la Convention de droit international privé.

M. le Rapporteur du Comité de rédaction, qui partage cette manière de voir, a déjà rédigé le préambule, qui devrait précéder éventuellement la convention et qui pourrait être conçu dans les termes suivants :

« Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, etc., etc.,
 « également animés du désir d'adoucir autant qu'il dépend d'eux les
 « maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre
 « maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont
 « résolu de conclure une convention à cet effet; etc., etc. »

M. Motono propose de remplacer dans ce préambule les mots « adapter à la guerre maritime », par ceux : « compléter les principes de la Convention de Genève », qui lui paraissent plus larges et d'une application plus générale.

M. le Baron de Bildt demande si l'on a songé à rédiger également le paragraphe final de la Convention à conclure, notamment en ce qui touche la clause d'accession, la durée du temps admis pour la ratification, etc.

M. Renault dit qu'en ce qui concerne le préambule, il ne croit pas utile d'adopter la formule suggérée par M. Motono, qui pourrait prêter à une interprétation trop large peut-être.

En ce qui concerne l'observation du Baron de Bildt, il propose de confier au Comité de rédaction le soin de préparer, de concert avec le Président, un texte diplomatique complet et il demande que le Baron de Bildt veuille bien lui apporter son concours.

M. le Baron de Bildt dit qu'il se met volontiers à la disposition du Comité de rédaction.

Sur une observation de l'Amiral Fisher, le Président fait remarquer que le rapport du Comité de rédaction aura, par rapport à la Convention, une force interprétative analogue à celle qu'on attribue à l'exposé des motifs d'un projet de loi.

M. Corragioni d'Orelli appelle l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Gouvernements des pays très éloignés fussent mis à même d'examiner et d'accepter la Convention en connaissance de cause et il demande s'il ne conviendrait pas de tenir compte de cette nécessité, soit en laissant ouvert le protocole de signature, soit par tout autre moyen.

Noury Bey suggère d'admettre que l'instrument pourrait être signé « ad referendum », ce qui laisserait aux Gouvernements intéressés toute latitude pour accepter ou refuser la Convention.

M. le Baron de Bildt, appuyé par M. Corragioni d'Orelli, signale les inconvénients que présente dans la pratique la signature d'un acte « ad referendum ». Il est d'avis que la Convention ne devrait être signée que par les plénipotentiaires qui sont autorisés à le faire sans réserves. Les autres Etats auront la faculté d'y adhérer ultérieurement et tous devront s'engager à la ratifier dans le plus bref délai possible. Cette dernière condition paraît au Baron de Bildt indispensable pour éviter des difficultés et des retards dans la ratification.

Le Président rappelle qu'au début des travaux de la deuxième Commission un débat a été soulevé pour savoir si elle était compétente pour reviser la Convention de Genève.

La Commission a répondu négativement. Il serait cependant désirable de formuler le désir que la Convention de Genève fut révisée dans un délai rapproché.

Le Président donne lecture du texte d'un vœu qu'il propose de soumettre à la Conférence à ce sujet :

« La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches « préliminaires faites par le gouvernement fédéral suisse pour la revision « de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai « à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la revision de « cette Convention. »

M. Schéine demande qu'il soit entendu que cette revision devra se faire sans toucher au travail actuellement accompli.

Le Président est d'avis qu'il serait très utile de faire entrer ce travail dans la nouvelle convention et de réunir dans un Code unique tout l'ensemble des dispositions adoptées sur la matière.

Toutefois, pour le cas où — ce qu'à Dieu ne plaise — une guerre maritime viendrait à éclater avant la revision de la Convention de Genève, il y aurait un véritable intérêt à ce qu'un traité spécial fût signé sans attendre que cette revision fût réalisée.

M. Renault insiste, dans l'intérêt de l'œuvre accomplie à la Haye, pour qu'on lui conserve son caractère spécial et distinct.

Il faudrait, suivant lui, se garder de la rattacher actuellement à la revision de la Convention de Genève : on risquerait par là d'ajourner à une date indéterminée la mise en pratique des résolutions qui viennent d'être adoptées.

M. Odier est d'avis que la Sous-Commission est parfaitement compétente pour émettre le vœu proposé par le Président, sans qu'il soit nécessaire de lier les deux questions, c'est-à-dire la Convention, qui contiendra l'œuvre de cette Sous-Commission, et le vœu à exprimer pour reviser la Convention de Genève.

M. le Général Thaulow se rallie aux vues exprimées par M. Odier. La Sous-Commission est compétente pour proposer la revision dans le plus bref délai.

Le Président, résumant la discussion, constate qu'il a obtenu de la Sous-Commission le mandat d'insister pour qu'on fasse entrer dans le droit positif le texte des articles votés par la Sous-Commission et de tâcher de faire signer une convention à cet effet.

A la suite de cet échange d'observations, le Président dit que la Sous-Commission va se séparer après avoir terminé ses travaux. Les résultats qu'elle a obtenus constituent une réforme importante dans l'intérêt de l'humanité. Depuis 1868, on a, à différentes reprises, exprimé le vœu de voir adapter aux guerres maritimes les dispositions additionnelles à la Convention de Genève. Grâce à la bonne volonté et à l'esprit de conciliation apportés par tous dans cette Sous-Commission, ce vœu sera bientôt réalisé et l'on doit se féliciter d'avoir réussi à établir une entente sur des matières qui présentent un intérêt humanitaire aussi élevé.

M. Asser ajoute qu'il se fait un devoir et un plaisir d'adresser des

remerciements aux secrétaires de la Sous-Commission, qui ont apporté, dans leur tâche souvent difficile, un zèle et un dévouement remarquables (Applaudissements).

M. l'Amiral Fisher dit que la Sous-Commission tiendra à offrir l'expression de sa reconnaissance à son éminent Président, qui a guidé ses travaux avec sa haute compétence et un esprit bienveillant et impartial auquel l'Assemblée est heureuse de rendre hommage (Applaudissements).

M. l'Amiral Fisher ajoute qu'il s'associe pleinement aux remerciements que le Président a bien voulu adresser aux secrétaires, au nom de la Sous-Commission.

Le Président dit qu'il est très touché des sentiments qui viennent d'être exprimés à son égard.

Sa tâche lui a été rendue facile et agréable par la bienveillance de tous ses collègues et il saisit volontiers cette occasion pour les en remercier sincèrement.

Il déclare la séance levée.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION

Première Séance. — 25 mai 1899.

Présidence de M. de MARTENS.

Le Président expose qu'il lui paraît utile et désirable dans l'intérêt des travaux de la Sous-Commission de ne point commencer l'examen du Projet de la Déclaration de Bruxelles de 1874, concernant les lois et coutumes de la guerre, à l'article premier, mais de prendre d'abord en considération les dispositions contenant les principes les plus généralement reconnus. Dans cet ordre d'idées, il propose d'étudier en premier lieu les articles traitant des prisonniers de guerre.

À la suite d'observations de M. le Général Mounier et de Son Exc. M. Eyschen, qui font ressortir l'utilité de connaître d'avance l'ordre dans lequel les différents articles seront discutés, la Sous-Commission décide, conformément aux propositions de M. de Martens, de distribuer le travail de la manière suivante et d'examiner les dispositions dudit Projet dans l'ordre indiqué ci-après :

- 1° « Des prisonniers de guerre (art. 23 — art. 34) ».
- 2° « Des capitulations (art. 46) et De l'armistice (art. 47 — art. 52) ».
- 3° « Des parlementaires (art. 43 et 44) ».
- 4° « Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées et Des contributions et des Réquisitions (art. 36 — art. 42) ».
- 5° « Des malades et des blessés (art. 35) et l'article 56, dispositions dont ainsi que le font observer M. Rolin et M. le Chevalier Descamps, l'examen pourra avoir lieu plus utilement, quand seront connus les résultats des délibérations de la première Sous-Commission en tant qu'elles se rattachent à cette matière ».
- 6° « Des espions (art. 19 — art. 22) ».
- 7° « Des moyens de nuire à l'ennemi (art. 12 — art. 14) et Des sièges et Bombardements (art. 15 — art. 18) ».
- 8° « Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres (art. 53 — art. 55) ».

9° « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi (art. 1 — art. 8) ».

10° « Qui doit être reconnu comme partie belligérante ; des combattants et des non-combattants (art. 9 — art. 11) ».

MM. le Général Mounier, Lammasch et plusieurs autres membres désirant un délai pour se préparer plus amplement à la discussion, la séance est levée.

Deuxième Séance. — 27 mai 1899.

Présidence de M. de MARTENS.

Le procès-verbal de la première séance est adopté.

Le Président annonce que M. Rolin a bien voulu se charger des fonctions de rapporteur de la Sous-Commission.

Avant de discuter les articles du programme, M. de Martens croit nécessaire de faire une déclaration.

En 1874, le Gouvernement russe a soumis un projet à la Conférence de Bruxelles. Les vues du Gouvernement Impérial restent les mêmes. Il ne s'agit pas, d'après lui, d'établir un code scientifique international, mais de s'entendre par rapport à une base commune de toutes les instructions que les Gouvernements donneront à leurs armées et qui seront obligatoires en temps de guerre. Il se développera ainsi un droit de guerre universel ou du moins Européen. Chaque Gouvernement n'aura à prendre qu'un engagement, celui de donner à ses armées des instructions identiques sur cette base.

S. E. M. Beernaert fait observer que ce serait là une façon indirecte d'établir une convention internationale.

Le Président remarque qu'il suffira d'un seul article à insérer au début de la déclaration pour constater l'engagement pris dans le sens susindiqué, c'est-à-dire de donner, sur une base identique, des instructions uniformes à ses armées. Cette base sera constituée par la déclaration de Bruxelles, révisée et modifiée à la suite d'une discussion libre et détaillée à la présente Conférence. La formule de l'engagement susmentionné pourrait être déterminée plus tard.

L'ordre du jour porte l'examen du chapitre : « Des Prisonniers de Guerre. »

Le Président, avant d'ouvrir la discussion, dit que, bien entendu, une seconde lecture se fera de tous les articles.

S. E. M. Beernaert attire l'attention sur une brochure, qui sera distribuée aux membres et qui porte le titre : « Projet de Règlement international sur les Prisonniers de guerre ». Il estime que certaines idées de cette brochure pourront être utilisées dans la discussion et il présentera, au nom de la Délégation belge, des amendements fondés sur ces idées.

Il est donné lecture de l'article 23 du Projet de Bruxelles :

« Les Prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés.

« Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

« Ils doivent être traités avec humanité.

« Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.

« Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété. »

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, l'alinéa 4 de l'article 23 est reporté à l'article 28, dont il formera le second alinéa.

Après un échange d'idées entre Son Exc. M. Beernaert, M. Renault et M. Lammasch, ce dernier propose d'ajouter au mot « armes » dans l'alinéa 5 : « et tout ce qui sert directement au but de la guerre. »

Sur la proposition de M. le Général Zuccari l'alinéa 4 sera formulé comme suit :

« Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. »

S. E. M. Beernaert propose de stipuler par une disposition expresse que les commandants en chef peuvent autoriser les officiers à garder leurs épées.

M. Renault ne pense pas qu'il y ait lieu de mentionner ici ce qu'un beligerant peut faire. Il s'agit seulement de déterminer ce qu'il doit faire.

M. Lammasch estime qu'il serait utile de supprimer la définition des prisonniers de guerre, contenue dans l'alinéa premier. Le mot « désarmés », ne figurant plus dans l'article, il ne serait pas nécessaire de faire une réserve expresse quant aux épées des officiers.

Sur la proposition du Président, la rédaction suivante est adoptée :

« Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. »

« Ils doivent être traités avec humanité. »

« Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. »

L'article 24 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées, mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable. »

Il est donné lecture des articles 25 et 26.

Article 25. — « Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle ou sociale, s'ils n'en font point partie.

« Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

« Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au moment de leur libération. Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalqués de ce salaire. »

Article 26. — « Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre. »

Ces articles sont adoptés en principe.

S. E. M. Beernaert suggérera cependant à la prochaine séance une nouvelle rédaction.

Il est donné lecture de l'article 27 :

« Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien.

« Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

« A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture et l'habillement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés. »

S. E. M. Beernaert propose de remplacer : « le Gouvernement se charge » par « le Gouvernement est chargé » et d'intercaler entre les mots : « la nourriture et l'habillement » ceux de : « le couchage ».

Ces propositions et l'article ainsi amendé sont adoptés.

Il est donné lecture de l'article 28 :

« Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée au pouvoir de laquelle ils se trouvent.

« Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il est passible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère.

« Si, après avoir réussi à s'échapper, il est de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune peine pour sa fuite antérieure. »

Après un échange de vues entre M. le Général Zuccari et Son Exc. M. Beernaert, la Sous-Commission décide de modifier ainsi le paragraphe premier : « les prisonniers de guerre sont soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. »

L'alinéa second sera constitué par l'ancien alinéa quatre de l'article 23.

Etant donné la nouvelle rédaction de l'alinéa premier, la première partie de l'alinéa second est supprimée.

M. Lammasch propose d'ajouter à l'article 28 alinéa 2 (ancien alinéa 4 de l'article 23) les mots : « Ne sera pas considérée comme insubordination la tentative de fuite et le refus d'accomplir des actes auxquels ils ne doivent pas être astreints. »

Cette proposition n'est pas adoptée.

Dans une discussion engagée entre MM. le Colonel Gilinsky, Lammasch, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Son Exc. M. Beernaert, le Chevalier Descamps et Rolin, trois opinions ont été émises sur la question du traitement des prisonniers de guerre évadés :

1° M. Lammasch est d'avis, étant donné le conflit de devoirs qui existe pour un prisonnier de guerre, qu'il ne faut le soumettre à aucune peine, même disciplinaire, pour tentative d'évasion. Il propose de rayer dans l'alinéa 3 (ancien alinéa 2) les mots : « passibles de peines disciplinaires ou » et de supprimer entièrement l'alinéa 3 ancien, commençant par les mots : « Si après avoir réussi ».

2° M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach signale l'anomalie de cet article, qui soumet à des peines disciplinaires les prisonniers de guerre dont l'évasion n'a pas réussi et ne punit pas ceux qui ont réussi à s'enfuir : les premiers sont passibles d'une peine, au contraire des seconds ; c'est une prime à l'habileté.

3° M. le Colonel Gilinsky est d'avis que des peines disciplinaires ne seront pas suffisantes pour réprimer les tentatives d'évasion et qu'il faudrait soumettre les délinquants à un tribunal de guerre. Il remarque qu'il paraît peu pratique de limiter à une peine disciplinaire la punition infligée pour la fuite d'un prisonnier de guerre. On ne pourra donner une forte garde aux prisonniers de guerre sous peine de diminuer le nombre des

combattants ; et avec une faible garde il sera toujours facile de fuir. Des individus habiles ne profiteront-ils pas de l'impunité presque complète pour pratiquer des évasions répétées et transmettre de la sorte à leur armée des renseignements sur l'ennemi.

M. Rolin fait observer qu'à la Conférence de Bruxelles on a été unanimement d'avis que l'alinéa premier serait applicable aux crimes connexes à la tentative d'évasion, tels que l'assassinat de gardiens.

La Sous-Commission adoptant cette opinion, M. Gilinsky n'insiste pas sur sa proposition mais sous la réserve expresse que les autorités militaires, en cas de crimes connexes à la tentative d'évasion, appliqueront non des peines disciplinaires, mais feront juger les coupables selon les lois militaires en vigueur chez l'Etat capteur.

S. E. M. Beernaert propose enfin la rédaction suivante :

« Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée, sont passibles de peines disciplinaires. »

« Les prisonniers, qui après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'ajouter après le mot « armée », ceux de « ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés ».

La rédaction proposée par Son Exc. M. Beernaert et l'amendement du Colonel de Gross de Schwarzhoff réunissent l'assentiment général et les deux derniers alinéas de l'article, ainsi rédigés, sont adoptés.

L'article 29 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie. »

Il est donné lecture de l'article 30 :

« L'échange de prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes. »

Cette disposition, sur la proposition de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, est supprimée comme étant superflue.

Il est donné lecture de l'article 31 :

« Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés. »

« Dans le même cas, leur propre Gouvernement ne doit ni exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée. »

Cet article est adopté sauf substitution des mots « est tenu de n'exiger » à ceux de : « ne doit ni exiger. »

L'article 32 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même, le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole. »

Il est donné lecture de l'article 33 :

« Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, peut

« être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux. »

Sur une observation du Colonel de Gross de Schwarzhoff, on décide d'intercaler les mots : « ou contre ses alliés » après « engagés d'honneur ».

A propos de l'article 34, des réactions différentes ont été proposées par MM. Odier, Lammasch, Beernaert et Rahusen.

Etant donné l'accord sur le fond, le Président propose que ces délégués veuillent bien s'entendre sur la formule à donner à l'article 34.

La séance est levée.

Troisième séance. — 30 mai 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

Avant d'entamer les délibérations, le Président dit qu'il est bien entendu qu'en discutant les stipulations de la Déclaration de Bruxelles, les délégués sont censés n'exprimer que leur opinion personnelle sans engager aucunement leurs Gouvernements respectifs.

Il est donné lecture de la rédaction des articles 25 et 26, proposée par Son Exc. M. Beernaert et formulée comme suit :

« L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne peuvent être excessifs ; ils ne peuvent avoir de rapport avec les opérations de la guerre.

« Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

« Les travaux faits pour l'Etat seront payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

« Lorsque les travaux ont lieu pour compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec le ministère de la guerre.

« Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien. »

Le Président fait observer, que la réaction proposée ne change rien à l'idée qui a inspiré les deux articles du Projet de la Déclaration de Bruxelles de 1874. Mais elle offre l'avantage de donner satisfaction aux opinions émises dans la séance précédente.

M. Rolin propose de remplacer les mots : « ministère de la guerre » par : « l'autorité militaire ».

La rédaction ainsi amendée est adoptée.

Il est donné lecture de l'article 34 du Projet de 1874 :

« Peuvent également être faits prisonniers les individus qui, se trouvant auprès des armées, n'en font pas directement partie, tels que : les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc., etc. Toutefois, ils doivent être munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité. »

Le Président fait remarquer que la Sous-Commission se trouve en présence de trois propositions.

1^o Celle de MM. Odier et Lammasch tendant à reprendre la discussion de l'article 23, déjà adopté et à lui donner la rédaction suivante :

« Les individus qui font partie des forces armées belligérantes, s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, doivent être traités comme prisonniers de guerre. »

« Il en est de même des porteurs de dépêches officielles accomplissant ouvertement leur mission et des aéronautes civils chargés d'observer l'ennemi ou d'entretenir les communications entre les diverses parties de l'armée ou du territoire. »

« Les personnes qui suivent une armée, sans en faire partie, telles que les correspondants des journaux, les vivandiers, les fournisseurs et autres individus de condition analogue, si elles sont munies d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité, seront de même traitées comme prisonniers de guerre. »

Si cette proposition est adoptée, l'article 23 actuel deviendrait l'article 24 et l'article 34 actuel devrait être supprimé.

2^o La proposition séparée, présentée par M. Lammasch pour le cas où la première proposition ne serait pas adoptée. Cette rédaction de l'article 34 a un aspect plus simple et est conçue comme suit :

« Aurent le même droit d'être traités comme prisonniers de guerre d'autres personnes qui se trouvent auprès des armées, les correspondants des journaux, les vivandiers, les fournisseurs et autres gens de condition analogue, s'ils sont munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité. »

3^o Celle de M. Rolin, laquelle a également le mérite d'être simple et présente en outre l'avantage d'éviter la définition du terme « prisonnier de guerre », définition très difficile à formuler et que, dans la séance précédente, on était convenu de supprimer.

Cette rédaction a la teneur suivante :

« Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, bénéficieront du traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient. »

Le Président croit que la rédaction de M. Rolin est conforme tant au sens de l'art. 34 actuel, qu'aux observations qui ont été formulées dans la séance précédente.

M. Odier n'insiste pas sur le maintien de sa proposition. Il explique que sa principale objection à l'art. 34 du Projet de Bruxelles était fondée sur le mot « également », qui impliquerait la nécessité de dire d'abord qui peuvent être faits prisonniers de guerre.

La proposition de M. Rolin est acceptée sans discussion.

Il est donné lecture des articles additionnels au chapitre des « prisonniers de guerre », proposés par Son Exc. M. Beernaert.

Article 1. — « Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès. »

« Le bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés. »

Art. 2. — « Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents, dûment accrédités, les facilités nécessaires, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour qu'elles puissent accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait. »

Art. 3. — « Les bureaux de renseignements jouissent de la franchise du port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis-postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. »

« Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et d'autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat. »

Art. 4. — « Les officiers prisonniers pourront recevoir, par l'intermédiaire d'une Puissance neutre, le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements nationaux, à charge de remboursement par leur Gouvernement. »

Art. 5. — « Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire. »

Art. 6. — « Les testamentaires des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale. »

« On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang. »

Art. 7. — « Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible. »

« Aucun prisonnier ne pourra être retenu, ni sa libération différée pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits du droit commun. »

S. E. M. Beernaert expose le but humanitaire et charitable que vise sa proposition. Les bureaux de renseignements ne sont pas une institution nouvelle; ils ont fonctionné déjà en 1866 et 1870. Ils font l'objet de l'art. I. L'article II demande que certaines facilités soient accordées aux sociétés dues aux initiatives particulières.

Les articles I et II sont adoptés.

En ce qui concerne l'article III, S. E. M. Beernaert admet que la proposition pourrait être jugée un peu trop large; en ce cas, il conviendrait de la transformer en un simple vœu à insérer au procès-verbal.

M. Lammasch désirerait voir adopter la proposition comme article. Il expose qu'en comparaison des frais énormes d'une guerre, les dépenses qu'entraînerait pareille disposition, d'un si grand intérêt pour soulager les maux des prisonniers, seraient insignifiantes.

S. E. M. Beernaert, en remerciant M. Lammasch de son appui, rappelle qu'en 1870 des milliers de prisonniers n'ont pu être mis en possession de leurs lettres et des dons de leurs parents faute de pouvoir en acquitter le port. Il a suffi, par exemple, d'un envoi charitable peu considérable, pour faire entrer les prisonniers français à Königsberg en possession de leur correspondance consistant en plusieurs milliers de lettres.

M. le Général den Beer Poortugael appuie la proposition de M. Lammasch.

L'article III est adopté à l'unanimité.

A propos de l'art. IV, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose de supprimer les mots :

« par l'intermédiaire d'une Puissance neutre ».

Cette disposition peut donner lieu à des complications; en outre, elle est superflue, puisque le bureau de renseignements institué par l'art. I peut se charger de ce soin.

L'amendement est accepté par Son Exc. M. Beernaert et l'article, ainsi amendé, est adopté.

Les articles V et VI sont adoptés.

En ce qui concerne l'article VII, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'en supprimer le second alinéa, comme étant de nature à entraver l'exercice de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

S. E. M. Beernaert accepte l'amendement. Le premier alinéa de l'art. VII est adopté.

Le Président remercie M. Beernaert de son initiative qui a donné lieu à l'adoption de dispositions additionnelles si importantes et d'un grand intérêt humanitaire.

On passe à l'examen des chapitres intitulés « Des capitulations et « De l'armistice ».

Il est donné lecture de l'article 46 :

« Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes. »

« Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire. »

« Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties. »

M. Rahusen considère l'art. 46 comme superflu.

M. Rolin appelle l'attention de la Sous-Commission sur le fait que le deuxième alinéa de cet article est une addition au Projet primitif, dont l'insertion a été décidée par la Conférence de 1874 sur l'initiative du délégué du Gouvernement français.

L'opinion du rapporteur est que cette clause a une haute signification et qu'il serait fâcheux qu'il n'en fût plus question.

Un échange de vues dont il ressort qu'il est très difficile de définir l'idée de l'honneur militaire, s'établit entre Son Exc. M. Beernaert, MM. le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Général den Beer Poortugael, le Général Zuccari, Lammasch et le Chevalier Descamps.

M. Zenil propose la rédaction suivante pour le deuxième alinéa :

« Elle doit être conforme à l'honneur militaire d'après le code du vainqueur. »

M. le Général den Beer Poortugael et M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff font remarquer qu'il se pourrait qu'un code militaire n'existât pas chez le vainqueur ou ne contînt pas de prescriptions.

Le Président fait observer que l'article a quelque utilité parce qu'il offre une certaine garantie aux vaincus qu'on ne leur imposera pas des conditions humiliantes.

Sur la proposition de Son Exc. Turkhan Pacha, il est décidé de rédiger le second alinéa comme suit :

« Elles doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire. »

L'article 46 ainsi amendé est adopté.

Les articles 47 et 48 sont adoptés avec la rédaction du Projet de Bruxelles ainsi conçue :

Article 47. — « L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice. »

Article 48. — « L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé. »

Il est donné lecture de l'article 49 :

« L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification. »

A la suite d'une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff et d'un échange de vues entre MM. le Chevalier Descamps, Rolin et Son Exc. M. Beernaert, il est décidé, sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, d'ajouter à la fin de l'article les mots :

« ou à un terme ultérieur fixé ».

L'article ainsi amendé est adopté.

Il est donné lecture de l'article 50 :

« Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations. »

Une discussion surgit entre Son Exc. M. Beernaert, MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Rolin, Rahusen et le Lieutenant-Colonel de Kuepach au sujet de la rédaction de cet article qui semble incomplet.

Sur la proposition de MM. de Martens et de Kuepach, la rédaction suivante est adoptée :

« Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourront avoir lieu avec et entre les populations sur le théâtre de la guerre. »

Cette rédaction, ainsi que le remarque M. de Martens, laissera les Gouvernements libres de faire des arrangements spéciaux quant à tous les autres détails que comprend l'armistice.

Il est donné lecture de l'article 51 :

« La violation de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le droit de dénoncer l'armistice ne suffit pas pour tous les cas où les conditions ne sont

pas observées par l'un des belligérants. En suivant par exemple l'article 53 au pied de la lettre, une troupe attaquée subitement en rupture de l'armistice n'aurait pas même le droit de se défendre. Abstraction faite de ce cas extrême, une reprise immédiate des opérations peut devenir nécessaire pour empêcher l'ennemi de se procurer des avantages en contradiction aux clauses de l'armistice. Il faudrait donc ajouter à l'art. 11 : « ou de reprendre immédiatement les hostilités. »

M. Rolin croit devoir signaler que cette rédaction ferait revenir au texte primitif écarté en 1874. On n'a pas voulu que les hostilités fussent reprises sans dénonciation préalable.

M. le Général Zuccari dit que la dénonciation est de la compétence d'un général en chef, tandis que la reprise des hostilités dépend le plus souvent d'un commandant en sous-ordre.

M. le Chevalier Descamps fait observer que la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff rendrait la dénonciation facultative, tandis qu'elle devrait être obligatoire.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff insère dans le texte de sa proposition les mots « en cas d'urgence ».

Après un échange de vues entre MM. Rolin, le Général Zuccari, Rahunen, le Chevalier Descamps et le Général Mounier qui fait ressortir qu'il faut préciser le caractère de « violations », la rédaction suivante, due à MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff et le Chevalier Descamps, est adoptée :

« Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités. »

L'article 52 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles ainsi conçue :

« La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant « de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition « des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées. » On passe à l'examen du chapitre intitulé : « Des parlementaires ».

Il est donné lecture de l'article 43 :

« Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des « belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le « drapeau blanc, accompagné d'un trompette (clairon ou tambour) ou « aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trom- « pette (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent. »

Cet article est adopté avec trois légères modifications proposées par Son Exc. M. Beernaert et le Général Sir John Ardagh :

1^o Suppression des parenthèses au mot « clairon ou tambour ».

2^o Les mots « ou d'un interprète » sont ajoutés au mot « porte-drapeau ».

3^o Les mots : « Il a droit » seront substitués à ceux de « Il aura droit ».

Il est donné lecture de l'article 44 :

« Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le « recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions. »

« Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour « empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des « positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire « s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir « temporairement. »

« Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé. Les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdrait le droit à l'inviolabilité. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose la suppression du troisième alinéa, selon lui, il importe de maintenir l'inviolabilité absolue des parlementaires. Des circonstances se présentent où il est d'un intérêt majeur d'entrer en pourparlers avec l'ennemi, même si celui-ci avait déclaré ne pas vouloir recevoir de parlementaires.

S. E. M. le Comte Nigra rappelle que la faculté d'envoyer des parlementaires découle du droit des gens. Il n'appartient pas à la Conférence d'admettre dans certains cas le principe de la suppression de cette faculté par la volonté d'un belligérant.

M. le Général Mounier croit que l'alinéa second fournit tous les moyens nécessaires pour se sauvegarder contre les abus, qui pourraient être faits de l'envoi de parlementaires.

M. le Général den Beer Poortugael craint que de tels abus peuvent être importants.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait ressortir que le belligérant qui ne veut pas recevoir de parlementaires n'a qu'à les faire renvoyer par les avant-postes. D'ailleurs, la déclaration de ne pas vouloir recevoir des parlementaires pour un temps déterminé aura rarement lieu.

L'article 44, moins le dernier alinéa, est adopté.

L'article 45 est également adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles ainsi conçue :

« Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison. »

La séance est levée.

Quatrième séance. — 1^{er} juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

Le Président suggère d'apporter un changement à l'ordre du jour adopté.

Il propose de ne pas discuter les articles concernant « les contributions et les réquisitions », après ceux sur « le pouvoir militaire à l'égard des personnes privées », ainsi qu'il était convenu d'abord, mais d'en réserver l'examen pour le rattacher à celui du chapitre « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi ». Après les articles 36-39 on délibérerait donc sur le chapitre « Des espions ».

Cette proposition est adoptée.

Le Président ouvre la discussion sur l'article 36.

« La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays. »

M. le colonel Ghinsky estime qu'il faudra préciser la portée de cet article en y introduisant le principe qu'il s'agit uniquement de la participation directe aux opérations militaires sur le champ de bataille. A son avis, un belligérant peut forcer un habitant à lui fournir des chariots, des chevaux, etc.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'amendement modifie tout à fait la portée de l'article.

Les habitants ne peuvent être forcés ni directement ni indirectement à prendre part aux opérations militaires contre leur propre pays.

Mais il y a cependant des mesures qu'ils devront subir : le belligérant, par exemple, peut contraindre les habitants à livrer leurs chevaux et leurs voitures.

M. le général den Beer Poortugael juge également qu'il faut maintenir l'article.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff appuie le maintien de l'article qui ne vise que la population en entier et non les individus. Il lui semble que cette disposition n'ôte pas aux belligérants le droit de forcer un individu à un service comme par exemple celui de montrer le chemin.

M. le colonel Giliński n'insistant pas sur sa proposition, l'art. 36 est adopté sans modification.

L'article 37 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie. »

Il est donné lecture de l'article 38 :

« L'honneur et les droits de la famille, la vie et la propriété des individus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés.

« La propriété privée ne peut pas être confisquée. »

S. E. M. Beernaert estime que la disposition en elle-même est excellente, mais que l'expression « l'honneur et les droits de la famille » est trop vague.

M. le général den Beer Poortugael croit qu'il n'est ni nécessaire ni possible de préciser plus en détail le sens de cet article, dont la portée est évidente.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff désire y voir ajoutée la restriction « pour autant que les nécessités militaires le permettent ». Le belligérant doit pouvoir forcer un particulier, même en menaçant sa vie.

M. Lammasch dit que l'amendement du colonel de Gross de Schwarzhoff ne devrait porter que sur une partie de l'article : « l'honneur et les droits de la famille et les convictions religieuses » doivent en tout cas être sauvegardés.

M. le colonel Gross de Schwarzhoff répond que les nécessités de la guerre ne permettront pas toujours de respecter toutes les convictions religieuses.

M. le chevalier Descamps croit qu'il est contraire à l'esprit du Projet de Bruxelles d'introduire dans les différents articles une clause spéciale par rapport aux nécessités de la guerre. On ne peut pas admettre la destruction des droits individuels comme thèse juridique bien que, le cas échéant, on y ait parfois recours.

M. Rolin demande au colonel de Gross de Schwarzhoff de renoncer à son amendement. En effet, l'article 38 pose le principe général du respect de l'honneur, de la vie des individus et de la propriété privée. Il ne faut pas énerver le principe en lui donnant la forme d'une déclaration dubitative. Les restrictions nécessaires sont indiquées dans d'autres articles, notamment en ce qui concerne les réquisitions.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff, quoique ne partageant pas tout à fait cette opinion, retire son amendement, pourvu qu'il soit bien établi que

la déclaration de M. le chevalier Descamps donne une interprétation exacte de l'article.

M. Odier propose de remplacer, au premier alinéa de l'article, les mots « propriété des individus » par le terme « propriété privée individuelle ou collective », employé dans le Manuel adopté par l'Institut de Droit International en sa session d'Oxford en 1880.

Le Président fait remarquer à M. Odier que l'article 8 du Projet de Bruxelles traite de la propriété collective.

S. E. M. Beernaert propose la formule : « la vie des individus et la propriété privée ».

L'article 38 est adopté en ces termes.

« L'honneur et le droit de la famille, la vie des individus et la propriété privée ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés. »

« La propriété privée ne peut pas être confisquée. »

L'article 39 est adopté avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« Le pillage est formellement interdit. »

Il est donné lecture des articles 35 et 56 :

« Art. 35. — Les obligations des belligérants concernant le service des « malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du « 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

« Art. 56. — La Convention de Genève s'applique aux malades et aux « blessés internés sur territoire neutre. »

Le Président ne croit pas que ces dispositions donneront lieu à discussion.

Elles contiennent simplement la constatation que les règles de la Convention de Genève doivent être observées ; la dernière phrase de l'art. 35 comprend aussi une révision éventuelle de la Convention de Genève dont une conférence ultérieure aura peut-être à s'occuper bientôt.

Le général Sir John Ardagh demande à insérer au procès-verbal que, selon son avis, la Convention de Genève a besoin d'être révisée.

Les deux articles sont adoptés.

On passe à la discussion du chapitre : « Des espions ».

Il est donné lecture de l'article 19 :

« Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant « clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à « recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec « l'intention de les communiquer à la partie adverse. »

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff propose de remplacer les mots « localités occupées » par ceux « territoires occupés ».

M. le colonel de Schnack fait observer que l'article 1^{er} donne une définition des mots « territoires occupés » dont le sens, pour l'application de l'article 19, est trop limité. Pour qu'il y ait acte d'espionnage, il n'est point nécessaire que le territoire où cet acte a été commis soit dans l'état d'occupation, il suffit qu'il s'y trouve des troupes d'un des belligérants.

L'article est adopté avec l'amendement de M. le colonel de Gross de Schwarzhoff.

Il est donné lecture de l'article 20 :

« L'espion pris sur le fait sera jugé et traité d'après les lois en vigueur « dans l'armée qui l'a saisi. »

M. le général Mounier demande la suppression de cet article pour une raison analogue à celle qui a conduit à supprimer plusieurs autres articles

du projet soumis à la Conférence de Bruxelles. Il serait dur qu'un espion, qui agit peut-être sur les ordres de ses supérieurs, fût condamné en vertu d'une déclaration signée par son propre gouvernement.

Le Président remarque que cet article, qui, en 1874, a occasionné une discussion approfondie, a pour but de sanctionner le principe que l'espion, pris sur le fait, passera en jugement et ne sera pas exécuté immédiatement.

Sur la proposition de M. Rolin, l'art. 20 est adopté en ces termes :

« L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable. »

Il est donné lecture de l'article 21 :

« L'espion qui rejoint l'armée à laquelle il appartient et qui est capturé plus tard par l'ennemi est traité comme prisonnier de guerre et n'en court aucune responsabilité pour ses actes antérieurs. »

Cet article est adopté, sauf une légère modification proposée par Son Exc. M. Beernaert ; l'article commencera par les mots : « l'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé. », etc.

Il est donné lecture de l'article 22 :

« Les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. »

De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi : les militaires (et aussi les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission) chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie.

« A cette catégorie appartiennent également, s'ils sont capturés, les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire. »

S. E. M. Beernaert est d'avis que cette rédaction est très confuse.

On passe à la discussion des trois paragraphes de cet article.

Le premier paragraphe est adopté sans modification.

Dans le second paragraphe, sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, on retranche les mots : « S'ils sont capturés par l'ennemi ».

M. Rolin propose de lire : « les militaires et les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre, etc. »

M. le colonel Gilinski propose d'insérer après « non-militaires » les mots « appartenant à l'armée », ou bien de supprimer le second alinéa ; il craint que des particuliers ne se munissent d'une dépêche comme prétexte pour espionner.

M. Rolin faisant observer que l'art. 19 leur serait en ce cas applicable, le colonel Gilinsky n'insiste pas sur le maintien de son amendement, mais demande qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal.

MM. Bihoard et le colonel de Gross de Schwarzhoff demandent la suppression de l'alinéa second, qui leur semble faire double emploi avec l'article 19.

MM. Rolin, Beldiman, Odier et le colonel Coanda préconisent le maintien de l'article qui contient une sauvegarde contre de fausses interprétations au détriment d'individus non militaires qui, de bonne foi, portent des dépêches.

Après un échange de vues entre MM. le colonel Coanda, le colonel Gilinsky, Descamps et de Martens, M. le général Mounier propose, afin

d'éviter l'équivoque qui peut résulter de la double définition de ceux qui sont considérés comme espions et de ceux qui ne le sont pas, de rattacher l'article 22 à l'article 19 par le mot « ainsi » et de le faire suivre comme article 20.

Cet article aura donc pour but de déclarer, à titre d'exemples, que certaines catégories de personnes, qu'on a dans la pratique parfois assimilées à tort aux espions, ne devront point être considérées comme tels.

M. le général Zuccari observe qu'actuellement on a tant d'hommes sous les armes qui, appartenant à l'armée, portent l'uniforme, qu'on n'a pas besoin de se servir de porteurs de dépêches civils. Il serait pour la suppression du second alinéa.

La proposition du général Mounier et la rédaction de M. Rolin sont adoptées.

L'alinéa second de l'article 20 (autrefois 22) est donc rédigé en ces termes :

« De même ne sont pas considérés comme espions les militaires et les non militaires accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées, soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. »

L'alinéa 3 est adopté moins les mots « s'ils sont capturés ».

On passe au chapitre : « Des moyens de nuire à l'ennemi ».

Il est donné lecture de l'article 12 :

« Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi. »

S. E. M. Beernaert et M. Rolin proposent la rédaction suivante, qui est adoptée :

« Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi. »

Il est donné lecture de l'article 13 :

« D'après ce principe, sont notamment interdits :

- « a. L'emploi de poison ou d'armes empoisonnées ;
- « b. Le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- « c. Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- « d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- « e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la déclaration de Saint-Petersbourg de 1868 ;
- « f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;
- « g. Toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas impérieusement commandée par la nécessité de guerre. »

Les mots « d'après ce principe » au début de cette disposition sont supprimés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert.

Le littéra a est adopté.

M. le colonel de Schnack demande ce qu'il faut entendre par l'expression « meurtre par trahison ». Il lui semble que cette rédaction n'est pas correcte.

Après un échange de vues à ce sujet entre M. Beldiman, Son Exc. M. Beernaert, MM. Rolin, de Martens et le général Mounier, M. Lammasch suggère la rédaction suivante : « le fait de tuer par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie. »

Cette proposition est adoptée.

Il est décidé que, de même, l'expression « fait de tuer » sera substituée au mot « meurtre » dans le littéra *c*.

Le littéra *d* est adopté sans modification.

Quant au littéra *e*, il est décidé d'en éliminer les mots « par la déclaration de St-Petersbourg de 1868 », en raison de la décision prise hier par la première Sous-Commission de la première Commission, laquelle pourrait aboutir à une extension de ladite déclaration.

Le littéra *f* est adopté.

A propos du littéra *g*, M. le Capitaine Crozier attire l'attention sur la question si importante de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre maritime.

Il reconnaît du reste que l'examen de cette question ne rentre pas directement dans la compétence de cette Sous-Commission, qui a pour mission de reviser le projet de Bruxelles ; mais il tiendrait cependant à ce que la Conférence fût saisie de cette question.

M. Rahusen estime qu'il faudrait constater expressément, soit dans le préambule, soit d'une autre manière, que ces articles ne s'appliquent aucunement à la guerre navale.

M. le Capitaine Crozier, auquel se rallie M. Beldiman, exprime le désir de voir assigner une place dans les délibérations de la Conférence à cet important sujet.

Le Président estime que la Commission plénière devra examiner s'il y a lieu de proposer à la Conférence d'aborder ce sujet.

Il est décidé que la déclaration du Capitaine Crozier sera insérée dans le procès-verbal.

En ce qui concerne le littéra *g*, S. E. M. Beernaert demande d'y mettre le mot « nécessité » au pluriel suivant la formule consacrée : « les nécessités de la guerre ».

Le littéra *g* est adopté.

La séance est levée.

Cinquième séance. — 3 juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu.

M. le Capitaine Crozier fait remarquer que, dans la séance précédente, il n'a point voulu dire que la question du respect de la propriété privée sur mer n'était pas de la compétence de cette Sous-Commission. Il avait uniquement en vue de constater que dans le cadre observé jusqu'ici par la Sous-Commission, la dite question n'avait pas fait partie de ses travaux.

Le procès-verbal est adopté.

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre : « Des sièges et des bombardements ».

Il est donné lecture de l'article 15 :

« Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, aggloméra-

« tion d'habitations ou villages ouverts qui ne sont pas défendus ne peuvent « être ni attaqués ni bombardés. »

M. le Général den Beer Poortugael, rappelant que M. le Capitaine Crozier a exprimé dans la séance précédente le vœu de voir la Conférence prendre en considération la question du respect de la propriété privée sur mer, principe dont l'adoption a été appuyée chaudement par la Délégation des Pays-Bas, déclare qu'il désire de son côté formuler un vœu analogue, dont il prie de prendre acte au procès-verbal.

C'est celui de voir la défense de bombarder que contient l'article 15 appliquée aussi bien aux forces navales qu'aux forces terrestres. Or, ni cette Sous-Commission ni la deuxième Sous-Commission de la première Commission ne paraissent compétentes pour traiter cette question. Il demande en conséquence dans quelle Commission elle pourrait être prise en considération.

S. E. M. Beernaert est d'avis que la distinction établie par le Général den Beer Poortugael entre le bombardement sur terre et celui par des forces navales n'est pas fondée. Il lui semble absolument contraire à l'esprit de l'article qu'il puisse être permis aux navires de bombarder des places qui ne pourraient pas l'être en guerre terrestre. Il propose, pour trancher la question, d'ajouter le mot « ports » à ceux de « villes. . . » etc.

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à la proposition de Son Exc. M. Beernaert pourvu qu'il soit fait mention dans le procès-verbal du principe sur lequel elle repose.

M. Bihourd fait observer que, dans la séance précédente, on a été d'accord que la Déclaration de Bruxelles portait uniquement sur la guerre de terre; il y aurait contradiction si l'on étendait à présent la portée de l'article 15 à la guerre maritime. Il lui semble qu'il y a une différence bien marquée entre la guerre maritime et la guerre terrestre en ce qui concerne les bombardements.

Le Président constate que la décision prise par la sous-Commission a bien la portée indiquée par M. Bihourd.

M. le Général Zuccari fait observer qu'en dehors des guerres terrestres et maritimes; il y a encore la guerre des côtes. Dans quelle catégorie la rangera-t-on? Il se rallie aux observations de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président remarque qu'il faut bien préciser les deux questions différentes qui se trouvent en présence. Le Général den Beer Poortugael a proposé d'émettre un vœu dans le procès-verbal, tandis que son Exc. M. Beernaert désirerait ajouter à l'article le mot « ports ».

S. E. M. Beernaert estime que le bombardement d'un port par une flotte se rapporte plutôt à la guerre de terre. Tout au plus c'est une question mixte. Il se demande comment on pourrait poser en principe qu'une même ville pourrait être bombardée par une flotte et non par une armée.

M. le Chevalier Descamps dit que comme la question est certainement connexe à celle dont la Sous-Commission est saisie, sa compétence ne lui paraît pas douteuse. Mais il y a un autre point de vue. Il s'agit ici de la mer territoriale et la question ne comprend donc pas la guerre navale proprement dite.

M. le Général den Beer Poortugael tient à dire qu'il n'éprouve plus de doutes sur la question de compétence. Il appuie la proposition de Son Exc. M. Beernaert et du Chevalier Descamps.

M. le Général Zuccari ajoute que, dans cette question, si les moyens sont maritimes, le but est presque toujours terrestre.

Le Président demande s'il ne conviendrait donc pas de constater simplement dans le procès-verbal que la Sous-Commission interprète l'article 15 en ce sens que les ports pas plus que les villes ouvertes, ne peuvent être bombardés.

S. E. M. Beernaert demande à M. Bihourd s'il ne consentirait pas à ce que la question fût tranchée dans le sens indiqué par M. le Président ; il fait remarquer qu'en cas de débarquement les forces maritimes deviennent par le fait même des forces terrestres.

M. le Colonel Gilinsky propose de renvoyer la décision de cette question à la séance plénière de la Commission en présence de tous ses membres, les marins compris.

Cette proposition est adoptée.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose de supprimer la première phrase de l'article 15. Il est inutile de dire que les places fortes peuvent être assiégées, ce qui d'ailleurs n'est pas complet puisque l'existence des fortifications de campagne peut rendre nécessaire d'assiéger un endroit qui n'est pas une place forte. Il suffit de la seconde phrase où sont désignés les endroits qui ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

MM. Rolin et le Général den Beer Poortugael se ralliant à cette opinion, la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff est adoptée.

M. Lammasch suggère un amendement se rapportant tant à l'art. 15 qu'à l'art. 16. Il est d'avis qu'il faut interdire expressément le bombardement d'une habitation isolée ou d'un bâtiment non habitée, par exemple celui d'un grand château ou d'une église.

M. le Général den Beer Poortugael fait observer qu'une telle définition est contraire aux règles de la terminologie militaire. On ne « bombarde » pas un édifice isolé.

Après un échange de vue à cet égard, on s'arrête à la rédaction suivante : « les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus ne peuvent être attaqués ni bombardés. »

Il est donné lecture de l'article 16 :

« Mais si une ville ou place de guerre, agglomération d'habitations ou village, est défendu, le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf l'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités. »

S. E. M. Beernaert fait ressortir qu'il ne faut point connaître le droit au bombardement et estime que l'article 16 devra être modifié.

Après un échange de vues approfondi, auquel ont pris part Son Exc. M. Beernaert, MM. Rolin, Gilinsky, Lammasch et le Colonel de Gross de Schwarzhoff, on adopte à l'unanimité, sauf une voix (la Grande-Bretagne), la rédaction suivante :

« Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités. »

Il est donné lecture de l'article 17 :

« En pareil cas toutes les mesures nécessaires doivent être prise pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire. »

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Le premier alinéa de cet article 17 est adopté en ces termes :

« Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire. »

Le second alinéa est adopté sans modification.

Il est donné lecture de l'article 18 :

« Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que l'article est superflu à côté de l'article 39.

Sur la proposition de M. Descamps, cette disposition est rédigée comme suit :

« Il est interdit de livrer au pillage une ville prise d'assaut. »

On passe à l'examen du chapitre « Des belligérants et des blessés soignés chez les neutres ».

S. E. M. Eychen croit devoir saisir cette occasion pour soumettre à la Conférence la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de mieux définir la position internationale qui découle de la neutralité, les articles qu'on va aborder traitent des neutres.

Actuellement, il est bien difficile de connaître avec précision leurs droits et leurs devoirs. Or, il importe de les fixer autant que possible en temps de paix, alors qu'on peut délibérer à l'abri des passions et juger d'après les vues d'ensemble.

Ce serait évidemment dans l'intérêt du belligérant qui, incertain quant à la ligne de conduite qu'adopteront les neutres, sera souvent fort gêné dans ses mouvements.

Il importerait tout autant aux neutres d'être fixés sur leurs obligations. Cela leur éviterait en cas de guerre bien des incertitudes et des hésitations pénibles, des récriminations imprévues et des complications sans fin tout en facilitant la mission qui leur incombe, d'apporter par une conduite calme et impartiale, un élément de pacification dans les relations internationales. A ce point de vue, cette question se rattache intimement à la tâche de la Conférence.

Si l'on ne peut se dissimuler la grande difficulté de la question posée, il ne faut pas non plus perdre de vue l'important avantage qu'il y aurait à être fixé dès maintenant afin de pouvoir prendre encore en temps utile les mesures législatives et autres, nécessaires pour assurer en temps de guerre l'observation des devoirs en question.

La proclamation d'une pareille loi internationale faciliterait la tâche des Gouvernements, des Parlements, de la presse et de tous les gens bien intentionnés dont le concours est nécessaire.

Et même si l'on n'aboutissait pas toujours à formuler des règles précises, il serait en tout cas fort utile de faire constater par la Conférence que sur certains points il y a controverse. Dans ces cas les prétentions deviendraient moins fortes et la conduite plus réservée.

Enfin, on pourrait peut-être facilement s'entendre sur le *modus procedendi* en cas de contestation, sur une prétendue violation de la neutralité, ce qui aurait de l'importance pour les Etats faibles.

En s'occupant de toutes ces questions, la Conférence obtiendrait un résultat positif, de nature à satisfaire non seulement les Etats, qui tantôt sont belligérants, tantôt neutres, mais encore tous les peuples plus essentiellement pacifiques.

Le Président remercie Son Exc. M. Eyschen pour son intéressant exposé. Il se demande cependant si la Sous-Commission est en état d'entrer dans l'examen de cette question très compliquée, son mandat étant uniquement d'examiner les articles de la Déclaration de Bruxelles.

M. le Chevalier Descamps est d'avis que c'est une question étroitement liée au but de la Conférence ; cependant, ce serait évidemment une tâche trop vaste pour elle que de rédiger un Code de la Neutralité. On pourrait se borner à éclaircir quelques questions qui se rattachent plus directement aux articles de la Déclaration de Bruxelles. En agissant ainsi la Commission ne dépasserait pas son mandat. D'après lui, la meilleure manière de procéder serait qu'un Comité de quelques membres se concertât pour examiner si et de quelle manière, il serait possible d'arriver à un résultat sur quelques points rentrant dans le cadre indiqué.

S. E. M. Eyschen n'a point voulu demander à la Conférence d'élaborer immédiatement un Code complet de la Neutralité. Il a surtout voulu indiquer la lacune qui existe afin de voir si on ne pouvait la combler au moins partiellement. Presque toutes les contestations au sujet de l'observation de la neutralité, sont nées de la diversité des opinions sur les droits et les devoirs des neutres. Cette incertitude est le plus grand danger pour les uns et les autres.

Le Président exprime des doutes quant à la possibilité de réaliser en quelques semaines ce but que les jurisconsultes les plus éminents, comme ceux de l'Institut de Droit International, n'ont pas pu atteindre en 25 ans.

Son Exc. M. Eyschen ne serait-il point satisfait si la Conférence émettait le désir de voir cette question étudiée par une prochaine Conférence ?

M. le Baron de Bildt fait ressortir l'importance de la proposition de Son Exc. M. Eyschen, dont le but est grand et noble, mais il se demande si cette Sous-Commission est bien le *forum* devant lequel il conviendrait de la discuter. Selon lui, elle est de la Compétence de la Conférence en séance plénière. C'est elle seulement qui peut désigner un comité pour l'examiner. La Sous-Commission devra se limiter à examiner les questions de neutralité se rattachant strictement à la Déclaration de Bruxelles.

Après un échange de vues entre le Président, Son Exc. M. Beernaert, M. le Chevalier Descamps et M. le Comte de Selir, M. Beldiman se prononce en faveur du principe que Son Exc. M. Eyschen a développé dans son exposé de la question de la neutralité. Il estime qu'avant de décider définitivement s'il y a lieu d'entrer dans la voie indiquée par M. le premier délégué du Luxembourg, il serait utile que Son Excellence veuille bien formuler les points précis qui pourraient entrer dans le cadre des travaux assignés à la Sous-Commission et présenter à la prochaine séance une base plus concrète qui puisse faire l'objet de la discussion.

Cette proposition, appuyée par M. le Chevalier Descamps, est adoptée par la Sous-Commission.

S. E. M. Eyschen se déclare prêt à essayer de soumettre à la Sous-Commission, pour être discutés à la prochaine réunion, quelques articles formulés sur les questions de neutralité qui se rattachent aux articles 53 et suivants mis à l'ordre du jour de cette réunion.

M. Odier déclare que les instructions de son Gouvernement ne lui permettent pas d'entrer dans la discussion des questions qui se rapportent aux droits et devoirs des neutres. Ces questions, à son avis, ne font du reste pas partie du programme de la Conférence.

M. Stancioff trouve que la question de la neutralité n'entre pas dans le domaine des travaux de la Conférence. La Délégation bulgare ne se prononcera donc pas à ce sujet.

La séance est levée.

Sixième séance. — 6 juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la cinquième séance est lu et adopté.

Le Président fait donner lecture d'une lettre que lui a adressée Son Exc. M. Eyschen. Cette lettre, dont un extrait a été imprimé et communiqué aux membres, est conçue en ces termes :

« LA HAYE, le 5 juin 1899.

« Monsieur le Président,

« J'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de la deuxième Sous-Commission sur l'utilité d'une détermination des « Droits et Devoirs des Etats neutres » et j'avais proposé une réunion préalable des membres délégués qui s'intéressent spécialement à ces questions.

« La Sous-Commission a été d'avis de s'en tenir à l'examen des questions rentrant dans les termes du Projet de la Déclaration de Bruxelles concernant les lois et coutumes de la guerre. Elle m'a prié d'examiner si l'on pouvait formuler des propositions se rattachant aux articles 53 à 56 de cette Déclaration.

« Ces articles ne visent que le traitement des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

« Dans cet ordre d'idées on pourrait peut-être déterminer l'inviolabilité des neutres et les principes y relatifs, préciser l'obligation de l'Etat neutre de ne recevoir aucun des belligérants sur son territoire, prévoir les cas de violation de ces principes et les conséquences qui en peuvent résulter vis-à-vis des belligérants et des Etats neutres.

« En entrant dans des détails de rédaction, j'ai dû me convaincre que, si cette matière se rattache bien quelque peu aux articles 53 à 55 de la Déclaration de Bruxelles, elle se rattache cependant bien plus à d'autres principes généraux de la neutralité, dont la discussion simultanée ne saurait être évitée.

« Je persiste à croire qu'un examen général des questions relatives à la neutralité s'impose pour l'avenir.

« C'est pourquoi je serais heureux si quelque chose pouvait se faire dans ce sens et en tout cas si, conformément à la proposition de son honorable Président, la Commission voulait bien exprimer le vœu que cette question soit inscrite au programme du prochain congrès.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président l'assurance de ma haute considération. »

(Signé) « EYSCHEN,
« Délégué du Luxembourg. »

S. E. M. Eyschen dit que c'est un devoir de courtoisie pour lui de donner

à l'Assemblée quelques explications sur la direction dans laquelle il a cherché à remplir son mandat. La Sous-Commission lui avait demandé de formuler des propositions devant se rattacher aux articles concernant l'internement des belligérants et le passage des blessés dans les pays neutres.

Les prescriptions contenues dans ces articles constituent des exceptions au principe général que l'Etat neutre, dans son impartialité, ne doit recevoir, ni laisser passer un des belligérants sur son territoire.

On aurait pu formuler cette règle générale, mais par contre, préciser aussi le devoir du belligérant de respecter le territoire de l'Etat neutre et renforcer ce principe en disant que l'inviolabilité du territoire neutre est placée, tout comme par exemple les parlementaires, sous la sauvegarde de l'honneur militaire des belligérants.

Dans cet ordre d'idées, il était encore naturel de prévoir la violation de ces principes et les conséquences qui en résulteraient vis-à-vis des deux parties. Cette matière a déjà été traitée par les articles 5, 6 et 7 des conclusions adoptées à la Haye, par l'Institut de Droit International à la date du 30 août 1875. D'après ce texte il faudrait, pour rendre un Gouvernement responsable, l'intention doloise ou une vraie négligence. La puissance lésée n'a le droit de considérer la neutralité comme éteinte et de recourir aux armes, pour se défendre contre l'Etat qui l'a violée, que dans les cas graves et urgents et seulement pendant la durée de la guerre. Dans les cas peu graves et non urgents, ou lorsque la guerre est terminée, des contestations de ce genre appartiennent exclusivement à la procédure arbitrale. Cette juridiction prononce *ex æquo et bono* sur les dommages et intérêts que l'Etat neutre doit, par suite de sa responsabilité, payer à l'Etat lésé, soit pour lui-même, soit pour ses ressortissants.

On ne peut méconnaître qu'un débat s'élevant sur ces divers points devait entraîner la discussion des règles fondamentales de la neutralité. Ce résultat, la Sous-Commission avait déclaré antérieurement vouloir l'éviter en décidant de s'en tenir autant que possible à l'examen de la Déclaration de Bruxelles pour lequel seul elle se reconnaît compétente.

Un autre incident est venu modifier la situation. M. Eyschen avait déclaré vouloir dans cette question agir de concert avec les délégués des Etats qui ont un intérêt analogue à celui du Luxembourg. Le délégué de Suisse, M. le Docteur Roth, ayant dû partir subitement, cet accord n'a pas pu même être tenté. Il ne reste donc plus qu'à préparer l'avenir.

Le Président propose d'adopter le vœu que la question d'une réglementation des droits et des devoirs des Etats neutres soit remise à l'étude d'une prochaine Conférence.

La Sous-Commission accepte ce vœu et il en sera fait mention au procès-verbal.

Le Président ouvre la discussion sur l'art. 53 :

« L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

« Il pourra les garder dans les camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

« Il décidera si les officiers doivent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation. »

S. E. M. Eyschen, délégué du Luxembourg, appelle l'attention de la Sous-Commission sur la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait à son pays vis-à-vis de la matière réglée par l'art. 53.

Ce traité a voulu ôter son ancien intérêt stratégique au Luxembourg. Il a décidé que Luxembourg cessera d'être une ville fortifiée, que la place forte sera convertie en ville ouverte, que les fortifications ne seront pas rétablies à l'avenir et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire. Le pays ne peut avoir que le nombre de troupes nécessaires pour veiller au maintien du bon ordre.

Il en résulte que, par une décision des Puissances, le Luxembourg est mis hors d'état d'assumer les mêmes obligations que les autres Etats. Dans ces circonstances, M. Eyschen croit devoir demander qu'il lui soit donné acte de ce qu'il a signalé à la Conférence les articles 2, 3. et 5 du traité de Londres du 11 mai 1867 et qu'il entend réserver à son pays tous les droits qui en découlent.

Le Président donne acte à Son Exc. M. Eyschen de sa déclaration.

M. Stancioff propose de remplacer les mots « les internera » par les éloignera ».

Sur une explication du Président, il n'insiste pas pour le maintien de sa motion, et l'article est adopté sans modification.

Est également adopté l'article 54 avec la rédaction du Projet de Bruxelles :

« A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés
 « les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité. »
 « La pacification sera faite, à la paix, des frais occasionés par l'internement. »

Il est donné lecture de l'article 55 :

« L'Etat neutre pourra autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades, appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les
 « trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de
 « guerre. »

« En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté
 « et de contrôle nécessaires à cet effet. »

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach estime qu'il conviendrait d'ajouter aux mots : « ni personnel, ni matériel de guerre » dans le premier paragraphe, ceux de « qui dépasseraient les limites du nécessaire pour soigner les blessés et les malades du convoi ».

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, qui fait ressortir que tel est bien le sens de l'article, il est décidé que l'interprétation du délégué d'Autriche-Hongrie sera mentionnée dans le procès-verbal.

M. le Général Mounier fait observer que l'art. 55 peut attribuer un avantage considérable à l'une des armées belligérantes. Le passage des blessés à travers le territoire neutre dégage les voies de communication de cette armée. Elle peut ainsi communiquer plus facilement avec sa base d'opération. Il y a donc ici un intérêt spécial au profit du belligérant qui est en mesure d'en faire usage et non plus un intérêt humanitaire.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'article a été inspiré uniquement par un intérêt humanitaire. On n'a envisagé que l'intérêt des blessés sur le champ de bataille.

M. le Général Mounier réplique que la disposition laisse au neutre le choix du belligérant auquel il veut accorder cet avantage. Il faudra donc

introduire dans l'article une restriction en ce qui concerne le cas de force majeure ou de nécessité absolue.

S. E. M. Eyschen cite un exemple pratique : En 1870, après les trois batailles de Metz, l'Allemagne a demandé à la Belgique et au Luxembourg la permission de faire passer sur leur territoire les blessés allemands et français. La Belgique, après avoir consulté l'Angleterre, a refusé, au contraire du Luxembourg qui accorda le passage. Le motif de la demande de l'Allemagne était le suivant : Trois jours de bataille sous un soleil brûlant et le manque d'eau rendaient des plus critiques la situation sanitaire. Il s'agissait de l'intérêt des blessés, mais aussi de l'hygiène générale de la contrée.

Après Sedan, l'Allemagne renouvela sa demande ; cette fois la Belgique accéda. Dans le parc de Bazeilles il y avait trois mille blessés, couchés nuit et jour sous la pluie. Or, l'Allemagne ne pouvait employer que les chemins de fer belges. La Belgique a donc rempli un devoir d'humanité.

M. Eyschen pense que l'on ne va pas trop loin en disant que l'Etat neutre pourra autoriser le passage, sous réserve des devoirs généraux de la neutralité, consistant à ne pas accorder à l'un ce qu'on n'accorde pas à l'autre.

S. E. M. Beernaert répond à M. le Général Mounier qu'il a raison quand il dit que le neutre qui accorderait le passage à l'un des belligérants sans traiter l'autre de même, se montrerait partial et violerait les devoirs de la neutralité ; mais le texte même de l'article s'opposerait à une telle manière d'agir, car il dit : « aux armées » et non pas « à l'armée ».

M. le Général Mounier insiste sur l'inégalité de traitement qui peut résulter de l'art. 55, suivant les circonstances. Si les blessés allemands de Sedan ont été bien traités, c'est grâce à l'utilisation des chemins de fer belges.

L'exemple cité par Son Exc. M. Eyschen démontre qu'il y a eu inégalité en ce cas, comme il y en aura toujours. Les blessés enfermés à Metz n'ont pas pu profiter du transport par le Luxembourg. Il faut envisager la question d'un point de vue plus général. Si une puissance a le secours d'un chemin de fer neutre pour ses blessés, ses voies stratégiques pour le transport de ses troupes fraîches en sont débarrassées d'autant.

M. le Chevalier Descamps observe que la question est de savoir si, de la part du neutre, il y a immixtion dans les hostilités. C'est le seul principe à envisager. Il faut se demander, non pas si une faveur plus ou moins grande a été accordée en fait, mais si l'un des belligérants a été favorisé intentionnellement.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff se range quant à la question technique à l'avis du Général Mounier. Pourtant, il y a des cas où les lois de l'humanité doivent être mieux respectées que celles de la guerre. Mais d'ailleurs l'inégalité n'est qu'apparente, puisque le transport des blessés des deux armées recueillis sur le champ de bataille est fait par l'armée victorieuse, ce qui constitue pour elle un double fardeau.

M. le Général Mounier dit que c'est bien aussi son avis, mais il remarque seulement que le choix est donné au neutre. S'il y avait le mot devra au lieu de pourra, la question ne serait pas douteuse.

S. E. M. Beernaert proteste contre cette conception. Il est impossible d'imposer à un Etat neutre l'obligation de laisser passer sur son territoire. En fait, l'observation du Général Mounier mènerait à la suppression de l'article.

Le Président rappelle la base tant historique que juridique de la disposition. Le principe a été adopté par les Etats, représentés à la Conférence de Bruxelles en 1874, pour des motifs d'humanité, et la Déclaration de Bruxelles l'a sanctionné. Il est certain que, si l'Etat neutre ne tient pas compte de l'impartialité en appliquant cet article, l'Etat, au détriment duquel il aura agi, protestera. Il faut donc laisser au neutre faculté de faire cet acte d'humanité sous sa propre responsabilité.

Pour ces considérations il prie le Général Mounier de ne point insister sur une modification de l'article.

M. Lammasch propose une formule transactionnelle :

« Si les intérêts de l'humanité l'exigent, le neutre autorisera le passage » etc.

S. E. M. Beernaert et M. le Chevalier Descamps s'opposent à toute idée d'obligation.

S. E. le Comte Nigra propose de prendre acte des déclarations qui ont été faites ; le procès-verbal fera preuve de l'esprit dans lequel la Conférence interprète cet article.

S. E. M. Beernaert acquiesce à cette proposition.

Le Président propose la formule suivante :

« L'Etat pourra, sous sa responsabilité à l'égard des deux parties belligérantes, autoriser le passage », etc.

M. le Général Mounier préférerait : « aura le droit de refuser ».

Il est décidé de renvoyer la rédaction définitive de l'article à une prochaine réunion.

On passe à la discussion des chapitres I, II et IX du Projet de la Déclaration de Bruxelles.

S. E. M. Beernaert prononce le discours suivant :

Avant d'aborder l'examen des chapitres 1, 2 et 9 du projet de la Déclaration de Bruxelles, je demande à présenter quelques observations qui me semblent communes à tous les trois.

La pensée qui les a inspirés est absolument humanitaire, ainsi qu'il en est d'ailleurs de tout le projet de 1874. Il s'agirait de réduire autant que possible les maux d'une invasion, en régularisant ou pour mieux en canalisant celle-ci, mais pour atteindre ce but, on voudrait que le vaincu reconnût d'avance des droits sur son territoire à l'envahisseur, et qu'il fût en quelque sorte interdit aux populations de se mêler à la guerre.

De là, Messieurs, de graves difficultés qui, en 1874, ont longtemps arrêté les plénipotentiaires réunis à Bruxelles et qui ne leur ont pas permis d'aboutir. En effet, à cette époque, il n'y a pas eu de convention. Le protocole final de la Conférence ne donne son travail que « comme une étude théorique et préparatoire, que comme une enquête consciencieuse, de nature à servir de base à un échange d'idées ultérieur ».

Le travail reste donc à faire ; nous y sommes occupés et le voici aux trois quarts heureusement accompli, mais, de quelque bonne volonté que nous soyons animés, je crains bien que, si nous voulons tout régler, tout arrêter conventionnellement, nous ne nous heurtions aux mêmes difficultés que naguère.

A mon avis, il y a certains points qui ne peuvent faire l'objet d'une convention et qu'il vaudrait mieux laisser comme aujourd'hui, sous l'empire de cette loi tacite et commune qui résulte des principes du droit des gens.

Je me bornerai à vous indiquer, à l'appui de mes vues, deux ordres de considérations.

I. Par le projet de Bruxelles, le pays vaincu, le pays envahi, reconnaît d'avance des droits sur son territoire à l'envahisseur.

Celui-ci conservera les lois existantes, ou il les changera, et il les appliquera (Art. 3).

Les fonctionnaires du pays envahi sont autorisés à se mettre au service du vainqueur, si cela leur convient et même, en vue de ce cas, on stipule en leur faveur quelques garanties. C'est l'objet de l'art. 4.

L'envahisseur est autorisé à prélever à son profit les impôts existant (art. 5) et ce droit est singulièrement amplifié par les articles 40, 41 et 42. Là, l'ennemi est conventionnellement autorisé à établir de nouveaux impôts, à faire des réquisitions et même à frapper le pays envahi d'amendes.

Semblable engagement conventionnel ne me paraît vraiment pas admissible.

Ce n'est pas que je veuille critiquer le fait. Les choses se sont toujours passées ainsi et il continuera sans doute à en être de même, tant que l'humanité n'aura pas renoncé à la guerre. Mais, s'il est naturel que le vainqueur puise le pouvoir d'agir ainsi dans la force de la victoire, je ne comprendrais plus un droit résultant d'une convention. Et je pense que semblable notion serait mal accueillie par les Parlements, qui auront à approuver notre œuvre.

Ce que je viens de dire est vrai, même pour les grands Etats. Comprendrait-on que d'avance et pour le cas d'une guerre, celui qui sera battu attribue des droits chez lui à son vainqueur et organise le régime de la défaite ? Ce pourrait-il être du consentement anticipé et écrit du vaincu, que le vainqueur établit des impôts et des amendes ou prit à son service des fonctionnaires, dont le premier devoir est d'être fidèles à leur pays ? Je ne disconviens pas qu'en fait cela pourrait présenter des avantages, que l'ordre civil serait mieux maintenu, que les populations envahies souffriraient moins ; mais pareil règlement se heurterait à des objections d'ordre moral et patriotique, qui ne semblent guère surmontables. Il ne me paraît pas que l'on puisse sanctionner d'avance comme un droit, ce qui appartient nécessairement au domaine du fait et de la force.

Et cela apparaît encore plus évident, quand il s'agit de petits pays qui, par la nature des choses, ne peuvent être envahisseurs, mais sont exposés à se voir envahis. Ici, il n'y a pas même cette incertitude, cette réciprocité de risques que je signalais tout à l'heure.

Quant à la Belgique, vous le savez, sa situation est spéciale. Elle est neutre et cette neutralité est garantie par les grandes puissances et notamment par nos puissants voisins. Nous ne pouvons donc pas être envahis, et comment le Gouvernement belge pourrait-il soumettre à l'approbation de notre législature une convention où il serait prévu que les grands Etats manqueraient à leurs engagements envers nous et qui sanctionnerait d'avance des faits qui ne pourraient constituer qu'un incontestable abus de la force ?

Je pense donc qu'à tous les points de vue, il y a là des situations qu'il vaut mieux abandonner au domaine du droit des gens, si vague qu'il soit. On ne peut pas transformer ici le fait en droit et c'est à quoi l'on arriverait forcément, puisqu'il faut se placer en même temps au point de vue de l'envahisseur et de l'envahi. Le pays occupé subit la loi du vainqueur,

c'est un fait, c'est la force et une force majeure, mais on ne peut pas d'avance légitimer l'usage de cette force et reconnaître qu'elle est le droit. Il n'est vraiment pas possible que le vainqueur légifère, administre, punisse, prélève des impôts avec le consentement anticipé et écrit du vaincu.

Tout cela ne deviendra régulier qu'à la paix, parce qu'alors seulement, si un traité confirme la conquête, s'établiront de nouveaux liens de droit.

On a invoqué l'intérêt du pays occupé et spécialement celui des petits pays.

Et bien, parlant au nom d'un petit pays, souvent foulé et cruellement foulé par l'invasion, j'aime mieux le maintien de la situation actuelle au péril des incertitudes qui en résultent.

Selon moi, il ne faudrait adopter que des dispositions qui, admettant le fait sans reconnaître le droit du vainqueur, emporteraient l'engagement par celui-ci d'en modérer l'exercice. Rien n'empêche, par exemple, qu'on ne s'engage d'avance à respecter la propriété privée, les édifices consacrés aux arts ou à la bienfaisance, à n'établir d'impôts ou à ne faire de réquisitions que dans certaines conditions données. Et tel est l'esprit dont se sont inspirés tous les votes émis jusqu'à présent.

On pourrait ainsi supprimer au chapitre I les articles 3, 4 et 5, et le chapitre IX, en conservant les dispositions essentielles du chapitre I, complété par quelques dispositions restrictives en matière d'impôts et de réquisitions.

II. Le second ordre d'observations que je désire vous présenter, s'applique plutôt aux articles 9, 10 et 11.

Quels sont les belligérants ? Quelle participation les populations peuvent-elles prendre à la guerre, soit avant, soit après l'occupation ?

Ici encore, je constate dans le projet de Bruxelles les mêmes préoccupations, profondément louables en elles-mêmes : réduire les maux de la guerre et les souffrances qu'elle entraîne ; et lorsque semblable but est poursuivi par l'un des monarques les plus puissants du globe, rien n'est plus digne d'éloge.

Mais à vouloir restreindre la guerre aux Etats seulement, les citoyens n'étant plus en quelque sorte que de simples spectateurs, ne risque-t-on pas de réduire les éléments de la résistance, en énervant le ressort si puissant du patriotisme ? Le premier devoir du citoyen n'est-il pas de défendre son pays, et n'est-ce pas à l'accomplissement de ce devoir que tous, nous devons les plus belles pages de notre histoire nationale ?

D'autre part, dire aux citoyens de ne pas se mêler aux luttes où le sort de leur pays est engagé, n'est-ce pas encourager encore ce mal d'indifférence qui est peut-être l'un des plus graves dont souffre notre temps ?

Les petits pays surtout ont besoin de pouvoir compléter les éléments de leur défense, en disposant de toutes leurs ressources, et vous me permettez bien de dire encore quelques mots du mien. Notre territoire est extrêmement restreint, mais sa situation géographique est d'une grande importance et c'est ce qui fait que nous avons été si souvent le champ de bataille de l'Europe. De là, l'institution de notre neutralité qui ne vise pas seulement notre intérêt à nous-mêmes. Cette neutralité, nous en respectons scrupuleusement les conditions et nous faisons ce que nous pouvons pour être en mesure de la faire respecter au besoin.

De là, les grandes dépenses que nous avons faites à Anvers et plus

récemment sur les bords de la Meuse. Nous avons voulu écarter jusqu'à la tentation que pourraient avoir les belligérants d'user de notre territoire pour des fins stratégiques.

J'ai déjà dit que l'on ne pouvait admettre que les nations garantes méconnaîtraient leurs engagements envers nous, alors que nous ne leur en donnerons certainement pas le moindre prétexte, mais voici qu'il faut supposer que nous serions envahis. Eh bien, acceptons l'hypothèse. Notre pays est de si peu d'étendue que, par surprise, il pourrait être occupé presque tout entier en deux jours, notre armée étant refoulée dans Anvers, réduit de la résistance. Pourrions-nous, en vue de cette situation si grave, dégager en quelque sorte nos concitoyens de leurs devoirs envers le pays, en semblant tout au moins leur déconseiller de contribuer à la résistance? Vraiment ne serait-ce pas chose grave? Et ici encore ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt de tous, de ne pas tenter le règlement conventionnel d'intérêts qui se prêtent malaisément à une convention, en s'en rapportant plutôt au droit des gens et à cet incessant progrès des idées que la Conférence actuelle et la haute initiative dont elle émane vont si puissamment encourager! (Applaudissements).

En conséquence S. E. M. Beernaert propose :

1° De supprimer les articles 3, 4, 5, 40, 41, 42.

2° De supprimer, à l'article 2, les mots « étant suspendu et ».

3° A l'article 6, § 2, marquer qu'il ne pourrait s'agir que d'un séquestre (Inviolabilité déjà admise de la propriété privée).

4° Ajouter, à l'art. 6, ce nouveau paragraphe :

« Le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés, leur sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires. »

5° D'insérer deux articles nouveaux :

A. L'armée d'occupation ne pourra prélever d'impôts sur le territoire occupé, que d'après une décision et sous la responsabilité soit du Général en chef, soit de l'autorité civile supérieure instituée par lui.

Ces impôts seront, autant que possible, établis d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans les territoires occupés.

B. L'armée d'occupation ne pourra faire de réquisitions en nature que sur l'ordre écrit de l'officier commandant la localité occupée.

Pour toute réquisition, il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu.

Sur la proposition de M. Beldiman, on décide de faire imprimer et distribuer au plus vite l'intéressant discours de Son Exc. M. Beernaert.

M. de Martens, ayant pris la parole, dit : Messieurs, avant d'entamer la discussion des articles les plus importants de la Déclaration de Bruxelles de 1874, je demanderai la permission de vous soumettre quelques considérations sur l'histoire de ces dispositions.

S. M. l'Empereur Alexandre II, pénétré de la haute importance qu'il y a de formuler des règles concernant les lois et les coutumes de la guerre en temps de paix, alors que les esprits et les passions ne sont pas enflammés, a pris l'initiative de la réunion de la Conférence de Bruxelles en 1874.

L'Empereur avait en vue des faits historiques connus, démontrant comment, en temps de guerre, les accusations réciproques et les causes de haine mutuelle contribuent à aggraver les atrocités inévitables de la guerre.

En plus, l'incertitude des belligérants sur les lois et les coutumes de la guerre provoque non seulement des haines, mais des cruautés inutiles commises sur les champs des opérations de guerre.

L'initiative de l'Auguste Souverain n'était point due à une idée nouvelle. Déjà pendant la guerre de Sécession, le Président Lincoln chargeait le professeur Lieber d'élaborer des instructions pour les armées du Général Grant. Ces règlements n'ont pas seulement constitué un grand bienfait pour les troupes des Etats du Nord, mais encore pour ceux des Confédérés du Sud. Ce sont là des circonstances où la force même des choses a provoqué l'idée d'une réglementation des lois de la guerre. L'exemple était donné. La déclaration de Bruxelles provoquée par l'Empereur Alexandre II en a été le développement logique et naturel.

L'importance de cette déclaration consiste en ceci : pour la première fois un accord devait s'établir, concernant les lois de la guerre effectivement obligatoires pour les armées des Etats belligérants, entre des puissances, afin de préserver les populations inoffensives, paisibles et désarmées contre les cruautés inutiles de la guerre et les maux d'une invasion, non imposés par les nécessités impérieuses de la guerre.

Il a été dit, en 1874, et l'on dit encore aujourd'hui, qu'il est préférable de laisser ces questions dans « le vague et dans le domaine exclusif du droit des gens ». Mais cette considération est-elle bien juste ? Cette incertitude est-elle profitable au faible ? Le faible devient-il plus fort parce que les devoirs du fort ne sont pas déterminés ? Le fort devient-il plus faible, parce que ses droits sont précisés et, par conséquent, limités ? Je ne le pense pas. Je suis profondément convaincu que c'est surtout dans l'intérêt du faible que ses droits, ainsi que ses devoirs, soient précisés. Il est impossible d'imposer au plus fort le respect des droits du plus faible, si l'on ne reconnaît point les devoirs de ce dernier.

Ceux qui ont fait progresser l'idée d'humanité dans la pratique de la guerre ne sont pas surtout les philanthropes et les publicistes, mais surtout les grands capitaines, les Gustave-Adolphe, qui ont vu la guerre de leurs yeux. Obligés de mettre un frein aux passions enflammées de leurs soldats, ils ont ainsi inauguré une discipline dans leurs armées, qui a été la source de la réglementation des usages de la guerre — discipline d'autant plus nécessaire en cas d'envahissement d'un territoire ennemi.

S'il existe des lois de la guerre, — et personne ne conteste ce fait — il est absolument nécessaire de se mettre d'accord pour les déterminer.

Animés d'un désir commun de porter nos lumières dans l'examen de ces lois et coutumes de la guerre, nous avons jusqu'ici travaillé de concert dans cette voie, et nous avons pu résoudre la plupart des questions qui nous ont été soumises.

Maintenant, que nous sommes arrivés aux articles les plus importants de la Déclaration de Bruxelles, ce serait un malheur de laisser entièrement dans le vague les questions se rattachant aux premiers articles, concernant l'occupation et les combattants.

Je sais qu'on dit qu'il faut s'en remettre, pour résoudre ces questions, à la pratique de la guerre, aux principes du droit des gens généralement reconnus et, enfin, au cœur des capitaines, des commandants en chef, des autorités militaires. Mais, Messieurs, le cœur a des raisons que la raison ne comprend pas et en temps de guerre, on n'en connaît qu'une : c'est la raison de la guerre. Je m'incline respectueusement devant les grands faits que le cœur humain a commis pendant la guerre et sur les champs de

bataille. La Croix Rouge en est la meilleure preuve. Mais, Messieurs, les grands sentiments du cœur humain restent malheureusement très souvent un livre fermé au milieu des combats.

Notre tâche actuelle est de rappeler aux peuples leurs devoirs, non seulement en temps de paix, mais encore en temps de guerre. Notre mandat a été bien déterminé dès le début de nos travaux communs : nous désirons élaborer, dans un esprit de concorde, d'humanité et de justice, les bases uniformes des instructions que les gouvernements s'engageront de donner à leurs forces armées sur terre. Nous avons toujours reconnu la loi impérieuse des nécessités inexorables de la guerre. Nous ne voulons ni empiéter sur les droits d'indépendance militaire des Etats, ni fermer les yeux devant les différences qui existent dans la situation des Etats représentés ici, à la Conférence.

Toutefois, permettez-moi de croire que nous sommes unanimes dans le désir de mitiger, autant que possible, les cruautés et les désastres des guerres internationales, qui ne sont aucunement imposés par les nécessités de la guerre. C'est notre désir unanime que les armées des nations civilisées soient non seulement pourvues des armes les plus meurtrières et perfectionnées, mais qu'elles soient également pénétrées des notions du droit, de la justice et de l'humanité, obligatoires même sur le territoire envahi et même à l'égard de l'ennemi.

La Déclaration de Bruxelles doit être plus qu'un acte international. Ce doit être un acte d'éducation qui doit, à l'avenir, entrer dans le programme d'instruction militaire. Tel serait le but des instructions militaires données ; tel devrait être le but suprême de nos efforts communs.

Permettez-moi d'ajouter encore une observation. Supposons que nous n'arrivions point à une entente sur les principaux articles de la Déclaration de Bruxelles. Le résultat serait fatal et désastreux au plus haut degré à l'ensemble de notre œuvre, car alors les gouvernements belligérants et les chefs militaires se diraient : « Par deux fois, en 1874 et 1899, deux grandes « Conférences internationales ont réuni les hommes les plus compétents « et les plus éminents du monde civilisé en la matière. Ils n'ont pas réussi « à déterminer les lois et coutumes de la guerre. Ils se sont séparés en laissant « exister le vague complet sur toutes ces questions. Ces hommes éminents, « en discutant ces questions de l'occupation et des droits et devoirs « des territoires envahis, n'ont trouvé aucune autre solution que de laisser « tout dans le vague et dans le domaine du droit des gens ! Comment, nous, « les commandants en chef des armées, nous, qui sommes dans le feu de « l'action, trouverions-nous le temps de résoudre ces controverses, alors « qu'ils ont été impuissants à le faire en temps de paix, quand dans le « monde entier régnait un calme profond et quand les gouvernements se « sont réunis afin de poser des bases solides pour une vie commune de « paix et de concorde ? »

Dans ces circonstances, il serait impossible de refuser aux belligérants le droit illimité d'interpréter les lois de la guerre à leur guise et selon leurs convenances.

Je m'excuse, Messieurs, d'avoir si longuement exposé mes idées à ce sujet, mais je l'ai fait parce qu'elles résultent de mes convictions les plus profondes.

Laisser planer une incertitude sur ces questions, aurait pour résultat fatal de faire triompher les intérêts de la force, en sacrifiant ceux de l'humanité. En attirant votre bienveillante et sérieuse attention sur ces considérations, je n'ai, Messieurs, qu'un seul désir, savoir : qu'en sacrifiant les

intérêts vitaux des populations paisibles et désarmées au hasard de la raison de la guerre et du droit des gens, vous vous rendiez bien compte des conséquences inévitables qui en suivront. Ces conséquences seront fatales et désastreuses au plus haut degré, parce que la Conférence de La Haye aurait constaté devant l'opinion publique du monde civilisé, une seconde fois, l'incapacité des gouvernements de préciser les droits de la guerre, afin de limiter ses atrocités et ses cruautés.

C'est à vous, Messieurs, de juger quel effet déplorable ce fait aura sur l'opinion publique du monde civilisé.

C'est à vous de résoudre la question : à qui sera avantageux le doute et l'incertitude : au faible ou au fort ?

M. Bihourd fait remarquer que deux thèses assez différentes ont été émises à l'occasion des premiers articles du Projet de Bruxelles.

Le discours de Son Exc. M. Beernaert résume l'une et sera imprimé ; quant à l'autre, exposée dans la réponse si nourrie et éloquente de l'honorable Président, elle diffère sur quelques points avec la précédente.

Il serait désirable d'ajourner jusqu'à jeudi la discussion de ces deux thèses pour que la Sous-Commission pût se prononcer en toute connaissance de cause.

Cette proposition est adoptée.

Après une observation de M. le Colonel Gilinsky, il est décidé que le discours de M. de Martens sera imprimé.

La séance est levée.

Septième Séance. — 3 juin 1899.

Présidence de M. de MARTENS.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Le Président annonce qu'un accord s'est établi entre Son Exc. M. Beernaert et M. le Général Mounier : les deux premiers alinéas de l'article 55 seraient conservés dans leur rédaction actuelle ; il y serait ajouté un troisième alinéa conçu en ces termes :

« Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leurs pays d'origine. »

En outre, pour constater l'esprit dans lequel on s'est arrêté à cette solution, Son Exc. M. Beernaert propose d'insérer au procès-verbal l'explication suivante adoptée par M. le Général Mounier :

« Cet article n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déterminer un Etat neutre à laisser passer des soldats blessés ou malades à travers son territoire, sans manquer aux devoirs de la neutralité.

« Il résulte du texte même qu'il aurait éventuellement à prendre la même attitude à l'égard des deux armées belligérantes. »

Cette formule est appuyée par S. E. le Comte Nigra.

La Sous-Commission, en tenant compte de cette explication, approuve son insertion au procès-verbal et adopte la rédaction proposée pour l'article 55.

On passe à la discussion du chapitre I du Projet de Bruxelles, intitulé : « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. »

Il est donné lecture de l'article 1^{er} :

- « Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.
- « L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande la suppression de l'alinéa deux.

Il croit qu'il faut prévoir le cas où un belligérant a bien effectivement établi son autorité sur un territoire, mais où les communications entre l'armée ou les corps occupants et les autres forces du belligérant sont interrompues et où des émeutes se produisent dans ce territoire et réussissent momentanément. Dans ces circonstances on ne peut pas soutenir que le territoire ne soit pas occupé.

M. le Général den Beer Poortugael dit que cet amendement a une portée trop étendue. On ne peut reconnaître une occupation que quand l'autorité du belligérant est établie de fait.

M. le Colonel de Gros de Schwarzhoff remarque que les mots « de fait » se trouvent déjà dans l'alinéa premier.

S. E. M. Beernaert est d'avis que l'alinéa premier ne trouve son explication que dans l'alinéa deux ; isolé, il n'aurait plus de valeur.

M. le Chevalier Descamps fait observer que l'Institut de Droit International est allé plus loin que la Conférence de Bruxelles et a apporté plus de restrictions à l'idée de l'occupation. Il lit l'article 41 du Manuel d'Oxford contenant la définition du « territoire occupé (1). »

Il estime que la suppression de l'alinéa deux irait à l'encontre de toutes les notions établies. On ne peut reconnaître une occupation qui n'existe pas. Ce qu'il faut absolument conserver, c'est la notion de l'occupation.

M. le Colonel de Gilinsky accentue le point de vue militaire : une armée considère un territoire comme occupé lorsqu'elle s'y trouve, soit avec le gros de ses troupes, soit avec des détachements, et que les lignes de communications sont assurées. Sur ce territoire, l'armée occupante laisse des troupes pour protéger ses communications en arrière. Ces troupes sont souvent peu nombreuses, de sorte qu'une émeute devient possible. Mais le fait qu'une telle émeute éclate ne peut empêcher l'occupation d'être considérée comme existant de fait. Pour tenir compte de cette manière de voir militaire, il rappelle à la haute Assemblée l'explication adoptée en 1874 par la Conférence de Bruxelles dans sa séance du 12 août (2) et dont voici le texte :

« On peut considérer l'occupation comme établie lorsqu'une partie de l'armée occupante a assuré ses positions et sa ligne de communication avec les autres corps. Cela fait, elle est en mesure de tenir tête aux entreprises de l'armée de l'occupé et aux émeutes de la population. »

S. E. M. Beernaert remarque qu'à Bruxelles, après de longues discussions, on n'a rien trouvé de mieux que la rédaction de l'article 1^{er} telle que l'Assemblée l'a sous les yeux. A son avis, il faut, faute de mieux, la conserver.

(1) Cet article est ainsi conçu :

Un territoire est considéré comme occupé lorsque, à la suite de son invasion par des forces ennemies, l'Etat dont il relève a cessé, en fait, d'y exercer une autorité régulière, et que l'Etat envahisseur se trouve être seul à même d'y maintenir l'ordre. Les limites dans lesquelles ce fait se produit déterminent l'étendue et la durée de l'occupation.

(2) Voir : Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, page 105.

Le Président dit qu'on tiendra compte dans le procès-verbal de l'explication, donnée au point de vue militaire par le Colonel Gilinsky.

S. E. M. Beernaert ne considère cette explication que comme une opinion personnelle de M. Gilinsky. En effet, il ne ressort nullement des actes de la Conférence de Bruxelles qu'elle aurait fait sienne l'explication citée. Il s'agit d'une phrase du Général de Leer.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose, dans le but de faire une concession, d'ajouter au premier alinéa après « autorité » le mot « établie ».

S. E. M. Beernaert estime que cette proposition ne constitue pas une concession,

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff est d'accord avec le Colonel Gilinsky, il désirerait que son explication personnelle fût adoptée par la Sous-Commission.

M. le Colonel Gilinsky déclare qu'il y tiendrait également.

Le Président recommande à l'attention de la Sous-Commission cette explication, donnée au point de vue militaire.

M. le Général den Beer Poortugael fait remarquer que l'expression « a assuré ses positions » etc. est trop vague. Le principe lui paraît clair et facile à poser. Lorsqu'une autorité n'est pas de force à se soutenir, elle n'est pas établie et il n'y a pas d'occupation.

M. Rolin propose une rédaction transactionnelle reproduisant, avec de légères modifications, l'article 41 du Manuel d'Oxford :

« Un territoire est considéré comme occupé par l'Etat ennemi lorsque, à la suite de son invasion par des forces ennemies, l'Etat, dont ce territoire relève, a cessé en fait d'y exercer une autorité régulière. Les limites dans lesquelles ce fait se produit déterminent l'étendue et la durée de l'occupation. »

M. Rolin trouve que le double fait, facile à constater, de l'invasion du territoire et du retrait des autorités légales, peut servir le mieux à déterminer s'il y a occupation. Dans l'hypothèse que prévoit la rédaction proposée, il y a nécessairement occupation par l'ennemi, puisqu'il n'y a plus qu'un seul pouvoir, qui puisse s'exercer, et que c'est celui de l'ennemi.

S. E. M. Beernaert persiste à croire que la définition de 1874 est préférable. Le retrait des autorités légales est un fait négatif qui peut fort bien se produire sans qu'il y ait occupation.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit pouvoir se rallier à la proposition de M. Rolin.

S. E. M. Beernaert trouve que le changement, introduit par M. Rolin dans le texte d'Oxford, supprime jusqu'à la dernière garantie que celui-ci offrait.

M. le Jonkheer van Karnebeek fait observer que la rédaction proposée par M. Rolin manque d'exactitude. Il lui semble qu'elle n'est plus conforme au premier alinéa de l'article 1^{er}. D'après la rédaction de M. Rolin, le mot « invasion » se rapporte à l'Etat ennemi; tandis que, comme l'indique clairement le texte de 1874, il s'agit de l'invasion du territoire ennemi.

M. Rolin, afin d'éviter l'équivoque, signalée par M. van Karnebeek, retranche dans son amendement les mots : « par l'Etat ennemi » après « occupé ».

M. le Chevalier Descamps observe que, d'après la rédaction de M.

Rolin, il pourrait y avoir occupation sans que le territoire soit réellement occupé.

M. Stancioff fait la remarque qu'en cas d'occupation, l'ennemi devrait prévenir les habitants du pays de son occupation du terrain conquis.

M. Léon Bourgeois constate que toutes les propositions faites ici au sujet de l'article 1^{er} en visent seulement les détails et non pas sa conception générale. Le Colonel Gilinsky, par exemple, ne parle que de défendre les communications : or, il s'agit également des positions. M. Rolin s'applique à déterminer un autre cas particulier : « le retrait des autorités légales », sans bien préciser de quelles autorités il s'agit. Pourrait-on dire qu'il y a retrait des autorités légales quand seuls les maires exercent encore le pouvoir ? Il lui semblerait plus prudent de conserver la rédaction adoptée en 1874 après de mûres délibérations par tous les représentants des différentes Puissances. Il ne serait point désirable de mettre à l'article 1^{er} et pour ainsi dire au sommet de notre œuvre, une définition nouvelle, hâtivement rédigée, et sans doute incomplète, et pouvant donner lieu à des difficultés sérieuses d'interprétation.

M. Rolin tient à préciser les conditions dans lesquelles il a formulé sa proposition. En présence de deux opinions, dont l'une tend à maintenir tout l'article l'autre à retrancher le second alinéa, il a tâché de trouver une formule conciliante. Pour le cas où le maintien intégral de l'article serait adopté, il retire sa proposition.

M. Lammasch propose la rédaction suivante :

« Un territoire est considéré comme occupé en tant qu'il se trouve placé de fait sous l'autorité établie de l'armée ennemie ».

M. le Chevalier Descamps trouve que cette rédaction ne fait que reproduire sous une autre forme le texte primitif de l'article 1^{er}. Dans ces conditions, il vaudrait mieux maintenir le texte original.

M. Lammasch serait satisfait si l'article premier était conservé dans son texte actuel ; sa proposition n'était que conciliatrice.

Le Président croit devoir rappeler que, comme l'a dit M. Bourgeois, cet article a été le résultat de délibérations approfondies lors de la Conférence de Bruxelles. Après quatre séances, les militaires, les diplomates et les jurisconsultes ont été d'accord que cette rédaction était la meilleure. Il faut tenir compte de cette circonstance.

M. le Colonel Gilinsky fait observer qu'il n'a pas fait de proposition. Il n'a voulu qu'appuyer l'opinion émise par le Colonel de Gross de Schwarzhoff en indiquant la différence entre la conception au point de vue militaire et au point de vue juridique.

Le Colonel Gilinsky déclare qu'il ne s'oppose pas au maintien de l'article 1^{er}.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff déclare qu'étant donné l'opinion générale en faveur du maintien de l'article, il n'insiste plus sur la suppression de l'alinéa deux.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité avec la rédaction de 1874.

Il est donné lecture de l'article 2 :

« L'autorité du pouvoir légal étant suspendue et ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique. »

S. E. M. Beernaert propose de retrancher les mots : « étant suspendu et ».

Cette proposition et l'article ainsi amendé sont adoptés.

Il est donné lecture de l'article 3 :

« A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays
« en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ou ne les remplace-
« ra que s'il y a nécessité. »

Le Président rappelle que Son Exc. M. Beernaert a proposé la suppression de l'article 3, comme étant superflu.

M. le Général den Beer Poortugael appuie cette manière de voir de Son Exc. M. Beernaert.

Le Président admet que l'article 3 se trouve en partie contenu dans l'article 2.

M. Lammasch estime que l'article a pourtant une certaine valeur, surtout pour les Etats faibles et en raison de la restriction apportée par les mots « que s'il y a nécessité ». Il serait pour le maintien de l'article.

M. le Baron de Bildt est d'avis qu'il faut s'inspirer du principe d'éviter, dans la mesure du possible, de modifier le texte adopté à Bruxelles. L'article est humanitaire et il n'y a pas lieu de le supprimer. A ce point de vue, et n'ayant encore entendu aucun argument net et décisif pour la suppression de l'article, il est d'avis de le maintenir.

S. E. M. Beernaert objecte que l'on ne peut pas conventionnellement attribuer d'avance au vainqueur certains pouvoirs sur le territoire du vaincu ; d'autre part, la disposition proposée ne donne qu'une garantie apparente, puisque l'envahisseur aura la faculté de modifier, de suspendre et de remplacer les lois existantes, en d'autres termes, il fera ce qu'il veut.

M. le Baron de Bildt se rangerait plutôt du côté de M. de Martens qui, dans son éloquent discours, a mis en lumière la grande utilité qu'il y a pour le faible, pour le vaincu, de trouver les obligations du vainqueur limitées et circonscrites. Le doute ne peut être profitable qu'au fort. L'article présente cet avantage que s'il laisse au vainqueur d'être juge, il exige qu'il y ait nécessité de prendre les mesures dont il s'agit. Il faut cependant reconnaître qu'il s'agit ici plutôt d'une obligation morale.

M. Stancioff dit qu'en tout cas il faudra ajouter au mot trop vague de « nécessité » la restriction « impérieuse ».

M. le Général Zuccari remarque que comme les différents amendements de Son Exc. M. Beernaert forment un ensemble, il vaudrait mieux suspendre le vote jusqu'à ce que chacun d'eux ait été discuté séparément.

M. Beldiman demande à faire sur l'ordre des discussions, une observation analogue à celle du Général Zuccari. Les propositions de Son Exc. M. Beernaert constituent un ensemble. On ne pourrait voter la suppression d'un article sans s'être auparavant mis d'accord sur le principe qui les domine tous. Autrement on préjudicierait sur la décision quant à l'ensemble de ces propositions. En traitant de l'une, il faut aussi envisager les autres. Dans cet ordre d'idées, il propose d'ajourner le vote.

M. Motono n'estime pas qu'il y ait entre les articles, sur lesquels portent les amendements de Son Exc. M. Beernaert, une connexité rendant impossible de prendre des décisions sur chacun d'eux séparément.

Le Président, d'accord avec Son Exc. M. Beernaert, estime qu'il faudrait discuter successivement les articles, comme une délibération et un vote sur leur ensemble deviendraient trop compliqués.

M. Léon Bourgeois expose que, comme d'une part une discussion sur les articles 3, 4 et 5 dans leur ensemble serait trop difficile, mais que

d'autre part un principe commun les domine tous, les votes émis séparément sur chacun d'eux devraient être considérés comme provisoires. Il faudra laisser la liberté d'une seconde discussion pour préparer un vote confirmatif.

Cette manière de procéder est approuvée.

M. Odier désire expliquer dans quel sens il pourra se déclarer d'accord avec la proposition de Son Exc. M. Beernaert de supprimer les articles 3, 4 et b. Tout en adhérant au principe humanitaire qui a présidé à la rédaction de ces articles et en souhaitant que l'autorité occupante s'exerce de la façon la plus modérée, il estime impossible de demander à l'Etat vaincu de souscrire, par avance, au moyen d'une convention, à des mesures qui pourraient être vexatoires pour les populations; impossible aussi de déléguer, pour ainsi dire, à l'occupant les pouvoirs que l'Etat légal a été forcé de résigner. C'est pour cette raison de principe que M. Odier peut se déclarer d'accord avec la proposition de supprimer les articles indiqués par Son Exc. M. Beernaert, mais à condition toutefois qu'il soit consigné au procès-verbal que, si cette matière pouvait être réglée par des textes de conventions, ce serait bien dans l'esprit qui a présidé à la rédaction de ces dispositions, qu'ils devraient être adoptés comme articles de conventions.

S. E. M. Eyschen demande à motiver son vote. Il se prononcera pour la suppression proposée par Son Exc. M. Beernaert, mais il veut faire bien ressortir que dans son opinion les devoirs de tutelle économique, législative et militaire qui incombent à l'occupant, doivent être interprétés dans le sens de la Déclaration de Bruxelles.

Il désire que sa déclaration soit insérée au procès-verbal.

S. E. M. Beernaert dit qu'il est d'accord avec les déclarations de M. Odier et de Son Exc. M. Eyschen.

Le Président fait procéder au vote.

Pour la suppression de l'article 3 se sont prononcés : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Perse, la Russie, le Siam et la Suisse.

Pour le maintien de l'article 3 se sont prononcés : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Portugal, la Serbie, la Suède et Norvège, la Turquie et la Bulgarie.

La Roumanie a réservé son vote.

Il est bien entendu que ce vote, comme ceux sur les deux articles suivants, sera considéré comme provisoire, ce que M. Bourgeois a rappelé en votant.

L'article 3 est donc provisoirement maintenu par 13 voix contre 10 et une abstention.

Le Président met au vote la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à supprimer l'article 4, lequel est ainsi conçu :

« Les fonctionnaires et les employés de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection.
« Ils ne seront révoqués ou punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent ».

Pour la suppression de l'article 4 se sont prononcés : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxem-

bourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie.

Pour le maintien de l'article 4 se sont prononcés : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Grande Bretagne, le Japon, la Serbie et la Suède et Norvège.

La Roumanie et la Turquie se sont abstenues.

L'article 4 est donc provisoirement supprimé par 15 voix contre 7 et deux abstentions.

MM. Bourgeois et Zenil ont expliqué leur vote en disant qu'à leur avis la nature de l'article 4 n'est pas la même que celle de l'article 3.

Le Président met enfin au vote la suppression, proposée également par Son Exc. M. Bernaert, de l'article 5 :

« L'armée d'occupation ne prélèvera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis au profit de l'État, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et, autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration du pays dans la mesure où le Gouvernement légal y était obligé. »

Pour la suppression de l'article 5 se sont prononcés : les États-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Espagne, la France, le Luxembourg, la Perse, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie.

Pour le maintien de l'article 5 se sont prononcés : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Serbie et la Suède et Norvège.

Ont réservé leur vote la Roumanie et la Turquie.

Onze voix se sont donc prononcées pour le maintien de l'article 4 et onze contre, deux votes étant réservés.

S. E. M. Beernaert dit que comme ses propositions sur la suppression des articles 40 à 42 et l'introduction de nouveaux articles supplémentaires ne sont que le développement du principe dont émanent ses propositions quant aux articles 3, 4 et 5, il serait peut-être préférable de voter aussi provisoirement sur ces dernières.

On passe à la rédaction de l'article 3 qui a été provisoirement maintenu.

M. Odier propose la rédaction suivante :

« A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix. Il ne pourra en suspendre l'exécution que dans la mesure et pour le temps où cela sera nécessaire en vue du maintien de l'ordre. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit qu'il sera bien difficile pour les militaires d'accepter cette rédaction.

M. Rolin, faisant droit aux observations présentées par Son Exc. M. Beernaert dans une séance précédente, est d'avis qu'on ne doit pas reconnaître conventionnellement et d'avance le droit du vainqueur. L'idée qui préside à ces articles est de fixer les limites que le vainqueur ne pourra pas dépasser, sauf le cas des nécessités de la guerre. Il s'agit ici non de stipuler ce que le vainqueur est autorisé à faire, mais ce qui doit lui être interdit. C'est pour ce motif qu'il propose de formuler l'article comme suit :

« Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, l'effet de ces mesures sera limité à l'étendue et à la durée de l'occupation. »

M. Lammasch, bien que d'accord en principe avec M. Rolin, regrette de ne pouvoir se rallier tout à fait à sa proposition. Il craint que cette rédaction puisse être interprétée en ce sens que les effets des actes commis pendant l'occupation seraient limités au temps de l'occupation; il lui semble au contraire, que ces actes sont régis par les lois qui étaient en vigueur pendant ce temps et qu'ainsi, en modifiant l'adage « *locus regit actum* » en « *tempus regit actum* », les mêmes lois continueront à régir ces actes après que l'occupation aura cessé.

M. Lammasch constate que la rédaction suggérée par M. Rolin pourrait être interprétée dans un sens contraire à ce principe.

M. Rolin pense qu'il lui sera possible de faire droit à l'observation de M. Lammasch en modifiant très légèrement la rédaction qu'il a proposée.

Le Président fait remarquer que l'article 3 est le résultat de discussions approfondies. Si l'on veut trouver une rédaction qui prévoie tous les cas, on pourrait délibérer bien longtemps. Exprimant son opinion personnelle, il jugerait désirable d'adopter cet article dans le texte original.

A la demande de M. le Colonel Gilinsky, il lui est donné acte de ce que, dans sa qualité de délégué technique, il a défendu dans cette séance les lois militaires et les nécessités de la guerre. Pour ces considérations d'ordre militaire, les lois du pays occupé ne peuvent être maintenues qu'en tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les lois militaires de l'envahisseur.

La déclaration du Colonel Gilinsky sera insérée dans le procès-verbal.

S. E. M. Beernaert et M. Bourgeois demandent que le vote soit remis à la prochaine réunion.

Le Président adhère à cette idée et prie MM. les délégués qui ont des propositions à faire sur l'ensemble des chapitres I, II et IX, de les envoyer par écrit encore aujourd'hui au bureau afin qu'elles puissent être distribuées et examinées avant la prochaine séance.

La séance est levée.

Huitième séance. — 10 juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la septième séance est lu et adopté.

Le Général Sir John Ardagh lit la Déclaration suivante :

« Dans le discours prononcé par Son Exc. M. Beernaert dans la sixième séance, je crois trouver la conviction, ou au moins le désir que la revision de la Déclaration de Bruxelles aboutisse à une Convention internationale, et notre Président, dans son exposé, a exprimé le vœu que cette déclaration serait plus qu'un acte international.

« Sans chercher à connaître les motifs auxquels peut être attribuée la non-adoption de la Déclaration de 1874, il est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye.

« Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière Conférence, il me semble que nous ferions mieux de n'accepter la déclaration que comme une base générale pour les instructions sur les Lois et Coutumes de la Guerre à donner à nos troupes, sans aucun engagement d'adopter tous les articles tels qu'ils résulteront des votes de la majorité.

« Je crois que mon Gouvernement est disposé à adopter cette idée au lieu

de l'abstention absolue communiquée au Gouvernement Impérial à la fin de la Conférence de Bruxelles par Lord Derby.

« Notre intention est d'incorporer dans notre Manuel d'Instruction, textuellement s'il est possible, tous les articles de la Déclaration que nous jugerons conformes aux principes de la loi internationale sur laquelle nous avons jusqu'ici réglé nos actes.

« Avec cette réserve nous désirons que la Conférence se prononce sur le plus de questions possible, afin de faire constater toutes les opinions dans un sens et dans l'autre. Il nous semble que la suppression entière de certains articles, proposée par Son Exc. M. Beernaert, pourrait être considérée comme une autorisation aux belligérants à interpréter les lois de guerre dans un sens peu favorable aux Etats faibles, tandis qu'une pleine discussion indiquerait au moins certaines restrictions au droit illimité résultant de l'incertitude; et, quel que soit le résultat, celui-ci ne nous engagerait pas à accepter les articles.

« Cette pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles a pour nous une importance suprême.

« En suivant cet ordre d'idées, nous voyons non seulement une possibilité, mais bien une certitude, d'assurer aux travaux des deux Conférences un résultat sérieux, et nous croyons éviter les risques du naufrage présentés par un projet de Convention internationale ou par l'adoption d'instructions identiques pour toutes les armées.

« Dans tous les cas, mon gouvernement ne sera pas engagé par mon opinion ou mes votes, et restera absolument libre. »

Le Président a pris ensuite la parole en ces termes :

« Je crois de mon devoir de répéter ce que j'ai déjà exposé à maintes reprises, aussi bien dans cette Assemblée qu'à différentes autres occasions. Le but du Gouvernement Impérial est toujours le même, à savoir que la Déclaration de Bruxelles, révisée en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base solide pour les instructions que les Gouvernements donneront en cas de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à celui de la Déclaration de St-Petersbourg de 1868. Il conviendrait que, dans un article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être d'accord sur des règles uniformes, qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu que la Déclaration de Bruxelles n'aura cette force obligatoire que pour les Etats contractants ou accédants.

Si toutefois, dans une guerre future, un allié d'une de ces Puissances n'aurait pas signé cet engagement de faire ce qu'au moyen-âge on eût appelé une « bonne » guerre, les règles de la Déclaration de Bruxelles n'existeraient pas pour lui. Il aurait évidemment le droit de donner les instructions qu'il jugerait utiles et équitables et pourrait, à cet effet, choisir parmi les doctrines professées par les différents jurisconsultes qui se sont occupés de la matière.

Toutefois, une base solide, uniforme et reconnue, ferait défaut à ces instructions.

Pour exprimer clairement quel est, dans l'esprit du Gouvernement russe, le but de la Conférence en ce qui concerne cette matière, je ne saurais trouver une meilleure image que celle d'une « Société d'assurance mutuelle

contre les abus de la force en temps de guerre ». Eh bien, Messieurs, on est libre de participer ou non à une société, mais, pour qu'elle existe, il lui faut des statuts. Et dans les sociétés d'assurance, par exemple contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants. C'est ainsi qu'en fondant, de commun accord, « la Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre » dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater. D'autre part, ce n'est pas contre les nécessités de la guerre, c'est uniquement, je le répète, Messieurs, contre les abus de la force qu'on veut se garantir.

En proposant aux nations du monde civilisé de fonder une société semblable, la Russie n'a pas seulement émis un désir; elle a cru obéir à un devoir. Il me semble que tout le monde ne peut que partager cette manière de voir. C'est aux Gouvernements d'entrer ou non dans la société, d'accepter ou de repousser la main qui leur est tendue. Mais les membres seuls bénéficieront de tous les avantages qu'offrira cette Société en temps de guerre. Quant aux statuts de la société, ils ne peuvent être que la Déclaration de Bruxelles, modifiée par nos délibérations. Mais ne perdez pas de vue qu'aucun de ses articles ne sanctionne les désastres de la guerre qui existent et qui existeront toujours. Ce que ces dispositions visent est de porter secours aux populations paisibles et désarmées pendant les calamités de la guerre.

Voici, Messieurs, mis en lumière une fois de plus, le point de vue qui, à mon avis, doit dominer nos efforts communs.

J'espère qu'ils auront pour résultat de fonder une société comme celle dont je vous ai exposé la mission et le but. »

Sur la proposition de MM. Motono et de Bille, il est décidé que la déclaration de Sir John Ardagh et l'explication de M. de Martens seront imprimées et annexées au compte rendu sommaire.

M. Veljkovitch observe qu'à son avis la Sous-Commission n'est compétente que pour examiner le Projet de la Déclaration de Bruxelles. Ce sera à la réunion plénière de la Conférence de décider si l'on donnera aux résultats de ces travaux la forme d'une Convention.

Le Président remarque qu'il n'y a pas lieu d'entrer en discussion sur la déclaration de Sir John Ardagh.

À la fin des délibérations, les Gouvernements auront à décider de l'opportunité de conclure une convention sur cette matière.

Le général Sir John Ardagh constate que sa déclaration a un caractère personnel et qu'elle n'émane pas de son Gouvernement.

S. E. le comte Nigra dit qu'il importerait de savoir si le Gouvernement anglais partage la manière de voir de Sir John Ardagh.

S. E. Sir Julian Pauncefote déclare qu'il s'agit ici d'une opinion personnelle au sujet de laquelle le Gouvernement britannique sera consulté et prendra une décision en temps et lieu.

S. E. M. Beernaert croit avoir été mal compris par Sir John Ardagh. Il apprécie hautement le but humanitaire que vise le Gouvernement russe et constate que l'on est déjà arrivé à un accord sur beaucoup de points et souvent avec le concours du délégué anglais. Mais, dans l'intérêt même de la cause, il a cru devoir signaler les difficultés qu'il y aurait à vouloir résoudre conventionnellement certaines questions. Cependant, il s'est rallié à la proposition de M. Odier d'insérer comme vœu au procès-verbal

ce qui ne pourrait faire l'objet d'une Convention, même en termes nécessairement vagues. Si l'on ne veut qu'imposer des restrictions au vainqueur, on peut le faire sous cette forme. Il a d'ailleurs signalé la situation de la Belgique, perpétuellement neutre et par conséquent fort désintéressée en droit dans la question des belligérants.

Le Président dit qu'il sera pris note des déclarations de Sir John Ardagh et de Son Exc. M. Beernaert.

Il fait connaître :

1^o Que M. Odier a proposé la rédaction suivante de l'article 3 :

« A cet effet il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix. Il ne pourra en suspendre l'exécution que dans la mesure et pour le temps où cela sera nécessaire en vue du maintien de l'ordre. »

2^o Que M. Rolin a proposé l'amendement suivant à l'article 3 : (1)

« Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé, et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, ces mesures n'auront qu'un caractère purement provisoire limité suivant l'étendue et la durée de l'occupation. »

Le Président prie les délégués qui ont proposé des amendements au sujet de l'article 3, dont le maintien a été provisoirement adopté, de vouloir bien donner des explications quant à leurs propositions.

M. Rolin rappelle qu'une première rédaction de son amendement avait été distribuée. Elle était conçue en ces termes :

« Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, l'effet de ces mesures sera limité à l'étendue et à la durée de l'occupation. »

En vue de tenir compte des observations de M. Lammasch présentées à la fin de la dernière séance, la fin de l'article a été changée dans le texte actuellement soumis à la Sous-Commission. En dehors de cette explication, M. Rolin n'a rien à ajouter à ce qu'il a dit, en séance du 8 juin, pour justifier son amendement à l'article 3.

M. Odier rappelle qu'il s'est rallié à la suppression de l'article 3 et qu'il avait proposé sa rédaction pour le cas où le maintien de cet article aurait été décidé. Il désirerait que le texte de l'article dont il s'agit fût voté préalablement ; on voterait ensuite sur la question de son maintien.

M. le baron de Bildt a proposé l'amendement suivant, dont le texte est distribué pendant la séance :

Supprimer à l'article 3 les mots : « et ne les modifiera, ne les suspendra, ni ne les remplacera, que s'il y a nécessité » ; à l'art. 5 supprimer les mots : « Autant que possible ».

Le baron de Bildt fait observer que dans la dernière séance les avis étaient partagés. D'une part on voulait des garanties ; de l'autre, on faisait objection à déterminer les limites des droits du vainqueur, puisque par ce fait les Gouvernements reconnaîtraient d'avance aux belligérants des droits sur leurs sujets.

C'est à ce point de vue que Son Exc. M. Beernaert a demandé la suppression de l'article. L'orateur a émis un avis contraire, mais pour obtenir un résultat réel, il a proposé son amendement, qui, en conséquence, a le caractère d'un compromis. Il espère obtenir l'assentiment de tous ; l'una-

(1) Voir annexe A.

nimité étant très désirable pour les résolutions de cette Sous-Commission. Personnellement, il ne serait point opposé au maintien de l'article.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff remarque qu'il lui semble inadmissible de supprimer les derniers mots de l'article, lequel sans cette restriction, défend de changer en quoi que ce soit l'état de choses sur le territoire envahi. L'occupant ne pourrait même pas décréter l'état de siège et devrait respecter par exemple les lois sur le recrutement, etc. Selon son opinion personnelle, l'acceptation soit de l'amendement de M. Odier soit de celui du baron de Bildt ferait surgir, non seulement du côté de l'Allemagne, mais aussi d'autre part, beaucoup de difficultés contre la ratification de cet acte.

M. Bihourd, afin de rallier autant que possible les différentes opinions sur une disposition humanitaire, propose de supprimer l'article 3, mais d'en conserver l'esprit en rattachant à l'art. 2 la phrase suivante : « en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays ».

S. E. M. Beernaert adhère à cette proposition.

MM. le baron de Bildt, Odier et Rolin se rallient à l'amendement de M. Bihourd.

Sur la proposition de M. le Jonkheer van Karnebeek, il est d'abord procédé au vote sur cet amendement, la décision à ce sujet impliquant également celle sur le maintien ou la suppression de l'article 3.

L'amendement de M. Bihourd est adopté par 23 voix contre une (le Japon).

M. Motono explique qu'il a voté contre l'amendement pour le motif suivant. La phrase ajoutée à l'article 2 ne vise que les lois relatives à l'ordre et la vie publique, tandis que l'article lui paraît avoir une portée plus générale.

M. Beldiman, ayant fait un appel au Délégué du Japon afin d'obtenir l'unanimité désirable, M. Motono, après les explications de MM. Beldiman et Bourgeois quant à la portée de la phrase ajoutée à l'article 2 par M. Bihourd, a modifié son vote négatif.

L'amendement de M. Bihourd est donc adopté à l'unanimité de 24 voix, le délégué de Grèce n'étant pas présent.

Le Président remercie M. Motono de l'esprit de conciliation dont il a bien voulu faire preuve.

On passe à la discussion de l'art. 4 du Projet de Bruxelles :

« Les fonctionnaires et les employés de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués ou punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent. »

M. le capitaine Crozier déclare, que quoiqu'il ait voté provisoirement la suppression de l'art. 4, comme cette disposition n'a pas d'utilité pour son pays qui ne risque point d'être envahi, il se prononcera cependant à présent pour le maintien de l'article 4, attendu que l'esprit de cette disposition a été conservé par le vote qui vient d'être émis.

S. E. M. Beernaert fait ressortir qu'il est impossible qu'un Etat autorise d'avance ses fonctionnaires à passer au service de ses adversaires.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'à son avis le fond de la disposition n'est pas qu'on donne un droit à l'envahisseur ; on impose plutôt des restrictions à son pouvoir de fait. Mais il voit encore autre chose dans l'article : non pas une « autorisation » mais une sorte « d'invitation », qu'il ne

voudrait jamais voir insérer dans une Convention. Dans beaucoup de cas ce serait un devoir patriotique de la plus haute importance pour ces fonctionnaires de rester jusqu'à la fin les opposants et les ennemis les plus acharnés et décidés de l'envahisseur.

C'est pour ces motifs qu'il voit une différence entre l'article 4 et les autres articles qu'on propose de supprimer. Quant à lui, il demande la suppression de l'article 4.

M. Lammasch demande s'il ne serait point possible de le maintenir avec une légère modification de texte en adoptant la formule conditionnelle dont M. Rolin s'est servi pour la rédaction des articles 5 et 5a proposée par lui.

S. E. M. Beernaert fait remarquer que, même avec la rédaction proposée par M. Lammasch, l'autorisation serait maintenue.

M. Lammasch croit qu'il faudrait ajouter alors « avec l'assentiment de leur pays ».

S. E. M. Beernaert dit qu'ainsi l'article perdrait sa raison d'être.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff remarque qu'il ne s'agit pas seulement ici de fonctionnaires politiques, mais également de ceux de toutes les autres catégories, y compris les fonctionnaires élus par les populations. Les habitants ont droit à ce que les maires et employés communaux restent en fonction.

Et l'occupant lui-même a intérêt à garder certains de ces fonctionnaires. Il ne s'agit point uniquement d'une autorisation de rester au service de l'ennemi : la présence de certains fonctionnaires est de l'intérêt des deux parties.

M. Rolin, n'ayant pas pu trouver de rédaction qui faisait droit à toutes les objections, s'est rallié à la proposition de supprimer l'article. La rédaction suggérée par M. Lammasch présente également un danger puisqu'elle semble dire que, sans l'assentiment de leur Gouvernement, les fonctionnaires ne peuvent pas rester à leur poste.

Il faut bien tenir compte de l'intérêt des populations, qui demande que les fonctionnaires locaux et communaux soient présents pour défendre autant que possible les droits et les biens des populations vis-à-vis des exigences de l'envahisseur.

En agissant ainsi les fonctionnaires non seulement ne manquent pas à leurs devoirs, mais, à un certain point de vue, on peut même dire qu'ils remplissent une obligation envers leur propre pays. Il serait donc dangereux d'adopter une rédaction pouvant être interprétée en ce sens que les fonctionnaires ne pourraient rester à leur poste sans en avoir reçu l'autorisation de leur propre pays.

Le Président fait observer que toutes ces questions ont été longuement discutées en 1874. On avait eu vue non seulement les nécessités de la guerre, mais on s'est inspiré aussi de l'expérience avec le désir de sauvegarder autant que possible les intérêts des populations.

Si l'ennemi ne trouve aucun fonctionnaire sur place, il n'a pas le moyen d'être équitable et juste, et c'est en vertu du mandat de leur propre pays que les fonctionnaires sont les défenseurs et les protecteurs naturels des habitants dans leurs rapports avec l'occupant.

Reconnaissant les difficultés que soulève cet article, M. de Martens se rallie à la proposition de le supprimer.

M. le Jonkheer van Karnebeek comprend très bien l'intérêt qu'il y a de trouver les maires et autres autorités locales prêts à se mettre à la disposi-

tion de l'ennemi occupant et à protéger en même temps la population. Mais il y a, notamment dans les Pays-Bas, d'autres autorités dont les fonctions sont très importantes. Ce sont celles préposées à l'administration des digues, des fleuves et du mouvement des eaux. En cas d'occupation leur concours pourrait être indispensable à la défense du pays. Pour l'ennemi l'appui de ces autorités, les seules qui connaissent le mouvement des eaux, serait de la plus haute importance, mais si elles entraient à son service cette action pourrait, au moment où il s'agit de la défense du pays, constituer un acte de trahison. Pour cette raison spéciale, il ne pourra jamais donner son adhésion au maintien de l'article 4.

M. Veljkovitch remarque que la question est déjà résolue par l'article 2. Le respect des lois qui existent dans le pays, implique le maintien des fonctionnaires, nommés en vertu de ces lois.

Le Président dit que l'interprétation judicieuse de M. Veljkovitch sera insérée au procès-verbal.

L'art. 4 est supprimé à l'unanimité.

Il est donné lecture de l'article 5 :

« L'armée d'occupation ne prélèvera que les impôts, redevances, droits « et péages déjà établis au profit de l'Etat, ou leur équivalent, s'il est im-
« possible de les encaisser, et autant que possible, dans la forme et suivant
« les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'admi-
« nistration du pays dans la mesure où le Gouvernement légal y était
« obligé. »

Le Président dit que M. Rolin a proposé la nouvelle rédaction suivante :

« Si l'occupant prélève les impôts à son profit, il encourt, par ce fait,
« l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé
« dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu. »

S. E. M. Beernaert demande que cet article soit examiné en même temps que les articles 40 à 42 parce que, selon son avis, il y a connexité.

M. Rolin estime que l'article 5, traitant des impôts existants, énonce un principe distinct de celui des articles concernant les contributions extraordinaires, réquisitions et autres taxes prélevées par l'occupant.

M. le Jonkheer van Karnebeek observe que la rédaction proposée par M. Rolin n'est point préférable au texte primitif, puisqu'elle ne définit pas de quels impôts il s'agit et qu'elle est moins en faveur du pays envahi. Aussi à un point de vue général le maintien du texte adopté à Bruxelles lui paraît préférable.

M. Rolin fait ressortir que par sa rédaction il a tâché d'écarter les scrupules dont Son Exc. M. Beernaert s'est fait l'interprète. Il ne désapprouve point en lui-même le texte de Bruxelles.

S. E. M. Beernaert dit qu'il faudrait au moins introduire dans la proposition de M. Rolin les mots « déjà établis ».

M. Bihourd dit qu'il convient aussi, en ce qui concerne le prélèvement des impôts, de respecter la forme et les usages existants. La rédaction de M. Rolin lui semble trop vague.

M. Rolin répond que, comme il y a ici une simple substitution du pouvoir de l'occupant au pouvoir légal, il a suffi, selon son avis, de dire « prélève les impôts » ce qui comprend seulement les impôts existants dans les différentes formes de leur prélèvement.

M. le Jonkheer van Karnebeek constate que dans le texte original de 1874 il ne voit pas la reconnaissance d'un droit, mais uniquement une restriction au pouvoir du fait de l'envahisseur. Le texte de Bruxelles qu'il

interprète de cette manière est plus restreint et par là, selon lui, préférable.

M. Veljkovitch fait l'observation que l'énumération n'est point complète. Les contributions communales n'y sont pas comprises. Il propose d'ajouter :

• Ou autres contributions quelconques déjà établies ; et de supprimer : « au profit de l'Etat. »

Le Président rappelle l'art. 8 qui déclare que les biens des communes seront traités comme propriété privée.

M. le Jonkheer van Karnebeek remarque que le fond de cet article étant que l'autorité de l'occupant est substituée à celle de l'Etat envahi, on ne peut admettre que l'occupant, en se substituant à un droit que l'Etat occupé ne possède point, puisse s'emparer des impôts communaux. — impôts que, dans un ordre de choses régulier, l'Etat envahi ne penserait point à s'approprier.

M. Veljkovitch fait remarquer que, dans cette hypothèse, les autorités communales, ne se trouvant plus à même d'exécuter leurs fonctions, ne peuvent non plus prélever les impôts communaux et notamment les centimes additionnels ; il y a donc tout lieu, pour l'occupant, dont le pouvoir est substitué à celui de ces autorités, de s'emparer des dits impôts.

M. Rolin propose la rédaction suivante, dans laquelle il a introduit quelques modifications, après un échange de vues auquel ont pris part Son Exc. M. Beernaert, MM. Bihourd et Beldiman.

• Si l'occupant prélève les impôts établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans le territoire occupé, et il en résultera pour l'occupant l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu. »

Le Président observe qu'il serait désirable de voter d'abord sur la suppression complète de l'article, ensuite sur le texte de Bruxelles et enfin sur le texte de M. Rolin ainsi qu'il a été amendé à la suite des remarques de MM. Bihourd et Beernaert. Il lui semble que le texte primitif de l'article 5 sauvegarde davantage les intérêts des populations.

M. Beldiman est d'avis qu'il faudrait d'abord voter sur la proposition de M. Rolin comme ayant le caractère d'un compromis entre ceux qui demandent le maintien de l'art. 5 et ceux qui en demandent la suppression.

M. le Jonkheer van Karnebeek estime qu'il ne serait point logique de voter d'abord la suppression de l'article. Il faudrait en premier lieu s'accorder sur ce qu'on veut y substituer. Si aucun nouveau texte ne rallie la majorité, il y aura lieu de voter la suppression.

Il faut cependant remarquer que la rédaction de M. Rolin et celle de 1874 ne présentent qu'une très légère différence. Il est bien certain que cette Assemblée désire aller au-devant des objections formulées par Son Exc. M. Beernaert, mais peut-être que celui-ci, pour éviter une confusion de la discussion et du vote, se trouverait disposé à faire, de son côté, une concession en se ralliant à la rédaction primitive de 1874. Bien entendu sous cette réserve que l'article soit interprété en ce sens qu'il n'y soit reconnu aucun droit à l'envahisseur.

S. E. M. Beernaert a déjà affirmé son désir de voir un complet accord se produire, mais il ne pourrait voter ad referendum dans le sens désiré par M. van Karnebeek.

Le Président met aux voix la suppression complète de l'article 5 en ce sens qu'il n'y sera point substitué une autre disposition,

Ont voté contre cette suppression : l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la Chine, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie.

Ont voté pour la suppression : la Belgique, sauf réserve de ce qui pourra être substitué à l'article soumis au vote, l'Espagne, la Perse, le Siam (avec la même réserve que le délégué de la Belgique), la Suisse et la Bulgarie.

M. le Jonkheer van Karnebeek demande à Son Exc. M. Beernaert si, dans le but d'obtenir l'unanimité, il ne pourrait point se rallier au texte de M. Rolin.

L'unanimité vaudrait bien une concession. De son côté, quoique préférant le maintien du texte de 1874, il consentirait à adopter la rédaction de M. Rolin.

M. le Baron de Bildt déclare partager la manière de voir de M. van Karnebeek.

S. E. M. Beernaert dit qu'il ne pourra voter pour cette rédaction ad referendum, mais qu'il en recommandera l'adoption à son Gouvernement.

La rédaction de M. Rolin est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée.

Neuvième séance. — 12 juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et adopté.

Le Président, en vue de faciliter la marche des travaux de la Sous-Commission, propose :

1° de faire imprimer sans commentaires, le texte de tous les articles adoptés jusqu'ici.

2° de nommer un Comité de Rédaction composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, Lammasch, Renault, le Colonel Gilinsky, le Colonel à Court, le Général Zuccari, Beldiman et de M. Rolin comme Rapporteur. Le Président assistera aux travaux de ce Comité, qui aura pour mandat la rectification et la rédaction finale du texte adopté. Les membres de la Sous-Commission voudront bien, après avoir reçu ce texte, communiquer au Comité de Rédaction leurs observations ou leurs questions. Cette procédure permettra d'arriver au texte définitif, tel qu'il ressort des procès-verbaux et tel qu'il pourra servir à la deuxième lecture.

M. le Général Zuccari demande qu'on imprime en regard le texte ancien et le texte nouveau.

Les deux propositions de M. le Président sont adoptées.

L'ordre du jour porte la discussion sur les art. 6—8.

Avant d'ouvrir les délibérations, le Président suggère une modification dans l'ordre des articles. L'article 5, constatant en principe les droits et les devoirs de l'Etat occupant, a été adopté avec une heureuse unanimité. Les articles 6 et suivants traitent des droits et devoirs de l'occupant à l'égard de la propriété privée, des chemins de fer et de la population civile. Or, les art. 36 à 39 qui ont déjà été adoptés, se rapportent à des matières analogues. Il y aurait donc avantage à mettre dans le chapitre I après l'art. 5

les art. 36 à 39. La Sous-Commission a formulé non-seulement les droits, mais encore les devoirs de l'occupant à l'égard de la propriété privée, des personnes paisibles et de la famille. C'est ici l'endroit de déterminer les restrictions imposées au principe du respect de la propriété privée par les contributions et les réquisitions.

Dans cet ordre d'idées, il n'y a pas lieu à discuter de nouveau les art. 36 à 39, déjà adoptés. On pourra aborder les art. 40 à 42 pour revenir ensuite aux art. 6 et 7 qui traitent des intérêts matériels de l'Etat occupé. On verra la distinction à établir entre la propriété privée inviolable sur terre et la propriété de l'Etat. Les art. 9 à 11 qui resteront à examiner, concernent les combattants, leurs droits et leurs devoirs.

M. Bihourd est d'avis que la proposition du Président est digne d'approbation. Mais il pense qu'il faut laisser au Comité de Rédaction le soin de trouver l'ordre logique définitif des articles.

La Sous-Commission partage cette manière de voir.

Lecture est donnée des articles 40, 41 et 42 :

Article 40. — « La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demandera aux communes ou aux habitants que des prestations et des services en rapport avec les nécessités de guerre généralement reconnues en proportion avec les ressources du pays et qui n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie. »

Article 41. — « L'ennemi prélevant ces contributions soit comme équivalent pour des impôts (v. art. 4) ou pour des prestations qui devraient être faites en nature, soit à titre d'amende, n'y procédera, autant que possible, que d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur dans le territoire occupé. »

« Les autorités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance si elles sont restées en fonctions. »

« Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé. »

« Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable. »

Article 42. — « Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée. »

« Pour toute réquisition, il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu. »

Le Président constate que les amendements suivants se trouvent en présence :

1^o Son Exc. M. Beernaert désire voir supprimer ces articles et propose deux articles nouveaux ainsi conçus :

A. « L'armée d'occupation ne pourra prélever d'impôts sur le territoire occupé, que d'après une décision et sous la responsabilité soit du général en chef, soit de l'autorité civile supérieure instituée par lui. »

« Ces impôts seront, autant que possible, établis d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur dans les territoires occupés. »

B. « L'armée d'occupation ne pourra faire de réquisitions en nature que sur l'ordre écrit de l'officier commandant la localité occupée. »

« Pour toute réquisition il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu. »

2^o M. Rolin, Rapporteur, a proposé un art. 5a en remplacement de l'article 41 (1) :

« Si l'occupant prélève des contributions extraordinaires, soit à titre d'amende, soit comme équivalent d'impôts non payés ou de prestations non livrées en nature, il n'y procédera autant que possible que d'après les règles locales concernant la répartition et l'assiette des impôts.

« Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie sur les lieux.

« Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable. »

Et un art. 5b proposé en remplacement des articles 40 et 42 :

« Les prestations en nature et en général toutes réquisitions réclamées des communes et des habitants seront en rapport avec les nécessités de la guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays, et de telle nature qu'elles n'impliquent pas pour la population l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

« Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant en chef de la localité occupée.

« Les prestations en nature sont autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances. »

3^o Enfin, M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach a proposé : pour l'alinéa 3 de l'article 41 : « Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et la responsabilité du commandant en chef des troupes occupant le territoire ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans ce territoire. »

Après l'alinéa 1 de l'article 42, comme nouvel alinéa : « En cas d'urgence et pour les besoins de la vie journalière des troupes les réquisitions seront faites avec l'autorisation de leurs commandants. »

M. le Jonkheer van Karnebeek fait observer qu'en relisant le contenu de ces articles 40, 41, et 42, il ne trouve pas les idées exprimées très nettes. Il n'en ressort pas le système qu'a voulu établir la Conférence de 1874 et on ne saurait méconnaître dans ces textes une certaine confusion des idées. D'autre part, la résolution prise par cette sous-Commission de donner une autre rédaction à l'article 5 n'a pas amélioré la situation.

M. van Karnebeek voudrait exposer le système à adopter, et s'il rencontre l'adhésion, il indiquera une rédaction nouvelle. Le système qu'il recommande est le suivant : En fait d'impôts le belligérant, sur le territoire occupé, ne prélèvera que les impôts déjà existants établis par l'Etat envahi. Il faut déclarer nettement le principe du respect de la propriété privée, interdire de faire nourrir la guerre par la guerre et de faire payer par l'habitant les frais de la guerre. On ne doit admettre la contribution en argent que seulement comme équivalent des impôts existants mais non encaissés, ou bien à titre d'amende. Il faut bien reconnaître que l'armée occupante peut se trouver dans la nécessité d'en infliger.

Quant aux réquisitions en nature, l'occupant doit pouvoir en faire. Elles n'ont le caractère ni d'un impôt ni d'une amende, elles proviennent de la nécessité de faire vivre les troupes. Mais M. van Karnebeek trouve illogique d'admettre, comme on a fait à Bruxelles, qu'elles puissent être remplacées par des contributions en argent.

Pour les prestations en nature, il faudra ou bien accorder des indemnités ou bien délivrer des reçus.

(1) Voir annexe A.

Voilà le système à adopter. Il est facile d'y arriver en se servant des textes existants, seulement en ce cas il conviendra de revenir sur la décision prise et de conserver pour l'art. 5 l'ancienne rédaction.

Le Président fait observer que l'art. 40 devient presque inutile, s'il est précédé des art. 37 à 39 et pourrait, s'il le faut, être supprimé. Quant aux art. 41 et 42, concernant les réquisitions et les contributions, il croit que la rédaction nouvelle proposée par M. Rolin dans les articles 5a et 5b est supérieure à celle de Bruxelles. Le travail de la Sous-Commission serait facilité si l'on retirait de la discussion les articles 41 et 42 en prenant pour base des délibérations les propositions de M. Rolin, qui lui semblent plus claires et qui provoqueront moins de malentendus.

M. le Jonkheer van Karnebeek ne peut pas se rallier tout à fait à cette manière de voir. Il est d'accord pour supprimer l'article 40. Quant à la rédaction de M. Rolin pour les articles 41 et 42, elle émane d'un système différent du sien. M. Rolin a voulu concilier tout le monde et aller au devant des objections à l'aide de changements de forme. Ses objections visent le fond et il suggère la rédaction suivante :

Art. 41 : « L'ennemi ne prélèvera des contributions en argent qu'à titre
« de l'équivalent d'impôt visé à l'art. 5 ou à titre d'amende et n'y procé-
« dera autant que possible que d'après les règles locales concernant la
« répartition et l'assiette de l'impôt.

« Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la res-
« ponsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie
« par l'ennemi dans le territoire occupé. »

Pour l'article 42, concernant les prestations, on pourrait suivre le texte de M. Rolin. La question principale, c'est de savoir si l'on défendra à l'ennemi de prélever des contributions en argent, qui ne soient pas l'équivalent des impôts établis ou qui ne soient pas perçues à titre d'amende. La Déclaration de Bruxelles laisse la porte ouverte à d'autres contributions destinées purement à faire de l'argent. M. van Karnebeek fait ressortir la nécessité d'obtenir une solution sur ce point capital ; autrement de grosses difficultés surgiront dans la pratique.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait observer que M. van Karnebeek a établi un principe tout nouveau ; il serait utile d'en fixer la portée, avant d'entrer dans les détails.

M. le Jonkheer van Karnebeek explique qu'il veut laisser à l'occupant la faculté de prélever des réquisitions en nature, parce que faire vivre les troupes est une nécessité de la guerre, mais il demande d'interdire les contributions en argent, parce que, d'après lui, celles-ci ne servent pas à l'entretien des soldats.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff répond que cette opinion ne correspond pas à la réalité. La raison qu'allègue M. van Karnebeek ne devrait donc pas l'empêcher de voter pour les contributions. Il y a en effet deux manières d'opérer des réquisitions, soit par mesure collective en demandant aux communes une certaine quantité de vivres, soit par mesure individuelle en demandant directement aux habitants le bétail, les vivres, etc., qu'ils possèdent. Ces mesures, surtout la seconde, sont toutes deux très désagréables à la population, souvent injustes — parce qu'on demande au pauvre paysan la seule vache qu'il possède, au riche bourgeois seulement le peu de vivres qui se trouvent par hasard dans sa maison — et enfin, peu efficaces.

On a par conséquent adopté une troisième manière de procéder ; elle

consiste dans l'établissement de marchés ouverts où l'on achète, au comptant et à des prix dépassant la moyenne, ce que les habitants apportent. Cette mesure est plus humaine, parce que le pauvre reçoit immédiatement le prix de sa marchandise, et en même temps plus efficace, parce que les habitants s'y prêtent de bon gré et même les provisions soigneusement cachées sont apportées. Mais, pour être à même de payer au comptant, il faut beaucoup d'argent et les contributions sont précisément destinées à pourvoir à ce besoin d'argent.

S. E. M. Beernaert préfère la proposition de M. Rolin à celle de M. van Karnebeek. On a décidé d'autoriser l'envahisseur à se substituer à l'autorité de l'Etat envahi et de prélever des impôts. Faut-il admettre les principes que M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff vient d'énoncer? Ce serait un triste progrès.

S. E. M. Beernaert ne pense pas qu'il faille reconnaître en théorie le droit de l'ennemi de prélever des contributions de guerre. On comprend les réquisitions en nature, c'est un fait à subir sauf indemnité; mais allons-nous reconnaître par un acte international à l'armée envahissante le droit d'établir des contributions en argent et des contributions illimitées? Ce serait consacrer en droit ce qui, jusqu'à présent, n'a été que du domaine du fait.

M. Rolin est entré dans un ordre d'idées se rapprochant du sien. Des diverses propositions, celle qui plaît le moins à M. Beernaert, c'est celle de M. van Karnebeek.

M. le Jonkheer van Karnebeek insiste sur la différence existant entre son point de vue et celui des autres délégués qui ont fait des propositions ou émis un avis. Celui de M. Beernaert laisserait la porte ouverte aux exactions. Du moins on a tâché en 1874 d'imposer des restrictions, on a reconnu le caractère spécial des prestations en nature, donnant droit à une indemnité ou tout au moins à une quittance. M. van Karnebeek fait ressortir que sa rédaction ne laisse pas de doute.

M. Lammasch prend la défense des contributions que M. van Karnebeek a si vivement attaquées. Ces contributions lui paraissent constituer plutôt un moyen humanitaire de faire la guerre, un moyen très efficace d'épuiser les forces de l'adversaire et par là de mettre un terme à la guerre. On ne peut ressusciter les morts, ni rendre aux amputés les membres qu'ils ont perdus, mais on peut dédommager ceux qui ont payé des contributions. En un mot, il faudrait rester dans le système actuel.

M. Odier déclare que, conformément à ses instructions, il lui est impossible de souscrire au principe que la guerre doit nourrir la guerre. Il ne pourrait se déclarer d'accord sur des dispositions réglant le droit de l'occupant à l'égard des personnes privées que si les principes suivants étaient admis :

« L'occupant ne peut exiger que les prestations militaires réglementaires en nature et en argent auxquelles auraient droit les armées du gouvernement légal. Quant aux prestations extraordinaires, il est tenu d'indemniser les personnes qui cèdent leur propriété ou de leur délivrer une quittance. Les contributions ne sont admises qu'à titre d'amende pour les actes d'hostilité, dont les populations entières pourraient être jugées responsables ou à titre d'emprunt forcé en cas de nécessité absolue; l'emprunt forcé doit être remboursé. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff renonce à répondre en détail à M. van Karnebeek, parce qu'il croit que tout d'abord il faut s'entendre sur

le principe de la question soulevée. Il comprend très bien qu'il y a des intérêts soit humanitaires soit économiques portant à réduire le plus possible les conséquences d'une invasion ; mais, à côté d'eux, il y a les belligérants qui, eux aussi, ont droit à certains égards et dont l'action ne doit pas être trop entravée.

Il comprendrait les propositions faites s'il s'agissait de prendre dans cette enceinte des décisions qui, une fois votées par la majorité, seraient définitives, mais la tâche de cette Sous-Commission n'est que de faire un projet de convention. Derrière les délégués il y a les Gouvernements, qui, à leur tour, examineront l'œuvre accomplie ici et qui sont libres d'y consentir ou de refuser leurs signatures. Si l'on veut arriver à un résultat, il faut faire des concessions mutuelles et ne pas chercher à insérer dans la convention des clauses contraires à l'essence même de la guerre.

Il croit pouvoir dire que l'axiome : « La guerre doit nourrir la guerre » est reconnu dans toutes les grandes armées de l'Europe et qu'on n'arrivera pas à le faire disparaître. Si la Commission veut faire une œuvre utile, le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit qu'il faut renoncer à ces tentatives. Pour sa part il pourrait se ranger à l'avis de Son Exc. M. Beernaert, c'est-à-dire de passer sous silence les points sur lesquels on ne pourra s'entendre. Le fait existe. On peut ne pas en parler, mais il est impossible de l'interdire ; cela mènerait trop loin.

Il va sans dire qu'un reçu doit être donné aussi bien pour les contributions en argent que pour les réquisitions en nature. Le remboursement sera réglé, comme M. Lammasch l'a dit, après la conclusion de la paix.

M. le Chevalier Descamps désire rappeler que l'on a voulu imposer à l'arbitraire des limites plus étroites que celles stipulées en 1874. M. Lammasch a préconisé un principe particulièrement dangereux ; selon lui, il faudrait légitimer la nécessité d'épuiser autant que possible les forces pécuniaires de l'ennemi. Cette voie amènerait à ruiner entièrement son commerce. C'est là une manière de voir à laquelle M. Descamps ne voudrait pas se rallier.

Il y a lieu d'adopter l'opinion de Son Exc. M. Beernaert et d'attendre de l'adoucissement progressif des mœurs les résultats qu'on ne pourrait atteindre par la voie d'une convention.

Le Président constate que deux points de vue entièrement différents se trouvent en présence : celui où dans l'intérêt du faible on veut imposer à l'occupant des restrictions nettement définies et l'autre qui consiste à ne rien dire quant aux droits de l'envahisseur et par là quant aux limites qu'on veut lui imposer.

Le Président avait suggéré l'idée de supprimer l'article 40 et de discuter les articles 41 et 42, en vue d'une nouvelle rédaction compromissoire. Vis-à-vis des deux opinions contradictoires qui se sont fait jour dans ces délibérations, il désire formuler une toute autre proposition à savoir :

Insérer après l'article 5, l'article 40, qui contient le principe général et faire figurer dans le procès-verbal le contenu des articles 41 et 42, comme indication et non plus comme obligation. Le Président pense que cette proposition est conforme à l'idée primitive du premier délégué de Belgique tendant à supprimer les articles 41 et 42 en les constatant seulement dans le procès-verbal.

De cette manière une convention éventuelle laissera ouvertes les questions quant aux contributions et réquisitions.

Il est cependant permis de douter que cette manière de procéder soit plus profitable aux populations.

S. E. M. Beernaert constate que toutes les bonnes volontés de l'Assemblée, animée du désir d'aboutir à un résultat tangible, s'efforcent en vain de concilier des intérêts inconciliables. Si, ajoute-t-il, l'on dit que l'occupant pourra prélever, indépendamment des impositions existantes, telles contributions qu'il voudra, ce n'est point une restriction, c'est reconnaître comme droit un fait qui n'a rien de commun avec le droit.

M. Beldiman désire, avant que la Sous-Commission se décide à supprimer les art. 41 et 42, faire encore un effort pour aboutir à une entente, notamment entre les points de vue les plus divergents : celui exposé par M. Odier et les considérations militaires du Colonel de Gross de Schwarzhoff.

Comme on se trouve en présence de 4 différentes propositions, n'y aurait-il pas moyen de prier leurs auteurs de se réunir pour tâcher de trouver une disposition transactionnelle ? Il a l'espoir qu'en définitive les différents avis ne se trouvent point être inconciliables, mais certainement l'Assemblée n'est pas aujourd'hui en mesure de se prononcer sur l'une d'elles.

S. E. le Comte Nigra résume l'idée qui se dégage clairement de la délibération : on ne peut empêcher le fait et l'on ne peut pas reconnaître le droit.

Dans ces conditions n'y aurait-il pas lieu à se borner à un seul article rédigé comme suit :

« L'occupant ne peut rien exiger des habitants des pays occupés sans « paiement ou sans reçu, et sans réquisition régulière de l'autorité militaire compétente ».

M. le Jonkheer van Karnebeek regretterait tant l'adoption de cette disposition que celle du système exposé par les délégués de Belgique. Dans les deux cas on ferait un pas en arrière sur 1874. Alors au moins on a exprimé l'idée que les contributions en argent ne pourraient être exigées qu'en substitution à des prestations en nature.

Le système, préconisé par les délégués de Belgique, aussi bien que l'amendement de Son Exc. le Comte Nigra laisse la porte largement ouverte. Il ne pourrait donc s'y rallier.

Si la proposition qu'il a formulée ne paraît point acceptable, il faudrait au moins conserver, soit le texte original des articles 41 et 42, soit le texte proposé par M. Rolin, quoique la rédaction ne lui en paraisse pas assez positive.

S. E. M. Beernaert demande sous quel rapport M. Van Karnebeek voit dans l'article 41 une restriction imposée à l'occupant.

M. le Jonkheer Van Karnebeek répond, que le sens de cet article lui semble être, qu'aucune contribution en argent ne pourrait être prélevée si ce n'est que comme équivalent d'un impôt, d'une prestation en nature ou d'une amende. Cette rédaction s'oppose à l'application du système adopté assez généralement à la fin du siècle dernier et au commencement du présent siècle, c'est à dire le système des contributions en argent servant à enrichir le belligérant.

M. Rolin rappelle que l'objet de la rédaction nouvelle, proposée par lui, était de concilier certaines tendances divergentes en fixant des restrictions à l'action de l'occupant sans consacrer cependant comme un droit l'autorité de fait de l'occupant.

Mais ces tendances divergentes paraissent avoir subsisté néanmoins et

puisque'il y a maintenant peut-être un trop grand nombre de rédactions en présence, M. Rolin retire sa proposition.

M. le Colonel de Gross de Schwarzzoff remarque que plus d'une fois dans cette discussion on a averti qu'il ne fallait point faire un pas en arrière.

Il lui semole qu'en tout cas l'on ne court point ce danger-là ; aucun pas ni en avant, ni en arrière n'ayant été fait jusqu'ici : la Déclaration de Bruxelles, n'ayant pas été ratifiée, est restée à l'état de projet.

M. Léon Bourgeois estime fort heureuse l'idée de laisser au Comité de Rédaction le soin de faire un effort dans le but d'amener une entente entre les principes si complexes qui viennent d'être exposés. Il lui semble, en effet, que de cette longue discussion se dégagent deux idées fondamentales. D'une part, tous les délégués sont d'accord pour ne vouloir, en aucun cas, donner le caractère de droit à ce qui est seulement un fait, le fait de guerre. D'autre part, tous sont également d'accord pour rechercher les moyens de diminuer les charges que ce fait de guerre imposeraux populations.

Comment arriver à concilier ces deux intérêts ?

Sur un premier point, on a paru unanime. C'est qu'il faut établir certaines garanties de forme pour le prélèvement des contributions en laissant de côté leur nature et leur étendue. Voilà un premier point acquis ; permettant d'arriver à une disposition précise. Celle-ci pourrait établir que les impositions doivent être payées contre reçu ; qu'elles doivent émaner d'un ordre spécial de l'autorité militaire ou civile, enfin, que ces impositions doivent être réparties d'après les règles en vigueur en temps de paix dans le pays occupé.

Mais, il y a un autre point de vue sur lequel les délégués militaires pourraient se mettre d'accord avec Son Exc. M. Beernaert et M. Odier ; c'est la question des « amendes ». On admettra que l'imposition d'une amende n'est point un procédé normal pouvant être appliqué pour affaiblir la résistance et que c'est une pénalité vexatoire, que pourrait seul motiver un fait collectif très-répréhensible.

Il semble que sur ces deux points on ne risque pas de reconnaître des droits à l'occupant et on donnerait ainsi satisfaction aux objections de Son Exc. M. Beernaert.

La tâche du Comité de Rédaction consisterait donc à formuler une règle précise :

1° Quant à la forme du prélèvement des contributions, leur répartition et la responsabilité de l'autorité qui les imposera ;

2° Quant aux cas et aux conditions dans lesquelles l'occupant pourra imposer les amendes.

Il appartiendrait au Comité de rechercher une rédaction telle qu'elle parût bien n'avoir d'autre objet que de faire prévaloir les droits des populations occupées contre les abus possibles de la guerre.

Le Président croit qu'il sera bien difficile au comité de satisfaire à sa tâche. La rédaction adoptée à Bruxelles pour les articles 41 et 42 est le résultat d'un travail laborieux pour concilier les différentes opinions. Mais vis-à-vis des points de vue absolument divergents, qui ont été exposés ici, il ne reste qu'une chose à faire : supprimer les articles, qui soulèvent des controverses quant aux règles spéciales et se contenter de l'article, qui proclame le principe général. Il faudra laisser alors au progrès de la

civilisation et aux sentiments d'humanité des chefs des armées de veiller dans la mesure du possible sur les intérêts des populations, quand des impositions devront être prélevées.

S. E. M. Beernaert estime que, M. Bourgeois ayant indiqué une série de points sur lesquels il y a espoir de voir s'établir un accord, la suppression des articles 41 et 42 serait peut-être prématurée. Il appuie les propositions de MM. Bourgeois et Beldiman.

M. le Général Zuccari est d'avis que, si on veut supprimer les articles 41 et 42, il sera indispensable de considérer aussi dans l'article 40 les réquisitions et les contributions.

M. le Jonkheer van Karnebeek croit qu'on ne se rend pas bien compte de la situation. Les propositions émises ne représentent point quatre systèmes différents ; il n'y en a que trois :

1^o le système des Délégués de Belgique ;

2^o celui de rédiger une disposition sur les bases de 1874, comme l'a indiqué M. Bourgeois ; et

3^o son propre système qui a une portée plus étendue que celui qui a inspiré la rédaction de 1874.

Il ne lui semble pas que le Colonel de Gross de Schwarzhoff préconise en réalité un principe différent, l'explication donnée par lui ne visant au fond que ce qui se trouve défini dans la rédaction originelle de Bruxelles et étant donc conforme au système de l'article 41.

S. E. M. Beernaert fait observer, que non seulement la Déclaration de Bruxelles, comme l'a remarqué le Colonel de Gross de Schwarzhoff, n'a point été ratifiée, mais qu'il n'y a pas même eu de vote. La Belgique, les Pays-Bas et d'autres pays encore n'ont rien admis par rapport aux contributions et réquisitions.

Le Président juge utile que d'abord l'Assemblée fasse connaître son désir de supprimer ou de conserver, sauf rédaction ultérieure, les articles 41 et 42.

M. Bourgeois insiste pour que sa proposition soit en premier lieu mise aux voix.

M. Beldiman estime aussi qu'on ne peut voter actuellement le maintien de l'article, comme un pourrait se voir forcé plus tard d'en voter la suppression dans le cas où la formule que trouvera le Comité de Rédaction ne paraîtrait point suffisante.

S. E. M. Beernaert estime aussi que la proposition de M. Bourgeois constitue une question préalable.

M. Bourgeois résume que la tâche du Comité de Rédaction sera donc de dégager de la discussion les points sur lesquels un accord pourrait être établi et de supprimer ceux sur lesquels une entente aura été reconnue impossible.

La proposition de M. Bourgeois est adoptée.

M. Bourgeois, à la demande du Président, se déclare prêt à prendre part aux travaux du Comité.

La séance est levée.

Dixième Séance. — 17 Juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la neuvième séance est lu et adopté.

Le Président dit que plusieurs délégués ont exprimé le désir de voir les

procès-verbaux imprimés dès à présent et distribués aux délégués pour leur usage personnel. Ces documents leur seraient très utiles afin d'établir les rapports qu'ils ont à adresser à leurs Gouvernements respectifs.

M. Raffalovich fait remarquer qu'il y aurait des difficultés insurmontables à la publication immédiate de ces documents. Il serait impossible, quelle que soit la bonne volonté du Secrétariat, de mener à bonne fin ce travail supplémentaire. Il propose de l'exécuter après la clôture de la Conférence.

S. E. M. Beernaert demande qu'avant l'impression, communication des épreuves soit faite aux membres de la Sous-Commission afin de leur permettre de revoir les passages qui les concernent.

Il saisit cette occasion pour adresser des remerciements et des félicitations au Secrétariat pour l'exactitude et l'impartialité qu'il met à s'acquitter de sa tâche si ardue.

Il est décidé qu'il sera procédé conformément à l'avis de M. le Président, M. Raffalovich et Son Exc. M. Beernaert, c'est-à-dire que les procès-verbaux seront livrés à l'impression après la clôture des travaux de la Conférence et que communication des épreuves sera faite à chacun des membres de la Sous-Commission.

Le Président dit que M. Asser, Président de la première Sous-Commission de la deuxième Commission qui vient de terminer ses travaux, demande, au nom de ses collègues, l'autorisation de soumettre directement le rapport de la première Sous-Commission à la Conférence réunie en séance plénière. Cette procédure permettrait de gagner du temps et les membres de l'Assemblée sont priés de faire savoir s'ils en permettent l'adoption.

M. Beldiman demande qu'on ne change pas une procédure déjà adoptée en séance plénière. Cette modification excède la compétence de la Sous-Commission. En ce qui le concerne, il ne croit pas pouvoir se rallier à la proposition de M. Asser.

M. Bourgeois pense qu'un scrupule de forme, justifié d'ailleurs à ses yeux, préoccupe M. Beldiman. Pour y faire droit, il serait possible de tenir immédiatement avant la séance plénière, une séance de la Commission dans laquelle on pourrait se borner à faire une lecture du rapport sans le discuter.

M. le Baron de Bildt, prêt à se rallier à toute proposition tendant à activer la marche des travaux, estime que du moment où une objection a été élevée par un des délégués, il faut y faire droit.

Mais en outre, dans la Première Sous-Commission, une disposition a été adoptée à une majorité d'une voix. Comme il s'agissait d'une obligation que certains délégués considéraient comme trop onéreuse pour les petits Etats neutres, ces délégués désireront probablement revenir sur ce point en séance de la Commission plénière, afin d'arriver à une entente sans laquelle ils ne pourront probablement signer qu'avec des réserves.

Puisqu'une discussion sur ce point est inévitable, mieux vaut qu'elle ait lieu devant la 2^{me} Commission qu'en séance plénière de la Conférence. Le Baron de Bildt se range donc à l'avis de M. Beldiman.

Le Président, tenant compte de l'observation de M. le Baron de Bildt, à laquelle se range la Sous-Commission, s'entendra à ce sujet avec M. Asser.

Le Président dit que le Comité de Rédaction s'est mis d'accord à l'unanimité pour présenter à la Sous-Commission le texte de quatre articles

relatifs aux contributions et aux réquisitions (1). Ces textes nouveaux sont précédés d'une rédaction très légèrement remaniée de l'article cinq, relatif aux impôts établis, déjà voté en première lecture. Ils sont ainsi conçus :

Article 5 (déjà voté). — « Si l'occupant prélève dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu. »

Article A. — « En dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant ne pourra prélever d'autres contributions en argent dans le territoire occupé que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire. »

Article B. — « Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables. »

Article C. — « Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef. »

« Il ne sera procédé autant que possible à la perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur. »

« Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables. »

Article D. — « Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. »

« Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée. »

« Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances. »

Enfin, M. Crozier a proposé l'article suivant :

Art. 43 (numéro provisoire). — « Toute contribution en argent ou réquisition en nature destinée à servir aux opérations ou à l'entretien de l'occupant sera rendue ou payée. »

On passe à l'examen des textes proposés à la Sous-Commission par le Comité de Rédaction.

Avant de les discuter, le Président tient à remercier chaleureusement les membres de ce Comité, ainsi que Son Exc. M. Beernaert, MM. Van Karnebeek et Odier, qui ont bien voulu lui prêter leur assistance.

En présence de ces réactions, MM. le Lieutenant-Colonel de Kuepach et le Capitaine Crozier retirent celles qu'ils avaient proposées.

M. Odier, au nom de la Délégation de la Suisse et d'après les ordres de son Gouvernement, demande l'insertion au procès-verbal de la déclaration suivante :

« En prenant part à la discussion des articles d'un projet d'une déclaration internationale concernant les lois et coutumes de la guerre, et notamment des articles relatifs à l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi, les représentants de la Suisse n'entendent par là admettre en aucune façon que le territoire de la Confédération suisse puisse être occupé

(1) Voir annexe B.

par une armée étrangère, car une pareille occupation ne pourrait avoir lieu qu'en suite de la violation de la neutralité helvétique, neutralité reconnue par les Puissances et toujours scrupuleusement observée par la Suisse. »

S. E. M. Beernaert constate qu'il a fait à diverses reprises des observations identiques en ce qui concerne la Belgique et demande lui aussi que cette constatation soit insérée au procès-verbal.

S. E. M. Eyschen fait la même demande.

Le Président donne acte à M. Odier, L.L. E.E. M.M. Beernaert et Eyschen de leurs déclarations.

M. Rolin déclare que l'esprit de la rédaction du Comité est conforme aux déclarations des précédents orateurs. Il n'a jamais été question de reconnaître un droit à l'occupant, mais de limiter les conséquences du fait de l'occupation.

La nouvelle rédaction de l'article 5 (déjà voté) est adoptée à l'unanimité dans les termes proposés par le Comité.

On passe à l'article A proposé par le Comité.

M. Odier regrette de ne pouvoir accepter cette rédaction de l'article A à laquelle il avait participé lui-même, mais il a reçu, depuis lors, des instructions différentes qui l'obligent à proposer, au nom de son Gouvernement, des amendements aux articles A, C, D, et à proposer un nouvel article E. Pour l'article A, il propose la rédaction suivante :

« Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être « qu'en cas de nécessité absolue » et pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire. »

La modification porte sur deux points :

1° Employer la forme dubitative en ajoutant le mot « si » au début de l'article.

2° Introduire les mots : « en cas de nécessité absolue ».

M. Léon Bourgeois ne voit pas d'inconvénient à ce que l'amendement de M. Odier soit accepté.

Bien que la rédaction de l'article A ne le satisfasse pas, S. E. M. Beernaert, dans un but de conciliation, se déclare prêt à la voter, soit avec l'amendement de M. Odier, qui lui paraît préférable, soit même sous la forme actuelle.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, se référant à ce qu'il a exposé en détail dans le Comité de Rédaction, déclare que les mêmes raisons graves qu'il a déjà exposées au cours de la précédente séance l'empêchent d'accepter la proposition de M. Odier.

M. Beldiman ne croit pas qu'il y ait des inconvénients insurmontables à adopter les mots proposés par M. Odier : « en cas de nécessité absolue ».

Mais la rédaction proposée par le Comité est le résultat d'un grand effort.

Pour ne pas compromettre l'unanimité obtenue, il juge préférable de ne point adopter la modification proposée par le délégué suisse.

M. Léon Bourgeois est d'avis que les mots « pour les besoins de l'armée, etc. » limitent suffisamment l'exercice de la perception et répondent aux mêmes préoccupations que l'addition suggérée par le Gouvernement fédéral. Si ce dernier consentait à renoncer à son amendement, l'unanimité si désirable pourrait être retrouvée.

M. Lammasch, en considération des efforts que la rédaction a coûtés, s'associe aux paroles de M. Beldiman.

Le Président demande au délégué suisse s'il ne se contenterait pas de voir inscrire au procès-verbal les termes de ses déclarations.

M. Odier, ayant des instructions formelles, regrette de ne pas pouvoir accéder à cette demande. Son amendement précise mieux le cas de nécessité où il serait permis de prélever des contributions en argent autres que les impôts, droits et péages.

L'expression « les besoins de l'armée » est jugée trop vague par son Gouvernement qui estime que le commandant ne doit recourir au moyen dont il s'agit que dans le cas de nécessité absolue. En l'absence d'une telle restriction, les commandants peuvent apprécier de manières fort différentes les besoins de leur armée.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le caractère vague de la rédaction a été choisi intentionnellement. Vouloir préciser les détails de la limitation des droits de l'occupant serait mettre en danger le succès de l'œuvre du Comité. Il prie donc M. Odier de ne pas insister.

La Sous-Commission accepte la première partie de l'amendement de M. Odier, et l'article, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité, moins une voix (celle de la Suisse), en ces termes :

« Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire. »

L'article B est adopté à l'unanimité dans le texte proposé par le Comité.

On passe à l'article C.

M. Odier propose de rédiger le dernier alinéa comme suit :

• Pour toutes contributions il sera délivré aux contribuables un reçu donnant droit, lors du rétablissement de la paix, au remboursement de la somme versée. »

D'après lui, une simple quittance, sans que le droit au remboursement soit reconnu, ne donne pas une sécurité suffisante aux populations.

Son Gouvernement a voulu garantir expressément le droit au remboursement de la somme versée.

M. Léon Bourgeois, exprimant son opinion personnelle, combat l'adjonction de la phrase proposée par le délégué suisse. La question des indemnités à donner est du domaine du droit interne de chaque Etat. Il ne croit pas qu'elle soit de la compétence de la Sous-Commission. Si l'on en admettait le principe, il faudrait également entrer dans une série de détails qu'il serait difficile de régler ici. Par qui serait fait le remboursement? Comment assurer l'exécution et la sanction de cette obligation? Dans l'esprit du Comité, le reçu est un titre authentique aux mains de l'Etat, qui lui permettra de répartir équitablement à la fin de la campagne, si bon lui semble, les indemnités dues. Il propose donc le maintien du texte.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff se rallie à ces observations; l'Etat du contribuable a le devoir de le dédommager, mais on ne peut dire dans une convention internationale qu'un Etat contracte une obligation envers ses sujets.

M. Beldiman rappellé que cette question a été tranchée en 1874 dans le même sens après de mûres délibérations et malgré les mêmes objections. Il serait très difficile de trouver une solution meilleure.

Le Président prie MM. les Délégués suisses de ne pas insister sur leur proposition, vu que la question soulevée par eux entre complètement dans

le domaine du droit interne et ne saurait être réglée par une convention internationale.

M. le Colonel Künzli déclare que, d'après ses instructions, il est obligé de maintenir l'amendement de la Délégation suisse.

Le Général Sir John Ardagh propose l'adoption d'un article additionnel au sujet du remboursement des reçus et des quittances. Cela permettrait à M. Odier d'accepter l'article C sans préjuger la question de l'obligation au remboursement.

S. E. M. Beernaert attire l'attention sur une légère modification de forme à introduire dans l'article C alinéa deux :

« Il sera procédé à cette perception de contributions autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur ».

La question est renvoyée au Comité de Rédaction. Le choix d'une autre expression à substituer éventuellement au mot « général en chef » est également laissé au Comité.

M. Beldiman fait observer que le terme « général en chef » ne vise pas un grade spécial, mais indique celui qui exerce les fonctions de général en chef.

A une question de M. Bourgeois, M. le Colonel Künzli répond que ses instructions l'obligent à voter contre l'article en entier si l'amendement de la Délégation suisse n'est pas adopté.

L'article C est adopté à l'unanimité moins une voix (celle de la Suisse).

On passe à l'article D.

M. Odier propose de substituer dans l'alinéa trois aux mots : « par des quittances » les mots : « par des reçus » et d'y ajouter : « donnant droit à une juste indemnité ».

S. E. M. Beernaert appuie cette substitution parce qu'il est d'avis, comme M. Odier, qu'on constate une prestation en nature par un reçu et non par une quittance.

En ce qui concerne le principe des indemnités auxquelles donneraient droit les reçus, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff constate, qu'il regrette de devoir y faire les mêmes objections, qu'il a déjà formulées contre les autres amendements suisses en général.

M. Beldiman, en vue de pouvoir établir l'unanimité dans tous les cas où cela est possible, propose de voter par alinéa, puisque l'amendement de la Délégation suisse ne se rapporte qu'à l'alinéa trois.

Le Président, se ralliant à cette proposition, met successivement aux voix l'alinéa premier et l'alinéa second, qui sont votés à l'unanimité.

L'alinéa trois est adopté à l'unanimité, sauf par la Suisse, qui vote non.

L'article sera conçu en ces termes, les mots « un reçu » y étant substitués à « des quittances » :

« Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés « des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature « qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part « aux opérations de la guerre contre leur patrie.

« Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

« Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des reçus. »

M. Léon Bourgeois croit répondre aux intentions du Comité de Rédaction

et de la Sous-Commission en faisant un pressant appel aux délégués suisses, pour qu'ils représentent à leur Gouvernement combien il est regrettable qu'ils ne puissent adhérer à des propositions, qui auraient obtenu l'unanimité, si le Gouvernement suisse avait pu s'y rallier.

Il fait ressortir qu'on n'a jamais eu l'intention de reconnaître le fait comme droit et il espère que le Gouvernement suisse sera convaincu qu'une adhésion aux propositions du Comité de Rédaction ne pourra qu'être conforme à l'intérêt même des populations et n'impliquera jamais des conséquences auxquelles l'esprit de patriotisme ne saurait souscrire.

M. le Colonel Künzli dit que les délégués de la Suisse tiendront compte de cet appel.

M. le Jonkher van Karnebeek, dans le but de faire ressortir combien il est difficile de déterminer d'avance en quelle mesure ceux qui ont droit à un remboursement doivent être indemnisés, cite comme exemple les obstacles qu'à soulevés récemment le règlement d'une question analogue.

Il s'agissait d'un examen en temps de paix d'une loi soumise aux Etats-Généraux néerlandais concernant les indemnités dues à ceux dont la propriété serait endommagée par des inondations du pays en cas de guerre.

Ces difficultés, non seulement au point de vue juridique, mais aussi à celui de l'équité, ont démontré qu'il vaut mieux renvoyer une décision sur cette matière au moment où le fait se produirait.

Il espère que peut-être cette considération pourrait contribuer à décider le Gouvernement suisse à changer d'avis.

Le Président, après avoir renouvelé ses remerciements au Comité de Rédaction, dit qu'il ressort d'une décision antérieure, que ces articles entreront dans le chapitre I.

M. Odier propose, au nom de la Délégation suisse, un article nouveau ainsi conçu :

« Il ne pourra être exercé de représailles sur la population du territoire occupé pour avoir pris ouvertement les armes contre l'envahisseur. »

Le Président propose, d'en remettre l'examen à la discussion sur les articles 9 et 10.

Cette proposition à laquelle se rallie M. Odier est adoptée.

Il est donné lecture de l'article 6 du Projet de Bruxelles :

« L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

« Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des Sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés, seront restitués et les indemnités réglées à la paix. »

Le Président rappelle que M. Rolin a proposé une rédaction nouvelle conforme aux conclusions de Son Exc. M. Beernaert et ainsi conçue :

« Si l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire procède à la saisie d'objets mobiliers de nature à servir aux opérations de la guerre, tels

« que matériel des chemins de fer ou des télégraphes, bateaux à vapeur et, autres navires (en dehors des cas régis par la loi maritime), armes et munitions de guerre, cette saisie n'aura jamais que le caractère d'un séquestre en ce qui concerne ceux de ces objets appartenant à des sociétés ou à des personnes privées.

« Spécialement le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires. »

S. E. M. Beernaert, étant d'avis que les deux alinéas de cet article sont inspirés de notions différentes, propose de les discuter séparément.

Cette proposition ne rencontre aucune objection et le Président ouvre la délibération sur l'alinéa premier.

S. E. M. Beernaert déclare qu'il ne peut se ranger à l'amendement de M. Rolin, qui tend à supprimer cet alinéa comme inutile. Il en justifie le maintien parce que le droit de l'occupant se trouve ainsi restreint aux choses qui sont de nature à servir aux opérations de la guerre.

M. Renault estime qu'il n'y aurait pas grand avantage à la suppression parce que les dispositions de l'article 38, quoique inscrit par la Sous-Commission dans le chapitre premier mais ne traitant que de la propriété privée des individus, n'impliquent pas la propriété privée de l'Etat. Dans l'ordre d'idées de M. Rolin, toute limitation disparaîtrait quant à la confiscation de la propriété de l'Etat.

M. Rolin dit que, Son Exc. M. Beernaert n'ayant pas d'objections contre le maintien de l'alinéa premier, il retire l'amendement qu'il avait formulé dans le but de concilier les diverses opinions.

L'alinéa premier est adopté à l'unanimité.

On passe à l'alinéa second.

S. E. M. Beernaert estime que la Sous-Commission ne pourrait voter l'alinéa second de l'article 6 sans se mettre en contradiction avec les principes déjà adoptés de l'inviolabilité de la propriété privée et de l'interdiction de tout pillage. En effet, cet alinéa autorise les belligérants à mettre la main sur des choses faisant partie de la propriété privée.

Les nécessités de la guerre peuvent justifier leur saisie, leur mise sous séquestre, mais non leur confiscation. Il lui serait d'autant plus difficile de voter l'alinéa second, que l'inviolabilité de la propriété privée, sauf le cas d'expropriation, est en Belgique une règle constitutionnelle. La Délégation belge adhère à l'amendement que M. Rolin a formulé au sujet de cet alinéa.

M. Rolin, au sujet d'une observation de Son Exc. M. Beernaert, précise qu'il faut parler de l'envahisseur et non de l'occupant, attendu qu'il se peut qu'un belligérant envahisseur saisisse les objets dont il s'agit sans qu'il y ait occupation.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff estime que la question posée dans cet alinéa est d'une très grande importance. Il se demande si la séquestration implique le droit de se servir des objets qui y sont mentionnées.

S. E. M. Beernaert fait observer qu'on a bien reconnu le droit de réquisition, mais comment consacrer dans un acte conventionnel international une exception à l'inviolabilité de la propriété privée ?

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff propose d'inviter le Comité de Rédaction à trouver une formule satisfaisante.

Cette proposition est adoptée.

M. Odier propose d'ajouter à l'article 6 un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Le matériel des chemins de fer, appartenant à l'Etat, sera également « restitué à la conclusion de la paix ».

Il est d'avis qu'il serait non seulement d'une grande importance de spécifier, dans la mesure du possible, le matériel qui doit être restitué après la paix, mais qu'il y aurait en outre un grand intérêt à consacrer ce principe dans une convention.

C'est surtout après une guerre désastreuse que la confiscation du matériel des chemins de fer de l'Etat établirait une gêne énorme pour le rétablissement du commerce et constituerait une entrave au ravitaillement du pays.

M. de Bille a déposé sur le Bureau un amendement tendant à ajouter à l'article 6, second alinéa, après les mots : « les télégraphes de terre » ceux de : « y compris les fils d'atterrissage établis dans les limites du territoire maritime de « l'Etat. »

Il s'est inspiré des considérations suivantes :

Le même amendement a été présenté par le Délégué du Danemark en 1874. Il était chargé par son Gouvernement d'attirer l'attention particulière des délégués sur l'importance toujours croissante de la question de la protection qu'il faudrait donner aux câbles sous-marins. Il obtint un vœu exprimé au Protocole que les Gouvernements s'occupassent de cette question.

Mais, le temps manquait pour entrer en matière et le Délégué du Danemark dut se contenter de proposer le même amendement au sujet des câbles d'atterrissage.

Le Gouvernement du Danemark s'est demandé s'il ne fallait point saisir l'occasion qui se présente aujourd'hui pour reprendre la question des câbles sous-marins au point où la Conférence de Bruxelles l'a laissée. Mais, la question ne se trouvant pas indiquée dans la Circulaire-Mouravieff, l'incompétence de la Conférence peut être invoquée par rapport à cette matière. On peut en outre objecter que la question des câbles sous-marins tombe sous le régime du droit maritime et reste donc en dehors du cadre du projet de la Déclaration de Bruxelles.

Enfin, il n'y a pas de doute que cette question offre des difficultés particulières dont la solution dans cette Commission pourrait encore être entravée par le fait que les délégués auraient peut-être besoin d'en référer longuement à leurs Gouvernements. Pour ces raisons, M. de Bille s'est abstenu de faire allusion, dans l'amendement à l'article 6, aux câbles sous-marins dans toute leur étendue. Il s'est contenté de proposer que les câbles d'atterrissage dans les eaux territoriales, c'est-à-dire dans l'étendue de trois milles marins de la côte, soient assimilés aux télégraphes de terre. Cet amendement ne saurait offrir aucune des difficultés qu'aurait pu soulever la mention des câbles sous-marins.

S'il était accepté la lacune que crée cette omission n'en resterait pas moins. L'équité demandera toujours que les câbles sous-marins, qui relient le belligérant à d'autres pays, jouissent de la protection internationale au même titre que les télégraphes de terre intérieurs et que la propriété neutre ait au moins les mêmes privilèges qui sont assurés à la propriété privée ennemie. M. de Bille exprime la confiance que cette Conférence ne voudra pas exclure les câbles sous-marins, représentant des intérêts énormes.

mes, du domaine de cette société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre que, selon le mot si heureux du Président de la Commission, on a pour but de former entre les Etats.

Par les observations qui précèdent, M. de Bille désire donc de faire constater au procès verbal que la question des câbles sous-marins reste à résoudre et il voudrait pouvoir ajouter que, si cette Conférence se déclare incompétente à ce sujet, elle désire en même temps la voir soumise à une autre mieux préparée à la régler.

S. E. M. Bærnaert rappelle la proposition qu'il a formulée tendant à ajouter à l'article 6 un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés, leur sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires. »

Comme M. de Bille, il désire motiver en quelques mots sa proposition.

Le matériel de chemins de fer appartenant à des Etats neutres, doit dans tous les cas être régi par d'autres règles que celui des belligérants. Il s'agit ici non seulement d'une propriété privée, mais de la propriété d'étrangers et de choses que leurs propriétaires mêmes ne pourraient affecter à l'usage de la guerre sans cesser d'être neutres. Il y a donc une triple raison pour que le belligérant ne puisse, ni saisir semblable matériel, ni en user pour lui-même. Il est inutile d'insister sur l'extrême importance qu'a aujourd'hui le matériel de transport en temps de guerre, et sur ce que ce matériel ne peut être employé contrairement aux obligations de la neutralité.

S. E. M. Eyschen voudrait ajouter aux considérations d'équité et de justice exposées par M. Bærnaert quelques observations d'ordre pratique.

Dans les dernières guerres, on a parfois abusé du droit de réquisition du matériel provenant des chemins de fer neutres. Après l'avoir réquisitionné, on l'a gardé durant toute la campagne, alors qu'on aurait pu et dû le rendre. L'effet de l'amendement proposé se ferait surtout sentir dans les relations des chemins de fer situés sur les frontières de deux pays et encore dans les relations créées par les grands trains internationaux.

Il arrive souvent que des relations éminemment importantes existent entre deux bassins industriels situés dans des pays limitrophes comme par exemple là où le charbon est situé d'un côté, les minerais de l'autre. C'est alors un échange de plusieurs milliers de wagons qui se fait par semaine. Il arrive encore qu'une certaine partie d'un pays est tributaire d'un port de mer situé sur un territoire neutre dont le commerce sur le premier pays l'oblige à y envoyer un matériel roulant considérable. Toutes ces relations pacifiques et fécondes, il faut en assurer le maintien pendant la guerre. Si elles viennent à être troublées, ce ne sont pas seulement les capitaux engagés dans l'industrie et le commerce qui en souffriront ; à côté d'eux, le travail en pâtira ; que dire des nombreux ouvriers réduits au chômage, à la misère, au delà aussi bien qu'en deçà de la frontière.

Quant à la gravité de l'intérêt commun que présentent les grands trains internationaux qui assurent la continuité des rapports entre les nations du continent, inutile d'y insister. Ils sont l'œuvre de la solidarité économique des peuples.

Ces deux groupes d'intérêt essentiellement pacifique et sympathique

semblent de même que les blessés, les œuvres d'art, etc. pouvoir demander à être ménagés à moins de nécessité absolue.

Or, l'intérêt bien entendu du belligérant ne paraît pas être en opposition avec la neutralisation du matériel roulant provenant d'Etats restant étrangers à la guerre. Car, si l'on continue à refuser à ces derniers toute garantie pour le renvoi de leur matériel, le belligérant pourra bien en retenir ce qu'il possède, lors de la déclaration de guerre, mais, à partir de ce jour, les relations entre l'Etat belligérant et le pays neutre viendront à cesser et l'industrie, le commerce, le travail dans les deux pays en souffriront. Devant les plaintes de ses propres nationaux, le belligérant devra laisser dans les centres industriels et commerciaux une grande partie de son propre matériel qui serait devenu disponible si le matériel neutre avait pu suppléer à l'insuffisance créée par la guerre.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit devoir, déjà en ce moment, établir en quelques mots son point de vue sur cette question. Selon lui elle entre dans le chapitre réservé des droits et devoirs des neutres, tandis qu'ici on traite uniquement de la position respective des belligérants.

La question provoquerait beaucoup de difficultés, dont les conséquences ne peuvent être appréciées dans le moment et devrait être renvoyée à la Conférence ultérieure dont il a été question dans cette Sous-Commission.

M. Lammasch propose d'ajouter à l'énumération contenue dans l'art 6 : « les téléphones », et prie le Comité de Rédaction de vouloir bien tenir compte de sa proposition.

Le Général Sir John Ardagh appuierait la proposition de M. de Bille, si celui-ci voulait en éliminer la définition de la mer territoriale de 3 milles maritimes.

M. de Bille n'est pas disposé à admettre cette modification. L'étendue sur laquelle les câbles seraient protégés resterait indéfinie pour leur partie submergée. Il n'a nullement eu l'intention de soulever la question de la limite de la mer territoriale. En prenant pour cette disposition d'une portée toute pratique une limite de trois milles, on est sûr de ne point se trouver en contradiction avec les vues de certains Gouvernements. On a bien l'idée d'élargir cette limite, mais, autant qu'il sache, le désir de la fixer à moins de trois milles n'a pas été manifesté.

M. Beldiman propose de réserver aussi cette question au Comité de Rédaction auquel M. de Bille voudra bien se joindre.

Le Général Sir John Ardagh précise son opinion en ce sens que, si l'on parle d'une limite quelconque, déterminée par des chiffres, on empiète sur la question de la protection des câbles sous-marins. Au point de vue des travaux de cette Sous-Commission, il suffit de s'occuper des atterrissages.

Le Président, dans le but d'accélérer les travaux de la Sous-Commission, prie les délégués de vouloir bien également communiquer au Comité de Rédaction les amendements qu'ils auraient à proposer aux articles 7 et 8.

M. le Colonel Gilinsky est d'avis que l'amendement de M. de Bille rend nécessaire d'adjoindre au Comité au moins un des délégués techniques de la marine.

M. Renault estime que la proposition de M. Gilinsky démontre que l'amendement de M. de Bille s'éloigne du terrain de la Déclaration de Bruxelles. On a dû renoncer à déterminer la limite de la mer territoriale. Ce serait entrer dans de trop grandes difficultés si la Sous-Commission qui,

d'ailleurs, ne lui paraît pas compétente dans cette matière, voulait fixer une limite pour le point spécial visé par l'amendement de M. de Bille.

M. de Bille fait observer qu'il s'agit ici uniquement de la question d'assimiler aux télégraphes terrestres les câbles d'atterrissage.

Ces câbles étant coûteux et difficiles à poser, il y a au moins les mêmes raisons pour indemniser, en cas de dommage, les États propriétaires. Il ne croit donc pas qu'il s'agit ici d'une question qui serait plutôt de la compétence des spécialistes de la marine ; la protection qu'il veut étendre à ces câbles est justifiée par leur position sur le territoire. Il ne s'oppose pas à ce que la question soit renvoyée au Comité de Rédaction.

Le Président dit qu'il en sera ainsi, le Comité devant en premier lieu résoudre la question de sa compétence.

La séance est levée.

Onzième séance. — 20 juin 1899.

Présidence de M. DE MARTENS.

Le procès-verbal de la dixième séance est lu et adopté.

Le Président dit que, conformément à son mandat, le Comité de Rédaction, dans sa réunion du 17 juin, a discuté avec le concours de MM. de Bille et Odier le second alinéa de l'art. 6 et les articles 7 et 8.

Comme il est exposé dans le rapport, adressé à la Sous-Commission (1), ce Comité a été unanimement d'accord sur les rédactions qu'il propose pour ces articles, ainsi que pour la disposition nouvelle. Il appartient maintenant à la Sous-Commission d'approuver les résultats obtenus.

L'alinéa 2 de l'art. 6 est adopté dans le texte proposé comme suit :

« Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix. »

Il est donné lecture de la nouvelle disposition, concernant le matériel des chemins de fer des neutres, proposée par Son Exc. M. Beernaert à la Sous-Commission et dont la rédaction a été modifiée par le Comité :

« Le matériel des chemins de fer provenant d'États neutres, qu'il appartient à ces États ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible. »

M. le Chevalier Descamps en formulant une réserve relativement à la forme du commentaire donné à cette proposition par le Comité de Rédaction, tient à faire observer qu'il ne s'agit point dans cet article des rapports entre belligérants, mais des rapports entre les belligérants et les États qui restent étrangers à la guerre. À son avis, la disposition, dans sa forme vague, tendrait à susciter des difficultés plutôt qu'à les éviter. Jamais les nécessités de la guerre ne pourront être à aucun point de vue la mesure

(1) Voir Annexe C.

des rapports entre belligérants et neutres. Il ne serait conforme ni à la justice, ni à l'honneur de vouloir atteindre l'ennemi à travers le cœur d'un ami. Il fait donc ses réserves au sujet de la portée que le commentaire de M. Rolin semble donner à cet article. Les belligérants ne peuvent se servir des ressources des neutres aux fins de la guerre.

Le Président dit que les considérations de M. Descamps trouveront leur place dans le procès-verbal.

L'article est adopté à l'unanimité conformément à la proposition du Comité.

Il est donné lecture de l'article 7 lequel est adopté unanimement avec la rédaction de 1874, ainsi que l'a proposé le Comité :

« L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit. »

Il est donné lecture de l'article 8 :

« Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée. »

« Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art ou de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes. »

Au sujet du premier alinéa, le Président dit que, sur une demande du délégué de Perse, le Comité a exprimé la conviction qu'il n'y a aucune distinction à faire à ce sujet entre les différents cultes ; l'expression « établissements consacrés aux cultes » s'applique donc également aux mosquées.

L'alinéa premier est adopté à l'unanimité avec la rédaction de 1874 conformément à la conclusion du Comité.

Pour l'alinéa second, la rédaction proposée par le Comité de Rédaction est adoptée à l'unanimité, comme suit :

« Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et devra être poursuivie. »

On passe à l'examen du second chapitre du Projet de la Déclaration de Bruxelles : « qui doit être reconnu comme partie belligérante ; des combattants et des non-combattants ». Deux propositions ont été déposées sur le bureau à la fin de la dernière séance, et distribuées aux membres (1).

Lecture est donnée des articles 9 et 10 :

Art. 9. — « Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

- 1° « D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;
- 2° « D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;
- 3° « De porter les armes ouvertement, et
- 4° « De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

(1) Voir les textes ci après.

« Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles
« sont comprises sous la dénomination d'*armée*. »

Art. 10. — « La population d'un territoire occupé qui, à l'approche de
« l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes
« d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article
« 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutu-
« de la guerre. »

Avant d'ouvrir la discussion, le Président désire faire quelques observa-
tions.

Ces articles sont d'une haute importance. L'idée dominante de la Confé-
rence de Bruxelles à ce sujet était qu'il incombait à tous les Gouvernements
comme un devoir sacré de faire leur possible pour tâcher de diminuer les
maux et les calamités de la guerre.

C'est en vue de ce but sublime qu'il faut surtout, dans notre temps, que
les forces de la défense soient organisées et disciplinées.

Toutefois, il ne s'agit pas de contester aux populations le droit de défense.
Ce droit est sacré. Mais, non moins sacré est le devoir des Gouvernements
de ne point sacrifier au but de la guerre des victimes inutiles. C'était pour
accomplir ce devoir que le Gouvernement russe proposait en 1874 à tous
les Etats d'adopter les conditions les plus faciles à remplir pour permettre
aux populations de prendre part aux opérations de la guerre.

La Conférence de Bruxelles n'avait donc nullement en vue d'abolir le
droit de la défense, ni de créer un code qui abolirait ce droit. Elle était au
contraire pénétrée de l'idée que les héros ne sont pas créés par les codes,
mais que le seul code qu'ont les héros c'est leur abnégation, leur volonté et
leur patriotisme.

La Conférence comprenait que son devoir n'était pas de tâcher de formu-
ler un code pour des cas qu'on ne peut prévoir et codifier : les actions d'hé-
roïsme de populations se levant contre l'ennemi.

Elle a uniquement voulu donner aux populations plus de garanties que
celles qui existaient jusqu'alors.

Autrefois, les conditions auxquelles les populations devaient suffire au
gré des belligérants étaient beaucoup plus difficiles à remplir que celles
posées dans les articles 9 et 10.

Il ne faut pas perdre ceci de vue et se rappeler que ces dispositions n'ont
pas pour objet de codifier tous les cas qui pourraient se présenter. Elles
ont laissé la porte ouverte aux sacrifices héroïques que les nations seraient
prêtes à faire pour se défendre ; une nation héroïque est, comme les héros,
au-dessus des codes, des règles et des faits.

Ce n'est pas à nous, ajoute M. de Martens, de mettre des bornes au pa-
triotisme ; notre tâche est seulement d'établir par un commun accord entre
les Etats, les droits des populations et les conditions à remplir par ceux
qui désirent légalement se battre pour leur patrie.

Et c'est aussi dans cet ordre d'idées que M. de Martens tient à faire la
déclaration suivante, qu'il désire faire insérer au procès-verbal et laquelle,
il l'espère, réussira à lever tout malentendu qui pourrait encore subsister
au sujet de la portée des articles 9 et 10.

Le Président donne lecture de sa déclaration qui est ainsi conçue :

« La Conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable que
« les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a, dans cet esprit,
« adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de détermi-
« ner les droits et les devoirs des belligérants et des populations, et pour

« but d'adoucir les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible, toutefois, de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à tous les cas qui se présentent dans la pratique.

« D'autre part, il n'a pu entrer dans les intentions de la Conférence que les cas non-prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

« En attendant qu'un code tout-à-fait complet des lois de la guerre puisse être édicté, la Conférence juge opportun de constater que dans les cas non compris dans l'arrangement de ce jour, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité, et des exigences de la conscience publique.

« C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 9 et 10 adoptés par la Conférence. »

S. E. M. Beernaert dit qu'il a eu l'honneur d'exprimer son opinion au sujet des articles 9 et 10, mais qu'aussi et à plus d'une reprise, il a déclaré être pénétré du grand intérêt qu'il y a à ce que la Conférence aboutisse à une œuvre commune.

Bien que les articles 9 et 10 ne répondent pas à ce qu'il aurait voulu, il les votera et cela surtout en raison de la déclaration que vient de faire M. le Président. Mais, comme cette déclaration est fort importante et paraît exprimer le sentiment unanime de l'Assemblée, il faudrait qu'elle fût insérée tant dans le procès-verbal de la séance que dans le protocole final, ou dans l'acte général qui consacrera les travaux de la Conférence.

Il demande cependant à rappeler en quels termes le véritable sens des articles 9 et 10 a été fixé à Bruxelles en 1874.

Dans le projet primitif on avait cherché à régler de plus près les devoirs des populations envahies envers l'ennemi. Un paragraphe spécial, le paragraphe 46, prévoyait le cas du soulèvement des populations dans un pays occupé et soumettait aux rigueurs de la justice ceux qui y prenaient part. Le paragraphe 47 réprimait les actes d'hostilité isolés. Mais personne ne songea à méconnaître que pour un pays le droit de se défendre est absolu et que ce n'est pas seulement un droit, mais un devoir, même un devoir impérieux. Le baron Jomini le disait le 31 juillet et le 17 août (1); le général de Leér le répétait le 26 août (2); le baron Baude, délégué de France, demandait que le droit fût consacré en termes formels (3).

Mais semblable rédaction présentait de grandes difficultés; aux droits on opposait des devoirs corrélatifs et puis se présentaient les cas particuliers que force serait de régler. On y trouva de telles difficultés qu'en fin de compte on supprima les paragraphes 46 et 47, en constatant que la Conférence laissait non réglées les questions relatives aux soulèvements en territoire occupé et aux faits de guerre individuels.

S. E. M. Beernaert rappelle en quels termes cela a été constaté par le baron Lambermont le 22 août et par le baron Bianc le 26 août (5).

(1) Voir Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, pages 35 et 147.

(2) Ibid. page 245.

(3) Ibid. page 164.

(4) Ibid. page 220.

(5) Ibid. page 244.

Il n'y a donc de réglé que ce point qu'il faut tenir comme belligérants les armées, les milices, les corps organisés et aussi la population, qui, même sans organisation, prend spontanément les armes dans le territoire non-occupé. Tous les autres cas, toutes les autres situations sont réglés par le droit des gens dans les termes de la déclaration que vient de lire le Président. Mais ce sont là des règles et nul ne les a mieux tracées qu'un autre de Martens, qui a été, lui aussi, l'honneur de son pays. Demain comme aujourd'hui, les droits du vainqueur, loin d'être illimités, seront restreints par les lois de la conscience universelle et pas un pays, pas un général n'oserait les enfreindre, puisque ce serait se mettre au ban des nations civilisées.

M. le colonel Künzli demande que le chapitre en entier et l'article proposé par Sir John Ardagh (1) soient mis en discussion ensemble.

Le Président dit qu'il sera nécessaire de procéder aux délibérations article par article, mais son exposé et sa déclaration se rattachent à l'ensemble des articles 9 et 10 qui sont étroitement unis.

M. le général den Beer Poortugael, en adhérant pleinement aux considérations émises par le Président et par Son Exc. M. Beernaert, tient à ajouter quelques mots.

Il est d'avis que le public fait erreur en pensant que ce sont les petits Etats qui bénéficient le moins des dispositions contenues dans les articles 9 et 10. Il n'existe point ici un antagonisme entre les intérêts des grands et des petits Etats. Les derniers profiteront spécialement de ces dispositions, parce qu'en général ils auront à faire la guerre sur leur territoire et parce que l'infériorité numérique de leurs forces militaires rend la coopération de leur population encore plus indispensable à eux qu'elle ne l'est aux grands Etats. Ceux-ci, d'autre part, auront plus souvent à faire la guerre que les petits Etats; et qui les garantit que leurs populations ne seront pas, elles aussi, obligées un jour à se défendre contre un ennemi envahisseur?

Mais également au point de vue militaire, il faut reconnaître que c'est un bienfait pour les populations de leur imposer les conditions contenues dans les articles 9 et 10, auxquelles elles doivent suffire si elles veulent prendre les armes. Car il est incontestable que conduire au feu des troupes non-disciplinées et non-organisées, c'est les mener à la boucherie. Et enfin, ces deux articles, posés dans un acte conventionnel, auraient encore un autre avantage : celui de convaincre les petits Etats de la nécessité où ils se trouvent d'organiser d'avance, en temps de paix, de la manière la plus efficace la force nationale armée. Le délégué des Pays-Bas est donc d'avis qu'il est dans l'intérêt de tous les peuples de conserver les deux articles.

L'article 9 est adopté à l'unanimité ainsi que l'article 10, le délégué de la Suisse ayant constaté que son vote dépendra du sort qui sera fait à l'article proposé par Sir John Ardagh.

On passe à l'article 11, qui est adopté à l'unanimité après que M. le Président ait déclaré que le Comité de Rédaction sera saisi d'une proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à rattacher cette disposition à celles concernant les prisonniers de guerre :

« Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de

(1) Voir le texte à la page suivante.

« combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre. »

Le Président rappelle qu'il reste à discuter l'article additionnel proposé par le général Sir John Ardagh et l'article E (nouveau) des amendements suisses.

Il est donné lecture :

1^o De la proposition de Sir John Ardagh.

« Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs, par tous les moyens licites, la résistance patriotique la plus énergique. »

2^o De l'article proposé par la Délégation suisse, ainsi conçu :

« Il ne pourra être exercé de représailles sur la population du territoire occupé pour avoir pris ouvertement les armes contre l'envahisseur. »

Le Président demande au délégué de la Grande-Bretagne si l'insertion de la déclaration de Son Exc. M. Beernaert et de la sienne dans le procès-verbal ne lui suffirait pas.

Le général Sir John Ardagh préfère faire suivre l'article 11 d'un article formulé comme il l'a proposé. Si toutefois la Sous-Commission est contraire à son désir, il n'insistera pas, mais il demandera que l'article, proposé par lui, soit soumis au vote.

M. le colonel Künzli prononce le discours suivant :

« La Délégation suisse avait préparé des amendements aux articles 9 et 10, mais elle ne les dépose pas et se joint à la proposition du général Ardagh. La déclaration de M. le Président est certainement d'une grande valeur, mais elle ne nous offre pas les garanties nécessaires, parce que c'est finalement le texte de la Convention qui décide.

Je reconnais que la guerre a ses besoins, ses nécessités et même ses cruautés inévitables. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on puisse réglementer sur le papier, jusque dans les détails, la marche des guerres futures. L'histoire m'apprend que les circonstances sont souvent plus fortes que les hommes et plus fortes même que la meilleure volonté des généraux. La guerre restera la guerre avec toutes ses misères, mais faisant ressortir aussi les plus hautes qualités de l'homme. Puisque nous ne pouvons pas empêcher les misères de la guerre, tâchons au moins de les amoindrir. A ce sujet je me permettrai quelques réflexions.

Nous touchons à la fin d'un siècle. L'histoire universelle le désignera comme un siècle de grandes guerres et de grands événements politiques, mais il lui revient aussi le mérite et la gloire d'avoir amené dans les sciences des progrès, tels que jamais auparavant le monde n'en a vu naître. Notre siècle a vu couler le sang humain à flots, mais d'autre part, il a pansé bien des blessures physiques et morales par les progrès des sciences et il a surtout amélioré les conditions économiques de la vie. Mais les progrès de l'influence des sciences ont eu encore un autre effet. Aidés par les communications faciles qui multiplient les relations entre les peuples, ils ont créé une opinion publique qui est gagnée aux idées pacifiques et humanitaires et qui les répand au loin. Ce mouvement, modeste dans ses commencements, comparable à un petit ruisseau, a acquis la force d'un torrent à partir du moment où il a trouvé le puissant appui d'un Auguste Souverain

qui, de sa forte main, a planté en terre, comme signe précurseur du vingtième siècle, l'étendard de la paix et des idées humanitaires. Ne passez pas légèrement à l'ordre du jour sur ce mouvement. Comme il n'est pas en votre pouvoir de fermer le temple de Janus pour toujours, ne vous exposez pas, du moins, au reproche d'avoir maintenu dans nos jours éclairés des usages et coutumes de guerre, qui ne sont plus de notre temps. Nous ne travaillons pas ici pour l'avantage des uns et le préjudice des autres. Aucun de nous ne sait d'avance dans quelle situation cette convention trouvera application à son pays. Faisons donc une œuvre, qui soit acceptable pour tous. Les beaux et les mauvais jours alternent ici-bas. Toutes les nations, qui sont représentées ici par tant d'hommes distingués et porteurs de noms célèbres, ont eu dans notre siècle des jours de bonne fortune et des jours de malheur.

Souvent les historiens et les penseurs se sont demandé si les nations étaient plus grandes au comble des succès ou dans les jours de revers, quand se faisait valoir la grandeur morale et que le peuple entier se levait en masse pour défendre son sol ?

Et si vous me permettez de vous citer un exemple, je vous demanderai si la plus glorieuse époque du pays où nous jouissons d'une si large hospitalité, n'a pas été celle où il avait à supporter une longue et pénible lutte contre un envahisseur puissant, où le peuple néerlandais tout entier se battait avec une vaillance et une persévérance sans pareilles pour son indépendance, sa liberté et ses convictions ? C'était la grande époque d'où surgirent Guillaume d'Orange, Nassau et d'autres grands hommes.

En tenant compte des leçons de l'histoire, on arrive à la conviction qu'il faut faire au moins un pas pour améliorer les usages de la guerre. Les articles de Bruxelles n'apportent rien de nouveau ; ils ne font que conserver, confirmer et codifier les coutumes de la guerre, telles qu'elles se sont formées dans les dernières guerres.

Je ne vous demande qu'une seule innovation : Ne punissez pas l'amour de la patrie, ne prenez pas des mesures rigoureuses contre les peuples qui se lèvent en masse pour la défense de leur sol.

Au début de ce siècle, nous avons eu dans notre pays plusieurs levées en masse du peuple de certaines régions montagnardes et une même action bien plus importante s'est produite dans un pays montagnard voisin du nôtre. C'était en combat ouvert qu'on se battait, on n'assommait pas les trainards et on ne tuait pas les malades et les blessés. Non seulement les hommes dans la force de l'âge, mais encore les vieillards, les enfants et les femmes prenaient part aux combats. Vous direz que c'étaient là des excès du patriotisme. Soit, mais des excès qui réjouissent le cœur et qui peuvent se produire de nouveau. Vous comprendrez que nous ne pourrions pas souscrire à une convention qui soumettrait une partie de la population à la loi martiale et aux conseils de guerre. Nous sommes d'avis que l'amour de la patrie est une vertu qu'il faut cultiver et non pas supprimer.

Je vous recommande l'adoption de la proposition du général Ardagh. »

Le Président répond qu'il n'a jamais été question de mettre des bornes aux vertus patriotiques des peuples.

Il répète encore une fois que ni la Conférence de Bruxelles de 1874, ni celle de la Haye, en codifiant les lois et coutumes de la guerre, ne pouvaient accomplir une tâche irréalisable, savoir : de codifier les actions héroïques des individus ou des populations. Notre tâche est beaucoup plus simple, nous voulons sauver la vie et la propriété des *faibles*, des *désarmés*

et des *inoffensifs*, mais nous ne voulons nullement, ni prescrire des lois aux héros, ni imposer des freins aux élans des patriotes.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff déclare qu'il ne peut se rallier à l'amendement du général Sir John Ardagh.

A première vue, la proposition paraît inoffensive, presque anodine, comme elle ne parle que des moyens licites. Mais quels sont les moyens licites ? D'après lui, ce ne sont que ceux qui se conforment aux conditions contenues dans les articles 9 et 10.

Mais si la proposition ne visait pas autre chose elle serait absolument superflue. Cependant, l'insistance que l'on met à défendre cet article additionnel, et surtout les éloquentes paroles que le Colonel Künzli lui a vouées ont démontré, à l'avis de M. de Gross de Schwarzhoff, que l'on y voit autre chose et que l'on désire élargir le sens des articles 9 et 10.

Ce discours ayant ouvert la discussion sur le fond même des deux articles, le délégué d'Allemagne tient à préciser son point de vue.

La Sous-Commission touche presque au bout de sa première tâche. Les multiples décisions qu'elle a adoptées sont arrêtées dans un esprit d'humanité et dans le but de mitiger pour la population les maux de l'invasion. Une condition sous-entendue est commune à toutes les dispositions : c'est que la population reste paisible ; si cette condition n'est plus remplie, la plupart des garanties établies en faveur de la population perdent leur raison d'être. Est-ce à dire qu'on veut limiter le patriotisme ou interdire aux braves gens de prendre part à la défense du sol natal ?

En aucune façon. Le délégué d'Allemagne serait le dernier à méconnaître ces droits sacrés. Mais rien n'empêche les patriotes d'entrer dans les rangs de l'armée, ou, si le cadre préparé en temps de paix est trop restreint, de s'organiser entre eux, indépendamment de l'armée proprement dite. Par l'article 9 les droits des belligérants leur sont reconnus s'ils remplissent certaines conditions qui, certes, n'ont rien d'exagéré. Est-ce donc si difficile de trouver un homme qui se met à la tête du mouvement, un maire, un employé quelconque, un ancien soldat ? Une espèce de commandement s'établira toujours. Les foules ne peuvent rien si elles ne sont pas commandées. Est-ce donc si difficile d'arborer un signe distinctif quelconque ? Un simple brassard suffit. Est-ce trop que d'exiger qu'elles portent ouvertement les armes et qu'elles observent les lois de la guerre, ce qu'elles attendent et ce dont elles sont assurées de la part de leurs adversaires ? L'article 9 devrait donc amplement suffire, car il n'entrave le patriotisme en aucune façon.

Mais, on a été plus loin en votant l'article 10 qui donne les droits de belligérants à la population d'un territoire non-occupé sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre. Il serait préférable à tous les points de vue d'exiger encore ici un signe distinctif et le port ostensible des armes. Sans quoi les troupes régulières se trouvent dans une condition défavorable ne pouvant voir si elles ont devant elles des paysans paisibles ou des ennemis prêts au combat ; la longue portée des armes actuelles rend ce point encore plus important.

Le délégué d'Allemagne avoue franchement qu'il a de graves objections à formuler contre cet article ; mais, dans un esprit de conciliation et pour ne pas soulever des difficultés insurmontables, il a cru pouvoir garder le silence et il s'est abstenu d'en proposer la suppression.

Mais, maintenant que l'on veut en élargir les principes, il se voit obligé de dire que les concessions doivent s'arrêter ici.

Et puisqu'on parle tant d'humanité, il croit qu'il est temps de se rappeler que les soldats, eux aussi, sont des hommes et ont droit à être traités avec humanité. Les soldats, qui, épuisés de fatigues, après de longues marches ou après des combats, viennent se reposer dans un village, doivent être sûrs que les habitants paisibles ne se changent pas soudain en ennemis acharnés.

Mais, en laissant de côté ces considérations, qu'on se place à un point de vue pratique et tâche de s'entendre. A cette fin M. de Gross de Schwarzhoff donne lecture d'un passage des actes de la Conférence de Bruxelles de 1874 où le Colonel fédéral Hammer reconnaît que les intérêts des grandes armées demandent impérieusement la sécurité pour leurs communications et pour leur rayon d'occupation et qu'une conciliation entre ces intérêts et ceux des peuples envahis n'est pas possible. Le délégué d'Allemagne ne demande pas autre chose que l'éminent compatriote de MM. les délégués suisses a demandée en 1874, c'est-à-dire de passer sous silence les questions sur lesquelles une entente n'est pas possible (1).

M. le Colonel Gilinski dit qu'il se rallie à l'opinion exprimée par le Colonel de Gross de Schwarzhoff, il faut compter avec les nécessités de la guerre.

On reconnaît comme belligérante la population qui combat ouvertement dans le territoire non-occupé; l'article 10 donne toute possibilité à la nation entière de lutter, dans les conditions établies, contre l'envahisseur de son pays. Mais, on ne peut reconnaître cette qualité à la population du territoire occupé qui attaque les lignes de communication, parce que, sans lignes de communication, l'armée ne peut pas subsister.

M. Rahusen s'associe au point de vue du délégué allemand. Tout en rendant hommage au sentiment qui a inspiré la proposition de Sir John Ardagh, il ne pense pas que son amendement puisse être inséré comme article dans la Convention.

Nul ne niera le droit d'une population à se soulever contre une armée envahissante, mais la conséquence directe est qu'elle devient belligérante. Si la population ne se conforme point aux conditions qui constituent le caractère d'un belligérant, cela lui est loisible, mais elle devra en porter les conséquences.

Le Président constate que l'article E des propositions de la Délégation suisse est retiré, le Colonel Künzli ayant recommandé l'adoption de la proposition de Sir John Ardagh.

Le Général Sir John Ardagh insiste pour que sa proposition soit insérée comme article séparé et qu'on la soumette au vote.

M. le Colonel Künzli répond aux observations du Colonel de Gross de Schwarzhoff. Celui-ci a cité le Colonel Hammer, mais, postérieurement à la Conférence de Bruxelles, le Président de la Confédération helvétique, M. Welti, a donné son opinion sur ce sujet et a élevé de graves objections contre les articles 9 et 10.

M. Léon Bourgeois désire bien préciser la situation. Il constate que la Sous-Commission est d'accord avec Sir John Ardagh sur le fond; MM. Künzli et de Gross de Schwarzhoff ont une même pensée. Rien ne doit diminuer les garanties que le droit des gens donne aux populations quand elles résistent à l'envahisseur.

(1) Voir Actes de la Conférence de Bruxelles 1874, pag. 163.

Comment se résume donc le débat ?

Il s'agit de savoir s'il vaut mieux insérer cette pensée dans le texte, sous forme d'article, ou se contenter de la déclaration de M. le Président qui serait mise dans le protocole final. Cette dernière façon de procéder lui donnerait une suffisante satisfaction. Mais dans le cas où on ne l'adopterait pas, le vote de la proposition de Sir John Ardagh lui paraîtrait nécessaire. Toutefois, la rédaction de l'article, ainsi que la place qu'on lui assignerait, soulèveraient des difficultés multiples.

Il lui semble opportun de faire déclarer par la Commission qu'elle propose d'insérer dans le protocole final la déclaration du Président.

S. E. M. Beernaert constate avec satisfaction que M. le délégué de France appuie sa manière de voir. Il avait en effet demandé que la déclaration de M. de Martens fût inscrite non seulement au procès-verbal de la séance, mais aussi, soit au protocole final, soit dans l'acte international, qui couronnera l'œuvre de la Conférence.

Le Président dit qu'il est bien entendu que sa déclaration restera comme un acte officiel de la Conférence.

M. le Jonkheer van Karnebeek déclare qu'il ne se contentera de la déclaration de M. de Martens que si la Commission se prononce formellement pour son adoption.

M. Beldiman tient à ajouter que, si l'on continue à insister pour que la proposition de Sir John Ardagh soit insérée comme article, on mettra en péril toute l'œuvre de la sous-Commission. Cet article ne lui paraît pas d'une importance suffisante pour risquer de faire échouer les travaux.

Le Président consulte la Sous-Commission sur le sort qui doit être fait à sa déclaration. Elle a le même sens que la proposition de Sir John Ardagh, mais avec cette différence qu'elle implique l'impossibilité de prévoir tous les cas.

La déclaration du Président est adoptée comme acte officiel de la Sous-Commission et elle figurera comme tel dans les protocoles de la Conférence.

Sur l'observation de M. Miyatovitch, le Président dit que l'adoption de sa déclaration ne préjuge pas la décision qui sera prise au sujet de la proposition de Sir John Ardagh.

S. E. M. Beernaert dit que la proposition du délégué britannique rencontre les sympathies générales, et notamment les siennes, mais puisqu'on est d'accord que la déclaration qui vient d'être officiellement et unanimement admise a le même sens, il lui semble que Sir John Ardagh pourrait y renoncer.

M. de Bille fait la remarque que si l'on vote sur la proposition de Sir John Ardagh, il y aura équivoque; la Sous-Commission ayant en effet accepté la proposition du Président comme suffisant à confirmer son opinion sur ce sujet, elle n'a pas à se prononcer une seconde fois sur la même idée présentée sous la forme de l'amendement-Ardagh.

M. le Colonel Künzli exprime son désir formel de voir la Commission émettre un vote sur l'amendement du Général Ardagh.

M. le Baron de Bildt explique pourquoi la Délégation de Suède et Norvège s'abstiendra :

Elle sympathise avec le sens de l'article, mais elle croit qu'il n'est pas opportun de l'insérer.

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à cette manière de voir.

M. Beldiman déclare qu'en votant contre l'insertion de l'article, il est

entendu que la Délégation de Roumanie n'en désapprouve point le fond. Il craint qu'en insistant trop sur une question de forme, on ne compromette l'accord déjà établi.

S. E. le Comte Nigra prie le Président de demander à Sir John Ardagh si ce dernier ne se contenterait pas de voir figurer son article au protocole final à côté et comme confirmation de la déclaration du Président.

Le Président demande au délégué anglais s'il accepterait la proposition de Son Exc. le Comte Nigra ou s'il insiste pour l'adoption de son article.

Le Général Sir John Ardagh, après avoir constaté que seuls le délégué suisse et lui voteraient dans ce dernier sens, croit devoir retirer dans un but de conciliation l'article proposé par lui, le principe qu'il développe ayant recueilli l'approbation unanime.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff croit devoir répéter qu'il ne s'agit pas du tout, à ce qu'il lui semble, d'une simple question de forme, mais bien d'une question de fond. L'insistance qu'on a mise à insérer la proposition de Sir John Ardagh soit dans le texte même soit dans le protocole, prouve en effet qu'il y a anguille sous roche et que l'on veut élargir les facilités de défense données aux populations par les articles 9 et 10.

Le Président conclut que l'article de Sir John Ardagh sera inséré dans le protocole et, en même temps, toutes observations et restrictions qui ont été faites à ce sujet.

Cette proposition est unanimement approuvée par la Sous-Commission.

M. le Capitaine Crozier attire l'attention de l'Assemblée sur une contradiction qui existe entre l'article 55 voté par la Sous-Commission et l'article 10 adopté par la première Sous-Commission.

Il désirerait connaître l'opinion de ses collègues sur l'interprétation de l'article 55.

S. E. M. Beernaert ayant fait remarquer que la Sous-Commission ne peut revenir sur un vote déjà émis, il est décidé, sur la proposition du Colonel de Gross de Schwarzhoff, que cette question sera soumise au Comité de Rédaction.

Le Président dit que la première lecture des articles du projet de la Déclaration de Bruxelles étant terminée, la Sous-Commission procédera dès que possible à la seconde lecture (1).

La séance est levée.

Douzième Séance. — 1 juillet 1899.

Présidence de M. de MARTENS

Le procès-verbal de la onzième séance est lu et adopté.

Le Président rend compte du mandat dont le Comité de Rédaction a été investi. Ce Comité a revu les articles votés en première lecture et a réannulé le texte de quelques-uns. Le Président constate avec satisfaction qu'un accord unanime s'est établi quant à la rédaction des articles, sauf ce qui concerne l'article 59, au sujet duquel le Général Zuccari a fait des réserves.

Le rapport de M. Rolin ayant été distribué en épreuve aux membres

(1) Voir à l'annexe D le texte du Projet de 1874 et le texte adopté en première lecture par la Sous-Commission.

de la Sous-Commission, le Président prie MM. les délégués d'indiquer dans le plus bref délai possible à M. le Rapporteur les changements qu'ils désireraient éventuellement voir introduits dans son rapport lequel alors sera soumis à la Commission en séance plénière.

Cette manière de procéder est adoptée.

S. E. M. Beernaert félicite M. Rolin de son remarquable travail. Il fait toutefois observer que certains passages ne sont pas en harmonie avec l'importante déclaration de M. de Martens, que la Commission a faite sienne.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande également quelques modifications du rapport, qu'il fera connaître à M. le Rapporteur.

M. Rolin tiendra compte de ces observations, notamment dans le passage de son rapport visé par M. Beernaert et relatif aux articles 9 et 10 anciens.

Le Président dit que le Comité sera chargé de rédiger, en vue d'une convention à conclure, une formule constatant l'obligation que contracteront les Etats par rapport à l'adoption de règles uniformes sur les lois et coutumes en temps de guerre. Le préambule qu'élaborera le Comité sera soumis à l'approbation de la Commission.

On passe à la seconde lecture des articles, en prenant pour base le texte proposé unanimement par le Comité de Rédaction.

M. Rolin, Rapporteur, donne lecture de ce texte en indiquant les changements introduits par ce Comité dans le texte adopté en première lecture et les motifs de ces changements.

L'article 1^{er} est adopté sauf l'intercalation, proposée par Sir John Ardagh, des mots « ou des corps volontaires » après « milices » dans le dernier alinéa.

Les articles 2, 3, 4 et 5 sont adoptés.

L'article 6 est adopté ; la seconde phrase du premier alinéa, sur la proposition de MM. Renaut et Beldiman, sera rédigée comme suit :

« Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de guerre. »

L'article 7 est adopté sauf la suppression, proposée par Son Exc. M. Beernaert des mots : « et comme principe général » dans le deuxième alinéa.

Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 sont adoptés. Dans ce dernier article les mots « les facilités nécessaires » sont remplacés par « toute facilité ».

Les articles 16 et 17 sont adoptés. Au sujet d'une remarque de M. Ariga, appuyée par Son Exc. M. Beernaert, il est décidé de substituer, afin d'éviter toute équivoque, les mots « de leurs pays » au terme « nationaux » dans l'article 17.

Les articles 18, 19, 20, 21, 22 sont adoptés.

Au sujet de l'article 23, littéras *b* et *c*, M. Bihourd fait ressortir que c'est la trahison qu'on veut interdire plutôt que le fait de tuer, auquel il faudrait assimiler celui de blesser.

M. Rolin attire l'attention de la Sous-Commission sur le « notamment », placé au commencement de l'article, dont il résulte que la disposition n'a nullement pour objet de prévoir tout ce qui est interdit. Le fait de maltraiter ou de faire prisonnier par trahison est également interdit.

Il est néanmoins décidé d'introduire dans ces deux littéras après le mot « tuer » ceux de « ou de blesser ».

Sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, le littéra *g* qui avait été supprimé par le Comité de Rédaction est rétabli en ces termes :

« *g* de détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf le cas où ces « destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par « les nécessités de la guerre ».

L'article 23, ainsi modifié, est adopté.

Les articles 24, 25, 26, 27 et 28 sont adoptés.

Dans l'article 28 les mots « ou localités » sont intercalés après « villes » sur la proposition de Son Exc. le Comte Nigra.

Par rapport à l'article 29, S. E. M. Beernaert fait remarquer que la nouvelle rédaction est plus large que celle adoptée en première lecture, trop large même peut-être, puisque les mots « zone d'opérations » pourraient donner lieu à des interprétations différentes.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit que par « zone d'opérations » il faut entendre le territoire où se trouve une armée soit en marche soit en repos, y compris les environs où cette armée exerce certaine influence par la portée des armes, par ses patrouilles, et par de petites expéditions de reconnaissance.

S. E. M. Beernaert, tout en faisant ressortir que la définition du Colonel de Gross de Schwarzhoff se rapporte en réalité au territoire où une armée exerce une autorité de fait, n'insiste pas.

L'article 29 est adopté.

Les articles 30, 31, 32, 33 sont adoptés. Les mots « dans toutes conditions » ont été supprimés à l'article 33 par le Comité de Rédaction et se trouvent par erreur dans le texte imprimé. Cette suppression est maintenue.

Les articles 34 jusque et y compris 44 sont adoptés.

L'article 45 est adopté avec la rédaction suivante :

« Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à « prêter serment à la puissance ennemie. »

Les articles 46 jusque et y compris 50 sont adoptés.

L'article 51 est adopté sauf la suppression, proposée par M. Beldiman, des mots inutiles : « de contributions » à l'alinéa second.

L'article 52 est adopté.

A propos de l'article 53, M. Rolin fait part d'une proposition qui lui a été communiquée par M. le Colonel de Schnack et qui tend à insérer, au début de cet article, au lieu de « qui occupe un territoire », les mots « qui envahit ou qui occupe un territoire ». Il est certain en effet que cet article ne concerne pas seulement l'occupant dans le sens de l'article 42.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit qu'il est difficile de se rendre compte à première vue de la portée de cette modification. Il lui semble cependant qu'elle mettrait en doute tout le système des articles de la troisième section, qu'il faudrait reviser si l'on veut tenir compte de la distinction entre l'envahisseur et l'occupant. Le premier article de cette section, c'est-à-dire l'article 42, donne une définition quasi-juridique du terme « occupation », mais dans la plupart des articles suivants les mots « occupé, occupant, occupation » sont employés dans un sens plus large, militaire pour ainsi dire, qui comprend en même temps l'envahissement et l'occupation.

En ajoutant les mots « ou envahit » aux mots, « qui occupe » dans un

seul de ces articles, on ferait surgir des doutes, si les autres articles, qui ne parlent que de l'occupation s'appliqueraient également à la période d'envahissement.

On pourrait répondre dans le sens négatif, ce qui autoriserait *l'envahisseur* par exemple à forcer la population à prendre part aux opérations contre son pays.

Si l'on ne veut pas renvoyer la question au Comité de Rédaction, il serait très utile de constater dans le Rapport, que l'on n'a voulu faire aucune distinction entre l'envahisseur et l'occupant.

M. Rolin reconnaît que la modification proposée pourrait en effet donner lieu à ces difficultés et le Colonel de Schnack retire sa proposition.

Cet article, dans le second alinéa duquel le mot « même » est substitué à celui de « quoique », donne lieu à l'explication fournie par M. Rolin, à la suite d'observations de MM. Motono, Veljkovitch et le Général Sir John Ardagh, que, dans les cas prévus à cet article, les belligérants n'acquiescent pas la propriété d'objets appartenant à des particuliers et qu'il ne s'agit que d'une saisie donnant lieu à restitution si possible et à indemnité s'il y a lieu ; seulement cette indemnité reste en suspens jusqu'à la conclusion de la paix.

L'article 53 est adopté.

Les articles 54 jusque et y compris 58 sont adoptés.

Au sujet de l'article 59, M. le Capitaine Crozier demande quelle règle doit régir la condition des malades et blessés qui n'appartiennent pas à la partie adverse et sont amenés sur le territoire neutre. Pourront-ils de nouveau prendre part aux opérations de guerre ?

M. Rolin répond qu'on n'a pas songé à limiter le droit du neutre de laisser passer librement les blessés ou malades des belligérants par son territoire à destination de leur propre pays ; mais il importe que le neutre ne fasse pas de distinctions quant à l'octroi de cette faveur.

S. E. M. Beernaert fait ressortir qu'il faut tenir compte de trois cas différents :

1° Celui où le vainqueur demande à faire passer par le territoire neutre ses propres blessés ou malades ;

2° Celui où il amène également, pour les faire passer par le territoire neutre, des prisonniers de guerre, blessés ou malades ;

3° Celui où il confie aux soins du neutre les blessés ou malades de son armée qui ne sont pas en état d'être transportés plus loin.

Le neutre est autorisé à laisser passer les premiers ; mais les blessés ou malades prisonniers doivent lui être remis. De même, il doit garder les blessés ou malades de l'armée victorieuse qui lui seraient confiés et pour exprimer cette règle, on pourrait supprimer, dans le second paragraphe, les mots : « appartenant à la partie adverse ».

M. Rolin objecte qu'alors il y aurait contradiction entre le premier et le second paragraphe, contradiction accentuée encore par les mots, « amenés dans ces conditions » qui sont en tête du second paragraphe. Ce serait en réalité la suppression de toute faculté de passage.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff remarque que le cas visé par Son Exc. M. Beernaert sub 3° ne peut se présenter que fort rarement ; c'est à dire, quand l'état d'un malade ou d'un blessé s'aggraverait pendant le transport.

A la suite d'un échange de vues à ce sujet, auquel prennent part MM. Asser et le Chevalier Descamps, le texte de l'article est maintenu sauf

addition de la phrase ci-après, afin de prévoir le troisième cas indiqué par Son Exc. M. Beernaert :

« Celui-ci (— c'est à dire l'Etat neutre —) aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés. »
L'article 60 est adopté.

Le Président adresse des remerciements chaleureux à M. le Rapporteur pour son remarquable travail et aux membres de la Sous-Commission pour leur bienveillant concours et l'esprit de conciliation qu'ils ont fait présider aux difficiles travaux de la Sous-Commission, menés actuellement à bonne fin.

La séance est levée.

ANNEXE A.

Rédaction nouvelle des articles 1 à 6 (combinés avec les articles 40 à 42) proposés par M. Rolin rapporteur.

Intitulé de ce chapitre : « De l'occupation du territoire de l'Etat ennemi, des contributions et des réquisitions ».

Art. 1. — *(Déjà voté. Conforme au texte de Bruxelles.)*

Art. 2. — *(Déjà voté, mais dont la rédaction pourrait, en seconde lecture, être arrêtée comme suit : « L'occupant prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer l'ordre et la vie publique ».)*

Art. 3. — *Rédaction nouvelle proposée : « Les lois existantes restent en vigueur dans le territoire occupé et si l'occupant est amené, par suite des nécessités de la guerre, à les modifier, à les suspendre ou à les remplacer, ces mesures n'auront qu'un caractère purement provisoire limité suivant l'étendue et la durée de l'occupation. »*

Art. 4. — *La Sous-Commission a voté provisoirement la suppression de cet article.*

Art. 5. — *(1) Rédaction nouvelle proposée : « Si l'occupant prélève les impôts à son profit, il encourt, par ce fait, l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu. »*

Art. 5a. — *(1) Article proposé en remplacement de l'article 41 de la Déclaration de Bruxelles : « Si l'occupant prélève des contributions extraordinaires, soit à titre d'amende, soit comme équivalent d'impôts non payés ou de prestations non livrées en nature, il n'y procédera autant que possible que d'après les règles locales concernant la répartition et l'assiette des impôts.*

« Les contributions ne seront imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie sur les lieux.

« Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable. »

Art. 5b. — *(2) Article proposé en remplacement des articles 40 et 42 de la Déclaration de Bruxelles : « Les prestations en nature et en général toutes les réquisitions réclamées des communes et des habitants seront en rapport avec les nécessités de la guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays, et de telle nature qu'elles n'impliquent*

(1) Ces deux articles 5 et 5a sont à mettre en rapport avec l'article A proposé par Son Exc. M. Beernaert.

(2) Cet article 5 b est à mettre en rapport avec l'article B proposé par Son Exc. M. Beernaert.

« pas pour la population l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

« Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant en chef dans la localité occupée.

« Les prestations en nature sont autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances. »

Art. 6. — *Rédaction nouvelle conforme aux conclusions de Son Exc. M. Beernaert* : « Si l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire procède « à la saisie d'objets immobiliers de nature à servir aux opérations de la guerre, « tels que matériel des chemins de fer ou des télégraphes, bateaux à vapeur « et autres navires (en dehors des cas régis par la loi maritime), armes et « munitions de guerre, cette saisie n'aura jamais que le caractère d'un « sequestre en ce qui concerne ceux de ces objets appartenant à des sociétés « ou à des personnes privées.

« Spécialement le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, « qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur « sera renvoyé aussitôt que possible, sans pouvoir être utilisé pour les opérations militaires. »

Art. 7 et 8. — (*Sans modifications.*)

ANNEXE B.

Textes proposés à la Sous-Commission au nom du Comité de Rédaction, réuni les 13 et 16 juin 1899 sous la présidence de Son Exc. M. Léon Bourgeois.

Au cours de sa dernière séance, la Sous-Commission a constitué un Comité de Rédaction composé de MM. Beldiman, le Colonel à Court, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Colonel Gilinsky, Lammassch, Renault, le Général Zuccari et Rolin, ce dernier en qualité de *rapporteur*.

A la fin de la même séance, en présence des divergences de vues qui s'étaient manifestées au sujet de la rédaction des articles nouveaux destinés à remplacer les articles 40, 41 et 42 du projet de Déclaration de Bruxelles, la Sous-Commission, sur la proposition de MM. Beldiman et Léon Bourgeois, a confié à ce même Comité la mission de formuler une rédaction nouvelle de ces articles ; et cette mission a été précisée en ce sens que le Comité se bornerait à constater dans un texte nouveau les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité s'est réuni à deux reprises. Tous les membres désignés ont pris part à ses délibérations. M. Bourgeois a bien voulu se joindre au Comité, ainsi que MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier.

Après une discussion approfondie sous la présidence de M. Léon Bourgeois, et à la suite d'échanges de vues avec MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier, le Comité s'est mis d'accord à l'unanimité pour présenter à la Sous-Commission le texte de quatre articles relatifs aux contributions et aux réquisitions. Ces textes nouveaux sont précédés d'une rédaction très légèrement remaniée de l'article cinq, relatif aux impôts établis, déjà voté en première lecture.

RÉDACTION PROPOSÉE PAR LE COMITÉ.

Article 5 (*Déjà voté*). — Si l'occupant prélève dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article A. — En dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant ne pourra prélever d'autres contributions en argent dans le territoire occupé que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article B. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article C. — Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé autant que possible à la perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article D. — Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant et sinon constatées par des quittances.

ANNEXE C.

Rapport adressé à la Sous-Commission au nom du Comité de Rédaction réuni le 17 juin 1899 à 2 heures, sous la Présidence de M. de Martens, concernant le texte des articles 6, 7 et 8 du Projet de Déclaration de Bruxelles et les modifications ou additions proposées.

Dans sa séance du 17 juin 1899 (matin), la Sous-Commission, après avoir adopté à l'unanimité le premier alinéa de l'article 6 du Projet de Bruxelles, a renvoyé au Comité de Rédaction les amendements et les articles additionnels proposés au sujet du second alinéa dudit article, avec mission de revoir en même temps les articles 7 et 8 du Projet, en vue de modifications éventuelles.

Le Comité s'est réuni le même jour sous la présidence de M. de Martens. Tous les membres qui le composent étaient présents, ainsi que MM. Beer-naert, de Bille et Odier.

En ce qui concerne le *second alinéa de l'article 6*, le Comité, après une discussion approfondie, a reconnu que, si l'on voulait rechercher une rédaction trop précise, il serait probablement impossible d'arriver à une entente, et qu'en conséquence il semble qu'il n'y ait pas mieux à faire que de conserver, sauf des modifications de détail, le texte du Projet de Bruxelles.

Le Comité a admis ensuite le principe de l'amendement proposé par M. de Bille, en décidant de dire « les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage »

Le Comité n'a pas cru qu'il convînt à cette occasion de traiter incidemment de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci, et c'est pour ce motif qu'il n'a pas accepté les derniers mots de l'amendement de M. de Bille.

Il a été entendu, sur la proposition de M. Lammasch, que l'article devait s'appliquer également aux téléphones.

En conséquence, le Comité a l'honneur de proposer à la Sous-Commission d'adopter, pour l'alinéa deuxième de l'article 6, la rédaction suivante :

« Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le

« matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles
« d'atterrissage et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres
« navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix. »

Il y a lieu de signaler à la Sous-Commission, que le Comité n'a pas pensé qu'il fallût stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie de donner un reçu comme en matière de réquisitions ; mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier tendant à faire dire que « le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix » n'a pas été acceptée. Le Comité a considéré que cette question est au nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

Le Comité se trouvait saisi également d'une proposition de son Exc. M. Beernaert concernant le matériel de chemin de fer des neutres, prescrivant la restitution immédiate de ce matériel par le belligérant et interdisant à celui-ci de l'employer pour les besoins de la guerre. Dans ce cas, comme dans celui de l'article 6, il a paru au Comité que, vu les nécessités de la guerre, une rédaction trop précise et trop minutieuse serait de nature à susciter des difficultés plutôt qu'à les éviter. En conséquence, le texte proposé par M. Beernaert a été légèrement modifié et le Comité est d'avis d'en faire l'objet d'un article spécial rédigé comme suit :

« Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible. »

Concernant l'article 7 du projet de Bruxelles, le Comité a pensé qu'il pourrait être adopté sans aucune modification.

Enfin, pour l'article 8, le Comité est d'avis de l'adopter, avec une très légère modification seulement à la fin de l'article, en ce qui concerne la poursuite par les autorités compétentes. Afin de ne pas soulever à ce propos une question de compétence, le Comité propose de rédiger le second alinéa de cet article dans les termes suivants :

« Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables « établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie. »

A propos du premier alinéa de cet article, le Comité a été informé qu'un éclaircissement avait été demandé par M. le Général Mirza Riza Khan concernant la portée de l'expression, « établissements consacrés aux cultes ». D'accord avec ce qui a été très nettement dit en 1874 à Bruxelles (*Protocole* N° 18), le Comité considère qu'il n'y a aucune distinction à faire à ce sujet entre les divers cultes et que l'expression visée s'applique donc également aux mosquées.

Toutes les décisions du Comité mentionnées dans le présent Rapport ont été prises à l'unanimité.

ANNEXE D.

**Texte du projet de Déclaration
de Bruxelles de 1874.****Texte adopté en première lec-
ture par la Sous-Commis-
sion (1).***De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi.***Article 1.**

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 2.

L'autorité du pouvoir légal étant suspendue et ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique.

Article 3.

A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ni ne les remplacera que s'il y a nécessité.

Article 4.

Les fonctionnaires et les employés de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions, jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués ou punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

Article 5.

L'armée d'occupation ne prélèvera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis au profit de l'Etat, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et, autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration du pays dans

Article.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

(les articles 2 et 3 ont été combinés dans le texte ci-dessus.)

Supprimé.

Article.

Si l'occupant prélève dans le territoire occupé les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure

(1) Le mot « article » est écrit en lettres italiques quand le texte original de Bruxelles a été modifié par la sous-commission.

la mesure où le Gouvernement légal y était obligé.

Article 6.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés, seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Article 7.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 8.

Les biens des communes, ceux

où le Gouvernement légal y était tenu.

Article.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre et qui peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage et les téléphones, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

Article.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article.

Les biens des communes, ceux

des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes.

des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie.

Qui doit être reconnu comme partie belligérante ; des combattants et des non-combattants.

Article 9.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles sont comprises sous la dénomination *d'armée*.

Article 10.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 11.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre.

Article.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices constituent l'armée ou en font partie, elles sont comprises sous la dénomination *d'armée*.

Article.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouiront des droits de prisonniers de guerre.

Des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 12.

Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 13.

D'après ce principe, sont notamment *interdits* :

a. L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées ;

b. Le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;

c. Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier ;

e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868.

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires ou de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève.

g. Toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas impérieusement commandée par la nécessité de guerre.

Article 14.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispositions de l'art. 36) sont considérés comme *licites*.

Des sièges et bombardements.

Article 15.

Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, agglomérations d'habitations ou villages ouverts qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

Article 16.

Mais si une ville ou place de

Article.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article.

Sont notamment *interdits* :

a. L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées ;

b. Le fait de tuer par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;

c. Le fait de tuer un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier ;

e. L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'usage des projectiles prohibés ;

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève.

g. Toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas impérieusement commandée par les nécessités de guerre.

Article.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispositions de l'art. 36) sont considérés comme *licites*.

Article.

Les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés.

Article.

Le commandant des troupes as-

guerre, agglomération d'habitations ou village, est défendu, le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf l'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 17.

En pareil cas toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Article 18.

Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses.

Des espions.

Article 19.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

saillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner autant que possible, les édifices consacrés aux cultes; aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux à indiquer d'avance à l'assiégeant.

Article.

Il est interdit de livrer au pillage une ville prise d'assaut.

Article.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans les territoires occupés par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Article (1).

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions.

De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie.

(1) Cet article correspond à l'article 22 du Projet de Déclaration de Bruxelles de 1874.

A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 20.

L'espion pris sur le fait sera jugé et traité d'après les lois en vigueur dans l'armée qui l'a saisi.

Article 21.

L'espion qui rejoint l'armée à laquelle il appartient et qui est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre, et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

Article 22.

Les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions.

De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi : les militaires (et aussi les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission) chargés de transmettre des dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Des prisonniers de guerre.

Article 23.

Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés.

Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.

Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété.

Article 24.

Les prisonniers de guerre peu-

Article.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre, et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

(Voir plus haut.)

Article.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article.

Les prisonniers de guerre peu-

vent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 25.

Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle ou sociale, s'ils n'en font point partie.

Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au moment de leur libération. Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalqués de ce salaire.

Article 26.

Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre.

Article 27.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien.

Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties beligerantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture et l'habillement

vent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne peuvent être excessifs ; ils ne peuvent avoir de rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

(Les articles 25 et 26 ont été combinés dans le texte ci-dessus.)

Article.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

Les conditions de cet entretien peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties beligerantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture, le couchage et l'ha-

sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 28.

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée au pouvoir de laquelle ils se trouvent.

Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation de faire usage des armes. Repris, il est passible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère.

Si, après avoir réussi à s'échapper, il est de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune peine pour sa fuite antérieure.

Article 29.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 30.

L'échange de prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

Article 31.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas leur propre Gouvernement ne doit ni exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

billement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent.

Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Supprimé.

Article.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 32.

Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 33.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Article 34.

Peuvent également être faits prisonniers les individus qui, se trouvant auprès des armées, n'en font pas directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc., etc. Toutefois ils doivent être munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent et d'un certificat d'identité.

Article.

Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le Gouvernement n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur ou contre ses alliés, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Article.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, bénéficieront du traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article (1).

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un

(1) Les sept articles suivants ont été votés en première lecture par la sous-commission sur la proposition de S. E. Beernaert.

usage personnel, valeurs lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour objet d'être les intermédiaire de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, les facilités nécessaires, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour qu'elles puissent accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis-postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements nationaux, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article.

Les testaments de prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article.

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Des malades et des blessés.

Article 35.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Article.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées (1).

Article 36.

La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article.

La population d'un territoire occupé ne peut être forcée de prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 37.

La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie.

Article.

La population d'un territoire occupé ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie.

Article 38.

L'honneur et les droits de la famille, la vie et la propriété des in-

Article.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la pro-

(1) Il a été décidé que les quatre articles qui forment ce chapitre seront insérés avant l'article 5 du texte de 1874.

dividus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 39.

Le pillage est formellement interdit.

propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article.

Le pillage est formellement interdit.

Des contributions et des réquisitions.

Article 40.

La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demandera aux communes ou aux habitants que des prestations et des services en rapport avec les nécessités de guerre généralement reconnues, en proportion avec les ressources du pays et qui n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Article 41.

L'ennemi prélevant des contributions soit comme équivalent pour des impôts (v. art. 5) ou pour des prestations qui devraient être faites en nature soit à titre d'amende, n'y procédera, autant que possible, que d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur dans le territoire occupé.

Les autorités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance si elles sont restées en fonctions.

Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé. Pour toute contribution un reçu sera donné au contribuable.

Article 42.

Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Pour toute réquisition il sera accordé une indemnité ou délivré un reçu.

Article (1).

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé autant que possible à cette perception de contributions que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de

(1) Les quatre articles nouveaux adoptés par la Sous-Commission seront insérés après l'article 5 du texte de 1874.

telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront autant que possible payées au comptant sinon elles seront constatées par des reçus.

Des parlementaires.

Article 43.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette (clairon ou tambour) ou aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent.

Article 44.

Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaire pendant un temps déterminé. Les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité.

Article 45.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position pri-

Article.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette, clairon ou tambour ou aussi d'un porte-drapeau ou d'un interprète. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, et le porte-drapeau ou l'interprète qui l'accompagnent.

Article.

Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Article.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée

vilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Des capitulations.

Article 46.

Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes.

Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire.

Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Article.

Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes.

Elles doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

De l'armistice.

Article 47.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 48.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 49.

L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification.

Article.

L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou à un terme ultérieur fixé.

Article 50.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations.

Article.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu avec et entre les populations sur le théâtre de guerre.

Article 51.

La violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer.

Article.

Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et

même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 52.

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Article.

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.

Article 53.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 54.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 55.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre.

En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Article.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent être rendus qu'à leur pays d'origine.

Article 56.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Article.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

(*A suivre.*)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE — PORTUGAL

Sentence finale du Tribunal arbitral du Delagoa.

29 mars 1900.

Le Tribunal arbitral du Delagoa institué en vertu du compromis arbitral, signé à Berne, le 13 juin 1891, entre les représentants des *Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, de la *Grande-Bretagne* et du *Portugal* :

Investi, par ce compromis, de la mission de « fixer comme il jugera le plus juste le montant de la compensation due par le Portugal aux ayants droit des deux autres pays par suite de la rescision de la concession du chemin de fer de Lourenço Marques et de la prise de possession de ce chemin de fer par le gouvernement portugais » ;

Tribunal composé des trois arbitres désignés par le Conseil fédéral suisse, savoir :

M. JOSEPH BLÄSI, alors vice-président et actuellement membre du Tribunal fédéral à Lausanne, président,

M. ANDREAS HEUSLER, docteur en droit, professeur de droit à l'Université de Bâle,

M. CHARLES SOLDAN, docteur en droit, alors président du Conseil d'Etat du canton de Vaud et actuellement membre du Tribunal fédéral à Lausanne ;

Après instruction de la cause, sur le vu des pièces échangées et des documents produits au cours de la procédure, ainsi que des rapports des experts techniques commis par le Tribunal ;

Statuant au fond sur les conclusions des parties,

A rendu aujourd'hui la sentence définitive dont la teneur suit :

FAITS

I. — La concession.

Le protocole n° 1 annexé au traité d'amitié conclu le 11 décembre 1875 entre le Portugal et le Transvaal stipulait entre autres les engagements que voici :

Le Portugal s'engageait à favoriser (par l'octroi d'une subvention et du monopole pour 99 ans, par des cessions de terrains, des franchises de droits, etc.) la construction d'un chemin de fer allant du port de Lourenço Marques jusqu'à la frontière du Transvaal.

Le Transvaal s'obligeait de son côté à continuer ce chemin de fer depuis la frontière portugaise jusqu'à un centre de production et de consommation qui pût assurer le trafic et le mouvement de ce chemin de fer

et le développement du commerce international (Documents portugais, série A, n° 3).

* *

Le gouvernement du Portugal, ayant à choisir entre différents compétiteurs pour l'établissement de la ligne sur son territoire, accorda la préférence au citoyen américain colonel Edouard Mac Murdo, dont la soumission offrait l'avantage de ne comporter ni subvention en espèces ni garantie d'intérêt.

C'est avec lui que le gouvernement passa, le 14 décembre 1883, un contrat (Doc. Port., série C, n° 6) qui lui accordait la concession et en réglait les conditions par des clauses multiples et détaillées représentant tout un cahier des charges. Voici la substance de ce contrat, pour autant qu'elle a de l'importance dans la cause à juger :

1. *Art. 1^{er} à 19.* L'entreprise, c'est-à-dire le concessionnaire primitif et la compagnie qu'il doit organiser dans l'espace de six mois, effectuera, à ses frais, risques et périls, la construction d'un chemin de fer prenant son point de départ au port de Lourenço Marques et aboutissant à la frontière qui sépare le territoire portugais du territoire du Transvaal. (Suit un cahier des charges définissant l'ouvrage dans ses détails).

2. *Art. 20 et 25.* Le gouvernement accorde à l'entreprise le droit exclusif de construire et d'exploiter ce chemin de fer et ses dépendances.

La concession aura une durée de 99 ans, au bout desquels le chemin de fer et ses dépendances deviendront la propriété de l'Etat sans indemnité d'aucune sorte.

Le gouvernement s'engage à ne point construire ou concéder, sur le territoire de Lourenço Marques et dans une zone inférieure à 100 km. sur chaque côté de cette ligne, aucun autre chemin de fer se rendant de la côte de ce district à la frontière du Transvaal et pouvant faire concurrence à celui-ci.

3. *Art. 21.* Le gouvernement accorde, en outre, à l'entreprise :

1° Tous les terrains appartenant à l'Etat qui seront occupés par la ligne du chemin de fer, ainsi que par les bâtiments respectifs ;

2° La moitié des terrains de l'Etat, dans une zone de 500 m. de chaque côté de l'axe de la ligne, le partage de ces terrains devant être fait alternativement entre le gouvernement et l'entreprise, de manière à ce que celle-ci ne puisse devenir propriétaire d'une étendue de terrains ayant plus de 5 km. de longueur ;

3° 100,000 h. des terrains en friche appartenant à l'Etat dans les districts de Lourenço Marques et d'Inhambane, au choix de l'entreprise, pourvu toutefois que chaque étendue de terrains n'ait pas une superficie de plus de 2,500 h. L'entreprise sera libre d'exploiter les mines et les autres richesses naturelles de ces terrains sans acquitter d'impôt d'aucune nature ;

4° Un terrain de 1 km. carré au point terminus de la ligne destiné à la construction des quais et de la gare.

Toutes ces concessions de terrains ne pourront, toutefois, être faites dans les zones comprises dans des cercles de 2 km. de rayon prenant pour point de départ le centre des villes de Lourenço Marques et d'Inhambane.

La concession des terrains, ainsi que celle de l'exploitation des mines

ne sera pas dépendante de la durée du contrat du chemin de fer ; mais elle sera nulle et non avenue, *ipso facto*, si l'entreprise n'achève pas le chemin de fer dans les termes du contrat.

4. *Art. 26.* L'entreprise s'engage à verser au gouvernement portugais 5 pour cent du dividende qu'elle distribuera à ses actionnaires.

5. *Art. 28.* Après trente-cinq ans à partir du terme fixé pour l'achèvement de la ligne, l'Etat aura la faculté de racheter, quand bon lui semblera, la concession du chemin de fer et de ses dépendances.

Pour fixer le prix de rachat, on prendra le produit net des sept dernières années antérieures à l'époque du rachat, on déduira de la somme ainsi obtenue le produit net des deux années les moins productives, et on établira ainsi la moyenne des années restantes ; cette dernière moyenne, multipliée par vingt, constituera le prix du rachat. Cette somme, toutefois, ne pourra, en aucun cas, être inférieure à celle que l'entreprise aura dépensée pour la construction du chemin de fer et de ses dépendances.

6. *Art. 38.* L'entreprise sera tenue d'envoyer à Lourenço Marques, dans un délai de quarante jours à partir de la signature du contrat, un ingénieur chargé d'examiner le tracé déjà étudié par ordre du gouvernement portugais et dont les projets lui devront être fournis (*deverão ser fornecidos*), ainsi que toutes les données et tous les renseignements que le gouvernement aura rassemblés à ce sujet, afin que le susdit ingénieur puisse se former sur le terrain même son jugement et proposer les modifications qui seront dépendantes de l'approbation du gouvernement.

L'entreprise devra présenter ce travail dans un délai de cent jours à compter de l'expiration des quarante jours ci-dessus mentionnés.

7. *Art. 40.* L'entreprise s'engage à construire le chemin de fer et ses dépendances dans un délai de trois ans à partir du jour où les plans soumis à l'approbation du gouvernement auront été définitivement approuvés.

8. *Art. 42.* L'Etat aura le droit de résilier le contrat, de son autorité : si l'entreprise, après avoir commencé les travaux, ne les continue pas sur une échelle proportionnelle à l'étendue de la ligne ; si elle ne termine point le chemin de fer avec tout son matériel fixe et roulant, ses bâtiments, accessoires et dépendances, dans les termes fixés à l'article 40 ; si elle n'observe pas les clauses stipulées dans le contrat ;...

En cas de résiliation du contrat, la construction du chemin de fer, avec tous les travaux exécutés et le matériel fourni, sera, après une évaluation compétente, mise aux enchères publiques pendant six mois et aux mêmes conditions et adjugée à l'enchérisseur qui aura présenté l'enchère la plus élevée. Le prix d'adjudication sera remis à l'entreprise, après déduction des dépenses que l'Etat aura faites.

Si, dans cet espace de six mois, il ne se présente aucun adjudicataire, les travaux et le matériel fourni seront adjugés à l'Etat qui ne sera tenu à aucune indemnité, et le contrat sera résilié pour tous ses effets juridiques.

9. *Art. 43.* Les cas de force majeure dûment justifiés font exception aux dispositions des articles précédents.

10. *Art. 44.* Si l'entreprise n'entretenait point, pendant toute la durée de la concession, la voie ferrée, les dépendances et le matériel fixe et roulant de celle-ci en parfait état..., le gouvernement prendrait l'initiative des réparations et aurait le droit de s'approprier les recettes perçues par

le chemin de fer jusqu'à concurrence des sommes dépensées, augmentées d'un cinquième à titre d'amende.

11. *Art. 45.* En cas d'interruption totale ou partielle de l'exploitation du chemin de fer, le gouvernement prendra provisoirement et de sa propre autorité les mesures nécessaires pour que cette exploitation soit continuée pour le compte de l'entreprise et la sommera immédiatement de se mettre à même de remplir ses obligations.

§ 1^{er}. Si, trois mois après cette sommation, faite dans le sens du présent article, l'entreprise ne pouvait prouver qu'elle se trouve en état de continuer l'exploitation de la voie ferrée, conformément aux termes du contrat, elle encourrait, après une notification du gouvernement, la résiliation de son contrat et perdrait ses droits sur toutes les concessions qui lui sont accordées. L'Etat prendrait dès lors possession du chemin de fer et de son embranchement, ainsi que de toutes ses dépendances, sans être tenu à aucune sorte d'indemnité.

§ 2. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cas de force majeure dûment justifiés.

12. *Art. 50.* L'entreprise sera soumise pour tout ce qui concerne le contrat aux lois et aux tribunaux du royaume de Portugal.

13. *Art. 51.* Le concessionnaire s'engage à constituer, dans l'espace de six mois, à partir de la date de la signature du contrat, une société anonyme siégeant à Lisbonne et ayant pour but l'exécution de ce qui fait l'objet de ce contrat. Les statuts de cette société seront soumis à l'approbation du gouvernement. L'entreprise sera portugaise pour tous les effets.

14. *Art. 53.* Tous les différends qui pourraient surgir entre l'Etat et l'entreprise au sujet de l'exécution de ce contrat, seront résolus par arbitres.

II. — Constitution de la Compagnie portugaise et contrat de construction.

En exécution de l'article 51 de l'acte de concession, la Compagnie portugaise « du chemin de fer Lourenço Marques au Transvaal » fut constituée le 12 mai 1884, avec siège à Lisbonne, et au capital entièrement souscrit de 500,000 liv. st., divisé en 500,000 actions d'une livre sterling chacune.

Le 5 0/0 de ce capital social, soit 25,000 liv. st., fut déposé en banque pour satisfaire aux exigences du code de commerce portugais. Cette somme, qui demeurerait à la disposition de la Compagnie, avait été avancée par M. Mac Murdo.

Les statuts de la Compagnie furent approuvés par décret royal du 14 mai 1884 (Doc. Port., série E, n° 3).

*
* *

Le 26 mai 1884, M. Mac Murdo passa avec la Compagnie un contrat pour le transfert de la concession et pour l'exécution des travaux (Doc. Port., série E, n° 4).

Aux termes de ce contrat, M. Mac Murdo cédait à la Compagnie la concession que lui avait octroyée le gouvernement portugais et recevait en échange 498,940 actions libérées, soit la presque totalité des actions, plus 26,008 liv. st. en espèces, comprenant les 25,000 liv. st. qu'il avait dépo-

sées à titre de versement du 5 0/0 du capital-actions et, à peu de chose près, tout ce qui avait été versé sur les 1060 actions souscrites par des tiers.

Ainsi, comme l'a fait observer la partie défenderesse (Résumé final, page 20), « Mac Murdo avait accaparé tout le capital-actions contre le « transfert de sa concession, il était maître de la Compagnie, et, pas un sol « du fonds social n'avait été réellement versé ».

D'autre part, M. Mac Murdo se chargeait, comme entrepreneur, de construire à forfait général, dans le délai de trois ans, « la ligne allant de « Lourenço Marques jusqu'au point de la frontière du Transvaal, indiqué « sur le plan du major Machado ». Le prix de cet ouvrage consistait en obligations hypothécaires à 6 0/0 de la Compagnie pour la somme de 425,000 liv. st., divisée en obligations de 20 liv. st. chacune, l'entrepreneur se chargeant de réaliser à ses risques et périls l'émission de ces obligations.

Le gouvernement portugais déclare n'avoir connu ce contrat que trois ans après.

Les statuts de la Compagnie furent ultérieurement modifiés et approuvés par décret royal, le 7 janvier 1886 (Doc. Port., série E, nos 5 et 6).

III. — Convention entre le Portugal et le Transvaal.

Peu de temps après la signature du contrat du 14 décembre 1883, une délégation du gouvernement transvaalien, à la tête de laquelle se trouvait le président de la République, M. Paul Krüger, arriva à Lisbonne. Son but était de négocier avec le gouvernement portugais une convention additionnelle au traité de commerce de 1873 et de traiter aussi de la question du chemin de fer.

La délégation s'était assurée le concours d'un syndicat hollandais pour la construction de la ligne de la frontière portugaise à Pretoria ; aussi regrettait-elle que le Portugal eût déjà disposé de la concession pour le tronçon de la ligne situé sur son territoire.

Une tentative faite par elle de prendre à bail le tronçon concessionné à Mac Murdo échoua, le prix exigé par celui-ci ayant été jugé exorbitant par le comité hollandais.

On aurait pu, en revanche, s'entendre quant au tarif pour le transport des matériaux destinés à la construction et à l'exploitation du tronçon transvaalien, Mac Murdo ayant concédé pour ces transports un prix d'un quart de penny par tonne kilométrique, prix notablement inférieur à celui que réclamait la députation transvaalienne. Mais celle-ci eût désiré une entente générale sur les tarifs pour tout le trafic international. Mac Murdo s'y refusait. Et à supposer même que cette entente aboutît, la députation l'eût estimée insuffisante, puisque — disait-elle dans son mémorandum du 5 mai 1884 (Doc. Port., série A, n° 9, H) — « il n'y a aucune garantie « que le concessionnaire américain trouvera le capital nécessaire à la « construction de sa ligne ». Aussi, ajoutait-elle, dans son mémorandum suivant, du 9 mai 1884, adressé, comme le précédent, au ministre de la marine et des colonies (Doc. Port., série A, n° 9, I), « la députation ne « veut pas cacher à M. le ministre sa conviction toujours plus ferme que « la construction prompte et pratique du chemin de fer entre la frontière « et Pretoria ne sera réellement assurée qu'à condition qu'on trouve un « moyen de commencer et de finir cette ligne indépendamment de la

« construction de la ligne de Lourenço Marques à la frontière du Trans-
 « vaal par le concessionnaire actuel... Ce but serait atteint, selon la dé-
 « putation, de la manière la plus simple, *si le gouvernement portugais*
 « *autorisait la Compagnie pour la ligne transvaalienne à construire,*
 « *le cas échéant, un tramway sur le territoire portugais.* Alors les
 « rails et les autres matériaux immédiatement nécessaires à la construc-
 « tion de la ligne transvaalienne pourront être transportés tout de suite,
 « de sorte qu'on pourra commencer et poursuivre les travaux sur cette
 « ligne sans avoir à attendre l'achèvement de la ligne de M. Mac
 « Murdo. »

Le ministre de la marine et des colonies, à qui cette insinuation s'adres-
 sait, ne voulait entrer dans ces vues que si le tramway en question avait
 pour but exclusif le transport du matériel pour la ligne de Pretoria. Il
 admettait, à la vérité, que le tramway pouvait être autorisé à transporter
 aussi des marchandises et des voyageurs, si les deux compagnies n'arri-
 vaient pas à une entente sur la question des tarifs ; mais il se refusait à le
 promettre formellement, attendu — disait-il dans son mémorandum du
 16 mai 1884 (Doc. Port., série A, n° 9, M) — « qu'une telle condition ferait
 « du tort incontestablement à la Compagnie portugaise qui, jusqu'à pré-
 « sent, a rempli tous ses engagements... Déclarer dans un mémorandum
 « ou dans un document officiel que le tramway sera une nouvelle épée
 « de Damoclès, toujours suspendue sur la tête du concessionnaire, voilà
 « ce qui me semble tout à fait déloyal. Donc, le ministre ne le fera pas...
 « Le gouvernement portugais... peut assurer le gouvernement du Trans-
 « vaal qu'il ne consentira jamais que la Compagnie de Lourenço Marques
 « abuse de son droit de fixer les tarifs ; qu'il a à sa disposition, pour faire
 « respecter sa volonté, beaucoup de moyens, par exemple la concession
 « que le gouvernement du Transvaal voudrait avoir tout de suite, mais
 « qu'il ne se prêterait jamais à promulguer un décret qui serait une mar-
 « que de défiance envers une compagnie portugaise dûment orga-
 « nisée... ».

Cette déclaration, que l'on refusait encore le 16 mai 1884, le gouverne-
 ment portugais la donna cependant, le lendemain, 17 mai 1884, — à
 titre éventuel et conditionnel — lorsqu'il passa avec la députation du
 Transvaal la convention supplémentaire au traité du 11 décembre 1875.

A cette convention, en effet, furent joints le jour même de sa signature
 (17 mai 1884) un protocole relatif à une question douanière et un *mémo-*
randum dont voici la teneur (Doc. Port., série A, n° 9, p. 64) :

« Le gouvernement portugais s'engage à accorder une concession pour
 « la construction d'un tramway qui relie Lourenço Marques à la frontière
 « du Transvaal pour le transport du matériel du chemin de fer de la fron-
 « tière du Transvaal à Pretoria à la compagnie concessionnaire de ce
 « même chemin de fer, *si la Compagnie de Lourenço Marques ne fait*
 « *pas son chemin avec la rapidité nécessaire pour assurer le com-*
 « *mencement des travaux du chemin de fer du Transvaal.*

« Le gouvernement portugais s'engage de même à permettre que ce
 « tramway soit destiné au transport des marchandises et des voya-
 « geurs dans le cas où les deux compagnies concessionnaires n'ar-
 « riveraient pas à une entente au sujet des tarifs généraux pour
 « le trafic international.

« Il est bien entendu qu'il est du ressort des deux gouvernements de
 « fixer les conditions raisonnables qui peuvent servir de base à toute

« entente, et qu'il faut pour l'exécution de cette clause le mutuel accord
« des deux gouvernements sur la question des tarifs internationaux.

« Il est bien entendu aussi que, dans les concessions et dans l'organi-
« sation des compagnies concessionnaires, on respectera toutes les con-
« ditions des lois portugaises sur de pareils sujets, *ainsi que les condi-
« tions du contrat du 14 décembre 1883.* »

Ce document, à ce qu'il paraît, n'était pas destiné à être rendu public. Il ne fut communiqué, par le gouvernement portugais, ni à Mac Murdo, ni à la Compagnie portugaise, ni aux Cortès, ni publié dans le Livre blanc portugais de 1885 qui renfermait, cependant, le mémorandum du 16 mai 1884.

Lors de l'échange des ratifications de la convention supplémentaire, qui eut lieu à Lisbonne le 4 février 1886, les plénipotentiaires constatèrent que l'instrument portugais ne contenait ni le protocole, ni le mémorandum en question. Le représentant du Portugal déclara (Doc. Port., série A, n° 9, p. 63 et 64) « que ces derniers deux documents, n'ayant pas
« eu besoin de la sanction législative en Portugal, n'avaient pas été pré-
« sentés aux Chambres, étant des actes par eux-mêmes parfaits pour pro-
« duire leur dû effet, et que, par conséquent, leur ratification sous quel-
« que forme devenait inutile de la part du Portugal ».

Le plénipotentiaire du Transvaal accepta cette déclaration.

Mais du côté du Transvaal on ne paraît pas avoir usé de la même discrétion. Le 14 juin 1884 déjà, le *Times* publiait une dépêche Reuter d'Amsterdam où il était dit que pour le cas où les négociations avec Mac Murdo viendraient à échouer, le Président Krüger avait obtenu du gouvernement portugais la promesse d'une concession pour un tramway de la baie de Delagoa à la frontière du Transvaal (Appendice anglais, n° 73). Et le consul du Transvaal à Londres, ainsi que le ministre accrédité par cet Etat à Bruxelles et à la Haye auraient, au dire des demandeurs, affirmé l'exactitude de cette nouvelle.

De pareils bruits n'étaient pas faits pour faciliter à Mac Murdo le placement des titres de la Compagnie. Ils l'auraient même, au dire des parties demanderesses, considérablement entravé en faisant échouer plusieurs marchés ou combinaisons pour l'émission du capital-obligations qui, autrement, auraient réussi. « La concession du tramway — est-il dit dans
« le Résumé britannique — a bien été l'arme menaçante dont les Boërs
« ont su se servir en Hollande, en Belgique et en Angleterre, pour rendre
« vains les efforts de Mac Murdo. »

Le Portugal conteste ce fait. Il soutient que, si diverses négociations de Mac Murdo avec des financiers ont échoué, c'est parce que le capital-actions se réduisait à zéro et qu'une affectation hypothécaire d'un chemin de fer à construire était inadmissible et sans valeur. « Le rôle joué par le
« mémorandum secret », par « les assertions réitérées des Boërs au sujet
« du tramway », dans l'effondrement piteux des plans financiers de Mac
« Murdo, est purement imaginaire. »

Quoi qu'il en soit, le gouvernement portugais fut, à réitérées fois, requis par les intéressés de s'expliquer au sujet de cette concession promise au Transvaal.

Voici, en substance, ce qu'il répondit :

« Le gouvernement portugais n'a pas accordé aux Boërs le droit de
« construire un tramway à vapeur... Seulement, le ministre des affaires
« étrangères a dit aux Boërs, et cela a été établi dans un protocole, que

« si, dans le délai voulu, le chemin de fer de Lourenço Marques n'était
 « pas en état de transporter le matériel pour le chemin de fer de Pretoria,
 « le gouvernement portugais octroierait à la Compagnie (transvaalienne)...
 « une concession pour construire un *tramway* (il n'est pas dit un *tram-*
 « *way à vapeur*) destiné au transport du matériel... »

« Si votre chemin de fer se trouve construit dans le délai établi au con-
 « trat... cette concession, tout insignifiante qu'elle est, sera retirée... »
 (extrait d'une lettre du ministre de la marine, du 26 juin 1884, à un re-
 présentant de la Compagnie portugaise, (Doc. Port., série V, n° 1, C).)

Des réponses semblables furent faites en 1885 (Doc. Port., série F, n° 6)
 et en 1886. Un arrêté ministériel, du 15 juillet 1886 (Doc. Port., série G,
 n° 14) donnait à cet égard les déclarations précises que voici :

1° Que la Compagnie du chemin de fer de Lourenço Marques au Trans-
 vaal... possède le droit exclusif de construction et d'exploitation du che-
 min de fer de Lourenço Marques au Transvaal aussi longtemps que l'on
 devra considérer la concession comme subsistant légalement ;

2° Qu'il n'existe aucune autre concession pour la construction de n'im-
 porte quelle espèce de voie de communication à travers le territoire du
 district de Lourenço Marques ;

3° Que le gouvernement portugais n'a fait aucune promesse de nature
 telle que les termes ou les conditions en fussent ou en pussent être consi-
 dérés comme contraires à quelque stipulation du contrat du 14 décem-
 bre 1883.

Les parties demanderesses font observer qu'aucune de ces explications
 ne mentionne la clause d'après laquelle le Transvaal eût pu utiliser le
 tramway pour le trafic général à défaut d'entente sur les tarifs.

Elles affirment :

Que l'engagement pris le 17 mai 1884 envers le Transvaal violait l'ar-
 ticle 20 du contrat de concession ;

Que le gouvernement portugais en a dissimulé le contenu ;

Que si toute la vérité eût été connue à Londres, il ne s'y fût pas trouvé
 de capitaux pour construire le chemin de fer.

A quoi le Portugal répond :

Que le défaut de raccordement eût été un désastre pour la ligne conces-
 sionnée, comme pour la colonie de Lourenço Marques ;

Que c'est afin de détourner ce danger que le gouvernement accorda au
 Transvaal la concession *conditionnelle* d'un tramway — qui, dans la pen-
 sée du gouvernement, devait être un simple tramway à traction *animale*
 — tout en réservant expressément « les conditions du contrat du 14 dé-
 cembre 1883 ». Cette promesse, purement éventuelle, perdait toute valeur
 si le concessionnaire du tronçon de Lourenço Marques le construisait à
 temps ;

Et que le mémorandum prétendu secret a été sanctionné par le gouver-
 nement de S. M. Britannique, publié en Angleterre dans la collection
Herstlett's Commercial Treaties, tome XVII, publié au Transvaal et
 connu de Mac Murdo, puisqu'aussi bien ce dernier, dans sa lettre du
 6 juin (Doc. Port., série G, n° 8), avoue en avoir été informé par les jour-
 naux du Transvaal dans le courant de 1884.

IV. — Constitution de la Compagnie anglaise.

Après plusieurs tentatives avortées, dont, à tort ou à raison, les de-
 mandeurs attribuent l'échec à la convention « secrète » avec le Transvaal,

M. Mac Murdo avait fini par trouver des personnes disposées à s'intéresser à son entreprise.

Suivant un prospectus (ou « brouillon de prospectus », selon les demandeurs), daté du 14 février 1887 (Doc. Port., série H, n° 1), une compagnie avait été formée à Londres pour construire le chemin de fer concessionné par l'acte du 14 décembre 1883.

L'acte de société de cette compagnie, qui s'intitulait « The Delagoa Bay and East African Railway Limited » fut enregistré le 3 mars 1887 (Doc. Port., série S, n° 7). Cet acte indique comme capital de la compagnie la somme de 500,000 liv. st. divisé en 50,000 actions de 10 liv. st. chacune.

L'article 10 A des statuts (non datés) porte que toutes les actions de ce capital seront attribuées à M. Mac Murdo comme entièrement libérées, en règlement d'une partie du prix d'achat, payable à lui suivant un contrat en date du 5 mars 1887, passé entre la compagnie et lui. M. Mac Murdo s'engageait, d'autre part, à faire cadeau d'une partie de ces actions, pour une valeur nominale de 200,000 liv. st., aux directeurs de la Compagnie ou à tels d'entre eux, et à transférer d'autres de ces actions, ainsi qu'à verser une partie du prix (de 117,500 liv. st.), par lui touché en espèces, à certaines personnes comme commission pour le placement d'obligations émises par la Compagnie, les directeurs ou tels d'entre eux devant également recevoir une partie de ladite commission. Au dire des demandeurs, cette commission aurait été de 30,000 liv. st.

L'article 66 des statuts porte que les trois actionnaires possesseurs de la majorité des actions, au moins égale ou supérieure à 51 0/0 du capital, pourront constituer un comité consultatif, dont la majorité exercerait en tout temps tous les droits de vote afférents aux actions de la Compagnie portugaise possédées par la Compagnie anglaise.

Le Portugal fait observer (Résumé final, p. 28) que, comme Mac Murdo détenait personnellement plus de 51 0/0 des actions de la Compagnie anglaise, cette commission devait être — et qu'elle le fut — composée de gens à son entière dévotion, et que, par ce moyen, les directeurs de la Compagnie anglaise étaient perpétuellement dépendants de M. Mac Murdo.

C'est là ce que, dans la suite, on a appelé le droit de *contrôle* de M. Mac Murdo, droit que celui-ci, au dire du Portugal, aurait cherché à vendre à n'importe qui, pourvu qu'il en réalisât le prix de 1,000,000 de liv. st., auquel il en estimait la valeur, et pour lequel, au dire de la partie américaine, il aurait refusé le prix de 700,000 liv. st. ne voulant pas s'en dessaisir à moins de 1,000,000.

La Compagnie Delagoa Bay, etc. (« Compagnie anglaise ») se trouvant ainsi formellement constituée, le contrat du 5 mars 1887, visé à l'article 10 A des statuts, qu'elle avait passé avec Mac Murdo, devint ainsi parfait.

Ce contrat (Doc. Port., série H, n° 21) porte entre autres que Mac Murdo vend à ladite compagnie la totalité des 500,000 actions d'une livre sterling, par lui possédées, du chemin de fer de Lourenço Marques (« Compagnie portugaise ») et son droit à recevoir 425,000 liv. st. en obligations de cette compagnie, et qu'il substitue, en général, la Compagnie anglaise dans tous les droits et charges résultant de son contrat du 26 mai 1884 avec la Compagnie portugaise, le tout moyennant le prix de 617,500 liv. st., payables comme suit, savoir : 117,500 liv. st. en espèces et 500,000 par l'attribution au vendeur ou à ses ayants droit de la totalité

des 500,000 liv. st. complètement libérées du capital-actions de la Compagnie anglaise.

Un autre contrat passé à la même date entre les mêmes parties (Appendice anglais, p. 79) confirme le transfert du contrat du 26 mai 1884 à la Compagnie anglaise et consacre l'engagement de celle-ci de construire et d'équiper la ligne aux termes et aux conditions énoncés dans ledit contrat.

Enfin, par un contrat du 17 mars 1887, passé avec la Compagnie anglaise (Doc. Port., série II, n° 22), la Compagnie portugaise,

« Considérant qu'il est (pour elle) d'une convenance et d'un avantage
« manifestes... de remplacer Edouard Mac Murdo par la collectivité d'une
« compagnie qui, par ses forces et ses moyens, assure mieux et d'une
« manière plus certaine la réalisation du but dans lequel la Compagnie
« portugaise... a été instituée »,

Déclare approuver le contrat de cession passé le 5 mars 1887 entre Mac Murdo et la Compagnie anglaise.

La Compagnie anglaise affirme et offre de prouver, par sa comptabilité, qu'elle a, en exécution de la convention du 5 mars 1887, transféré à Mac Murdo ou à ses ayants droit 49,943 de ses propres actions de 10 liv. st. chacune entièrement libérées, en échange de 497,432 actions de la Compagnie portugaise de 1 liv. st. chacune et des obligations de cette compagnie pour 425,000 liv. st.

La Compagnie anglaise avait eu, au début, l'intention d'acquérir la concession en lieu et place de la Compagnie portugaise et de se substituer complètement à celle-ci. Mais le gouvernement portugais ayant catégoriquement refusé de se prêter à cette combinaison, la Compagnie anglaise dut se confiner dans le rôle d'exécuteur du contrat de construction, à elle cédé par Mac Murdo, et de propriétaire de l'immense majorité des actions de la Compagnie portugaise, qui continua à exister légalement comme seule investie de la concession et comme seule officiellement reconnue par le gouvernement portugais.

La forme étant ainsi sauvegardée, le gouvernement portugais ne s'opposa pas à ce que la Compagnie anglaise se substituât, de droit, à Mac Murdo comme entrepreneur général et que, de fait, elle gouvernât la Compagnie portugaise qu'elle avait en quelque sorte absorbée.

La Compagnie anglaise dit avoir émis des obligations en premier rang jusqu'à concurrence de 500,000 liv. st. Elle dit avoir fait ultérieurement, le 14 décembre 1886, une émission d'obligations en deuxième rang jusqu'à concurrence de 250,000 liv. st. Les cours auxquels ces émissions eurent lieu n'ont point été indiqués.

Au dire des parties demanderesses, le capital et l'intérêt à 7 0/0 dus à ces deux séries d'obligations ont été garantis par la constitution d'un gage spécial, en premier et en second rang, sur les actions de la Compagnie portugaise qui avaient été transférées par Mac Murdo à la Compagnie anglaise. Ces actions auraient été à ces fins remises en nantissement à des fidéicommissaires comme représentants des porteurs des obligations de la Compagnie anglaise.

V. — Les plans et la construction de la ligne.

L'ingénieur Machado avait été chargé par le gouvernement portugais d'étudier le tracé et de dresser les plans de la ligne de Lourenço Marques

à la frontière du Transvaal. Il s'était acquitté de ce mandat en déposant le 21 septembre 1879 et le 30 avril 1883, avec un rapport circonstancié (Doc. Port., série B, nos 1 et 2), les plans d'un tracé d'une longueur de 81 km. 970 qui était censé s'arrêter à la frontière.

Environ cinq mois après, par office du 20 septembre (reçu le 13 novembre) 1883 (Doc. Port., série S, n° 4), M. Machado informa la direction générale des colonies que la frontière se trouvait en réalité quelques kilomètres plus à l'ouest. « La partie de la voie ferrée qui traverse le territoire portugais — écrivait-il — est par conséquent plus longue que ce qui est indiqué par les études faites auparavant et elle mesure 8,927 mètres 60 de plus pour le tracé de l'Incomati. Cette dernière section n'offrira aucune difficulté de construction ni aucun ouvrage d'art important, et elle peut être projetée dans des conditions techniques excellentes. »

La Compagnie portugaise une fois fondée, comme il a été exposé au chapitre II, les plans Machado lui furent remis, en conformité de l'art. 38 du contrat de concession. Les demandeurs contestent que la lettre rectificative de M. Machado, du 20 septembre 1883, ait été jointe à ce dossier.

Ils contestent également qu'elle leur ait été communiquée avant ou après l'approbation des plans.

La partie défenderesse affirme, en revanche, que M. Mac Murdo savait parfaitement à quoi s'en tenir et M. Machado, dans une conférence tenue le 6 juillet 1889 (Doc. Port., série S, n° 16) aurait raconté qu'en mars 1884, au cours d'un entretien à Lourenço Marques avec M. Alprovidge, envoyé par le concessionnaire Mac Murdo pour procéder à l'examen du tracé et à l'étude des variantes, il avait informé cet ingénieur que la directrice moyenne, sur territoire portugais, mesurait 90 km. et non 82 et lui avait montré le plan et le profil de la dernière section.

M. Mac Murdo, renonçant à procéder à de nouvelles études, s'appropriant simplement les plans Machado et présenta à l'approbation du gouvernement, le 27 juin 1884 — en bénéficiant d'une prolongation de délai — un projet qui était la copie, avec quelques rares modifications, des plans qui avaient été présentés en 1879 et en 1883 par ledit ingénieur.

Un arrêté ministériel du gouvernement portugais, en date du 30 octobre 1884, après avoir établi ce fait et constaté que le projet en question avait été soumis à l'approbation du gouvernement « en conformité de l'art. 38 du contrat », approuvait ledit projet qui, comme celui de M. Machado, n'allait qu'au 81 km. 970. Cette approbation était donnée « *sans préjudice de la présentation du projet concernant la dernière partie de la voie ferrée jusqu'à la frontière* » (Doc. Port., série D, n° 9).

La portée de cette réserve est controversée entre les parties. Le Portugal y voit une allusion directe aux huit à neuf kilomètres manquants, tandis que les parties demanderesses, en s'appuyant sur une lettre de Mac Murdo (App. anglo-amér., n° 64), soutiennent que la clause en question ne vise que les modifications de plan qui seraient nécessitées par une différence de niveau de 60 m. entre le point frontière marqué sur le projet portugais et le point frontière marqué sur le projet de la ligne du Transvaal.

Dans un rapport ultérieur adressé par lui, en date du 20 août 1885, au ministre de la marine et des colonies (Doc. Port., série B, n° 5), M. Machado reconnaissait à nouveau qu'il s'était trompé quant à la ligne de

frontière et que la longueur du tracé sur le territoire portugais n'était pas de 82 km., mais bien de 90,839 m. Il joignait à ce rapport le projet de la section supplémentaire, d'une longueur de 8,928 m.

Les demandeurs contestent également que ce fait leur ait jamais été communiqué, bien que M. Machado, dans un troisième rapport, du 23 juin 1886 (Doc. Port., série G, n° 12), eût rappelé au gouvernement que l'entreprise n'avait pas encore soumis à son approbation le projet des 8 derniers kilomètres du tracé.

M. Machado, dans un rapport du 22 décembre 1888 (Doc. Port., série M, n° 23), a affirmé, au contraire, que la Compagnie connaissait depuis longtemps quelle était la vraie étendue, à un kilomètre près, de la ligne. « Je l'ai dit — écrit M. Machado — à un de ses directeurs à qui j'ai montré, en 1885, le projet de la dernière portion de la ligne, lors de mon retour à Lisbonne, après avoir terminé les études du chemin de fer du Transvaal; je l'ai répété en cette même année à l'ingénieur Rumball, quand celui-ci se trouvait à Lisbonne traitant des affaires relatives au chemin de fer de Lourenço-Marques, pour le compte de la Compagnie. »

La partie défenderesse allègue un autre fait qui démontrerait, selon elle, que la Compagnie connaissait au moins depuis 1886 la véritable longueur du parcours : le prospectus, de mars 1886, pour une émission d'obligations (qui échoua) de la Compagnie portugaise, et celui de 1887, pour l'émission des obligations de la Compagnie anglaise estimaient tous deux les frais d'exploitation sur la base de 90 kilomètres : « *Vorking expenses at 500 liv. st. per kil. (90 kil. \times 500 liv. st. = 45,000 liv. st.)* » (App. anglo-améric., n° 16).

Les demandeurs répondent que les mêmes prospectus indiquent comme longueur du chemin de fer 52 milles anglaises, ce qui équivalait à 82 kilomètres. Quant au chiffre de 90, ils ignorent comment il « s'est glissé dans le prospectus ». « Peut-être, conjecturent-ils, un employé anglais, peu accoutumé aux kilomètres, a-t-il commis l'erreur; peut-être, en calculant les frais d'exploitation, a-t-on jugé bon — comme on le fait parfois — d'ajouter à la longueur de la ligne entre les points extrêmes, quelques kilomètres pour voies d'évitement, de chargement et de garage et pour les petites voies supplémentaires qui pourraient être nécessaires, telles, par exemple, la ligne qui devait courir le long de la jetée à Lourenço Marques » (Mémoire américain, p. 26).

*
**

Les plans ayant été approuvés par arrêté du 30 octobre 1884, c'est, aux termes de l'art. 40 de l'acte de concession, à trois ans de cette date, soit le 30 octobre 1887, qu'expirait, semblait-il, le délai imparti pour la construction de la ligne.

Par décret royal du 28 décembre 1885 (Doc. Port., série F, n° 9), ce délai fut prorogé d'un an, à la condition que les travaux commençassent avant le mois de juin 1886.

En avril 1886, la Compagnie se déclara impuissante à commencer les travaux avant ladite date. Le gouvernement portugais résolut alors, « en vue de satisfaire aux engagements pris envers le gouvernement de Pretoria », de commencer les travaux pour le compte de l'Etat, sans résilier la concession, la Compagnie s'engageant à les reprendre aussitôt que les circonstances le lui permettraient (Doc. Port., série F, nos 18 à 22), ce

qu'elle fit plus tard, en remboursant au Portugal la somme de 13,813 liv. st. 18. 1.

Le 7 mars 1887, la Compagnie anglaise qui avait été fondée dans l'intervalle passa un contrat avec Sir Thomas Tancred, entrepreneur, pour la construction de la ligne jusqu'au point kilométrique 81,970.

L'entrepreneur se mit à l'œuvre et poussa rapidement les travaux, ainsi que put le constater à la fin de juillet 1887 M. Machado, envoyé à Lourenço Marques par son gouvernement pour contrôler l'ouvrage en cours d'exécution.

Mais M. Machado fit aussi une autre constatation moins réjouissante : Il apprit, à son arrivée, que la Compagnie ne possédait aucune copie des plans de la dernière section. Il s'empessa alors d'en communiquer une, par envoi du 23 juillet 1887 (Appendice amér., n° 112, 2°), à M. Rumball, ingénieur résident de la Compagnie. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet dans son rapport, du 2 août 1887, à la direction générale des colonies (Doc. Port., série J, n° 4) :

« Dès que je suis arrivé, j'ai fait faire des copies de la dernière section
« du tracé, longue de 9 km. à peu près, et je les ai envoyées officielle-
« ment au représentant de la Compagnie. Celui-ci, de même que l'entre-
« preneur général, ont été fort surpris de cette nouvelle, car ils suppo-
« saient qu'ils n'auraient à construire que les 82 kilomètres indiqués dans
« les dessins qu'ils possédaient. J'ai, cependant, montré au représentant
« de la Compagnie que le contrat ne déterminait pas un certain nombre
« de kilomètres, et qu'il faisait à peine une référence générique à un che-
« min de fer compris entre Lourenço Marques et la frontière.

« Cette question pourrait donner lieu à des complications parce que
« l'entrepreneur général n'avait pas contracté la construction de la ligne
« par kilomètre, mais l'exécution de 82 kilomètres pour une somme
« ronde.

« Ils ont télégraphié à Londres sur cette difficulté inattendue, et, il y a
« quelques jours, ils m'ont dit avoir reçu une réponse favorable, qui per-
« mettait la continuation des travaux jusqu'à la frontière.

« Comme vous savez, la ligne qui doit limiter le territoire portugais et
« celui du Transvaal est indiquée par le traité du 29 juillet 1869, mais
« elle n'a jamais été marquée avec précision sur le terrain. On sait qu'elle
« passe par le sommet des Limbobos, mais, comme ce sommet n'est pas
« déterminé par des points mathématiques, il s'ensuit qu'en arrivant sur
« le terrain on voit qu'il est impossible de fixer la division des territoires,
« sans un accord préalable avec les deux pays, parce que, sur les cimes
« de ces montagnes, comme il arrive d'ailleurs sur presque toutes les
« chaînes de montagnes, il y a de vastes étendues horizontales et d'au-
« tres si irrégulières qu'il n'est pas facile de préciser de quel côté coulent
« les eaux. »

M. Machado ajoutait qu'étant chargé de traiter avec le cabinet de Pretoria de la fixation de cette ligne de limites, il comptait se rencontrer prochainement à cet effet avec les délégués du Transvaal.

M. Machado a relaté depuis — dans son rapport du 22 décembre 1888 (Doc. Port., série M, n° 23) — que « peu de temps après » la Compagnie avait fait faire l'étude du tronçon manquant. « Cette partie du tracé, écrit-il, est non seulement représentée dans les dessins que le délégué de la Compagnie a présentés officiellement à l'agent fiscal du gouvernement

« à Lourenço Marques en 1887, mais elle se trouve piquetée sur le terrain, « où je l'ai examinée minutieusement. »

Le 26 août 1887, M. Machado annonçait à la direction générale des colonies qu'il partait le lendemain pour l'intérieur « afin de procéder conjointement avec les délégués du gouvernement de Pretoria à la démarcation de la frontière » (Doc. Port., série J, n° 2).

La rencontre projetée eut lieu le 7 septembre, mais n'amena aucun résultat immédiat ; les négociations avec le Transvaal au sujet de la délimitation de la frontière traînèrent dès lors en longueur.

Le 29 septembre, M. Machado écrivait à la même direction (Doc. Port., série J, n° 3) : « Les terrassements sont presque terminés jusqu'au kilomètre 80. Au delà, il n'y a rien de fait excepté le tracé, ce qui est le résultat du contrat passé entre la Compagnie et l'entrepreneur général, « contrat qui se rapportait seulement à un nombre précis de kilomètres. « Le constructeur Sir Thomas Tancred m'a dit qu'il attend à chaque moment l'ordre télégraphique qui lui permettra de pousser les travaux jusqu'à la frontière... »

« M. Philipp Kneé, nommé directeur de l'exploitation de ce chemin de fer est aussi arrivé... Il s'est montré au courant de l'affaire de la station « à la frontière, des avantages ou plutôt de la nécessité absolue pour « la Compagnie de prolonger la ligne jusqu'au lieu convenable à cette « station. »

Le 27 octobre 1887, M. Machado écrit à ses supérieurs (Doc. Port., série J, n° 4) qu'il s'en faut encore de beaucoup pour que le chemin de fer soit complètement terminé. « Dans la dernière section de 9 km., la plus « difficile de toute la ligne, il n'y a de fait que le tracé et le nettoyage des « broussailles. La Compagnie, par son représentant auprès de nous, « M. Philipp Kneé, m'a déclaré qu'elle reconnaît être obligée à construire « cette section de la voie ; cependant l'entrepreneur m'a dit, il y a deux « jours, qu'il n'avait pas encore reçu d'ordre pour attaquer les travaux... »

Le 29 octobre 1887, la Compagnie portugaise (Doc. Port., série J, n° 5 ; App. anglo-améric. n° 88), annonce au ministre de la marine et des colonies que la ligne pourrait être ouverte le 1^{er} novembre. mais que, en raison de difficultés qui pourraient surgir et désirant éviter l'hypothèse possible, bien qu'improbable, de ne pas se trouver tout à fait prête « le jour fixé par une loi », elle demande de vouloir bien reculer ce terme de quinze jours. « Cette prorogation, écrit la Compagnie,... nous donnera la certitude que, quoique la ligne ne soit pas complètement achevée, nous « nous trouverons dans la légalité... »

Le ministre répondit, le 7 novembre 1887 (Doc. Port., série J, n° 6 ; App. anglo-améric., n° 89) :

«... Le gouvernement n'hésite pas, vu l'état avancé des travaux... à « accorder une prorogation raisonnable du terme qui... est expiré le « 30 octobre dernier. Cependant, il lui semble que le délai de quinze jours « ne peut être suffisant pour le complet achèvement des travaux auxquels se rapporte l'article 1^{er} du contrat puisque... *il reste encore à « faire toute la dernière section de 9 kilomètres et le projet de cette « section n'a même pas encore été soumis à l'approbation du gouvernement en conformité des dispositions de l'arrêté ministériel du « 30 octobre 1884...*

« Il serait par conséquent convenable que la Compagnie étendit le dé-

« lai de la prorogation qu'elle sollicite jusqu'à la limite qu'elle juge indispensable pour le complet achèvement de la ligne... »

A cette communication — qui, à part la lettre Machado du 23 juillet 1887, est la première pièce officielle dans laquelle il soit question, entre le gouvernement et la Compagnie, des 9 kilomètres restant à construire — le directeur, résidant à Lisbonne, de la Compagnie portugaise répondit, le 14 novembre 1887 (Doc. Port., série J, n° 7; App. anglo-améric., n° 90), par une note circonstanciée. Il y reconnaît la nécessité d'une prorogation de délai plus étendue pour faire cesser une équivoque subsistant à propos du « point essentiel » : « la question des 9 kilomètres ».

« Or — écrit le directeur — c'est là-dessus que mes informations sont insuffisantes. Il est toutefois certain qu'à Mozambique, le gouvernement a admis que la ligne était complète, au point que l'inauguration officielle devait se faire le 1^{er} novembre et qu'elle n'a pas eu lieu seulement parce que les wagons de voyageurs n'étaient pas encore arrivés. Il est de fait, au surplus, que la ligne a été officiellement approuvée.

« Mes collègues de Londres regardent la ligne comme officiellement ouverte et les documents officiels ne disent pas le contraire. Comment, dès lors, expliquer que, en présence de ces faits, on affirme en même temps non seulement que la Compagnie n'a pas exécuté la dernière section de la ligne, mais qu'elle n'a pas même présenté le projet de cette dernière section à l'approbation du gouvernement ?

« Je sais ce que dit l'arrêté du 30 octobre 1884 et je sais dans quelle prévision il a été rendu, mais aucun document officiel existant dans les bureaux de notre Compagnie n'établit que la dernière section soit de 9 km. Elle pourrait être tout aussi bien de 9 km. que de 90 ou de 900 m. Il y a eu certainement des motifs qui ont empêché le major Machado d'achever lui-même l'étude de la ligne et de la continuer jusqu'à la frontière. Ces obstacles ont-ils disparu ? Nous ne le savons pas. La Compagnie a sans doute l'obligation et réclame le droit de conduire le chemin de fer jusqu'à la frontière, mais elle ne pourra certainement le faire sans que le gouvernement lui dise d'une manière positive quelle est la frontière. Cette frontière est-elle parfaitement définie et clairement déterminée ? Il me semble que, sur ce point, le ministère ne pourra pas me donner une réponse catégorique et tout me porte à supposer que la fixation de ce point est la seule cause du retard auquel il est fait allusion.

« De plus..., en présence des études et des projets approuvés par le gouvernement, la Compagnie était bien loin de prévoir que la frontière se trouverait, comme votre Excellence l'affirme, à 9 km. au-delà du terminus fixé dans ces études. Les études définitives se terminaient en deçà du kilomètre 81, mais on calculait que la frontière ne serait que peu de mètres plus loin, si bien que nos employés, en copiant des documents officiels, ont mis sur un des tracés, dont l'ensemble constitue les études approuvées par le gouvernement, la désignation de « frontière » au kilomètre 82. » (La partie américaine, v. page 127 de son mémoire introductif, fait observer à ce sujet que l'auteur de ces lignes faisait erreur : le mot « frontière » se trouvait déjà indiqué, au point 81 km. 970 sur les plans originaux signés du major Machado.)

La direction déclarait, en terminant, accepter l'offre du ministre et lui

demandait la prorogation, pour trois mois, du délai accordé à la Compagnie.

Le ministre de la marine, dans sa réponse du 17 novembre 1887 (Doc. Port., série J, n° 8 ; App. anglo-améric., n° 91), contesta que la ligne, telle qu'elle était, eût été approuvée officiellement. « Quant à la question de la « section de la frontière — écrit-il — comme vous déclarez que vos infor- « mations sont insuffisantes, je vous donnerai les explications qui, cer- « tainement, vous permettront de reconnaître que, sur ce point, il ne peut « y avoir de doute quant à l'obligation, incombant à la Compagnie, de « construire la partie de la ligne qui reste au delà du kilomètre 82.

« Lorsque, en 1882, M. l'ingénieur Machado étudia le tracé du chemin « de fer de Lourenço Marques à la frontière du Transvaal, il n'en put « achever les études jusqu'à la frontière, ce qu'il fit seulement en 1883.

« A ce ministère, se trouve l'avant-projet, préparé par lui, de la section « des terres de Legoco à la frontière, sur une étendue de 8,927 m. 60, et « c'est à cette section que se rapportait l'arrêté ministériel du 30 octobre « 1884, rappelant au concessionnaire l'obligation où il était de présenter « le projet de la dernière partie de la voie ferrée près de la frontière.

« Le projet de M. Machado est préparé d'après la ligne de limites fixée « par le traité de 1869. Mais, comme celle-ci n'a jamais été marquée sur le « terrain et qu'il doit y avoir un accord avec le Transvaal pour détermi- « ner la ligne de séparation des territoires, ce qui a déjà été l'objet de pre- « mières négociations, il se peut qu'il y ait quelque petite modification « dans le terrain où est tracée la voie sur l'avant-projet de l'ingénieur « Machado, modification qui, cependant, ne changera pas celui-ci d'une « manière sensible »

La prorogation de délai sollicitée fut d'ailleurs accordée par un arrêté ministériel du 19 novembre 1887 (Doc. Port., série J, n° 9), qui prorogeait pour trois mois, soit jusqu'au 31 janvier 1888, « le délai dans lequel, con- « formément à l'art. 40 du contrat du 14 décembre 1883, la voie ferrée « et les autres travaux indiqués dans l'article 1^{er} de ce contrat doivent « être achevés ».

Enfin, dans une dépêche ultérieure, du 23 novembre 1887 (Doc. Port., série J, n° 10), le ministre informait la Compagnie qu'il avait autorisé l'exploitation provisoire de la ligne avec la réserve expresse que ni l'ouverture de celle-ci ni l'inauguration officielle ne porteraient préjudice au droit du gouvernement d'obliger la Compagnie à construire la dernière section et les autres travaux manquant pour l'achèvement de l'ouvrage.

Le ministre annonçait en même temps à la Compagnie que, suivant une information télégraphique reçue de M. Machado, *les premiers 7 kilomè- « tres de la section de la frontière sont complètement à l'abri de « toute modification résultant de la démarcation de la frontière et « qu'on peut procéder aux travaux de construction de cette partie, « qui est la plus difficile.*

« La démarcation ne pourra apporter quelque légère modification « que sur les deux derniers kilomètres ; mais d'après les communica- « tions dudit ingénieur, la solution des négociations entamées à ce su- « jet est attendue à chaque moment. »

La Compagnie ne semble pas avoir formulé, à l'époque, aucune objec- tion ou réclamation contre le contenu de la dépêche ministérielle du 23 novembre 1887.

L'inauguration de la ligne jusqu'au kilomètre 80,5 eut lieu le 14 dé-

cembre 1887. (Doc. Port., série J, nos 12 et 13.) L'ingénieur Machado et le gouverneur de Mozambique, en rendant compte de ce fait, signalaient l'achèvement imparfait du chemin de fer et l'état purement provisoire des gares et de quelques travaux d'art.

Le gouvernement défendeur soutient, en s'appuyant sur l'expertise, que l'ouvrage effectué à cette époque, même abstraction faite des neuf kilomètres manquants, ne pouvait être considéré comme achevé dans les termes de la concession ; qu'il eût pu, par conséquent, rescinder à ce moment l'acte du 14 décembre 1883 et que, s'il a patienté, il n'a renoncé ni à son droit de rescision, en général, ni à se prévaloir, en particulier, de l'inachèvement des 82 premiers kilomètres ; qu'il n'a consenti que conditionnellement à suspendre l'exercice de ce droit, c'est-à-dire à la condition qui, selon lui, ne se réalisa pas, que la dernière section de la ligne fût terminée dans un délai raisonnable.

Le fait est que la Compagnie ne se mit point en mesure d'achever, voire même de commencer, dans le délai expirant le 31 janvier 1888, les sept kilomètres de la dernière section qu'on lui avait déclarés être à l'abri de toute modification ultérieure.

M. Machado écrivait à ce propos, le 19 janvier 1888, à la direction des colonies (Doc. Port., série J, n° 16) : « Le représentant de la Compagnie « m'a informé que sous peu commencera la construction de la section de « la frontière et que, si la Compagnie n'avait pas plutôt ordonné l'exécution de ce travail, cela vient de ce qu'elle n'avait pas reçu en temps « opportun le projet y relatif. »

Et la Compagnie elle-même mandait à ce sujet, le 20 janvier 1888, au ministre de la marine et des colonies (Doc. Port., série J, n° 14 ; App. anglo-améric., n° 27) :

« ...il nous est absolument impossible de présenter ce projet tant que « le gouvernement n'aura pas fixé d'une manière définitive et précise la « ligne exacte qui sépare le territoire portugais de celui de la République « du Transvaal. »

Fondée sur ce motif, la Compagnie sollicitait du ministre qu'il fût reconnu par un document émanant de son ministère qu'elle avait fidèlement exécuté son contrat au moins en tout ce qui dépendait exclusivement d'elle-même, les conditions et les délais de la construction de la ligne entre le terminus provisoire et la frontière dépendant de la démarcation définitive de celle-ci, ainsi que des circonstances où cette démarcation placerait la Compagnie.

Le ministre répondit à cette requête par dépêche du 31 janvier 1888 (Doc. Port., série J, n° 15 ; App. anglo-améric., n° 28) que la fixation de la frontière dépendait des négociations diplomatiques entamées entre le gouvernement portugais et le Transvaal. Puis, il déclarait textuellement :

« *La délimitation de la frontière une fois arrêtée, le gouverne-
ment ne s'opposera pas à ce qu'il soit établi un délai raisonnable
pour l'achèvement de la ligne, et il continuera d'user envers la Com-
pagnie... de toute la bienveillance compatible avec l'exécution du con-
trat du 14 décembre 1883.* »

Cette déclaration catégorique était, à la vérité, suivie de la réserve que voici :

« Je dois vous rappeler que si le gouvernement reconnaît que le défaut « de fixation de la frontière constitue un motif sérieux pour que la Com-

« pagnie ne puisse achever immédiatement la ligne, il n'est pas moins
 « certain que les deux propositions de délimitation ayant une partie
 « commune d'environ 7 kilomètres,... il serait possible et convenable de
 « soumettre dès à présent le projet de ce tronçon sur lequel il n'y a aucun
 « doute, ce qui permettrait d'avancer assez les travaux de construction
 « et de parvenir plus rapidement à l'exécution complète de la ligne, au
 « grand avantage de l'Etat et de la Compagnie elle-même. »

Il n'apparaît pas que la Compagnie ait rien répondu à cette observation. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'entra pas dans les vues qu'on lui suggérait : aucun projet ne fut présenté les travaux de continuation de la ligne demeurèrent suspendus et les choses en restèrent là des mois durant, les négociations avec le Transvaal au sujet de la délimitation de la frontière traînant de plus belle, à cause de la question des tarifs dont l'exposé fait l'objet du chapitre suivant.

Mais il n'apparaît pas davantage que le gouvernement soit revenu à la charge auprès de la Compagnie. Le ministre de la marine lui-même, dans une lettre du 26 juin 1888 à son collègue des affaires étrangères (Doc. Port., série V, n° 8), émettait l'avis « qu'il serait peu raisonnable d'obliger la Compagnie à construire 7 ou 8 kilomètres, pour renvoyer jusqu'au moment où la frontière serait fixée la construction de la petite partie restante ».

La partie défenderesse fait valoir, il est vrai (Duplique, p. 138) que les réflexions ci-dessus ne sont pas des déclarations faites à la Compagnie, mais « de simples arguments destinés à servir dans les négociations avec le gouvernement transvaalien ».

C'est le 3 septembre 1888 seulement que le ministre de la marine et des colonies, en envoyant à la Compagnie le projet d'un accord avec le Transvaal concernant les tarifs, etc., pria celle-ci (Doc. Port., série M, n° 10; App. anglo-améric., n° 29), « de bien vouloir » lui « faire connaître le délai dans lequel, après fixation de la frontière d'un commun accord entre les deux gouvernements, la Compagnie pourra commencer les travaux de construction de la partie qui manque pour le complément de la voie, ainsi que le temps strictement indispensable pour que cette partie du chemin de fer puisse être ouverte à l'exploitation. La Compagnie, ajoutait-il, a entre les mains une copie du projet de l'ingénieur Machado qui y est relative, et qui a été remise par ce dernier aux représentants de la Compagnie; elle est donc à même d'exécuter rapidement... les travaux d'achèvement de la ligne jusqu'à la frontière ».

La direction de la Compagnie ne répondit pas à la seconde partie de cette question. Elle se borna à déclarer, dans sa lettre du 12 octobre 1888 (Doc. Port., série M, n° 12; App. améric., n° 145), « qu'elle commencera la construction des derniers kilomètres de sa ligne aussitôt que lui sera notifié officiellement le point définitif de la frontière, sans préjudice de toute réclamation que la Compagnie se considère comme ayant le droit d'élever ».

Le gouvernement résolut alors d'indiquer sans plus tarder à la Compagnie un point terminus, quitte à s'entendre ensuite avec le Transvaal sur la ligne de frontière définitive. Il prit à cet effet l'arrêté ministériel du 24 octobre 1888 (Doc. Port., série M, n° 13; App. anglo-améric., n° 41), dont voici, textuellement, le dispositif :

« 1° Il est fixé un délai de huit mois pour l'achèvement définitif de la

« voie de Lourenço Marques ; le *terminus* de la construction étant le dé-
« filé de l'Incomati (88 km. 300), marqué par la lettre A sur le croquis ci-
« joint qui fait partie du présent arrêté.

« 2° Le délai ainsi fixé comprendra le temps nécessaire pour la présen-
« tation du projet relatif aux kilomètres sus-mentionnés, pour son appro-
« bation par le gouvernement et la construction y ayant trait, ainsi que
« pour l'achèvement de la ligne selon les conditions de l'art. 1^{er} du con-
« trat du 14 décembre 1883.

« 3° Dans ce délai, quinze jours, comptés de la présentation des études
« au ministère de la marine, seront réservés au gouvernement pour pren-
« dre une décision à l'égard du projet respectif ; quelque espace de temps,
« au delà de quinze jours, qui puisse s'écouler entre la présentation et
« cette décision, n'entrera donc pas dans la computation des huit
« mois.

« 4° Le délai de huit mois fixé dans cet arrêté remplacera, pour tous
« les effets, la période indiquée à l'article 40 du contrat du 14 décem-
« bre 1883. »

La Compagnie qui, semble-t-il, ne demandait pas mieux que de voir
les tractations avec le Transvaal se perpétuer, pour avoir un motif plau-
sible de ne pas poursuivre la construction, paraît avoir été médiocrement
satisfaite de cette façon de tourner la difficulté. Dans une lettre du 26 oc-
tobre 1888 au ministre de la marine et des colonies (Doc. Port., série M,
n° 16) elle disserte longuement sur la différence qu'il y a entre *frontière*
et *terminus*. « Si, écrit-elle, le point indiqué par Votre Excellence est
« celui de la *frontière définitive*, nous n'avons rien à objecter et nous
« exécuterons ce que nous avons promis avec les réserves que nous avons
« faites... Si le point *terminus*... n'est pas la *frontière définitive*... nous
« protestons en vertu de notre droit... »

Le gouvernement coupa court à ces objections en déclarant, par arrêté
ministériel du 29 octobre 1888 (Doc. Port., série M, n° 17 ; App. anglo-
améric., n° 32), « que le point *terminus* fixé dans l'arrêté ministériel du
« 24 du mois courant... doit être considéré comme équivalant au point de
« la *frontière* désigné dans le n° 1 de l'article 1^{er} du contrat du 14 dé-
« cembre 1883 ».

Un mois plus tard, le 30 novembre 1888, le directeur, résidant à Lis-
bonne, de la Compagnie portugaise informait le ministre de la marine et
des colonies (Doc. Port., série M, n° 21 ; App. anglo-améric., n° 63) que
ses collègues de Londres s'étaient mis en quête d'un entrepreneur, mais
que celui-ci leur avait fait observer qu'il ne serait « ni prudent ni même
« possible de commencer les travaux pendant les cinq mois prochains ».

« Les pluies torrentielles empêcheront l'exécution de tous les travaux ;
« on s'exposera à une forte dépense pour les logements des ouvriers et,
« en outre, le climat meurtrier nous ferait commettre un acte criminel
« en exposant nos employés à son influence fatale. »

La Compagnie déclarait que ces considérations lui rendaient complète-
ment impossible la construction de la voie dans le délai imparti par le
gouvernement. Aussi sollicitait-elle le ministre de lui accorder une proro-
gation de délai équitable.

Le gouvernement requit l'avis du comité consultatif des travaux pu-
blic et des mines. Celui-ci, dans son rapport du 20 décembre 1888 (Doc.
Port., série M, n° 22), sur le vu des plans Machado, pose en fait « qu'il
« n'y a point de travaux d'art importants, que le mouvement de terres à

« effectuer est insignifiant et que... comme il s'agit d'un tronçon complé-
 « mentaire à l'extrémité de la partie déjà en exploitation,... les diffi-
 « cultés sont bien moindres qu'elles ne l'étaient dans la première pé-
 « riode.

Le rapport conclut, pour ces différents motifs, « qu'il n'y a pas néces-
 « sité de proroger dès à présent le défal ». « Si, toutefois, ajoute-t-il, pen-
 « dant l'exécution des travaux, il se produisait des circonstances de na-
 « ture à justifier la prorogation demandée, le gouvernement l'accordera
 « certainement dès qu'il reconnaitra que la Compagnie a employé tous
 « ses efforts pour tenir honorablement les engagements contractés. »

M. Machado, qui fut également consulté, conclut dans le même sens.
 « Il est vrai » — disait-il entre autres arguments dans son rapport du
 22 décembre 1888 (Doc. Port., série M, n° 23) — « il est vrai que dans la
 « période fixée pour la conclusion des travaux, il y a quatre mois de
 « pluies pendant lesquels il n'est pas commode ni économique de faire
 « des ouvrages de chemin de fer ; cependant, même pendant cette sai-
 « son, il est sans doute fort possible de faire avancer sensiblement les tra-
 « vaux de terrassement. Et... il reste encore quatre mois, période suffi-
 « sante pour que la Compagnie puisse faire les travaux... Celui qui a
 « construit 80 kilomètres de chemin de fer en sept mois, sait parfaite-
 « ment comment il faut faire pour en construire encore huit dans plus de
 « la moitié d'une telle période. »

Le gouvernement, par un arrêté ministériel du 27 décembre 1888 (Doc.
 Port., série M, n° 23 ; App. anglo-améric., n° 33), dont les motifs repro-
 duisent à peu près les arguments avancés par M. Machado, refusa la pro-
 longation demandée et ordonna « que le délai fixé soit maintenu dans tous
 ses effets ».

Peu de jours après, les pluies intenses et continuelles qui tombèrent
 dans les parages de Lourenço Marques vinrent causer de graves dégâts
 au tronçon de ligne déjà construit et en exploitation, notamment au kilo-
 mètre 10 et sur tout le parcours du kilomètre 62 au kilomètre 81.

L'ingénieur Araujo, qui avait succédé à M. Machado, en avisa le gou-
 vernement par ses télégrammes du 18 et du 23 janvier 1889 (Doc. Port.,
 série N, n° 4). Celui-ci, par office de la direction générale des colonies, du
 28 du même mois (Doc. Port., série N, n° 6), invita la Compagnie à « dé-
 « clarer quelles ont été les mesures que la direction de la Compagnie a
 « prises ou va prendre pour que, dans le plus court délai possible, on
 « obtienne non seulement que la circulation soit rétablie, mais aussi que
 « l'on puisse éviter, autant que possible, la répétition de pareils
 « faits ».

Et l'office ajoutait : « M. le ministre me charge aussi de vous rappeler
 « combien il est important, pour des considérations d'ordres divers et spé-
 « cialement en raison des art. 44 et 45 du contrat du 14 décembre
 « 1883, que la durée de l'interruption dans le service du chemin de fer
 « soit la moindre possible. »

La direction de la Compagnie répondit en date du 1^{er} février 1889 (Doc.
 Port., série N, n° 7) que sans pouvoir préciser d'ores et déjà, faute de ren-
 seignements suffisants, les mesures adoptées, elle ferait tous ses efforts
 pour que la circulation des trains fût rétablie le plus tôt possible.

Dans son rapport plus circonstancié du 24 janvier 1889, arrivé à Lis-
 bonne le 26 février (Doc. Port., série N, n° 5), l'ingénieur Araujo signa-
 lait entre autres dégâts très importants « les cinq grands ponts qui ont

« été entraînés entièrement ou en partie » et il estimait à quatre mois au minimum le temps nécessaire pour la reconstruction ou la réparation de ce qui était perdu ou endommagé.

Revenant ensuite en une certaine mesure de cette première impression pessimiste, il déclarait dans un rapport suivant, du 13 février 1889 (Doc. Port., série N, n° 9), qu'il ne connaissait aucune difficulté qui pût empêcher que les travaux de réparation ne fussent complets au terme du délai fixé par l'arrêté ministériel du 24 octobre 1888. « ... Je ne vois pas de « raisons qui empêchent d'attaquer les travaux sur deux ou trois points « simultanément ; les rivières sont maintenant à sec... Tout cela est une « question de personnel et d'argent. »

La Compagnie avait soumis, dans l'intervalle, au mois de février, les plans du dernier tronçon à l'approbation du gouvernement portugais. Ces plans, qui n'étaient autres que ceux communiqués à la Compagnie, en juillet 1887, par l'ingénieur Machado, furent approuvés le 23 février 1889 (Doc. Port., série M, n° 28).

Le 27 mars 1889, la Compagnie passait un contrat avec l'ingénieur Sawyer pour l'exécution de cet ouvrage (Doc. Port., série O, n° 1). Aux termes de ce contrat, M. Sawyer s'engageait « à faire tous ses efforts pour « que les travaux soient terminés le mieux possible et en état d'être ou- « verts au trafic le 24 juin prochain ». Il y était stipulé, d'autre part, que « si l'achèvement des travaux était retardé au-delà de la fin de septembre, « *faute de fonds mis à la disposition d'Ernest E. Sawyer*, il ne sera « pas obligé de continuer les travaux au-delà de cette date, et cela n'af- « fectera nullement la rémunération de ses services ».

L'assistant de M. Sawyer partit pour Delagoa Bay au mois de mars et M. Sawyer lui-même le suivit le 8 avril. Il n'arriva à Lourenço-Marques que le 10 juin.

La Compagnie avait aussi entrepris les travaux de réfection de la première section ; mais M. Araujo lui reprochait d'y procéder avec trop de lenteur. « Si l'on continue les travaux de la même manière qu'on l'a fait « jusqu'aujourd'hui, ils ne seront certainement pas terminés à la fin de « juin », écrivait-il dans son rapport du 9 mars 1889 (Doc. Port., série N, n° 12). Et il ajoutait cette réflexion : « Si la Compagnie procédait ra- « pidement à l'exécution de tous ces travaux et si, après, on reconnais- « sait positivement qu'il lui était impossible de faire le reste... d'ici à la « fin de juin, il serait peut-être juste et raisonnable de lui accorder alors « une prorogation du délai. Mais jusqu'à ce jour, du moins, la Compa- « gnie ne s'est pas conduite de façon à mériter cette condescendance. Les « travaux sont exécutés comme le ferait un propriétaire très honnête, « pour qui le temps est une question secondaire et qui n'emploie de per- « sonnel et de matériel qu'à mesure qu'il obtient des moyens ou du cré- « dit pour payer l'un et l'autre. »

Aussi M. Araujo soupçonnait-il la Compagnie de manquer de fonds et d'être en butte à des difficultés financières. Il citait des rapports d'après lesquels des nègres employés à la construction quittaient les chantiers faute de recevoir leur paie.

Ce qui, écrivait-il, le surprenait dans ces procédés, « c'était le peu de « cas que l'on faisait de la question de temps ». Il en avait fait l'observa- tion au directeur, M. Knee, et celui-ci lui aurait répondu en riant : « Ni « vous, ni moi ne pouvons prévoir ce qui arrivera d'ici à la fin de juin ». M. Araujo voyait dans cette réponse une preuve nouvelle de ce « que la

« Compagnie ne se gêne pas pour déclarer que l'arrêté ministériel du « 24 octobre ne peut lui causer le moindre embarras ». Et il relatait — d'après l'*European Mail* du 4 janvier — la déclaration suivante qu'aurait faite à ce propos, à l'assemblée générale de la Compagnie de Lourenço Marques, le président, M. Matheson : « Il serait matériellement « impossible de commencer avant le mois de mai quelques travaux que « ce soit. Cette saison est celle des grandes pluies dans cette région et « pour cette raison, elle est tellement malsaine qu'il est impossible d'ob- « tenir des blancs, ou même des indigènes quelconques, pour travailler « avant ce mois-là... Nous devons donc, pour cela, commencer les tra- « vaux en mai, et nous espérons avoir la ligne jusqu'à la frontière com- « plétée fin de septembre. Je mentionnerai, entre parenthèses, que le gou- « vernement portugais a fixé le délai au 28 (*sic*) juin pour achever la ligne, « mais cela, et nous avons des raisons pour le croire, n'est qu'une ques- « tion de forme et l'on n'insistera pas sur ce point... Je ne crois pas que « nous devons avoir la moindre préoccupation à ce sujet » (Rapport pré- « cité).

Dans une lettre adressée le 2 avril 1889 au représentant de la Compagnie (Doc. Port., série N, n° 15), l'ingénieur Araujo lui rappelait qu'il n'y avait encore, à ce moment, rien de fait quant au prolongement de la ligne et que les travaux de réparation étaient encore fort arriérés. Il accusait la Compagnie d'inaction et réclamait « avec insistance » contre cette manière d'agir.

Le représentant de la Compagnie répondit le 8 avril 1889 (Doc. Port., série N, n° 16) que quant au prolongement de la voie, du terminus actuel jusqu'au kilomètre 88,300, le gouvernement portugais ayant donné son approbation aux plans, on avait pris des mesures pour que la construction se fit au plus vite ; que, quant à la reconstruction de la première section, elle avait été poussée vigoureusement et exécutée solidement jusqu'à Movêne (kilomètre 67) ; mais, ajoutait-il, « son prolongement depuis ce « point jusqu'au terminus final, après l'expérience de l'année dernière, « serait une honte pour la Compagnie si elle avait posé la ligne avant la « fin du mois d'avril », cela en raison des dangers du climat à cette époque de l'année.

L'ingénieur Araujo, dans une longue lettre du 24 avril 1889 (Doc. Port., série N, n° 18, B), exposa sa manière de voir au représentant de la Compagnie. En admettant même que « les réparations de la ligne exigeassent « des ressources spéciales en matériaux, qu'il serait nécessaire d'acqué- « rir en Europe » et que, pour obtenir ces ressources, le délai imparti par le gouvernement fût insuffisant, il faisait néanmoins observer ce qui suit :

« Il m'est avis... qu'il eût été d'un procédé correct d'activer autant que « possible les nombreuses réparations qui pouvaient s'effectuer de suite « et qu'après avoir démontré qu'on a déployé la plus grande célérité « compatible avec les ressources, l'occasion eût alors été opportune pour « solliciter du gouvernement portugais qu'il voulût bien tenir compte des « désastres occasionnés par la crue énorme et même anormale, et lui de- « mander une prorogation du délai qu'il aurait tenue pour justifiée par « les efforts faits pour activer les travaux de réparation. »

Or, ajoutait-il plus loin, « il n'en a pas été ainsi ; vous n'avez point « ordonné d'activer les réparations de la voie ferrée dans la limite des « ressources locales ».

Le 9 mai 1889, l'ingénieur Araujo informait son gouvernement (Doc. Port., série N, n° 49) que la Compagnie du chemin de fer avait recommencé les travaux de réparation de la voie au-delà du kilomètre 67 et qu'elle allait construire des ponts provisoires pour pouvoir effectuer le transport des matériaux pour la construction des derniers kilomètres. L'ingénieur Sawyer, qui était déjà à Pretoria, devait sous peu se rendre dans ce but à Lourenço Marques. (Il n'y arriva que le 10 juin suivant.) Puis, M. Araujo relatait ce qui suit :

« La semaine dernière, je suis allé examiner le terrain où les derniers « kilomètres de la voie doivent être établis ; la hauteur atteinte par le dé- « bordement de l'Incomati oblige nécessairement à faire une dépense im- « portante pour la construction de ces kilomètres, attendu que l'on doit « surélever la voie entière et que cela nécessitera une construction très « soignée. »

C'est le 21 mai, à ce qu'affirment les parties demanderesses (mémoire américain, p. 151), que les travaux pour la construction de la dernière section auraient été commencés.

Le 24 mai, le ministre de la marine et des colonies télégraphiait à M. Araujo (Doc. Port., série O, n° 2) : « Dites si absolument impossible à « Compagnie achever voie ferrée jusque frontière jusque 24 juin. »

M. Araujo répondit le 28 mai (Doc. Port., série O, n° 2) qu'il considérait la chose comme impossible. « Jusqu'à présent vois à peine jalons placés « extension 1 kilomètre au-delà terminus actuel... »

Puis, à la date du 6 juin 1889, dans un rapport relatant l'état des travaux (Doc. Port., série N, n° 20), M. Araujo disait : « Ce n'est que ces der- « niers jours qu'on a commencé la construction des fondations pour le « pont près du kilomètre 80 et qu'on est en train de briser la roche au ki- « lomètre 80,700... En dehors de la casse de la roche... il n'y a que des « jalons plantés indiquant l'axe du tracé, sur une distance d'un kilomètre « environ, et on construit, avec toute lenteur, un hangar pour la forge et « quelques baraques en planches superposées, destinées probablement au « logement du personnel. »

Quant au tracé à adopter, M. Araujo exprimait à nouveau l'avis qu'il serait utile de le relever.

Enfin, par télégramme du 23 juin 1889 (Doc. Port., série O, n° 6), M. Araujo renseignait en ces termes le ministère sur l'état des travaux à la veille de l'expiration du délai imparti par l'arrêté ministériel du 24 octobre 1888 :

« Depuis Lourenço Marques jusqu'au kilomètre 80,500 manque cons- « truire les ponts Movêne 67, Umquanhêne 72, Sucutuini 74, terminer « construction pont Cherundella 80, réparer quelques petits ponts, refaire « remblais entre kilomètres 80 et 80,500, augmenter largeur ponts actuels, « conformité article 3 contrat, élever voie spécialement près ponts Mo- « vène, Sucutuini...

« Neuf derniers kilomètres tout à faire ;... on procède seulement à ou- « verture trois roches situées entre kilomètres 80,600 et 81 et à exécution « quelques travaux de terres entre routes et remblais broussailles jus- « que près kilomètre 83, Sawyer ayant commencé 12 juin marquer nou- « veau tracé depuis kilomètre 80,500 jusqu'au 83. ...J'estime six mois, « au plus, temps nécessaire achever tous travaux, s'il ne manque pas « ressources argent, personnel, matériel... »

La suite des événements est relatée au chapitre VII ci-après. Il est in-

dispensable, pour en faire saisir la portée, d'exposer au préalable, dans le chapitre VI qui va suivre, la question des tarifs et du raccordement avec le Transvaal, qui exerça une influence prépondérante sur les décisions du gouvernement portugais.

VI. — La question des tarifs et du raccordement avec le Transvaal.

Le contrat de concession, du 14 décembre 1883, est muet sur la question des tarifs.

Les statuts de la Compagnie portugaise, approuvés par décret royal du 14 mai 1884, mentionnent simplement, au nombre des pouvoirs confiés à la direction, celui « d'établir et modifier les tarifs » (art. 17, chiffre 2).

Le gouvernement portugais semble avoir considéré à cette époque la fixation des tarifs comme une question d'ordre intérieur, ne relevant que de la Compagnie. Aussi avait-il, dans son memorandum au Transvaal, du 17 mai 1884, visé « le cas où les deux compagnies concessionnaires (la « Compagnie portugaise et la Compagnie néerlandaise) n'arriveraient pas à une entente au sujet des tarifs généraux pour le trafic international ».

Et la direction générale des colonies, répondant le 4 mai 1885 à des questions que lui avait posées la direction de la Compagnie, déclarait « qu'il ne peut pas y avoir le moindre doute, que c'est la Compagnie du « chemin de fer de Lourenço Marques au Transvaal qui doit fixer ses « tarifs au mieux de ses intérêts, sans l'intervention du gouvernement, « ainsi qu'il est expressément déterminé dans les statuts approuvés par « le gouvernement le 10 mai 1884 » (Doc. Port., série F, n° 6).

Un télégramme adressé le même jour par le ministre de la marine et des colonies au ministre du Portugal à Londres s'exprimait dans le même sens : « Veuillez communiquer Mac Murdo ce qui suit : Lourenço Marques « et Transvaal Railway Company ont droit absolu et incontrôlé (*uncon- « trolled*) de fixer tarifs. Ministre marine. » (Doc. Port., série F, n° 7.)

Cette opinion fut consacrée l'année suivante, lors de la revision des statuts de la Compagnie : dans les statuts revisés, qui furent approuvés par décret royal du 7 janvier 1886 (Doc. Port., série E, nos 5 et 6), il est dit à l'art. 4, qui définit l'objet de la société, que la Compagnie a « la fa- « culté de fixer et de modifier les tarifs sans l'intervention de l'Etat ».

La Compagnie paraît avoir cherché à profiter de cette faculté qui lui était ainsi reconnue pour adopter des tarifs que M. Machado, l'ingénieur du gouvernement, qualifiait d'exorbitants et pour susciter des difficultés à un accord au sujet des tarifs avec la compagnie concessionnaire de la ligne du Transvaal; cela au point que, dans une dépêche du 2 août 1887, M. Machado, l'ingénieur du gouvernement portugais, écrivait de Lourenço Marques à la direction des colonies : « Je suis porté à croire, par « les dernières nouvelles reçues, que la Compagnie hollandaise a perdu « tout espoir d'arriver à une entente sur les tarifs avec la Compagnie por- « tugaise. »

Et il ajoutait : « Il serait vraiment très avantageux pour le gouverne- « ment de trouver le moyen d'avoir voix dans la question des tarifs à « adopter dans le chemin de fer portugais, lesquels ne doivent jamais « être plus élevés que ceux en vigueur au chemin de fer du Natal » (Doc. Port., série J, n° 1).

Le 21 décembre 1887, après l'ouverture de la ligne à l'exploitation, M. Machado écrivait à Lisbonne (Doc. Port., série J, n° 12) :

« Les commentaires du public sur les tarifs sont violents ; l'on pense « et l'on dit que la Compagnie est payée pour empêcher que le transport « des marchandises et des voyageurs se développe entre ce port et l'inté-
« rieur. »

Dans un office du 31 janvier 1888 (Doc. Port., série J, n° 15), le ministre de la marine et des colonies signalait à la direction de la Compagnie portugaise « l'impression défavorable qu'avaient produite sur le gouverne-
« ment du Transvaal les tarifs fixés par la Compagnie du chemin de fer
« de Lourenço Marques, tarifs que le gouvernement transvaalien consi-
« dère comme on ne peut plus préjudiciables à la Compagnie qui se pro-
« pose de construire le chemin de fer au-delà de la frontière.

« Le gouvernement (portugais) — ajoutait-il — ne conteste pas à la
« Compagnie... le droit de fixer librement les tarifs ; il croit cependant
« qu'il conviendrait beaucoup aux intérêts de tous que ces tarifs, loin de
« contrarier, favorisassent la construction rapide d'une ligne de laquelle
« dépend le principal trafic du chemin de fer de Lourenço Mar-
« ques... »

La Compagnie ou, à proprement parler, son maître et tout puissant actionnaire, Mac Murdo, paraît n'avoir tenu compte de ces observations que dans une mesure assez restreinte. Dans un rapport du 16 février 1888 (Doc. Port., série J, n° 17), l'ingénieur Machado constatait que la ligne continuait à être sans trafic appréciable ; que la Compagnie s'était, il est vrai, enfin décidée à réduire les tarifs de 50 pour cent, mais seulement pour le transport des marchandises, en maintenant pour les voyageurs les anciens prix, tellement élevés, même pour la 3^e classe, qu'ils empêchaient les indigènes de se servir du chemin de fer.

Une réduction plus considérable des tarifs des marchandises et de voyageurs (75 0/0, ramenés ensuite à 60 0/0) fut décrétée au mois de novembre 1888 (Rapport du major Araujo, du 9 mars 1889, Doc. Port., série N, n° 12).

Voici ce qu'écrivait, dans une note du 12 juin 1888 (Doc. Port., série M, n° 1), au sujet de la résistance de la Compagnie à s'entendre sur les tarifs, M. Beelaerts van Blockland, ministre du Transvaal à la Haye :

« ...M. Mac Murdo, depuis plus de quatre ans déjà, tient et retient *de*
« *facto* la concession de la section portugaise du chemin de fer et s'en
« sert absolument à sa guise...

« Il est parfaitement établi que M. Mac Murdo ne se préoccupe nulle-
« ment à arriver à une entente avec la Compagnie transvaalienne. Les
« directeurs de cette Compagnie ont deux fois été le voir à Londres et
« n'ont pas même pu entamer une négociation sérieuse sur les tarifs. Moi-
« même, j'ai personnellement été voir M. Mac Murdo à Londres en février
« dernier et j'ai dû constater qu'il n'avait aucune tendance à arranger des
« tarifs réciproques, mais ne songeait qu'à vendre ses actions à un prix
« exorbitant. Il paraît qu'il estime que la valeur spéculative de ses actions
« baisserait aux yeux de différents groupes anglais — on nomme entre
« autres Sir D. Currie — si un arrangement avec la Compagnie transvaa-
« lienne était conclu préalablement. »

Le ministre transvaalien exhortait le gouvernement portugais à « dé-
jouer ces intrigues », soit en retirant la concession, soit en accordant au

Transvaal la concession du tramway promise en 1884, soit en obligeant le concessionnaire à accorder immédiatement, pour toute la durée de la concession, des tarifs équitables et une convention de transport.

L'auteur de la note terminait en déclarant que son gouvernement venait d'interdire formellement à la Compagnie transvaalienne d'entamer aucuns travaux sur cette ligne avant que la question des tarifs ne fût vidée.

Vers la même époque, le gouvernement du Transvaal, d'accord avec la Compagnie néerlandaise, fit remettre au gouvernement portugais un projet relatif à l'exploitation et à la fixation des tarifs du trafic international (Doc. Port., série M, nos 7 et 10).

Une commission d'experts consultée à ce sujet émit (en date du 13 août 1888) l'avis motivé (Doc. Port., série M, n° 8) « que le gouvernement « n'est pas autorisé à décréter des tarifs pour la ligne de Lourenço Mar- « ques à la frontière du Transvaal, mais que la Compagnie, ne pouvant « publier, ni, partant, mettre en vigueur aucun tarif sans l'approbation « du gouvernement, ce dernier a plus que le simple droit d'homologation « sur les tarifs élaborés par la Compagnie... » et que, en particulier, les tarifs *directs* avec le Transvaal « dépendent de l'approbation préalable « du gouvernement pour leur mise en vigueur ».

Le procureur général de la Couronne, dans une consultation du 31 août 1888 (Doc. Port., série M, n° 9), se prononça dans le même sens : « Le « gouvernement ne peut décréter les tarifs et les imposer à la Compa- « gnie... Mais la Compagnie ne peut non plus pas de son autorité propre « fixer les tarifs et les imposer au gouvernement... Sans l'adhésion, le « consentement et l'approbation du gouvernement, la Compagnie ne peut « édicter ni percevoir aucun tarif. »

Le gouvernement portugais, fort de ces avis en droit, approuva le projet d'accord que lui avait remis le gouvernement du Transvaal. Le ministre de la marine et des colonies, par dépêche du 5 septembre 1888 (Doc. Port., série M, n° 10), en donna communication à la Compagnie portugaise. Le principal chapitre de ce projet était consacré aux tarifs du service international. Les taux proposés pour les marchandises étaient de 4 pence au maximum et de 2 pence au minimum par tonne kilométrique, la taxe totale, résultant de l'addition des taxes respectives de chacune des deux compagnies, devant être répartie entre celles-ci en proportion des distances parcourues sur le réseau de chacune. Les experts commis par ce tribunal ont déclaré ces tarifs « équitables et acceptables par la Compagnie » (Rapport des experts techniques, p. 232). Et le fait est que le Portugal, lorsque plus tard, par la rescision de la concession, il fut devenu maître de la ligne, s'est empressé de les accepter (Doc. Port., série Q, n° 4).

Mais à l'époque dont il s'agit la Compagnie ou, ce qui est tout un, Mac Murdo, n'entra pas dans ces vues.

Les parties demanderesses ont exposé ce détail au cours du procès (mémoire britannique, p. 24; mémoire américain, p. 133) comme quoi la clause statuant le partage des taxes à raison de la distance parcourue rendait le tarif inacceptable, parce qu'elle permettait à la Compagnie néerlandaise, couverte par une garantie d'intérêt de la part du gouvernement transvaalien, de réduire au minimum de 2 pence la part revenant à la Compagnie portugaise.

Que ce soit par ce motif ou pour d'autres raisons, ce qui est certain,

c'est que la Compagnie se borna à répondre, le 12 octobre 1888, « qu'elle « était en train d'examiner la question » (Doc. Port., série M, n° 12). Et, à ce qu'il semble, ce ne fut qu'environ six mois après, le 11 avril 1889, que la Compagnie portugaise présenta un contre-projet sur la base duquel la Compagnie néerlandaise refusa de traiter. La partie américaine prétend que ce refus fut motivé par le fait « que le gouvernement portugais était « sur le point de rescinder la concession le mois suivant » (Résumé final américain, p. 63).

Il convient ici d'extraire d'une reproduction partielle de ce contre-projet (Doc. Port., série V, n° 19) les passages ci-après :

« Attendu que la concession faite par le gouvernement portugais (au « colonel E. Mac Murdo), en vertu de laquelle le chemin de fer de Lourenço Marques a été construit, a accordé expressément, en lieu et place « de subvention, le droit absolu de fixer tous les tarifs sans intervention « de l'Etat...

« .., et attendu que le président de la République Sud-Africaine désire « maintenant que la Compagnie du chemin de fer de Lourenço Marques « fixe un tarif maximum en renonçant par ce fait aux grands avantages « qui ont engagé les particuliers à l'exposer des capitaux dans l'entreprise...

« Il est convenu ce qui suit :

« I à XIV. (Dispositions diverses relatives aux tarifs, etc.)

« XV. Vu que cette convention a été élaborée pour satisfaire aux vues « du président et du gouvernement de la République Sud-Africaine, il est « ici stipulé que le gouvernement de cet Etat s'engagera, suivant les « formes légales, à ne permettre la construction d'aucun chemin de fer « concurrent partant d'un point quelconque du Transvaal pour rejoindre « une ligne ferrée, autre que celle de Lourenço Marques, venant de la « côte est ou sud-est, y compris le Natal, l'Amatongaland, le Zululand ou « le Swazieland, et que, dans le cas où la présente convention serait violée sur ce point, ledit gouvernement sera tenu de payer à la Compagnie du chemin de fer de Lourenço Marques la somme de 2,000,000 liv. « st. à titre d'indemnité. »

Le Portugal affirme (Duplique, p. 112) que formuler une pareille proposition, c'était condamner d'avance tous les pourparlers à un échec certain. Aussi en infère-t-il que Mac Murdo, qui avait la haute main dans la Compagnie, visait délibérément à empêcher tout accord sur les tarifs.

Les motifs de cette attitude ont été appréciés en ces termes dans une note, du 6 janvier 1891, de M. Beelaerts van Blockland, ministre du Transvaal à La Haye, note écrite en réponse à des questions que le gouvernement portugais lui avait adressées en vue du procès actuel (Doc. Port., série S, n° 19) :

« L'entente sur les tarifs — écrit le diplomate questionné — si indis-
« pensable qu'elle fût au succès de la ligne de Lourenço-Marques, pou-
« vait être nuisible aux opérations spéculatives qui faisaient le grand
« souci de M. Mac Murdo. Il voulait vendre ses actions, soit au gouverne-
« ment britannique, soit au gouvernement de la République Sud-Afri-
« caine, soit au gouvernement de la colonie du Cap, soit au gouverne-
« ment de la colonie du Natal, soit aux intérêts anglais représentés par
« Sir Donald Currie, soit aux intérêts coloniaux représentés par M. Cecil
« Rhodes. Il était constamment en pourparlers avec un ou plusieurs de
« ces groupes ou tâchait de s'en approcher, et s'efforçait en même temps

« d'aiguiser les appétits des uns par les autres. Or, la plupart de ces
« groupes étaient intéressés à ce que le chemin de fer de Lourenço Mar-
« ques ne s'exécutât pas. Ils pourraient être amenés à acheter les actions
« de M. Mac Murdo pour ralentir le progrès d'un chemin de fer qui ferait
« concurrence à leurs intérêts, ou pour le rendre impraticable par des
« tarifs exorbitants. Une entente préalable sur les tarifs diminuait donc
« la valeur spéculative des actions de M. Mac Murdo. »

M. van Blockland raconte dans la même note, que « dès l'an 1887,
« M. le président de la République Sud-Africaine avait formellement dé-
« fendu à la Compagnie de la ligne transvaalienne de commencer les
« travaux avant qu'il n'y eût un accord définitif sur les tarifs ». Cette
défense a été confirmée depuis par une décision du Volksraad, du
23 juillet 1888. Elle ne fut retirée que le 4 septembre 1889 lorsque, après
le retrait de la concession, le gouvernement portugais eut passé avec la
Compagnie transvaalienne la convention de tarifs du même jour (Doc.
Port., série Q, n^{cs} 4 et 5).

La partie défenderesse en tire cette conclusion : « Avec le concession-
« naire ou ses ayants droit, pas de raccordement et une ligne portugaise
« aboutissant dans un désert... Si le raccordement s'est fait, c'est qu'il a
« été l'œuvre même du gouvernement défendeur » (Résumé final portu-
« gais, p. 40).

(A suivre).

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la Convention commerciale signée le 24 juillet 1899 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (présenté à la Chambre des députés le 7 décembre 1899).

Messieurs, la convention commerciale que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations est le terme auquel ont abouti les efforts faits, depuis deux ans, par le gouvernement de la République pour atténuer, en faveur de l'exportation française, la rigueur des taxes douanières que les marchandises de provenance étrangère doivent actuellement acquitter à leur importation aux Etats-Unis.

Nous devons donc vous rappeler, tout d'abord, quel est, en ce moment, le régime douanier en vigueur aux Etats-Unis et dans quelles conditions il nous a été possible de négocier avec le cabinet de Washington pour obtenir à notre profit une amélioration de l'état de choses issu du dernier tarif nord-américain.

I

Le régime douanier actuellement en vigueur aux Etats-Unis date du 24 juillet 1897; il a été établi par une loi connue sous le nom de bill Dingley.

Cette loi institue un tarif unique, dont les taxes, d'un montant d'ailleurs très élevé, sont indistinctement applicables aux marchandises de toute provenance.

En France, comme dans tous les Etats manufacturiers d'Europe, le caractère nettement protecteur de ce tarif provoqua une émotion très vive. Dans bon nombre de milieux industriels et agricoles, on réclama du gouvernement de la République l'application aux provenances nord-américaines de taxes spéciales, d'un taux correspondant à ceux inscrits dans le tarif Dingley.

Nos sympathies traditionnelles pour la République des Etats-Unis, comme aussi le sentiment réfléchi de nos véritables intérêts économiques, nous déterminèrent à écarter ces suggestions. A la politique de représailles qu'on nous conseillait de bien des côtés, nous préférâmes la voie des arrangements diplomatiques, laissée ouverte par deux dispositions du bill Dingley.

Ces deux dispositions ont été ajoutées, au dernier moment, à la loi de douane du 24 juillet 1897. La majorité du congrès américain s'était montrée, jusque-là, nettement opposée à la conclusion de conventions commerciales avec des puissances étrangères et principalement avec des Etats européens; mais, peu de temps avant le vote définitif du tarif Dingley, un mouvement de réaction se produisit et les membres du congrès conférèrent au gouvernement de la Maison-Blanche des pouvoirs spéciaux lui permettant d'atténuer, à l'égard des provenances de certains pays, les rigueurs des nouveaux droits d'importation. Ces pouvoirs spéciaux furent inscrits dans la section III et dans la section IV du bill Dingley.

Par la section III du bill Dingley, il est créé, pour quelques articles déterminés, un tarif réduit qui peut être obtenu par les puissances étrangères

en échange d'avantages équivalents. Ce tarif réluit comprend les articles suivants, qui présentent un intérêt particulier pour notre exportation aux Etats-Unis :

Tartre brut ou lie de vin brut, eaux-de-vie ou autres spiritueux distillés ou fabriqués avec des graines ou d'autres matières, champagnes ou tous autres vins mousseux et vermouth, peintures à l'huile, aquarelles, pastels, dessins à la plume et à l'encre et sculptures.

Par la section IV du bill Dingley, le président de l'Union américaine est autorisé à conclure avec des puissances étrangères des conventions commerciales comportant, sur le tarif unique, des réductions qui ne peuvent dépasser 20 p. 100 du montant des droits.

II

Dès la mise en vigueur du tarif du 24 juillet 1889, le gouvernement français se mit à négocier activement avec le gouvernement américain en vue d'obtenir l'un et l'autre des deux traitements de faveur que le président de l'Union américaine est ainsi, de par les sections III et IV du bill Dingley, autorisé à concéder à des puissances étrangères.

Pour vous permettre d'apprécier exactement les conditions dans lesquelles allaient s'ouvrir nos pourparlers, il convient, croyons-nous, de rappeler quel était, au moment de la mise en vigueur du Dingley tarif, le régime douanier appliqué en France aux marchandises de provenances américaines.

Ce régime était le suivant :

En fait, il existe en France, pour un certain nombre de produits, comme aux Etats-Unis pour la généralité des marchandises, un tarif douanier unique. Ce tarif comprend principalement les matières nécessaires à l'industrie et la plupart des produits agricoles. Les marchandises de la première catégorie sont admises en franchise, celles de la seconde catégorie sont uniformément taxées au même endroit, quelle que soit leur provenance ; il n'y a pas, à leur égard, de distinction à faire entre le tarif minimum et le tarif général.

Par conséquent, toutes les marchandises inscrites dans ce tarif ne nous offrent, lorsque nous négocions avec des puissances étrangères, aucun élément d'échange. Le régime de franchise ou l'application de la taxe unique sont, en ce qui les concerne, des avantages d'ores et déjà acquis au moment où s'ouvrent les pourparlers, et, quelle que soit pour l'Etat avec lequel nous traitons l'importance de ces avantages, ils ne sauraient être, au profit de marchandises françaises, l'origine de réductions tarifaires.

Or, si l'on prend les chiffres de l'exercice 1897, c'est-à-dire celui de l'époque à laquelle s'ouvrirent nos pourparlers, on voit que, pour une importation totale de produits américains en France représentant, d'après nos statistiques douanières, une valeur de 437,539,571 fr., 368,122,243 fr. (soit environ 84 p. 100) sont constitués par des articles qui sont rangés dans le tarif unique en question.

D'autre part, sur les 16 p. 100 restants, environ 9,5 p. 100 de l'importation américaine en France jouissaient, au moment de la mise en vigueur du bill Dingley, de notre tarif minimum, savoir : 1° les pétroles (27,762,036 fr.) en vertu du décret du 7 juillet 1893 ; 2° divers articles (d'une valeur globale de 13,974,024 fr.) spécifiés dans la loi du 27 janvier 1893, c'est-à-dire les conserves de viandes en boîtes, les fruits de table frais, les fruits de table secs ou tapés, à l'exception des raisins secs, les bois communs bruts, équarris ou sciés, les pavés en bois débités en morceaux, les merrains, les houblons, les pommes et les poires écrasées.

Enfin, déduction faite des articles non dénommés dans nos statistiques de douane, il restait une somme de 22,324,365 fr. représentant le montant des marchandises américaines qui avaient à supporter les taxes différentielles de

notre tarif général, soit environ 5,1 p. 100 du mouvement total de l'importation des Etats-Unis en France.

III

Telle était exactement la situation au moment où le gouvernement français entama ses pourparlers en vue de soustraire l'exportation française aux taxations rigoureuses du nouveau tarif douanier américain.

Nous entrons en négociations avec le gouvernement de la Maison-Blanche sur cette base extrêmement étroite de réductions tarifaires pouvant être offertes en ce qui concerne seulement 5,1 p. 100 des marchandises qui constituent l'importation nord-américaine en France.

Nos négociations, en dépit de cette difficulté considérable, ont successivement abouti à l'obtention de deux régimes de faveur prévus dans les sections III et IV du bill Dingley.

Pour franchir la première de ces deux étapes, le gouvernement français a d'abord fait état du maintien des faveurs accordées aux huit catégories de marchandises mentionnées dans la loi du 27 janvier 1893. Puis, usant de la faculté que lui attribue l'article 4 de la loi du 5 avril 1898, « de concéder par décret à titre provisoire le bénéfice des taxes inscrites au tarif minimum pour la charcuterie et le saindoux aux pays dont les produits ne jouissent pas en France du traitement de la nation la plus favorisée », il a, par un décret du 28 mai 1898, fait bénéficier de nos taxes les plus réduites la charcuterie fabriquée et les saindoux de provenance nord-américaine. En retour de ces deux faveurs, le gouvernement de la République obtint la concession, de la part du gouvernement fédéral, de toutes les taxes réduites inscrites dans la section III du bill Dingley, à l'exception, toutefois, de la taxe relative aux vins mousseux.

Le bénéfice de ces réductions tarifaires nous fut appliqué à partir du 1^{er} juin 1898.

Les résultats de ce premier arrangement intervenu le 24 mai 1898 avec les Etats-Unis ont été des plus heureux pour notre production nationale comme pour notre commerce.

Il en est résulté, d'abord, une économie d'environ 2 millions soit à peu près 32 p. 100 des sommes que nos maisons d'exportation avaient à payer annuellement aux douanes fédérales pour l'entrée des cinq catégories de marchandises inscrites sous la section III du bill Dingley et détaxées en notre faveur.

Une augmentation très marquée s'est, d'autre part, manifestée dans les envois aux Etats-Unis des produits visés dans la section III du bill Dingley en faveur desquels nous venions d'obtenir des réductions tarifaires.

Le tableau suivant, où l'on compare les résultats obtenus pendant la période allant du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898 avec ceux réalisés durant la période comprise entre le 1^{er} juillet 1898 et le 30 juin 1899, vous permettra d'apprécier l'importance de la plus-value que le commerce français doit à notre premier arrangement avec les Etats-Unis :

ARTICLES FAVORISÉS	QUANTITÉS	1898	1899	AUGMENTATION	P. 100
Oeuvres d'art.....	francs.	2.621.080	6.256.485	3.635.405	171
Tartres.....	kilogr.	2.024.041	5.134.090	3.110.049	150
Eaux-de-vie.....	hectolitr.	4.643	7.565	2.932	63
Vins en bouteilles.....	donzaines	91.018	110.775	19.757	21
Vins en cercles.....	hectolitr.	11.326	14.582	3.256	29

	VALEURS				
Oeuvres d'art.....	francs.	2.621.080	6.256.485	3.635.405	171
Tartres.....	»	1.934.270	4.763.710	2.829.440	146
Eaux-de-vie.....	»	1.743.715	2.894.360	1.150.645	66
Vins en bouteilles.....	»	2.743.225	2.959.300	216.075	8
Vins en cercles.....	»	982.225	1.068.715	79.490	8
		10.031.515	17.942.570	7.911.055	79

Donc, sous l'influence de taxes plus modérées, nos envois d'œuvres d'art ont presque triplé ; nos ventes de tartres ont plus que doublé, et, dans leur ensemble, les expéditions de marchandises françaises favorisées de détaxes augmentent d'environ 80 p. 100.

Le résultat ainsi obtenu est topique ; il montre combien est profonde la répercussion sur le développement de notre commerce avec les Etats-Unis de toute réduction tarifaire que nous obtenons du gouvernement fédéral. S'il fallait formuler en axiome l'effet de la réduction des droits sur l'extension des ventes, on resterait au-dessous de la vérité en disant qu'une diminution du simple, dans la taxe, amène une augmentation du double dans la vente, comme en témoigne le tableau suivant :

PRODUITS FAVORISÉS	RÉDUCTION	AUGMENTATION
	DU DROIT	D'AFFAIRES
	P. 100	P. 100
Oeuvres d'art.....	25	171
Tartres.....	72	150
Eaux-de-vie.....	30	63
Vins en bouteilles.....	22	21
Vins en cercles.....	12	29
Sur l'ensemble.....	32	79

Une réduction de 32 p. 100 du droit de douane entraîne, d'après ce relevé, une augmentation de 79 p. 100 du chiffre d'affaires et cette proportion est même souvent dépassée.

Au surplus, c'est bien à l'efficacité de ce premier arrangement du 28 mai 1898 et non à toute autre cause qu'il convient d'attribuer les plus-values ainsi relevées. En effet, si l'on compare les résultats que nos concurrents ont, durant la période du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1899, réalisés dans leurs relations d'affaires avec les Etats-Unis, on constate, en ce qui les concerne, non plus des gains, mais des moins-values, par comparaison avec l'exercice antérieur.

Nous ne voulons pas multiplier les exemples, mais il nous paraît utile de vous fournir au moins le relevé comparatif des importations aux Etats-Unis en 1898 et en 1899 des tartres venant des principaux pays de production :

TARTRES	1898	1899	AUGMENTATION	DIMINUTION
France.....	1.934.270	4.763.710	2.829.440	»
Autres pays.....	5.645.215	4.808.540	»	836.675
Italie.....	4.802.445	4.022.010	»	780.435
Espagne.....	480.935	443.185	»	37.750
Portugal.....	389.390	157.395	»	231.905
Autriche.....	186.755	112.925	»	73.830

A coup sûr, ces chiffres vous sembleront probants : toutes les nations rivales de la nôtre subissent des pertes dans leurs envois de tartres aux Etats-Unis ; seuls nous réalisons une plus-value considérable. Par une progression soudaine, nos ventes de ce produit passent de 1,900,000 fr. à 4,700,000 et, ce que nous n'avions jamais réalisé jusqu'alors, nous prenons la première place sur le marché américain.

IV

L'importance des résultats ainsi obtenus pour notre industrie et notre agriculture, par ce premier arrangement avec les Etats-Unis, nous faisait un devoir d'entamer avec le cabinet de Washington de nouvelles négociations, ayant, celles-là, pour objet de franchir une deuxième étape, assurément plus importante que la première, nous voulons dire de signer avec le gouvernement fédéral une convention commerciale établie dans les conditions prévues à la section 4 du bill Dingley. Du reste, avant même la conclusion de l'arrangement du 28 mai 1898, il avait été convenu que les pourparlers relatifs à la section 3 seraient suivis, sans retard, de négociations relatives à la section 4.

Au mois d'avril 1898, après entente avec M. Henry Boucher, alors ministre du commerce, M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, autorisa M. Jules Camcon, ambassadeur de la République à Washington, à faire des ouvertures au gouvernement fédéral.

Ces instructions furent aussitôt exécutées ; mais une année s'écoula en pourparlers préliminaires, et ce fut seulement au mois de mai 1899 que des négociations précises s'engagèrent à Washington entre M. Jules Cambon, d'une part, et, d'autre part, l'honorable M. Kasson, un diplomate américain d'une compétence spéciale pour toutes les questions d'ordre commercial.

Ces négociations ont abouti, le 21 juillet dernier, à la signature de la convention commerciale que nous avons l'honneur de vous soumettre et sur l'économie de laquelle nous allons vous fournir tous les éclaircissements nécessaires.

Par la convention du 24 juillet 1899, la France accorde le bénéfice de son tarif minimum aux provenances américaines, mais en exceptant formellement de ce régime les marchandises énumérées sous vingt-trois numéros

dudit tarif et dont la liste est inscrite sous l'article 1, paragraphe 2, de la convention du 24 juillet.

Parmi les articles ainsi réservés par notre négociateur à Washington nous avons fait figurer, autant que nous l'avons pu, d'une part, des produits manufacturés pour la fabrication desquels les ateliers nord-américains possèdent une supériorité tranchée et qui, constituant pour notre production nationale un danger sérieux, doivent demeurer soumis aux droits de notre tarif général. Tels sont, par exemple, les fontes, les ouvrages en cuir et les machines-outils de provenance nord-américaine (nos 205, 478 à 483, 482 et 525 du tarif français).

Nous avons, d'autre part, exclu de la concession de notre tarif minimum la plupart des produits du sol ou de l'élevage des Etats-Unis. Par conséquent, les agriculteurs français, que l'arrangement préliminaire du 28 mai 1898 a, comme nous venons de vous le rappeler, largement favorisés, n'auront pas à souffrir de la convention commerciale du 24 juillet et sont garantis contre la concurrence redoutable que pourraient leur faire les produits naturels de l'Amérique du Nord.

Ce résultat est d'autant plus appréciable que l'honorable M. Kasson a, au cours des négociations qui viennent d'avoir lieu, formulé en faveur des produits de l'agriculture nord-américaine des réclamations pressantes. Notre ambassadeur à Washington ne s'est pas borné à les écarter; il a même réussi à obtenir d'utiles réductions de droits en faveur des marchandises agricoles françaises qui peuvent encore, dans les conditions économiques actuelles, être exportées sur les marchés de l'Union. Nous vous citerons, par exemple, les conserves de légumes, les huiles d'olive et les noix, respectivement détaxées de 10, 15 et 20 p. 100.

En échange de la concession de son tarif minimum ainsi faite à une partie des produits nord-américains, la France a obtenu pour 135 catégories de marchandises des réductions tarifaires variant entre 5 et 20 p. 100 du droit qui leur est actuellement appliqué en vertu du bill Dingley. La liste des produits français au profit desquels nous avons ainsi obtenu un traitement de faveur figure sous l'article 2, paragraphe 2, de l'acte soumis à vos délibérations.

Les divers articles naturels ou fabriqués ainsi détaxés à notre profit par la convention du 24 juillet sont, en outre, appelés, en vertu du même acte, à bénéficier des réductions tarifaires que le gouvernement nord-américain accordera dans l'avenir à une puissance tierce. Pareillement, deux marchandises en faveur desquelles nous n'avons pas pu, malheureusement, malgré tous les efforts de notre ambassadeur à Washington, obtenir des réductions de droits, c'est-à-dire les vins mousseux et les produits de l'industrie lainière (nos 366 à 383 de notre tarif), profiteront *de plano* de tout abaissement de taxe qui viendrait à être accordé en cette matière par le gouvernement fédéral à une puissance européenne quelconque.

Nous appelons votre attention sur le caractère particulièrement gracieux de la concession que nous avons ainsi obtenue des Etats-Unis, lorsqu'ils nous ont accordé la clause du traitement de la nation la plus favorisée. En principe le gouvernement fédéral répugne absolument à inscrire dans une convention internationale la clause dont il s'agit, du moins en lui donnant le sens qu'on lui attribue en Europe. La règle à laquelle s'attache strictement l'administration fédérale est que les avantages douaniers accordés à une puissance ne s'appliquent qu'à elle et ne sauraient être réclamés par une nation tierce, si celle-ci ne les a pas à son tour spécialement obtenus. C'est ainsi que la Suisse, l'Italie, le Portugal, la Russie et d'autres pays réclament vainement, depuis un an et demi, le bénéfice des réductions tarifaires issues à notre profit de l'arrangement préliminaire du 28 mai 1898.

Donc, pour la première fois peut-être, la clause de la nation la plus favorisée apparaît dans un texte américain avec la signification qu'on lui donne en Europe.

V

Il convient de se demander maintenant quelle est l'importance respective des réductions tarifaires que la France et les Etats-Unis se sont ainsi faites par la convention du 24 juillet.

Les avantages obtenus par les Etats-Unis peuvent être évalués comme il suit.

Nous vous avons fait voir, au début de cet exposé, qu'au moment des négociations par nous ouvertes, lors de la mise en vigueur du tarif Dingley, les réductions tarifaires que nous étions en mesure d'offrir au gouvernement de la Maison-Blanche ne portaient en réalité que sur environ 5,1 p. 100 de l'importation nord-américaine.

Plus faible est encore la proportion de l'importation nord-américaine en France qui a été favorisée de détaxes par la convention commerciale du 24 juillet dernier.

Nous évaluons à 4 p. 100 seulement la proportion de cette importation nord-américaine à laquelle s'étend le bénéfice direct de l'acte diplomatique signé par MM. Cambon et Kasson.

Voici, d'ailleurs, le calcul sur lequel nous établissons cette évaluation :

Le montant de l'importation totale des Etats-Unis en France s'est élevé, en 1898, à 623,370,013 fr.

Sur ce chiffre global :

218,959,573 fr., soit 35,1 p. 100, représentent des marchandises que le tarif français admet en exemption de droits en tant que matières premières nécessaires à l'industrie ;

284,038,959 fr., soit 45,5 p. 100, se rapportent à des articles qui ne sont inscrits qu'à notre tarif général (tels que produits agricoles, denrées coloniales, etc.) et pour lesquels la concession du tarif minimum ne jouerait pas ;

25,872,659 fr., soit 4,2 p. 100, sont des articles pour lesquels le droit au tarif minimum est le même qu'au tarif général ;

62,081,865 fr., soit 10 p. 100, sont des articles qui bénéficient déjà de notre tarif minimum en vertu de la loi du 30 juin 1893 et de décrets antérieurs à la convention du 24 juillet et pour lesquels celle-ci n'apporte donc aucune concession nouvelle ;

5,735,877 fr., soit 0,9 p. 100, sont des articles que la convention du 24 juillet a exclus de la concession de notre tarif minimum et qui continueront par suite à payer les taxes du tarif général.

Le surplus, soit 23 millions en chiffres ronds, représente les seuls articles auxquels s'applique le bénéfice de l'acte diplomatique soumis à vos délibérations.

Or ce chiffre de 23 millions représente, comme nous venons de vous le dire, 4 p. 100 seulement de l'importation totale des Etats-Unis en France et c'est à cela que se limitent les concessions que nous avons faites au gouvernement fédéral.

Quant à l'économie qui résultera pour les maisons américaines dans les sommes qu'elles ont à verser annuellement aux douanes françaises, elle sera, en prenant pour base les chiffres du dernier exercice, de 1,077,450 fr.

Quelle est la valeur que nous obtenons, en retour, du gouvernement fédéral ?

Les concessions tarifaires qui résulteront pour nous de la convention du 24 juillet ont une portée d'application beaucoup plus large. En examinant le détail des articles de notre exportation aux Etats-Unis, on constate que, sur les 263 millions qui constituent le total de ce mouvement, 136,940,000 fr., soit 53,4 p. 100, seront appelés à bénéficier des modérations de droits issues de la convention du 24 juillet.

Quant à l'économie qui résultera pour nos maisons d'exportation dans les sommes qu'elles ont à verser annuellement aux douanes fédérales, elles sera de 5,210,294 fr., soit presque cinq fois autant que l'économie correspondante procurée aux maisons américaines.

Un examen attentif des chiffres, de ceux notamment qui figurent dans les tableaux annexés à cet exposé des motifs, permet donc, en résumé, d'évaluer ainsi l'importance réciproque des avantages obtenus par les deux parties contractantes :

Etats-Unis. — Marchandises des Etats-Unis qui retireront un bénéfice effectif de la convention et leur part proportionnelle dans le commerce total d'importation des Etats-Unis en France : 25 millions, soit 4 p. 100.

Economie de droits dont bénéficieront les Etats-Unis, par suite de l'application de la convention : 1,077,450 fr.

France. — Marchandises françaises qui retireront un bénéfice effectif de la convention et leur part proportionnelle dans le commerce total d'exportation de France aux Etats-Unis : 156,940,000 francs, soit 53,4 p. 100.

Economie de droits dont bénéficiera le commerce français par suite de l'application de la convention : 5,219,294 fr.

VI

Les clauses tarifaires de la convention du 24 juillet, sur lesquelles nous venons de vous fournir des renseignements détaillés, sont complétées par certaines dispositions accessoires, au sujet desquelles nous devons vous présenter également quelques indications.

Nous tenons à bien vous marquer, tout d'abord, que, dans l'acte international soumis à vos délibérations, nous n'avons aliéné, à l'égard d'aucun produit de notre sol ou de nos manufactures, la liberté tarifaire qui est la base de la politique douanière française.

L'engagement pris par la France consiste uniquement à assurer aux provenances américaines (exception faite des marchandises énumérées sous l'art. 1^{er}, § 2, de la convention) le bénéfice de son tarif minimum, tel qu'il peut se comporter dans l'avenir.

D'ailleurs, cet engagement peut, comme bien entendu l'engagement réciproque pris à notre égard par les Etats-Unis, être dénoncé par nous à tout moment, pour prendre fin un an après la notification. Nous avons, à cet effet, inséré sous l'article 5 de la convention une clause qui est de style dans tous nos arrangements commerciaux.

Comme les Etats-Unis sont plus que tout autre pays du monde soumis à de brusques et radicales variations dans leurs conditions économiques, aussi bien que dans leur politique douanière, nous avons même jugé utile de compléter et fortifier la clause de style de l'article 5, en insérant sous l'article 4 une stipulation spéciale, en vertu de laquelle, pour le cas où, soit de nouveaux droits, soit de nouveaux règlements viendraient à modifier les conditions actuelles du commerce entre les deux pays, les parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté de prononcer une dénonciation qui produira effet, celle-là, non plus à un an, mais six mois après la notification.

Vous apprécierez certainement l'utilité que peut présenter, le cas échéant, cette garantie supplémentaire.

Afin de tenir compte des désirs exprimés par nos associations agricoles, nous nous sommes réservé par l'article 2, paragraphe 2, de la convention, à charge, bien entendu, de réciprocité pour les Etats-Unis, la faculté de prononcer les prohibitions et les restrictions temporaires d'entrée, de sortie et de transit, qui seraient jugées nécessaires, soit pour des motifs sanitaires, soit pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes.

La convention du 24 juillet n'est applicable qu'à la France et à l'Algérie, à l'exclusion des colonies françaises.

Elle est conclue pour cinq années, mais avec faculté pour les deux Etats d'en prononcer à toute époque la dénonciation, dénonciation qui, d'après ce que nous venons de vous expliquer, produira effet un an ou six mois après la notification.

VII

Telles sont les dispositions tarifaires ou autres qui figurent dans l'acte diplomatique signé le 24 juillet dernier par notre ambassadeur à Washington et par l'honorable M. Kasson.

Cette convention est, nous le reconnaissons, restreinte ; elle n'a pas l'ampleur espérée dans le principe, mais elle n'en constitue pas moins, à notre avis, une œuvre de la plus haute utilité.

Nous vous avons montré au début de cet exposé les résultats heureux produits sur le développement de notre exportation aux Etats-Unis par l'arrangement préliminaire du 28 mai 1898, qui ne portait cependant que sur un très petit nombre d'articles.

Les renseignements que nous avons fournis à ce propos vous permettront d'apprécier combien peut être profonde l'action exercée sur le chiffre de nos ventes aux Etats-Unis par la convention commerciale du 24 juillet, qui, elle, favorise de détaxes non plus 5, mais 135 catégories de marchandises françaises.

Il ne serait pas exact de dire que les taxes inscrites dans le tarif Dingley ont un caractère absolument prohibitif et que les modérations de droits que nous avons obtenues sont insuffisantes pour lui enlever ce caractère et nous permettre de contribuer pour des sommes importantes à l'approvisionnement du marché des Etats-Unis.

Les taxes du tarif Dingley sont assurément très élevées, mais notre exportation sur les marchés de l'Union, qui se compose surtout d'articles de luxe et de marchandises d'un haut prix, est celle qui a le moins souffert du fait de ce tarif.

Il ressort d'un calcul officiel que la perte subie par la France pendant la première année d'application du tarif Dingley est de 22 p. 100 seulement et s'élève aux proportions suivantes pour les autres nations européennes :

Autriche.....	42 p. 100
Belgique.....	38 p. 100
Allemagne.....	37 p. 100
Angleterre.....	35 p. 100

Donc, nous supportons mieux que tout autre Etat les taxes élevées du tarif Dingley, comme nous avons d'ailleurs mieux supporté que personne les régimes hautement protecteurs de 1883, de 1890 et de 1897, dont les tarifications élevées ont même constitué comme une sorte de prime pour la supériorité de l'article français qui, peut-être, a été moins favorisé sous le régime des tarifs libéraux, tels que le tarif Wilson du 30 août 1894.

Nous pouvons donc, même sous le régime des tarifs rigoureux, lutter avantageusement aux Etats Unis avec nos rivaux d'Europe, à condition que ceux-ci aient à acquitter les mêmes droits de douane que nous.

Par conséquent, la situation du commerce français aux Etats-Unis doit s'améliorer rapidement et profondément le jour où, à cette position d'égalité dans la concurrence internationale qui lui est déjà avantageuse, on substituera à son profit une situation privilégiée par rapport à ses rivaux d'Europe.

Or telle est incontestablement la situation qui va lui être créée par la convention du 24 juillet.

Nous appelons plus particulièrement votre attention sur ce fait que les réductions tarifaires inscrites dans l'acte signé par M. Cambon et M. Kasson sont privatives ; nous serons les seuls à en jouir aussi longtemps que le gouvernement de la Maison-Blanche ne les aura pas légalement accordées à d'autres puissances.

En effet, comme nous avons eu l'honneur de vous le rappeler déjà, la clause de la nation la plus favorisée n'est pas en principe admise par les Nord-Américains. Aux Etats-Unis, les réductions tarifaires obtenues par une puissance étrangère ne s'étendent pas *de plano*, comme cela a lieu entre

Etats européens, à un ensemble d'autres puissances, elle demeure le lot exclusif du gouvernement à qui elles ont été consenties, aussi longtemps qu'un autre gouvernement n'est pas nommément gratifié d'une faveur semblable.

Donc les réductions tarifaires variant entre 5 et 20 p. 100, que nous avons obtenues par l'acte du 24 juillet, seront, pendant un temps plus ou moins long, notre privilège exclusif.

Serait-on en droit de considérer le taux de ces réductions comme trop peu élevé ? Vous estimerez que non, car vous vous souviendrez, d'une part, que le texte même du tarif Dingley ne permettait pas de réclamer des abaissements de droit supérieurs à 20 p. 100, et, d'autre part, que les affaires d'exportation se traitant souvent aujourd'hui avec des marges de bénéfice qui ne dépassent pas 5 et 10 p. 100, c'est avoir fait œuvre d'une utilité incontestable que d'avoir assuré aux négociants français sur leurs concurrents des économies de 5, 10, 15 et 20 p. 100 dans les sommes à payer aux douanes fédérales.

Nous pouvons donc espérer que, à la faveur de la convention du 24 juillet, le chiffre annuel de nos envois sur les marchés des Etats-Unis augmentera dans des proportions élevées, et cela sans avoir par contre à redouter que l'acte soumis à vos délibérations ne détermine cette « invasion de produits américains », dont on nous menace si souvent. Qu'il nous suffise en effet de vous rappeler ici que, le 24 juillet dernier, nous avons accordé le bénéfice de notre tarif minimum à 4 p. 100 seulement de l'importation américaine représentée en moyenne 10 p. 100 seulement de l'importation globale de tous les pays en France.

Vous pouvez donc, croyons-nous, ratifier, sans appréhension pour les intérêts de notre production manufacturière et de notre agriculture, la convention du 24 juillet.

Le gouvernement de la Maison-Blanche, en signant avec nous cet acte international, a montré qu'il entendait réserver au commerce français la primauté des concessions tarifaires que le bill Dingley l'a autorisé à accorder à des puissances étrangères.

Vous apprécierez certainement comme il convient la haute signification de ce procédé. Il donne à la convention du 24 juillet une portée qu'on ne saurait méconnaître et qui fait de cet acte international une œuvre de nature à accroître, en même temps que les relations économiques des deux peuples, les affinités politiques des deux Républiques.

Nous avons donc la confiance que vous voudrez bien accorder votre approbation au projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention commerciale signée à Washington le 24 juillet 1899 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique.

Une copie authentique de ce document demeurera annexée à la présente loi.

CONVENTION

La République française et les Etats-Unis d'Amérique, animés d'un égal désir de faciliter et d'accroître les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de réciprocité dans ce but et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française, S. Exc. M. Jules Cambon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire commandeur de la Légion d'honneur, etc.

Et le président des Etats-Unis d'Amérique, l'honorable M. John A. Kasson, commissaire plénipotentiaire spécial, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les produits naturels et fabriqués originaires des Etats-Unis d'Amérique bénéficieront à leur importation en France et en Algérie (que leur importation ait eu lieu en droiture ou par la voie d'un port intermédiaire) des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine. Ils ne seront soumis avant leur entrée dans la consommation à aucuns droits de port ou autres qui ne seraient pas également appliqués aux marchandises importées de tous les autres pays, et leur importation ne sera frappée d'aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas également appliquée aux produits similaires arrivant dans des conditions identiques de tout autre pays. Le droit d'édicter toutes mesures sanitaires en vue d'empêcher l'introduction de maladies contagieuses ou d'infections ou d'épidémies de toute nature est réservée.

Par exception à ce qui précède, les stipulations du présent article relatives au bénéfice du droit de douane minimum ne seront pas appliquées aux marchandises désignées ci-dessous :

Articles du tarif français.

- 1^{er}. — Chevaux.
- 37. — Beurres.
- 89 *ter*. — Graines de luzerne et de trèfle.
- 164. — Fourrages.
- 205. — Fontes.
- 476. — Peaux préparées.
- 478 à 482. — Bottes, souliers, bottines et parties séparées.
- 488. — Courroies, cordes en cuir, cordes et autres ouvrages en cuir ou peau pour machines.
- 524. — Machines dynamo-électriques.
- 525. — Machines-outils.
- 536. — Induits de machines dynamo-électriques et pièces détachées.
- 536 *bis*. — Lampes à arc dites régulateurs.
- 91. — Sucres.
- 163. — Racines de chicorée vertes ou sèches.
- 34. — Œufs.
- 36. — Fromages.
- 38. — Miels.
- 347. — Porcelaines.
- 462. — Cartons bruts en feuilles.

Art. 2. — A titre de réciprocité, les produits naturels et fabriqués originaires de France et d'Algérie désignés et spécifiés dans le tableau ci-après bénéficieront à leur importation aux Etats-Unis (que leur importation ait eu lieu en droiture ou par un port intermédiaire) des détaxes spécifiées dans ledit tableau. Ils ne seront soumis, avant leur entrée dans la consommation, à aucuns droits de port ou autres, qui ne seraient pas également appliqués aux marchandises importées de tous autres pays; et leur importation, pas plus que celle de tout autre produit français et d'Algérie ne sera frappée d'aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas également appliquée aux produits similaires arrivant dans des conditions identiques de tout autre pays.

Le droit d'édicter toutes mesures sanitaires en vue d'empêcher l'introduction de maladies contagieuses ou d'infections ou d'épidémies de toute nature est réservé.

Art. 3. — Il est en plus convenu que, si les Etats-Unis venaient à concéder sur l'un quelconque des produits naturels ou fabriqués ci-dessus énumérés et originaires d'un pays autre que la France et l'Algérie un droit de douane plus réduit que celui spécifié par le présent acte pour l'article similaire originaire de France ou d'Algérie, ladite réduction sera appliquée de plein droit et sans délai à l'article correspondant de France ou d'Algérie.

Tableau des produits naturels et fabriqués, originaires de France et d'Algérie, en faveur desquels une détaxe est concédée par les Etats-Unis et du taux de cette détaxe sur les droits de douane en vigueur.

ARTICLES	D'APRÈS les numéros du tarif américain	DÉTAXES accordées
Soieries	384 à 391 inclus	5 p. 100
Cotonnades	(Bonneterie..... 317, 318 et 319	20 —
	(Bretelles, passementeries..... 320	5 —
	(Tissus de coton mélangés de soie..... 311	5 —
	(Peluches et velours..... 315	5 —
	(Vêtements confectionnés..... 314	5 —
	(Dentelles..... 339	5 —
Articles de lin et de chanvre	(Tissus..... 346	10 —
	(Dentelles-broderies, passemen- teries..... 339	10 —
	(Lingerie confectionnée..... 338 à 345	10 —
Cuir et peaux. — Ganterie, moins les gants dits Schmaschen	440 à 445 inclus	10 —
Articles de Paris..	(Bijouterie d'imitation..... 193 et 408	10 —
	(Bijouterie vraie..... 434	5 —
	(Boutons..... 414	5 —
	(Brosserie..... 410	10 —
	(Tabletterie..... 417	10 —
	(Bimbeloterie et jouets..... 418	20 —
	(Eventails..... 427	10 —
	(Objets en ambre, os, ivoire, nacre, écaille et écume de mer..... 448, 449, 450 et 459	15 —
Comestibles.....	(Boucles..... 412	10 —
	(Conserves de légumes, pois, etc., y compris les champignons... 241	10 —
	(Fruits conservés dans le sucre ou l'alcool..... 263	15 —
	(Chicorée torréfiée ou moulue... 280	10 —
	(Pâtes alimentaires..... 229	10 —
	(Noix..... 272	20 —
	(Prunes..... 264	10 —
Produits chimi- ques.....	(Huiles d'olive..... 40	15 —
	(Couleurs et vernis..... 44 à 59 inclus	10 —
	(Couleurs et teintures dérivées de la houille..... 15	20 —
	(Glycérine..... 24	10 —
	(Colle..... 23	10 —
	(Sel de potasse..... 62 à 66 inclus	10 —
	(Sel de soude..... 73 à 80 inclus	10 —
	(Médicaments..... 67 et 68	10 —
	(Parfumerie préparée ou non à l'alcool..... 2 et 70	10 —
	(Savons, y compris les savons de parfumerie..... 72	10 —
	(Bleu d'outremer..... 52	10 —

Tableau des produits naturels et fabriqués, originaires de France et d'Algérie, en faveur desquels une détaxe est concédée par les Etats-Unis et du taux de cette détaxe sur les droits de douane en vigueur.

ARTICLES		D'APRÈS les numéros du tarif américain	DETAxes accordées	
Céramique et ver- rierie.....	Briques et carreaux vernissés ou ornés.....	87, § 2, 4, 88, § 2, 3	10	—
	Bouteilles.....	99	15	—
	Gobeletterie.....	100	5	—
	Glaces et verres à vitres.....	101 à 105	10	—
	Lunettes et verres à lunettes.....	108 à 110 inclus	10	—
	Lorgnettes, lentilles, etc.	111	10	—
Ouvrages en mé- taux.....	Coutellerie.....	153 et 155	10	—
	Horlogerie, pendules.....	191	15	—
	Clous, chevilles, pointes et ai- guilles.....	160 à 165 inclus	15	—
	Plumes métalliques.....	186	10	—
	Porte-plume.....	187	10	—
	Articles marchandises et produits fabriqués en tout ou en partie avec des métaux ouvrés non dénommés.....	193	10	—
	Galons, tresses, broderies et au- tres articles contenant en tota- lité ou en partie du fil de clin- quant, bouillons, etc.	179	5	—
	Papier à copier, à filtrer, buvard, glacé, couché, parchemins et papier sensible pour photogra- phie.....	397 et 398	10	—
	Papiers.....	401	10	—
	Papier à lettres à la main.....	399	10	—
Plumes, etc., ouvrées pour ornements ou autres usages et fleurs artificielles.....	Enveloppes.....	403	10	—
	Registres.....	404	10	—
	Albums.....	407	10	—
	Articles en papier.....	407	10	—
	Plumes, etc., ouvrées pour ornements ou autres usages et fleurs artificielles.....	425, § 2	5	—
	Bois et meubles en bois.....	208	10	—
	Plants et semences.....	231, 252 et 254	20	—
	Chapeaux de paille.....	409	10	—
	Tresses de sparterie, et particulièrement les tresses de chapellerie.....	406	10	—
	Ciments.....	89	10	—
Plumes, etc., ouvrées pour ornements ou autres usages et fleurs artificielles.....	Poils pour chapellerie non sur peau.....	426	20	—
	Chapeaux de feutre.....	370 et 432	10	—
	Instruments de musique.....	453	15	—
	Plumes non ouvrées.....	425, § 4	20	—
	Eaux minérales.....	501	20	—
	Liqueurs.....	292	10	—

Il est également entendu que toute réduction de droits de douane qui serait, à dater de ce jour, concédée sur les vins mousseux et sur les articles compris sous les n^{os} 326 à 382 inclus de la loi douanière des Etats-Unis, en date du 24 juillet 1897, à l'une quelconque des nations européennes sera immédiatement étendue aux produits correspondants originaires de France ou d'Algérie.

Art. 4. — Au cas où l'une des hautes parties contractantes viendrait, pendant la durée de la convention, à modifier par quelque acte législatif les conditions respectives du commerce telles qu'elles existent à la date de la convention ; c'est-à-dire : d'une part, la France, en augmentant les droits de douane minima actuellement stipulés pour les produits des Etats-Unis ; ou, d'autre part, les Etats-Unis, soit en relevant les taux réduits résultant de l'application du tableau ci-dessus, soit en augmentant les droits de douane actuellement applicables aux produits français ; et encore au cas où l'une des hautes parties contractantes imposerait des restrictions ou prohibitions nouvelles sur les importations de l'autre, la faculté sera réservée à celle-ci de se libérer des obligations résultant pour elle de la convention en notifiant à la première son intention d'y mettre fin. Ladite convention cessera dans ce cas ses effets six mois après cette notification.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée par les deux gouvernements, aussitôt que faire se pourra, et dans le délai de huit mois à dater de ce jour, et les ratifications en seront échangées à Washington. Elle entrera en vigueur dix jours après et restera exécutoire, sauf le cas prévu par l'article 4, pendant une période de cinq années à dater dudit échange des ratifications, à moins cependant que l'une des hautes parties contractantes ne vienne, au cours de cette période, à notifier à l'autre partie son désir de mettre fin à la convention, auquel cas la présente convention cessera ses effets douze mois après la réception par l'autre partie de la notification en question. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié avant l'expiration du terme ainsi fixé son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci restera en vigueur d'année en année jusqu'à l'expiration de douze mois à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires respectifs, avons signé la présente convention en double exemplaire et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Washington, ce 24 juillet 1899.

Signé : (L. S.) JOHN A. KASSON.

Signé : (L. S.) J. CAMBON.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages.
1898	
Août. 24	Russie. Circulaire relative à la réduction des armements. 43
1899	
Janvier . . . 11	Russie. Circulaire au programme d'une Conférence. . . 45
Février. . . 10	France. M. Delcassé au comte de Montebello (réponse à la Circulaire). 47
Avril. 20	Conférence pour reviser le régime des spiritueux en Afrique. Protocole I. 90
Mai 23	Conférence de la Paix. Deuxième Commission. 163
—	— 2 ^e Commission. 164
—	— 2 ^e Commission, 1 ^{re} Sous-Commission. 215
—	— 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 242
—	— 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 243
—	— 30 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 219
—	— 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 247
—	— Conférence pour reviser le régime des spiritueux en Afrique. Protocole II. 93
—	— Annexe : Rapport de la Commission. 105 et 135
Juin. 1 ^{er}	Conférence de la Paix. 2 ^e Commission, 1 ^{re} Sous-Commission. 224
—	— 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 253
—	— 3 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 258
—	— 6 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 263
—	— 7 Conférence pour reviser le régime des spiritueux en Afrique. Protocole III. 154
—	— 8 Protocole IV. 156
—	— Convention sur le régime des spiritueux en Afrique. . . 160
—	— Conférence de la Paix 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 273
—	— 10 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 280
—	— 12 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 288
—	— 13 2 ^e Commission, 1 ^{re} Sous-Commission. 227
—	— 15 2 ^e Commission, 1 ^{re} Sous-Commission. 235
—	— 17 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 296
—	— 20 2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission. 307
—	— 2 ^e Commission (séance plénière). 166
—	— Annexe : Rapport de M. L. Renault. 174
Juillet. . . . 1 ^{er}	2 ^e Commission, 2 ^e Sous-Commission (séance plénière). 185
—	— Annexe : Rapport de M. Ed. Rolin. 192
—	— 24 Etats-Unis — France. Convention commerciale. . . 378
—	— 29 Conférence de la Paix. Acte final. 5
—	— Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux 11
—	— Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. 22
—	— Convention pour l'adaptation à la guerre maritime

			Pages.
		des principes de la Convention de Genève du	
		22 août 1864.	33
—	—	Déclaration relative au lancement de projectiles du	
		haut de ballons.	38
—	—	Déclaration relative aux projectiles ayant pour but	
		de répandre des gaz asphyxiants.	39
—	—	Déclaration relative à l'interdiction de certaines	
		balles.	40
Août. . . .	29	<i>Bade</i> — <i>Suisse</i> . Déclaration concernant les transports	
		militaires sur les chemins de fer.	129
Septembre. .	23	<i>Italie</i> — <i>Suisse</i> . Déclaration concernant la célébration	
		des mariages.	130
Novembre. .	17	<i>Suisse</i> . Abrogation de Conventions littéraires avec	
		divers pays.	132
Décembre. .	31	<i>France</i> . Rapport des plénipotentiaires à la Conférence	
		de la Paix.	48
		1900	
Mars. . . .	29	<i>Etats-Unis</i> — <i>Grande-Bretagne</i> — <i>Portugal</i> . Arbi-	
		trage Delagoa.	344